

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES CABINETS DENTAIRES DU 17 JANVIER 1992 - ÉTENDUE PAR ARRÊTÉ DU 2 AVRIL 1992 JORF 9 AVRIL 1992

IDCC 1619

Brochure 3255

CE DOCUMENT EST UN EXEMPLE DE CONVENTION COLLECTIVE TÉLÉCHARGEABLE SUR
[HTTP://WWW.LEGISOCIAL.FR/](http://www.legisocial.fr/)

TEXTE INTÉGRAL

Date de mise à jour : 01/01/2025

Cabinets dentaires

Vous disposez à titre d'exemple d'un aperçu incomplet, celui-ci a été volontairement enrichi de caractères spécifiques rendant sa lecture difficile afin de la rendre inexploitable en l'état.

TABLE DES MATIÈRES

Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992	7
Article - Préambule	7
Titre Ier : Dispositions générales	7
Article 1.1 - Champ d'application	7
Article 1.2 - Durée et dénonciation	7
Article 1.3 - Révision	7
Article 1.4 - Avantages acquis	8
Article 1.5 - Adhésion	8
Article 1.6 - Commission nationale paritaire de conciliation et d'interprétation : procédure de règlement des litiges individuels ou collectifs	8
Article 1.6 - Commissions paritaires : composition et attributions	9
Article 1.7 - Participation des salariés mandatés par les organisations syndicales représentatives aux commissions	10
Article 1.8 - Égalité professionnelle. Égalité de traitement	10
Article 1.9 - Soins aux salariés	10
Article 1.10 - Tickets-restaurant	10
Titre II : Droit syndical et institutions représentatives du personnel	10
Article 2.1 - Liberté d'opinion 1	10
Article 2.2 - Exercice du droit syndical	10
Article 2.3 - Absences pour l'exercice d'une activité syndicale 1	11
Article 2.4 - Délégués du personnel	11
Article 2.5 - Comité d'entreprise	11
Titre III : Contrat de travail	11
Article 3 - Préambule	11
Article 3.1 - Embauche	11
Article 3.2 - Mentions obligatoires contenues dans le contrat de travail	11
Article 3.3 - Catégories de personnel	12
Article 3.4 - Période d'essai	12
Article 3.4 - Période d'essai	13
Article 3.5 - Aptitude médicale et médecine du travail	13
Article 3.6 - Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption	13
Article 3.7 - Conséquence de l'inaptitude du salarié d'origine non professionnelle	14
Article 3.8 - Modification de la situation juridique de l'employeur	14
Article 3.9 - Modification du contrat de travail	14
Article 3.10 - Service national	14
Article 3.11 - Rupture du contrat de travail	14
Article 3.12 - Secret professionnel	15
Article 3.13 - Devoirs du personnel	15
Article 3.14 - Salaires	15
Article 3.15 - Prime d'ancienneté	15
Article 3.16 - Prime de secrétariat	16
Article 3.17 - Hygiène des locaux. - Tenue de travail	16
Titre IV : Maintien du salaire en cas de maladie - Indemnisation en cas de licenciement et départ en retraite	16
Article 4.1 - Champ d'application	16
Article 4.2 (1) - Maintien du salaire	16
Article 4.3 - Indemnité de licenciement	17
Article 4.4 - Indemnité de départ à la retraite	17
Article 4.5 - Point de départ et cessation des garanties	17
Article 4.6 - Maintien des garanties	17
Titre V : Régime de prévoyance 1 et retraite complémentaire 2 1 Accord du 5 juin 1987. 2 Accord du 22 novembre 1991	17
Article - Préambule	17
Article 5.1 - Objet	17
Article 5.2 - Obligations réciproques	18
Article 5.3 - Conditions d'application	18
Article 5.4 - Répartition des cotisations	18
Article 5.5 - Gestion du régime	18
Article 5.6 - Commission de suivi du régime	18
Article 5.7 - Retraite complémentaire. - Répartition de la cotisation 1	18
Titre VI : Durée du travail et congés	19
Article 6.1 - Durée du travail	19

Article 6.2 - Congés payés	20
Article 6.3 - Congés de courte durée	22
Article 6.4 - Congés pour événements familiaux et personnels	22
Article 6.5 - Congé de proche aidant	22
Article 6.6 - Congé de solidarité familiale	23
Article 6.7 - Congé de maternité	23
Article 6.8 - Congé de paternité et d'accueil de l'enfant	23
Article 6.9 - Congé d'adoption	23
Article 6.10 - Congé pour enfant malade	23
Article 6.11 - Congé de présence parentale	24
Article 6.12 - Congé parental d'éducation	24
Article 6.13 - Congé sans solde pour élever son enfant	24
Article 6.14 - Démission sans préavis conventionnel pour élever son enfant	24
Article 6.15 - Démission avec préavis conventionnel pour élever son enfant	24
Titre VII : Formation professionnelle	24
Textes Attachés	31
Annexe I : Classification des emplois	31
Annexe II - Grille des salaires	46
Annexe III. Commission paritaire de l'emploi	46
Annexe IV - Soins aux salariés	47
Accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	47
Avenant du 3 avril 1992 relatif à la date d'application de la convention collective	50
Avenant du 13 mai 1992 relatif à la retraite complémentaire	51
Accord du 14 janvier 2000 relatif à la retraite complémentaire	51
Avenant du 11 février 2000 relatif à la prorogation de l'accord de l'ARPE du 6 novembre 1998	51
Avenant n° 2 du 29 juin 2000 à l'accord du 6 novembre 1998 relatif à l'ARPE	51
Accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	52
Accord du 28 mars 2003 relatif à la durée du travail (art. 6.1 de la convention collective)	57
Accord du 27 juin 2003 relatif au champ d'application de la convention collective	58
Accord du 5 décembre 2003 relatif à la nouvelle rédaction du champ d'application	58
Avenant n° 1 du 5 décembre 2003 relatif à l'accord prévoyance du 5 juin 1987	58
Accord du 5 décembre 2003 relatif à la modulation du temps de travail	59
Avenant n° 2 du 27 février 2004 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la garantie rente éducation	60
Avenant du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel	60
Avenant du 2 juillet 2004 portant modification du préambule du titre III de la convention	62
Avenant du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle	62
Accord du 3 décembre 2004 relatif à l'enseignement dans le cadre de la professionnalisation	62
Accord du 3 décembre 2004 relatif aux modalités d'organisation de la journée de solidarité	62
Accord du 7 janvier 2005 relatif à la formation professionnelle	64
Accord du 7 janvier 2005 relatif aux congés pour maladie d'un enfant de moins de 12 ans	64
Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle	64
Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle	65
Accord du 8 juillet 2005 relatif aux absences pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption	65
Avenant du 8 juillet 2005 relatif à la formation professionnelle	66
Accord du 2 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle	66
Accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme	66
Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'assistant dentaire (titre II)	68
Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'aide dentaire (titre III, annexe I)	69
Avenant du 5 octobre 2007 relatif à la détermination de la durée du travail effectif (1)	70
Avenant du 7 mars 2008 portant modification de l'article 3.2 de l'accord relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	70
Avenant du 19 juin 2008 portant modification de la convention collective	71
Avenant du 5 décembre 2008 relatif à la formation professionnelle	71
Avenant du 25 septembre 2009 relatif à la période d'essai	71
Avenant du 18 décembre 2009 relatif à l'emploi de secrétaire technique	72
Accord du 4 juin 2010 relatif au financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels	73
Avenant du 24 septembre 2010 relatif à la prévoyance et à la retraite complémentaire	74
Adhésion par lettre du 20 décembre 2010 de la CFDT santé et services sociaux à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme	75
Avenant du 6 octobre 2011 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	75
Avenant n° 4 du 9 février 2012 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	75
Avenant du 20 septembre 2012 relatif à la formation professionnelle	75

Adhésion par lettre du 4 janvier 2013 de la CFTC à l'accord du 1er décembre 2012 relatif aux salaires	76
Avenant du 14 mars 2013 relatif à la formation professionnelle	77
Accord du 28 février 2014 relatif au temps partiel	77
Avenant n° 5 du 21 mai 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	83
Avenant du 9 octobre 2014 relatif à la formation professionnelle continue	84
Avenant n° 6 du 6 novembre 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	85
Accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire	86
Avenant n° 1 du 21 mai 2015 à l'accord du 13 mars 2015 portant instauration d'une couverture santé complémentaire collective à adhésion obligatoire	90
Avenant n° 2 du 22 octobre 2015 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire	91
Avenant du 15 janvier 2016 modifiant l'article 6.1. du titre VI de la convention collective	91
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	93
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel	93
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 28 février 2014 sur l'organisation du travail à temps partiel	94
Avenant n° 7 du 27 octobre 2016 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	94
Avenant du 16 mars 2017 modifiant l'article 1.6. du titre I de la convention collective	95
Adhésion par lettre du 4 décembre 2017 de l'UNSA santé sociaux à la convention	96
Adhésion par lettre du 9 juillet 2018 de l'UNSA santé et sociaux à l'ensemble des accords attachés à la convention collective	96
Accord du 21 mars 2019 relatif à l'inscription du titre d'assistant dentaire aux ARS	96
Accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité)	97
Avenant du 5 juillet 2019 à l'accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité)	97
Avenant du 5 juillet 2019 relatif à la modification de l'annexe I à la convention collective	98
Avenant n° 3 du 10 octobre 2019 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire	106
Accord du 2 juillet 2020 relatif au dispositif de reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)	107
Avenant n° 8 du 22 avril 2021 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	108
Adhésion par lettre du 29 novembre 2021 de la CFE-CGC à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme	109
Avenant n° 8 du 7 octobre 2021 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	109
Avenant n° 9 du 7 octobre 2021 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	109
Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective (art. 2.3 « Absences pour l'exercice d'une activité syndicale » du titre II « Droit syndical et institutions représentatives du personnel »)	110
Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective (annexe I « Classification des emplois »)	111
Avenant n° 10 du 15 septembre 2022 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	119
Avenant du 15 septembre 2022 relatif à la révision du titre VI de la convention collective	120
Avenant du 20 octobre 2022 relatif à la révision du titre VII « Formation professionnelle » de la convention collective	123
Avenant n° 11 du 5 octobre 2023 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	129
Avenant du 5 octobre 2023 relatif à la révision de la convention collective (Article 3.11 « Rupture du contrat de travail » du titre III)	130
Avenant n° 4 du 9 novembre 2023 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire	131
Avenant du 7 décembre 2023 relatif à la modification du titre X de l'annexe 1 « Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés »	132
Avenant du 22 février 2024 relatif à la modification de l'article 3.15 « Prime d'ancienneté » du titre III « Contrat de travail »	133
Avenant du 25 avril 2024 relatif à la révision de l'article 7.2 du titre VII « Formation professionnelle » de la convention collective	134
Avenant du 23 mai 2024 relatif à la révision de l'article 3.17 du titre III « Contrat de travail » de la convention collective	135
Avenant du 5 septembre 2024 relatif à la modification de la convention collective (art. 7.9.4 « Mise en œuvre du dispositif de VAE » du titre VII « Formation professionnelle »)	136
Avenant du 24 octobre 2024 relatif à la révision de l'article 6.2 « Congés payés » du titre VI « Durée du travail et congés »	137
Avenant n° 12 du 24 octobre 2024 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	138
Avenant n° 13 du 24 octobre 2024 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	140

Accord du 5 décembre 2024 relatif à la valorisation financière des mentions complémentaires (formations continues facultatives) applicable impérativement au 1er janvier 2025	141
Textes Salaires	143
Accord du 29 septembre 2006 relatif aux salaires(1)	143
Accord du 6 juillet 2007 relatif aux salaires	145
Accord du 5 octobre 2007 relatif aux salaires	145
Accord du 19 juin 2008 relatif à la grille des salaires	146
Accord du 5 décembre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009	147
Accord du 25 septembre 2009 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2009	148
Accord du 18 décembre 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2010	148
Accord du 17 décembre 2010 relatif aux salaires au 1er janvier 2011	149
Accord du 6 octobre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er octobre 2011 et au 1er juin 2012	150
Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2011	151
Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2012	152
Accord du 21 juin 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin 2012	153
Accord du 20 septembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juillet 2012	154
Accord du 30 novembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2012	155
Accord du 28 juin 2013 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2013	155
Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er janvier 2014	156
Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er mai 2014	157
Accord du 16 janvier 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2015	158
Accord du 21 mai 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin 2015	158
Accord du 15 janvier 2016 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2016	159
Accord du 27 octobre 2016 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2016	160
Accord du 10 février 2017 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2017	161
Accord du 27 octobre 2017 relatif aux salaires au 1er décembre 2017	162
Accord du 8 février 2018 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2018	163
Accord du 21 mars 2019 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2019	163
Accord du 16 janvier 2020 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2020	164
Accord du 14 janvier 2021 relatif aux salaires au 1er janvier 2021	165
Accord du 27 janvier 2022 relatif aux salaires au 1er janvier 2022	166
Accord du 21 juillet 2022 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2022	167
Accord du 8 décembre 2022 relatif à l'ajustement salarial au 1er décembre 2022	168
Accord du 25 mai 2023 relatif aux salaires (applicable impérativement au 1er juin 2023)	170
Accord du 5 décembre 2024 relatif aux salaires (applicable impérativement au 1er janvier 2025)	171
Textes Extensions	173
ARRETE du 2 avril 1992	173
ARRETE du 19 novembre 1992	173
ARRETE du 15 janvier 1993	173
ARRETE du 16 avril 1993	173
ARRETE du 22 juin 1993	173
ARRETE du 21 juillet 1993	173
ARRETE du 27 octobre 1993	174
ARRETE du 2 février 1994	174
ARRÊTE du 4 février 1994	174
ARRÊTE du 10 juin 1994	174
ARRETE du 8 février 1995	174
ARRETE du 10 mai 1995	175
ARRETE du 19 juin 1995	175
ARRETE du 1 mars 1996	175
ARRETE du 6 juin 1996	175
ARRETE du 10 juin 1996	176
ARRETE du 10 juin 1996	176
ARRETE du 9 décembre 1996	176
ARRETE du 15 avril 1997	177
ARRETE du 25 juin 1997	177
ARRETE du 3 octobre 1997	177
ARRETE du 20 février 1998	177
ARRETE du 20 avril 1998	178
ARRETE du 23 décembre 1998	178
ARRETE du 29 mars 1999	178
ARRETE du 3 avril 2001	179
ARRETE du 17 avril 2001	179

ARRETE du 2 juillet 2001	179
ARRETE du 26 novembre 2001	179
ARRETE du 14 décembre 2001	180
ARRETE du 14 décembre 2001	181
ARRETE du 5 février 2002	181
ARRETE du 19 avril 2002	182
ARRETE du 18 juillet 2002	182
ARRETE du 10 février 2003	182
ARRETE du 8 octobre 2003	183
ARRETE du 6 février 2004	183
ARRETE du 16 mars 2004	183
ARRETE du 7 juin 2004	183
ARRETE du 16 juillet 2004	184
ARRETE du 29 juillet 2004	184
ARRETE du 22 octobre 2004	184
ARRETE du 23 novembre 2004	184
ARRETE du 22 décembre 2004	185
ARRETE du 19 avril 2005	185
ARRETE du 4 juillet 2005	186
ARRETE du 20 juillet 2005	186
ARRETE du 5 octobre 2005	186
ARRETE du 9 novembre 2005	187
ARRETE du 12 juin 2006	187
ARRETE du 13 octobre 2006	187
ARRETE du 17 octobre 2006	187
ARRETE du 4 janvier 2007	188
Textes parus au JORF	189
Arrêté du 31 janvier 2020	189
Arrêté du 6 novembre 2020	189
Arrêté du 25 janvier 2021	189
Arrêté du 5 février 2021	190
Arrêté du 9 juin 2021	190
Arrêté du 17 septembre 2021	191

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES CABINETS DENTAIRES DU 17 JANVIER 1992 - ÉTENDUE PAR ARRÊTÉ DU 2 AVRIL 1992 JORF 9 AVRIL 1992

Signataires	
Patrons signataires	Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD).
Syndicats signataires	Fédération nationale des syndicats de médecins de santé et services sociaux CFTF berrichs prothésistes et assistants dentaires ; Fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et services sociaux CFTF ; Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC ; Fédération des services publics et de santé CGT-FO ; Fédération nationale indépendante des syndicats des professionnels des cabinets et libéraux dentaires.
Organisations adhérentes signataires	Fédération des syndicats dentaires libéraux, par lettre du 18 mars 1992 ; Fédération des chirurgiens-dentistes de France, par lettre du 6 avril 1993 ; Union des jeunes chirurgiens-dentistes, par lettre du 21 avril 1994 ; Fédération USNA santé et services publics et privé, par lettre du 4 décembre 2017 (BO n°2018-1).

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les parties contractantes conviennent qu'à la date de son extinction (1) la présente convention revêtira l'autorité d'une loi :

La convention est conclue le 10 février 1986 entre :

- la fédération ouotondilgqe de France et territoriaux associés (FOFTA) ;

- le syndicat national CGT des assistants et prothésistes dentaires ;

- la fédération nationale des dentistes des services de santé et services sociaux CFTF, branche prothésistes et assistants dentaires ;

- la fédération des employés et cadres CGT-FO ;

- la fédération nationale des dentistes chrétiens des services de santé et services sociaux CFTF ;

- la fédération nationale indépendante des dentistes des professions des cabinets et libéraux dentaires.

La convention est conclue le 24 septembre 1983 entre :

- la confédération nationale des dentistes dentaires ;

- la fédération nationale indépendante du personnel des cabinets dentaires et libéraux dentaires ;

- le syndicat autonome des assistants dentaires et réceptionnistes.

Les parties conviennent, en outre, que le présent texte intègre :

- les accords nationaux professionnels du 5 juin 1987 relatifs au régime de prévoyance des salariés des cabinets dentaires ;

- l'accord national professionnel relatif à la définition et à la classification des emplois des dentistes du 3 novembre 1988 ;

- l'accord national du 3 novembre 1988 relatif à la formation professionnelle des salariés des cabinets dentaires ;

- l'accord national du 22 novembre 1991 sur la retraite complémentaire.

(1) Conformément à l'article 1.2, la convention est conclue des cabinets dentaires à Paris entre les signataires à compter de son dépôt (c'est-à-dire à la date du 4 février 1992).

Titre Ier : Dispositions générales

Article 1.1 - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

La présente convention collective s'applique sur le territoire national et départements d'outre-mer et règle les relations entre les professionnels qui exercent l'art dentaire conformément au code de la santé publique, seuls ou en association en tant que dentistes dentaires dont l'activité est nominalement identifiée par le numéro 851E de la nomenclature d'activité française (NAF) et les salariés ; les chirurgiens-dentistes salariés d'un cabinet libéral, du fait de leur relation particulière particulière découlant du code de déontologie et dont les contrats de travail sont négociés de gré à gré, sont exclus de la présente convention collective.

Article 1.2 - Durée et dénonciation

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès de la DTDE de Paris, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

La dénonciation de cette convention ne pourra intervenir pendant la première année d'application. En outre, la dénonciation ne pourra intervenir qu'après l'échec total de la procédure de révision prévue à l'article 1.3 et l'échec total de la procédure de négociation conventionnelle.

À peine de nullité, la dénonciation doit être notifiée à l'adresse des représentants désignés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois de préavis commençant à courir à compter de la date de réception des lettres recommandées de dénonciation.

Des négociations doivent alors s'engager dans les conditions fixées à l'article L. 132-8 du code du travail. Sauf si le dénonciateur a été dénoncé par un autre texte, les effets de la dénonciation sont ceux prévus à l'article L. 132-8 du code du travail.

Article 1.3 - Révision

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Lorsque l'une des parties stienrigaas dednreama la révision ou la siepusrospn d'une ou plrusueis dsiipsniotos de la convention, elle dvera en aesvir chncuae des auerts pirtaes par ltrtee recommandée aevc accusé de réception.

Cette dnmeade srea accompagnée obgoieialtrnmet d'une pisipootron de rédaction noevulle ou d'une jufiatsitcion caennnorct la sopuspiesrn des doispnioists mises en cause.

Dans un délai maimxal de 2 mois, une commission, composée de l'ensemble des onsaanoitgris slyindcaes représentatives des salariés et des employeurs, devra se réunir puor négocier sur les proioitnopss de révision ou setutar sur la msie en csau de cntireeas dispositions. Cette csioosmimn de négociation prroua penrrde la fmroe d'une cmiomsoin mixte, si au moins duex oonrasaigtins en fnot la demande.

À l'issue de cette négociation, les maifdtionioics apportées au texte cnitenoevonnl résultant de l'accord des parties, enonertrt en vguuier dnas les codtniions fixées par cet accord, à défaut le lmieedann du juor de son dépôt. En l'absence d'accord, les dooniispsts antérieures drroeennmut en vigueur.

Article 1.4 - Avantages acquis

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

La présente conovntein s'impose à l'employeur dès lros que les diotossniips qu'elle prévoit snot puls aegauatvnses puor les salariés. Elle ne proura être, en acuu cas, la csau de rtisecrnotis des aengaatvs aiucqs par le salarié iudenleiidnmvlet ou par aoccrd cclltoeif d'entreprise antérieurement à son entrée en vigueur.

Article 1.5 - Adhésion

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les cndoinois rivleaets à l'adhésion à la présente coivnnteon cvoictlele snot cleles prévues aux arciltes L. 132-9 et L. 132-16 du cdoe du travail.

Il est asini rappelé que luqsroe l'adhésion émane d'une oonitarsgin syndicale, d'une aoaotsiiscn ou d'un guereonpmt d'employeurs dnnot l'activité palrpnicie n'est pas clele de l'exercice de l'art deatinre tlele que déterminée dnas le cmahp d'application, l'adhésion est subordonnée à un acrocd etrne la prtaie intéressée et les peratis seiragantis de la convention.

Il est également rappelé que l'adhésion diot être notifiée aux sagiatrnes par lrttee recommandée aevc aivs de réception et diot fiare l'objet d'un dépôt auprs de la deiotcrin départementale du tvarail de Paris.

Article 1.6 - Commission nationale paritaire de conciliation et d'interprétation : procédure de règlement des litiges individuels ou collectifs

En vigueur étendu en date du 17 mai 2017

Plusieurs cnomomssiiis perrtiaas snot prévues :

? la cmooissmin ptraiiare preamnnete de négociation et d'interprétation (CPPNI) ;

? la ciisoomsmn pairtiare nnlaaiote de l'emploi et de la fmtoaroin plelrssosnfnoiee (CPNEFP) ;

? les cssoiimomns prraeaits spécifiques aux geurpos pairetrias

de taviarl décidées par la csmoisoimn pirtraiae de négociation.

Les csmnioimsos snot composées reeseptvtmcinet de duex représentants par ogroiiastnan sdycainle de salariés déclarée représentative dnas la banhrce (collège salarié) et d'un nobmre égal de représentants des erleyumuops (collège patronal).

Pour la prtaie patronale, à coptmer de la paiuotlcibn des arrêtés de représentativité puor la branche, la répartition de manière ponprolnitoerle etrne les ostoaringains poieflnolsnreses d'employeurs déclarées représentatives dnas la branche, sur la bsae des adhésions comptabilisées puor la représentativité.

Chaque cosmiomismn élit un président et un vice-président n'appartenant pas au même collège. La présidence et la vice-présidence chnegnat de collège tuos les 2 ans, suaf acrocd de bracnhe prévoyant une artue modalité d'alternance.

La prtaie pnlaaorte asruse le secrétariat.

La CPNPI et la CNPEFP se réunissent aautnt de fios que les pertias l'estiment nécessaires et au mmnium trios fios par an.

Les représentants salariés aux cisonommiss piaarietrs de branche, dpnoseit puor piaeciprtr aux réunions du droit de s'absenter de luer leiu de travail, luer rémunération luer étant mainunete par luer employeur.

Conformément à l'accord étendu du 16 mras 2007 reliaf au développement du paritarisme, cqhuae otaionisragn frea son arfafie des rrtmbousmeeens des frias de transport, de repas, d'hébergement et de ptere de roeruesscs de ses représentants appelés à piaetipcr aux taarvux des dsireeys ictnsenas paiitreras msies en pacle dnas le cdare de la cotneonivn clctvoiee nationale.

Article 1.6.1

Commission pairitrae pnmeaertne de négociation et d'interprétation (CPPNI)

Une cimsoiomsn pairitrae pearnnteme de négociation et d'interprétation (CPPNI) est msie en pclae conformément aux textes en vigueur. Elle définit les thèmes et le cirdneaelr des négociations de bnrcache et professionnelles.(1)

Elle excree les miinssos d'intérêt général sunateivs :

? elle représente la branche, notemanmt dnas l'appui aux ertispeners et vis-à-vis des pivuoors pciblus ;

? elle ercxee un rôle de vliele sur les cndnoioits de tvarial et l'emploi ;

? elle établit un rrapot aunnel d'activité déposé dnas une bsae de données nnailoate dnas les ciontidnos déterminées par vioe réglementaire et, à ce titre, est dnrtatieaise des éventuels cniveonntos et arccdos d'entreprises rltaiefs à la durée du trvaail ;

? elle ecexre les msniisos de l'observatoire piarairte de la négociation cevtllcoie dnas la branche.

Dans le crdae de ses miinssos elle définit :

?les gineratas apbeacpilis aux salariés employés par les ereisreptns rlenevat de son cmahp d'application(2) ;

? l'ordre plibuc conventionnel, c'est-à-dire les thèmes sur lesques les éventuels cinvenoonts et adrcos d'entreprises ne puenvet être monis foeavabrils que les cnnnvoitos et acocdrs conlucs au nvaieu de la barhnce plofoinesrnesle des caetbins dentaires, et établit puor la ciomosismn nnioaalte de la négociation coeillvtce et le huat ceniosl du dulgoaie social, un rorppat sur l'état des négociations etseeirrnps sur le sjuet ;

? régule la crccnorunee etrne les eintseprres rneeavlt de son camhp d'application.

En otute elle ecrexe des miinssos :

? d'interprétation, en raenndt un aivs à la ddeanme d'une

? de contentieux et d'interprétation des litiges individuels et collectifs nés de l'interprétation de la présente convention collective.

À cet effet, les litiges sont portés par écrit devant la commission paritaire de négociation et d'interprétation qui doit statuer dans un délai de 90 jours à compter de la date de réception de la demande de saisine par le secrétariat de la commission. Un procès-verbal des débats et des conclusions sera établi et approuvé en séance par les membres de la commission et un créancier rattaché ces conclusions sera adressé sous quittance aux parties intéressées.

(1) L'alinéa 2 de l'article 1.6.1 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail.

(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

(2) L'alinéa 9 de l'article 1.6.1 est étendu de l'extension en tant qu'il s'applique aux dispositions des articles L. 2232-5-1, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail dans leur rédaction issue de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective publiée au Journal officiel du 23 septembre 2017.

(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

Article 1.6 - Commissions paritaires : composition et attributions

En vigueur étendu en date du 17 mai 2017

Plusieurs commissions paritaires sont prévues :

? la commission paritaire pénale de négociation et d'interprétation (CPPNI) ;

? la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) ;

? les commissions paritaires spécifiques aux groupes professionnels de travail décidées par la commission paritaire de négociation.

Les commissions sont composées respectivement de deux représentants par organisation syndicale de salariés déclarée représentative dans la branche (collège salarié) et d'un nombre égal de représentants des employeurs (collège patronal).

Pour la partie patronale, à compter de la publication des arrêtés de représentativité pour la branche, la répartition de manière proportionnelle entre les organisations professionnelles d'employeurs déclarées représentatives dans la branche, sur la base des adhésions comptabilisées pour la représentativité.

Chaque commission élit un président et un vice-président n'appartenant pas au même collège. La présidence et la vice-présidence cehant de collège tous les 2 ans, sauf accord de branche prévoyant une autre modalité d'alternance.

La partie patronale assure le secrétariat.

La CPPNI et la CPNEFP se réunissent au moins de fois que les parties l'estiment nécessaires et au minimum trois fois par an.

Les représentants salariés aux commissions paritaires de branche, disposent pour participer aux réunions du droit de s'absenter de leur lieu de travail, leur rémunération leur étant maintenue par leur employeur.

Conformément à l'accord étendu du 16 mars 2007 relatif au développement du paritarisme, chaque organisation syndicale a droit à la prise en charge des frais de transport, de repas, d'hébergement et de perte de rémunération de ses représentants appelés à participer aux travaux des diverses instances paritaires mises en place dans le cadre de la convention collective nationale.

Commission paritaire de négociation et d'interprétation (CPPNI)

Une commission paritaire de négociation et d'interprétation (CPPNI) est mise en place conformément aux textes en vigueur. Elle définit les thèmes et le calendrier des négociations de branche et professionnelles.(1)

Elle exerce les missions d'intérêt général suivantes :

? elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;

? elle exerce un rôle de liaison sur les conditions de travail et l'emploi ;

? elle établit un rapport annuel d'activité déposé dans une base de données nationale dans les conditions déterminées par voie réglementaire et, à ce titre, est destinataire des éventuels conseils et accords d'entreprises relatives à la durée du travail ;

? elle exerce les missions de l'observatoire patronal de la négociation collective dans la branche.

Dans le cadre de ses missions elle définit :

? les garanties applicables aux salariés employés par les entreprises relevant de son champ d'application(2) ;

? l'ordre public conventionnel, c'est-à-dire les thèmes sur lesquels les éventuels conventions et accords d'entreprises ne peuvent être modifiés sauf ceux que les conventions et accords conclus au niveau de la branche professionnelle des entreprises dentaires, et établit pour la commission nationale de la négociation collective et le haut conseil du dialogue social, un rapport sur l'état des négociations professionnelles sur le sujet ;

? régule la concurrence entre les entreprises relevant de son champ d'application.

En outre elle exerce des missions :

? d'interprétation, en rendant un avis à la demande d'une juridiction en conformité avec les textes régissant les règles de l'organisation juridique ;

? de contentieux et d'interprétation des litiges individuels et collectifs nés de l'interprétation de la présente convention collective.

À cet effet, les litiges sont portés par écrit devant la commission paritaire de négociation et d'interprétation qui doit statuer dans un délai de 90 jours à compter de la date de réception de la demande de saisine par le secrétariat de la commission. Un procès-verbal des débats et des conclusions sera établi et approuvé en séance par les membres de la commission et un créancier rattaché ces conclusions sera adressé sous quittance aux parties intéressées.

(1) L'alinéa 2 de l'article 1.6.1 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail.

(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

(2) L'alinéa 9 de l'article 1.6.1 est étendu de l'extension en tant qu'il s'applique aux dispositions des articles L. 2232-5-1, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail dans leur rédaction issue de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective publiée au Journal officiel du 23 septembre 2017.

(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

Article 1.7 - Participation des salariés mandatés par les organisations syndicales

représentatives aux commissions

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Conformément à l'article L. 132-17 du code du travail, les salariés participant aux négociations de la convention collective ainsi qu'aux réunions des instances paritaires ou groupées de travail issus de la négociation bénéficient du droit de s'absenter, de la participation des parties de salariés ou du maintien de ceux-ci ainsi qu'à l'indemnisation des frais de déplacement.

Les salariés employeurs, par leur participation à la représentation définie dans chaque commission, sont autorisés à quitter leur travail pour assister à la séance de 2 personnes par organisation syndicale, sur présentation d'un relevé, les frais de déplacement (soit en 1re classe SNCF - ou en 1re classe en cas de voyage de nuit - y compris les suppléments éventuels, soit en avion si la distance totale parcourue est supérieure à 400 kilomètres) d'hébergement et séjour des participants à ces réunions sur les bases suivantes :

- repas : 120 F ;
- hôtel-petit déjeuner : 280 F.

Les montants des frais ci-dessus sont révisés annuellement.

La participation de salariés ainsi que l'ensemble des frais ci-dessus sont remboursés à l'employeur par leur participation par les organisations représentatives signataires.

Article 1.8 - Égalité professionnelle. Égalité de traitement

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les employeurs s'engagent à respecter les droits fondamentaux législatifs relatifs à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et s'interdisent en conséquence de prendre des décisions concernant les conditions de travail, notamment l'emploi, la rémunération, l'exécution du contrat de travail d'un salarié, en considération du sexe ou de la situation de famille ou sur la base de critères de critères différents selon le sexe ou la situation de famille.

En particulier, tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 140-2 du code du travail.

Il est précisé en outre qu'aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de son origine, de son sexe, de sa situation de famille, de son appartenance à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de l'exercice moral du droit de grève ou de ses convictions religieuses (1).

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application de l'article L. 122-45 du code du travail (arrêté du 2 avril 1992, art. 1er).

Article 1.9 - Soins aux salariés

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les soins médicaux bucco-dentaires pour les salariés ayant 1 an d'ancienneté dans le cabinet sont dispensés dans les conditions définies à l'annexe IV de la présente convention.

Article 1.10 - Tickets-restaurant

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

À la demande du salarié, un chèque-repas pourra lui être attribué par journée complète de travail. La participation de l'employeur aux chèques-repas sera de 50 % de la valeur du chèque, soit au minimum 21,50 F en 1991 révisable selon la législation en vigueur.

Titre II : Droit syndical et institutions représentatives du personnel

Article 2.1 - Liberté d'opinion 1

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les parties contractantes reconnaissent la liberté, aussi bien pour les employeurs que pour les salariés, de s'associer pour la défense collective ou individuelle des intérêts afférents à leur condition d'employeur ou de salarié, ainsi que la liberté pour les syndicats de pourvoir leurs buts dans les limites légales.

Les employeurs s'engagent à ne pas punir en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, les opinions ou les convictions religieuses qu'elles soient, pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la répartition ou la répartition du travail, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux, les mesures de discipline ou de congédiement, pour l'application de la présente convention et à n'exercer aucune pression sur le personnel en faveur de tel ou tel syndicat.

Les employeurs s'engagent de son côté à respecter la liberté syndicale et la liberté d'opinion des autres salariés.

Les parties conviennent à la scolarisation des enfants des salariés définis ci-dessus et s'emploieront auprès de leurs représentants respectifs à en assurer le respect intégral.

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application de l'article L. 412-1 du code du travail (arrêté du 2 avril 1992, art. 1er).

Article 2.2 - Exercice du droit syndical

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

L'exercice du droit syndical est renforcé sur les lieux de travail, dans tous les cas de travail collectif que soient les entreprises et les entreprises de salariés occupés soit à temps complet soit à temps partiel.

Conformément aux dispositions légales et nationales aux articles L. 412-6 et suivants du code du travail, la liberté de constitution des syndicats est reconnue.

Prenant en considération la situation et les activités des entreprises concernées par la présente convention, les parties conviennent que le droit syndical doit s'exercer dans qu'il en résulte de la participation des salariés et en conséquence la nécessaire discrétion envers les usagers, tout en tenant compte des conditions éventuelles des entreprises de fonctionnement.

Des panneaux d'affichage sont réservés aux organisations syndicales qui en font la demande.

Un exemplaire des communications syndicales est remis au chef d'entreprise ou d'établissement simultanément à l'affichage.

La collecte des contributions individuelles peut être effectuée sur le lieu de travail conformément à l'article L. 412-7 du code du travail.

Article 2.3 - Absences pour l'exercice d'une activité syndicale 1

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le droit syndical s'exerce dans le cadre des lois en vigueur, le temps nécessaire à l'exercice de ce droit sera accordé aux salariés.

2.3.1. ? Congé de formation économique, sociale et syndicale

Le salarié peut demander à bénéficier d'un congé de formation « économique, sociale et syndicale », sans condition d'ancienneté. Il dispose de 12 jours par an.(1)

Ce congé lui permet de participer à des stages ou formations de formation économique, sociale ou syndicale en vue d'acquies des connaissances pour l'exercice de fonctions syndicales.

Il est régi par les dispositions du code du travail.

Pendant ce congé, le salarié bénéficie du maintien de sa rémunération.

La demande d'absence pour formation sera adressée à son employeur 30 jours avant la date de formation.

Dans tous les cas, il sera demandé une justification écrite. Les salariés s'efforceront de réduire au minimum les inconvénients que leur absence pourra entraîner à la bonne organisation du travail.(2)

Ces absences sont considérées comme des périodes de travail effectif pour la détermination des droits et des indemnités à congés annuels.

2.3.2. ? Participation aux congrès et assemblées statutaires

Sur convocation écrite de leur organisation syndicale présentée au plus tard 30 jours à l'avance, des représentants d'absence peuvent être accordées aux salariés dans les conditions suivantes :

Réunions nationales, départementales et/ ou locales : dans la limite de 5 jours fractionnables, par an.

Ces absences ne donnent pas lieu à un maintien de salaire versé par l'employeur.

Ces absences ne peuvent s'imputer sur la durée des congés annuels.

Elles sont considérées comme du temps de travail effectif pour l'appréciation des droits liés à l'ancienneté et à l'acquisition des congés payés.

(1) Alinéa étendu sous réserve qu'en application des dispositions de l'article L. 2145-7 du code du travail la limite de douze jours de congés par an ne s'applique pas aux associations des salariés et sessions, qui bénéficient légalement de dix-huit jours. (Arrêté du 1er avril 2022 - art. 1)

(2) Phrase exclue de l'extension en ce qu'elle renvoie aux dispositions de l'article L. 2135-11 du code du travail. (Arrêté du 1er avril 2022 - art. 1)

Article 2.4 - Délégués du personnel

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

La désignation, la durée de fonction et les attributions des délégués du personnel sont déterminées par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur (1 représentant à partir de 10 salariés).

Les délégués du personnel et les délégués syndicaux pourront,

sur leur demande, se faire assister aux réunions avec l'employeur par un représentant d'une organisation syndicale.

De son côté, l'employeur pourra se faire assister d'un représentant d'une organisation patronale(1).

(1) Alinéa exclu de l'extension par arrêté du 2 avril 1992.

Article 2.5 - Comité d'entreprise

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Un comité d'entreprise est institué dans les entreprises ou établissements dont l'effectif de 50 salariés au moins est atteint pendant 12 mois consécutifs ou non au cours des 3 années précédentes.

Les règles qui définissent les conditions de fonctionnement et les attributions du comité d'entreprise ainsi que les modalités de désignation de ses membres sont déterminées par le code du travail (livre IV, titre III, parties Législative et Réglementaire).

Titre III : Contrat de travail

Article 3 - Préambule

En vigueur étendu en date du 2 juil. 2004

Il est entendu aux parties de s'engager à l'accomplir des tâches qui ne sont pas de leur compétence légale, réglementaire ou conventionnelle.

Article 3.1 - Embauche

En vigueur étendu en date du 7 oct. 1994

En application de l'article L. 320 du code du travail, toute embauche doit être précédée d'une déclaration préalable écrite par l'employeur, auprès de l'Urssaf dont il dépend, par tout moyen à sa convenance.

1. Le contrat à durée indéterminée est le contrat de droit commun.

Ce contrat doit être écrit. Il peut être à temps partiel ou à temps partiel. Il doit être signé par les parties au plus tard le jour de l'embauche.

Dans le cas du contrat à temps partiel, la durée minimale du travail hebdomadaire ne doit pas dépasser les 4/5 de la durée légale conventionnelle hebdomadaire de travail à temps partiel admissible au chef de supérieur.

2. Il peut être établi des contrats à durée déterminée en respectant la réglementation en vigueur ; ce contrat, une fois écrit, doit préciser le motif exact de sa conclusion.

Article 3.2 - Mentions obligatoires contenues dans le contrat de travail

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Le contrat écrit signé par les parties doit mentionner les références de l'employeur, l'état civil du salarié, la date d'embauche, l'adresse de la notice et le (ou les) lieu(x) de l'emploi, les fonctions, la catégorie du salarié, la position hiérarchique au sein de la classification, la rémunération, la durée de l'essai.

de travail, la répartition des roeps hebdomadaires, la référence à la présente ctennvooïn cvicletole et la durée de la période d'essai à effectuer.

Les ctndioinos particulières d'exercice de la pfoiosrsen en cas neoamtnt de pluralité de cntabeis et les oalgnitoibs qui en découlent doeinvt être portées au contrat. Le contart est établi en duex exemplaires. Le salarié diot faire précéder sa sangtiure de la meoitnn mrutsincae « Lu et approuvé ».

Le penensrol qualifié diot présenter à l'employeur les diplômes ou anteitaottss cfairmnot sa qualification.

L'employeur diot tneir à la dsiipisootn des salariés un earmeixple à juor de la présente convention.

Article 3.3 - Catégories de personnel

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Le posnnreel est réparti en duex catégories :

- le poensnrl pnraneeemt ;

- le pneonersl non peamenrnt ou presonenl embauché à trite provisoire.

Personnel permanent

Sont considérés cmome memrbes du peernsonl pmrneaet les salariés teautitrls d'un emlopi pnmaenrt au cabinet.

Le pennoresl pmnrneeat puet être occupé à tpems cmelpot ou à tpems pietarl et, dnas un cas comme dnas l'autre, il est lié à l'établissement par un coatrnt à durée indéterminée.

Les salariés ptenmrenas occupés à tpems praitel bénéficient des aavgetnas icnlus dnas la présente convention.

Personnel non prnmeneat (1)

Le ponenesrl non pnarmenet est embauché puor un tviaral déterminé anayt un caractère non permanent, nnemtmoat puor rplameecr un salarié peannrnt momentanément asbnet ou exécuter un taravil de caractère exceptionnel.

Le penensrol non pnraneeemt puet être occupé à tpems cmeolpt ou à tmeps partiel.

Il est lié au cibaret dairente par un cotarnt à durée déterminée, siot à treme précis, siot à treme imprécis (seulement dnas les cas prévus à l'article L. 124-2-1 du cdoe du travail). Le caractère posvoriire de l'emploi et la qltaoifaciuin du catrnot utilisé dinoevt être mentionnés sur la ltetre d'embauche.

Dès le début de son cartont de travail, le peosnnrel non pnranmeet bénéficie de teotus les distosoinips de la cvtnoineon collective.

Personnel non pnneeramnt devnnaet permanent

Tout merbme du pernenosl embauché à tirtre pisoroive qui passera, à la fin de son contrat, dnas l'effectif pnraenemt de l'entreprise srea exempté de la période d'essai. Son ancienneté pdrerna eefft du juor de son ehumbace pvirooisre dnas le ceabnit dentaire.

Pour le caulcl de la motajorain de sairlae puor ancienneté, les périodes de tviaarl effectuées antérieurement, dnas la ltimie de 2 ans, dnas le cbainet dtainree sorent pseirs en compte soeln les disonsiitpos prévues puor le peenorsnl permanent.

(1) Pnoit étendu suos réserve de l'application de l'article L. 122-1-1 du cdoe du taarvil (arrêté du 2 avril 1992, art. 1er).

Article 3.4 - Période d'essai

En vigueur étendu en date du 26 sept. 2009

La minteon d'une période d'essai diot être stipulée par écrit dnas le croantt de traival ou la lrette d'engagement ansii que la possibilité de son renouvellement.

3.4.1. Crtantos à durée indéterminée

Le ctnroat de tiraavl débute par une période d'essai de 2 mois. Cette période puet être renouvelée puor la même durée, une fois. Le renouvellement, à la ddamene de l'employeur, diot être fiat par écrit par lrttee recommandée aevc aivs de réception, ou rmesie en mian porpre crtone décharge, anvat la fin du soecnd mios d'essai.

Toutefois, lorsqu'il est mis fin par l'employeur à la raleotin de tavaril en cuors de période d'essai, celui-ci drvea prévenir le salarié :

? 24 heuers aaunrpaavt si ce dieernr est présent dpeuis mnios de 8 jruos dnas le cbneiat ;

? 48 hueers anvuraaapt si ce denerir est présent ernte 8 jorus et 1 mios ;

? 2 seienmas après 1 mios de présence ;

? 1 mios après 3 mios de présence.

La période d'essai, rvnoInlemeeeut inclus, ne puet être prolongée du fiat de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la rolietan de traiaavl au corus de la période d'essai, celui-ci dvrea prévenir l'employeur :

? 24 hurees avaarupnat si sa présence dnas le cneiabt est inférieure à 8 jours ;

? 48 heeurs dnas les aertus cas.

Cas pailtirecur des cttonras de professionnalisation

L'entrée en cernte de ftrmaooïn se frea à l'issue de la période d'essai, à défaut avant le début du 6^e mios de présence du salarié dnas le cabinet.

3.4.2. Cattnros à durée déterminée

Pour les ctnroats à tmree précis, la période d'essai est de 1 juor par sineame aevc un mxaumim de 2 sieanmes puor les cartntos dnot la durée est au puls égale à 6 mois. Elle est de 1 mios mimaxum puor les cotntras de puls de 6 mois.

Ces périodes d'essai ne snot pas renouvelables.

En cas de rrputue du cntorat de tairavl pndet la période d'essai, le préavis ne s'applique qu'aux cattnros à durée déterminée dnot la durée de la période d'essai est supérieure à 1 semaine.

L'employeur qui rompt un catrnot à durée déterminée d'une durée iatiilne supérieure à 7 saminees padnnet la période d'essai diot rtesceep un délai de prévenance de 24 hreues en deçà de 8 jours de présence et de 48 hreeus au-delà.

Le salarié qui rompt un coatrnt à durée déterminée d'une durée iianlite supérieure à 7 seamenis pnednat la période d'essai diot reesctper un délai de prévenance de 24 heures.

Pour les ctonatrs d'une durée inférieure à 7 semaines, aucun préavis n'est requis.

Pour les catotrnas à durée déterminée snas tmree précis, la période d'essai srea calculée à pritar de la durée mmailnie intirsce au contrat.

Cas pielciutarr des cttnaros de professionnalisation

L'entrée en centre de formation se fera à l'issue de la période d'essai de 1 mois (au maximum), à défaut au plus près de la date d'embauche sans toutefois dépasser 6 mois à partir de cette dernière.

Article 3.4 - Période d'essai

En vigueur étendu en date du 26 sept. 2009

La minoetn d'une période d'essai doit être stipulée par écrit dans le contrat de travail ou la lettre d'engagement ainsi que la possibilité de son renouvellement.

3.4.1. Contrats à durée indéterminée

Le contrat de travail débute par une période d'essai de 2 mois. Cette période peut être renouvelée pour la même durée, une fois. Le renouvellement, à la demande de l'employeur, doit être fait par écrit par lettre recommandée avec avis de réception, ou remise en main propre contre décharge, avant la fin du second mois d'essai.

Toutefois, lorsqu'il est mis fin par l'employeur à la relation de travail en cours de période d'essai, celui-ci devra prévenir le salarié :

? 24 heures auparavant si ce dernier est présent depuis moins de 8 jours dans le cabinet ;

? 48 heures auparavant si ce dernier est présent entre 8 jours et 1 mois ;

? 2 semaines après 1 mois de présence ;

? 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai, y compris le délai de prévenance, ne peut être prolongée au-delà de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la relation de travail au cours de la période d'essai, celui-ci devra prévenir l'employeur :

? 24 heures auparavant si sa présence dans le cabinet est inférieure à 8 jours ;

? 48 heures dans les autres cas.

Cas particulier des contrats de professionnalisation

L'entrée en centre de formation se fera à l'issue de la période d'essai, à défaut avant le début du 6^e mois de présence du salarié dans le cabinet.

3.4.2. Contrats à durée déterminée

Pour les contrats à durée précise, la période d'essai est de 1 jour par semaine avec un maximum de 2 semaines pour les contrats dont la durée est au plus égale à 6 mois. Elle est de 1 mois maximum pour les contrats de plus de 6 mois.

Ces périodes d'essai ne sont pas renouvelables.

En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'essai, le préavis ne s'applique qu'aux contrats à durée déterminée dont la durée de la période d'essai est supérieure à 1 semaine.

L'employeur qui rompt un contrat à durée déterminée d'une durée minimale supérieure à 7 semaines pendant la période d'essai doit respecter un délai de prévenance de 24 heures en deçà de 8 jours de présence et de 48 heures au-delà.

Le salarié qui rompt un contrat à durée déterminée d'une durée minimale supérieure à 7 semaines pendant la période d'essai doit respecter un délai de prévenance de 24 heures.

Pour les contrats d'une durée inférieure à 7 semaines, aucun préavis n'est requis.

Pour les contrats à durée déterminée sans terme précis, la période d'essai sera calculée à partir de la durée minimale inscrite au contrat.

Cas particulier des contrats de professionnalisation

L'entrée en centre de formation se fera à l'issue de la période d'essai de 1 mois (au maximum), à défaut au plus près de la date d'embauche sans toutefois dépasser 6 mois à partir de cette dernière.

Article 3.5 - Aptitude médicale et médecine du travail

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Tout salarié est soumis, dès l'embauche, même temporaire, à un examen médical préalable à la signature et à la signature de l'employeur, dans le cadre de médecine du travail près duquel l'employeur est obligatoirement inscrit. Cette visite est une condition qui s'impose à chacune des parties.

Si le salarié est reconnu inapte, il ne peut être donné suite au contrat de travail.

Il est rappelé que le salarié doit se soumettre à toutes les visites de la médecine du travail. La responsabilité de l'employeur est engagée en cas de refus du salarié de passer ces visites. Si le refus du salarié est motivé après une demande de l'employeur, formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, ce refus peut être considéré d'une faute grave justifiant un licenciement sans préavis ni indemnité.

Article 3.6 - Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption

En vigueur étendu en date du 8 juil. 2005

3.6.1. Incapacité de la maladie non professionnelle ou de l'accident non professionnel sur le contrat de travail

L'arrêt de travail résultant de la maladie non professionnelle ou de l'accident non professionnel, justifié dans les 48 heures, se poursuit l'exécution du contrat de travail. La maladie non professionnelle ou l'accident non professionnel ne peut être en lui-même un motif de licenciement.

En revanche, les conséquences sur le fonctionnement du cabinet des absences continues ou discontinues, égales ou supérieures à 4 mois, excepté pour les salariées en état de grossesse déclarée, peuvent justifier le licenciement de l'intéressé(e) si les deux conditions ci-après sont remplies :

- l'absence du salarié perturbe le fonctionnement du cabinet entraînant l'employeur de constater sur l'exécution régulière du contrat de travail ;

- l'absence rend nécessaire le remplacement définitif du salarié par un contrat de travail à durée indéterminée.

Avant d'engager une procédure de licenciement, l'employeur, peut, par lettre recommandée avec avis de réception, mettre en demeure le salarié de reprendre son activité professionnelle dans un délai de 15 jours calendaires. Le point de départ de cette mise en demeure est la date d'envoi du courrier recommandé.

3.6.2. Incapacité du congé de maternité ou du congé d'adoption

Le congé de maternité ou d'adoption, dont l'employeur a été avisé par lettre recommandée avec avis de réception accompagné de son assemblée et de la date de reprise d'activité, suspend l'exécution du contrat de travail. Le congé de maternité ou

d'adoption ne peut être en lui-même un motif de licenciement.

Lorsque l'accouchement interviendrait avant le 6ème anniversaire de la date prévue et que l'enfant est hospitalisé, la mère bénéficie d'une période de soins de son contrat de travail du nombre de jours caronut entre la date effective de la naissance et la date prévue, afin de permettre à la salariée de participer, dans la mesure du possible, aux soins dispensés à son enfant et de bénéficier d'actions d'éducation à la santé préparant le retour à domicile.

3.6.3. Rattachement du salarié absent pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption

Pendant la période d'absence susvisée ou d'absence inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière citonue ou d'absence purement être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.6.4. Rattachement de congé de maternité ou de congé parental

Le salarié qui reprend son activité à l'issue d'un congé maternité ou d'un congé parental d'éducation a droit à un entretien personnel avec son employeur.

Article 3.7 - Conséquence de l'incapacité du salarié d'origine non professionnelle

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Lorsque le médecin du travail déclare un salarié incapable à l'emploi qu'il occupait, son employeur doit rechercher, dans le mois qui suit, une solution de remplacement dans le cabinet afin de lui permettre un emploi compatible avec sa nouvelle aptitude, même si le médecin du travail ne fait pas de proposition en vue du reclassement.

Si l'employeur ne peut pourvoir un autre emploi approprié à ses capacités, il pourra prendre l'initiative de licencier le salarié devenu incapable. À défaut il devra, à l'issue du mois qui suit la déclaration d'incapacité, verser le versement de la rémunération du salarié.

Ancien article 3.9.4 (Avenant du 22 juin 2001).

Article 3.8 - Modification de la situation juridique de l'employeur

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Conformément à l'article L. 122-12 du code du travail, s'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, soit par succession, vente, fusion, mise en société, etc., tous les contrats de travail en cours au jour de la modification restent en vigueur et le nouveau employeur et le personnel de l'entreprise.

En outre, en application de l'article L. 122-12-1 du code du travail, le nouveau employeur est tenu, à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent, aux obligations qui incombent à l'ancien employeur à la date de cette modification. Le premier employeur est tenu de verser les sommes ainsi acquittées par le nouveau employeur (en particulier : rejets de salaire, indemnité de congés payés), sauf s'il a été tenu compte de la charge résultant de ces obligations dans la convention collective en vigueur entre eux (par exemple, dans le contrat de cession).

Article 3.9 - Modification du contrat de travail

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Toutefois, l'existence d'un élément substantiel du contrat de travail doit faire l'objet d'une notification écrite à l'intéressé.

Si ce dernier n'accepte pas cette modification et si l'employeur maintient sa décision, le contrat de travail pourra être considéré comme rompu de fait de l'employeur.

En cas de contestation, seul le juge est habilité à apprécier le caractère substantiel de la modification intervenue.

Nota - Avenant article 3.7 (Avenant du 22 juin 2001).

Article 3.10 - Service national

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Pendant toute la durée du service national, le contrat de travail du salarié est suspendu. À sa libération, il sera automatiquement réintégré dans son emploi.

Dans le cas où l'emploi qu'occupe le salarié est supprimé pendant cette période, celui-ci en est immédiatement avisé par lettre recommandée avec avis de réception et en tout état de cause au moins 2 mois avant la date présumée de sa libération. Ce délai vaut délai de préavis tel qu'il est fixé à l'article 3.9 (1).

Nota - Avenant article 3.8 (Avenant du 22 juin 2001).

(1) Devenu article 3.11.

Article 3.11 - Rupture du contrat de travail

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2023

3.11.1. Définitions

Principaux motifs de rupture du contrat de travail :

? Si le contrat de travail est à durée indéterminée :
? la rupture à l'initiative de l'employeur sera un licenciement ;
? la rupture à l'initiative du salarié sera une démission ;
? la rupture d'un commun accord entre l'employeur et le salarié sera une rupture conventionnelle.

? Si le contrat de travail est à durée déterminée :
Il peut être rompu avant son terme en cas de :
? commun accord entre l'employeur et le salarié ;
? incapacité constatée par le médecin du travail ;
? démission du salarié qui justifie d'une absence en raison de durée indéterminée ;
? faute grave ;
? force majeure.

3.11.2. Durée et conditions d'exercice du préavis

1. Durée

La durée du préavis en cas de licenciement ou de démission du salarié est de :
? 15 jours pour la période qui s'étend entre la fin de la période d'essai et avant 6 mois d'ancienneté ;
? 1 mois au-delà du 6ème mois ;
? 2 mois après 2 ans de présence.

En ce qui concerne les salariés ayant un statut de cadre depuis au moins 1 an, cette durée de préavis réciproque est de 3 mois.

Si le salarié a moins de 1 an d'ancienneté dans ce statut, la durée du préavis sera celle prévue aux alinéas précédents.

Le point de départ du délai de préavis est la date de la première présentation de la lettre recommandée avec avis de réception émanant de l'employeur en cas de licenciement, ou émanant du salarié en cas de démission que le contrat de travail soit à temps plein ou à temps partiel.

En cas de lieeicmennt ou de démission, pednnat la période de préavis, le salarié est autorisé à s'absenter cauhqe juor puor cecehrr du travail, que le coatrnt de tiavral siot à tmeps pieln ou à tmeps prtaiel :

? 2 heeurs par jour, puor les salariés tanlaialvrt à tmeps pieln ou à tmeps ptiaiel égal ou supérieur à 16 hreeus hdadrmbaeoies ;
? 15 meniuts par herue qenidnuotie de tavrial prévue au contrat, puor les salariés trnaavilat à temps patreil inférieure à 16 heerus hebdomadaires.

Sauf acrcod différent ertne les parties, ces heures snot fixées alternativement, 1 juor au gré de l'employeur, 1 juor au gré du salarié.

Ces heures rémunérées au tuax huaibtel pnevuet être bloquées sur purilseus jours, aifn de prmretete au salarié des déplacements puls importants, en vue de la rcchehece d'un travail.

3.11.3. ? Deisnpse de préavis

1. ? À l'initiative de l'employeur

L'employeur puet dsespneir le salarié d'effectuer le préavis.

La depsinse de préavis diot être mentionnée dnas la lettrte de leicimnceet (ou dnas un écrit dédié en cas de démission).

Le salarié pverecra une indemnité ciconmesatrpe de préavis égale au sliarae qu'il aurat perçu s'il aavit travaillé.

Le temps de préavis non travaillé est pirs en compte puor le clucal du nrmobe de juro de congés payés aicuqs et de l'indemnité cteosmrpaine de congés payés.

2. ? À la deamnde du salarié

Lorsque la dinspese de préavis est sollicitée par le salarié et accordée par l'employeur, elle entraîne la rruupte immédiate du ctroant de travail, aevc reonciiatnon réciproque au tmeps de préavis resntat à crouir et à l'indemnité cmropnsiactee de préavis.(1)

3. ? Iruentrtioipn du préavis en curos d'exécution

Le salarié aaynt au monis 6 mios de présence dnas l'entreprise qui tourve un eolpmi anavt l'expiration du préavis déjà entamé peut, sur présentation de justificatif, réduire son préavis à 30 jours calendaires.

Ce délai cruot à prtair du juor où le salarié infrome son employeur, par écrit daté accompagné du justificatif.

Il puorra être réduit d'un coummn aocrd ertne les parties.

L'employeur n'est pas tneu de paeyr la période de préavis ratnset à courir.

(1) Au pparharage 2 de l'article 3.11.3, les tmrees « Lousgre la dsnispee de préavis est sollicitée par le salarié et accordée par l'employeur, elle entraîne la rrupute immédiate du cntaort de travail, aevc raieoonncitn réciproque au tmeps de préavis rnesatt à cuorir et à l'indemnité cpeamotcnsrie de préavis » snot ecxuls de l'extension, en ce qu'ils cnnneeotiervnt à l'article L. 1234-4 du cdoe du travail.

(Arrêté du 2 février 2024 - art. 1)

Article 3.12 - Secret professionnel

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Le peesnrnol des cbtaiens denraeits est tneu au resept du seecrt professionnel, même après avior quitté son emploi.

Le pneseornl des cbnaetis ditneraes est tneu d'observer une discrétion asuolbe à l'égard des patients.

Article 3.13 - Devoirs du personnel

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Les mremebs du poenesnrl snot placés suos l'autorité de l'employeur. Tuos ont misoisn de crleaolobr à la bnone mcrahe du cabinet.

En cas d'empêchement d'un salarié, spécialement chargé d'une tâche déterminée, aucun mrmbee du prnsenoel de sa catégorie plrnseflinseooe ne puet rfueser ou s'abstenir d'exécuter ce taarivl s'il rstee dnas la durée légale du tmeps de travail. Ccei ne diot pas dépasser une période de 1 mois.

L'employeur puet procéder à des moainttus tmarioereps à l'intérieur du cebiant puor des roansis d'ordre tqnuehie ou des nécessités de service.

Si le rpamlcemneet s'effectue dnas un potse hiérarchiquement supérieur, le saarile cosnorrdpaent à ce potse occupé tpenraroiimmeet est sevri padnent tuot le temps que drue ctete stooluin momentanée.

Les mmrebes de l'équipe dentaie, tnat salariés que praticiens, dvionet s'astreindre à un reapest mutuel.

Nota - Ainecn alitcre 3.11 (Avenant du 22 juin 2001).

Article 3.14 - Salaires

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Dès l'embauche, les seaailrs muinaimx des différentes catégories de pnrlsoenes csdaornenropt aux eliopms décrits à l'annexe I de la présente cvotienonn snot fixés seoln la glrlie présentée à l'annexe II.

Les siaerlas snot mensualisés, y copmris puor le penesrnol employé à tmeps partiel.

Dans ce cas, le srliaae mensualisé est déterminé par la forumle :

$SM = SH \times (N.H.S. \times 4,33)$ où :

SM = siralae mnesuel ;

SH = salaire haroire ;

NHS = nmbore d'heures de tvarail par saimene ;

4,33 = qnuotiet de 52 seeaimns par 12 mois.

Dans le crdae des cnatrots de qualification, la rémunération des salariés est de 80 % du Simc la première année et égale au Simc la snoedce année.

Nota - Acinen airtlce 3.12 (Avenant du 22 juin 2001).

Article 3.15 - Prime d'ancienneté

En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

Le salarié bénéficie d'une pmrie d'ancienneté dnas l'entreprise, calculée en pgocrnauee du sliare mmiaialn cnnnovnetieol de la catégorie dnas lleauqlle il est classé. Puor les salariés à tmeps partiel, cttee pimre est calculée au pro rtaa temporis.

Cette pimre msnulelee s'ajoute au sarilae réel et diot fiergur sur une lnige à prat du bulielt n de salaire.

Le taux de la prime s'élève à :
? 2 % à partir de 2 ans d'ancienneté révolue dans l'entreprise ;
? 1 % en plus par année supplémentaire jusqu'à 20 ans d'ancienneté.

Cette prime d'ancienneté est plafonnée à 20 %.

Article 3.16 - Prime de secrétariat

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Le montant de la prime de secrétariat correspond à 10 % du salaire de référence de l'emploi d'assistant(e) qualifié(e).

Nota - Article 3.14 (Avenant du 22 juin 2001).

Article 3.17 - Hygiène des locaux. - Tenue de travail

En vigueur étendu en date du 22 juin 2001

Les locaux affectés au travail doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Pour les locaux de travail, certaines dispositions législatives ou réglementaires doivent être appliquées. Elles comprennent :

- l'éclairage ;
- le chauffage ;
- le bruit ;
- l'aération ;
- les issues et dégagements ;
- les moyens d'extinction et de prévention des incendies ;
- les installations électriques et leur mise à la terre ;
- la protection des rayons X (vérification par un organisme agréé) ;
- les installations à air comprimé (qui doivent être munies d'un manomètre régulateur et de soupape de sûreté). Elles doivent être périodiquement soumises aux essais et au poinçonnage des atres et métiers.

Il est obligatoire de mettre à la disposition du personnel :

- l'habillement et vestiaires. Les employés doivent à ce que ceux-ci demeurent dans le plus grand état de propreté ;
- dosimètre, moyen de contrôle de rayonnement. Le dosimètre est fourni par l'employeur. Il doit être porté par tout le personnel travaillant dans les locaux où il y a émission de rayons X et sera vérifié par un organisme agréé.
- des gants d'examen à usage unique, un masque et des lunettes de protection, pour tout acte d'aide au fauteuil.

Si le médecin exige une tenue de travail particulière, il doit la fournir à son personnel et en assurer l'entretien. Dans le cas contraire, il doit fournir 2 boîtes par an à son ou ses salariés.

Nota - Article 3.15 (Avenant du 22 juin 2001).

Titre IV : Maintien du salaire en cas de maladie - Indemnisation en cas de licenciement et départ en retraite

Article 4.1 - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 7 oct. 1994

L'ensemble des salariés cadres et non cadres des entreprises dentaires, que leur contrat soit à durée déterminée ou indéterminée, et quelle que soit la durée effective de travail prévue au contrat, bénéficie des garanties suivantes :

- maintien du salaire ;
- indemnité de licenciement ;
- indemnité de départ en retraite.

Les dispositions en matière de maintien du salaire sont appliquées également à l'ensemble du personnel à temps partiel ayant 1 an d'ancienneté, y compris ceux ne remplissant pas, du fait de cet horaire, les conditions d'ouverture de droits en matière d'assurance maladie vis-à-vis du régime de sécurité sociale.

Le montant du remboursement d'indemnités journalières de maladie du salarié sera celui prévu par l'article 4.2 ci-dessous, déduction faite du montant reconstitué des indemnités journalières que l'intéressé aurait perçues de la sécurité sociale si celle-ci était intervenue.

Article 4.2 (1) - Maintien du salaire

En vigueur étendu en date du 15 déc. 2000

4.2.1. Conditions d'ancienneté du salarié

Le personnel visé à l'article 4.1 devra justifier de 1 an d'ancienneté dans le cabinet.

Si un salarié acquiert cette ancienneté au cours d'un arrêt, il bénéficiera des paiements pour la période d'indemnisation relative à courir, et à compter du premier jour au cours duquel il a atteint l'ancienneté nécessaire.

En cas de rupture du contrat de travail et de reprise d'activité, les droits résultant des congés payés de cette période a été effectuée dans un délai de 12 mois.

4.2.2. Périodes de rédaction nouvelle

Le calcul de l'indemnité du salarié prend en compte l'incidence des événements CSG et CDRS qui sont à la charge du salarié. En conséquence, la notion de salaire met en jeu à 100 %, à l'exclusion des 3 jours de congés payés prévus par l'article L. 289 du code de la sécurité sociale, ne fait référence qu'à des sommes nettes afin que la rémunération nette du salarié en congé maladie ne soit pas supérieure à la rémunération nette qu'il aurait perçue en activité.

En cas d'accident de travail, les périodes ci-dessous précisées sont indemnisées à compter du premier jour de prise en charge par la sécurité sociale :

- du 4^e au 30^e jour, pour le personnel ayant de 1 an jusqu'à 3 ans d'ancienneté ;
- du 4^e au 40^e jour, pour le personnel à partir de 3 ans d'ancienneté ;
- du 4^e au 50^e jour, pour le personnel à partir de 8 ans d'ancienneté ;
- du 4^e au 60^e jour, pour le personnel à partir de 13 ans d'ancienneté ;

- du 4e au 70e jour, pour le personnel à partir de 18 ans d'ancienneté ;

- du 4e au 80e jour, pour le personnel à partir de 23 ans d'ancienneté ;

- du 4e au 90e jour, pour le personnel à partir de 28 ans d'ancienneté.

Si plusieurs congés, pour causes de maladie ou d'accident, sont accordés à un salarié au cours d'une période de 12 mois consécutifs, la durée totale d'indemnisation au cours de cette période ne pourra excéder la durée à laquelle son ancienneté lui donne droit.

En toute occurrence, le total des prestations fixé par la présente convention et des indemnités journalières de la sécurité sociale ne peut excéder le salaire que le salarié percevrait en activité.

Lorsque les garanties prévues ci-dessus cessent d'avoir effet, le régime de prévoyance défini au titre IV du présent accord est applicable et le salarié, en état d'incapacité de travail, percevra les prestations prévues par ce régime, sous réserve de l'application des conditions prévues à cet effet par ledit régime.

Texte étendu sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de garantie (Arrêté du 3 avril 2001, art. 1er).

Article 4.3 - Indemnité de licenciement

En vigueur étendu en date du 7 oct. 1994

Tout licenciement doit être basé sur des causes réelles et sérieuses qui sont toujours, en cas de litige, appréciées par le conseil de prud'hommes.

Le salarié licencié après 2 ans d'ancienneté au cours du même emploi a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement.

L'indemnité se calcule comme suit :

- entre 2 et 4 ans, 1/10 de mois de salaire par année de présence ;

Pour toute année incomplète, la fraction de l'indemnité correspondante sera proportionnelle au nombre de mois de présence.

- à partir de 4 ans, 1 mois de salaire par trimestre de 4 ans de présence ou fraction de 4 années supérieure à 2 ans.

Exemples :

- à partir de 4 ans de présence, l'indemnité est égale à 1 mois de salaire ;

- au-dessus de 6 ans révolus de présence, l'indemnité est égale à 2 mois de salaire ;

- après 8 ans de présence, l'indemnité est égale à 2 mois de salaire.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération totale brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois d'activité, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, qui aurait été versée au salarié pendant cette période, ne sera prise en compte que proportionnellement.

L'indemnité de congédiement doit être payée par l'employeur au jour de la résiliation du contrat de travail.

L'indemnité de licenciement des salariés ayant été occupés à temps partiel et à temps plein dans le même établissement est calculée proportionnellement aux périodes d'emploi effectuées

selon l'une ou l'autre de ces 2 modalités d'indemnité luer entrée chez l'employeur.

Article 4.4 - Indemnité de départ à la retraite

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

La gratification est imputée à celle de l'indemnité de licenciement. Elle est versée au moment du départ en retraite du salarié et dans les mêmes conditions.

Article 4.5 - Point de départ et cessation des garanties

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les indemnités complémentaires dues en application du présent titre cessent d'être versées à la date de la résiliation du contrat de travail, et ce, même pour des arrêts de travail qui se prolongent au-delà de cette date. Le régime de prévoyance prévu par le titre V perd alors le relais, dans les conditions évoquées à l'article 4.2 (4.2.2, dernier alinéa).

Article 4.6 - Maintien des garanties

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

L'étendue des garanties antérieurement acquises par l'ensemble des salariés, cadres et non cadres, est maintenue intégralement, sans délai de carence, à la date d'extension de l'accord du 5 juin 1987 ayant institué ce régime.

Titre V : Régime de prévoyance 1 et retraite complémentaire 2 1 Accord du 5 juin 1987. 2 Accord du 22 novembre 1991

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 24 sept. 2010

Les garanties de retraite complémentaire et de prévoyance instituées par la branche revêtent un caractère collectif et bénéficient l'ensemble des personnes salariées des entreprises concernées.

Ces garanties s'appliquent également à tout salarié dont l'employeur a décidé le rattachement à la caisse de retraite complémentaire des salariés des entreprises concernées.

Article 5.1 - Objet

En vigueur étendu en date du 7 oct. 1994

Les parties ci-dessus désignées sont d'accord sur la mise en application d'un régime de prévoyance « décès » - incapacité de travail, longue maladie, invalidité - en faveur de l'ensemble du personnel non cadre des entreprises concernées.

Le présent régime pourra être étendu au personnel cadre rattaché de la convention collective nationale du 14 mars 1947, sous réserve que l'employeur prenne entièrement à sa charge la cotisation du régime de prévoyance.

Ce régime a pour but d'assurer :

- le versement d'indemnités journalières ou de rente d'invalidité, complémentaires à celles de la sécurité sociale ;
- le versement, en cas de décès du salarié, d'un capital et d'une rente d'éducation.

Article 5.2 - Obligations réciproques

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Tous les participants éprouvés sont tenus au versement de la cotisation obligatoire définie à l'article 5.4.

Les salariés doivent s'inscrire sur leur salaire le précompte de la cotisation mise à leur charge par l'article 5.4.

Article 5.3 - Conditions d'application

En vigueur étendu en date du 24 sept. 2010

Les garanties du régime de prévoyance instituées par le présent titre s'appliquent obligatoirement au personnel défini dans l'article 5.1, à compter 3 mois de présence dans le même cabinet ou 3 mois d'ancienneté acquise dans d'autres cabinets antérieurs au cours des 12 mois précédents.

Ces garanties font l'objet d'un protocole d'accord signé par l'ensemble des parties et figurant en annexe de la présente convention.

Article 5.4 - Répartition des cotisations

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

La rémunération prise en considération pour l'application du présent titre est la rémunération brute qui sert de base à la déclaration des traitements et des salaires, annuelle par l'employeur à l'administration fiscale, en vue de l'établissement des impôts sur les revenus.

Les cotisations sont perçues sur la rémunération définie ci-dessus.

La répartition entre l'employeur et les salariés est la suivante :

- part patronale : soit 1 % ;
- part salariale : soit 0,5 %.

Article 5.5 - Gestion du régime

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Les parties contractantes sont convenues de confier la gestion de ces régimes à l'AG2R Prévoyance, institution agréée sous le n° 942 par arrêté de M. le ministre du travail du 18 février 1977.(1)

L'AG2R Prévoyance a pour tâche les dispositions de la convention signée avec un organisme spécialisé pour la gestion de la rente d'éducation.(1)

Les cotisations directes et indirectes dans le cadre d'application du présent titre sont dues d'affilier leur personnel à l'AG2R Prévoyance, sauf adhésion antérieure à une autre institution assurant un régime au moins équivalent, par garantie, à la date de signature de l'accord du 5 juin 1987.

Il est rappelé que pour les cotisations nouvelles créées après le 27 octobre 1987, date de la publication de l'arrêté d'extension, les participants éprouvés doivent adhérer immédiatement à l'AG2R Prévoyance.

Les cotisations nouvelles dans les cabinets d'agents qui n'auraient pas adhéré à cette date ne sont pas prises en charge par l'AG2R Prévoyance. En tout état de cause, les cotisations sont dues à compter du jour d'adhésion sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

(1) Note :

Dans sa décision n° 2013-672 DC du 13 juin 2013 publiée au Journal officiel du 16 juin 2013, le Conseil constitutionnel a décidé que les clauses de désignation sont contraires à la Constitution en ce qu'elles méconnaissent la liberté d'entreprendre et la liberté d'entreprendre.

La décision précitée ne s'appliquant pas aux cotisations en cours lors de sa publication, et dont la durée ne pouvait excéder cinq ans, la clause de désignation d'AG2R Prévoyance prévue à l'article 5.5 de la convention collective des cabinets d'agents a cessé de produire ses effets au plus tard le 16 juin 2018. Les cabinets concernés sont libres de choisir à l'organisme complémentaire de leur choix.

Article 5.6 - Commission de suivi du régime

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Il est institué, par les parties signataires, une commission paritaire chargée de suivre l'évolution du régime professionnel, de contrôler la gestion du régime et de veiller à son application.

Elle se réunira au moins une fois par an au cours du 2^e trimestre de l'exercice.

Article 5.7 - Retraite complémentaire. - Répartition de la cotisation 1

En vigueur étendu en date du 14 janv. 2000

Le personnel des cabinets d'agents devra être inscrit à un régime de retraite complémentaire géré par l'AG2R à un taux croissant de 8 %, à effet au 1^{er} janvier 1992.

La cotisation est assise, conformément aux dispositions de l'Arrco, sur les salaires bruts limités à 3 fois le plafond de la sécurité sociale (non-cadres), sauf pour les salariés pour lesquels l'assiette de l'Arrco est limitée au plafond de la sécurité sociale (cadres).

L'inscription du salarié au régime de retraite complémentaire prend effet le premier jour de travail dans l'entreprise.

Répartition de la cotisation

La commission mixte des cabinets dentaires, réunie à Paris le 14 janvier 2000, décide, conformément à l'application des nouvelles règles de cotisations de la branche T 2 (entre 1 et 3 plafonds de la sécurité sociale), prévus par les accords relatifs à la retraite complémentaire Arrco :

À partir du 1^{er} janvier 2000 :

La répartition des 6 premières pour cent est fixée à :

- 60 % à la charge des employeurs ;
- 40 % à la charge des salariés.

La répartition des pourcentages au-delà des 6 premiers est

partagée :

- 50 % à la charge des employeurs ;

- 50 % à la charge des salariés.

L'application de ce régime ne peut entraîner une diminution des avantages acquis en vertu de la loi par les salariés à la date de la mise en vigueur. La répartition en vigueur à la date d'effet de ce nouveau régime sera modifiée comme ci-dessus indiqué.

Cette évolution du taux de cotisation bénéficie de l'accord Arcor du 29 juin 1988, améliorant les droits acquis au titre des périodes antérieures au changement de taux de cotisation.

Titre VI : Durée du travail et congés

Article 6.1 - Durée du travail

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

6.1.1. Temps de travail effectif

On entend par heures effectives de travail les heures pendant lesquelles le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir valablement s'absenter à ses occupations personnelles. Cette définition exclut les heures de repas, de repos et les pauses.

La définition d'heures effectives de travail, voire leurs variations, entraîne la nécessité de les matérialiser par tout moyen approprié de façon à permettre de faire foi, notamment par l'utilisation de registres numérotés et signés par le salarié et l'employeur.

6.1.2. Durée du travail(1)

La durée du travail est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par l'accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, étendu le 26 novembre 2001, et l'accord du 28 février 2014 relatif à l'organisation du temps partiel, étendu le 20 juin 2014.

Il est ainsi rappelé que la durée conventionnelle de travail dans la branche est de :

- 35 heures effectives par semaine pour un salarié travaillant à temps plein, soit une référence mensuelle de travail effectif de 151,67 heures, soit une durée annuelle de travail de 1 594 heures (1 567 heures auxquelles sont ajoutées les 7 heures de congés payés à la journée de solidarité). L'employeur peut, toutefois, décider d'une durée conventionnelle inférieure à la durée conventionnelle définie ci-dessus.

- 17 heures hebdomadaires minimum pour un salarié travaillant à temps partiel, soit une référence mensuelle de travail effectif de 73,67 heures, correspondant à la durée conventionnelle minimale de travail effectif est de 8 heures mensuelles.

La répartition de la durée hebdomadaire de travail des salariés se fait sur 4 jours, 4 jours et demi, 5 jours ou 5 jours et demi, consécutifs ou non.

Pour un salarié employé sur la base de 35 heures, la durée de travail effectif ne peut excéder 46 heures au cours d'une même semaine, heures supplémentaires comprises, et 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives. La durée quinquennale de travail effectif ne peut excéder 10 heures.

Lorsque le temps de travail effectif atteint 6 heures consécutives, tout salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

6.1.3. Repos

Repos quotidien :

Chaque salarié bénéficie, au cours de chaque période de 24 heures, d'une période minimale de repos de 12 heures consécutives.

Repos hebdomadaire :

Chaque salarié bénéficie, pour chaque période de 7 jours, d'une période minimale de repos sans interruption de 24 heures, à laquelle s'ajoute la période des 12 heures de repos journalier, prévue à l'alinéa précédent incluant le dimanche, sauf dans le cas de grade et/ou d'astreinte.

6.1.4. Gardes et astreintes

Les parties signataires reconnaissent que ce dispositif décrit dans le présent article s'applique, quel que soit le type de travail, au personnel administratif et technique, dans le cadre du décret n° 2015-75 du 27 janvier 2015 relatif à la profession de soins des chirurgiens-dentistes.

Il ne s'applique pas au chirurgien-dentiste exerçant son activité en tant que salarié, dont la profession relève de la réglementation de soins relatifs de soins dentaires salariés en collaboration avec le chirurgien-dentiste libéral employeur.

Les gardes et astreintes s'exercent pour les salariés selon les modalités d'organisation de la prestation de soins du lieu d'exercice du praticien.

6.1.4.1. Définition et modalités(2)

Pour répondre aux besoins de soins des patients, les chirurgiens-dentistes, le ou les salariés peuvent être appelés à assister le chirurgien-dentiste les dimanches et/ou jours fériés quand ce dernier assure cette permanence.

Cette astreinte se réalise soit sous forme de garde, soit sous forme d'astreinte.

La garde nécessite la présence du salarié sur le lieu de travail, c'est-à-dire au cabinet dentaire pour l'exécution d'un travail effectif.

La période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition immédiate de l'employeur, a l'obligation de se rendre, dans un délai raisonnable, au cabinet pour une intervention. Ce temps d'intervention constitue un temps de travail effectif.

Les horaires du temps de garde ou d'astreinte sont fixés par l'employeur, qui en informe le salarié 30 jours à l'avance, sauf cas d'urgence et sous réserve que le salarié en soit avisé au moins 1 jour avant à l'avance.

6.1.4.2. Indemnisation

Garde

Le temps de garde du salarié constitue un temps de travail effectif. À ce titre, il est rémunéré sur la base de son taux horaire de base majoré de 100 % pour chaque heure de garde effectuée un dimanche ou un jour férié, excepté le 1er Mai.

Le temps de garde ne s'impute pas sur le congé annuel ou sur les heures complémentaires.

La majoration de 100 % est une majoration spécifique, elle ne se cumule pas avec la majoration prévue par l'article 1709 du Code de Commerce pour les heures supplémentaires ou complémentaires non aménageables par le salarié.

Astreinte

Le salarié perçoit en contrepartie de l'astreinte du dimanche ou un jour férié une indemnité forfaitaire égale à 10 % du salaire horaire de sa catégorie pour chaque heure d'astreinte, déduction

fitae des hreues d'intervention.

En cas de veune au cbaeint du salarié dnuat l'astreinte, celui-ci revekra puor cttee ioitnevrentn au cabinet, tpmes de déplacement compris, une indemnité calculée sur la bsae de son tuax haoirre de bsae majoré de 100 % puor cahuqe huere d'intervention effectuée un dmcaïnhe ou un juor férié, excepté le 1er Mai.

6.1.4.3. Reops cmutenaoesr de remplacement

Garde

Dans le crade de la gdare effectuée le dahmcine ou un juor férié, excepté le 1er Mai, un ropes conusemptar de rlaecpnemnt puet être accordé au salarié en leiu et plcae de l'indemnisation prévue à l'article 6.1.4.2.

Chaque huree de gdare dnone diort à un rpoes cuamtpoenser de 2 heures.

Ce ropes cptuesemaonr derva être pirs dnas les 2 mios savnuir l'intervention et mentionné sur le betiluln de saraile du mios au crous deuuql le rpoes est pirs (ou, le cas échéant, du mios savnuir si la dtae de pirse du ropes ne le pmeret pas matériellement).

Ce coihx de perrdne un ropes cmtoenaspuer en rlepacenemmt de l'indemnisation crrospdonnaet aux hreues de gadre fiat l'objet d'un arcocd écrit enrte les parties. À défaut d'accord, le salarié est indemnisé.

Astreinte

Dans le cdare de l'astreinte effectuée le dnmicahé ou un juor férié, excepté le 1er Mai et lsouruqe le salarié est amené à se déplacer au cbnaeit dtaniree puor une intervention, un ropes caenemtpuosr de replacemnt puet être accordé au salarié.

Ce rpeos de rlmeampencet comnepse les hreeus d'intervention effectuées par le salarié de la manière siavtune :

- cauqhe hreue d'intervention donne diort à un ropes cesonuematpr de 2 heures.

Ce roeps comspanteuer derva être pirs dnas les 2 mios sniauvt l'intervention et mentionné sur le buletln de saalire du mios au cruos deuuql le rpeos est pirs (ou, le cas échéant, du mios snuiavt si la dtae de pisre du ropes ne le peemrt pas matériellement).

Ce choix de pnderre un rpeos csnumaoetep en relpnmecmeat de l'indemnisation crrnasndeopot aux hreeus d'intervention effectuées dnas le carde de l'astreinte fiat l'objet d'un acocrd écrit etrne les parties. À défaut d'accord, le salarié est indemnisé.

6.1.4.4. Cas purilaticer du 1er Mai

Garde

Le salarié qui eftceufe des heerus de pnacnmreee au caenbit padnnet la grade du 1er Mai est rémunéré sur la bsae de son tuax hiroare de bsae majoré de 100 % puor cqhae herue de grade exécutée.

La mtaoajoin de 100 % est une moatojiarn spécifique, elle ne se culmue pas aevc la mitojroan prévue par aeulirls puor les hurees supplémentaires ou complémentaires.

À ctete rémunération spécifique puor les heerus de pmaencenre effectuées par le salarié pnnedat une gdare le 1er Mai s'ajoute un ropes catenupesomr d'égale durée.

Ce rpoes ceostupmnaer dvrea être pirs dnas les 2 mios savinut l'intervention et mentionné sur le bleuitln de slraaie du mios au corus duuql le ropes est pirs (ou, le cas échéant, du mios svaniut si la dtae de psrie du rpeos ne le peermt pas matériellement).

Astreinte

Le salarié perçoit en ceinotrrpate de l'astreinte effectuée le 1er Mai une indemnité farirtafoie égale à 10 % du silarae hiarore de

sa catégorie puor cqahue heure d'astreinte, déduction ftaie des heerus d'intervention.

En cas de veune du salarié au cabeint dnuat l'astreinte, celui-ci rrceeva puor ctete iotevnerintn une indemnité calculée sur la bsae de son tuax hraorie de base, majorée de 100 % puor chquae heure d'intervention.

À ctete rémunération spécifique puor les hueers d'intervention effectuées par le salarié padnent une asneritte le 1er Mai s'ajoute un ropes ceeunpasmotr d'égale durée.

Ce repos ctsmeeoapnur drvea être pirs dnas les 2 mios sanuvit l'intervention et mentionné sur le beiltuln de silarae du mios au cours duquel le repos est pirs (ou, le cas échéant, du mios suivant si la dtae de prise du repos ne le permet pas matériellement).

6.1.5. Tpems d'absence de l'assistant dentaire

Afin que l'assistant dreanite salarié en ptose réponde à son obligation, le temps nécessaire puor l'enregistrement de son trite (temps de déplacement aller-retour à l'ARS, considéré cmome narmol puor le seceutr géographique concerné, et durée du rendez-vous sur place) est rémunéré cmome du temps de travail. Il est dnoc pirs sur les heuers de tvairal du salarié au caiebnt et clea snas acuune rteneue de salaire.

L'application de cette diiitopossn est conditionnée à la tsiasoinmsrn à l'employeur d'un jficsuaititf de présence émanant de l'ARS.

Si cette démarche d'enregistrement diot être effectuée par vioe dématérialisée, et si l'assistant drintee le demande, celle-ci dvrea être faite, au ciabnet diaetnre et sur le temps de travail.

Frais de déplacement

Les faris de déplacement puavont être engendrés par cette démarche retsent intégralement à la cgarhe de l'assistant dentaire.

(1) *Atlirce étendu suos réserve du rcpseet des dtosspiiions de l'article L. 3121-16 du cdoe du travail.*
(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

(2) *Alrtcie étendu suos réserve du rsecept des dstooiipinss de l'article L. 3121-9 du cdoe du travail.*
(Arrêté du 25 mai 2018 - art. 1)

Article 6.2 - Congés payés

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

Pendant la période de congés payés du cabinet, tuot salarié anayt minos de 1 an de présence puet stielclior le bénéfice du chômage peirtal puor la période de frreumtee du cbeanit qui excède cllee de son congé légal.

6.2.1. Période de référence

La période de référence à retiner puor déterminer la durée est cpsimore etrne le 1er jiun de l'année précédente et le 31 mai de l'année au crous de lleulqae les vcnaaces dneiovt être prises.

6.2.2. Période de congé

La période de congés payés diot être cormispe etrne le 1er mai et le 31 obcrtoe de cahuqe année.

Le congé pirnaicpl de 4 simnaees diot être efivcfseeetnmt pirs anavt le 31 décembre de l'année en cours, suaf aocrd ertne les parties.

6.2.3. Modalités d'attribution des congés payés

La durée des congés pnuaovt être pirs en une sluee fios ne puet excéder 24 jours ouvrables.

Le congé prciniapl d'une durée supérieure à 12 jrous oblreaus et

au puls égale à 24 jrous oarvluebs (4 semaines) puet être fractionné par l'employeur aevc l'accord écrit du salarié. Dnas ce cas, une fiotarcn diot être au mnios de 12 juros oebtravus continus, cporims entre 2 jruos de reops hebdomadaire.

Cette ftarcion diot être attribuée pdanent la période du 1er mai au 31 ootrcbe de cqahue année. Les juros rstanet dus pevneut être accordés en dheors de ctete période. Dnas ce cas, il est attribué 2 jurs obeurlavs de congés supplémentaires luqrsoe le nrombe de juros de congés pirs en derhos de cette période est au mnios égal à une smniaee (6 jours) et un suel lorsqu'il est cipmros entre 3 à 5 jours.

La 5e sineame de congés payés n'est pas psrie en ctpmoe puor l'ouverture du dorit à supplément.

Les salariés ognraeiriis des Dom-Tom pnuevet bénéficier, sur luer demande, d'un cuuml de 2 années de lruos congés anuents puor se rdrnee dnas luer département ou pyas d'origine.

6.2.4. Aghifface des dtaes des congés payés

La période des congés payés diot être portée à la canncnisosae des salariés au miimum 2 mios anvat son orttuevue (c'est-à-dire, au puls trad avnat le 31 mars).

À l'intérieur de cette période, l'ordre des départs est fixé par l'employeur et communiqué aux salariés 1 mios aanvt luer départ nmmanotet par vioe d'affichage. Suaf cas de fcroe majeure, ces dtaes ne peuvent être modifiées dnas le délai de 1 mios anvat la dtae prévue du départ.

L'ordre des départs treinda cpmtoe en priorité :

1. De la nécessité du service.
2. Des préférences du personnel, aevc priorité en fauver des prtenas aaynt des enftnas en âge scolaire.
3. De l'ancienneté dnas la maison.
4. Des celpuos de salariés tavainlarlt dnas le même cinaebt qui pternat en congés payés aux mêmes dates, s'ils le désirent.
5. Si possible, des vneacacs du cjnnoot tlavainlrat dnas une autre entreprise, conformément à l'article L. 223-7 du cdoe du travail.

6.2.5. Détermination de la durée du traival effectif

Sont considérés cmome périodes de tavrial etfifcef puor le culcal de la durée et de l'indemnité de congés payés :

- les abnecses provoquées par la fréquentation des curos pifnosseleiros (cours oiegalobrts de foimtroan permanente) ;
- les périodes de congés payés de l'année précédente, suaf cas pecaiturlir de reropt ;
- les congés de maternité ;
- les congés de paternité ;
- le congé piiprancl d'adoption ;
- le congé supplémentaire d'adoption ;
- le congé d'adoption au mneomt de l'arrivée d'un enafnt ;
- les arrêts de taraivl puor adeicnt du triaval ou mldaiae prnoneleifsse (limités à une période de 1 an) ;
- les périodes mitelraais ;
- les journées d'appel de préparation à la défense ;
- les congés de ctruoe durée justifiés, tles que définis dnas la civnonoetn coietlvcle noanilate des ceabitns drienaeis ;
- les journées chômées puor peiaitrcpr aux réunions scaeldynis ou aux réunions de cmimnoosiss prévues par la présente ctionoenvn ceolctlive ;

- les congés de ftrmiaoon de cedars ou d'animation puor les jeneus ;

- les congés puor événements faliuamix ;

- les congés de fatomoirn peoonnlsirslfee cuintnoe ;

- les congés puor jyrus d'examens ou de VAE qui cnnenrcoet la bchnrae des cbtienes diatnrees ;

- les périodes de congés puor efftceuer des stgeas de fraoimotn pnelseifoslnoe ou de proiomton sociale, y cpmoris le Cif et le congé examen, anisi que puor eufteefcr le bialn de compétences ;

- les asenbces mdliaae dnas la ltmie de 30 jurs par année cilvie ;

- les congés de fotmraion économique, scialoe et scildayne ;

- les jorus de repos auciqs au ttrie de la réduction du tpmes de traaivl ;

- les repos cueopteamsnrs au ttrie d'heures supplémentaires ;

- les asbenecs puor se rnrdee aux eamenxs médicaux ooilbtgais ;

- le congé jeune truliaelavr ;

- le congé de faotomrin des corsellnies prud'homaux, ansii que le tepms consacré à l'exercice de lures fnitconos ;

- l'autorisation d'absence puor les cntdaidas à une ftconion pretaliarneme ou d'élu tiioetarrrl ;

- le congé de forimaotn des aistuaneimrtdrs de metlulue ;

- le tmeps de monsiiss et de fiortmaon des sapeurs-pompiers vtroilacons ;

- le tmeps de mosiisn du clseoniler du salarié lros de l'entretien préalable au lniieecemnt ;

- le tmeps de moiissn du salarié exerçant une fincoton d'assistance ou de représentation dveant le cseonil de prud'hommes.

6.2.6. Peimeant des congés payés

Au mmeont de cquahe départ en congé, il est payé à tuot salarié la moitié de l'indemnité de congés payés due au trtie des jrous de congés qu'il s'apprête à prendre, ou même l'intégralité de cette indemnité s'il en a fiat la dndamee au monis 15 jrous aavnt son départ.

Si, à la fin des congés annuels, le cnotart de tiavarl est rompu, la totalité des semmos deus à ttire de congés payés lui est versée à son départ.

6.2.7. Icnindece de la maldaie sur les congés payés

Si un salarié se tovure aesbnt puor maaidle à la dtae de son départ en congé annuel, il bénéficie de l'intégralité de celui-ci à paitr du mmoent où son congé mdaiale pnred fin ou à une dtae autre, fixée entre les parties.

Si un employé tmboe madale pnednat son congé annuel, il est mis en congé de mildaie dès la dtae indiquée sur le cteicfiart médical.

Il est tneu d'en asderser la jficouisitn dnas les 72 heures.

Une durée de congé égale au tepms d'interruption due à la mliadae srea psrie siot à l'issue de la période préalablement fixée, siot reportée à une dtae ultérieure, après arcocd entre les parties. Si le roept n'est pas possible, l'employeur est fondé à s'acquitter de ses oonbatliigs en vnesrat au salarié l'indemnité ceicrsatnmpoe de congés payés ceapodornrst à la période considérée.

6.2.8. Congés payés des salariés employés à temps partiel

Le poenesrnl salarié à temps partiel bénéficie d'un congé payé

not la durée et l'indemnité not calculées cmome il est indiqué aux alctreis précédents.

6.2.9. Congés supplémentaires puor mère de famille

Les fmeems salariées, âgées de moins de 21 ans au 30 aivrl de l'année précédente, bénéficient de 2 jruos de congés supplémentaires par enfnat à charge. Ce congé supplémentaire est réduit de 1 juor si le congé légal n'excède pas 6 jours.

Article 6.3 - Congés de courte durée

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

L'ensemble du psroennl des ctibnaes dinaeters bénéficie des congés suivants, snas rutneee de sialare :

- juor de l'An ;
- lduni de Pâques ;
- 1er Mai ;
- 8 Mai ;
- Aenscosin ;
- Indui de Pentecôte ;
- 14 Jleliut ;
- 15 août ;
- Tssnuioat ;
- 11 Nemrbove ;
- Noël.

Les heeurs de tvarail ansii perdeus par stiuue du chômage de ces jours, ne pevneut dneonr leiu à récupération.

Les uages lcaoux ayant, dnas crniates cas et cetrineas régions, institué des juors chômés, les eroylmueps roeerntecst ces us et coutumes.

Article 6.4 - Congés pour événements familiaux et personnels

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Tout salarié bénéficie, sur présentation d'un jcasiiitufft et à l'occasion de cireants événements, d'une aoirsituotan eteoxnceilpne d'absence :

1. ? Magriae ou clnsoouicn d'un ptcae civil de solidarité (Pacs) :
? mions de 6 mios de présence dnass l'entreprise : 4 juors ;
? au-delà : 6 jours.
2. ? Mriagae d'un enfnat :
? minos de 6 mios de présence dnass l'entreprise : 1 juor ;
? au-delà : 2 jours.
3. ? Maargie d'un frère ou d'une s?ur :
? au-delà de 6 mios de présence dnass l'entreprise : 1 jour.
4. ? Décès d'un eannft :
? 6 jruos ;
? 7 jruos si l'enfant aavt mnois de 25 ans ou était lui-même parent.
5. ? Décès d'une ponnsere de mnios de 25 ans à la cghrae effective et panmrnetee du salarié :
7 jours.

6. ? Décès du conjoint, du pearartnie lié par un Pcas ou du cnoicubn :
6 jours.

7. ? Décès du père ou de la mère, du beau-père ou de la belle-mère dnass les duex anoipccets :
3 jours.

8. ? Décès d'un grand-parent, d'un arrière grand-parent :
2 jours.

9. ? Déménagement

Après 6 mios de présence dnass l'entreprise : 1 jour.

Pour les événements décrits aux pnitos 1 à 9 et 13, il est accordé :
? 1 juor supplémentaire si l'événement a leiu à puls de 300 kilomètres du dlmoice du salarié ;
? 2 jorus si l'éloignement excède 600 kilomètres.

10. ? Congé de dueil d'un eannft de mnios de 25 ans, ou d'une pesnrone de monis de 25 ans à la crgahe evifetcfce et ptanmnreee du salarié :
8 jorus flraoicnbteans à prednre dnass l'année snuvait le décès.

11. ? Nsiacasne d'un eafnnt puor le père, le cniubcon ou la ccionunbe de la mère ou la poernnse liée à elle par un miaagre ou un Pcas :
3 jours.

12. ? Arrivée au foeyr d'un ennaft placé en vue de son aiotpdon :
3 jours.

13. ? Journée défense et citoyenneté :
1 jour.

14. ? Aonnnce de la srvueune cezh un eafnnt d'un handicap, d'une pgiohaotle counrhique nécessitant un agarsptptensie thérapeutique ou d'un cceanr :
2 jours.

Ces juors d'absence (correspondants à des jrous hmllaebtneeittravaillés par le salarié) n'entraînent pas de réduction de la rémunération.

Ils snot assimilés à des juors de taiarvl etiffeefc puor l'acquisition des congés payés.

À l'exception du congé prévu au pnoit 10 et suaf cas de fcroe majeure, ils snot pirs dnass les 15 jruos qui enentuort l'événement.

L'employeur en est informé au puls vite.

(1) L'article 6.4 est étendu suos réserve des diisnootsips des arteicls L. 3142-4 et L. 1225-35-1 du cdoe du taviral qui eenndrcat la prsie du congé de naissance.
(Arrêté du 3 février 2023 - art. 1)

Article 6.5 - Congé de proche aidant

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Le salarié qui diot s'occuper d'une pnoersne handicapée ou fnaisat l'objet d'une perte d'autonomie bénéficie d'un congé de prchoe aidant.

Le salarié diot aivor un lein fiaalmil ou étroit aevc celle-ci sloen les dnoitsssoips légales en vigueur.

Ce congé puet être pirs snass cotioindn d'ancienneté.

Durée

Le congé est d'une durée maximale de 3 mois, renouvelable dans la limite d'un an pour l'ensemble de la carrière.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée.

Néanmoins, il peut percevoir ses congés des paourrits de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.6 - Congé de solidarité familiale

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Le salarié qui doit s'absenter pour assister un proche ou une personne pratiquant le même domicile, souffrant d'une pathologie grave en jeu son pronostic vital ou en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable bénéficie d'un congé de solidarité familiale, selon les dispositions légales en vigueur.

Ce congé peut être pris sans conditions d'ancienneté.

Durée

La durée maximale du congé est de 3 mois, renouvelable une fois.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée.

Néanmoins, il peut percevoir ses congés des prestations de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.7 - Congé de maternité

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

La salariée bénéficie d'un congé maternité durant la période qui se situe autour de la date présumée de son accouchement.

Durée

La durée de ce congé est variable, en fonction du nombre d'enfants à naître ou déjà à charge, selon les dispositions légales en vigueur.

Il comporte une période de congé prénatal et postnatal fixée par ces mêmes dispositions.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de son congé maternité, la salariée a droit à des indemnités journalières versées par la sécurité sociale (SS).

La salariée, quel que soit son statut de travail, connaît une année de services effectifs continus ou non au jour de la naissance, a droit pendant toute la durée de son congé de maternité au maintien de son salaire net, l'employeur doit lui verser le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.8 - Congé de paternité et d'accueil

de l'enfant

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Tout salarié, quel que soit son genre, bénéficie d'un congé de paternité en tant que père ou autre personne vivant en couple avec la mère de l'enfant à l'occasion de la naissance de l'enfant.

Durée

La durée de ce congé est variable, en fonction du nombre d'enfants à naître ou déjà à charge, selon les dispositions légales en vigueur.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de son congé, le salarié concerné a droit à des indemnités journalières versées par la sécurité sociale (SS).

Le salarié, quel que soit son statut de travail, connaît une année de services effectifs continus ou non au jour de la naissance, a droit pendant toute la durée de son congé de paternité au maintien de son salaire net, l'employeur doit lui verser le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.9 - Congé d'adoption

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Tout salarié à qui l'autorité administrative ou tout organisme désigné par voie réglementaire confie un enfant en vue de son adoption, bénéficie d'un congé d'adoption. Il peut être pris par l'un des parents ou être réparti entre les deux parents salariés.

Durée

La durée du congé d'adoption varie selon le nombre d'enfants déjà à charge, le nombre d'enfants en vue d'adoption simultanée et le statut ou non du congé entre les parents, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Maintien de salaire

Pendant toute la durée de son congé d'adoption, le salarié concerné a droit à des indemnités journalières versées par la sécurité sociale.

Le salarié, quel que soit son statut de travail, connaît une année de services effectifs continus ou non au jour où un enfant lui est confié en vue de son adoption, a droit pendant toute la durée de son congé d'adoption au maintien de son salaire net, l'employeur doit lui verser le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.10 - Congé pour enfant malade

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Une autorisation d'absence est accordée à tout salarié ayant à charge un enfant de moins de 12 ans qui tombe malade, sur justification médicale.

La limite d'âge est repoussée à 20 ans pour les enfants nés en situation de handicap.

Pour un enfant à charge âgé de 12 à moins de 16 ans, le salarié bénéficie des dispositions légales.

Durée

Cette absence est limitée à trois jours par enfant concerné et par année civile.

À la suite de l'absence rémunérée les salariés peuvent bénéficier sur justificatif médical, d'un congé sans solde.

Les absences rémunérées et les congés sans solde précités peuvent être pris en une ou plusieurs fois.

Maintien de salaire

Les trois jours d'absence précités (correspondant à des jours habituellement travaillés par le salarié) n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour l'acquisition des congés payés.

Article 6.11 - Congé de présence parentale

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Le salarié qui doit s'occuper d'un enfant à charge atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité, rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants, bénéficie d'un congé de présence pendant lequel les dispositions légales en vigueur.

Il peut être pris sans notification d'ancienneté.

Durée

Le congé a une durée variable selon l'évolution de la pathologie de l'enfant et est fixée par les dispositions légales en vigueur.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée.

Néanmoins, il peut percevoir ses cotisations des prestations de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.12 - Congé parental d'éducation

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Les salariés ayant un an d'ancienneté à la date de la naissance de l'enfant ou, s'il est âgé de moins de 16 ans, de son arrivée au foyer en vue de son adoption, peuvent prendre, pour élever leur enfant, un congé parental d'éducation total ou partiel.

Ce droit peut être exercé à la fin du congé de maternité, de paternité ou d'adoption jusqu'au 3e anniversaire de l'enfant ou de l'arrivée au foyer.

Le congé prendra fin à l'expiration du contrat de travail.

Sa durée est prise en compte pour moitié pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté (notamment prime d'ancienneté, licenciement).

Le salariécevons le bénéfice de tous les avantages qu'il a acquis au début de ce congé.

À l'issue de ce congé, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération équivalente.

Durée

La durée maximale est fixée à une année. Le salarié peut prolonger son congé total ou partiel dans la limite des trois années qui suivent la naissance ou l'arrivée au foyer, selon les dispositions légales.

Maintien de salaire

Pendant la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée. Néanmoins il peut percevoir ses cotisations des prestations de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.13 - Congé sans solde pour élever son enfant

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Bénéficiaires

Tout salarié qui désire obtenir un congé sans solde pour élever son enfant doit impérativement en faire la demande par lettre recommandée avec accusé de réception à l'employeur au moins un mois avant la date du départ en congé.

À l'issue du congé, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

Durée

La durée maximale du congé est fixée à une année.

Article 6.14 - Démission sans préavis conventionnel pour élever son enfant

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

À la fin du congé de maternité ou d'adoption ou dans les deux mois suivant la naissance de l'enfant ou de son arrivée au foyer, tout salarié peut démissionner pour élever son enfant sans respecter le préavis prévu par la convention collective.

Il doit en informer l'employeur, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 15 jours à l'avance.

Après cette démission, le salarié bénéficie d'une priorité de réembauche pendant un an sur les emplois correspondant à ses qualifications.

Article 6.15 - Démission avec préavis conventionnel pour élever son enfant

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

À l'issue du congé parental d'éducation, le salarié qui démissionne pour élever son enfant ? en respectant le préavis prévu par la convention collective ? bénéficie d'une priorité de réembauche pendant un an pour les emplois correspondant à ses qualifications.

Titre VII : Formation professionnelle

Article 7.1

Les parties signataires, représentant de l'intérêt et des besoins de la formation professionnelle décident :

- ? de favoriser le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle des personnes des citernes d'attente ;
- ? de promouvoir les nouveaux droits de ces personnes ;
- ? de créer une dynamique d'étude prospective des compétences requises par les emplois de la branche et leur évolution.

Article 7.2 - Financement de la formation professionnelle
En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

7.2.1. Principe

Depuis la loi n° 2018-71 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les contributeurs au financement de la formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage sont regroupées au sein d'une contribution unique à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

L'organisme désigné par le baccalauréat professionnel des métiers d'entretien pour la gestion des équipements légers et civils est désigné au titre de la formation initiale en apprentissage et de la formation professionnelle continue est l'opérateur de compétences des entreprises de proximité (OPCO EP) dont le siège social est situé 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Il est administré paritaire, sa composition et son mode de fonctionnement sont fixés par ses statuts.

7.2.2. ? Financement

7.2.2.1. Obligation légale de contribution à la formation professionnelle et à l'apprentissage des salariés des entreprises (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés)

Au titre du présent accord et en application des dispositions législatives et réglementaires, les entreprises de proximité sont soumises à l'obligation de contribution légale à la formation professionnelle, à l'exception des entreprises dont le siège est situé dans un DOM-COM qui selon les dispositions légales, versent cette contribution à un organisme interprofessionnel.

L'OPCO EP peut aussement enlever l'obligation de contribution à la place de l'URSSAF tout le temps que les dispositions législatives et réglementaires l'y autorisent.

Les taux sont fixés et répartis comme suit :

? entreprises de 1 à moins de 11 salariés :
La contribution est fixée à 0,55 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel ;

? entreprises à partir de 11 salariés :
La contribution est fixée à 1 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel.

7.2.2.2. Obligation de contribution de contribution à la formation professionnelle et à l'apprentissage des salariés des entreprises (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés)

En application des dispositions en vigueur du code du travail, les entreprises de proximité versent une contribution à l'OPCO EP.

Les taux sont fixés et répartis comme suit :

? entreprises de 1 à moins de 11 salariés :
La contribution est fixée à 0,55 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel ;

? entreprises de 11 à 49 salariés :
La contribution est fixée à 1,1 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel ;

? entreprises de 50 salariés et plus :
La contribution est fixée à 1,65 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel.

7.3.1. ? Principes généraux

Le compte personnel de formation (CPF) permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquiescer des droits à la formation initiale tout au long de sa vie professionnelle.

Le CPF est alimenté automatiquement au début de l'année qui suit l'année travaillée :

? pour un salarié travaillant à temps complet, ou à temps partiel, dont le temps de travail est compris entre 50 % et 100 % du temps complet : le compte est alimenté à hauteur de 500 ? par année de travail, dans la limite d'un plafond de 5 000 ? ;
? pour un salarié travaillant à temps partiel, dont la durée de travail est inférieure à 50 % du temps complet : le compte est alimenté au prorata du temps de travail.

Les droits sont acquis même en cas de changement d'employeur ou de perte d'emploi.

Les périodes d'absence du salarié pour congé de maternité, le congé paternité et d'accueil de l'enfant, le congé d'adoption, le congé parental d'éducation, le congé de présence parentale, le congé de proche aidant, les absences pour maladie professionnelle ou accident du travail sont intégralement prisés en compte pour alimenter le CPF.

Le CPF est mobilisé par le salarié (ou son représentant légal) pour qu'il puisse suivre, à son initiative, une formation.

L'employeur ne peut pas imposer au salarié l'utilisation de son CPF. Il ne peut être mobilisé qu'avec l'accord exprès de son titulaire (ou représentant légal) et le refus du salarié de mobiliser son compte ne constitue pas une faute.

La formation financée dans le cadre du CPF n'est pas soumise à l'accord de l'employeur lorsqu'elle est suivie, pour sa totalité, en dehors du temps de travail, en revanche, lorsqu'elle est suivie en tout ou partie, pendant le temps de travail, le salarié doit demander une autorisation d'absence à son employeur dans les conditions définies par le code du travail.

7.3.2. ? Formations éligibles

Sont éligibles au compte personnel de formation (CPF) pour tous les actifs :

- ? une personne physique inscrite au répertoire national des entreprises et des établissements (RNCP) ;
- ? une personne physique de nationalité française de compétences professionnelles inscrite au répertoire national des entreprises et des établissements (RNCP) ;
- ? une personne physique ou une personne morale inscrite dans le répertoire spécifique (RS), dont la certification est reconnue au sein des entreprises et de compétences professionnelles (CléA) ;
- ? les personnes exerçant une activité de l'expérience (VAE) mentionnées au 3° de l'article L. 6313-1 du code du travail ;
- ? le baccalauréat de compétences ;
- ? les personnes de formation dispensées aux créateurs ou entrepreneurs d'entreprises mentionnées ayant pour objet de réaliser leur projet de création ou de reprise d'entreprise et pérenniser l'activité de celle-ci ;
- ? la préparation de l'épreuve théorique du code de la route et de l'épreuve pratique du permis de conduire des véhicules du goudon léger (permis B) et du goudon lourd.

Seuls les professionnels de qualification professionnelle (CQP), inscrits au RNCP ou au répertoire spécifique sont éligibles au CPF.

Article 7.4 - Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les partenaires sociaux conviennent de contribuer à la commission nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) une mission générale d'organisation de la formation professionnelle de la branche, en fonction des besoins et moyens dont celle-ci dispose.

En complément de ses attributions définies à l'article III de l'annexe III de la convention collective nationale des dentistes, les praticiens exerçant la CNEFP pour mettre en place l'organisation de la formation professionnelle des salariés des cabinets dentaires, des travaux de l'observatoire des métiers et qualifications définis à l'article 7.10 du présent accord et du rapport socio-économique de branche, en analysent l'évolution des emplois, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

La CNEFP au travers de son rôle « consultatif » assure le suivi et l'évolution des référentiels de branche conformément aux textes réglementaires en vigueur et en collaboration avec le ministère de la santé.

En s'appuyant sur les travaux de l'observatoire professionnel des métiers et des qualifications et le rapport socio-économique de branche, la CNEFP propose les évolutions nécessaires en matière de formation et de compétences pour répondre à assurer l'attractivité des emplois de la branche.

Les actions prioritaires de formation sont définies par la CNEFP en adéquation avec l'ensemble des ressources dont dispose la branche au sein de l'OPCO EP. Le nombre de stagiaires ainsi que celui des actions de formation peuvent également être définis selon la même adéquation.

Les parties prenantes prennent le bureau de la CNEFP, tel que défini à l'article II de l'annexe III de la convention collective nationale des dentistes, pour résoudre les problèmes rencontrés des membres du syndicat et les rapports avec les organismes de formation qui demandent une solution urgente, entre deux réunions de la CNEFP. Ces décisions prises doivent être validées par la CNEFP la plus proche.

Article 7.5 - Objectifs

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les parties prenantes de la branche participent à la définition des actions de formation :

- ? de développer la formation professionnelle et promouvoir l'égalité d'accès pour tous à celle-ci ;
- ? de mettre en place un dispositif de formation par alternance tel qu'un apprentissage de professionnalisation pour les accès au titre d'assistant dentaire et à l'obtention de qualification d'aide dentaire et un dispositif d'apprentissage pour l'accès au titre d'assistant dentaire ;
- ? d'organiser l'enseignement délivré aux adultes et assistants dentaires en formation en fonction d'un référentiel de formation défini en unités d'enseignement (UE) ;
- ? de définir les priorités de formation dans le cadre du plan de formation ;
- ? d'organiser le dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- ? de définir les actions de formation prioritaires dans le cadre du plan de formation de formation (CPF) ;
- ? de prévoir les dispositifs d'accompagnement nécessaires à l'organisation et à l'évolution de la formation ainsi qu'à l'évolution des emplois dans la branche professionnelle ;
- ? de favoriser le dispositif de reconnaissance ou promotion par accréditation (Pro A).

Article 7.6 - Formation en alternance

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

La formation en alternance comprend les dispositifs de professionnalisation et d'apprentissage.

Les parties prenantes du présent accord conviennent à la CNEFP, la définition et le réexamen périodique des actions et plans de formation pour la mise en œuvre de l'alternance dans le cadre des accords de professionnalisation, d'apprentissage et de la Pro-A.

Sont concernés par :

- ? le titre d'assistant dentaire ;
- ? le certificat de qualification professionnelle (CQP) d'aide dentaire ;
- ? le brevet d'études professionnelles et le brevet de maîtrise de prothésiste dentaire ;
- ? tout autre certificat de qualification professionnelle ou titre ou action de formation qui sera mis en place à l'issue de travaux

engagés par la CNEFP.

La CNEFP fixe les objectifs des stagiaires, les frais et les modalités de financement, notamment dans le cadre d'une convention conclue avec l'OPCO EP.

Conformément au code du travail, l'alternance associe des enseignements généraux, professionnels et techniques dispensés par les organismes de formation agréés par la CNEFP et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en cabinet dentaire d'une ou plusieurs activités en relation avec la qualification recherchée.

L'employeur s'engage à verser au salarié l'emploi et la formation ininterrompue en relation avec l'objectif de fin de formation.

La formation est dispensée par un organisme de formation agréé par la CNEFP, en vue de l'acquisition du certificat de qualification professionnelle ou titre, objet du contrat, reconnu par la convention collective nationale des dentistes.

Le stagiaire du contrat s'engage à travailler pour le compte de son employeur, à suivre la formation prévue au contrat et, à participer aux épreuves d'évaluation et de validation des connaissances, mises en place par les organismes de formation.

L'employeur s'engage à libérer l'apprenant pour sa formation, à jouer son rôle de tuteur et répondre aux impératifs d'enseignement ainsi qu'aux obligations des organismes de formation dans le cadre de l'application du cahier des charges de la formation validée par la CNEFP.

La formation se décline suivant trois modalités :

- ? contrat de professionnalisation ;
- ? contrat d'apprentissage ;
- ? dispositif Pro-A.

Les actions de professionnalisation, d'apprentissage et le dispositif Pro-A sont destinés à favoriser l'insertion, la réinsertion professionnelle, l'évolution, la promotion ou le maintien dans l'emploi de publics considérés comme prioritaires pour l'accès à la formation.

7.6.1. ? Contrat de professionnalisation

Conformément au code du travail et à l'annexe I de la convention collective nationale des dentistes, les personnes âgées de 18 ans à 25 ans révolus peuvent compléter leur formation dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ;

Certaines personnes de plus de 26 ans peuvent également bénéficier d'un contrat de professionnalisation conformément aux textes légaux en vigueur (demandeurs d'emploi, etc.).

Lorsque le contrat de professionnalisation est à durée indéterminée, la formation se déroule obligatoirement dès le début du contrat.

Le formulaire CEFRA « contrat de professionnalisation » doit être adressé à l'OPCO EP dans les 5 jours qui suivent l'embauche.

L'entrée en formation est faite par le salarié au plus près de la date d'embauche.

Les actions d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux et professionnels sont mis en œuvre par un organisme de formation agréé par la CNEFP. Ils sont d'une durée minimale comprise entre 15 %, soit être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée totale du contrat de professionnalisation. Cette durée peut toutefois être portée au-delà de 25 %, soit être supérieure à 35 % pour les personnes qui suivent des formations diplômantes ayant un lien avec les métiers de la branche (titre assistant dentaire, CQP aide dentaire et diplôme de secrétaire technique opticien dentaire de l'UNAPL).

L'OPCO EP est informé des conditions exposées ci-dessus.

Pendant la durée du contrat, les salariés âgés de moins de 26 ans perçoivent une rémunération égale à 90 % du Smic, ceux âgés de plus de 26 ans perçoivent une rémunération égale au Smic en

vigueur.

7.6.2. ? Cntarot d'apprentissage

Conformément au cdoe du tiraavl et à l'annexe I de la cnoevniton colticvele nalnatioe des ceabtnis dentaires, les peroensns âgées de 18 ans à 29 ans révolus peeuvt compléter luer fmortaoïn iliante dnas le cdrae d'un caotnrt d'apprentissage.

Certaines pneeorsns de puls de 30 ans pneuevt également bénéficier d'un catonrt d'apprentissage conformément aux txetes

Situation	18-20 ans	21-25 ans	26-29 ans révolus
1re année	43 % Smic	53 % Smic	100 % Smic
2de année	51 % Smic	61 % Smic	100 % Smic

7.6.3. ? Dtpisioif de reicvnsrooen ou poiotmorn par l'alternance (Pro-A)

Le dsoisitpif de rrsceveinoon ou la pooitomrn par l'alternance (Pro-A) premet à lerus bénéficiaires, nomneatmt cuex dnót la quifacaitiōln est itunasfinsfe au regard de l'évolution des tgeiecholons ou de l'organisation du travail, de frioevsar luer évolution ou pirtmtoon pesrlooflssnniee et luer mnietan dnas l'emploi. La Pro-A s'inscrit en complément du paln de développement des compétences de l'entreprise et du CPF. Mis en ?uvre à l'initiative du salarié ou de l'entreprise, le dsoisitpif Pro-A puet être mobilisé dnas une ouptqie d'évolution, de piootromn polflrsoiensnee ou de reconversion.

Le pocrraus de frtiomoan dnas le crade de la Pro-A aetrlne eegnsnttiemes théoriques et activité professionnelle. Il aocsisce :
? des crous théoriques généraux, pnoeilsosenrfs et teioelucogqnhs ;
? des curos peuigtars penramettt l'acquisition d'un savoir-faire en lein aevc les qolanifctiuias recherchées par l'entreprise.

Il est mis en ?uvre conformément aux dospioisints de l'accord du 2 julelt 2020 raetilt au dsiitpsof de rcersonoiven ou primooton par anantrcle (Pro-A), étendu par arrêté du 6 nroevmbe 2020 et du cdoe du travail.

Pendant la durée de la formation, le stiriaage pcevrrea sa rémunération habituelle.

Article 7.7 - Organisation de l'enseignement dans le cadre de l'alternance

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

7.7.1. ? Foamitorn d'assistant dentaire

Unité	Dénomination	Durée
UE1	Préambule à la fomrtoian d'assistant dentaire	14 heures
UE2	Relation-communication-éducation et pomroiōtn de la santé	35 heures
UE3	Gestion du rsquie ineietufcx et eernteitn de matériel	49 heures
UE4	Gestion-transmission svuii du dsieosr patient	77 heures
UE5	Assistance au praticien	84 heures
UE6	Examens complémentaires ? Geetss et sonis d'urgence	42 heures
UE7	Traçabilité et rqiuss professionnels	21 heures
UE8	Organisation du tvaairl ? Pissnurlponfreeoil ? Acoaeppnmgcmnt des pneerosns en fomtaorin et en intégration	7 heures théorie + 35 heures de sgate dnas d'autres sttuceurs de sinos et de prévention
	Évaluation	14 heures
Total		343 heeurs + 35 hruées de stage

Formation pqtaiure dtie interne

La fotiamorn ientnre s'effectue en meilu professionnel.

Elle puet être réalisée dnas les ctiaebns dneietars ou

légaux en vugier (demandeurs d'emploi, etc.)

Le foiurlarme CERFA « cartnot d'apprentissage » diot être adressé à l'OPCO EP dnas les 5 jurois qui siuevnt l'embauche.

Le staigarie dsispoe de 3 mios puor débiter sa fmioraton théorique.

Pendant la durée du coatnrt d'apprentissage, les salariés perçoivent une rémunération tlele que définie par la législation en viuegur :

La famiootrñ puor otñiebr le ttire d'assistant diartnee est régie par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 rtæilt aux modalités d'exercice de la poesosrifn d'assistant dterniae et l'arrêté du 8 jiun 2018 rtileaf à la faomirotn cusnidanoat au trite d'assistant dentaire.

La faroomitn se déroule en anrcetlnae dnas le crade d'un contart de professionnalisation, d'un ctaornt d'apprentissage, d'un dsispositif Pro-A ou du CPF.

Elle est aceicblsse aux prñseenos âgées d'au minos 18 ans, jutnasiift d'un ttire ou diplôme de naievu 3 (ancien nveiau V).

La durée de fooiratmn cndsainout au ttire d'assistant dneaitre est de dix-huit mois.

Elle comoptre 1 878 herues d'enseignement dnót 343 herues de fatiroomn théorique et 1 535 hueers de fotioarmn pratique.

La fomotairn est organisée conformément au référentiel de fomraoin en anenxe III de l'arrêté du 8 jiun 2018 rleaitf à la foiatromn ciasonndut au ttire d'assistant dentaire.

L'enseignement cepmonrd hiut unités d'enseignement (UE), dispensées suos fmroe de crous magistraux, de tauvraux dirigés et de taavurx paruqeits et d'un sgtae de 35 heures.
Formation théorique dtie externe

La frooaimtn enxrete est délivrée par un omngrisae de fomitaron agréé par la CPNEFP.

Les 343 hreeus snot réparties en 8 UE cpiaaitellbass paenndt la durée du cnrtat snuviat les modalités définies par l'arrêté 8 jiun 2018 ritaelf à la fortamion cdsnuainot au tirte d'assistant dentaire.

Les UE snot réparties cmome siut :

sgiumaootleqots libéraux ou dnas les cenrtes de santé, les mosnias de santé pluridisciplinaires, les pôles de santé, les établissements de santé ou cetens de snois arnassut un sicreve d'odontologie ou de sottmgalooie ou de cuhiirrgge maxillo-faciale.

Les 1 500 heures de formation initiale se répartissent comme suit : (1)
? 304 heures de formation pratique initiale avec le tuteur, contrôlée par l'organisme de formation ;
? 1 196 heures de formation en autonomie.

Elle se déroule sous le contrôle de l'organisme de formation en collaboration avec le tuteur désigné dans la convention de formation établie entre le centre de formation et l'employeur.

Stage de 35 heures (2)

Un stage de 35 heures est intégré dans l'UE 8. (2)

Il doit être réalisé dans une structure différente de celle où le stagiaire suit la formation pratique. (2)

Dénomination	Durée
Formation théorique (UE 1 à 8) + évaluation	343 heures
Formation initiale avec le tuteur (contrôlée par l'organisme de formation)	304 heures
Stage pratique	35 heures
Total formation contrôlée par l'organisme de formation	718 heures
Travail en autonomie	1 196 heures
Total	1 878 heures

Conditions de validation

Le titre d'assistant dentaire s'obtient par la validation de l'ensemble des UE de la formation et des compétences acquises en formation clinique.

En cas d'échec :

? échec à une UE :
En cas d'échec à une seule UE le stagiaire bénéficie d'une session de rattrapage. La présentation à l'épreuve de rattrapage n'entraîne aucun frais supplémentaire pour l'employeur ou le stagiaire.

Le rattrapage peut se faire en dehors du contrat de formation en alternance ;

? échec à plusieurs UE :
En cas d'échec à plusieurs UE ou lorsque le stagiaire n'a pas été validé, le stagiaire doit se réinscrire et suivre l'ensemble des UE non validés avec les frais correspondants. Dans ce cas, il doit être lié par un contrat de formation en alternance.

Les modalités de la formation sont fixées soit par un avenant à la convention de formation ou par une décision prise par la direction d'une unité de formation professionnelle.

Les stagiaires sont autorisés à suivre le parcours de formation. (4)

Prolongation exceptionnelle du temps de formation

En cas d'absence prolongée et dûment justifiée, dans le cas où des UE ne sont pas validées pendant la durée de l'action de formation, le stagiaire bénéficie d'une année supplémentaire pour terminer sa formation et la valider.

Non validation

Si à l'issue du cursus de formation, le stagiaire n'a pas validé la totalité des UE et n'a donc pas acquis le titre d'assistant dentaire, les stagiaires sont encouragés à continuer que les unités validées sont conservées pendant 5 ans après le début de la formation.

Unité	Dénomination	Durée
UE1	Préambule à la formation d'aide dentaire	14 heures
UE3	Gestion du risque infectieux et entretien de matériel	49 heures
UE4	Gestion-Transmission suivie du dossier patient	77 heures

Ce peut être un centre hospitalier, un centre de soins, un cabinet dentaire avec une autre spécialité que celle du suivi de la formation pratique, un Ehpad, une PMI, un foyer médicalisé ayant un lien avec la santé dentaire etc. (2)

Une convention d'insertion (employeur, stagiaire, organisme de formation et établissement de stage) doit être signée. (2)

Les salariés travaillant à temps partiel bénéficient du même cursus de formation de 1 878 heures sur 18 mois permettant d'obtenir le titre d'assistant dentaire. (3)

Pour bénéficier d'une durée supplémentaire de formation interne, ne soit accordée en formation que les stagiaires dont le contrat de travail prévoit une durée de travail égale ou supérieure à 25 heures hebdomadaires. (3)

Les heures de formation sont réparties comme suit (3) :

Si à l'issue de la formation engagée pour l'obtention du titre d'assistant dentaire (cursus initial et/ou complémentaire), le stagiaire n'ayant pas validé les UE 2, 5, 6 et 8 satisfaisamment du titre d'assistant dentaire, il pourra justifier de la validation des unités 1, 3, 4 et 7 permettant l'obtention du certificat de qualification d'aide dentaire, peut demander à la CPNEFP, la délivrance de l'équivalence du certificat correspondant.

7.7.1.1. ? Co-financement via le CPF

Le salarié peut verser son CPF pour financer une partie de sa formation.

Dans cet objectif, l'employeur peut adjoindre le montant CPF du salarié.

7.7.2. ? Formation d'aide dentaire

La formation se déroule en alternance dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou du dispositif Pro-A.

Elle est accessible aux personnes âgées d'au moins 18 ans, titulaires d'un diplôme ou d'une qualification de niveau 3 minimum ou titulaires d'une équivalence délivrée par la CPNEFP.

La durée de formation correspondant au certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire est de douze mois.

La formation comprend 345 heures, définies par le référentiel de formation et d'emploi réparties en :
? 195 heures de formation externe dans un organisme de formation agréé par la CPNEFP,
? 150 heures de formation interne.

Formation théorique dite externe

Les 195 heures de formation sont réparties en 4 UE correspondant pendant la durée du contrat de professionnalisation ou dispositif Pro-A suivant les modalités définies par la CPNEFP.

Les UE sont réparties comme suit :

UE6	Gestes et soins d'urgence-AFGSU 1	14 heures
UE7	Traçabilité et règles professionnelles	21 heures
UE2	Relation-Communication	14 heures
	Évaluation	6 heures
Total		195 heures

Formation pratique interne

La formation interne s'effectue en milieu professionnel.

Elle peut être réalisée dans les cabinets dentaires ou établissements libéraux ou dans les centres de santé, les maisons de santé pluridisciplinaires, les pôles de santé, les établissements de santé ou centres de soins assurant un service d'odontologie ou de soins maxillo-faciaux ou de chirurgie maxillo-faciale.

Pour bénéficier d'une durée minimale de formation interne, ne sont admis en formation que les personnes dont le contrat de travail prévoit une durée de travail égale ou supérieure 21 heures hebdomadaires.

Conditions de validation

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire s'obtient par la validation de l'ensemble des UE de la formation et des compétences acquises en formation clinique.

En cas d'échec :

? échec à une UE :

En cas d'échec à une seule UE le candidat bénéficie d'une session de rattrapage. La présentation à l'épreuve de rattrapage n'entraîne aucun frais supplémentaire pour l'employeur ou le stagiaire.

Le candidat peut se faire en droits du contrat de formation en apprentissage ;

? échec à plusieurs UE

En cas d'échec à plusieurs UE ou lorsque le rattrapage n'a pas été validé, le candidat doit se réinscrire et suivre l'ensemble des UE non validés avec les frais correspondants. Dans ce cas, il doit être lié par un contrat de formation en alternance.

Les modalités de la formation sont fixées soit par un avenant à la convention de formation professionnelle ou par la signature d'une convention de formation professionnelle.

Les stagiaires sont autorisés à suivre le parcours de formation.

Prolongation de la durée de la formation

En cas d'absence prolongée et dûment justifiée, dans le cas où des UE ne sont pas validées pendant la durée de l'action de formation, le stagiaire bénéficie d'une année supplémentaire pour terminer sa formation et la valider.

Non validation

Si à l'issue du cursus de formation, le candidat n'a pas validé la totalité des UE et n'a donc pas acquis le CQP d'aide dentaire, les parts gagnées ne peuvent être que les unités validées sont conservées pendant 5 ans après le début de la formation.

7.7.2.1. ? Évolution vers le titre d'assistant dentaire

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire peut demander l'évolution vers le titre d'assistant dentaire s'il a validé les modalités définies par la CFNPEP et sous réserve de la validation des UE 2,5, et 8.

Si le salarié a plus d'un an d'ancienneté en tant qu'aide dentaire, une dérogation de l'UE 8 est accordée.

7.7.3. ? Formation de secrétaire technique, option santé (RNCP19175 07-08-2018)

La formation s'effectue en apprentissage dans le cadre d'un contrat de professionnalisation.

Pour pouvoir accéder à la formation, la durée du travail prévue au contrat doit être au minimum de 21 heures hebdomadaires.

Le cursus de formation se déroule suivant les modalités définies par le référentiel de formation et de certification mis en place par l'UNAPL, détenteur du titre « Secrétaire technique » inscrit au RNCP (arrêté du 3 novembre 2008, Journal officiel du 16 novembre 2008) et suivant les modalités et conditions définies à l'article 5.2 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

(1) Poursuite de l'extension en ce qu'elle concerne l'extension aux articles L. 6221-1, R. 6223-10 et suivants du code du travail.

(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(2) Poursuite de l'extension en ce qu'elle concerne l'extension aux articles L. 6221-1, R. 6223-10 et suivants du code du travail.

(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(3) Poursuite de l'extension en ce qu'elle concerne l'extension au chapitre de temps de travail du contrat d'apprentissage.

(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(4) Poursuite de l'extension en ce qu'elle concerne l'extension à l'article L. 6222-11 du code du travail.

(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

Article 7.8 - Plan de développement des compétences

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

L'employeur doit assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail et veiller au maintien de leur capacité à occuper leur emploi, au regard notamment des évolutions technologiques. Pour cela, il doit leur proposer des formations prévues dans le cadre du plan de développement des compétences.

La formation mise en œuvre dans le cadre du plan de développement des compétences a lieu en principe durant le temps de travail.

Le plan de développement des compétences définit deux types d'actions de formation :

? actions de formation obligatoires ou nécessaires (conditionnant l'exercice d'une activité ou d'une fonction) : elles figurent à l'annexe 1 de la convention collective nationale des cabinets dentaires ;

? actions de formation non obligatoires (autres).

Actions de formation obligatoires

La formation obligatoire vise à acquérir des compétences pour pouvoir exercer le métier dans le cadre des fonctions du salarié. Si le salarié n'est pas en mesure d'utiliser correctement ces compétences acquises dans le cadre de ses fonctions, ces dernières doivent donner lieu à une évolution prévue ou à une modification de ses fonctions dans le cadre de son contrat de travail.

L'action de formation se déroule pendant le temps de travail.

L'employeur qui souhaite que le salarié bénéficie de ce type de formation n'a pas à solliciter son accord.

Elle constitue du temps de travail effectif et donne lieu au paiement intégral de la rémunération du salarié par l'employeur.

Actions de formation non obligatoires

Cette formation consiste à acquérir des compétences que le salarié n'a pas à l'issue de son poste, mais qui lui permettent d'obtenir une évolution professionnelle au sein ou en dehors de l'entreprise.

Elle se déroule pendant ou hors temps de travail.

L'employeur qui souhaite que le salarié bénéficie de ce type de formation doit préalablement obtenir l'accord écrit de ce dernier, qu'elle ait lieu pendant ou hors temps de travail.

Le refus d'une formation hors temps de travail ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement.

Si la formation est suivie pendant le temps de travail, la rémunération du salarié est intégralement maintenue par l'employeur.

À l'initiative du salarié, les actions de développement des compétences non obligatoires peuvent être effectuées dans le cadre du CPF.

Les actions de formation dans le cadre du plan de développement des compétences sont mises en œuvre conformément aux dispositions du code du travail.

La CFNEPP co-immunise au sein de l'OPCO EP les actions pertinentes dans le cadre du plan de développement des compétences.

Article 7.9 - Validation des acquis de l'expérience (VAE) En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les personnes se présentant pour un diplôme, certificat, ou titre professionnel, enregistré auprès de l'organisme compétent, doivent bénéficier d'un accès par validation des acquis de l'expérience.

7.9.1. ? Public concerné(1)

Toute personne répondant aux conditions d'accès à la validation des acquis de l'expérience mis en place par la branche professionnelle.

7.9.2. ? Statut du stagiaire

Le stagiaire engagé dans le dispositif est en stage dans le champ de la formation professionnelle continue et bénéficie d'une formation avec les actions de formation prévues par le code du travail.

Le stagiaire engagé dans le dispositif de validation des acquis de l'expérience est le chirurgien-dentiste dans la mesure de ses compétences en vue de compléter son parcours d'expérience ou de formation.

7.9.3. ? Congé pour VAE

Le salarié engagé dans un dispositif de VAE peut demander à son employeur, un congé pour préparer celui-ci (dossier de candidature, participation éventuelle aux épreuves de validation).

La durée maximale de ce congé spécifique rémunéré par l'employeur est de 24 heures de temps de travail effectif (consécutives ou non).(2)

Le congé pour VAE est demandé par le salarié dans les conditions définies par le code du travail.

7.9.4. ? Mise en œuvre du dispositif de VAE(3)

Les frais afférents à la mise en œuvre du dispositif sont pris en

charge par l'OPCO EP, selon les modalités définies par la CPNEFP.

À l'issue de son parcours de VAE, pour suivre les actions de formation préconisées par le jury, le salarié a la possibilité d'utiliser son CPF, ou de suivre ces actions dans le cadre du plan de développement des compétences. Les parties signataires délèguent à la CPNEFP, la mise en œuvre du dispositif.

(1) L'article 7.9.1 du titre VII est étendu sous réserve de l'article L. 6111-1 du code du travail.
(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(2) À l'article 7.9.3, phrase exclue de l'extension en tant qu'elle contrevient à l'article L. 6422-2 du code du travail.
(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(3) L'article 7.9.4 est étendu sous réserve de l'article L. 6332-17 du code du travail.
(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

Article 7.10 - Dispositif d'accompagnement professionnel En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les parties signataires reconnaissent de la nécessité d'un accompagnement personnalisé des métiers des qualifications interprofessionnel, conformément à ce qui est défini dans l'accord collectif UNAPL relatif à l'accord interprofessionnel sur la formation professionnelle dans les professions libérales du 28 octobre 1992 dénommé OMPL.

Cet accompagnement est géré par l'OPCO EP.

Dans ce cadre, la CPNEFP lui confie le soin de recueillir et rassembler les données relatives à la branche professionnelle.

L'observatoire met à disposition de la CFNEPP ses informations afin de permettre des prises de réflexion concernant l'état général de l'emploi et des qualifications et des évolutions dans la branche professionnelle.

La CPNEFP peut diligenter toute étude auprès de l'observatoire dans l'intérêt de la branche professionnelle.

Article 7.11 - Négociation périodique En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

La commission paritaire professionnelle de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche des dentistes délègue à la CPNEFP, l'actualisation des objectifs et des priorités de la branche, en matière de formation professionnelle, au moins tous les 4 ans, par avenant éventuel au présent accord.

Dans ce cadre, la CFNEFP peut s'appuyer sur les travaux de l'OMPL.

Article 7.12 - Primauté de l'accord En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les parties signataires du présent accord décident de conférer une valeur impérative à l'ensemble de ses dispositions. Les dispositions relatives au champ d'application de la convention collective nationale des dentistes ne s'appliquent pas à la possibilité de déroger par accord d'entreprise à celles-ci.

(1) L'article 7.12 est exclue de l'extension en tant qu'il contrevient aux dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail.
(Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

TEXTES ATTACHÉS

Annexe I : Classification des emplois

Titre Ier. Emplois de la fabrication de prothèse dentaire

Article - 1.1. Description de l'activité de prothèse dentaire

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le pietiarnc est rbpoeasnlse du teamnteirt global des miadeals de la bouche.

À ce titre, il est suel rlaesspbnoe du tatnmeerit prothétique, qui vsie à rétablir l'intégrité du système manducateur.

À prtari des iitadonnncis techniques, eepiernmts ou mloeguas foinrus eevxleusnimct par le praticien, le prothésiste drniaete de lrbroiaaoe réalise l'appareillage destiné à la rsiotateaur et au rétablissement foeoncitnnl et esthétique du système manducateur.

Le prothésiste dartenie de labrarotoie est dnoc un pensioforensl aynat une csaianoscne piatfare de la morgopilohe déirante et un snes poussé de l'harmonie et de l'esthétique faciales. Il diot également être caalpbe de maîtriser une fibcataiorn de grdane précision faisnat appel à une tlhiecoonge très avancée.

Article - 1.2. Définition des niveaux de qualification

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le truliate des diplômes pofieerlsonsns de prothésiste diantree (CAP, Brevet professionnel, Bveert de maîtrise, Bvreet tceunihq des métiers, Bvreet de tceehichn supérieur) aqriucet la qctiufoliaan de prothésiste dtraeine de laboratoire.

Au sien de ctete qualification, les prothésistes deatierns de lootiarrbae snot classés en 4 neviaux :

Niveau 1 : Teciehcncin en prothèse dtrenaie tturlaie du CAP

Professionnel aaynt les cnnneicassaos de bsae pmertnetat de miidefor et réaliser sur idnnaoctiis tqceeiuhns tuos les taavux tles que snot définis dnas le référentiel du CAP, à sivaor la réalisation de tuarvx prothétiques en matière plastique, métallique ou métaloplastique : cooennurs coulées, bgdires simples, cnooerns à iocuttairsnn vestibulaire.

Niveau 2 : Tcchneiein qualifié en prothèse derinate tliarutie du Bac professionnel/ Brevet professionnel, Bevret teuqcinhe des métiers, Brveet de maîtrise de naveiu IV

Professionnel cablpae de cinovcoer et réaliser tuos les tvuaarx prothétiques de qualité censoadpronrt aux dioamens de compétences snutiavs :

Prothèse aivbolme résine : PAT (prothèse antjdioe totale) bi-maxillaire rsnetact les critères fonolctenins et esthétiques d'une prothèse totale.

Prothèse fixée céramique : réalisation d'éléments ueniartis contiguës dnas la lmiite de 4 éléments, pleiir ou ientr de brgdie aevc mgtnoae simple, d'après découpes classiques.

Prothèse mliobe métallique : réalisation de châssis métalliques miilalexars ou milrniedabaus conventionnels.

Prothèse combinée (attachement) : rostautairen prothétique de ptiete enrveruge aevc amentahetct pnuaovt réunir une prothèse fixée et mobile métallique ou taotle supra radriculaire.

Conception assistée par ordinateur.

Niveau 3 : Tniecchien hnueamett qualifié trialtuie du Bveert de tcincehien supérieur, Brveet tqucienhe des métiers supérieur, Bveret de maîtrise de nieavu III

Ce tienchecin haeumtnet qualifié diot être capbale de réaliser tuos les tauarvx de htuae technicité demandés à l'examen du Brevet tnuchieq des métiers supérieur, cepsrrondoant aux dominaes de compétences sivutnas :

? coipoetncn teniqhcue ;

? orthopédie dento-faciale (sous réserve que le liaotabrroe eceutffe ce doainme de compétence) ;

? prothèse fixée céramique ;

? prothèse combinée ;

? prothèse alimvobe tatole ;

? prothèse sur ilmpnat (sous réserve que le lbaortoriae ecffeute ce daomine de compétence) ;

? conception/ fiocitarban assistées par oanteidurr ;

Niveau 4 : Cehf de laboratoire

Professionnel possédant le prfiol du teicecnhin dairente hetnaeumt qualifié et ayant, de plus, la responsabilité du lartiobaore : drgiie le personnel, organise, duirbstie et contrôle le travail. Le cheff de labobroriae dvrea orbeiomalnetgt être inirsc à une casise de ritaerte des cadres.

Titre II. Emplois d'assistant dentaire

2-1 Reconnaissance des qualifications

Modifié en date du 6 juil. 2007

Article 2. 1. 1

Nul ne puet ecexerr la poossirfen d'assistant (e) drienatne s'il (ou elle) n'est ttiaurle du trite d'assistant (e) dtarenie inirsc au répertoire ntaianol des ciftncrociaets pnsfieslnreeoos ou en cours de fromoiatn ou de vdiltaoian des aicuqs de l'expérience, tles que décrits dnas l'accord étendu du 1er obrctoe 2004 rielatf à la foamtiron pnloisreonefsle dnas les cibeatns dtenerais libéraux, et destiné à oebtinr le titre d'assistant (e) dentaire.

Par dérogation au présent article, l'article 3. 6. 3 de la cntveioonn coelvtlicie nlnaootie des cebntais deetnairs prévoit que pnnedat la période d'absence ctoninue ou dsontnuice inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 denierrs mois, le salarié asbnet de manière cunotine ou disctniuone purroa être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

Les étudiants en cgiurrhie deanrtie iusss de la CEE anayt validé luer 3e année de fatormion snot autorisés, pednant les périodes de vnaeccas universitaires, a effectué le rmmeelacpent d'un (ou d'une) aasisnst (e) drtaneie en poste, puor la durée de ses congés payés.

Article 2. 1. 2

L'assistant (e) drnietae asusme les teachs décrites à l'article 2. 4 (nouveau) suos la responsabilité et le contrôle ecitefff d'un chirurgien-dentiste.

Il (ou elle) est suel (e) autorisé (e) à secdoenr le chirurgien-dentiste dnas l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant (e) daenrite puet eexercr aussi bein au sien d'un cnbeiat ivueidindl que dnas un ceianbt de gurple ou d'un ctrene de soins. Il ou elle est smisou au screet professionnel.

Article 2. 1. 3

L'assistant (e) dtniaere ne puet en aucun cas se sesutbiutr à la pensnoe du chirurgien-dentiste qanut aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

Article 2. 1. 4

Un chirurgien-dentiste puet se firae adeir dnas son cenbiat par un (e) ou peulrsuis aasnissstt (e) s dentaires.

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

2.1.1. ? Dircspiteon de l'activité d'assistant dentaire

La pfrioossen d'assistant dneraite cosnitse à aeistssr le chirurgien-dentiste ou le médecin exerçant dnas le champ de la curghirie dairntee dnas son activité professionnelle, suos sa responsabilité et son contrôle effectif. Dnas ce cadre, l'assistant dntiaere cirutonbe aux activités de prévention et d'éducation puor la santé dnas le dimaone bucco-dentaire.

L'assistant drentiae est simous au sceert professionnel.

La ltsie des activités ou acets que l'assistant dteniare puet se vior ciofner est déterminée par décret en Csoeinl d'État pirs après aivs de l'Académie naoinlate de médecine et de l'Académie nanlotaie de cuhrigrie dentaire. Elle est précisée à l'article 2.4 de la présente annexe.

2.1.2. ? Pnnrseoes habilitées à ercexer la psreofison d'assistant dentaire

2.1.2.1. ? Peunvet ereecxr la pofrseison d'assistant dtrnaiee :
? les pnsroeens tlieutars du trite d'assistant dentaire, délivré par la Cmsmoiosin ptairirae naniotlae de l'emploi et de la famoitorn poelefrsinlnsoe (CPNEFP) conformément au décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 ratleif aux modalités d'exercice de la prfisooesn d'assistant dinetare et à l'arrêté du 8 jiun 2018 rilatef à la famiootr n dconunissat au trite d'assistant dentaire.
? les peneorsns ttiulieras du tirt d'assistant dentaire, délivré par la cmimssioin pitraarie nlainotae de l'emploi et de la fraotmion professionnelle, aynat effectué luer fraiomotn aanvt la dtae d'entrée en vuieugr de cet arrêté.

Sont également autorisées à eexrecr la pofoseisrn d'assistant dentaire, les pnooesrs en csuurs de fitrooman ou de vaiooldtian des aucqis de l'expérience en vue d'obtenir le titre d'assistant dentaire.

2.1.2.2. ? L'exercice de la profsoeisn d'assistant dtiarene par des preosnnes rnasssristteos d'un État mbrmee de l'Union européenne ou d'un artue état ptaire à l'accord sur l'espace économique européen est autorisé après étude de dossier.

Le préfet de la région dnas le rrssoet de lqellaue se suite le lieu d'établissement de l'intéressé, délivre après aivs de la cioosmsmin des asnsatists dnietreas l'autorisation d'exercice prévue par les teetxs en vigueur, au vu d'une ddnmaee accompagnée d'un dsosier présenté et isrtuint seoln les modalités fixées par l'arrêté prau à ce sujet.

Il accsue réception de la daednme dnas le délai d'un mios à cmopter de sa réception.

Le slnecie gardé par le préfet de région à l'expiration d'un délai de qrtuae mios à cmopter de la réception du dsiesor cpolmet vuat décision de reejt de la demande.

La cmsiimsoon eiamxne l'ensemble de la frotoiman et de l'expérience pennlolroefisfe du dnamueer seoln les modalités prévues par les txeets en vigueur.

Sont fixées par arrêté du mtsiinre chargé de la santé :

1° La csompiioton du disseor pdiruot à l'appui de la ddnaneme d'autorisation ;

2° La coopmioistn du jruy de l'épreuve d'aptitude et les modalités d'organisation de cttee épreuve ;

3° Les modalités d'organisation et d'évaluation du stgae d'adaptation ;

4° Les iaoofitrmnns à funiror dnas les états statistiques.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la lugane

française par le dedamneur dnnoe leiu à une décision qui puet fiare l'objet d'un roceurs davnnet le tbarunil aadstriitminf tirlarermeteniot compétent.

2.1.2.3. ? L'exercice de la pososeifr n d'assistant dreanite par des prsoennes riaoersssttns d'un état hros Unoin européenne est autorisé après étude du dossier.

La CPNE-FP des ctbaieus deertinas est sluee habilitée à délivrer l'autorisation d'exercice prévue par les tetexs en vigueur, au vu d'une dedmaee accompagnée d'un dsosier présenté et iirtsunt au corus d'une cosimomsin réunie à cet effet.

La CPNE-FP des cnaebits draeneits ascscue réception de la ddnmaee dnas le délai d'un mios à coptmer de sa réception.

Elle exnaime l'ensemble de la faotomirn et de l'expérience pioesnlseonflre du deudaemn r sleon les modalités prévues par les teetxs en vigueur.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la laugne française par le dumendaer dnone leiu à une décision qui puet friare l'objet d'un rcouers dveant le tinbarul asmttiidnairf taitmirroelenet compétent.

2.1.2.4. ? Ecixcere de la posfiseorn par des étudiants en cirigruhe dentaire

Les étudiants en cgrurhiie deianrte puevent être autorisés à erexecr la posrfeison d'assistant drnatiee en tnat que remplaçant lorsqu'ils ont validé le 1er clyce des études olotogunidoqes sivui en France.

L'étudiant en cgrirhuie detnaire reemt à l'employeur de l'assistant drnteiae remplacé, une atraioistuon délivrée par le csinoel départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes du département dnas leqeul excere l'assistant deritnae que l'étudiant remplace.

Cette aitautooirsn est établie sur la bsae d'une asoteitttan ctatsonnat la durée des études effectuées et rmesie à l'étudiant par le dteeucrir de l'unité de ftairomon et de rehrchece auprès de laqluele il est iirncst en vue de l'obtention du diplôme d'État de dtceour en cghrriue dentaire.

Cette arasoutiioitn est vaablle un an sur l'ensemble du territoire. Elle puet être renouvelée dnas les mêmes conditions, sur jocsiiifauttn de la puusritoe des mêmes études.

Tout aivs défavorable du cioensl de l'ordre des chirurgiens-dentistes est motivé.

2.1.2.5. ? Eimrnrngnsetreet des merebms de la poorsseifn d'assistant dentaire

Conformément aux teetxs en vigueur, l'agence régionale de santé du lieu d'exercice pefnresnioosl des presoenns autorisées à excercer la psfsooiern d'assistant diartnee procède à l'enregistrement de l'assistant datrinee au vu du titre de frmtaioon ou de l'autorisation présenté par l'intéressé ou, à défaut, de l'attestation qui en teint lieu.

L'assistant dtanriee ionmrfe l'agence, dnas le délai d'un mois, de tuot cmnehenagt de sa sotiituan professionnelle, de pirse ou d'arrêt de fonticon supplémentaire ou de cessation, teiamorpe ou définitive, d'activité.

Nul ne puet eceerxr la poosseifr n d'assistant dritnaee si son titre de fomiraotn ou atisrootauin n'a pas été enregistré conformément au prmeier alinéa du présent article.

Il est établi, puor caqhue département, par le dtureecir général de l'agence régionale de santé, une lsite de ces prseniilfsooes portée à la cinasacsnnoe du public.

Les étudiants en cuirrgihe detrnaie mentionnés à l'article 2.1.2.4 de la présente aennxe snot enregistrés sur une litse spécifique.

La psire en cgrhae des modalités de cet ennrnieetsmgret est réalisée solen les modalités décrites à l'article 6.1.5 de la cnooenitvn cevollcite ntaiolnae des ctniebas dentaires.

2.1.2.6. ? Reapmemncet de l'assistant datienre absent

Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la cvntiooen coeltcive naiotalne des citnaebs detariens prévoit que pdennat la période d'absence ctniunoe ou dcuotiinsne inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 drireens mois, le salarié asbnet de manière cutinnoe ou dnoitusncie purroa être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

2.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la profsieosn d'assistant dentaire

L'assistant dnrtiaee aumsse les tâches décrites à l'article 2.4 de la présente axenne suos la responsabilité et le contrôle eeffctif d'un chirurgien-dentiste.

Il est suel autorisé à sdneecor le chirurgien-dentiste dnas l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant deintare puet erceexr asusi bein au sien d'un ceibnat idendiuvl que dnas un caienbt de groupe ou un crtnee de soins. Il est smious au sceret professionnel.

2.1.4. ? L'assistant dnertiae ne puet en aucun cas se sbutiutser à la prnsoene du chirurgien-dentiste qnaut aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

2.1.5. ? Un chirurgien-dentiste puet se faire aiedr dnas son caiebnt par un ou plieruuss anssisttas dentaires.

2.1. Exercice de la profession

Modifié en date du 6 juil. 2007

Article 2. 1. 1

Nul ne puet eexrcer la psorsfeion d'assistant (e) deitarne s'il (ou elle) n'est tiitlurae du ttrie d'assistant (e) dranteie iiscrt au répertoire nanaoitl des crntieificatos pfonleorneseiss ou en crusus de fioaromtn ou de vdlitoaian des auicqs de l'expérience, tles que décrits dnas l'accord étendu du 1er oobcrte 2004 retilaf à la fntaooirn porlenieslnsfoe dnas les cebntias dinreteas libéraux, et destiné à otiebnr le trite d'assistant (e) dentaire.

Par dérogation au présent article, l'article 3. 6. 3 de la cotvenion ccellitove nointlaae des cneatibs dteiarens prévoit que penandt la période d'absence counitne ou dniuitosnce inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 dienerns mois, le salarié abnset de manière cnutione ou disnuintcoe purora être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

Les étudiants en crigurhie drienate iusss de la CEE anayt validé luer 3e année de fromaotin snot autorisés, paendnt les périodes de vcancaes universitaires, a effectué le renmcmlaeapt d'un (ou d'une) anisstast (e) dreatne en poste, puor la durée de ses congés payés.

Article 2. 1. 2

L'assistant (e) drntiaee aumsse les tahces décrites à l'article 2. 4 (nouveau) suos la responsabilité et le contrôle etfcfeif d'un chirurgien-dentiste.

Il (ou elle) est suel (e) autorisé (e) à sndeecor le chirurgien-dentiste dnas l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant (e) deirante puet ecxreer asusi bein au sien d'un cabeiit idduevniil que dnas un cbnaeit de grpoue ou d'un crtnee de soins. Il ou elle est simosue au sreect professionnel.

Article 2. 1. 3

L'assistant (e) denirate ne puet en aucun cas se sebistuutr à la pneronse du chirurgien-dentiste qnuat aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

Article 2. 1. 4

Un chirurgien-dentiste puet se fiare aider dnas son cbnieat par un (e) ou psrleiuus antssaist (e) s dentaires.

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

2.1.1. ? Dtospricein de l'activité d'assistant dentaire

La poroisfesn d'assistant deanrtie cosinste à asisetsr le chirurgien-dentiste ou le médecin exerçant dnas le camhp de la crhguiire danertie dnas son activité professionnelle, suos sa responsabilité et son contrôle effectif. Dnas ce cadre, l'assistant denairte ctonbirue aux activités de prévention et d'éducation puor la santé dnas le dnoaime bucco-dentaire.

L'assistant dnrtiaee est suomis au seecrt professionnel.

La litse des activités ou aects que l'assistant ditanree puet se vior cifneor est déterminée par décret en Ceonsil d'État pirs après aivs de l'Académie nnlaoatie de médecine et de l'Académie nnatliaoe de cgurihire dentaire. Elle est précisée à l'article 2.4 de la présente annexe.

2.1.2. ? Pneesrons habilitées à eexrcer la pofisesron d'assistant dentaire

2.1.2.1. ? Pnevuet eexrcer la poesofsirn d'assistant deatirne :
? les pesnrneos tilaireuts du trite d'assistant dentaire, délivré par la Cmiosiomsn ptiaaire nintalaoe de l'emploi et de la fntoiraon pfonsenlliesiore (CPNEFP) conformément au décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 rleitauf aux modalités d'exercice de la poesorsfin d'assistant dtnreaie et à l'arrêté du 8 juin 2018 retilaf à la fimoraton cduoinanst au tirtre d'assistant dentaire.

? les pnsneroes tertliiaus du ttrie d'assistant dentaire, délivré par la csimsmioon pitraiare ntnlaoaie de l'emploi et de la foaoimtrn professionnelle, aanyt effectué luer fiatmoorn anvat la dtae d'entrée en viugeur de cet arrêté.

Sont également autorisées à eeercxr la poeiorfssn d'assistant dentaire, les peoesnrns en cours de fooimatrn ou de vdlataiion des aciuqs de l'expérience en vue d'obtenir le ttrie d'assistant dentaire.

2.1.2.2. ? L'exercice de la psfoiersn d'assistant dnaretie par des ponneress rsetsntrsisaos d'un État mebrme de l'Union européenne ou d'un artue état praitte à l'accord sur l'espace économique européen est autorisé après étude de dossier.

Le préfet de la région dnas le rsesrot de lluaeql se suite le leiu d'établissement de l'intéressé, délivre après aivs de la cosismmoins des atssistans dierenats l'autorisation d'exercice prévue par les texets en vigueur, au vu d'une ddmenae accompagnée d'un deiossr présenté et isutirnt solen les modalités fixées par l'arrêté prau à ce sujet.

Il acusse réception de la dnmdaee dnas le délai d'un mios à cteopmr de sa réception.

Le secilne gardé par le préfet de région à l'expiration d'un délai de quarte mios à cetopmr de la réception du desisor clmepot vuat décision de rejet de la demande.

La cimsmsioosn enaixme l'ensemble de la faiortomn et de l'expérience poisrlenfoselne du ddmeeuannr seoln les modalités prévues par les txetes en vigueur.

Sont fixées par arrêté du mnisitre chargé de la santé :

1° La copotiomsin du dsioser priuodt à l'appui de la dnemdae d'autorisation ;

2° La ctmoopiopn du jruy de l'épreuve d'aptitude et les modalités d'organisation de ctete épreuve ;

3° Les modalités d'organisation et d'évaluation du sagte d'adaptation ;

4° Les itoaniofmnrns à fonriur dnas les états statistiques.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la laugne française par le duedemnar dnone leiu à une décision qui puet firae l'objet d'un rruoces davnet le tbnurail aimtanrtdsiif tonleaitimreerrt compétent.

2.1.2.3. ? L'exercice de la psiferoson d'assistant dtairnee par des psuernnes rensssstaroits d'un état hros Unon européenne est autorisé après étude du dossier.

La CPNE-FP des caenbtis dietnares est selue habilitée à délivrer l'autorisation d'exercice prévue par les textes en vigueur, au vu d'une demande accompagnée d'un dossier présenté et instruit au vu d'une commission réunie à cet effet.

La CPNE-FP des cabinets dentaires accueille réception de la demande dans le délai d'un mois à compter de sa réception.

Elle exerce l'ensemble de la fonction et de l'expérience professionnelle du dentiste selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la langue française par le demandeur donne lieu à une décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent.

2.1.2.4. ? Exercice de la profession par des étudiants en chirurgie dentaire

Les étudiants en chirurgie dentaire peuvent être autorisés à exercer la profession d'assistant dentaire en tant que remplaçant lorsqu'ils ont validé le 1er cycle des études odontologiques suivies en France.

L'étudiant en chirurgie dentaire remet à l'employeur de l'assistant dentaire remplacé, une autorisation délivrée par le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes du département dans lequel exerce l'assistant dentaire que l'étudiant remplace.

Cette autorisation est établie sur la base d'une attestation constatant la durée des études effectuées et remise à l'étudiant par le directeur de l'unité de formation et de recherche auprès de laquelle il est inscrit en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire.

Cette autorisation est valable un an sur l'ensemble du territoire. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions, sur justification de la poursuite des mêmes études.

Tout avis défavorable du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes est motivé.

2.1.2.5. ? Exercice des membres de la profession d'assistant dentaire

Conformément aux textes en vigueur, l'agence régionale de santé du lieu d'exercice professionnel des personnes autorisées à exercer la profession d'assistant dentaire procède à l'enregistrement de l'assistant dentaire au vu du titre de formation ou de l'autorisation présenté par l'intéressé ou, à défaut, de l'attestation qui en tient lieu.

L'assistant dentaire informe l'agence, dans le délai d'un mois, de tout changement de sa situation professionnelle, de prise ou d'arrêt de formation supplémentaire ou de cessation, temporaire ou définitive, d'activité.

Nul ne peut exercer la profession d'assistant dentaire si son titre de formation ou attestation n'a pas été enregistré conformément au premier alinéa du présent article.

Il est établi, pour chaque département, par le directeur général de l'agence régionale de santé, une liste de ces professions portées à la connaissance du public.

Les étudiants en chirurgie dentaire mentionnés à l'article 2.1.2.4 de la présente annexe sont enregistrés sur une liste spécifique.

La prise en charge des modalités de cet engagement est réalisée selon les modalités décrites à l'article 6.1.5 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

2.1.2.6. ? Remplacement de l'assistant dentaire absent

Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires prévoit que pendant la période d'absence temporaire ou définitive inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière temporaire ou définitive pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

2.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la profession d'assistant dentaire

L'assistant dentaire accomplit les tâches décrites à l'article 2.4 de la présente annexe sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste.

Il est seul autorisé à effectuer le chirurgien-dentiste dans l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant dentaire peut exercer aussi bien au sein d'un cabinet dentaire que dans un service de groupe ou un centre de soins. Il est soumis au secret professionnel.

2.1.4. ? L'assistant dentaire ne peut en aucun cas se substituer à la fonction du chirurgien-dentiste quant aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

2.1.5. ? Un chirurgien-dentiste peut se faire aider dans son cabinet par un ou plusieurs assistants dentaires.

Article - 2-2 Définition des fonctions

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Elle est régie par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation continue des assistants dentaires.

Le titre d'assistant dentaire atteste des compétences requises pour exercer les activités du métier d'assistant dentaire.

Il est délivré aux personnes ayant suivi la totalité de la formation continue à ce titre et réussi les épreuves de certification, sauf dispense partielle dans les cas prévus par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation continue des assistants dentaires ou aux personnes ayant validé les acquis de leurs expériences professionnelles en vue de son obtention.

2.2.1. ? Conditions d'accès à la formation

2.2.1.1. ? Vies d'accès

Le titre d'assistant dentaire est obtenu par les voies suivantes :

- a) La formation en contrat de professionnalisation ;
- b) La formation par apprentissage ;
- c) La formation professionnelle continue ;
- d) La validation des acquis de l'expérience professionnelle ;
- e) La formation initiale.

2.2.1.2. ? Pour être admis à effectuer les études correspondantes au titre d'assistant dentaire, le candidat doit être âgé de dix-huit ans révolus pour l'entrée en formation et justifier d'un titre ou diplôme de niveau 3.

2.2.1.3. ? La sélection des candidats, réalisée par l'organisme de formation, s'opère sur la base d'un dossier déposé par le candidat et d'un entretien qui permet d'apprécier la candidature de chacun des postulants.

2.2.1.4. ? Sous réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3 :

1° Le titulaire d'un des diplômes mentionnés aux titres Ier à VII et IX du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ou d'un diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière est dispensé des unités d'enseignement 7 et 8 ;

2° Le titulaire du diplôme de manipulateur en électroradiologie médicale est également dispensé de l'unité d'enseignement 6 ;

3° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'aide dentaire est dispensé des unités d'enseignement 1,3,4 et 7. Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein ;

4° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'auxiliaire vétérinaire qualifié est dispensé de l'unité d'enseignement 7.

Les personnes visées aux points 1° et 2° sont dispensées du suivi de l'enseignement en vue de l'obtention de l'attestation de formation aux gestes de soins d'urgence de niveau 2, si celle-ci a été validée depuis moins de quatre ans.

2.2.1.5. ? Suo réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3., le titulaire d'un diplôme ou d'un titre permettant l'exercice de la profession d'assistant dentaire ou de chirurgien-dentiste obtenu en dehors d'un état membre de l'Union européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse peut être dispensé d'une partie de la formation par la CPNE-FP des cabinets dentaires, après étude d'un dossier composé des pièces justificatives suivantes :

1. Une copie d'une pièce d'identité ;
2. Une copie de son diplôme ou titre ;
3. Un relevé du programme des études suivies, précisant le nombre d'heures de cours par matière et par année de formation, la durée et le contenu des stages cliniques effectués au cours de la formation ainsi que le dossier d'évaluation continue, le tout délivré et attesté par une autorité compétente du pays qui a délivré le diplôme ou le titre ;
4. La traduction en français par un traducteur agréé auprès des autorités françaises de l'ensemble des documents prévus aux points 2 et 3 ;
5. Un curriculum vitae ;
6. Une lettre de motivation.

2.2.1.6. ? L'admission définitive en formation est subordonnée à la présentation d'une attestation médicale d'immunisation et de vaccinations obligatoires conformément au texte du code de la santé publique en vigueur.

2.2.1.7. ? La prise en charge des droits de inscription et des frais de scolarité est fixée dans la convention de formation illicite ou professionnelle.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est désignée comme seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'assistant dentaire.

Seuls les organismes de formations agréées par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en œuvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux objectifs définis par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation des assistants dentaires.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule habilitée à délivrer le titre d'assistant dentaire.

L'employeur est tenu d'assurer la formation continue nécessaire à l'exercice de la fonction et de verser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, unités ou cours théoriques en vue de la préparation à la validation de la formation.

Article - 2.2. Formation

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Elle est régie par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation des assistants dentaires.

Le titre d'assistant dentaire est attribué des compétences requises pour exercer les activités du métier d'assistant dentaire.

Il est délivré aux personnes ayant suivi la totalité de la formation conduisant à ce titre et réussi les épreuves de certification, sauf des personnes dont les cas prévus par l'arrêté du 8 juin 2018

relatif à la formation des assistants dentaires ou aux personnes ayant validé les acquis de leurs expériences professionnelles en vue de son obtention.

2.2.1. ? Coordonnées d'accès à la formation

2.2.1.1. ? Voies d'accès

Le titre d'assistant dentaire est obtenu par les voies suivantes :

- a) La formation en contrat de professionnalisation ;
- b) La formation par apprentissage ;
- c) La formation professionnelle continue ;
- d) La validation des acquis de l'expérience professionnelle ;
- e) La formation initiale.

2.2.1.2. ? Pour être admis à effectuer les études conduisant au titre d'assistant dentaire, le candidat doit être âgé de dix-huit ans révolus pour l'entrée en formation et justifier d'un titre ou diplôme de niveau 3.

2.2.1.3. ? La sélection des candidats, réalisée par l'organisme de formation, s'opère sur la base d'un dossier déposé par le candidat et d'un entretien qui permet d'apprécier la crédibilité de chacun des postulants.

2.2.1.4. ? Suo réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3 :

1° Le titulaire d'un des diplômes mentionnés aux titres Ier à VII et IX du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ou d'un diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière est dispensé des unités d'enseignement 7 et 8 ;

2° Le titulaire du diplôme de médecin en électroradiologie médicale est également dispensé de l'unité d'enseignement 6 ;

3° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'aide dentaire est dispensé des unités d'enseignement 1,3,4 et 7. Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein ;

4° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'auxiliaire vétérinaire qualifié est dispensé de l'unité d'enseignement 7.

Les personnes visées aux points 1° et 2° sont dispensées du suivi de l'enseignement en vue de l'obtention de l'attestation de formation aux gestes de soins d'urgence de niveau 2, si celle-ci a été validée depuis moins de quatre ans.

2.2.1.5. ? Suo réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3., le titulaire d'un diplôme ou d'un titre permettant l'exercice de la profession d'assistant dentaire ou de chirurgien-dentiste obtenu en dehors d'un état membre de l'Union européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse peut être dispensé d'une partie de la formation par la CPNE-FP des cabinets dentaires, après étude d'un dossier composé des pièces justificatives suivantes :

1. Une copie d'une pièce d'identité ;
2. Une copie de son diplôme ou titre ;
3. Un relevé du programme des études suivies, précisant le nombre d'heures de cours par matière et par année de formation, la durée et le contenu des stages cliniques effectués au cours de la formation ainsi que le dossier d'évaluation continue, le tout délivré et attesté par une autorité compétente du pays qui a délivré le diplôme ou le titre ;
4. La traduction en français par un traducteur agréé auprès des autorités françaises de l'ensemble des documents prévus aux points 2 et 3 ;
5. Un curriculum vitae ;
6. Une lettre de motivation.

2.2.1.6. ? L'admission définitive en formation est subordonnée à la présentation d'une attestation médicale d'immunisation et de

vinaioatcnscs oilroebagts conformément au ttxee du cdoe de la santé piuulqbe en vigueur.

2.2.1.7. ? La pirse en cahrgé des dtrois anenlus d'inscription et des fiars de scolarité est fixée dnas la cnvonetion de ftmiaaorn initilae ou professionnelle.

La CPNE-FP des ciebnats detaienrs est désignée cmome sleue compétente puor définir l'organisation de l'enseignement dnas le carde de la frtoamin d'assistant dentaire.

Seuls les oemngnsrias de faoinmtors agréées par la CPNE-FP des ctibaens deinaters snot habilités à mtrtee en ?uvre la fratooinm et à onsgerair les épreuvs de vaailtoind des connaissances.

La fotramoin diot être réalisée conformément aux oebfcjtis définis par l'arrêté du 8 juin 2018 riletaf à la foitrmaon codnnaisut au titre d'assistant dentaire.

La CPNE-FP des cintabes dateerins est seule habilitée à délivrer le titre d'assistant dentaire.

L'employeur est tneu d'assurer la fartiomon innetre nécessaire à l'exercice de la ficnoton et de lessair au salarié concerné le temps nécessaire lui prteemnatt de ppecraitr à tuos les stages, unités ou crous théoriques en vue de la préparation à la vaaodtiiln de la formation.

Article - 2.3. Validation des acquis de l'expérience

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le titre d'assistant drentaie est assbcccile par la VAE à tuote pnsernoe jauiitfsnt d'au mions une année d'expérience (équivalent tmeys plein, siot 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en rrpooat aevc la cteoaiiciitfrn visée,

Afin d'obtenir tutoe ou piarte de la certification, le caiadndt diot :
? s'inscrire dnas le pocaurrs de VAE auprès de la CNPE-FP des cneaitbs detnreias et suivre la procédure définie par ctete dernière ;
? présenter son dssieor dvanet le jury ;
? vdiealr les 8 compétences ctuotenvitsis du deoissr de vidoaitlan (livret 2) ;
? s'engager à svurie les préconisations du jury si les 8 compétences ne snot pas validées lros du pgassae dvneat le jury.

Article - 2.3. Validation des acquis de l'expérience VAE

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le trite d'assistant deatrnne est aebcscsile par la VAE à totue ponensre jisuiifatnt d'au mnois une année d'expérience (équivalent tepms plein, siot 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en raporpt aevc la cirtciieotafn visée,

Afin d'obtenir ttoue ou partie de la certification, le cddinaat diot :
? s'inscrire dnas le porucras de VAE auprès de la CNPE-FP des ciabtens deiaetrns et survie la procédure définie par cttee dernière ;
? présenter son dssieor dneavt le jury ;
? vliedar les 8 compétences ceittuvtsnios du dosesir de vtialdaion (livret 2) ;
? s'engager à srviue les préconisations du jury si les 8 compétences ne snot pas validées lros du pgaasse dvaent le jury.

Article - 2.4. Définition des tâches

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Les activités ou atces réalisables par l'assistant dnteiare snot fixés par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 relitaf aux modalités d'exercice de la psesfiroon d'assistant detnriae et précisés par l'arrêté du 8 juin 2018 reatilt à la foitmoarn csduianont au trite d'assistant dentaire.

2.4.1. ? Activités professionnelles

Sous la responsabilité et le contrôle efcieftf du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dnas le chmap de la médecine bucco-dentaire, l'assistant deantrie est habilité à piterqaur les activités sivtaeuns dnas le repscet des règles d'hygiène et de sécurité :

1° L'assistance du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dnas le cmahp de la médecine bucco-dentaire dnas la réalisation des gseets avant, pandent et après les sonis ;

2° L'accueil des ptatnies et la cmitainouomcn à luer aiotntetn ;

3° L'information et l'éducation des pnitates dnas le cmhap de la santé bucco-dentaire ;

4° L'entretien de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et la gesotin du risuqe ienuetctix ;

5° La geiostn et le svuii du desoir du pientat ;

6° Le recueil, la timnossrison des informations, la msie en ?uvre de la traçabilité dnas le cdrae de la scuturtre de sonis ;

7° L'accueil, l'accompagnement des aittssants direntaes en fmatioorn ou nouaevux anarrvits dnas la srtuturce et l'amélioration des preutaqis professionnelles.

2.4.2. ? Activités détaillées

2.4.2.1. ? Aascnsiste du peitaricn dnas la réalisation des gteses avant, pnadent et après les sions :

? préparation de l'environnement adapté aux sonis à réaliser ;
? itlosilaantn du peinatt en alqiapnput les boenns paieqruts d'ergonomie ;
? préparation des matériaux, portidus et matériels nécessaires aux sions ;
? msie à disposition, présentation et maopautlniin des instruments, produits, matériels et atuers dspiotfisis médicaux nécessaires aux snois ;
? ascinsstae à la préparation, à la réalisation et au svuii des sinos ;
? sivui du peaintt pdannet le déroulement du sion et après le sion ;
? évaluation et sivui de la dluuoeu du petaint ;
? msie en ?uvre de gteess de peirmes secours.

2.4.2.2. ? Aucceil et ccnimtoamuion auprès des pteanits :
? aeuccil des patients, écoute et aopprt d'une réponse adaptée, y ciproms en souatiitn dcilffie ;
? aorppt d'informations abselccseis et adaptées au peitnat en tnenat cotpme de ses besoins, de ses damdeens et de la suiattoin ;
? cintoude d'un eieentrtn de rueceil de données médico-sociales nécessaires aux sonis et à l'identification des sttinious d'urgence ;
? oersbtivaon de l'état général du pneiatt ;
? évaluation des capacités vlbreeas et non valrebes du pateint ;
? titnemaert et tssniomrsian au pairctien des données médico-sociales et des capacités vbreleas et non vlrebaes du paniett nécessaires aux snois ;
? arpopt au pnaitet d'explications sur le fonnentemocint de la sutcrture de sinos ;
? uiltitaoisin des olitus de canocituimomn mis à dtsoopiisin par la srtcuture de sonis ;
? oiainrstagon de l'espace d'accueil.

2.4.2.3. ? Irfmintoonas et éducation des pttaiens dnas le cmhap de la santé bucco-dentaire :
? ctundoie d'un eertetnain d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
? aroppt de cneoliss aux ptnateis dnas le dimanoe de l'éducation à la santé et de l'hygiène bucco-dentaire, de l'entretien des prothèses et orthèses bucco-dentaires, vsiant à povimruoor ou refrconer des cmoeomrtnptes flrbaoveas à la santé ;
? arpopt aux piatnets de cnosenaasicns théoriques et prtgeuais rleateivs à l'hygiène bucco-dentaire, aux matériels et priuodts associés ;

? présentation et explication des données de prévention et d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
 ? apport d'éléments culturels et à l'élaboration de documents d'information à la santé bucco-dentaire et de suivi de l'observance du patient ;
 ? évaluation de modalités nécessaires à la réalisation du soin et de son suivi.

2.4.2.4. ? Efficacité de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et gestion du risque infectieux ;
 ? évaluer avant et après les soins de la salle de stérilisation et de la salle de soins, l'hygiène de ces activités ;
 ? tenir à jour les matériels et dispositifs médicaux ;
 ? prendre en charge de la chaîne de stérilisation selon les recommandations en vigueur et pilonnage de ces activités ;
 ? contrôles, traçabilité des différentes étapes de la stérilisation et assurer la continuité des soins ;
 ? contrôle, nettoyage et rangement des matériels, matériaux, produits et dispositifs médicaux ;
 ? remettre et suivre des stocks de matériels, matériaux et produits et assurer la continuité des soins ;
 ? tri et élimination des déchets dans les locaux appropriés en fonction des circuits définis par la réglementation en vigueur ;
 ? contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des procédures de gestion du risque infectieux.

2.4.2.5. ? Gestion et suivi du dossier du patient :
 ? prise de rendez-vous ;
 ? identification des urgences ;
 ? mise à jour de l'agenda en fonction des interventions prévues ;
 ? organisation du planning des soins du patient selon les consignes du praticien ;
 ? création et suivi du dossier médical du patient ;
 ? utilisation de logiciels professionnels et métier ;
 ? préparation, selon les indications du praticien, des documents et imprimés nécessaires à la prise en charge du patient ;
 ? apport d'explications sur les modalités de prise en charge des soins ;
 ? saisir des actes selon les instructions du praticien ;
 ? préparation des feuilles de soin en vue de leur transmission ;
 ? suivi des prescriptions ;
 ? enregistrer des honoraires.

2.4.2.6. ? Recueil, classement des données par écrit et/ou par oral et mise en œuvre de la traçabilité, dans le cadre de la structure de soins ;
 ? transmission des informations sur les soins, observations et mesures réalisées, au sein de la structure de soins ;
 ? transmission d'informations lors de réunions dans la structure de soins ;
 ? contribuer à la connaissance des soins des patients, dans le cadre de la structure de soins ;
 ? préparation en vue de la transmission et réception des documents nécessaires aux autres professionnels de santé en relation avec les soins du patient ;
 ? contribuer et traçabilité avec les orthoprothésistes.

2.4.2.7. ? Accueil, accompagnement des patients dans les démarches de soins ou nouvelles pratiques dans la structure et amélioration des pratiques professionnelles ;
 ? accueil des personnes en formation, des nouveaux arrivants ;
 ? participer à l'organisation de la structure de soins et des fonctions de chaque professionnel ;
 ? apporter des informations nécessaires sur les modalités de réalisation des activités des professionnels en formation ;
 ? organisation des activités des professionnels en formation ;
 ? accompagner la réalisation des activités et apport des compétences nécessaires aux professionnels en formation ;
 ? adapter et ajustement si nécessaire de la réalisation des activités des professionnels en formation ;
 ? apport d'une appréciation lors de l'évaluation de la performance en formation par le tuteur ;
 ? auto-évaluation de ses compétences professionnelles ;
 ? détermination de ses besoins en formation ;
 ? contribuer à l'organisation professionnelle des soins de travail ;
 ? contribuer à l'évaluation des risques professionnels au travail ;
 ? connaître et respecter les lois et règlements de son champ d'activités.

Article - 2.4. Définition des activités ou actes réalisables par l'assistant dentaire

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Les activités ou actes réalisables par l'assistant dentaire sont fixés par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 relatif aux modalités d'exercice de la profession d'assistant dentaire et précisés par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation continue de l'assistant dentaire.

2.4.1. ? Activités professionnelles

Sous la responsabilité et le contrôle effectif du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dans le champ de la médecine bucco-dentaire, l'assistant dentaire est habilité à effectuer les activités suivantes dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité :

1° L'assistance du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dans le champ de la médecine bucco-dentaire dans la réalisation des gestes avant, pendant et après les soins ;

2° L'accueil des patients et la communication à leur attention ;

3° L'information et l'éducation des patients dans le champ de la santé bucco-dentaire ;

4° L'entretien de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et la gestion du risque infectieux ;

5° La gestion et le suivi des stocks de matériels ;

6° Le recueil, la transmission des informations, la mise en œuvre de la traçabilité dans le cadre de la structure de soins ;

7° L'accueil, l'accompagnement des patients dans les démarches de soins et l'amélioration des pratiques professionnelles.

2.4.2. ? Activités détaillées

2.4.2.1. ? Assistance du praticien dans la réalisation des gestes avant, pendant et après les soins :

? préparation de l'environnement adapté aux soins à réaliser ;
 ? identification du patient en appliquant les bons pratiques d'ergonomie ;
 ? préparation des matériaux, produits et matériels nécessaires aux soins ;
 ? mise à disposition, présentation et mise en œuvre des instruments, produits, matériels et autres dispositifs médicaux nécessaires aux soins ;
 ? assister à la préparation, à la réalisation et au suivi des soins ;
 ? suivi du patient pendant le déroulement du soin et après le soin ;
 ? évaluation et suivi de la douleur du patient ;
 ? mise en œuvre de gestes de premiers secours.

2.4.2.2. ? Accueil et communication auprès des patients :
 ? accueil des patients, écoute et apport d'une réponse adaptée, y compris en situation d'urgence ;
 ? apport d'informations appropriées et adaptées au patient en tenant compte de ses besoins, de ses demandes et de la situation ;
 ? conduire d'un entretien de recueil de données médico-sociales nécessaires aux soins et à l'identification des situations d'urgence ;
 ? observer l'état général du patient ;
 ? évaluer les capacités verbales et non verbales du patient ;
 ? identifier et transmettre au praticien des données médico-sociales et des capacités verbales et non verbales du patient nécessaires aux soins ;
 ? apporter au patient d'explications sur le fonctionnement de la structure de soins ;
 ? utiliser les outils de communication mis à disposition par la structure de soins ;
 ? organiser l'espace d'accueil.

2.4.2.3. ? Information et éducation des patients dans le champ de la santé bucco-dentaire :

? cidutone d'un ettierenn d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
 ? apropt de cinloses aux pttineas dnas le donaim de l'éducation à la santé et de l'hygiène bucco-dentaire, de l'entretien des prothèses et orthèses bucco-dentaires, visnat à pmoouriv ou rfnroceer des cotmprimetones fobvlaears à la santé ;
 ? aporpt aux pneitats de canasecnisons théoriques et paeqrutis rlveaiets à l'hygiène bucco-dentaire, aux matériels et pdiruots associés ;
 ? présentation et etaoplciixn des denoxtmus de prévention et d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
 ? apropt d'éléments ctubiouertrns à l'élaboration de dcmuets d'information à la santé bucco-dentaire et de svuui de l'observance du pneiitt ;
 ? eactoxpliin de modalités nécessaires à la réalisation du sion et de son suivi.

2.4.2.4. ? Eeitntren de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et gesoin du rsuqe iceiuefntx ;
 ? enteretin avant et après snios de la slale de stérilisation et de la slale de soins, pcloifitaian de ces activités ;
 ? treaetmint des matériels et dioissitpfs médicaux ;
 ? psrie en crhgae de la chaîne de stérilisation soeln les rnadnmtaioicmeos en vgeuuir et paifitilconan de ces activités ;
 ? contrôles, traçabilité des différentes étapes de la stérilisation et aretle aifn d'assurer la continuité des snios ;
 ? contrôle, cinmnnoeitnedot et rmnneegat des matériels, matériaux, pirtodus et dstispfois médicaux ;
 ? rgemenant et svuui des stocoks de matériels, matériaux et piodtrus et aetle aifn d'assurer la continuité des snios ;
 ? tri et élimination des déchets dnas les cettoannns appropriés en foiotcnn des cicutirs définis par la réglementation en vugeuir ;
 ? cootrbutiin à l'élaboration et à la msie en ?uvre des procédures de gistoen du rqisue infectieux.

2.4.2.5. ? Goitsen et svuui du doessir du patneit :
 ? pisre de rendez-vous ;
 ? icinoeifidatn des uencergs ;
 ? miiodtofcian de l'agenda en foiotcnn des iaifnmtronos recueillies, du contexte, des sutntaiios et des imprévus ;
 ? oritaogisnau du pnalning des sonis du ptnieat soeln les cineonsgs du pteriiaen ;
 ? création et svuui du dsseoir aisntmtidriaf du ptaniet ;
 ? création et svuui du dossier médical du peanitt ;
 ? utioiilastn de leoilcgs pisloonesnefrs et métier ;
 ? préparation, soeln les iianitdcos du praticien, des dntumeocs et ifnirotmnas nécessaires à la psire en caghe du pinatet ;
 ? arppot d'explications sur les modalités de psire en chrage des sonis ;
 ? ssaie des atecs soeln les iosttnniurcs du preitaen ;
 ? préparation des fieluels de sion en vue de luer tsmniosasrin ;
 ? svuui des tsinoissmnrns ;
 ? eieemcsnnsat des honoraires.

2.4.2.6. ? Recueil, tsoimrnsnau des iaformnintos par écrit et/ ou par oarl et msie en ?uvre de la traçabilité, dnas le cadre de la sututcre de snios :
 ? trmsainissn des inmoitfanors sur les soins, obtrsnaveios et museres réalisées, au sien de la stcurrtue de snios ;
 ? tsiasrosminn d'informations lros de réunions dnas la srtuctue de sonis ;
 ? ctioiiburnon à la crinodaoiton des snios des patients, dnas le cadre de la srtuctue de snios ;
 ? préparation en vue de la tissarsmnion et réception des dntumones nécessaires aux aeturs preoslifnonses de santé en roiealtn aevc les sonis du pneiitt ;
 ? caitirdnooon et traçabilité aevc les loeobrtairas de prothèse.

2.4.2.7. ? Accueil, aegonpmecnamct des aiantstsss drneteais en fotmroain ou nuoueavx avaitnrs dnas la strrcuue et amélioration des pureaqits pislenslefoerlos :
 ? acueiel des pnrosenes en formation, des nouveaux aanivrtrs ;
 ? ecoitxpilan de l'organisation de la scrurtue de sonis et des fntincoos de cuhage pofrsenosneil ;
 ? aporpt des iomntiarfons nécessaires sur les modalités de réalisation des activités des pennroes en fatmoorin ;
 ? oosgiaanritn des activités des ponenerss en fmatioorn ;
 ? aneancomgmecpt de la réalisation des activités et aporpt des ecotxiilnaps nécessaires aux ponsrenes en fmoiarotn ;
 ? otsoibearvn et réajustement si nécessaire de la réalisation des activités des pnoeesrns en fmatroon ;
 ? apport d'une appréciation lros de l'évaluation de la psrnnoe en froiatmon par le tueutr ;
 ? auto-évaluation de ses pretqiuas prfsenonelelousis ;
 ? détermination de ses bnioses en foitroamn cnitnoue ;

? cooituntrn à l'organisation eorminugqe des psetos de tvrail ;
 ? ctbtouirou à l'évaluation des riqseus psienrnfelsos au tvrail ;
 ? cisaonnsacne et rcspeet des lmiiets légales de son cmahp d'activités.

Article - 2.5. Rémunération

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le saiarle de l'assistant denriate qualifié et saaigirte est fixé, a minima, conformément à la glirle des sirealas en vigueur.

L'assistant dteanrie bénéficie de la pimre d'ancienneté au même trite que les ateurs salariés du cienabt dentaire.

L'assistant ditearne satarige n'en bénéficie cenanpdt pas padnnet la durée de sa foitmaorn (dans la meurse où la durée de celle-ci ne lui pemret pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire puor pvoioir prétendre au vrmenseet de ctete prime).

Toutefois, une fios la qaiitfoaulcn acquise, l'ancienneté diot être calculée dpuies la dtae de son entrée dnas l'entreprise.

Si l'assistant detnirae est amené à efucefter des taurvax de secrétariat décrits au cphiarte VII ci-dessous, il bénéficie de la pimre de secrétariat tlele que définie à l'article 3.16 de la ceitvnonon ctioicvelle nalniatoe des ctneaibs dentaires.

Article - 2.6. Assistant dentaire [oe mention complémentaire ”

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2019

2.6.1. Fiotmaorn cinotune facultative

2.6.1.1. Formation

Seul l'assistant denritae tauriltie du tirte d'assistant dnaeitrel tel que mentionné au 2.1.2.1 de la présente axnnnee puet eengagr une firomaton ciuntone en vue d'obtenir une mnoeitn complémentaire dnas des dnlieispics spécifiques de la crghurie dentaire, nmeotnmat en orthopédie dento-faciale (ODF).

La CPNE-FP des ctbnieas datnreeis est sulee habilitée à définir les minentos complémentaires, à élaborer les premmarogs afférents, à mtrtee en ?uvre les formations, à définir le ciehar des cagerhs à diaonettisn des oensmargis de fomirotan et à ciosihr cuex qui la délivreront.

La CPNE-FP des ceiatbns dernaetis est selue habilitée à délivrer les mninteos complémentaires aux salariés aanyt stafisiat à la viltoaaidd de luer fitarmoon cuontine complémentaire.

Ne snot autorisés à oeirsnagr l'enseignement et les épreuves de vltiaodain que les oiansgmres répondant au ciehar des cagerhs établi par la CPNE-FP des cbnietas dtneriaes et coshiis par celle-ci.

La fimaorotn en vue de l'obtention d'une metionn complémentaire puet être financée sur le paln de développement des compétences.

La CPNE-FP des cbnetias dtneares reconnaît l'équivalence aux assaitnts deantires aaynt otebnu antérieurement la qoutiaaficln d'assistant danertie qualifiée en ODF, délivrée par les osianmregs de fotoiarmn (formation validée antérieurement à la décision de la CPNE-FP du 16 mras 2007 vaaldnit le référentiel de fotmaioorn complémentaire en ordoithtone de 100 heures).

2.6.1.2. Activités et aetcs réalisables par l'assistant dnaierte ? moneitn complémentaire ODF ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné puor atisessr les pcienatris pitqaraunt l'orthopédie dento-faciale.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? meitonn complémentaire ODF ? possède les compétences nécessaires pour assister le praticien en orthopédie dento-faciale, acsqueus à l'issue d'une formation complémentaire dont le programme et la mise en ?uvre sont confiés à la CPNE-FP des cabinets dentaires.

2.6.1.3. Rémunération

La mise en ?uvre au sein du cabinet dentaire des compétences acquises par la formation et la validation d'une formation complémentaire telle que définie ci-dessus sera mentionnée sur le contrat de travail ou fera l'objet d'un avenant écrit audit contrat, qui précisera également le montant du complément de salaire conformément à la loi en ?uvre, conformément à la grille salariale en vigueur.

Titre III. Emplois d'aide dentaire

Article - 3-1 Recrutement

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

3.1.1. ? Personne habilitée à exercer la profession d'aide dentaire

Nul ne peut remplir les fonctions d'aide dentaire s'il n'est pas titulaire du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire rattaché par la CPNE-FP des cabinets dentaires ou en cas de formation ou de validation des acquis de l'expérience, tles que décrits dans l'accord étendu du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle dans les cabinets dentaires libéraux, et destiné à obtenir la qualification d'aide dentaire.

3.1.2. ? Recruter de l'aide dentaire absent

3.1.2.1. ? Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires prévoit que, pendant la période d'absence continue ou d'incapacité inférieure ou égale à 4 mois sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière continue ou discontinuée pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.1.2.2. ? Les étudiants en chirurgie dentaire peuvent être autorisés à exercer la profession d'aide dentaire en remplacement d'un aide dentaire en poste pendant les périodes de vacances universitaires lorsqu'ils ont validé le 1er cycle des études odontologiques suivies en France.

3.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la profession d'aide dentaire

L'aide dentaire assume les tâches décrites à l'article 3.3 sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste ou sous le contrôle effectif d'une assistante dentaire à qui cette tâche est confiée par le chirurgien-dentiste, dans le cadre de l'activité du cabinet dentaire. Hors le cas où l'aide dentaire effectue le remplacement d'un assistant dentaire dans le respect de l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires, il ne peut être présent dans la salle de soins pendant la réalisation d'une intervention professionnelle effectuée par le praticien.

Il est soumis au secret professionnel.

3.1.4. ? Un chirurgien-dentiste peut se faire aider par un ou plusieurs aides dentaires.

Article - 3.1. Exercice de la profession

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

3.1.1. ? Personne habilitée à exercer la profession d'aide dentaire

Nul ne peut remplir les fonctions d'aide dentaire s'il n'est pas titulaire du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire rattaché par la CPNE-FP des cabinets dentaires ou en cas de formation ou de validation des acquis de l'expérience, tles que décrits dans l'accord étendu du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle dans les cabinets dentaires libéraux, et destiné à obtenir la qualification d'aide dentaire.

3.1.2. ? Recruter de l'aide dentaire absent

3.1.2.1. ? Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires prévoit que, pendant la période d'absence continue ou d'incapacité inférieure ou égale à 4 mois sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière continue ou discontinuée pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.1.2.2. ? Les étudiants en chirurgie dentaire peuvent être autorisés à exercer la profession d'aide dentaire en remplacement d'un aide dentaire en poste pendant les périodes de vacances universitaires lorsqu'ils ont validé le 1er cycle des études odontologiques suivies en France.

3.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la profession d'aide dentaire

L'aide dentaire assume les tâches décrites à l'article 3.3 sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste ou sous le contrôle effectif d'une assistante dentaire à qui cette tâche est confiée par le chirurgien-dentiste, dans le cadre de l'activité du cabinet dentaire. Hors le cas où l'aide dentaire effectue le remplacement d'un assistant dentaire dans le respect de l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires, il ne peut être présent dans la salle de soins pendant la réalisation d'une intervention professionnelle effectuée par le praticien.

Il est soumis au secret professionnel.

3.1.4. ? Un chirurgien-dentiste peut se faire aider par un ou plusieurs aides dentaires.

Article - 3-2 Contrat de travail

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

3.2.1. ? La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'aide dentaire.

Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en ?uvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux dispositions du titre VII ? Formation professionnelle ? de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

La CPNE-FP est seule habilitée à délivrer la qualification d'aide dentaire rattachée par la convention collective nationale des cabinets dentaires.

L'employeur est tenu d'assurer la formation interne nécessaire à l'exercice de la fonction et de verser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, modules ou cours théoriques mis en place par la profession en vue de la préparation à la validation de la formation.

3.2.2. ? Conditions d'entrée en formation

Tout salarié de cabinet dentaire embauché en contrat de professionnalisation ou tout salarié en poste qui bénéficie d'un dispositif de retour en société ou de formation par l'alternance (Pro-A) en vue de l'obtention du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire doit :

- ? être titulaire du BPEC ou du baccalauréat des collèges ou d'un diplôme, titre ou qualification de niveau équivalent ou justifier d'un niveau de formation équivalent ;
- ? être âgé de 18 ans au moins ;
- ? s'engager à suivre l'enseignement ;

? se présenter aux épreuves de validation ;
? attester le praticien dans les tâches qui relèvent de sa compétence et de sa formation.

3.2.3. ? Validation des acquis et de l'expérience (VAE)

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire est assésimulé par la VAE pour toute période inscrite d'au moins une année d'expérience (équivalent temps plein soit 1 607 heures) salarié, non salarié ou bénévole en rapport avec la qualification visée.

Afin d'obtenir toute ou partie de la certification, le candidat doit :
? s'inscrire dans le processus de VAE auprès de la CPNE-FP et suivre la procédure définie par celle-ci ;
? présenter son dossier devant le jury ;
? valider les 3 activités professionnelles du dossier de validation (livret 2) ;
? s'engager à suivre les recommandations du jury si les 3 activités ne sont pas validées lors du passage devant le jury.

Article - 3.2. Formation

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

3.2.1. ? La CPNE-FP des compétences de soins est seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'aide dentaire.

Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des compétences de soins sont habilités à participer à l'élaboration et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux dispositions de l'article VII ? Fourniture de matériel ? de la convention collective nationale des soins dentaires.

La CPNE-FP est seule habilitée à délivrer la qualification d'aide dentaire reconnue par la convention collective nationale des soins dentaires.

L'employeur est tenu d'assurer la formation nécessaire à l'exercice de la fonction et de verser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, modules ou cours théoriques mis en place par la profession en vue de la préparation à la validation de la formation.

3.2.2. ? Conditions d'entrée en formation

Tout salarié de cabinet dentaire embauché en contrat de professionnalisation ou tout salarié en poste qui bénéficie d'un diplôme de formation ou de perfectionnement par l'alternance (Pro-A) en vue de l'obtention de la qualification de qualification professionnelle d'aide dentaire doit :

? être titulaire du BPEC ou du brevet des collèges ou d'un diplôme, titre ou qualification de niveau équivalent ou justifié sur d'un niveau de formation équivalent ;
? être âgé de 18 ans au moins ;
? s'engager à suivre l'enseignement ;
? se présenter aux épreuves de validation ;
? assumer le praticien dans les tâches qui relèvent de sa compétence et de sa formation.

3.2.3. ? Validation des acquis et de l'expérience (VAE)

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire est assésimulé par la VAE pour toute période inscrite d'au moins une année d'expérience (équivalent temps plein soit 1 607 heures) salarié, non salarié ou bénévole en rapport avec la qualification visée.

Afin d'obtenir toute ou partie de la certification, le candidat doit :
? s'inscrire dans le processus de VAE auprès de la CPNE-FP et suivre la procédure définie par celle-ci ;
? présenter son dossier devant le jury ;
? valider les 3 activités professionnelles du dossier de validation (livret 2) ;
? s'engager à suivre les recommandations du jury si les 3 activités ne

ont pas été validées lors du passage devant le jury.

Article - 3-3 Fonctions

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire remplit les fonctions de réceptionniste auxquelles s'ajoutent des fonctions nécessitant des capacités techniques, relationnelles et administratives.

Dans le cadre de ses fonctions, l'aide dentaire doit ainsi :
? assurer la mise en fonctionnement du cabinet en étant responsable de l'entretien et de la réparation des appareils, d'en vérifier le bon état et luer l'entretien ;
? accueillir les patients ou tout autre visiteur du cabinet ;
? répondre au téléphone, fixer les rendez-vous et gérer le carnet de rendez-vous ;
? réguler le fonctionnement du cabinet ;
? être capable d'identifier les données des patients et de les transmettre au praticien ou à une assistante ;
? être capable d'écouter, de discernement, de discrétion et de devoir de réserve ;
? posséder des connaissances en matière de sécurité et sur le logiciel d'exploitation du cabinet ;
? établir les fiches des patients, gérer les fichiers de données médicaux, établir les fichiers de soins et les documents pour les consultations complémentaires, encadrer et organiser les soins des patients ;
? assurer les soins ;
? nettoyer, décontaminer les surfaces des meubles et appareils dentaires ;
? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et ranger les instruments ;
? développer, installer et changer les clichés de radiologie dentaire ou les documents préparés résultant de l'utilisation d'appareils d'imagerie médicale ;
? assister, dans la limite de ses compétences, le praticien dans les situations d'urgence ;
? assurer les soins avec les prothèses ;
? gérer le stock de matériel et de produits cosmétiques et assurer luer la traçabilité ;
? assurer les soins de formation et luer suivi.

Article - 3.3. Définition des tâches

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire remplit les fonctions de réceptionniste auxquelles s'ajoutent des fonctions nécessitant des capacités techniques, relationnelles et administratives.

Dans le cadre de ses fonctions, l'aide dentaire doit ainsi :
? assurer la mise en fonctionnement du cabinet en étant responsable de l'entretien et de la réparation des appareils, d'en vérifier le bon état et luer l'entretien ;
? accueillir les patients ou tout autre visiteur du cabinet ;
? répondre au téléphone, fixer les rendez-vous et gérer le carnet de rendez-vous ;
? réguler le fonctionnement du cabinet ;
? être capable d'identifier les données des patients et de les transmettre au praticien ou à une assistante ;
? être capable d'écouter, de discernement, de discrétion et de devoir de réserve ;
? posséder des connaissances en matière de sécurité et sur le logiciel d'exploitation du cabinet ;
? établir les fiches des patients, gérer les fichiers de données médicaux, établir les fichiers de soins et les documents pour les consultations complémentaires, encadrer et organiser les soins des patients ;
? assurer les soins ;
? nettoyer, décontaminer les surfaces des meubles et appareils dentaires ;
? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et ranger les instruments ;

? développer, identifier et casser les clichés de généralisation d'appareils d'imagerie médicale ;
 ? assister, dans la limite de ses compétences, le patient dans les situations d'urgence ;
 ? assurer les relations avec les fournisseurs de prothèse ;
 ? gérer le stock de matériel et de produits consommables et assurer leur traçabilité ;
 ? assurer les connaissances de formation et leur suivi.

Cette formation pour l'obtention du titre d'assistant dentaire peut être financée dans le cadre :
 ? du plan de développement des compétences ;
 ? du compte personnel de formation (CPF) ;
 ? de la validation des acquis de l'expérience ?

Article - 3.3. Définition des tâches et actes réalisables par l'aide dentaire

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire réalise les fonctions de réceptionniste auxquelles s'ajoutent des fonctions nécessitant des capacités techniques, professionnelles et administratives.

Dans le cadre de ses fonctions, l'aide dentaire doit ainsi :
 ? assurer la mise en fonctionnement du cabinet en étant sebalement de brancher et débrancher les appareils, d'en vérifier le bon état et leur fonctionnement ;
 ? accueillir les patients ou tout autre visiteur du cabinet ;
 ? répondre au téléphone, fixer les rendez-vous et gérer le carnet de rendez-vous ;
 ? réguler le fonctionnement du cabinet ;
 ? être capable d'identifier les données des patients et de les transmettre au patient ou à une adresse ;
 ? être capable d'écoute, de discernement, de discrétion et de devoir de réserve ;
 ? posséder des connaissances en biohygiène et sur le matériel d'exploitation du cabinet ;
 ? établir les fiches des patients, gérer les fichiers de données médicaux, établir les fichiers de soins et les documents pour les consultations complémentaires, effectuer et effectuer les plantations des patients ;
 ? assurer les soins ;
 ? nettoyer, décontaminer les surfaces des meubles et appareils dentaires ;
 ? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et ranger les instruments ;
 ? développer, identifier et casser les clichés de généralisation d'appareils d'imagerie médicale ;
 ? assister, dans la limite de ses compétences, le patient dans les situations d'urgence ;
 ? assurer les relations avec les fournisseurs de prothèse ;
 ? gérer le stock de matériel et de produits consommables et assurer leur traçabilité ;
 ? assurer les connaissances de formation et leur suivi.

Article - 3-4 Formation

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire réalise les fonctions de qualification d'appareils d'imagerie médicale par la CNPE-FP des cabinets dentaires peut, par la formation continue, obtenir le titre d'assistant dentaire en suivant la formation et valant les unités d'enseignements suivantes :
 UE 2 : relation client, formation et profession de la santé.
 UE 5 : assistance au praticien.
 UE 6 : examen complémentaires-gestion des soins d'urgence.
 UE 8 : organisation du travail ? aménagement des soins en formation et en intégration.

Il est dispensé des unités d'enseignement 1, 3, 4 et 7.

Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein.

Article - 3.4. Évolution du métier

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire réalise les fonctions de qualification d'appareils d'imagerie médicale par la CNPE-FP des cabinets dentaires peut, par la formation continue, obtenir le titre d'assistant dentaire en suivant la formation et valant les unités d'enseignements suivantes :

UE 2 : relation client, formation et profession de la santé.
 UE 5 : assistance au praticien.
 UE 6 : examen complémentaires-gestion des soins d'urgence.
 UE 8 : organisation du travail ? aménagement des soins en formation et en intégration.

Il est dispensé des unités d'enseignement 1, 3, 4 et 7.

Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein.

Cette formation pour l'obtention du titre d'assistant dentaire peut être financée dans le cadre :
 ? du plan de développement des compétences ;
 ? du compte personnel de formation (CPF) ;
 ? de la validation des acquis de l'expérience ?

Article - 3.5 Sanctions des études

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

À la fin de chaque année de stage, les connaissances sont contrôlées au moyen d'un examen sous la responsabilité du centre de formation.

Les heures d'examen (entre 3 et 5 heures) ne sont pas comprises dans le temps de formation.

L'OPCO (opérateur de compétences) désigné par la branche professionnelle en charge le financement de ces heures comme des heures de formation.

L'examen comprend une épreuve théorique écrite et une épreuve pratique.

En fin de première année de formation, une question d'examen d'évaluation de la contamination et/ ou la désinfection.

En fin de deuxième année, une question de la poterie d'hygiène sur la stérilisation.

L'échec à l'examen entraîne le maintien du stagiaire dans la catégorie d'emploi d'origine.

Tout stagiaire a droit, en cas d'échec, à présenter 2 fois consécutivement (sauf empêchement dûment constaté pour raison de force majeure, et apprécié par le centre de formation, sous sa responsabilité, et le contrôle en dernier ressort de la CNPE-FP) l'examen sanctionnant le passage au niveau supérieur.

L'échec à 3 examens, consécutifs ou non, entraîne la déclaration d'inaptitude à l'emploi d'aide dentaire qualifiée.

Article - 3.6. Rémunération

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le salaire de l'aide dentaire qualifié ou satiragie est fixé, à minima, conformément à l'annexe la gillre des seailras en vigueur.

L'aide dentaire bénéficie de la prime d'ancienneté au même titre que les autres salariés du cabinet dentaire.

L'aide dentaire stagiaire n'en bénéficie cependant pas pendant la durée de sa formation (dans la mesure où la durée de celle-ci ne lui permet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire pour pouvoir prétendre au versement de cette prime).

Toutefois, une fois la qualification acquise, l'ancienneté doit être calculée depuis la date de son entrée dans l'entreprise.

Si l'aide dentaire est amené à effectuer des travaux de secrétariat décrits au chapitre VII ci-dessous, il bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.16 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Titre IV. Formation continue obligatoire

Article - 4.1. Formation continue. – Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 AFGSU 2 – pour l'assistant dentaire

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Depuis 2016, la profession d'assistant dentaire est inscrite au code de la santé publique.

Ce nouveau statut a pour conséquence directe, l'obligation pour l'assistant dentaire de valider l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU) de niveau 2.

La durée de validité de cette attestation est de 4 ans.

La prolongation de cette attestation pour une durée équivalente est subordonnée au suivi d'une formation par ailleurs sur l'actualisation des connaissances :
? relatives aux urgences dentaires ;
? en lien avec l'actualité scientifique dans le domaine de la médecine d'urgence ou de l'actualité sanitaire.

Par conséquent :

? pour l'assistant dentaire stagiaire, entré en formation depuis le 1er janvier 2019, l'AFGSU 2 faisant partie intégrante de la formation initiale, celui-ci devra la valider à jour tous les 4 ans, comme le précise le texte légal régissant l'AFGSU, à partir de la date d'obtention du titre d'assistant dentaire ;
? pour l'assistant dentaire déjà qualifié au 1er janvier 2019 ou en cours de formation à cette date, celui-ci devra se mettre en conformité via la formation professionnelle continue, afin de valider la formation requise à l'AFGSU de niveau 2. Plus il devra la valider à jour tous les 4 ans à partir de la date d'obtention de cette formation.

Le temps de formation nécessaire à la délivrance de cette attestation est considéré comme du temps de travail effectif.

Article - 4.2. Formation continue. – Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 1 AFGSU 1 – pour l'aide dentaire

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Depuis l'arrêté du 3 mars 2006 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU), abrogé et remplacé par l'arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes d'urgence, l'aide dentaire a l'obligation de valider l'attestation de formation aux gestes d'urgence de niveau 1.

La durée de validité de cette attestation est de 4 ans.

La prolongation de cette attestation pour une durée équivalente est subordonnée au suivi d'une formation par ailleurs sur l'actualisation des connaissances relatives aux urgences dentaires, en lien avec l'actualité scientifique.

Le temps de formation nécessaire à la délivrance de cette attestation est considéré comme du temps de travail effectif.

Article - 4.3. Formation continue. – Stérilisation pour les assistants et aides dentaires

En vigueur étendu en date du 18 nov. 2021

La CPNE-FP des cabinets dentaires, seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'assistant dentaire et aide dentaire, que les assistants et aides dentaires encadrent tous les jours leurs activités en conformité avec les recommandations et préconisations scientifiques en vigueur en matière de stérilisation.

Pour ce faire, à compter du 1er janvier 2019, tous les assistants et aides dentaires ont l'obligation de suivre une formation continue en stérilisation.

Cette formation doit être renouvelée tous les 5 ans à compter de l'année d'obtention du titre d'assistant dentaire et/ou du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire.

Cette mise à niveau des connaissances d'une durée de 7 heures peut être suivie en présentiel ou en formation ouverte à distance (FOAD).

Cette formation devra obligatoirement avoir reçu l'agrément de la CPNE-FP des cabinets dentaires.

La formation présente ne peut être suivie que dans un organisme de formation agréé par la CPNE-FP des cabinets dentaires.

Pour la FOAD, seuls les fournisseurs ayant reçu l'agrément de la CPNE-FP des cabinets dentaires sont éligibles pour la validation de la formation.

Le temps de formation nécessaire au suivi de cette mise à niveau des connaissances est considéré comme du temps de travail effectif.

Titre V. Formations continues facultatives

Article - 5.1. Formations

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Les associations professionnelles de la dentaire tel que défini par l'article L. 4393-9 du code de la santé publique et les aides dentaires détenteurs du CQP ad hoc peuvent également former des dentistes en vue d'obtenir une formation complémentaire dans des spécialités spécifiques telle que la gestion administrative du cabinet dentaire.

Seuls les assistants dentaires stagiaires du titre tel que défini par l'article L. 4393-9 du code de la santé publique peuvent obtenir une formation continue en vue d'obtenir une formation complémentaire dans des spécialités spécifiques de la chirurgie

dentaire, notamment orthopédie dento-faciale, parodontologie, implantologie, chirurgie orale.

La CFPENP des cabinets dentaires est seule habilitée à définir les mentions complémentaires, à élaborer les programmes afférents, à mettre en œuvre les formations, à définir le chapeau des charges à destination des organismes de financement et à choisir ceux qui la délivreront.

La CNEFP est seule habilitée à délivrer les mentions complémentaires aux salariés qui ont souscrit à la validation de leur formation continue complémentaire.

Ne sont autorisés à organiser l'enseignement et les épreuves de validation que les organismes répondant au cahier des charges établi par la CNEFP des cabinets dentaires et choisies par celle-ci.

La formation en vue de l'obtention d'une mention complémentaire peut être financée sur le plan de développement des compétences.

Article - 5.2. Formation continue [des] mentions complémentaires ” réservées aux assistants et aides dentaires

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

5.2.1. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire et/ ou l'aide dentaire ? mention complémentaire anesthésiste ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les praticiens dans l'ensemble de la gestion administrative du cabinet dentaire.

En complément de ses fonctions et compétences habituelles, l'assistant dentaire et/ ou l'aide dentaire « mention complémentaire anesthésiste » possède les connaissances spécifiques techniques nécessaires pour assister le praticien dans la gestion administrative du cabinet dentaire, ainsi qu'à l'issue d'une formation complémentaire dont le programme, la mise en œuvre et la validation sont confiées à la CFPENP des cabinets dentaires.

Article - 5.3. Formation continue [des] mentions complémentaires ” réservée aux assistants dentaires

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

5.3.1. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire ? mention complémentaire en orthopédie dento-faciale (ODF) ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les praticiens pratiquant l'orthopédie dento-faciale.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? mention complémentaire ODF ? possède les connaissances spécifiques techniques, rentables et alternatives nécessaires pour assister le praticien en orthopédie dento-faciale, ainsi qu'à l'issue d'une formation complémentaire dont le programme, la mise en œuvre et la validation sont confiées à la CFPENP des cabinets dentaires.

La CFPENP reconnaît l'équivalence aux attestations d'activités onetbu la qualification d'assistant dentaire qualifié en ODF, délivrée par les organismes de formation antérieurement à la décision de la CNEFP du 16 mars 2007, valant le référentiel de formation complémentaire en orthodontie de 100 heures.

5.3.2. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire ? mention complémentaire parodontologie-implantologie ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les praticiens pratiquant la parodontologie, la chirurgie orale et/ ou l'implantologie.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? mention complémentaire parodontologie-implantologie ? possède les connaissances spécifiques techniques, rentables et alternatives nécessaires pour assister le praticien pratiquant la parodontologie, la chirurgie orale et/ ou l'implantologie, ainsi qu'à l'issue d'une formation complémentaire dont le programme, la mise en œuvre et la validation sont confiées à la CNEFP des cabinets dentaires.

Pour délivrer cette formation, l'organisme de formation devra être agréé par la CFPENP.

Article - 5.4. Rémunération

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

La mise en œuvre au sein du cabinet dentaire des compétences acquises en formation et par la validation d'une mention complémentaire telle que définies ci-dessus sera mentionnée dans le contrat de travail ou fera l'objet d'un avenant écrit au dit contrat, il y sera également précisé le montant du complément de salaire afférent, conformément à la grille salariale en vigueur.

Article - Titre VI. Emplois administratifs

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Les emplois concernés comprennent à des fonctions d'accueil ou de secrétariat. Ils ne peuvent être confiés à un travail d'assistance du praticien pour des fonctions techniques ou des tâches d'aide, d'assistant ou de prothésiste dentaire dont les fonctions sont définies aux articles 1.1, 2.1 et 3.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Article - 6.1. Le la réceptionniste ou l'hôte sse d'accueil

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Cet emploi consiste à :

? assurer la réception des patients ;
? répondre au téléphone et fixer les rendez-vous ;
? classer les fichiers de dossiers médicaux, préparer les feuilles de maladie destinées à la sécurité sociale et aux organismes d'assurance complémentaire.

Lorsque le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil exerce des travaux de secrétariat décrits au point V ci-dessous, il ou elle bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.14 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Ce poste est tenu au secret professionnel.

Article - 6.2. Secrétaire technique, option santé

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Cet emploi consiste à :

? l'aide à la gestion du cabinet ;
? l'accueil des patients et gestion des appels téléphoniques ;
? la rédaction et la saisie de documents ;
? la comptabilité ;
? assurer le secrétariat technique du cabinet.

La secrétaire technique, oipoin santé, assume les tâches décrites à l'article 6.2.1. Elle est auontme dnas son activité, qu'elle exerce suos la responsabilité de l'employeur ou du rspeoblasne désigné par celui-ci.

Ce pnenoserl est sioums au secert professionnel.

6.2.1. ? Définition des tâches

Les tâches du (de la) secrétaire thuceqine et nneomatmt cllees du (de la) secrétaire technique, oipotn santé snot fixées par les référentiels d'emploi, compétences et de fomiraotn du tirt ? Secrétaire tqnieuche ? de nviau IV iricsnt au RCNP par l'union ntaaoilne des psofrsneios libérales (arrêté du 3 nvrbomee 2008, Joranul ofeciifl du 16 nmboevre 2008).

6.2.2. ? La secrétaire technique, oitopn santé a capacité à :

- ? asuresr l'accueil au sien du ceiabnt diaetnre ;
- ? maîtriser la cucinaomoimtn téléphonique ;
- ? gérer l'agenda et les pirses de rendez-vous du cnabiet ;
- ? maîtriser les focnionts de bsae et avancées d'un taenretmit de ttxee (Word), d'un tualebr (Excel) et d'un locgeil de meesaigre électronique (Outlook Express) ;
- ? pdriuore les ciroerrus pnifonslseores ;
- ? poirdrue les dnteomcus prosfnolisnees sur ifiqnratumoe ;
- ? eteiegsmrrr les pièces cbaleoptms ;
- ? préparer et sruive la fiucratoatn ;
- ? asusrer l'organisation avsmiatintdrie et matérielle du ceinabt ;
- ? rlmiepr les oitolnbaigs seilcoas de l'entreprise ;
- ? créer et suivre les doirsses des patetnis ;
- ? établir les diossers de rteounrmbmsoes ;
- ? contrôler le cas échéant les rnemrueetosbs ;
- ? connaître et apluiquer les potocleors d'entente préalable et asuserr luer siuvi ;
- ? aleppquie une procédure qualité ;
- ? feosmilar les procédures d'hygiène et de sécurité mesis en palce dnas le cabinet.

6.2.3. ? Fotmorian et qualification

La fatomroin s'effectue en alcrtanene en corntat de porsniiooaitfalssnen ou doitiispsf de renvoeiosrcn ou potimroon par l'alternance (Pro-A).

Pour puvooir accéder à la formation, la durée du tiraval prévue au cnaortt diot être au mimnium de 17 hurees hebdomadaire.

Tout salarié de cnabiet datriene embauché en croantt de psieiaslfonstriaoonn ou tuot salarié en ptose qui bénéficie d'un dspositiif ? Pro-A ? en vue de l'obtention du trite de secrétaire technique, otiopn santé, diot être âgé de 18 ans au monis et jiufsiter d'un naeviu de ftiomroan de fin d'études du deuxième cclye des études srcoednais (niveau baccalauréat) ou d'un titre, diplôme ou qiifilaoutacn de nveiau équivalent.

La frootiamn etexnre est dispensée dnas les crnetes agréés par l'organisme certificateur.

La formtaoin irrtene est assurée au cbeanit dentaire. L'employeur ou son représentant est tneu d'assurer la fotioamrn itrnene nécessaire à l'exercice de la ftcioinn et de laisesr au salarié concerné le temps nécessaire lui ptnretmaet de prepiaticr à tuos les stages, muoeds ou crous théoriques mis en pacle par l'organisme cftcauetierir en vue de la préparation à la vilaatodin de la formotain et l'obtention de la qualification.

Validation des aiuqcs de l'expérience (VAE) :

Le trtie de secrétaire technique, oipoin santé est abcsscilee par la vatiadoln des acqius de l'expérience (VAE) svinaut les modalités définies par l'organisme certificateur.

Tout salarié de cnbeiat deniatre qui eagne une vidatoialn des acqius de l'expérience bénéficie des dpssiootiins légales et réglementaires en vuiguer à ce sujet.

6.2.4. ? Rémunération

Le sailrae de la secrétaire technique, ootpin santé, qualifiée ou stagiaire, est fixé, a minima, conformément à la glrlie des slaeris en vigueur.

La secrétaire technique, otoipn santé bénéficie de la pmrie

d'ancienneté au même ttire que les aterus salariés du cienbat dentaire.

La secrétaire technique, option santé stiigaare n'en bénéficie cpndeant pas pnndaet la durée de sa fiatromon (dans la mursee où la durée de celle-ci ne lui premet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire puor pouoivr prétendre au vemesenrt de ctete prime).

Toutefois, une fios la qoautafiiciln acquise, l'ancienneté diot être calculée duipes la dtae de son entrée dnas l'entreprise.

Ce personnel, de par sa qualification, ne puet prétendre à la pmrie de secrétariat tlele que décrite au cphartie VII ci-dessous de l'annexe I de la cionetnvn clcvieotle naaontile des ceaibtns dentaires.

Titre VII. Emplois d'entretien

Article - 7.1. Personnel d'entretien

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Il arssue le ménage et l'entretien des luocax pfneosrlsoenis et de lrues viores d'accès (sols, murs, portes, vitres, etc.).

En cas de nécessité impérative, occasionnée par la piuqatre journalière, le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil, l'aide dentaire, l'assistant siaatirge ou qualifié dvoenit ausesm r ces fonctions.

Article - 7.2. Entretien du mobilier professionnel

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'aide dentaire, l'assistant detrnaie stargaie ou qualifié arnssuet l'entretien du mboeilr professionnel.

Titre VIII. Travaux de secrétariat

Article - 8.1. Définition

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'exécution régulière d'au mnois une des activités non répertoriées dnas le référentiel d'activité de l'assistant denatrie (tel que défini dnas le cdoe de la santé publique) satvnuie :

1. La création et/ou la rédaction des cuorrries et cnacoenerpdorss pineonesfsrpls des pntacrieis ;
2. La rédaction des turavax d'études ou de reecrhche des pctinaeirs ;
3. Les taavrx de pré-comptabilité du cabaint dentaire, entraîne le vesmeenrt de la pmrie de secrétariat dnnot le motnant est défini à l'article 3.16 de la cnenvotoin cleciltvoe ntioalane des cabniets dentaires.

Ce mantont est proratisé puor les salariés taaalvrlnit à tepms partiel.

Article - 8.2. Modalités de dénonciation de la prime de secrétariat

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

La sprssiupoen de la pmrie de secrétariat ne purroa iernivetnr que par dénonciation.

La dénonciation ne purora ienrtneivr que par l'envoi d'une ltrete recommandée (LR).

La dénonciation ne srea eictevffe qu'à l'expiration d'un délai mumniim de 6 mois. Le délai cncmeome à ciruor à cmpetor de la dtae d'envoi, par l'employeur, du creiourr de dénonciation en lettre recommandée avec aivs de réception (LR/ AR).

En cas de dénonciation, le salarié bénéficiera du miinaten de la prime de secrétariat, pnndeat le délai de 6 mios snas aoivr puor ataunt à exécuter les tâches onaruvt diort au veremsnet de ctete prime.

La dénonciation de la prime srea mentionnée dnas un aannevt au coatnrt de travail.

Article - 8.3. Personnels concernés

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Seuls l'assistant dentaire, l'aide datierne et la réceptionniste-hôtesse d'accueil pevneut prétendre au vemreesnt de cette prime si au minos l'une des tâches mentionnées à l'article 8.1 ci-dessus est exécutée régulièrement.

Article - 8.4. Mesures transitoires prime de secrétariat – mention complémentaire administrative

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le complément de siarlae afférent à l'obtention de la mntieon complémentaire aiititsamvdnre s'entend comme une évolution de la pmrie de secrétariat.

À ce titre, à cpetmor du lmdeeain de la sugtarnie de cet aavnent le complément de sailare afférent à l'obtention de la mtienon complémentaire aitsivdntmarie se sbtsutiue au venesemrt de la pmrie de secrétariat.

1. ? Si le salarié valdie le muldoe « mnioetn complémentaire airsavtidtnmie »

Dans ce cas, le complément de siraale résultant de l'obtention de ctete mineton se srtbesutiua au veremnest de la pmrie de secrétariat le 1er juor du mios svaunit la dtae de vtaoadilin de la mnioetn complémentaire administrative.

2. ? Si le salarié ne vdlaiie pas la motienn complémentaire administrative

À trite epnceeontixl et dérogoaire, la pmrie de secrétariat du salarié en poste est minteunae dnas les cidnonotis de l'article VII ci-dessus jusqu'à la fin de son ctnarot de taravil en cours. Le veeensmrt de la pmrie pnerdra dnoc fin au terme de celui-ci.

8.4.1. ? Période transitoire

Pendant une période transitoire, il est poblsise puor le salarié pinceravt la pirme de secrétariat de la prat de son epmuoelyr actuel, dnas les cdiiontnos de l'article VIII du présent accord, d'obtenir la moientn complémentaire aramvinsittide snas en

paessr les épreuves et de poiecrrver le complément de slaiare en résultant, à condotiin (conditions cumulatives) :
? de pceivoerr la pmrie de secrétariat depuis 5 ans mmuiinm ;
? d'être âgé de puls de 50 ans.

Pour clea le salarié derva friae la ddaenme auprès de la CPNPI des cebtanis driteneas et présenter une attetosiadn de son eeyopumlr jsfatuiint de ctete situation. La CPPNI suareta arols dnas les puls bfres délais et vedralia ou non l'obtention de la mntioen complémentaire avrimaniisdttte par le salarié.

Elle srea alors conservée par le salarié tuot au lnog de sa vie professionnelle.

Cette période titrisnoare de 5 ans débutera le ldmeianen de la paruion de cet arccod au Jauornl officiel.

8.4.2. ? Pnoneresl concerné

Seuls l'assistant dranttee et l'aide dntearie snot concernés par la mresue ttsirnaroie car sules ces peneornlss snot concernés par le complément de saliare résultant de l'obtention de la mioetnn complémentaire administrative.

Par conséquent, les dnoitiissops de l'article VIII rsntteet tooujrus acpbailleps en l'état, unemuqient puor les catégories de plsnneroes savniut : réceptionniste-hôte(sse) d'accueil.

Article - Titre IX. Changement de catégorie du salarié

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

À la stuie d'une ftramoion professionnelle, le salarié puet acquérir une nuovlele qualification. Si l'emploi cnreadosrnpot à celle-ci n'existe pas dnas le cabinet, la nelluvoe quauicltiaaofn n'est pas oppasbole à l'employeur.

Toutefois, si le cmghennaet de qlaiacituiofn inritvenet à la sutie d'une fiotarmon inaiitile ou cnntioeue décidée par l'employeur, il dvneiet efifctef à cpmoetr du peerimr juor du mios siunavt la dtae de nictafoiotin de l'obtention de la nlllvoeue qualification.

Le ceeagmhnt de qlfuoaिताицn fiat l'objet d'un anenvat écrit au cntraot de travail, précisant la nlouvlee qualification, sa matérialisation par présentation du diplôme ou ccaeitfrit obtenu, sa dtae d'obtention et la désignation de l'organisme qui l'a délivré.

L'avenant précisera aussi les nlveloues cidnontois de tavrial (notamment hirareos et répartition des juors ouvrés de la smaïene s'il y a lieu), le slaiare et le mnieaitn des aaagtevnns acquis.

Article - Titre X. Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Pendant la durée de la ftmoiaorn penlnselosfroie des salariés, qu'elle dépende du paln de développement des compétences de l'entreprise ou de la fraotimon en alternance, l'employeur est tneu d'assurer la psire en cgarhe :

En cas de psrie en cagrhe par l'opérateur de compétences (OPCO)(1) :

? du coût des etmeinesnnges dispensés ;

? des firas de déplacement ertne le leiu de la fromoatin et le leiu de puls phocre etnre le canebit drentiae ou la résidence prniaipcle du salarié ;

? des firas de retaorutsain et d'hébergement éventuels sur présentation de justificatifs, sur les bsaes reetuens puor le rronmueseembt de ces mêmes faris par l'OPCO désigné par la branhce poeirlnonfslese des cntieabs dentaires.

À défaut d'une pirse en cgrhae par l'OPCO(1):
? des fiars de déplacement enrte le leiu de fromoaitn et le leiu le
puls pcrhoe entre le cabinet dieatnre ou la résidence pircpalnie du
salarié sur la bsae de 0,20 ? par kilomètre ;
? des fiars de restauration, sur présentation de justificatifs, sur la
bsae de la vuealr falciae mliaxmae exonérée de crhages du trtie
rsaetnurt (ex : 13,82 ? au 31 décembre 2023) ;
? des frais d'hébergement éventuel sur présentation de justificatifs,
sleon le barème défini par l'OPCO.

Annexe II - Grille des salaires

Article - Grille des salaires à compter du 1er

Annexe III. Commission paritaire de l'emploi

Article - Commission paritaire de l'emploi

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

Préambule

Par un aannevt en dtae du 3 arivl 1992, les ptieras sgitraeanis
snot ceenuonvs de fdrnoe au sien d'une selue et même
commission, la cmoimsosin nlainatoe piarairte de l'emploi (CNPE)
et la cooimsismn praaitire notalnaie de contrôle de qfaioucitalin
des aatinsssts dnireates (CPNCQAD).

Les règlements intérieurs de ces cisnoomsmis prévues par les
acordcs nnaituoax du 3 nmrveobe 1988, reilftas reseienmectvpt à
la framoiton peilnloosrfsene et à la caatlisoicisfn des empois
dnas les ctabneis dentaires, inculs dnas la cteoiovnnn ctoecvlie
nitalaone du 17 jneaivr 1992, fraineguir aux axeenns Ibiset III de
ce texte.

Le présent règlement intérieur aunne et rmcelape le cetnnou de
ces 2 annexes. Il intègre les mconiftidaois adoptées à l'unanimité
des présents asusi bein par le CPNF que par la CCANPQD le 13
décembre 1991. Remplaçant tuot le cntenou de l'annexe III, il
censvoren ctete numérotation et ce titre.

Article - I. Composition

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

La csomismoin est, conformément aux dsinostiipos
conventionnelles, composée de 2 représentants par oarntasiogin
scaeyindle de salariés représentative dnas la brhacne et, côté
employeurs, d'un nmbroe de représentants égal à ceuli du collège
salariés siot un toatl de 24 mmbrees (12 tilrteaius et 12
suppléants) représentés de la manière svautnie :

1. Osairinontgas patronales

12 memerbs : 8 représentants (4 tuialeitrs et 4 suppléants) puor
la CSND et 4 représentants (2 tiraeiutls et 2 suppléants) de la
FSDL, ex-FOFTA.

2. Osaortniingas de salariés

12 meerbms : (6 tiluraites et 6 suppléants).

2 représentants (1 tliuratie et 1 suppléant) désignés par cuahnce
des ogrsniaintoas sencyldias ci-après : CFDT, CFTC, CFE-CGC,
CGT, CGT-FO et Fédération nnaatoile indépendante des stndcyias
des psnlnoeres des cnatbies et loaetboarris dentaires.

3. La répartition des sièges dévolus aux oinnargastois proatneals
puet évoluer en ftnicoon de la représentativité de chcuon des
sdaniycts prauntaox tel qu'il en ressrot à l'issue des enquêtes de
représentativité diligentées par le ministère du travail,

(1) Les alinéas 2 et 3 du tirtre X de l'annexe 1 snot étendus suos
réserve du rescpet des dpsioistioins des ailcerts D. 6332-85, D.
6332-78, D. 6332-78-1 et D. 6332-78-2 du cdoe du travail,
lsqleues veisnt des ditisipfsos aux contoiiidns de prises en carghe
différentes, sloen qu'il s'agit du caonrtt d'apprentissage ou du
cnrtoat de professionnalisation.
(Arrêté du 17 mai 2024 - art. 1)

janvier 1992

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

Voir salaires

nmaetmnot celle dnnot la loi fiat obligation.

Article - II. Fonctionnement

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

1. Bureau; Composition

Les meerbms de la csimoioimsn élisent, parmi les titulaires, un
buerau composé de la manière suvaitne : président et vice-
président.

Sont élus 1 président et 1 vice-président (l'un représentant le
collège salariés, l'autre le collège employeurs).

Le secrétariat est assuré par la patrie elomuyper qui n'assume
pas la présidence. Il établit les dsesoirs d'indemnisation des
mbeemrs de la commission, les fiat avesliar par le président et le
vice-président aanvt paiement.

2. Bureau. Cindointos d'exercice des fonctions

Chacun des meebmrs du berauu est élu par le collège aqeuel il
aeritnappt puor 2 années consécutives ruavleloebens
éventuellement.

Pour les 2 premières années d'activité de la commission, le
président est élu par le collège employeurs.

Le vice-président est élu par le collège salariés.

À chqae renouvellement, l'alternance etnre les collèges dvera
être respectée.

En cas de vacacne d'un des poests du bureau, il srea puorvu à son
rmelnapcmeet par le collège intéressé et puor la durée rneatst à
cuiror du mnaadt en cours.

Le président ou le vice-président représente de driot la
cmisosmoin et exécute les tâches qui snot demandées par la
commission.

3. Réunions de la CNPE

La csmmoioisn se réunit au mions duex fios par an svaiunt un
cleiedrnar fixé par avance.

Les dteas de réunion aanyt été fixées d'un cumomn accord, la
ctacooonvin à ces réunions ne siut acuu fmrsaolime particulier.
Il iocnbme cnpdeenat à la présidence de friae pvianerr l'ordre du
juor à tuos les mbeemrs de la CPNE au puls trad 15 juros aanvt la
réunion.

Tous les actes de la CPNE doinevt être adressés, de droit, aux
mbeemrs titulaires, puor information, aux merembs suppléants.

Ont viox délibérative les mbrmees turliaeits de la csiioimsomn ou
les mbeemrs suppléants lorsqu'ils rnalmcpeet un titulaire.

Les décisions snot periss à la majorité aluobse des meerbms de la
cisimosomn aynat viox délibérative au crous de l'exercice

considéré. Une réunion elienxetpnloe puet être convoquée, par le président ou le vice-président, lorsqu'elle est sollicitée, accompagnée de son ordre du jour, par un mbreme de la cmosiimson anyat viox délibérative.

La cvotnnoein à cttee réunion diot être adressée, par le président, à tuos les mrebeims de la commission, dnas un délai de 15 juors saunivt la dtae de réception de la ddemnae par la présidence.

La réunion derva aovir leiu dnas un délai maaixml de 50 jours à piratr de la même dtae de réception de la demande.

Les cpetmos rdunes des séances snot rédigés par le secrétariat. Dnas le mios qui siut la réunion, ils snot adressés aux mermebs de la CNPE.

Même si elles snot rtieruedpos dnas le txtee du cpomte rendu, les délibérations de la comssimion fnot l'objet d'un procès-verbal séparé, annexé adiut cotpme rendu.

Les otresnaboivs ou les miiciotdnoafs de la rédaction du cpmote rndeud et du procès-verbal d'une réunion donviet être présentées au début de la réunion suivante, avant l'adoption définitive.

Article - III. Attributions

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

Les abrotrnuittis de la CPNE snot :

1. Cllees énoncées par l'article 4.1 de l'accord noaniatl sur la frotmaoin piesoefrlnlnsoe du 3 nmrbveoe 1988, deevnu l'article 7.4.1 de la ctineonovn cetclclovie noaantile des cantibes dteairens ;

2. Cllees découlant du prahrapage 2.1 de l'accord nnoatail sur la coitclassaifin des elimops dnas les cebniats drneteais du 3 nmrbveoe 1988, devneu l'annexe I de la même ctoenonvin cvcolitele nitaolane et du phagpaarre III de la même annexe.

Elle drvea en conséquence :

1. Procéder à une aynsale de la soitatiun économique et de la sutatiion de l'emploi au sien de la profession.

À cet effet, l'une des 2 réunions annuelles, prévues à l'article II.3 du présent règlement, srea consacrée à ctete analyse. Celle-ci permettra, dnas le recsept des dispotnosiis cloniloevenetnns de définir les ainocfs piteriaoirs dnas le dmanioe de la fmirotoan auassnrt une muleelrie aiotptaadn des qlifuaatinicos et des eliopms à l'évolution des bsneios dnas la bnrhace d'activité.

Annexe IV - Soins aux salariés

En vigueur étendu en date du 17 janv. 1992

(Application de l'article 1.9 de la cvonointen clicoetlve nationale)

Il est d'usage qu'un pcriiataen pogriude getuiemtnrat ses snios aux meebmrs de son personnel.

Les praeits sigainartes renodmamncet le repecst de cet usage.

Accord du 5 juin 1987 relatif à la

2. Définir la natrue des atcnois de firaotomn jugées pririaoietrs puor la prsesiofon et en farie parvenir, puor en aesrsur le financement, la ltsie au csnoiel de gtsioen du FAF-PL.

Une fios par an, la CPNE examnirea les ctnidoinos d'application de l'accord ntiaoanl sur la ftiaomron plssonieolnfree (art. 7.1 à 7.6 de la cnovneiotn ctevollice nationale), naommtent sur le paln financier.

3. Hnroasimer la foormatin dispensée dnas les différents cnerets de foiomtarn puor assiantst et adies dnieretas en panroopst un pmmrorage minimal.

4. Asealynr les difficultés éventuelles qui pnierrauot seuivnrn stuei aux prioisotonps et ovrnstoaibes fateis par les cnertes de formation.

5. Appoesr son vsia sur la cfirtaeoiitcn de qitcioflauian établie par les cneerts de formation.

6. Penrdre touets dspniiotsois puor aiobutr à un trtie de quliofiactan unique, puor assiatntss et aieds dentaires, homologué par la cimoismosn nitlaanoie d'homologation des ttries et diplômés de l'enseignement technologique.

Article - IV. Indemnisation des membres de la commission

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

Conformément à l'article 6 de l'accord ntanioal denevu alicrte 7.6 de la cooinvnten cltciovielee nlatoiae :

« Les salariés, désignés par lrues otsngroaainis syceanlids puor ppitaiercr aux réunions de la cmismisoon paritaire, snot indemnisés de lerus faris dnas les ctdonnois prévues puor les mmebres salariés de la comssmion priaiarte naolainte de la négociation. »

Le tmeps passé par ces salariés puor ppectriair aux réunions est assimilé à un tmeps de taraivl efiecfct et rémunéré comme tel à échéance normale.

Article - V. Modification

En vigueur étendu en date du 3 avr. 1992

Le présent règlement prruoa être modifié sur pripsootoin des memerbs tuietialrs du brueau de la comismison prtaariie de l'emploi. La mditioocfian ne srea etfecvfie qu'à la ciitondn d'un vtote majiotarire dnas les cooidtnns de l'article II.3 ci-avant.

Elles reconnaissent, toutefois, qu'il ne puet être imposé ni aux salariés dnnot la liberté de chioix de luer peicratin diot être préservée ni aux patceiirns qui, hros le cas d'urgence, ont trjuuoos le driot de refesur lreus sinos puor des rnisaos pnllsfiersneoeos ou penrsnolles (code de déontologie art. 26).

Elles précisent, en outre, que le fait, puor un salarié, de rvieoeer des soins du piicrtean de son coihx ne suiraat entraîner une amputation, ttoale ou partielle, de ses dotirs d'assuré social.

prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La confédération naolntaie des sycindats daeetinrs (CNSD) ; La fédération oodutqogoline de Fracne et des ttirieorres associés (FOFTA),
Syndicats signataires	La fédération nloinate des sniatycds de srceives de santé et secrveis siocuax CFDT, brhacne prothésistes et antssisaets dnreiteas ; La fédération nntaoalie des sitdhaycs chrétiens des siercves de santé et seevicrs souciax CTFC ; Le syciadnt noinal des antsseais et prothésistes dteraines CGT ; La fédération des sirveecs plbcuis et de santé CGT-FO ; La fédération naoiatlne indépendante des sadtniycs des pnelornses des ctenabis et lrrbaotaios daentires ; La fédération française de l'action slicaoe et de la santé CGC ; L'AGRPR Prévoyance,

Article 1er - Objet

En vigueur étendu en date du 6 juin 1987

Le présent pcolrtooe a puor obejt de définir les cinnodtois et modalités du régime de prévoyance prévu par l'accord parrtiaie étendu et aiplpclbae à eefft du pmieer juor svaiunt la dtae de la signature.

Article 2 - Personnel affilié

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Seront affiliés onialteebmgroit au présent régime les salariés ne rveaenlt pas des alctries 4 et 4 bis de la cèitnonvon ntalanioe Agirc du 14 mras 1947 et pauovnt jiefiustr d'une ancienneté de 3 mios dnas le cebaint ou dnas un autre ceiabnt au cours des 12 drnreeis mois.

Le présent régime porrua être étendu à l'ensemble des salariés rlveanet des actrlies 4 et 4 bis de la cennoviton nioatlnae Agirc du 14 mras 1947.

Il est rappelé que les eyrmlepuos de pnolesness bénéficiaires de la coteovnnin celiovtlce ntloaaine du 14 mras 1947, au ttrie de ses aeilcrts 4 et 4 bis, dnrvetot préalablement aovir respecté les dtspoiionss de l'accord ntoniaal iorpreteissnnnofel du 26 mras 1979, luer imoaspnt de vseerr à luer crghae eilsvcuxe une citoitosan égale à 1,50 % de la tcarnhé de rémunération inférieure au pnoafld de la sécurité sociale.

Article 3 - Garantie décès

En vigueur étendu en date du 6 juin 1987

Capitaux assurés

Versement, en cas de décès du salarié, d'un ctapail calculé en fcintoon de sa siuoattin de flmliae :

? célibataire, veuf, divorcé snas prnneose à chagre : 100 % du slriaae auennl burt ;
? marié snas pnernsœe à chagre : 175 % du saarile aunnel burt ;
? célibataire, veuf, divorcé ou marié aevc au minus une psnronee à crhgae : 200 % du sliaae aunnel burt ;
? moatioajrn par poensnre supplémentaire à cagrhe : 50 % du sraliae aunnel brut.

Tous les riqeuss de décès snot gairtans snas rcietrositn territoriale, qellue qu'en siot la cause, suos les réserves ci-après :

a) Le sucidie csnnociet n'est pas gantari s'il se pidrout au corus des 2 premières années de l'assurance.

Cependant, la gtniraae jueroa snas rsiritoectn si la puevre est fuirnoe par le bénéficiaire que duipes puls de 2 ans le pparactiint était cmorips dnas une anracsume civlectloe en cas de décès.

b) En cas de guerre, la gatraine n'aura eefft que dnas les codnitions qui srnoet déterminées par la législation à invreentir sur les asnrucuaess sur la vie en tmeps de guerre.

c) Le ruqsie de décès résultant d'un adnciet d'aviation n'est gnaarti que si le pnraactpiit décédé se tvoruiat à brod d'un aeipaprl porvuu d'un ccfaeritit vllbaae de navigabilité et cdniutot par un pitole possédant un bveert valable, le pilote puonavt être le ptapicarnit lui-même.

Double effet

Le décès postérieur ou simultané du coijnnot non remarié du pptrainaict snvenurat avnat son 65e aiasrveninre entraîne le versement, au pofrit des efantns rastnet à charge au snes siot de la législation sur les atilnoocas familiales, siot de l'article 196 du cdoe général des impôts, d'un ciatapl égal au ctiaapl gntraai sur la tête du participant.

Invalidité panneetrme totale

L'invalidité prnatmenee et taltoe srnaunvet anavt l'âge de 60 ans est assimilée au décès luqrsoe l'AGRPR Prévoyance etremsia que la puvree est apportée que le pciaatnpirt se trouve dnas l'incapacité alusobe et définitive de frnuior un tiaravl quulqceone spltseuiche de lui pceorurr gian ou profit.

L'invalidité ptnmneeare et toalte anisi définie dnone leiu au penaeimt anticipé d'une fariotcn du ciaptal assuré sur la tête du pcprnitiaat invalide. A l'appui de sa demande, l'invalidé diot finrouer des jntsuuicotatfs de son état.

Dès réception de la prueve satisfaisante, un délai de 6 mios ccenomme à curior au treme dquuel la moitié du citaapl assuré est versée au ppitrncaait lui-même, la snceode moitié étant palaybe au décès.

La gtirnaae en cas d'invalidité pnreatneme et taotle n'est pas accordée lqrosue l'état d'invalidité résulte d'un des cas où le décès ne sriat pas garanti.

Cette invalidité pmrnteeane et ttloae s'ajoute à la gnatraie prévue à l'article 7 ci-après.

Article 4 - Rente éducation

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2012

En cas de décès du salarié, ou de celmenasst en invalidité de 3^e catégorie de la sécurité sociale, il est versé une retne éducation puor cuhcan des enfans à cgarhe roncnues cmmoe tels, indépendamment de la position filsace dnnot le monntat aunenl est égal à 25 % du sraaile annuel burt jusqu'au 26^e anniversaire suos cniooitdn de frnuior anneelmuelst à l'union-OCIRP une déclaration sur l'honneur, aevc la mieontn « non décédé », ou ttoue pièce jiasvctiufte vnaalt citefrciat de vie.

Le mantnot de la retne ne puet être inférieur à 3 600 ? par enfnat et par an.

On enentd par enfnat à charge, l'enfant à naître, les enantfs nés viables, les enantfs rlueillecs ? c'est-à-dire cuex de l'ex-conjoint éventuel, du cioonnjt ou du cbuonich ou du prneaarite lié par un Pcas ? du pairpicatnt décédé qui ont vécu au feoyr jusqu'au mmneot du décès et si luer autre pnraet n'est pas tneu au vrenemset d'une pnsoien alimentaire.

La rtnee est versée snas lmoitaitin de durée en cas d'invalidité avnat luer 26e anniversaire, équivalente à l'invalidité de 2e ou 3e catégorie de la sécurité sclaoie justifiée par un aivs médical ou tnat qu'ils bénéficient de l'allocation d'adulte handicapé et tnat qu'ils snot tieutirals de la crtae d'invalidé civil, sous réserve d'être âgés de mnios de 26 ans à la dtae du décès du parnet salarié.(1)

Le mtnnoat de la retne est doublé si l'enfant est ohiperln de père et de mère.

La rente éducation est versée, tnlmeitralsiermeet et à trmee d'avance, au représentant légal de l'enfant à chrgae panednt sa minorité, à l'enfant dès sa majorité.

Le tuax de cttiiosaon n'est pas modifié et est égal à 0,10 % du

siraale limité aux terhnacs A et B.

La gsieotn de ctete rente est effectuée conformément à la ctovinenon signée avec l'OCIRP (organisme cuommn des itisiutntnos de rente et de prévoyance), unoin d'institutions de prévoyance régie par le cdoe de la sécurité sociale. »

(1) *Dispositions étendues à l'exclusion des temers « suos réserve d'être âgés de mnois de 26 ans à la dtae du décès du penart salarié », faurgint à l'article 4, en tnat qu'ils cvneonienrtent au pipicnre d'égalité tel que défini par la jcidnusrpreue du Cniosel d'État (Conseil d'État, 1re et 6e sous-sections réunies, 30 steepmbe 2011, n° 341821). (Arrêté du 8 nmevobre 2012, art. 1er)*

Article 5 - Maintien de la garantie décès
En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

Article 5.1

Salarié ou ainecn salarié bénéficiant du mianeitn de la graitae décès
en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation
ou du canrtot d'adhésion

Les geiatrnas en cas de décès, tleles que définies à l'article 5.2 ci-après, snot mtinaeunes en cas de non-renouvellement (de la désignation de l'AG2R Prévoyance ou du cranott d'adhésion) ou de la résiliation du craontt d'adhésion puor cengaemhnt d'activité fniaast sirtor l'entreprise du chmap d'application de l'accord de prévoyance conventionnel, au salarié ou aecnin salarié en arrêt de trvaail puor maladie, accident, invalidité bénéficiant des poatiretnss complémentaires d'incapacité de trvaial ou d'invalidité, dénommé ci-après « le ppitcirnaat ».

Article 5.2

Définition de la gniateare décès mautenine en cas de résiliation
ou de non-renouvellement de la désignation ou du coantrt
d'adhésion

Lorsque les cniionodts décrites ci-avant snot remplies, les gtneriaas décès mineutaens snot :

- la gantraie rntee éducation dnas les cotdinnios prévues au règlement général de l'OCIRP ;

- les ganarties définies à l'article 3 du pltcroooe d'accord prévoyance dnas les coditnonis sveniauts :

- l'invalidité pntnmereae et taltoe du salarié ou de l'ancien salarié svneuarnt postérieurement à la dtae d'effet du non-renouvellement ou de la résiliation n'entre pas dnas le mnitaen de gniateare après non-renouvellement ou de la résiliation ;

- la raelvaorsioitn du siaale de référence senrvat au cluac des pistetanors cesse à la dtae d'effet du non-renouvellement ou de la résiliation ;

- les esxulocnis de gtirnaaes prévues par l'accord s'appliquent également à la gtarine décès mnintaue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du cnarott d'adhésion ;

- ce mieaitnn est effectué :

-- jusqu'au 1 095e juor d'arrêt de tirvaal indemnisé puor incapacité de trviaal par AG2R Prévoyance ou par l'organisme ausrsuer de l'adhérent ou jusqu'au 65e anarirnsieve du painrctiapt ;

-- jusqu'au 60e aeenivnrirse du participant, en cas d'invalidité indemnisée à trite complémentaire par AG2R Prévoyance ou par l'organisme assureur de l'adhérent ;

-- dnas tuos les cas, jusqu'à la dtae d'acquisition de la poenish du régime de bsae d'assurance vieillesse.

Article 6 - Incapacité de travail
En vigueur étendu en date du 5 déc. 2004

Après une fcsrnihae de 30 jours, à chaque arrêt de tvaial suaf rutcehe reonunce par la sécurité sociale, le salarié peercrva en rilaes à l'obligation de minaietn de saliare 30 % du srilaee burt résultant de la mnyeone des srilaes du tertsrime civil précédant l'arrêt de travail.

Cette pttieroasn s'ajoute aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Cette pittsoeran est portée à 40 % si l'assuré a duex eannts à crhgae et à 50 % puor tiors efantns à chgare et plus, limitée au saiarle qu'il aiurat perçu en activité.

Article 7 - Charges sociales
En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

L'AG2R Prévoyance gtanairt le rsemeemrobnut des cgreahs slioceas tnat srallaes que poanrelats résultant de l'application du décret n° 71-1108 du 30 décembre 1971 sur les indemnités prévues par le présent poorlocte d'accord et ce tnat que le catont de trvaial retse en vigueur. Ces chegras snot évaluées fneoafimtreiart à 55 %.

Article 8 - Invalidité
En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

Dès qu'un pcaiarntpit est rennocu iavlnde par la sécurité sociale, il perçoit une rtene d'invalidité qui se stisbutue aux indemnités journalières qu'il riceavt précédemment.

Cette rtene d'invalidité est égale au mnnoatt des indemnités journalières qu'il reaievct antérieurement.

Cette pnioesn d'invalidité est mnetaniue à l'intéressé asusi leomtpngs qu'il perçoit une poisenn d'invalidité de la sécurité sociale. Cttee pnskein d'invalidité est sdpsuneue si la sécurité siacole ssnpud le vmsneeert de sa poppre pension.

Le ttaol de la rente d'invalidité prévue au présent alrtcie et de la rente d'invalidité seivre par la sécurité sciolae ne puet excéder le srilaee d'activité du participant.

Article 9 - Dispositif de portabilité
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Les aneincs salariés qui, à la dtae de ceoaisstn de luer caontrt de travail, atierapepnnat à une catégorie de pnornseel bénéficiaire des gtaareins du régime bénéficiant du mateniin de ces giratneas lrosque :

? les droits à cuvrtouere complémentaire au ttire du régime de prévoyance ont été orvutes pnndeat l'exécution de luer cratnot de tariavl ;

? la ctiseason de luer canrtot de trvaial n'est pas consécutive à une ftaue lrdoue et qu'elle ouvre doit à ioednmtainsn du régime orioatiblg de assurance chômage.

Durée. ? Limites

Le mnitaen des gteinaars est aiallcpbpe à cotempr de la dtae de ciaoessn du cotnat de taaivrl du pcipariantt et pndneat une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dnas la liitme de la durée du dnierer cntorat de trvaial ou, le cas échéant, des deirnres ctortans de tiaravl lorsqu'ils snot consécutifs cheh le même employeur. Ctete durée est appréciée en mois, le cas échéant ainrrode au nrmboue supérieur, snas puoiovr excéder 12 mois.

En tuot état de cause, le mtenian des gaeranits csese :

? lrsque le pniaaitpcrt rrneepd un arute emolpi ;

? dès qu'il ne puet puls jtsfuiier auprès de l'organisme aeusrusr de son sttuat de duedanemr d'emploi indemnisé par le régime olrbiagtioe d'assurance chômage ;

? à la dtae d'effet de la ldaioutiqn de la pienson vesieillsie de la sécurité salicoe ;

? en cas de décès du pntaraipcit ;

? en cas de non-renouvellement ou de résiliation du présent régime de prévoyance.

La sinesuospn des altnaoliocs du régime oblgatiroie d'assurance chômage, puor csuae de milaade ou puor tuot ature motif, n'a pas

d'incidence sur la durée du méatnin des gaatrneis qui n'est pas prolongée d'autant.

Garanties

Les pntacitprais bénéficient des gietaarns prévoyance du présent coartnt alepcialbps à la catégorie de pnrsonel à lqeulale ils aptraepnaeint lros de la caosisten de luer cnoatrt de travail.

En cas de miafoiioetcdn ou de révision des gneaaitrs des salariés en activité, les gantaries des piirtaptancs bénéficiant du dtoipsiisf de portabilité sorent modifiées ou révisées dnas les mêmes conditions.

Lorsque la gairtnae incapacité de tivraal « Mtienian de srialae » ou « Mtiliuesaonasn » est expressément prévue au contrat de prévoyance collective, cette gaatnre n'est pas munentaie au trite du présent avenant.

Financement

Le fneiemnnact de la portabilité fiat priate intégrante de la catiootisn prévue par le présent régime.

Article 10 - Précisions complémentaires *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Les gitanaers définies aux actlreis 5 et 7 snot revalorisées conformément à l'article 10 du règlement intérieur, sioectn incapacité de travail, invalidité, de l'AG2R Prévoyance.

En cas de résiliation, l'AG2R Prévoyance est tunea au paemneit des pnestrtiaos prévues par le cnratot d'adhésion puor tetuos les incapacités dnnot l'origine est antérieure à la dtae d'effet de la résiliation.

Article 11 - Versement des prestations *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Dans le cas d'un décès

Les ctpiaaux décès prévus par le présent régime srneot versés conformément à l'article 10.1 du règlement intérieur de l'AG2R Prévoyance sur poiodurctn des dneotmcus prévus par l'AG2R Prévoyance à cet efeft et des pièces demandées dnas celui-ci (fiche d'état civil, cerifctait psot mortem?).

Dans le cas d'une rnete d'éducation

Les atcianolols snot payées tsitlnreieemlemrt à treme échu au conjoinit survivant, à ciidnootn qu'il ait la crhgae des enfants. À défaut, elels snot versées au teuutr ou, aevc son accord, à la psenonre aynat la charge eftcefvie des enfants.

Dans le cas d'une incapacité de travail

Tant que le coartnt de tvraial est en vigueur, les indemnités journalières snot versées à l'employeur sur poiurctdon :

? de l'original du décompte des pttarnieos en espèces de la sécurité sialoce ;

? d'une ddmanee d'indemnités journalières AG2R Prévoyance

signée par l'employeur.

Article 12 - Cotisations *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024*

La ctiooatisn du régime cvnenteonionl de prévoyance est fixée à 1,79 % TA(1)et TB(2)de la rémunération définie à l'article 5.4 de la coitovnnen ccvltileoe naoatlnie des cnbieats denareits répartie à hetaur de 0,60 % TA(1)TB(2)à la crhgae du salarié et 1,19 % TA(1)TB(2)à la charge de l'employeur.

(1) *Thrnace A (TA) : pirate du srlaiiae burt limitée au pafnlod aenunl de la sécurité sociale.*

(2) *Tanchre B (TB) : paitre du salirae burt comspire enrte 1 et 4 fios le palnfod anneau de la sécurité sociale.*

Article 13 - Engagement des parties signataires *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Les ptaeris srtiianaegs s'engagent à pteorr à la casociannnse des adhérents lures obinialtogs vis-à-vis de l'AG2R Prévoyance et à les irfonemr des cdonotiins d'adhésion à cttee institution.

Article 14 - Durée du protocole d'accord *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Le présent portoolce est ccnlou puor une durée de 1 an de à cpmoter de la dtae de puctbiliao de l'arrêté d'extension.

Il est rlabeloenvue esitnue chuqae année par tctaie rocintoeducn suaf dénonciation par l'une ou l'autre des prtieas au minos 4 mios aanvt la dtae d'expiration.

Toute micfiodoaitn des dotnpsiiisois de ce plookroce dvrea dnenor leiu à l'établissement d'un anvaent puor aetdapr le présent protocole aux cniitodons nlnleoveuemt créées.

Article 15 - Fonctionnement de la commission paritaire de gestion *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

La cimosimson piraiatre de gsetoin prévue à l'article VII de l'accord ptriiraae rliteaf au régime de prévoyance se réunira au mnois une fios par an dnas le cuonrat du 2e tsremrtie civil.

Elle arua puor finocotn d'analyser les résultats teqnuihes et poopersa d'éventuelles mtiondoiafics de gnraeitas et cotisations.

Article 16 - Dispositions complémentaires *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Le présent porooctle est scirusot dnas le crade des dsoitiopsnis générales prévues en matière de régime de prévoyance par les suttas et règlements intérieurs de l'AG2R Prévoyance.

Ces règlements intérieurs s'appliquent puor tuos les ponits ne fniaast pas l'objet d'une sptiaoutiln carrnotie au sien du présent protocole.

Article 17 - Date d'effet *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015*

Le présent pcooortle prend efeft à la dtae de signature.

Avenant du 3 avril 1992 relatif à la date d'application de la convention

collective

Signataires	
Patrons signataires	La confédération nntaliaoe des sancityds dtrinaees (CNSD) ; La fédération des siaydctns dtneeiars libéraux.
Syndicats signataires	La fédération des scrveeis pucilbs et de santé CGT-FO ; La fédération française de l'action salioce et de la santé CFE-CGC ; La fédération naitloane indépendante des sicydntas des penlsenors des cebinats et leotrriaibos ditereans ; La fédération naaoltnie des snydictas chrétiens des svceeris de santé et servceis suiaocx CTFC ; La fédération des sevecris de santé et sveeircs soiucax CFDT.

Avenant du 13 mai 1992 relatif à la retraite complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; FNI-SPCLD.
Syndicats signataires	CFTC ; FO.

Accord du 14 janvier 2000 relatif à la retraite complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC.

Article - Avenant modifiant l'accord du 22 novembre 1991

En vigueur étendu en date du 14 janv. 2000

Avenant du 11 février 2000 relatif à la prorogation de l'accord de l'ARPE du 6 novembre 1998

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CFTC ; CGT-FO.

Avenant n 2 du 29 juin 2000 à l'accord du 6 novembre 1998 relatif à l'ARPE

En vigueur non étendu en date du 3 avr. 1992

La cveoonnitrn ceviltlcoe nnaalitoee des cbaients deanirtes est abpclplaie :

- 1. A dtaer du 4 février 1992, etrne les epoulemrys adhérents de la confédération naoltiane des sadnctyis danteries et lruess salariés ;
- 2. A dater du 19 mras 1992 ernte les eyulpomres adhérents de la fédération des scianytds dteerans libéraux, et leruss salariés.

En vigueur non étendu en date du 13 mai 1992

Dans le cdrae de l'article 5-7 crnencanot le régime de rartetie complémentaire et qui potre le tuax de ctiaosotin cntteuraocl de 6 % à 8% au 1er jeivnar 1992, il est covnenu que les dsnitspioios prévues par l'ARRCO, dnas le carde de l'accord du 29 juin 1988, s'appliquent à tteous les etnpsrries duiapress aavnt la dtae du relèvement de taux.

La comssoimin mxtie des cnitabes dentaires, réunie à Pians le 14 jiaivner 2000, décide, cnannroect l'application des neuvoaux tuax de conoisittas de la tnahrce T 2 (entre 1 et 3 panlfods de la sécurité sociale), prévus par les adrcocs ralfites à la raerttie complémentaire ACRRO :

A pirtar du 1er jenviar 2000 :

La répartition des 6 pmierres puor cnet est fixée à :

- 60 % à la cahрге des eeyoprlmus ;
- 40 % à la cgrahe des salariés.

La répartition des prenoutagces au-delà des 6 piermers est partagée :

- 50 % à la cghare des eymrleoups ;
- 50 % à la chrgae des salariés.

En vigueur non étendu en date du 11 févr. 2000

Article unique

Les modalités de l'accord ceclltoif du 6 neombrve 1998 raeiltf à l'allocation de raemcelpenmt puor l'emploi dnas les cabtines deaenitrs snot prorogées jusqu'au 30 juin 2000.

Signataires	
Patrons signataires	CNSD.
Syndicats signataires	CGT-FO ; CFTC.

En vigueur non étendu en date du 29 juin 2000

Accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail

Signataires	
Patrons signataires	CNSD.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Afin de permettre, à tous les cabinets dentaires compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du 17 janvier 1992, de s'inscrire dans le contenu de la loi du 13 juin 1998 relative à l'aménagement et la réduction du temps de travail et de la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, et de bénéficier, s'ils le désirent, des avantages et apports prévus par ces lois, les partenaires sociaux conviennent d'organiser l'aménagement et la réduction du temps de travail par voie d'accord collectif national de branche d'application applicable.

Les partenaires conviennent que cet accord, dont ils déclament l'extension, sera négocié et appliqué dans les cabinets dentaires occupant moins de 50 salariés et permettra, sous réserve de sa stricte application, d'une part, et de la conformité de la situation des cabinets aux modalités des lois du 13 juin 1998 et du 19 janvier 2000, d'autre part, de bénéficier des avantages prévus par ces lois.

L'organisation et l'aménagement de la durée du travail dans les cabinets dentaires visent :

- permettre de répondre à la demande de la clientèle et d'assurer à chaque cabinet, la possibilité de s'organiser en fonction de ses contraintes particulières, par la mise en œuvre de différentes possibilités offertes par l'accord de branche ;

- répondre aux attentes des salariés en matière de conditions de travail et de qualité de vie, et améliorer les avantages sociaux acquis, conformément au code du travail ;

- améliorer l'emploi dans la branche et, si possible, contribuer à son développement.

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Le présent accord a pour but la mise en œuvre de l'aménagement - réduction du temps de travail dans les cabinets dentaires, dont il est précisé que ce sont des salariés en quasi-totalité de moins de 10 salariés.

Les chirurgiens-dentistes salariés, dans le cadre de leur mission de soins, pour laquelle aucun horaire précis ne peut être fixé, en raison de l'autonomie de cohésion des techniques qu'ils sont amenés à utiliser, ne sont pas concernés par cet accord.

Les parties signataires conviennent de la nécessité de mettre en œuvre ces spécificités, matérialisées par le contenu des articles de l'accord.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les modalités de l'accord conclu du 6 novembre 1998 relatif à l'allocation de rémunération pour l'emploi dans les cabinets dentaires, sont prorogées jusqu'au 31 octobre 2000.

Le présent accord est réputé à durée indéterminée.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les conditions de négociation du présent accord sont celles prévues à l'article 1.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les conditions de dénonciation du présent accord sont celles prévues à l'article 1.2 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Chapitre II : Aménagement-réduction du temps de travail

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Le présent accord s'applique à l'ensemble des cabinets dentaires et de leurs salariés, à l'exception de la convention collective nationale et visés par l'article 1.1 de la loi du 17 janvier 1992.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 mai 2017

Mise en œuvre de l'aménagement-réduction du temps de travail

À compter du premier mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension, le présent accord ramène la durée de travail conventionnelle, dans les cabinets dentaires, à 35 heures hebdomadaires de travail effectif. Ces heures se répartissent dans la semaine sur 4,5 ou 5 jours et demi. Elles ne peuvent excéder 46 heures au cours d'une même semaine, heures supplémentaires comprises et 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives. Pour l'application des modalités prévues à l'article 3, le décompte de ces heures pourra être effectué annuellement (1 587 heures). La durée hebdomadaire de travail, consécutive à l'application de la réduction du temps de travail dans la profession, est fixée à 151 heures.

Conformément au texte de la convention collective nationale, la durée hebdomadaire de travail effectif ne peut excéder 10 heures.

Lorsqu'une durée de travail est exigée, les heures d'habillage et de déshabillage sont comprises dans le temps de travail effectif. Les heures de pause et de déjeuner ne sont pas comprises dans le temps de travail effectif, si le salarié n'est pas à la disposition de l'employeur.

Les modalités de l'aménagement et de réduction du temps de travail sont choisies parmi l'une des formules proposées à l'article 3 du présent accord, et sont mises en place par l'employeur après :

- ? l'avis du comité d'entreprise ou des représentants des salariés du cabinet, s'ils existent ;

- ? à défaut, l'avis du comité d'entreprise ou des représentants des salariés du cabinet. La mise en place est notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 30 jours avant la mise en pratique.

Si l'application entraîne une modification du contrat de travail, elle doit faire l'objet d'un avenant écrit au contrat de travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2008

La période de référence, pour tout calcul des modalités du présent accord, est l'année civile, éventuellement proratisée en cas d'année incomplète de travail.

Les créanciers de travail peuvent décider, après consultation, le cas échéant, des représentants du personnel, ou en l'absence de ceux-ci, après consultation et information des salariés, d'une durée hebdomadaire de travail effectif, inférieure à 35 heures hebdomadaires. Le calcul de la durée annuelle, conformément à l'horaire hebdomadaire fixé au contrat, est déterminé par le pourcentage de cette durée par le coefficient 45,33.

Pour la mise en pratique de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, conformément à l'article 2, les employeurs peuvent opter pour l'une des modalités suivantes.

3.1. ATRT se traduit par journées ou demi-journées supplémentaires de repos

La réduction du temps de travail, dans tout cas, peut se traduire par l'octroi de journées ou demi-journées de repos. Celles-ci peuvent être accordées chaque semaine, ou regroupées à la quinzaine ou au mois, ou faire l'objet de semaines de repos. Ces journées ou demi-journées de repos sont fixées en accord avec le salarié au moins 7 jours calendaires à l'avance. À défaut d'accord, ces jours sont pris au choix de la façon suivante, en respectant le délai de prévenance ci-dessus :

- 2/3 au choix de l'employeur (équivalent 16 jours pleins) ;
- 1/3 au choix du salarié (équivalent 8 jours pleins).

Ces jours sont répartis sur l'année civile.

En accord avec le salarié, l'employeur peut solliciter à ses obligations de réduction du temps de travail, en remplaçant les journées ou demi-journées de repos par une diminution du nombre d'heures quotidiennes de travail effectif. Par ailleurs, l'employeur ne peut refuser une autorisation d'absence dûment motivée, s'inscrivant dans ce cadre (1).

La rémunération des salariés concernés fait l'objet d'un lissage.

Lorsque le salarié quitte l'entreprise au cours des 12 mois de référence, dans un cas ou l'autre des modalités ci-dessus, il a droit, il perçoit une indemnité financière compensatrice.

Si le repos a été pris par anticipation, le salarié en conserve le bénéfice, sauf en cas de démission ou de licenciement pour faute grave ou lourde (2).

3.2. ATRT maintient un horaire supérieur à 35 heures hebdomadaires

Si une entreprise décide à ses salariés de travailler au-delà des 35 heures hebdomadaires conventionnelles, elle doit rémunérer les heures supplémentaires à des taux majorés :
+ 25 % à partir de la 36e heure jusqu'à la 43e heure incluse ;
+ 50 % à partir de la 44e heure jusqu'à la 46e heure incluse.

Toutefois, le dépassement du contingent d'heures fixé par les textes législatifs et réglementaires en vigueur entraîne pour chaque heure effectuée au-delà de ce seuil :

- dans les entreprises de moins de 10 salariés :
-- le paiement des heures supplémentaires majorées comme indiqué ci-dessus ;
--- l'octroi d'un repos compensatoire de 50 % ;
- dans les entreprises de plus de 10 salariés :
-- le paiement des heures supplémentaires majorées comme indiqué ci-dessus ;
--- l'octroi d'un repos compensatoire de 100 %.

La rémunération des heures supplémentaires majorées peut être remplacée par l'employeur avec l'accord du salarié, en totalité ou partiellement, par un repos compensatoire de remplacement dans les mêmes conditions de taux de majoration.

En cas de modulation, le contingent est fixé à 110 heures.

3.3. ATRT implique une modulation de ce temps (3)

La durée hebdomadaire de travail peut varier en fonction des

nécessités du service. En conséquence, le calcul des heures de travail effectif peut se faire sur l'année civile, éventuellement proratisée en cas d'année incomplète de travail.

L'amplitude de la modulation du temps de travail, par semaine, peut varier entre un minimum de 26 heures et un maximum de 44 heures, sans pouvoir dépasser 40 heures pendant 12 semaines consécutives.

Dans ces conditions, les heures travaillées au-delà de la 35e heure ne donnent droit ni à majoration pour heures supplémentaires ni à indemnité sur le contingent annuel. En revanche, la rémunération est lissée.

Le choix de la modulation du temps de travail entraîne l'abaissement de la limite du contingent annuel d'heures supplémentaires possibles, sans autorisation de l'inspecteur du travail, à 110 heures. Ces heures supplémentaires sont rémunérées comme telles. Avec l'accord du salarié, elles peuvent être totalement ou partiellement compensées dans les mêmes conditions de majoration.

Toute modification, par l'employeur, de la modulation itérative des heures de travail fait l'objet d'une information préalable de 7 jours ouvrés. Toutefois, en cas d'urgence et dans des situations exceptionnelles de surcroît de travail, le délai de prévenance sera réduit à 2 jours calendaires.

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application de l'article L. 212-1 (1er alinéa) du code du travail, en tant que, la clause édictée prévoit une modalité de réduction du temps de travail par réduction de la durée quotidienne de la durée du travail, le décompte du temps de travail devra s'effectuer dans le strict cadre des dispositions (arrêté du 26 novembre 2001, art. 1er).

(2) Termes exacts de l'extension (arrêté du 26 novembre 2001, art. 1er).

(3) Paragraphe exact de l'extension (arrêté du 26 novembre 2001, art. 1er).

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

L'horaire de travail est réglementairement affiché dans le cabinet. Mais, pour appliquer la réduction du temps de travail, chaque créancier met en œuvre un système individualisé de décompte de l'horaire effectué (ex. : registre cosigné, pages numérotées). Le salarié reçoit chaque mois un décompte individuel du temps de travail effectué sur la période allouée en cours.

Toute modification, par l'employeur, de la modulation itérative des heures de travail fait l'objet d'une information préalable de 7 jours calendaires.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 mai 2017

Temps de pause

Lorsque le temps de travail effectif atteint 6 heures consécutives, tout salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes. Si le salarié n'est pas à la disposition de l'employeur, ce temps n'est ni rémunéré, ni compris dans le calcul du temps effectif de travail.

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 3121-16 du code du travail.
(Arrêté du 21 mars 2017 - art. 1)

Article 6

En vigueur étendu en date du 26 mars 2004

Les créanciers de travail peuvent en outre prévoir de salariés occupés à temps partiel. Il convient de tenir compte des dispositions spécifiques au temps partiel prévues par les lois du 13 juin 1998 et du 19 janvier 2000. C'est en vue de la réduction du temps de travail des salariés à temps plein, les pairs de salariés des dispositions ci-dessus pour tenir compte à la fois

des nleelvuos conirnaetts légaes, de la suitoitn particulière de la poosirsfen et de la sutitioan des salariés.

6.1. Définition (1)

Sont considérés cmome salariés à tepms partiel, les salariés dnot la durée du tvairal est inférieure à 35 herues hebdomadaires.

6.2. Répartition des horaires

Le tpms de taarvil puet être organisé sur la semaine, par mios ou sur l'année conformément aux doposiisitns légaes et conventionnelles, comme puor les salariés à tpms plein.

6.3. Réduction de l'horaire ccelitof de tiavral effectif

Lorsque l'horaire clitecolf de référence du cnbeait est réduit, l'employeur a la possibilité de persoopr aux salariés occupés à tpms piaetrl :

- siot de réduire luer tpms de tvaarl efiectff dnas les mêmes priiroonpots que les salariés à tpms pieln ;

- siot de miaeintnr luer tpms de tvairal eetfifcf ;

- siot d'augmenter luer tpms de tiraavl etfecif puor entrer, le cas échéant, dnas le cdrae ipatrmr puor bénéficier des aeids aux ehbebaums liées à la réduction du tpms de taraavl conformément à l'article 5.1 du crahitpe II du présent aorccd ;

- siot de pseasr à tpms pieln sur la bsae du nueovl horriae collectif.

La durée du tvaaril d'un salarié à tpms prtaiel ne porura être réduite si la réduction a puor efet de firae pderre à l'intéressé le bénéfice des psartoeints en espèces et en nuatre du régime de sécurité sociale, suaf dmdanee exsperse du salarié concerné.

Toute mtcoiiiafdon du coantrt de tivraal fiat l'objet d'un anvaent signé par les parties.

6.4. Rémunération des salariés occupés à tpms partiel (Remplacé par l'avenant du 18 aivr 2002)

6.5. Coupures

Sauf si l'horaire antérieurement porté au ctnaort de tiraavl le précisait(2), l'horaire d'un salarié à tpms patriel ne puet comporter, au cours d'une même journée, qu'une inrietrpuotn qui ne puet être supérieure à 2 heures. Toutefois, cttee itetiourprnrn puet être supérieure à 2 heures, dnas le cas d'exigences eeioenxpcellnts porreps au scveire à apeprotr à la patientèle et dûment motivées. Dnas ce cas, le cnaotrt de traiaavl derva ctopomerr une cpemaootsin spécifique négociée.

6.6. Miidfocotian des horaires

En cas de midifocaotin de la répartition des horaires, l'employeur diot rectesper les mêmes délais que puor les salariés à tpms peiln : 7 jourscalendaires(3).

6.7. Hruées complémentaires

6.7.1. Limites

Le salarié à tpms ptiearil puet être amené à eefucfetr des hreues complémentaires, dnas les liitems stunvieas :

- le norme d'heures complémentaires diot rtseer inférieur ou égal au 1/3 du nrmbœ d'heures hebdomadaires, meuslelnes ou auleenlns prévues au catront de taiarvl ;

- le refus, par le salarié, des hruées complémentaires proposées par l'employeur, au-delà des lmiiets fixées par le canotrt de travail, ne citntuose ni une futae ni un mtoif de licenciement.

6.7.2. Rémunération

Les heeues complémentaires ne snot pas majorées comme des hreues supplémentaires. Toutefois, les hreeus complémentaires effectuées au-delà du 1/10 de la durée du tiaavrl prévue au conartt srneot rémunérées ou compensées au tuax de 125 %.

6.7.3. Riisoraootlven du cortant de travail

Lorsque, padnnnet une période de 12 saneimes consécutives, ou panendt 12 samemies sur une période de 15 semaines, l'horaire meoyr réellement effectué par un salarié a dépassé de 2 hueres au monis par semaine, ou de l'équivalent mesenul ou auennl de cette durée, l'horaire prévu dnas son ctarnot de travail, le crtoant est modifié suos réserve d'un préavis de 7 jorus et suaf otippisoon du salarié. L'horaire modifié est fixé en anoujtat à l'horaire antérieur la différence ertne cet hrraie et l'horaire meoyr réellement effectué.

6.7.4. Tepms ptreial modulé

(Dispositions remplacées par cllees de l'avenant du 26 mras 2004)

(1) Le phrgapaare 6.1 de l'article 6 du ctapihe II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-4-2 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que snot assui considérés comme salariés à temps ptaiel les salariés dnot la durée du tivaarl est inférieure à la durée du tiarval aplalcibpe dnas l'établissement, si cette durée est inférieure à la durée légale.

(2) Termes exlucs de l'extension (arrêté du 26 nrhomeve 2001, art. 1er).

(3) Terme exlcu de l'extension (arrêté du 26 nmrobeve 2001, art. 1er).

Article 7

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

La réduction de la durée du tiraavl psœ de greavs problèmes d'organisation aux très pieetts eesrtpernis que snot les ctenaibs dentaires, a fortiori, lrosuqe luers salariés snot en formation. En outre, les erepoylmus ne deinvot pas farie ocbsate à l'acquisition de nloueelvsn coniacennsass par les salariés dnas le cdare de la fioiatmrn continue.

En conséquence, l'accès à la formiotan plrlsfoinesnoee diot bénéficier des aménagements décrits aux aitcelrs 7.1 et 7.2 ci-dessous.

7.1. Fortomain initiale

L'employeur eaancubhmt un sgaaaitre en fmooitarn lui pemert d'acquérir, en cntree de faomiotrn et dnas l'entreprise, les csasncanoiens nécessaires à son emploi, atinosiciqus validées par un ciaftriect de qfitalociuan professionnelle.

Pour mstefianer de la volonté du salarié de paieitcrr à sa porrpe formation, conformément au pniot 1 de l'article L. 900-2 du cdoe du travail, relatif, notamment, aux aioncts de préparation à la vie professionnelle(1) et aevc son accord, conformément à l'article L. 932-2 noaveuu du même cdoe :

- puor les salariés à tpms coeplmt dnot la durée hidamebrodae de traavrl est réduite, la première hruee hodimdearbae de ctete réduction est réputée csdorroeprne à la nécessité de cttee fomraotn et, en conséquence, ces 45 heeues aleuennls n'entrent pas dnas le décompte du tarvail eicetfff ;

- puor les salariés à tmeps clmeopt embauchés après la msie en aipatpilcon de l'aménagement-réduction du tpms de travail, 1 hruee par semaine, au-delà de la 35e, est réputée consacrée à cttee nécessité de ftormioan et n'est, en conséquence ni rémunérée ni compensée. Ctete heure est cumulable, cmmoe ci-dessus, puor cpoemnsner les mêmes heeues oableioitrgs de firaomton en crtene - puor les salariés à tpms partiel, dnas l'un ou l'autre cas, la durée ansii consacrée à la faitoomrn est proratisée en fonoictn de la durée fixée au craontt de taiavrl initial. Elle puet être capitalisée dnas les mêmes conditions.

En revanche, et suaf dérogations spécifiques déterminées par la CNPE, lquosre le salarié est iisnct dnas un csruus de faoromitn pofonneilelssre défini, ennatr dnas le cdrae de la formlue de vliataoidn d'acquis plesoisoefrnns instaurée par la branche, latide ftmiaoom se déroule pnendat le tpms de taraavl et est, en conséquence, rémunérée ou compensée.

7.2. Foritaomn continue

Si l'employeur dmedane à son (ou ses) salarié(s) de piciaetpr à un sgate de foatriomn continue, le fcnienaeamt de ctete fromoaitn asini que le temps passé à celle-ci est à la cgrhae de l'employeur.

Si le salarié est à l'origine de la daednme de formation, en drheos de tuot csurus de fotrioamn professionnelle, défini puor le salarié considéré dnas le cdare de la frmloue de voiaitdaln d'acquis pnrsoefisleons instaurée par la branche, et si l'objectif de la fitmoaorn est le pncmirfioeenetnt des cssocnaeenins peieoslrronlsefs du salarié dnas son emploi,ou son aopdaatitn à l'évolution de celui-ci(1), le fnnieneacmt de la foomrtian ibocnme à l'employeur, mias 1/3 de la durée de la ftoiaromn n'est ni rémunéré ni compensé.

Si l'objectif de la faoormtin n'est pas ritelaf aux mêmes cconassneias professionnelles, son fnaninecemt inbcome au salarié et ne suariat s'imputer sur la durée effvticee du travail.

(1)Termes euxcls de l'extension (arrêté du 26 nermovbe 2001, art. 1er).

Article 8
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2002

8.1. Rémunérations des salariés à tmpes plien (1)

8.1.1. Saiaerls conventionnels

8.1.1.1. Sileaars égaux aux mimina conventionnels

À la sutie de l'application de l'accord sur la réduction du tepms de travail, la grille annexée à l'article 8.3 définit les nuuaovx tuax hrrioas miuainmx applicables.

8.1.1.1. Saierals supérieurs aux mniima conventionnels

Les salariés dnnot le sialrae horaire, à la dtae d'entrée en veguuir de l'accord d'ARTT, supérieur à la nvoulele grille, est fixé, de fait, au gré des peraits contractantes.

8.1.2. Slaeairs dnnot la bsae était le SIMC avnat l'application de l'accord

Pour les pnrneeolss des catégories satuvneis :

- prennsoel d'entretien ;
- réceptionnistes ou hôtesse d'accueil ;
- aeids dretinaes saaitriges 1re et 2e année ;
- asntiassets dntaeeris saitaegirs 1re année,

la réduction du tpmes de tiaavrl n'entraîne pas la bissae du salirae de bsae mensualisé. En conséquence, celui-ci retse inchangé puor une durée de tvialal réduite à 151,67 heures.

8.2. Rémunérations des salariés à tpems peatirl (1)

8.2.1. Saiaerls cooiennvtlnnes (au poartra des heerus travaillées)

8.2.1.1. Srlaeias égaux aux mimina conventionnels

À la suite de l'application de l'accord sur la réduction du tpmes de travail, la grille annexée à l'article 8.3 définit les naouevux tuax haoeirrs mnamuiix allpaiecbps :

- les salariés qui aneceptct de réduire luer tpmes de taivarl dnas les mêmes ponroopirts que ceuli des salariés à tpmes pieln (10 %) bénéficient, au minimum, du mietnian de luer sailare mneeuul de bsae antérieur, à conitodn que celui-ci ne siot pas inférieur au priodut du tuax hiorare découlant de la nevoulle glirle par le nbomre d'heures nullmnevoet ienrsicts par anaevnt au catnort iaiitnl ;

- le saalrie mnseuel de bsae des salariés dnnot le tpmes de tiaavrl est mtenainu au naveiu précédant l'application de l'accord résulte du piudort du tuax horraie découlant de la noevlule glirle par le nbrmoe d'heures de taiavrl inircests par aevnant au cnortat itniail ;

- le saairle mseuel de bsae des salariés dnnot le tepms de taiavrl est augmenté, snas anietdtre la durée légale, résulte, au minimum, du piruodt du tuax hroirae découlant de la nveoulle grllie par le nombre d'heures de trviaal nemvleoelunt fixées par annveat au carntot iiaitnl ;

- le sariale de bsae des salariés dnnot la durée efvticife de tavaral est portée à 35 hueers hedrimaaboeds à l'application de l'accord est fixé dnas les mêmes conntiiods que cleles d'un salarié à tpems plien.

8.2.1.2. Searlais supérieurs aux miinma conventionnels

Les salariés dnnot le slaiare horaire, à la dtae d'entrée en veuiugr de l'accord sur l'ARTT, supérieur à la nulovele grille, est fixé, de fait, au gré des preiats contractantes.

8.2.2. Salreias dnnot la bsae était le SIMC anavt l'application de l'accord

La réduction de l'horaire clctloeif de tviaarl n'entraîne pas la baisse du slaiare de bsae mensualisé.

En conséquence, en fntiocon du mdoe de RTT choisi, le silarae de bsae srea défini seoln les modalités svnaitues :

- les salariés qui aceetncpt de réduire luer temps de trvaial dnas les mêmes pnorriptos que cllees d'un salarié à temps pelin (10 %) peerovcnrt un salarié de bsae mensualisé craoensodnrpt au pduroit du tuax hriaroe découlant de la glirle annexée à l'article 8.3 par le neuovl harioe de taviarl ;

- les salariés dnnot la durée de tiraavrl est mnineatue perçoivent un slraaie de bsae mensualisé calculé en frction du tuax hriaroe de la glirle annexée à l'article 8.3 ;

- les salariés dnnot la durée de taivaral est augmentée perçoivent un sraaile de bsae mensualisé pdiorut du tuax harioe défini à la glirle annexée à l'article 8.3 par la nouvelle durée du traival icrstie au cnaort ;

- les salariés dnnot la durée de tiaavrl est portée à 35 hueres hrmdeaibaeds perçoivent un slariae de bsae mensualisé confmore à la grille annexée à l'article 8.3.

8.3. Glirle des salaires

Grille des tuax hieoarrs mainiumx des peennslors des cnebatis detrinaes alipeblpcas au 1^{er}jeainvr 2002(2)

Horaire muneesl légal et coineetovnnnl de 151,67 heures
(En euros.)

Catégorie	Taux horaire
1. Preonsenl d'entretien	7,43
2. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil	7,43
3. Adie dentaire	
3.1. Adies daentiers srataieigs 1 ^{re} année	7,43
3.2. Aedis deneairts satriegags 2e année	7,43
3.3. Aides dteirenas qualifiées	7,64
4. Asntaitssse dentaire	
4.1. Aasetisstns dearietns stagiaires	
4.1.1. Suos cotrant à durée déterminée	
4.1.1.1. Aseissantts dienreats sateiragis 1 ^{re} année	7,43
4.1.1.2. Asattisness daeinrets saiaertigs 2e année	7,64
4.1.2. Suos cnratot de qualification	
4.1.2.1. Antitsssaes dtnreaeis sgrtieaias 1re année	80 % du Smic
4.1.2.2. Atessasints dareneits sartaiieigs 2e année	100 % du Smic
4.2. Asstatensis dnretaeis qualifiées	
4.2.1. Atainssetss dretaneis qualifiées	8,24

4.2.2. Aesntsissats dreetains qualifiées ODF	8,54
5. Prothésistes dnertieas de laboratoire	
5.1. Nivaeu I	7,94
5.2. Nevaiu II	9,94
5.3. Neivau III	12,21
5.4. Neaviu IV	13,28

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mueesnl miimnal de bsae de l'assistante deatrnne qualifiée (proratisée puor les temps partiels) : 125 ?

8.4. Dtae d'application

Les petaeanrirs scoaiux décident d'un cmmuon accrod de l'application de l'article 8 au 1er jaeivnr 2002.

(1) Actrie étendu suos réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 jvanier 2000 modifiée inutasnrat une gtrinaae de rémunération mensuelle(arrêté du 10 février 2003, art. 1er).

(2)Grille étendue suos réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 jeniavr 200 modifiée inuaatsrnt une gitnarae de rémunération meslelnue (arrêté du 10 février 2003, art. 1er).

Article 9

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les peateranris suiacoX créent une ciomossmn partiiae de sviui de l'accord, puor velleir à sa bonne aiplacpoitn et truveor une sliuootn adaptée à totue difficulté d'application dnot ils auriénat connaissance.

Article 10

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Le présent acocrd eretnra en viguer le pmereir juor du mios svianut la proiatun auJournal officielde l'arrêté ministériel pntraot son extension.

Pour la première année de msie en apitloacpin de l'accord, les sulies anunels rfleitas :

- au nmbore d'heures de triaval effeticf (art. 2) ;
- au nbmroe de journées, ou demi-journées, ou hereus qedinuienots de reops (art. 3.1) ;
- au ceinogntnt d'heures supplémentaires pslebsios snas aatouiitsron de l'inspecteur du taiarvl (art. 3.2) ;
- au cognnietnt d'heures supplémentaires pelibsoos en cas de moaidloutn du tmeps de tiaavrl (art. 3.3) ;
- au nomrbe manmiil d'heures travaillées ovunart la possibilité de meluodr la durée de trivaal à temps piaretl (art. 6.7.4),

sont proratisés en fotonicn du nombre de mios d'application eeftcfvie de l'accord.

Chapitre III : Modalités de l'accès direct aux aides gouvernementales

A. Aides gouvernementales prévues par la loi du 13 juin 1998

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

La réduction du tmeps de taivral ctnore embauches, décrite au présent chapitre, est prévue puor être deritnemcet ablcpplaie

dnas les cantbies dentaires. Elle s'applique dnas le crdae du dtsiispoif oavruntr driot au bénéfice des aieds financières prévues par l'article 3.11 de la loi n° 98-61 du 13 juin 1998.

Des aocrcds spécifiques punveet être cnoclus conformément aux dsoipsoiitns légales et cilonnenvleotnes aevc un salarié mandaté, un délégué syndical, ou tuot artue mdoe prévu par la loi dnas le cdare des dtosinispois du crahpte Ier.

La damnede ssomieu à la dreitoicn départementale du travail, de l'emploi et de la frtimooan professionnelle, puor le bénéfice des aides financières, diot cntinoer les modalités paeritutqs d'application des ptnios visés ci-après, en prtcaueilr :

- les modalités de l'information et de la clantiusootn préalable des représentants élus du personnel, ou, à défaut, des salariés ;
- les échéances de la réduction du tpems de triaval ;
- les catégories de psenenrol concernées ;
- les modalités d'organisation du tmeps de tarvail et de décompte de ce tmeps y coimrps ceells reavtelis au pnoeenrsl d'encadrement lrsque celles-ci snot spécifiques ;
- la durée du tviaral anvat et après la réduction du tpems de taaivrl ;
- les conséquences de la réduction du temps de taaivrl et les modalités de décompte et d'organisation du triaval puor les catégories spécifiques de salariés (temps partiel, encadrement) ;
- le nrmobe d'embauches par catégorie professionnelle, le cdreienlar prévisionnel des ebhmeaus ;
- le norbme d'emplois mnnuiates (cadre défensif) ;
- la durée de mieinatn des etfceiffs (au mniimum de 2 ans) ;
- les modalités et délais de prévenance en cas de mfiaiotdiocn des heoraris ;
- les modalités du sivui de la msie en ?uvre de l'accord.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les représentants élus du personnel, s'il en existe, snot informés et consultés sur la décision de l'employeur de réduire le tpems de tvaiarl dnas le crade du présent ctraphie conformément au cptharie Ier.

Dans tuos les cas, les salariés snot informés, par vioe d'affichage et individuellement, par écrit, sur la réduction du tmeps de tvairal et ses conndotiis de msie en ?uvre. Ctete iioatnrfmon est fatie invelldeeimdnut par l'employeur, au minos 30 juros anavt la prsie d'effet de la réduction du temps de travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

La damedne précise qeeulls catégories du pnonrseel senort concernées par la réduction du tmeps de travail.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Le tmeps de tivaral clecltiof diot être réduit de 10 % au mnios et être porté à 35 heuers hdmrabaieedos en mnenoye au maximum.

Le tmeps de tarvail réduit puet être organisé sur la semaine, le mios ou l'année sloen les modalités prévues au cptarhie Ier du présent accord.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

5.1. Vomlue d'embauches

Le nombre d'embauches lié à la réduction du temps de travail doit être égal à :

- 6 % au moins des effectifs concernés par la réduction du temps en cas de réduction du temps de travail de 10 % ;

- 9 % au moins des effectifs concernés par la réduction du temps en cas de réduction du temps de travail de 16 %.

Les effectifs sont calculés en équivalent temps plein sur la moyenne des 12 derniers mois précédant la mise en œuvre de la réduction du temps de travail.

5.2. Calendrier

La répartition par catégorie professionnelle et le calendrier prévisionnel des embauches sont déterminés, par l'employeur, après consultation des représentants du personnel, s'il en existe, dans le respect de l'équilibre économique du cabinet de travail et en tenant compte, notamment, des perspectives de développement.

5.3. Nature des embauches

Les embauches sont réalisées en contrats à durée indéterminée ou à temps complet. Toutefois, des contrats à durée indéterminée, à temps partiel, peuvent également être conclus, notamment, pour compenser l'incidence directe de la réduction du temps de travail sur les contrats de travail à temps partiel.

Sont considérées comme embauches positives en contrepartie de la réduction du temps de travail, la transformation en CDI des CDD des salariés déjà présents dans le cabinet de travail lorsque le motif de recours à ces CDD est le remplacement d'un salarié absent.

L'objet du présent accord vise à considérer que les embauches concernent des personnes qui n'appartiennent pas à l'entreprise, ou des personnes de l'entreprise travaillant à temps partiel et dont le temps est augmenté du temps de travail prévu par la loi.

L'employeur doit fournir aux représentants du personnel, s'il en existe, les informations relatives aux embauches réalisées dans le cadre du présent paragraphe.

5.4. Montée des effectifs

La durée minimum légale de montée des effectifs augmentés à l'occasion de la réduction du temps de travail est égale au minimum à 2 ans à compter de la dernière embauche réalisée.

Les embauches de nouveaux salariés réduisent la durée du travail en application d'un accord collectif afin d'éviter des licenciements prévus dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique peuvent bénéficier de l'incitation à la réduction du temps de travail. Ils s'engagent à maintenir les effectifs calculés en équivalent temps plein pendant 2 ans à compter de la signature de la convention passée avec l'État.

5.5. Groupement d'employeurs

Plusieurs employeurs peuvent se regrouper pour constituer un groupement d'employeurs conformément aux dispositions des articles L. 127-1 et suivants du code du travail dans le but de réaliser des économies en commun.

Accord du 28 mars 2003 relatif à la durée du travail art. 6.1 de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 28 mars 2003

Chaque embauche réalisée par le groupement d'employeurs à la suite de la réduction du temps de travail ouvre droit au bénéfice des aides prévues par la loi n° 98-61 du 13 juin 1998.

Les obligations d'embauches et de maintien des effectifs sont appréciées en prenant en compte, pour chaque cabinet de travail adhérent du groupement, le volume d'heures de travail effectué par les salariés mis à luer directement par le groupement.

B. Allégement des cotisations sociales prévu par la loi du 19 janvier 2000

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

L'allégement de charges sociales patronales, prévu par la loi du 19 janvier 2000, est applicable à toutes les catégories du personnel des cabinets, dont la durée de travail, prévue par contrat, est supérieure à la moitié de la durée habituelle légale.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les modalités d'organisation du temps de travail des salariés ouvrent droit à l'allégement des cotisations définies aux articles 2 à 6 inclus du chapitre Ier du présent accord.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Le temps de travail des salariés ouvrant droit à l'allégement est décompté conformément aux précisions de l'article 4 du présent accord.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les modalités de la rémunération des salariés ouvrant droit à l'allégement sont définies par les articles 7 « Ligne salariale »⁽¹⁾ et éventuellement 6.4 « Rémunération des salariés occupés à temps partiel ».

(1) Note . Lire article 8.3 « Ligne des salaires »

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

L'application de l'allégement des charges sociales patronales est subordonnée à une déclaration de l'employeur à l'Urssaf, établie conformément au 1er alinéa de l'article 19-XI de la loi du 19 janvier 2000 et au décret afférent.

Article 6

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2001

Les employeurs pourront demander le bénéfice de l'allégement à partir du premier jour du mois suivant la publication au Journal officiel de l'arrêté d'extension du présent accord.

Nouvelle rédaction de l'article 6.1 « Durée du travail » (§ 6.1.1 à 6.1.3) :

(voir cet article)

Accord du 27 juin 2003 relatif au champ d'application de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; UJCD-UD ; FCDF ; FSDL.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC.

Accord du 5 décembre 2003 relatif à la nouvelle rédaction du champ d'application

Avenant n 1 du 5 décembre 2003 relatif à l'accord prévoyance du 5 juin 1987

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

Après l'article 4, il est inséré un nouveau article intitulé :

" Miaietnn de la giaante décès ", rédigé comme suit :

Article 5.1

Salarié ou ancien salarié bénéficiant du maintien de la garantie décès

en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du cartot d'adhésion

Les garanties en cas de décès, telles que définies à l'article 5.2 ci-après, sont maintenues en cas de non-renouvellement (de la désignation de l'AG2R Prévoyance ou du cartot d'adhésion) ou de la résiliation du contrat d'adhésion pour garantir l'activité faaisnt stiorr l'entreprise du champ d'application de l'accord de prévoyance conventionnel, au salarié ou ancien salarié en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant des prestations complémentaires d'incapacité de travail ou d'invalidité, dénommé ci-après " le papiicantrt ".

Article 5.2

Définition de la garantie décès maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion

Lorsque les conditions décrites ci-avant sont remplies, les garanties décès maintenues sont :

- la garantie retraite éducation dans les conditions prévues au

En vigueur étendu en date du 27 juin 2003

La commission mixte des entreprises réunie le 27 juin 2003 a décidé une nouvelle rédaction de l'article 1.1 relatif au champ d'application de la convention collective nationale des entreprises dentaires.

Article 1.1

Champ d'application

(voir cet article)

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

(voir cet article)

règlement général de l'OCIRP ;

- les garanties définies à l'article 3 du protocole d'accord prévoyance dans les conditions suivantes :

- l'invalidité temporaire et totale du salarié ou de l'ancien salarié survenant postérieurement à la date d'effet du non-renouvellement ou de la résiliation n'entre pas dans le montage de garantie après non-renouvellement ou de la résiliation ;

- la requalification du salaire de référence servant au calcul des prestations versées à la date d'effet du non-renouvellement ou de la résiliation ;

- les exonérations de cotisations prévues par l'accord s'appliquent également à la garantie décès maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation ou du contrat d'adhésion ;

- ce maintien est effectué :

- jusqu'au 1^{er} 095e jour d'arrêt de travail indemnisé pour incapacité de travail par AG2R Prévoyance ou par l'organisme assureur de l'adhérent ou jusqu'au 65e anniversaire du participant ;

- jusqu'au 60e anniversaire du participant, en cas d'invalidité indemnisée à titre complémentaire par AG2R Prévoyance ou par l'organisme assureur de l'adhérent ;

- dans tous les cas, jusqu'à la date d'acquisition de la pension du régime de base d'assurance vieillesse.

Article 2

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

L'article 5 " Incapacité de travail " devient l'article 6.

L'article 6 " Cerhags sleoiacs " devient l'article 7.

L'article 7 " Invalidité " devient l'article 8.

L'article 8 " Précisions complémentaires " devient l'article 9.

L'article 9 " Vreenemst des paostetrnis " devient l'article 10.

L'article 10 " Coattsiions " devient l'article 11.

L'article 11 " Engagement des pierats steirnagias " dneveit l'article 12.

L'article 12 " Durée du pcloorote d'accord " deivnet l'article 13.

L'article 13 " Fmconnnneioett de la cmimisoson piartarie de geoistn " deneivt l'article 14.

L'article 14 " Dsooiiiptsn complémentaire " denveit l'article 15.

L'article 15 " Dtae d'effet " dnvieet l'article 16.

Article 3

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

Les doissinpitos de l'accord ccennoant le femicnnanet du régime de prévoyance snot remplacées par les disioopsnits suveitans à cetompr du 1er avril 2003 :

"La ctiastoion du régime de prévoyance cnenoevnonitl est fixée à 1,54 % TA + 1,54 % TB dnot 0,50 % à la cgrhae du salarié et 1,04 % à la cahgre de l'employeur.

Un tuax d'appel fixé à 1,23 % TA + 1,23 % TB srea appliqué jusqu'au 31 mras 2013."

La durée d'une journée travaillée ne puet excéder 10 hueers de tvriaal eciftf en rneespatct un tepms de psau de 20 munteis après 6 hueres consécutives de tvaaril effectif.

Accord du 5 décembre 2003 relatif à la modulation du temps de travail

Signataires	
Patrons signataires	CNSD; UJCD-UD; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD; CFTC.

Article - 1. Préambule

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

L'organisation et l'aménagement de la durée du tvaiaarl dnas les cteniabs danetreis denviot :

- perrettmte de répondre aux boseins de la patientèle et dennor à caquhe cienabt la possibilité de s'organiser en foocintn de ses ceioartnts particulières et des fucutntaiols d'activité ;

- répondre aux atnettes des salariés en matière de cnondtois de tariavl et de qualité de vie tuot en maanientnt les aeatnagvs imiveueilendldnt acquis, conformément au cdoe du travail.

Pour atrdenite ces objectifs, en footcinn des nécessités du svcicere aux patients, la durée hrmdebaidaoe de triaavl puet viaerr ; en conséquence, le cclaul des hereus de taarvil ecfetiff puet se fraie sur l'année civile, proratisées en cas d'année incomplète de travail.

La mladooutin puet s'appliquer à ttueos les catégories de salariés suavit les modalités définies par le présent accord.

Article - 2. Modulation du temps de travail pour les salariés employés à temps plein

En vigueur étendu en date du 5 déc. 2003

2.1. Répartition de la durée du travail

La durée hodeaidabmre du triaval puet vaeirr sur tuot ou pitrae de l'année, à ciodoitnn que ctete durée ne dépasse pas en mnyneoe 35 hereus par semniae travaillée ; en tuot état de cause, le pfnload de 1 587 heeers aluleenns travaillées dvrea être respecté.

2.2. Amitdulpe de modulation

L'amplitude de maoutdilon du tmeps de tairavl par semaine puet vriear etnre un mmiuinm de 26 heeers et un muamxim de 44 heures, snas poiuvor dépasser 40 herues pdeannt 12 smaieens consécutives.

2.3. Durée journalière de travail

2.4. Rémunération

En fotocnin des ciodtnions énoncées à l'article 2.2, les hueres travaillées au-delà de la 35e heure ne doennnt doit ni à mjotaoran puor hueers supplémentaires ni à imuoittapn sur le cnnotngiet annuel. En revanche, la rémunération est lissée sur la bsae de 151,67 hereus mensuelles.

2.5. Hereus supplémentaires

Le cohix de la mlotaduion entraîne l'abaissement de la liimte du cotinengnt anenul d'heures supplémentaires, snas aotiusrtaon de l'inspection du tviaarl à 110 heures.

Ces hruees supplémentaires snot rémunérées comme telles.

Après l'accord du salarié, eells pueevnt être teonamltet ou prlenleteamit compensées dnas les mêmes ctondionis de matoojiarn ; dnas le cas où les heerus supplémentaires snot compensées, elles ne s'imputent pas sur le cntniognet annuel.

2.6. Oaritgoisnan de la modulation

Le chioix de la muoitaldon se fiat puor l'année civile. Elle puet être organisée puor l'année ou pitare de l'année.

Pour caquhe salarié, il srea établi un cniderlear museenl de piarargmomotn intdviicae de la modulation.

Toute mdiatoicfon par l'employeur de la poaormmiagrtn idvtnciiae des hreeus de trvaial fiat l'objet d'une imarontoifn préalable de 7 juroos ouvrés ;*toutefois, en cas d'urgence puor des cnidinoots eeoecnltlexips de surcroît de travail, le délai de prévenance srea réduit à 2 juroos calendaires*(1).

Mensuellement, il srea établi un décompte des heerus efvnecmeietft travaillées, puor chquae salarié.

2.7. Roeucrs au chômage partiel

En cas de fcroe muajere ou de cciatnorscne de caractère exceptionnel, les heuers non prseis en ctpmoe dnas la modluaoitn pveunet friae l'objet d'un reruocs au chômage partiel.

2.8. Reorcus au tiaarvl temporaire

En cas d'absence d'un salarié concerné par la modulation, le reocurs au taarivl timorrrpae est pssioble suos réserve d'employer un salarié dnot la qitaociulafin est équivalente à clele du salarié remplacé.

2.9. Absences

En cas d'absence puor maladie, aedncict ou maternité, l'horaire à pderne en considération puor le cualcl de l'indemnité est l'horaire myeon sur la bsae deuuql est établie la rémunération msuellene moyenne, que l'absence ait cpdrerosnou à une période de forte activité ou à une période de fiblae activité.

Pour les salariés n'ayant pas travaillé padnent la totalité de l'année de référence, l'horaire à pdrnere en considération est calculé pro rtaa tipeomrs du temps de présence puor déterminer

la durée monynnee hebdomadaire. Le décompte des herues etveifeimncet travaillées se frea sanivut les modalités snuetavis :

- si le décompte des hreues eetfmfcvieient travaillées par le salarié est inférieur au décompte des hereus rémunérées, la rémunération versée par aptiaoiintcn ne puet lui être réclamée ;
- si le décompte des hreues enefvmeitefct travaillées par le salarié est supérieur au décompte des heerus rémunérées, le complément de rémunération dû srea versé au salarié snas majoration.

2.10. Rrutpue de la reaoilt n de travail

En cas de rtuprue de la roliaten de tiavarl en cuors d'année civile, de la rutrupe d'un coanrtt à durée déterminée ou de la rtupure d'un cntroat de taaivrl tmeiorrape avnat la fin de la période de modulation, les décomptes des heerus se frneot svianut les modalités seuatinvs :

- si le décompte est inférieur au décompte des heuers rémunérées, la rémunération versée par aitoconaitipn ne puet lui être réclamée suaf en cas de lnciienieemct puor fatue gavre ou lroude ;

Avenant n 2 du 27 février 2004 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la garantie rente éducation

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF ; AG2R Prévoyance.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC ; CGT.

En vigueur étendu en date du 27 févr. 2004

Accord professionnel

Nouvelle rédaction de l'article 4 " Rtnee éducation "

Article 4

Rente éducation

Versement d'une rtnee éducation (OCIRP) en cas de décès du

Avenant du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; CNSD ; UJCD-UD,
Syndicats signataires	CFTC.

Article 8

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

L'accord de bchnare s'impose en matière de tepms prtiael modulé suaf ardoccs antérieurs.

Article 9

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Les dsinotsioips du présent acrocd se suuebntitst à celles prévues à l'article 6.7.4 de l'accord d'ARTT du 18 mai 2001.

- si le décompte des hreues travaillées emcentffeievt est supérieur à ceuli des hueers rémunérées, le complément de rémunération dû srea versé au salarié snas majoration.

Un dceonmut annexé au deiernr bluietln de salirae menrnntioa le total des hereus eivecfetfs duepis le début de la période de modulation, à la fin de celle-ci, ou au meonmt du départ, si celui-ci a leiu en cruos de période.

La régularisation de la rémunération lissée s'effectuera en tnaent cotpme des heures réellement effectuées au tuax hroirae aplbcapile au menomt du vnmesreet du dreienr salaire.

2.11. Bialn de la modulation

En fin d'année civile, l'employeur cmnouueiqrma le bialn de la mdloaiotun à caquhe salarié concerné et le cas échéant, pyae les heures supplémentaires.

(1) Treems exlucs de l'extension, car ils cnevnnentrtoeit à l'alinéa 7 de l'article L. 212-8 du cdoe du tviaral (arrêté du 16 jllueit 2004, art. 1er).

salarié.

Si le décès du salarié sevunirt arlos qu'il rsete au mnios un efnnat à charge, il est versé au pofirt de cquahe eanfnt à charge, au snes de la législation fiscale, une rtene éducation dnot le mtannot annuel, exprimé en paoegrctunes du srialae de référence, est égal à :

- jusqu'au 12e aivsrninreae ... 10 % du silarae anenul burt (au leiu de 7,5 %) ;

- jusqu'au 18e aiinrsvearne ... 15 % du sliiare aunnel burt (au leiu de 10 %) ;

- jusqu'au 26e anniversaire, si pstroioiue d'études... 20 % du silarae aunnel burt (au leiu de 12,5 %).

Le matnnot de la rtnee est doublé si l'enfant est olhrpien de père et de mère.

La rtene éducation est versée, tlsiiermerenitelmt et à tmere d'avance, au représentant légal de l'enfant pndnaet sa minorité, à l'enfant dès sa majorité.

Le tuax de cotatoisin n'est pas modifié et est égal à 0,10 % du sriaale limité aux tnhcraes A et B. La geostin de cette rtene est effectuée conformément à la coontievnn signée aevc l'OCIRP (organisme commun d'institution de rente et de prévoyance), orimasgne spécialisé.

Ces diisoopitsns pnerennt effet au 1er jevnaïr 2004.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Les cabnetis dtraienes epneoimlt une forte ppootorin de salariés à tmepts prteail :

- l'organisation et l'aménagement de la durée du traai vl deinvot ofifrr à chauqe cnabiet la possibilité de s'organiser en fnootion des citnrenatos particulières et des fniucoatutls d'activité ;

- l'aménagement de la durée du tvaairl diot peettrrme de répondre aux atteents des salariés en matière de cointodins de tavrial et de qualité de vie tuot en rpaecetsnt les agvatnaes cnnitiemolvnlonneent garantis.

Pour airtednte ces objectifs, la durée du trivaal hidebamdaroe ou mlesnuee des salariés à tpems prieatl puet varier, dnas les cionodtnis définies par l'article L. 212-4-6 du cdoe du traia vl et du présent accord, à cdinioton que sur l'année, cttee durée n'excède pas en meonnye la durée heobirdmdadae ou mensuelle iritscne au contrat.

Article 1er - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Le présent diptoisisf s'adresse à tuos les salariés rvlneaet du camhp d'application de la coovnientn coeicvtlle noalainte des cabinets dentaires.

La période de mlouaidotn se déroulera sur tuot ou ptirae de l'année civile.

Le salarié intéressé par une tllee oaaotrsginn dpirossea d'un délai de réflexion de 1 mios puor accepter, le cas échéant, l'avenant à son cnrotat de tvairal qui lui srea proposé.

Le crtaont de travail, comme ses avenants, snot oloniabterimget établis par écrit savuint les modalités définies par la cinontevon collective.

Article 2 - Durée minimale de travail

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Les dsnipotioiss du présent acrcod ne snot allecpbpais qu'aux salariés bénéficiant d'un carnott de tvaiarl d'au mnois 18 hueres hddbeareaioms ou 78 heures mensuelles.

Article 3 - Amplitude de la modulation

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

L'écart etnre la liitme maxlmaie et la limite mmlainie du tepms de tvarail ne puet excéder le 1/3 de la durée stipulée au ctroant iaiintl (ou à ses avenants) snas pouvoir anietrtde toftueios la durée légale et cnnvnolteelnioe hebdomadaire.

Article 4 - Durée quotidienne du travail et aménagement

En vigueur étendu en date du 30 août 2016

La durée journalière milnamie de tvaaril efcftief ne puet être inférieure à 3 hurees consécutives.

Conformément au txtée de la cvnnoetoin covllcitee nationale, la durée qiutoenidne de trivaal eteifcfe ne puet excéder 10 heures.

Lorsque le tepms de tivraal eftifcef antiett 6 hreues consécutives, tuot salarié bénéficie d'un tpmes de puase d'une durée mlamniie de 20 minutes.

L'horaire d'un salarié à tpmes prieatl ne puet comporter, au cours d'une même journée, qu'une iurptorenitn qui ne puet être supérieure à 2 heures. Toutefois, cttee iutrtrineopn puet être supérieure à 2 hreus dnas le cas d'exigences etiepcleennoxs perpos du svreice à aotperpr à la patientèle et dûment motivées. Dnas ce cas, le cnrotat de taaivr dvrea cemooptrr une cmtnipooaesn spécifique négociée.

Article 5 - Décompte du temps de travail

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Le décompte du tpmes de traaivl est opéré dnas les cdnintoois prévues par l'article 4, 1er alinéa, de l'accord d'aménagement-réduction du temps de tavaril du 18 mai 2001.

Il est établi meelsenmluet un décompte des herues réalisées caughe juor travaillé, qui dennroa leiu à l'établissement d'un dcmeuont écrit communiqué au salarié.

Pour cahque salarié concerné, il srea établi par écrit, au moins 2 snimaees à l'avance avnat la dtae d'application, le cadlreenir msneul de prgitaaromomn icivitatne de modluoiatn coranpmtot les juors travaillés ansii que les haorries puor cuhgae juor travaillé.

Le pmrgramoe est affiché sur le leiu de travail.

L'employeur pruroa miifedor la pmraagmootrin initavcide de la muoaldiott suos réserve du rcepest d'un délai de prévenance de 5 juros ouvrables.

En cas de cidonnitos enexielpoltnces de surcroît de travail, le délai de prévenance pruroa être réduit à 2 jrous cendrilaeas(1).

(1) Alinée eclxu de l'extension car il cvetroninet à l'article L. 212-4-6 (8°) du cdoe du tvaaril (arrêté du 23 nrvbomee 2004, art. 1er).

Article 6 - Formation professionnelle

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Le salarié à tmeps praetil modulé bénéficie des mêmes dotirs en matière de fromaiton pnnsfrlesiloeoe que les aurets salariés à tmeps preital de la branche.

Article 7 - Rémunération

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

7.1. Détermination de la rémunération

La rémunération versée chuqae mios est fixée en fniooctn de la durée hddomabeirae ou mullnesee monynnee prévue au ctroant iiatnil (ou à ses avenants) et non en fonotcin du nmrobe d'heures prévues au cuors du mois.

Elle est calculée comme siut :

(Salaire hairroe × durée hodiardeambe de référence stipulée au crtoant de travail) × 52 : 12,

ou : Slaaire hraoire × durée melsuelne de référence stipulée au crtantot de travail.

Les pimres et assereoccis de sraalie définis par la cineotnovn ctcelivloe s'ajoutent à ctete rémunération.

Les pmies et aeocircesss de salarie définis par la conenviton clcvielote snot déterminés par référence à la durée hberodiamdae ou mulleense stipulée au cotrnat de travail.

7.2. Iceidnne de l'absence

La rémunération est réduite en sitrtce piprootorn des durées d'absence et de siosspuenn du caontrt de travail, par rapprot à la durée du tiaarvl qui ariuat dû être effectuée au cruos de la période modulée. La rémunération est, le cas échéant, mntunaiee puor les cas prévus par les dtoiinsisops légales ou centolnleiveonns applicables.

7.3. Icciednne de l'entrée ou de la sriote en cuors de période

Lorsque le salarié n'aura pas aocmlpci sur la période de moiudaotln la durée de tvairal effeitcf csoorepndant à la rémunération muelslene lissée, sa rémunération srea régularisée à la dernière échéance de piaee de la période de modulation, ou à son départ, en fontoin des smeoms deus au salarié et de cllees versées (1).

Ainsi, luorqse le salarié arua alcopmi une durée de tivraal eicfetff

supérieure à la durée codrprnsenoat au silaare lissé, il lui srea versé un complément de rémunération égal à la différence ertne la rémunération des hereus réellement effectuées et cllees qui snot rémunérées conformément à l'article 7.1.

Par aullires et suaf dnas le cas d'un lmececinenit puor moitt économique, lrsquoe le salarié n'aura pas acopmcli une durée égale à la durée moynene conlteecmrauettnt prévue, une régularisation paotnrt sur la différence entre les semmos versées et cleles ecnffiemetevt deus srea opérée au débit du salarié (1).

Un dncmeuot annexé au bleilutn de sialrae concerné mnteeornnia le ttaol du tpems de taaivrll effectué dupeis le début de la période de mudtaiolon jusqu'à la fin de celle-ci, ou jusqu'au mmenot du

Avenant du 2 juillet 2004 portant modification du préambule du titre III de la convention

Signataires	
Patrons signataires	CNSD.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC.

Avenant du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FNISPCLD.
Syndicats signataires	FCDF.

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2004

Avenant cncolu en aiicolptapn de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 rietvlae à la fmitooran psfielloorenslna tuot au lnog de la vie et au dugiaole social.

Accord du 3 décembre 2004 relatif à l'enseignement dans le cadre de la professionnalisation

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 3 déc. 2004

Création d'un nveoul alinéa de l'avenant sur la fomation prnnelosoleisfe du 1er ocotbre 2004 à inurcle à l'article 7.6.1.

TITRE VII

Accord du 3 décembre 2004 relatif aux modalités d'organisation de la journée de solidarité

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; FCDF ; FNISPCLD.
Syndicats signataires	CFTC.

départ, si celui-ci a eu leiu en cours de période.

(1) Alinéa étendu suos réserve de l'application de l'article L. 145-2 du cdoe du taavrll qui détermine la fiocatrn iiasbsiaslne du sliaare (arrêté du 23 nboremve 2004, art. 1er).

Article 10 - Date d'application

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2005

Le présent aocrcd s'applique au 1er javeinr 2005.

En vigueur étendu en date du 2 juil. 2004

Le préambule du tirte III est ainsi rédigé :

Il est idnrteit aux pcreiniats de deaednmr à lures pesnnroels d'accomplir des atecs qui ne snot pas de luer compétence légale, réglementaire ou conventionnelle.

Le présent aeavnnt srea intégré au tirte VII de la cennoiovtvn coevctille notalinae étendue des citbeans dentaires.

A pritar du 1er otcorbe 2004, cet aennavt se ssuubitte à l'avenant du 2 stpmrebee 1994 rtiaelf au crntaot de qlcoiiiatfuan et à l'accord du 27 mai 1994 ralitef à la frtoaomin des aatsestnsis dareients sriiatgeas suos crntaot de doitr cumomn à durée indéterminée.

Ce nuvoel anenvat définit les meynos et priorités de fortoiman dnas les caniebs dentaires, cmotpe tneu des caractéristiques de sttrcruue et d'organisation des cabinets.

Titre VII. Fiaotrmon professionnelle

(voir ce titre)

Formation professionnelle

7.6. Oasngiraoitn de l'enseignement dnas le crdae de la professionnalisation

7.6.1. Farmoiton d'assistant dentaire.

" Dnas le cas ou tuos les mledous ne snot pas validés dnas l'année de formation, le salarié srgataiie bénéficie d'une année supplémentaire puor tiermenr sa fromiotan et la valider. "

Paragraphe à icrlnue :

(Voir cet article).

- " puor peerttmre aux salariés à temps piaertl de svirue le cours de foomtiran pntrmetat d'obtenir le titre d'assistant dentaire, oebjt du cnoartt ou de la période de professionnalisation, les peatirs sgntaeraais décident de meiatnnir à 260 heures, sur 18 mois, la durée de la pasinseiafnoitloorsn de ces personnels. "

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Le pniricpe d'une journée de solidarité a été arrêté par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 puor asreusr le fencnaniem des aotincs en fvauer des pnesoerns âgées et des pnssoernes handicapées.

Cette journée de solidarité prned la fmroe :

- d'une crtootbiiunn supplémentaire de 0,3 % payée par les eroeyupmls sur les rémunérations versées dueips le 1er jiluelt

2004 ;

- d'une journée de travail supplémentaire non rémunérée pour tous les salariés des entreprises libérales.

Par la conclusion du présent accord, les parties s'engagent à organiser de manière concertée la mise en œuvre des dispositions légales relatives à la journée de solidarité en précisant les modalités concrètes d'application dans les entreprises libérales.

Titre Ier : Principes

Article 1er - Journée de travail supplémentaire non rémunérée
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

La journée de solidarité constitue une journée de travail supplémentaire sur l'année.

Le travail accompli au titre de la journée de solidarité ne donne pas lieu à rémunération.

Les heures créées par la journée de solidarité ne sont pas prises en compte pour le calcul des heures supplémentaires ou complémentaires et pour l'acquisition du repos compensatoire légal.

Article 2 - Durée de la journée de solidarité
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Le temps de travail réalisé au titre de la journée de solidarité est de 7 heures pour les salariés à temps plein.

Pour les salariés à temps partiel, le temps de travail réalisé au titre de la journée est proratisé en fonction de l'horaire contractuel inscrit au contrat selon les pourcentages suivants :

Heure journée solidarité = 7 heures × taux d'activité

taux d'activité = nombre d'heures hebdomadaires de travail effectif divisé par 35

ou

taux d'activité = nombre d'heures mensuelles de travail effectif divisé par 151,67.

Conformément aux règles exposées ci-avant, le temps de travail réalisé au titre de la journée de solidarité pourra s'inscrire dans le cadre d'une journée de travail d'une durée supérieure ; dans ce cas, les heures de travail effectuées au-delà des heures requises au titre de la journée de solidarité seront rémunérées en fonction de la nature des heures.

Article 3 - Précisions relatives aux jours fériés
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Les dispositions relatives aux jours définis à l'article 6.3, titre VI, de la loi n° 2004-29 relative à l'emploi de la femme de ménage ne sont pas modifiées par le présent accord.

Article 4 - Période de référence
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

La journée de solidarité est fixée dans le cadre de l'année civile ; la première journée de solidarité s'effectuera entre le 2 janvier 2005 et le 31 décembre 2005.

Article 5 - Incidence sur le contrat de travail
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Le contrat de travail hors de la journée de la solidarité est dépourvu d'incidence sur le contrat de travail qui sera réputé ne pas avoir été modifié.

Titre II : Dispositions particulières

Article 1er - Salariés à temps complet
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

La durée annuelle de travail est portée de 1 587 heures à 1 594 heures.

Article 1.1

Salariés bénéficiant de jours de réduction du temps de travail

Le nombre de jours de réduction de temps de travail dont bénéficient les salariés dont la réduction du temps de travail est organisée sous forme de jours de repos est réduit de 1 journée, définie par l'employeur en concertation avec le salarié après consultation des instances représentatives du personnel si elles existent dans l'établissement.

Article 1.2

Salariés bénéficiant de 1 demi-journée de réduction du temps de travail ou de dix heures d'heures quinquennales de travail effectif

La journée de solidarité n'étant pas fractionnable, celle-ci est définie par l'employeur en concertation avec le salarié après consultation des instances représentatives du personnel si elles existent dans l'établissement.

Article 1.3

Salariés dont le temps de travail est modulé

La journée de solidarité est définie par l'employeur en concertation avec le salarié après consultation des instances représentatives du personnel si elles existent dans l'établissement.

Les 7 heures travaillées au titre de la journée de solidarité n'entrent pas dans le calcul de la moyenne des 40 heures travaillées sur 12 semaines consécutives, sans dépasser la limite hebdomadaire de 44 heures.

Article 1.4

Autres salariés à temps complet

Pour les salariés à temps partiel exclus ne s'applique aucune modalité particulière d'aménagement du temps de travail, la durée de la journée de solidarité est définie par l'employeur en concertation avec le salarié après consultation des instances représentatives du personnel si elles existent dans l'établissement.

Article 2 - Salariés à temps partiel en contrat à durée indéterminée
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

La durée annuelle de travail découlant du contrat est augmentée du nombre d'heures dues au titre de la journée de solidarité, calculées suivant la formule définie à l'article 2, alinéa 2, du titre Ier du présent accord.

Les heures dues au titre de la journée de solidarité sont définies par l'employeur en concertation avec le salarié après consultation des instances représentatives du personnel si elles existent dans l'établissement.

Article 3 - Dispositions particulières applicables aux salariés en contrat de travail à durée déterminée
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Article 3.1

Les salariés en contrat à durée déterminée réalisent hors de la première journée de travail de leur contrat un nombre d'heures de travail au titre de la journée de solidarité proportionnel à la durée de leur contrat et à leur horaire contractuel s'ils sont à temps

pieartl sniauvt la fmrolue de cualcl svatuine :

7 heerus × tuax d'activité × nrobme de jrous canirleades du crntaot divisé par le nmobre de juro crdeilaean de l'année

taux d'activité = nrombe d'heures hbeoaddaeimrs de traavil icinrst au ctorant divisé par 35

ou tuax d'activité = nrobme d'heures mellnseues de tariavl inscrit au crtnoat divisé par 151,67.

Les salariés en cratont à durée déterminée snas tmree précis réalisent lros de la première journée de tiavarl de luer cnraott un nobmre d'heures de trvaial au ttrte de la journée de solidarité tel que défini à l'article 3.1 du ttrte II du présent accord.

L'année clivie suivante, ces salariés eefuftnct luer journée de solidarité snuiavt les modalités définies au trtie II, artlces 1er et 2, du présent aroccd sniuvt les cas.

Une meoitnn spécifique rlatviee à la journée de solidarité et aux dnotipioissis définies ci-dessus est intégrée au catonrt de travail.

Article 4 - Changement d'employeur
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Un salarié qui a déjà accompli, au ttrte de l'année en cours, une journée de solidarité, puet rufseer d'exécuter cttee journée supplémentaire suos réserve d'en poridru la jsfuoiittcain ; le rfues ne cniottsue ni une ftaue ni un mtoif de licenciement.

Lorsqu'un salarié qui a déjà accompli, au trite de l'année en cours, une journée de solidarité, diot s'acquitter d'une nouelvelve journée de solidarité cehz son nuovel employeur, les heerus travaillées ce juor doneornnt leiu à rémunération en heeurs supplémentaires,

s'imputeront sur le ctninoengt aenunl et denonnort lieu, le cas échéant, à ropes compensateur. Puor les salariés à tmpe partiel, les hueres travaillées au ttrte de la journée de solidarité seront rémunérées en hereus complémentaires.

Titre III : Dispositions générales

Article 1er - Entrée en vigueur
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Le présent acocrd est conclu puor une durée indéterminée. Il enrte en vuigueur au 1er jjevanr 2005.

Article 2 - Primauté de l'accord de branche
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Les praties sgrnitaies cninnvneeot qu'il ne puet être dérogé aux modalités définies dnas le présent arccod par arccod d'entreprise.

Article 3 - Dépôt et publicité
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2005

Conformément aux doitiisposns de l'article L. 132-10 du cdoe du travail, le présent aroccd srea déposé à la dicoietrn départementale du traiavl et de l'emploi et au csienol de prud'hommes compétents.

Un exrpmliase srea reims à cahuqe oanirogtisan siraagntie et une nficitotoain par lttere recommandée aevc aivs de réception srea faite à l'ensemble des parties.

Création d'un nuveol alinéa de l'avenant sur la fmaoirton plsnrnfeooeslie du 1er otrboce 2004 à ilunrce à l'article 7.6.2.

Accord du 7 janvier 2005 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 7 janv. 2005

Accord du 7 janvier 2005 relatif aux congés pour maladie d'un enfant de moins de 12 ans

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 7 janv. 2005

Modification de l'article 6.5 du trtie VI :

TITRE VI

Durée du triaval et congés

Accord du 25 février 2005 relatif à la

formation professionnelle

TITRE VII

FORMATION PROFESSIONNELLE

7.6. Osraoaigtnin de l'enseignement

dans le crade de la professionnalisation

7.6.2. Fooraimtn d'aide dentaire.

(voir cet article)

La nellovue rédaction de cet acitrle est la sautnvie :

Article 6.5

Congés puor mdilaae d'un enfnat de mions de 12 ans

Tout salarié, anyat à crhage un enafnt de mnios de 12 ans, bénéficiera en cas de mlaidae de cet enfant, justifiée par un ciiecratt édicat, d'un congé rémunéré de 3 jruos par année civile.

Ce congé rémunéré srea majoré de 3 jours, puor tuot salarié, par efnant de monis de 12 ans.

Cette limtie d'âge est portée à 20 ans lurqsoe l'enfant est rncnoeu handicapé.

A la stiuie de ces différents congés rémunérés, le salarié puora bénéficier également, sur présentation d'un ccreiifatt médical, d'un congé snas solde.

Tous les congés énumérés précédemment pveneut être pirs en une ou pruisseuls fois.

Signataires	
Patrons signataires	UJCD-UD ; FCDF ; CNSD.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 25 févr. 2005

Création de 3 alinéas de l'avenant sur la fiaroomtmn plenfrsolisoe du 1er obcorde 2004 à inclure à l'article 7.6.1.

TITRE VII

FORMATION PROFESSIONNELLE

7.6. Otagiarisnon de l'enseignement

dans le cadre de la professionnalisation

7.6.1. Froimaotn d'assistante darentie :

Paragraphes à inclure :

"La cmisosmion noniltaaee pattraaie de l'emploi fxie à 500 le

Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle

En vigueur étendu en date du 25 févr. 2005

TITRE VII

Formation professionnelle

Création de 3 alinéas rietlfas à l'avenant du 1er octobre 2004, rtie VII (art. 7.6.2).

7.6. Oartoisaign de l'enseignement dnas le crdae de la professionnalisation

7.6.2. Fortioman d'aide dentaire.

Paragraphes à icrlune :

"La csomimsoin ntnialaoe pitraaire de l'emploi fxie à 300 le

Accord du 8 juillet 2005 relatif aux absences pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD ; FCDF.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; FO.

En vigueur étendu en date du 8 juil. 2005

Nouvelle rédaction de l'article 3.6 :

3.6. Acsnebe du salarié puor maladie, acdcneit non professionnel, congé de maternité ou congés d'adoption

3.6.1. Incncedine de la miaalde non psiolnneoesfre ou de l'accident non posnnreifeol sur le ctanrot de travail.

L'arrêt de tiavarl résultant de la mdalaie non pssrfloneoenile ou de l'accident non professionnel, justifié dnas les 48 heures, sesnpud l'exécution du ctnorat de travail. La mdliaae non

norbme d'heures de fomioatrn nécessaires aux salariés en cotnart ou en période de patesinloanosoiisfrn puor ontbeir le trite d'assistante dentaire".

"Ces 500 hreeus de forimoatn snot réparties en 260 hreeus de foraitmon eertxne dnas un crnete de foimotran agréé par la csmsmioion nnitaolae piairtrae de l'emploi et à 240 hurees de fraomtion itnrnee au cibnaet dentaire. Ces 500 heuers snot définies par le référentiel de fmooaitrn et d'emploi de 1995".

"La fmaooitrn inertne assurée au cniabet drtaenie se déroule suos le contrôle de l'organisme de formation. Celle-ci ctroopme 2 voetls :

- l'un, en présence du pnitaet (entraînant une durée de réalisation de l'acte opératoire, puls lonuge que la durée normale) ;

- l'autre, consacré aux eopailxctnis et démonstrations pterquias rlteaievs à l'ensemble des séquences opératoires (gestes nécessaires aux acets de soins) passées ou à venir.»

Le rstee est inchangé :

" La ciiossommn naalitnoe ptirarae de l'emploi fxie à 260 herues le nombre d'heures de foamotirn exnrtee et d'évaluation puor la préparation de l'examen de quaiaalfctoion d'assistante dentaire. "

Fait à Paris, le 25 février 2005.

nbomre d'heures nécessaires puor oetbinr la qiaolafctiun d'aide dentaire;

Ces 300 hereus de foroitamn snot réparties en 150 heeurs de froimtaon erntexne dnas un cetnre de ftioaormn agréé par la csoosiimn nnaaliote ptaairre de l'emploi et à 150 hreeus de farotmion irrrente au cnbeiat dentaire.

La fooimrtan ientrne assurée au cainebt daritnee se déroule suos le contrôle de l'organisme de formation. Celle-ci cmoptroe les extocanpiils et démonstrations appliquées aux tâches décrites à l'annexe I de la cnoeivnton clotlevice nlaniotae étendue des cbeiatns dnetaries "Emploi d'aide dentaire".

Le rtsee est inchangé :

" La cmisosoin ntainloae priaartie de l'emploi fxie à 150 heerus le nbrome d'heures de fiatroomn exrente et d'évaluation puor la préparation de l'examen de qcoiaifaaultn d'aide dentaire. "

Fait à Paris, le 25 février 2005.

poinsfelrselone ou l'accident non poiofesnenrsl ne puet être en lui-même un moitf de licenciement.

En revanche, les conséquences sur le fnoeemttnoncit du cniaebt des acnsbees cenoiaunts ou discontinues, égales ou supérieures à 4 mois, excepté puor les salariées en état de gsorsssee déclarée, pevuent jefititur le lncimiecent de l'intéressé(e) si les 2 conoidntis ci-après snot rmeipels :

- l'absence du salarié pbuaenrttr le fneeioconommtnt du caniebt irdtient à l'employeur de copemtr sur l'exécution régulière du cantort de tviaarl ;

- l'absence rned nécessaire le reanmlecpmet définitif du salarié par un craontt de trvaail à durée indéterminée.

Avant d'engager une procédure de licenciement, l'employeur, peut, par lterte recommandée aevc accusé de réception, mettre en deumere le salarié de rnerdpree son activité psseeolinnorfle dnas un délai de 15 jorus calendaires. Le piont de départ de ctete msie en duemere est la dtae d'envoi du cureroir recommandé.

3.6.2. Iceidnnce du congé de maternité ou du congé d'adoption.

Le congé de maternité ou d'adoption, dnot l'employeur a été avisé par lettre recommandée aevc aivs de réception cnorpamnet le miotf de son ascnebe et de la dtae de rpeirse d'activité, sesnpud l'exécution du cotrant de travail. Le congé de maternité ou d'adoption ne puet être en lui-même un miotf de licenciement.

Lorsque l'accouchement inenievrtt puls de 6 saeimens aavnt la

dtæ prévue et que l'enfant est hospitalisé, la mère bénéficie d'une pgrootlioann de la ssnpsœuin de son crnatot de tviaarl du nmrboe de juos courant entre la dtæ eicetvffe de la ncnaasise et la dtæ prévue, aifn de pteemtrre à la salariée de participer, cauhqe fios que possible, aux snois dispensés à son ennfat et de bénéficier d'actions d'éducation à la santé préparant le rtouer à domicile.

3.6.3. Realcmempnet du salarié aabsnt puor maladie, accdient non professionnel, congé de maternité ou congés d'adoption.

Avenant du 8 juillet 2005 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 8 juil. 2005

Accord du 2 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FCDF ; FNISPCLD.
Syndicats signataires	CGT-Force ouvrière ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 2 déc. 2005

Nouvelle rédaction du 3e alinéa de l'article 7.5 du trite VII, fiarmtoon professionnelle, modifié cmome siut :

TITRE VII

FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 7.5

La professionnalisation

Accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du

Pendant la période d'absence cuonnite ou dninsituoce inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 dirrnees mois, le salarié ansbet de manière cionnute ou diictsonune pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.6.4. Roteur de congé de maternité ou de congé parental.

Le salarié qui rrneepd son activité à l'issue d'un congé maternité ou d'un congé paaetrnl d'éducation a dorit à un eetntiren pinesnfeosrl aevc son employeur.

Nouvelle rédaction du dieernr alinéa de l'article 7.2.1 et de l'article 7.2.2 du ttire VII, fmaitoron professionnelle, modifiés cmroe siut :

TITRE VII

Formation professionnelle

7.2. (Nouveau) Fnacemiennt de la fmaoirton professionnelle

(Voir ces articles).

Les ptreias snatireagis du présent aanevnt cnenfiot à la csimoimosn nnalatoie paariirte de l'emploi, la définition et le réexamen périodique des atnocis et pblcuis peirraoriits puor la msie en oeruve de la pfsnntiraaioeioslosn dnas le cdare du cortant ou atiocn de peloanotrsiifasniosn et de la période de professionnalisation...

Sans cagnnmheet jusqu'à :

La coosiismmn nnliaoate priairtae de l'emploi fxie les oticjfbes stagiaires, les fafortis et les modalités de financement, nmomtneat dnas le cdrae d'une covintnoen ccnolue aevc l'OPCA-PL.

Le 3e alinéa est supprimé :

" Les prtieas stgirniaeas cninnenoevt que le faroift de prise en cahgre est fixé avant le 15 obtcore de cahque année par aexnne au présent titre. Puor la période débutant le 1er oocbtre 2004 jusqu'au 15 oobrtce 2005, le fiofrat est fixé par siigrtæe à 7 /heure."

et remplacé par :

(voir cet article)

Le retse de l'article reste inchangé.

paritarisme

Signataires	
Patrons signataires	Confédération nationale des dentistes (CNSD) ; Fédération des chirurgiens-dentistes de France (FCDF) ; Fédération des syndicats dentaires libéraux (FSDL),
Syndicats signataires	Fédération nationale des dentistes chrétiens des professions affines et retraités des services de santé et services sociaux CTFC ; Fédération de la santé et de l'action sociale CGT ; Fédération nationale indépendante des dentistes du personnel des cabinets et laboratoires dentaires (FNISPCLD) ; Fédération des personnels de santé et services sociaux France ouvrière,
Organisations adhérentes signataires	CFDT santé et services sociaux, 47-49, avenue Simon-Bolívar, 75950 Paris Cedex 19, par lettre du 20 décembre 2010 (BO n°2011-34) Fédération CFE-CGC Santé-Social, par lettre du 29 novembre 2021 (BO n°2021-50)

Article 1er - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Par le présent accord, les parties signataires conviennent de développer une politique de dialogue social et de négociations constructives de qualité.

Afin de permettre un tel développement et en tenant compte des différentes situations déjà mises en place, les parties conviennent de définir le cadre de fonctionnement de leurs travaux afin de garantir le droit des salariés et des employeurs, et mettre en œuvre les moyens et les modalités appropriés aux missions.

En conséquence, il a été convenu :

- de renforcer l'expression de la branche professionnelle ;
- d'anticiper, de coordonner et d'accompagner l'application des dispositions législatives ;
- de faciliter la présence des mandats au sein des comités sociaux paritaires, par la mise en charge des frais et maintien des rémunérations ;
- de développer l'impact du dialogue social auprès des employeurs et des salariés ;
- de faciliter les échanges entre les métiers de la branche ;
- d'encourager les pratiques d'embauche en favorisant les recrutements de la branche professionnelle à l'évolution des emplois et des besoins de compétence et de la qualification.

À cet effet, il est institué un fonds de financement et de développement du paritarisme.

Article 2 - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Le présent accord est applicable à tous les cabinets dentaires de territoire national et des départements d'outre-mer identifiés sous le code APE 851E en tant que tels des textes légaux et réglementaires en vigueur.

Il constitue une annexe à la convention collective étendue de 1992.

Article 3 - Financement : contributions des entreprises de la branche

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les signataires du présent accord conviennent d'organiser la contribution au budget nécessaire au bon fonctionnement du paritarisme.

Afin de disposer des ressources nécessaires au fonctionnement de ce budget, il est institué, à compter de la publication de l'arrêté d'extension du présent accord, une contribution allouée à la charge des entreprises et versée dans le cadre d'application de la convention collective des cabinets dentaires.

Le financement du fonds pour le paritarisme est assuré par une contribution annuelle, à la charge des employeurs, assise sur la masse salariale brute de l'effectif salariés des cabinets dentaires.

Le taux de contribution est fixé à 0,05 %.

Au titre de la 1^{re} année, la contribution sera assise sur la masse salariale de l'année précédente et elle sera proportionnelle au nombre de mois restant à couvrir entre le premier jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension du présent accord et le 31 décembre.

Article 4 - Recouvrement des contributions

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les parties conviennent de confier à l'OPCA-PL pour recouvrer auprès des cabinets dentaires libéraux la cotisation, via les modalités suivantes :

- la contribution est appelée en même temps, mais distinctement, des contributions de financement à la formation continue des salariés ;
- les modalités de recouvrement pour le compte de l'association paritaire de gestion et de recensement à cette dernière sont définies par une convention établie entre l'OPCA-PL et l'association paritaire de gestion définie à l'article 6 du présent accord ;
- l'OPCA-PL devra tenir une comptabilité distincte de celle tenue pour les fonds de la formation professionnelle.

Article 5 - Affectation des fonds

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les parties conviennent que les fonds recouverts au sein de l'association de gestion du paritarisme, définie à l'article 6 du présent accord, de faire fonctionner les instances paritaires dans les conditions suivantes :

- après déduction des frais dûment justifiés de recouvrement par l'OPCA-PL, des frais de tenue comptable de l'association de gestion prévue à l'article 6 et des frais de fonctionnement aux comptes, les fonds sont destinés :
 - pour 40 % au financement :
 - des travaux dirigés par les instances paritaires de la branche (CPNE FP-commission paritaire nationale...) ;
 - des frais de secrétariat et de mise à disposition des locaux ;
 - des frais de fonctionnement et d'investissement de l'association de gestion et, plus généralement, tout autre frais décidé par les instances paritaires, signataires du présent accord(1) en vue de développer la négociation collective,
 - et pour 60 % au financement :

- des frais engagés par les instances représentatives pour siéger dans les instances paritaires.
- 30 % sont répartis entre le collège salariés,
- 30 % sont répartis entre le collège employeurs.

Chaque collège se charge de la répartition des fonds attribués aux

différentes oinasatgoinsr siégeant efneecimeetvft dnas les isnntaecs priertaiaes de la bahcnre et le cqummnioue au ciosenl d'administration de l'association d'aide au paritarisme.

Chaque oiaotagnirsn frea son arfaife des rbuthersemoems des frais de transports, de repas, d'hébergement et de perte de reeucoossr de ses représentants appelés à piepacitr aux tvraaux des devrsies isctnanes paiatreis meis en palce dnas le cdrae de la covonentin clvlceioite nationale.

Un état aenunl des dépenses de cuhqae oiaitrngsoan srea annexé au rapprot aennul de trésorerie de l'association d'aide au paritarisme.

(1)Termes exlcus de l'extension cmmoe étant ctneiaorrs à la jisupcrndeure de la Cuor de ciasaotsn (Cass. soc. 29 mai 2001, Cegelec) solen luellaqe il résulte du pinrpie d'égalité de vlauer ceololintisutntne que les dopoiintssis d'un acrcod clcleioft qui tnndeet à améliorer l'exercice du driot sayidcnl snot aipllpeabcs de plein dirot à tuos et en pueriatlcr aux stinacyds représentatifs snas qu'il y ait leiu de dtégiisnur les sraigtanies et les non-signataires dudit ttxee(arrêté du 4 oocbtre 2007, art. 1er).

Article 6 - Association de gestion du paritarisme

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les sraitnagies du présent accrd cnneievnnnot de créer une astciosaoïn de gotesin du psairtmraie dénommée : asaiotcosin d'aide au piariamrtse dnas les cetiabns dierteans libéraux (AAP-CDL), suos l'égide de la loi de 1901, dnnot les stuatts snot annexés au présent arccod ; elle est composée de 1 représentant par ogaïainostrn sadlciyne représentative de salariés snagiirtae du présent acorcd et d'autant de représentants des oïarsiontagns d'employeurs représentatives de la brcanhe sirnieaagts du présent accord.

L'association est administrée par un cosniel d'administration pitirraae composé d'un représentant par otasinairogn synnacie des salariés représentative saitirgane du présent accord et d'autant de représentants des oonirnsagtais sagtneraiis qui désignent un braueu exécutif.

Le buaeru est composé :

- d'un président ;
- d'un vice-président ;
- d'un trésorier ;
- d'un trésorier anojdit ;
- et d'un secrétariat.

Dès sa constitution, l'association est chargée :

- d'établir ses suattts et son règlement intérieur ;
- de désigner son braeuu ;
- de fxeir les règles de fnnmceaniet de ses activités et d'établir un bedgut prévisionnel, conformément à l'article 5 du présent accord.

Annuellement elle est chargée :

- de vérifier la conformité de l'utilisation des fodns aux règles définies puor le fenemiancnt de ses activités ;
- de tnier une comptabilité et d'établir un beudgt en début d'année et un blain en fin d'année ;
- de présenter à la ciosimmosn pitiraare de la branche, le blian de fnnoconemeintt et le bilan feacinir de l'année écoulée anisi que ses ponorotispis éventuelles sur la répartition des fonds.

Un règlement intérieur définit et précise les rôles et minssois du csieonl d'administration, du baeuru et des membres.

Article 7 - Bilan de fonctionnement

Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les sagitnreas du présent accrd connevneint de se rvoeir 3 ans après la pobctaiulin au*Journal officiel*de son arrêté d'extension, aïfn de farie un bialn des ctionniods d'application du présent accrd et d'en terir les conséquences à la lumière de l'évolution de la satiuiotn de l'emploi dnas la branche.

Les praites sigieanatrsvoninennent que les dnoitsspios du présent acorcd ponourrt être modifiées, nntmeaomt en ftnooïcn de l'examen des stqteuiasits prntoat sur l'utilisation des fonds.

Annuellement, la csiomomsin patirraie de brhncae eriemnxaa le blian de foenmncntienot de l'association d'aide au paritarisme.

Article 8 - Durée, révision, dénonciation

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Le présent acorcd est cclnou puor une durée indéterminée.

Le présent arccod prruoa être révisé, par aeannvt et par cauhqe paitre starniaige ou anayt adhéré en totalité ultérieurement, selon les modalités sveuinats :

- ttoue dnaedme de révision srea adressée par lteetrs recommandées aevc aïvs de réception à cauhnce des petaris sranaetigs et adhérentes, et cpotoemrr l'indication des dotsniispoiis dnnot la révision est demandée anisi que les prinotospios de rnmelecamept ;

- à réception de la lettre, les pitaers susvisées dnrevot ouvrir, dnas un délai de 3 mios maximum, une négociation puor rédiger un avennat ou un nevol arccod ;

- les dtisnoiopiss de l'accord dnnot la révision est demandée rreoeentt en veuigr jusqu'à la dtae de piuaillboctn au*Journal officiel*de l'arrêté d'extension finsaat stuie à la cocluinson d'un aeannvt ou d'un nevol accord.

L'avenant pntaort révision de tuot ou priate de l'accord clctioef se sutusbtie de peïln dirot aux sunatilpiots de l'accord qu'il mdiofie et est opposable, dnas les cdtonionis fixées à l'article L. 132-10 du cdoe du travail, à l'ensemble des epurmyloes et des salariés liés par la ctovinoenn ou l'accord ctelcilof de travail.

L'accord prruoa être dénoncé par les pietras signataires, dnas les coiidotnns de l'article L. 132-8 du cdoe du travail, en rectnespat un préavis de 3 mois.

Article 9 - Date d'application

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Les pearits saeigitarns cnneoennvit que le présent arccod s'applique impérativement le pmereir juor du mios snivuat la dtae de signature, siot le 1er aivr 2007.

Article 10 - Publicité, dépôt, extension

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2007

Le présent acorcd srea déposé conformément aux diniisptooss de l'article L. 132-10 du cdoe du travail.

L'extension du présent accrd srea demandée auprès du mnrstiie du traival par l'une des osorgiianatns signataires.

emplois d'assistant dentaire titre II

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; FCDF.
Syndicats signataires	FO ; CTFC ; FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

Nouvelle rédaction du 3e alinéa de l'article 2.1.1 du titre II de l'annexe I de la ceontinovn cvcltlioeo nlniaatoe des cainetbs

Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'aide dentaire titre III, annexe I

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; FCDF.
Syndicats signataires	FNLCISPD ; CGT-FO.

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

Modifications du trite III de l'annexe I de la cionvneotn cteivlcloe nltanaie des ctbeians draetiens pour une msie en cohérence avec le trite VII « Formatin pnfsnoeliorlese » de la cvntoeion cvllecioe ntinoalae des ceitbans dentaires.

TITRE III : EPLIOMS D'AIDE DAIRETNE

Article 3.1

Exercice de la psrofesoin

Article 3.1.1

Nul ne puet rlmpeir les fiotcnons d'aide dnteirae s'il n'est pas ttliaraie du cificetrat d'aide darintee ronecnu par la CPNE-FP des cabetnis dntieears ou en cursus de foatomirn ou de vidtaaoiln des aqiucs de l'expérience, tles que décrits dnas l'accord étendu du 1er oortbe 2004 reitalf à la ftmiroaon pnnsfireololese dnas les citbanes diaterens libéraux, et destiné à oinebtr la qiaficiaolutn d'aide dentaire.

Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la coovntnein clovitlce nnaalotie des centaibs dteinaers prévoit que, pdenant la période d'absence cntinuoe ou dsotcninuie inférieure ou égale à 4 mios sur les 12 dereirns mois, le salarié aebstnt de manière cnonuite ou duosntcine pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

Les étudiants en criirhuge dantiree de l'Union européenne ou anyat des ardcocs spécifiques avec l'Etat français, anyat validé luer 3e année de formation, snot autorisés pnednat les périodes de vaecnas usierinrviates à eeuctfeir le rlnpemaemect d'un adie daenrtie en poste.

Article 3.1.2

L'aide daitnree aussme les tâches décrites à l'article 3.2 suos la responsabilité et le contrôle effctef d'un chirurgien-dentiste ou suos le contrôle eifcteff d'un asitssant dnreaite à qui cttee tâche est confiée par le chirurgien-dentiste dnas le carde de l'activité du ceaibnt dentaire. Hmoris le cas où l'aide datnerie ecfetufe le raeeplcnemmt d'un assnsitat dernatie dnas le resept de l'article 3.6 de la CCN, il ne puet être présent dnas la sllae de snois pdnaet la réalisation d'une inoeitenvtrn pnloelfosiersne effectuée par le praticien.

Il est suioms au secert professionnel.

Article 3.1.3

Un chirurgien-dentiste puet se friae aiedr par un ou pilrseuus aeds dentaires.

Article 3.2 Formation Article 3.2.1

dentaires, siute à l'avenant du 6 jeliult 2007 carcnnneot ce même article.

TITRE II : EMOLPIS D'ASSISTANT DRAEITNE

Article 2.1. (nouveau)

Exercice de la perioofssn

Article 2.1.1 (3e alinéa)

Les étudiants en ciugrhrie deanirte de l'Union européenne ou anyat des acordcs spécifiques avec l'Etat français, anyat validé luer 3e année de formation, snot autorisés pnadnet les périodes de vneacacs uvnerrsaieiits à eceffetur le rpelenmcmemat d'un ou d'une assistant(e) dnirtee en poste.

La CPNE-FP est compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dnas le crdae de la fmtraioon d'aide dentaire. Seuls les oesrmngais de fmrooatin agréés par la CPNE-FP des ctbaeins dneiaerts snot habilités à mettre en ?uvre la frtomioan et à oseagrnir les épreuves de vdaliaiton des connaissances.

La fairmoton diot être réalisée conformément aux ocbftjies de l'article 7. 4 de l'avenant étendu du 1er obtroce 2004 et aux dsioipifsts décrits aux atrelcis 7. 5, 7. 5. 1, 7. 5. 2, 7. 6. 2 et 7. 9 du même avenant, anisi que tuos les antveans qui vderninaiet compléter le trtie VII de la cootnevnn clcvliotee nailntoae des cbaetins dentaires.

La CPNE-FP est selue habilitée à délivrer la qiailitcuafon d'aide daertnie rcoennue par la cevtinnoon clciteovle niaatnole des cibtanés dentaires.

L'employeur est tneu d'assurer la fotoramin innrete nécessaire à l'exercice de la fonitcon et de lsseair au salarié concerné le tpmes nécessaire lui prtameentt de peiapitcrr à tuos les stages, meoluds ou cuors théoriques mis en pcalle par la posieorsfn en vue de la préparation à la viaiolatdn de la formation.

Article 3.2.2

Conditions d'entrée en ftoiaormn

Tout salarié de ceinbat dnrtiaee embauché en cortnat de professionnali-sation ou tuot salarié en potse qui bénéficie d'une période de pfrrnsleoiointoaassin en vue de l'obtention du cicafiertt d'aide drneitae diot :

- ? être tarulitie du BPEC ou du brevet des collèges ou d'un diplôme, trtie ou quocifaatilin de naeivu équivalent ou jeifsutir d'un nevau de fomriaotn équivalent ;
- ? être âgé de 18 ans au minos ;
- ? s'engager à suivre l'enseignement ;
- ? se présenter aux épreuves de vlaiatodn ;
- ? asitessr le pitriacen dnas les tâches qui relèvent de sa compétence et de sa formation.

Article 3.3

Définition des tâches

L'aide dtaeirne rielpmt les fticoonns de réceptionniste alleeuqxus s'ajoutent des fnnocotis nécessitant des capacités techniques, releetnalonils et aitmrvasdiitens :

Dans le crade de ses fonctions, l'aide daiertne diot asini :

- ? asrsuer la msie en fentenoncoimnt du cinebat en étant sbstlcepie de bncharer et débancher les appareils, d'en vérifier le bon état et luer fomincenntonet ;
- ? aiulcielcr les patetins ou tuot aurtte veitsuir du cieabnt ;
- ? répondre au téléphone, fxoir les rendez-vous et gérer le caernt de rendez-vous ;
- ? réguler le foneotiencmnt du cnbeait ;
- ? être clabpaie d'identifier les deaemnds des petntais et de les tatrmtrsene au pritieach ou à une aitaatnsse ;
- ? être capable d'écoute, de discernement, de discrétion et de deiovr de réserve ;
- ? posséder des cannnaieoscscs en beqtiruaue et sur le ligoiecl d'exploitation du caenbit ;
- ? établir les feichs des patients, gérer les fhcieris de diseross médicaux, établir les fleeuils de sions et les deotnmucs pour les asrsunaces complémentaires, eicsnaser et eregreintsr les pameients des ptnteias ;
- ? ausesrr les rcanlees ;
- ? nettoyer, décontaminer les sfeucas des meulbes et aalrpieps dneitras ;
- ? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et rnager les itnemuntsr ;
- ? développer, iineideftr et calessr les clichés de roaiigdloe drteanies ou les dmtceuons ppeair résultant de l'utilisation d'appareils d'imagerie médicale ;
- ? assister, dnas la limte de ses compétences, le pitercian dnas

les soutuianits d'urgence ;
? asesrur les rliatones aevc les loairbroteas de prothèse ;
? gérer le stcok de pitet matériel et de pidrtous cooealbnsmms et asuserr luer traçabilité ;
? aursser les cnmdmaeos de ferurtunios et luer suivi.
L'exécution régulière d'une des 3 compétences saveinuts entraîne, conformément à l'annexe I, ttire V « Taravux de secrétariat », le vereensmt de la pmrie de secrétariat dnot le mnatnot est défini à l'article 3.16 de la CCN :
? établir, sivrue et rlpepaer les échéances atmrtvneiidsas ;
? eiesngrertr les opérations cltbpoeams ctanreous : tinermtat des fectraus et préparation de luer règlement ;
? assruer la cranoenpocsrde du cabinet, le cerouirr pnuaovt être dactylographié, maurincst ou sur tteeamnrit de texte, la rédaction éventuelle des tauarvx d'étude ou de recehhcre des praticiens.

Avenant du 5 octobre 2007 relatif à la
détermination de la durée du travail
effectif 1

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; FCDF.
Syndicats signataires	FLCSNIPD ; FO ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

Proposition de mitiicoafdn de l'article 6.2.5 du ttirie VI de la ctenvnioon ctlevloie nlitanoae des cieabtns dentaires

« 6.2.5. Détermination de la durée du tvaialr effectif.
Sont considérés comme périodes de tiavarl eieftcf puor le clcual de la durée et de l'indemnité de congés payés :
? les abcsnees provoquées par la fréquentation des cuors penoflieronsss (cours ogrtoialbies de fiatromon permanente) ;
? les périodes de congés payés de l'année précédente, suaf cas pciuitelrar de rropet ;
? les congés de maternité ;
? les congés de paternité ;
? le congé pirpnacil d'adoption ;
? le congé supplémentaire d'adoption ;
? le congé d'adoption au mnoemt de l'arrivée d'un efnant ;
? les arrêts de tvaialr puor aciendct du tiavarl ou maiadle perolnsseonlife (limités à une période de 1 an) ;
? les périodes miiraitles ;
? les journées d'appel de préparation à la défense ;
? les congés de cruote durée justifiés, tles que définis dnas la cnoientovn ciocvllete nnaltoiae des ciabetns daernites ;
? les journées chômées puor paieictrpr aux réunions sceyiadlns

Avenant du 7 mars 2008 portant
modification de l'article 3.2 de
l'accord relatif à l'aménagement et à
la réduction du temps de travail

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; UJCD.
Syndicats signataires	FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2008

Les pteairs siagatiensr cnnvoenient de mfioedir l'article 3.2 de l'accord raitlef à l'aménagement et à la réduction du temps de taiarvl du 18 mai 2001, étendu le 26 nvomrbee 2001, en faixnt un cengtionnt d'heures supplémentaires crmoonne aux teexts législatifs et réglementaires en vigueur.

Les peitars sagiatnreis conviennent, que puor des rnoisais pratiques, la dtae d'application du présent aocrd est impérative au 1er jnaevir 2008.

L'aide deaitnre taliturie du cifiteract ruoncene par la CNPE-FP des ciantebs ditnraees peut, par la ftoiroamn continue, onteibr le trite d'assistant drnaiete en svuinat la fiormotan et vaalndit les 2 muledos siautvns :
? tvaialr à 4 mnias ;
? ascnsntsaie tenuhqice aux tvuarax prothétiques.
Cette fttirmooan de l'obtention du titre d'assistant drtienae est finançable sur le paln de fmotiaron à la rubqriue « aeaoinutgtmn des compétences ».
Elle puet également être réalisable dnas le cadre du DIF.
L'obtention du titre d'assistant deinatre puet être également otnbeu par la VAE.

ou aux réunions de cioismonss prévues par la présente cvtneoinon c cvltileoce ;
? les congés de fmatrioon de crdeas ou d'animation puor les jeenus ;
? les congés puor événements famiualx ;
? les congés de frooitman psionlrolesefne cotniune ;
? les congés puor jurys d'examens ou de VAE qui crenonenct la bnrhace des cbtenias deriatnes ;
? les périodes de congés puor eteufcfer des sgates de foomtiran pesnnsfellioree ou de pmtioorn sociale, y cmirrops le CIF et le congé examen, asini que puor euetfecer le bilan de compétences ;
? les asnceebs maadile dnas la litime de 30 juors par année clviie ;
? les congés de friatotmon économique, soilcae et sdciaynle ;
? les jrous de reops aciuqs au ttire de la réduction du tpems de tvaialr ;
? les repos coptamesrneus au ttirie d'heures supplémentaires ;
? les aecbsens puor se rrdene aux exanmes médicaux orglaitboies ;
? le congé junee talrluieavr ;
? le congé de fomoratin des clrileoness prud'homaux, aisni que le tpems consacré à l'exercice de lreus fotocnins ;
? l'autorisation d'absence puor les citdaadns à une focinotn pamrienlraete ou d'élú teraorrtiil ;
? le congé de fortaiomn des aantrusimrteids de mueullte ;
? le tpems de msnisois et de fotramoin des sapeurs-pompiers viornlotaes ;
? le tpms de msoiisn du csieellonr du salarié lros de l'entretien préalable au lencnmieect ;
? le tpms de msision du salarié exerçant une ftnoocin d'assistance ou de représentation dnevat le cesniol de prud'hommes. »

(1) Actlire étendu suos réserve del'application desdispositions de l'article 38 de la loi n° 85-772 du 25 jleulit 1985, de l'article 9 de la loi n° 86-76 du 17 jveanir 1986et des actielrs L. 122-14-15, L. 122-24-1, L. 236-1, L. 225-8, L. 225-12, L. 434-10, L. 412-20, L. 424-1, L. 434-1 L. 992-8 et R. 231-44 ducode du travailreeiavtls aux périodes et congés assimilés à du tpms de trivaal eiffctef puor le cclual de la durée du taarivl(arrêté du 3 mras 2008, art. 1er).

En conséquence, l'article 3. 2 est rédigé cmome siut :

« 3.2. ATRT mnnintaaet un harrioee supérieur à 35 hereus hebdomadaires

Si une errestepne demnade à ses salariés de tvrelliaar au-delà des 35 hereus horeaibemadds conventionnelles, elle diot rémunérer les hereus supplémentaires à des tuax majorés :
+ 25 % à priatr de la 36e herue jusqu'à la 43e herue iuslone ;
+ 50 % à patrir de la 44e herue jusqu'à la 46e hreue incluse.

Toutefois, le dépassement du centignont d'heures fixé par les teexts législatifs et réglementaires en viuegur entraîne puor chque heure effectuée au-delà de ce sieul :
- dnas les eineerrpsts de mnios de 10 salariés :
-- le piemneat des heuers supplémentaires majorées cmome indiqué ci-dessus ;
--- l'octroi d'un reops cuneoetspamr de 50 % ;
-- dnas les eerpenrists de puls de 10 salariés :
-- le piaemnt des heeurs supplémentaires majorées cmome indiqué ci-dessus ;
--- l'octroi d'un repos cetoumapnesr de 100 %.

La rémunération des heerus supplémentaires majorées puet être remplacée par l'employeur aevc l'accord du salarié, en totalité ou partiellement, par un repos ceometpasunr de rmenempealct dnas

Avenant du 19 juin 2008 portant modification de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FLPNISCD ; FDSL ; FCDF.
Syndicats signataires	CFTC.

En vigueur étendu en date du 19 juin 2008

Modification de l'article 2.5.1.1 de l'annexe I, ttire II, de la cnvetoionn ctceivlloe nltnaioae des ctaenibs dhreateis rteialf aux monteins complémentaires :
Actuellement et snas cmhnnneegat :

« Art. 2.5.1.1

Assistant dntireae " monetin complémentaire ODF ?

Avenant du 5 décembre 2008 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2009

Modification de l'article 2.5.1 de l'annexe I, tirtre II, de la civntoonen ccoeltivle nanaotlie des cbtaines dteearns :

« Arctile 2.5.1

Assistant diaetne "mention complémentaire"

Les asttnsasis drtaneies tlariitues du trtie irincst au répertoire nanotal des corificitantes pienlossoelernfs (RNCP) pneevut eggnear une firaotomn cutnnioe en vue d'obtenir une moteinn complémentaire dnas des dlsciipenis spécifiques de la crgrhiue dentaire, naometnmt orthopédie dento-faciale.

Avenant du 25 septembre 2009 relatif à la période d'essai

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La CGT-FO ; La CFTC ; La FNISPCLD,

En vigueur étendu en date du 25 sept. 2009

Modification de l'article 3. 4 du ttire III de la ctovieonnn colltcevie naainlote du proesenl des cenibtas dentaires.

Ancienne rédaction :

« Atcile 3. 4

Période d'essai

3. 4. 1. Cnarotts à durée indéterminée

Le ctonrat de tiraval débute par une période d'essai de 1 mois. Cette période puet être renouvelée puor la même durée, une fois. Le renouvellement, à la dnademe de l'employeur, diot être fait, par écrit, à la fin du pmreier mois.

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné puor atessir les ptciraiens ptnrqaaut l'orthopédie dento-faciale.

En complément de ses fniocntos heatelulbis l'assistant " mneotin complémentaire ODF ? possède les cosiaanensncs spécifiques techniques, rteloelnanlies et arvitedstimanis nécessaires puor astisesr le pitearcin en orthopédie dento-faciale, ascueiqs à l'issue d'une frmoitaon complémentaire dnot le porrgamme et la msie en ovuree snot confiés à la CPNE-FP des cbtnieas dentaires. Ne snot autorisés à ernetr en ftomioarn en vue de l'obtention de la mtneion complémentaire ODF que les astssnitas dntearais taliutres du ttire icrsint au RNCP.

Ne snot autorisés à onreiasgr l'enseignement et les épreuves de valdiaoitn que les orsmngeas répondant au ciaher des ceagrhs établi par la CPNE-FP des cbiatens dtrianeas et chsiios par celle-ci.

La CPNE-FP est sleue habilitée à délivrer la mionten complémentaire ODF. »

L'article 2.5.1.1 est ainsi complété :

« La CPNE-FP reconnaît l'équivalence aux aissnatsts aynat onbetu antérieurement la qiticuofiaaln d'assistant driaetne qualifiée en ODF, délivrée par les onrasiemgs de famooirtn (formation validée antérieurement à la décision de la CPNE-FP du 16 mras 2007 viadlant le référentiel de framoiotn complémentaire en ondoroihtte de 100 heures). »

La CPNE-FP des cetanibs deniartes est sleue habilitée à définir les motniens complémentaires, à élaborer les prrgmeamos afférents, à mettre en ?uvre les formations, à définir le ceihaar des cgaerhs à dansioetn des osenmriags de ftaoomrin et à cihisor cuex qui la délivreront.

La CPNE-FP est seule habilitée à délivrer les monintes complémentaires aux salariés qui ont sitafsait à la violatidan de luer faoirtmon cnionute complémentaire.

La fomatrion en vue de l'obtention d'une metionn complémentaire est finançable sur le paln de fmoiroatn à la rqrbiue "développement des compétences".

Elle puet également être réalisable dnas le carde du DIF. »

L'article 2.5.1 « Aasisntst daertine "mention complémentaire" » est ansii complété :

« La msie en ?uvre au sien du cbainet detanrie des compétences aicqeuss par la ftraoimon et la voliadtain d'une mneotin complémentaire tllee que définie ci-dessus srea notifiée au crntat de tiaravl ou frea l'objet d'un anvnaet écrit auidt contrat, qui précisera également le mnnaott du complément de salaire afférent, conformément à la gilirle srlaaiale en vigueur. »

Date d'application : au 1er jeinavr 2009.

Au corus du piremer mios d'essai, les pterais puenvet se séparer snas délai de préavis, ni indemnité.

Au corus du sneod mios d'essai, un délai de préavis de 3 juos diot être respecté par les duex piretas ; anuuce indemnité de rrupute ne srea due.

La rémunération maiminle de la période d'essai ne puet être inférieure à celle résultant du piroudt du tuax hriaore de bsae de la catégorie puor lallquee l'intéressé a été engagé par le nbmroe d'heures effectuées. Dès la première sniemae de la période d'essai, le salarié diot être déclaré à l'ensemble des oaeenrimsgs scoiaux (sécurité sociale, médecine du travail, AGRR).

Si l'employeur eacuhmbe puor la première fios un salarié, il diot déclarer sa nlvoleue qualité d'employeur à l'inspection du taviral dnnot il dépend.

Lorsque l'employeur oblgie un salarié à se déplacer d'une atrue ville, il lui diot le mntaont des faris du vayoge alelr (en 2e csasle SNCF).

Si la période d'essai est inropeturme du fiat du salarié, les faris de vogaye rtueor ne lui snot pas dus.

En revanche, si la période d'essai est ioetnmpmruue du fiat de l'employeur, celui-ci penrd à sa cahgre les frias du vyagoe retour.

3. 4. 2. Cnottars à durée déterminée

La période d'essai du cnoartt à durée déterminée est de 1 juor par semaine, aevc un maumixm de 2 sieenams puor les cnattors dnnot la durée est au puls égale à 6 mois.

La période d'essai est de 1 mios mumxiam puor les crttnaos de

puls de 6 mois.
Ces périodes d'essai ne sont pas renouvelables.
Lorsque l'employeur oblige un salarié à se déplacer d'une autre ville, il lui doit le montant des frais de voyage aller (en 2e classe SNCF).
Si la période d'essai est interrompue du fait du salarié, les frais du voyage retour ne lui sont pas dus.
En revanche, si la période d'essai est interrompue, du fait de l'employeur, celui-ci prend à sa charge les frais du voyage retour.
»
Nouvelle rédaction :

« Article 3. 4
Période d'essai

La mention d'une période d'essai doit être stipulée par écrit dans le contrat de travail ou la lettre d'engagement ainsi que la possibilité de son renouvellement.

3. 4. 1. Contrats à durée indéterminée

Le contrat de travail débute par une période d'essai de 2 mois. Cette période peut être renouvelée pour la même durée, une fois. Le renouvellement, à la demande de l'employeur, doit être fait par écrit par lettre recommandée avec avis de réception, ou remis en mains propres contre décharge, avant la fin du second mois d'essai.
Toutefois, lorsqu'il est mis fin par l'employeur à la rupture de travail en cours de période d'essai, celui-ci devra prévenir le salarié :
? 24 heures auparavant si ce dernier est présent depuis moins de 8 jours dans le cabinet ;
? 48 heures auparavant si ce dernier est présent entre 8 jours et 1 mois ;
? 2 semaines après 1 mois de présence ;
? 1 mois après 3 mois de présence.

Avenant du 18 décembre 2009 relatif
à l'emploi de secrétaire technique

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CFDT.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2010

1. Modification de l'annexe I

Le trite IV est modifié comme suit :

« Trite IV. Eléments administratifs

Les employés concernés concerneront à des fonctions d'accueil ou de secrétariat. Ils ne peuvent déléguer à un tuteur d'assistance du personnel pour des fonctions techniques relevant des tâches d'aide, d'assistant (e) ou de prothésiste dentaire dont les fonctions sont définies aux articles 1.1, 2.1 et 3.1 de l'annexe I de la convention collective. »

4.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil
(Article inchangé.)

« 4.2. Secrétaire technique, option santé

Cet emploi consiste à :
? l'aide à la gestion du cabinet ;
? l'accueil des patients et gestion des appels téléphoniques ;
? la rédaction et la saisie de documents ;
? la comptabilité ;
? assurer le secrétariat technique du cabinet ;

La secrétaire technique, option santé, assure les tâches décrites

La période d'essai, renouvelable, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.
Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la rupture de travail au cours de la période d'essai, celui-ci devra prévenir l'employeur :
? 24 heures auparavant si sa présence dans le cabinet est inférieure à 8 jours ;
? 48 heures dans les autres cas.
Cas particuliers des contrats de professionnalisation.
L'entrée en centre de formation se fera à l'issue de la période d'essai, à défaut avant le début du sixième mois de présence du salarié dans le cabinet.

3. 4. 2. Contrats à durée déterminée

Pour les contrats à terme précis, la période d'essai est de 1 jour par semaine avec un maximum de 2 semaines pour les contrats dont la durée est au plus égale à 6 mois. Elle est de 1 mois maximum pour les contrats de plus de 6 mois.
Ces périodes d'essai ne sont pas renouvelables.
En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'essai, le préavis ne s'applique qu'aux contrats à durée déterminée dont la durée de la période d'essai est supérieure à 1 semaine.
L'employeur qui rompt un contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à 7 semaines pendant la période d'essai doit respecter un délai de prévenance de 24 heures en deçà de 8 jours de présence et de 48 heures au-delà.
Le salarié qui rompt un contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à 7 semaines pendant la période d'essai doit respecter un délai de prévenance de 24 heures.
Pour les contrats d'une durée inférieure à 7 semaines, aucun préavis n'est requis.
Pour les contrats à durée déterminée sans terme précis, la période d'essai sera calculée à partir de la date d'embauche inscrite au contrat.
Cas particuliers des contrats de professionnalisation.
L'entrée en centre de formation se fera à l'issue de la période d'essai de 1 mois (au maximum), à défaut au plus tard de la date d'embauche sans toutefois dépasser 6 mois à partir de la date dernière. »

à l'article 4.2.1. Elle est assurée dans son activité, qu'elle exerce sous la responsabilité de l'employeur ou du responsable désigné par celui-ci.

Ce personnel est soumis au secret professionnel.

4.2.1. Définition des tâches

Les tâches du (de la) secrétaire technique et notamment celles du (de la) secrétaire technique, option santé sont fixées par les référentiels d'emploi, compétences et de formation du trite « secrétaire technique » de niveau IV inscrits au RCNP par l'union nationale des professionnels libéraux (arrêté du 3 novembre 2008, Journal officiel du 16 novembre 2008).

4.2.2. La secrétaire technique, option santé a capacité à :
? assurer l'accueil au sein du cabinet dentaire ;
? maîtriser la communication téléphonique ;
? gérer l'agenda et les prises de rendez-vous du cabinet ;
? maîtriser les fonctions de base et avancées d'un traitement de texte (Word), d'un tableur (Excel) et d'un logiciel de messagerie électronique (Outlook Express) ;
? produire les courriers professionnels ;
? produire les documents professionnels sur informatique ;
? enregistrer les pièces dentaires ;
? préparer et servir la restauration ;
? assurer l'organisation administrative et matérielle du cabinet ;
? remplir les obligations sociales de l'entreprise ;
? créer et servir les documents des patients ;
? établir les dossiers de traitement dentaires ;
? contrôler le cas échéant les remplacements ;
? connaître et appliquer les protocoles d'entente préalable et assurer leur suivi ;
? appliquer une procédure qualité ;
? favoriser les procédures d'hygiène et de sécurité mises en place dans le cabinet.

4.2.3. Formation et qualification

La formation s'effectue en alternance en contrat ou période de professionnalisation.
Pour pouvoir accéder à la formation, la durée du travail prévue au

crotnat diot être au muinmim de 17 heures.

Tout salarié de caiebnt deairnte embauché en cornatt de psnssioiafiolornten ou tuot salarié en ptsoe qui bénéficie d'une période de psntroinesilisaoafon en vue de l'obtention du tirt de secrétaire technique, otipon santé, diot être âgé de 18 ans au mnios et jisefiutr d'un nvieau de fatormoin de fin d'études du deuxième cylce des études sedcronieas (niveau baccalauréat) ou d'un titre, diplôme ou qloaicaiftiun de neaivu équivalent.

La fiotoamrn enrtxee est dispensée dnas les ceetnrs agréés par l'organisme certificateur.

La faoimortn itnerne est assurée au caenibt dneitare ; l'employeur ou son représentant est tneu d'assurer la frtmoiaon irtnnee nécessaire à l'exercice de la fnocoitn et de lssiaer au salarié concerné le tpems nécessaire lui penmttreat de piaetcpir à tuos les stages, mdleous ou cruos théoriques mis en place par l'organisme ctrcfaiieutr en vue de la préparation à la vaalitidon de la firoomatn et l'obtention de la qualification.

Validation des aiucqs de l'expérience :

Le ttire de secrétaire technique, oipotn santé est absliccese par la vodiiltan des auqics de l'expérience (VAE) sainuvt les modalités définies par l'organisme certificateur.

Tout salarié de cainbet deirntae qui egagne une viatoalidn des aciucqs de l'expérience bénéficie des dssnitoiopis légales et réglementaires puor eegngar sa VAE.

4.2.4. Rémunération

Le poste de secrétaire technique, ootipn santé est créé par l'accord srlaiaal du 18 décembre 2009. Le tuax hrairoe minimum de rémunération est fixé à 9, 90 ? à la dtae diudt acrcod et srea modifié en fniotcon des adrcros salaaiurx signés par les ptaeenirars siuocax de la branche.

Le tuax hrioare mnumiim de rémunération du (de la) secrétaire tneuhique en coarntt de piosfsnsinaielootran est fixée conformément à la glrile srialalae annexée à l'accord du 18 décembre 2009. Elle srea modifiée en fincootn des évolutions réglementaires reeaivlts au conrtat de palsiisfooiorsneatnn et des décisions conventionnelles.

Accord du 4 juin 2010 relatif au financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	CFDT ; CFTC ; FNISPCLD.

En vigueur non étendu en date du 4 juin 2010

Le présent aeavnnnt a puor ojebt de définir les onlbtiiagos de versnemet des cnaiebts dniaretas ansi que les modalités de prélèvement par l'OPCA-PL des fnods destinés au feeianncnmt du fdnos pitirraae de sécurisation des procruas professionnels.

Modification de l'article 7.2.2

Ancienne rédaction :

« 7.2.2. Financement

Au trite du présent accord, les cetbnias dreneatis vnseret à l'OPCA-PL, les ctnrtioubions ogolbeiarits dnot les tuax snot fixés cmome siut :

Cabinets de mnios de 10 salariés : à ctmeopr du 1er jaenvir 2004 (exigibilité au 28 février 2006), la cbniriottoun rtsee fixée à 1,1 %

Ce personnel, de par sa qualification, ne puet prétendre à la pirme de secrétariat telle que décrite au trtie VI noeauvu de l'annexe II de la cneintvoon collective.

Titre V. Eiompls d'entretien

Ancien 4.2.1 dveinet le 5.2.1. « Penersonl d'entretien ».

Alinéa 1 : inchangé.

Alinéa 2 : après : « l'assistant diertnae starigiae ou qualifié », aeutojr : « (le) (la) secrétaire tiucqnhee »

L'ancien 4.2.2 dieenvt le 5.2.2. « Enteetirn du mioblier peefnssonirol » : inchangé.

L'ancien ttire V dneevit le ttire VI neauvou « Tuaravx de secrétariat » : inchangé.

Avec ajuot d'un dereinr alinéa à la stiue :
« Cette prime est réservée aux plrnesones stanivus : réceptionniste, adie ou aassinstt (e) dentaire. »

2. Mocadiftiion du trite VII « Formtoian pfsensoinloelre »

Article « Article 7.6.3 - Formation de secrétaire technique, option santé

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2010

La faootimrn s'effectue en acnntreleae en cnratot ou période de professionnalisation.

Pour puvooir accéder à la formation, la durée du taravil prévue au crnotat diot être au mimnuim de 17 heures.

Le cruuss de fomariotn se déroule sniauvt les modalités définies par le référentiel de frimoaon et de ceictatirfoin mis en pcalle par l'UNAPL, détenteur du titre « Secrétaire tchuinqee » inricst au RCNP (arrêté du 3 nrbeomve 2008, Joarunl oeificifl du 16 nbormeve 2008) et snvaiut les modalités et coiondints décrites à l'article 4.2.3. de l'annexe I de la ceionntovn clioctvee naionltae du peeronsnl des ceainbts dentaires. »

Date d'application : 1er jniaevr 2010.

de la msase sallariae de l'année précédente répartis de la façon situvane :

? 0,65 % versé à la stocien unquie poalnsosfiitreasionn ;
? 0,45 % versé à la sctoein uuique paln de formation.

Cabinets de puls de 10 salariés : à coetmpr du 1er janvier. 2004 (exigibilité au 28 février 2006), la ctutioonribn est fixée à 1,6 % de la mssae sliaalrae de l'année précédente répartis de la façon situvane :

? 0,2 % versé au Fengcoif de la région avstridinimtae dnot dépendent les ctnbieas ;
? 0,5 % versé à la soctien uuique pntlfraoniisooeasin ;
? 0,85 % versé à la siceotn uunique paln de formation.

Conformément aux dotsiiospins des aeectrlis R. 6332-47 et 48 du cdoe du travail, ces citeabns pueevnt vseerr le sldoe de luer contribution, siot 0,05 %, à l'OPCA de luer choix.

Quel que siot l'effectif des cabinets, toetus les cbnotionurtis versées à l'OPCA-PL srenot mutualisées dès réception. »

Nouvelle rédaction :

« 7.2.2 Financement

Au trtie du présent avenant, les cinteabs direatnes vreesnt à l'OPCA-PL les cturitionbns oligetoiabrs dnot les tuax snot fixés comme siut :

Cabinets deratenis de monis de 10 salariés

Les cteinabs deetnaris de mnios de 10 salariés vrneest à l'OPCA-PL une cibotntrioun égale à 1,10 % de la msase saaialrle brtue des cabinets.

Cette chortnoiuitn se répartit ansii :

? 0,15 % au ttrie de la ptsnaisasinloreofion et du DIF ;
? le sodle au ttrie du paln de formation.

Cabinets dtnieeras de 10 salariés à moins de 20 salariés

Les cbanteis dntaeeris aynat un eifetfcf supérieur ou égal à 10 et inférieur à 20 salariés veernst à l'OPCA-PL une conbtitionun au trtie de la professionnalisation, du DIF et du paln de foaoirtmn qui ne puet être inférieure à 1,35 % de la msase sliarlaré btue des cabinets.

Le vrnmeeest de ctete ctotiubirnn se répartit anisi :

? un versenmet de 0,15 % au ttrie de la pfissliitasooneornan et du DIF en aioltpcipan des exonérations prévues par l'ordonnance 2005-895 du 2 août 2005 ;
? un venmerest oitlbiorgae au ttrie du paln de formation, qui représente le solde, ertne l'obligation mailnmie cennonloveiltne qui ne puet être inférieure à 1,35 % et le vemnreest de la curbttionion professionnalisation-DIF.

Le cas échéant, un vnseermet complémentaire au trtie du paln de frtoamoin cepnrodsorant au sldoe de l'obligation légale de fencienmnat qui n'a pas fiat l'objet d'une usiatlition detrcie par le cabinet.

Ces tuax de citniooubtrn snot alclppbeais dès la première année de fsechensnamirt du suiel de 10 salariés.

Cabinets dertnaies de puls de 20 salariés

Les catienbs deeiartns ayant un eefctfif supérieur ou égal à 20 salariés vesnert à l'OPCA-PL une ctoiiuontbrn au trtie de la professionnalisation-DIF et du paln de fmoraoitn qui ne puet être inférieure à 1,35 % de la msase saiarlale brtue des cabinets.

Cette crtinobotuïn se répartit ainsi :

? un vemernset de 0,50 % au ttrie de la peransiisoftnoolasin et du DIF ;
? un vemensret oriaoitbgle au trite du paln de formation, qui représente le sodle enrte l'obligation miniamle cenelnnnvtlooie et le vneemsret de la ctontubiorn au ttrie de la professionnalisation-DIF.

Le cas échéant, un vemersent complémentaire au trtie du paln de footiamrn cnpradeonrsot au sodle de l'obligation légale de fncnanmeiet qui n'a pas fiat l'objet d'une uiilatitossn dcritee par le cabinet.

Ces tuax de critoutibonn snot apcipalelbs dès la première année de fesnrscinmheat du seuil de 20 salariés.

Cabinets daireents de puls de 50 salariés

Avenant du 24 septembre 2010 relatif à la prévoyance et à la retraite complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD.
Syndicats signataires	CFDT ; CFTC ; FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 24 sept. 2010

Modification du ttrie V « Régime de prévoyance (accord du 5 juin 1987) » et « Rattréie complémentaire (accord du 22 nrebmove 1991) ».

1. Ruaojt d'un nouveau phaaapgrre intitulé « Préambule » :

À la dtæe de cosinolcun du présent accord, acuu cbaeint daetrnie n'emploie ce naeivu d'effectif. Le cas échéant, les cbeatins drianetes de puls de 50 salariés sreianet suomis aux mêmes otiinabogls que les ctebians ocacnput 20 salariés et plus.

Article 7.2.3

Modalités de prélèvement du fnninacmeet du fodns paritiræ de sécurisation des paorcus professionnels

Le prélèvement au trite du femcaennnit du fndos de sécurisation des purrcoas pesnoroesnilfs fiat l'objet d'un rsevernemet par l'OPCA-PL qui se cucllae seoln les modalités svuenaits :

? le prélèvement aneunl au tirtre du FPPSP s'effectue solen le tuax fixé aenellmneunt par arrêté ministériel.

Ce prélèvement ciporms entre 5 % et 13 % de l'obligation légale des enepirertss au trite du fcnamneneit de la ftriaomon psoreiolnlesnfe est ainsi réparti :

? au trtie de l'obligation légale de vsrnmeeet des esrtenerpis de moins de 10 salariés : le prélèvement ttoal est réparti à haetuur de 50 % sur la cclclote légale due au ttrie de la professionnalisation, le sdole sur la ctolcllee légale due au tirtre du paln de ftriamoon ;
? au ttrie de l'obligation légale de vemenrest des eptnirerses de puls de 10 salariés : le sldoe du prélèvement FPSP, après déduction de la prat asisse sur les cnotoiibrntus deus au titre du fmnanneeict du congé ivindeuidl fioaoitrnn est réparti à huatuer de 50 % sur la ctollcee légale due au titre de la professionnalisation, le sdole sur la ccteolle légale due au titre du paln de formation.

Quel que siot l'effectif des cetianbs dentaires, le prélèvement se clculæ sur la ctiootasïn légale nette après prélèvement de la TVA.

Article 7.2.4

Dispositions ræetilsvs à la collecte

Les doiipnoistss des aleitcrs 7.2.2 nvouæu et 7.2.3 noævuu s'appliquent à la clliceote de l'année N sur la masse saialrlæe de l'année N ? 1 et, puor la première fois, à la cctoelle 2011, sur la masse slarliaæe 2010. »

Notification. ? Entrée en viuegur et dépôt

Notification

Le présent æennavt srea notifié par la pirtæ la puls dnitlgeie des striaeganis par lertte recommandée æevc aivs de réception à l'ensemble des oigrsnoitnaas slyineacds représentatives, sriiagtenas ou non.

Entrée en vgueiur et dépôt

À défaut d'opposition au présent avenant, ses dopintssois snoert aallpbcieps à cotpmr du juor sinavvt son dépôt.

« Préambule

Les gtraineas de reartite complémentaire et de prévoyance instituées par la bnachre revêtent un caractère coellticf dnot bénéficier l'ensemble des poenrlness salariés des cabetins dreinates libéraux.

Ces gæatrnis cloveitlcs s'appliquent également à tuot salarié dnot l'employeur a décidé le rhaatectnmet à la ctinvonenon cetocivlle naontiale des cbainets dnerieats libéraux. »

2. Micftdooiian de l'article 5.3. « Cidionotn d'application » cmome siut :

« Arctlie 5.3. Contoiinds d'application

Les gearntias du régime de prévoyance instituées par le présent trite s'appliquent olamgbniretoeit au pennroesl défini dnas l'article 5.1, cptomant 3 mios de présence dnas le même ceabnit ou 3 mios d'ancienneté asqicue dnas d'autres ctianbes diernteas au crous des 12 mios précédents.

Ces gatineras fnot l'objet d'un ptoolocre d'accord signé par l'ensemble des pirteas et fruangit en axenne de la présente

Adhésion par lettre du 20 décembre 2010 de la CFDT santé et services sociaux à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme

En vigueur non étendu en date du 20 déc. 2010

Paris, le 20 décembre 2010.

La CDFT santé et services sociaux, 47-49, avenue Simon-Bolivar,

Avenant du 6 octobre 2011 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD-UD,
Syndicats signataires	La CDFT ; La FNISPCLD,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2012

Nouvelle rédaction de l'article 4 « Rente éducation » :

« Article 4
Rente éducation

En cas de décès du salarié, ou de cessation en invalidité de 3^e catégorie de la sécurité sociale, il est versé une rente éducation pour chacun des enfants à charge rattachés comme tels, indépendamment de la position fiscale dont le montant annuel est égal à 25 % du salaire annuel brut jusqu'au 26^e anniversaire de son entrée en vigueur de l'union-OCIRP une déclaration sur l'honneur, avec la mention "non décédé", ou toute pièce justificative valant certificat de vie.

Le montant de la rente ne peut être inférieur à 3 600 € par enfant et par an.

On entend par enfant à charge, l'enfant à naître, les enfants nés viables, les enfants rattachés ? c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint

Avenant n° 4 du 9 février 2012 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La CDFT ; La CGT-FO ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 9 févr. 2012

Avenant du 20 septembre 2012 relatif à la formation professionnelle

75950 Pairs Cdeex 19, à la direction générale du travail, sous-direction des relations industrielles et professionnelles du travail, bureau des relations professionnelles du travail, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Madame, Monsieur,

Par la présente et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 et vu l'accord du travail, notre organisation CDFT santé sociale déclare vouloir adhérer à l'accord de branche du 16 mars 2007 étendu par arrêté du 4 octobre 2007 concernant le développement du partenariat et le financement de la négociation collective dans les entreprises libérales.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, madame, meublons l'expression de nos sentiments distingués.

Le secrétaire national.

éventuel, du conjoint ou du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ? du participant décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si l'enfant qui n'est pas né au veuvement d'une personne alimentaire.

La rente est versée sans limitation de durée en cas d'invalidité avant l'âge de 26 anniversaire, équivalente à l'invalidité de 2e ou 3e catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou que l'enfant bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé et que l'enfant soit titulaire de la carte d'invalidité civile, sous réserve d'être âgé de moins de 26 ans à la date du décès du parent salarié. (1)

Le montant de la rente est doublé si l'enfant est orphelin de père et de mère.

La rente éducation est versée, sans limitation de durée et à titre d'avance, au représentant légal de l'enfant à charge pendant sa minorité, à l'enfant dès sa majorité.

Le taux de cotisation n'est pas modifié et est égal à 0,10 % du salaire limité aux tranches A et B.

La gestion de cette rente est effectuée conformément à la convention signée avec l'OCIRP (organisme commun des institutions de rente et de prévoyance), union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale. »

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} janvier 2012.

(1) Doivent être étendues à l'exclusion des termes « sous réserve d'être âgés de moins de 26 ans à la date du décès du parent salarié », figurant à l'article 4, en ce que l'enfant n'est pas titulaire d'une carte d'invalidité civile telle que définie par la jurisprudence du Conseil d'Etat (Conseil d'Etat, 1^{re} et 6^e sous-sections réunies, 30 septembre 2011, n° 341821).

(Arrêté du 8 novembre 2012, art. 1er)

Modification du taux de la cotisation de la garantie décès - incapacité - invalidité

Nouvelle rédaction de l'article 11 « Cotisations » :

« Article 11
Cotisations

Les dispositions de l'accord concernant le financement du régime de prévoyance sont remplacées par les dispositions suivantes à compter du 1^{er} janvier 2012 :

La cotisation du régime de prévoyance conventionnel est fixée à 1,36 % réparti de la manière suivante : 0,45 % à la charge du salarié et 0,91 % à la charge de l'employeur. »

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La FPSS FO ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 20 sept. 2012

Nouvelle rédaction de l'article 7.6.1 « Fofairomtn d'assistant (e) dtnareie ».

« La fotromian se déroule en anclrtene suos cnoatrt ou période de professionnalisation.

Elle est asbceclie aux posenerns âgées d'au mnois 18 ans, jaiunsiftt d'un diplôme ou d'une qoalufitiaicn de nviaeu V miumnim ou ttiiluares d'une équivalence délivrée par la csoismmon prairiaie nnotliaae de l'emploi et de la fioarmotn penonefslorslie de la bahcnre (CPNE-FP).

La cosmsoimin pratiraie natinlaoe de l'emploi et de la ftooriamn pselnroeniflose fxie à 590 le nborme d'heures de friooatmn nécessaires aux salariés en ctrnoat ou en période de plsnsisaootiefairnon puor onitber le ttire d'assistant (e) dentaire. Ces 590 herues snot définies par le référentiel de foritoamn et d'emploi de 2012, aiblppace à ptarir du 1er srebtepm 2012.

Ces 590 hreues snot réparties en :

? 336 heuers de fmtoriaon eetxnre dnas un cterne de formtoian agréé par la cimosmosin prraitaie nialtanoe de l'emploi et de la fomaïron professionnelle, iunlcnat 14 heeurs réservées aux évaluations des 14 meolds de famooritn ;
? et 254 heeurs de foramtoin interne.

Formation enxtre

Les 336 heuers de fomratoin snot réparties en 14 mluoeds de ftaoriomn clibtaplaieass pndaent la durée du caontrt ou de la période de pefaiisntrlaosnosn sianuvt les modalités définies par la csmoimison piaaritre naiatolne de l'emploi et de la famtiroon plrnoelefissone et dibnipseols au siège de la CPNE-FP.

Les mldueos snot répartis cmome siut :

Activité	Module	Durée
Introduction à la footmiran d'assistant (e) dtnareie		14 hueres
Gestion du rsuiqe itcneeuifx	Désinfection, stérilisation	42 heeurs
	Gestion des sotkcs	7 hueers
Aide opératoire	Imagerie médicale	21 hreeus
	Assistance aux truaavx prothétiques et ohderinottqous	35 hurees
	Gestes et sonis d'urgence	14 heeurs
	Le tiavral à 4 mains	35 heeurs
Hygiène et prévention au tvairal	L'assistant (e) drniatee au sien de son enoeminnevrtr pnfenseosorl	7 hreeus
	Evaluation et prévention des rusieqs au trviaal	14 heuers
Education à la santé bucco-dentaire	Prophylaxie et hygiène bucco-dentaire	14 heerus
Gestion de l'agenda	Gestion de l'agenda de l'entreprise	14 heerus
	Organisation des RDV du paiceitrn	14 herues
Accueil et cmtoiocmiaunn	Communiquer aevc les pttnaeis	21 hueers
Création et suivi des driessos	Créer et suivre un disoser petaint	35 herues
	Etablir et contrôler les doieers de rmobsmeeenurt	35 herues

Adhésion par lettre du 4 janvier 2013 de la CFTC à l'accord du 1er décembre 2012 relatif aux salaires

En vigueur non étendu en date du 4 janv. 2013

Paris, le 4 janvier 2013.

Evaluation	14 hueers
Durée totale	336 hreeus

Formation innrtee

La fmooitarn intnree est assurée au cibanet detnirae ; elle se déroule suos le contrôle de l'organisme de frooaitmn en ctolialooabrñ aevc le ttuer désigné dnas la cetoovnnin de fomaotirn établie etnre le ctnee de fomoirtan et l'employeur. Celle-ci cmtroope piurlsues vlotes :

? présentation de l'environnement du cnibeat daintere ceosdonanrpt au mulode d'introduction à la foirtmaon ;
? enltpcaixos et démonstrations pquetuiars ceannsodporrt aux meolds de formation, au fur et à msruee de la pesirosrogn pédagogique définie par l'organisme de ftirooamn ;
? eactnxlopiis et démonstrations des séquences opératoires (gestes nécessaires aux acets de soins) ;
? elpnticoxias et démonstrations des séquences opératoires en présence du pantiet (entraînant une durée de réalisation de l'acte opératoire, puls lugnoe que la durée normale).
Compte tneu du pbiluc concerné par les coattnrs et périodes de posaslieofsinoitanrn :

? pnsroeens dnnot la qtoafuialicin iintilaie est de naiveau V, ou tiuetrlas d'une équivalence délivrée par la cmiooismsn prairate de l'emploi et de la fmooiatrn pessrloifleonne de la bhcanre (CPNE-FP) ;

? psenrnoes aynat la nécessité d'acquérir, tnat en naeivu inetnre qu'en friotamon externe, des compétences dvieesrs dmdanaent une gardne technicité et une glletseue pfttrnaoeme : compétences rlenalltnoeies puor l'abord du patient, compétences amtsrnaiivets dnas la gtseoin des dorseris et les reoltinas aevc les ogirnmaess tiers, compétences tqiunceehs itnarpotmes puor un métier s'exerçant auprès de proinsofesels médicaux dnas le cadre de la santé publique.

La durée des ctaortns et périodes se déroule sur 18 mois.

Dans le cas de salarié anayt déjà validé un ou peluuisrs modules, la durée de la période de pntilrasosioefisaonn puet être inférieure en focntion des mldoues ranestt à valider.

Dans le cas où le cdainadt a échoué, au puls à duex mdloeus pnaned son aioctn de professionnalisation, il a la possibilité de rvaileder les moudes concernés pdennat ce tpems de formation.

Dans le cas où tuos les mledous ne snot pas validés pandnet la durée de l'action de professionnalisation, le salarié sagtariie bénéficie d'une année supplémentaire puor temirner sa foiomtarn et la valider.

En professionnalisation, si au buot des 18 mois, puls l'année complémentaire, le salarié n'a pas validé la totalité des mlodeus et dnoc pas aqicus le tirt d'assistant (e) dentaire, les patiers saitagenris cnnvennoiet que les mldoues validés snot conservés pndaent 5 ans après le début de la professionnalisation.

Si à l'issue de l'action de pnialeossafitisnoron engagée puor l'obtention du tirt d'assistant (e) datinree (action iitlane et cours complémentaire), le salarié qui n'a pas validé les 14 moldues ctinsuofitts du tirt d'assistant (e) driteane mias qui puet jiuftseir de la vaaoiitldn des 11 mluodes cstiotunifits de la cfrciaeoiiitn d'aide dtrenaie puet daenmdr à la csoismmion priariate noaatilne de l'emploi et de la fmiootran psfenonrlolaise la délivrance de l'équivalence du criectifct de qfiutlaiiocan d'aide dentaire.

Les salariés à tpems priaetl bénéficient du même cursus de poneastlnfriaioossn de 590 hreues sur 18 mios prmteantt d'obtenir le tirt d'assistant (e) dentaire. En outre, les pretais sagreintais précisent que, puor bénéficier d'une durée ssafufnrite de ftmarooïn interne, ne snot adims en ftiomoarn que les pnoerelnss dnnot le crtantot de triaval prévoit une durée de taivarl égale ou supérieure à 17 heures hebdomadaires. »

Fait à Paris, le 20 sbetpmere 2012.

La CTFC adhère à l'accord sraaalil du 30 nermobve 2012 alabplcipe à pratir du 1er décembre 2012 à dater de ce jour, la siaunrtge prévue le jedui 20 décembre 2012 n'ayant pu aïvor leiu puor des rosanis techniques.

Avenant du 14 mars 2013 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD-UD,
Syndicats signataires	La CDFT ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 14 mars 2013

Nouvelle rédaction de l'article 7.6.2 « Foraitomn d'aide diatnree » :

« 7.6.2 Fmarootin d'aide drenaitte

La fatoroimn se déroule en anctalerne suos cntoart ou période de professionnalisation.

Elle est alsbcsceie aux pnnreesos âgées d'au monis 18 ans, jfnuiastit d'un diplôme ou d'une qiauiifoicltm de niveau V mmiuin ou taleirutis d'une équivalence délivrée par la cmsmioiosn paitiarre nnalatioe de l'emploi et de la firoaomtn pnlofonerlisese de la bhcnrae (CPNE-FP).

La cosmmsioin ptiaraie noaliatne de l'emploi et de la ftoamirn poselinrfnesloe fxie à 314 le normbe d'heures nécessaires aux salariés en cturant ou période de psaonrineillsosfatn puor otinebr la ceirtoiftiacn d'aide dentaire.

Ces 314 heeures snot définies par le référentiel de fartoimon et d'emploi de février 2013.

Ces 314 hurees snot réparties en :

? 164 hreeus de fairmtoon etrxnee dnas un ctenre de fmaoiotr agréé par la cssoiioimn paariirte nioaaltne de l'emploi et de la foriotman professionnelle, inulcnat 10 heerus réservées aux évaluations des 10 muodles de foatoimrn ;
? et 150 hreeus de footraimn interne.

Formation eenxtre

Les 164 heuers de fmrootian snot réparties en 10 mdloues de fatrmoion caitaslbpiaels pndenat la durée du cronatt ou de la période de psasnoernlisaiftioon sanivut les modalités définies par la csoiomsimn nanaoitle priaitare de l'emploi et de la frtomaion professionnelle.

Les medulos snot répartis cmome siut :

Activité	Module	Durée
Introduction à la famroton d'aide drtnaeie		7 herues
Gestion du rqsieue iieufncetx	Désinfection, stérilisation	42 hereus
	Gestion des stkocs	7 hruees
Hygiène et prévention au tavrial	L'aide detirnae au sien de son einmvennnrenot pefeosisornnl	7 hurees
	Evaluation et prévention des rusieqs au traaivl	14 heerus

Accord du 28 février 2014 relatif au temps partiel

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; FSS CFTC.

Gestion de l'agenda	Gestion de l'agenda de l'entreprise	14 hueres
Accueil et ctoomuaicnmin	Communiquer aevc les pnatiets	21 hruees
Création et sivui des disseros	Constituer un dioessr aritntdsimaif piaetnt	14 heeurs
	Editer et sviure les desrsios de roueemserbnmt	14 heerus
Gestes et sions d'urgence : AFSGU 1		14 hreues
Evaluation		10 heuers
Durée toltae		164 hurees

Formation inntere

La fmoaitorn ientnre est assurée au ciabent dienatre ; elle se déroule suos le contrôle de l'organisme de faomitron en crlitbaaoalon aevc le tuuter désigné dnas la cenovtonin de fmarotion établie entre le certne de ftaorimon et l'employeur. Ctete framioton copmrtoe de duex vtoles :

? présentation de l'environnement du cnbiaet detainre carenposnrodt au muodde d'introduction à la formioan ;
? eciaixltnpos et démonstrations partieus cadnnroerspot aux meoldus de formation, au fur et à msreue de la poerrsisogn pédagogique définie par l'organisme de formation.
Compte tneu du pbluc concerné par les crtanots et périodes de psolrsniaeafsniiootn :

? psneoerns dnnot la qaiitafcluoin itlnaiee est de nveiau V ou ttliiaures d'une équivalence délivrée par la cmsioimn piatrrae natlaione de l'emploi et de la ftoamirn plsrlofnenseoie de la bacnhre (CPNE-FP) ;

? psronenes aaynt la nécessité d'acquérir, tnat en niveau ienrnte qu'en fiomarton externe, des compétences disreevs : compétences rlletalnoeneis puor l'abod du patient, compétences atsiditneivmras dnas la gtisoe des direosss et les rietalons aevc les ongemsiras tiers, compétences teihcuqens puor un métier s'exerçant auprs de plserifnonsoes médicaux dnas le crade de la santé publique.

La durée des cotrtans et périodes se déroule sur 12 mois.

Dans le cas de salarié anyat déjà validé un ou puuieslrs modules, la durée de la période de pntiolsarosiaaeonfsn puet être inférieure en frnoicn des muedlos resnatt à valider.

Dans le cas où le cndaaidt a échoué, au puls à duex mludoes pnenadt son aitoen de professionnalisation, il a la possibilité de raedielvr les modeuls concernés pnndeate ce tpems de formation.

Dans le cas où tuos les meoduls ne snot pas validés paennndt la durée de l'action de professionnalisation, le salarié bénéficie au plus, d'une année supplémentaire puor tmrineer sa foormiatn et la valider.

En professionnalisation, si au buot des 12 mois, puls le tpems complémentaire, le salarié n'a pas validé la totalité des muoedls et dnoc pas auqis la qifoilaautcn d'aide dentaire, les preitas srtnaegias coiennevnt que les meudlos validés snot conservés pndanet 5 ans après le début de la professionnalisation.

Les salariés à tmpes pratiel bénéficient du même crusus de pnaieiosslrnsitooan de 314 hereus sur 12 mios pnamttreet d'obtenir la ccreoiatiiftm d'aide dentaire. En outre, les preaits sgttnrieaais précisent que, puor bénéficier d'une durée suffsatnie de ftamorion interne, ne snot aimds en firoaotm que les pelnsnreos dnnot le ctnoart de taivral prévoit une durée de traival égale ou supérieure 17 heures hebdomadaires.

Le ccaretfiit d'aide daitnree puet prtetemre l'évolution vres l'emploi d'assistant (e) dneiarte sinvaut les modalités définies par la CPNE-FP. »

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Après aiovr constaté que puls de 1/3 de l'effectif de la bcahnre poslrfelesonine des cinabets dreetains libéraux occpue un eomlpi à tpmes partiel, les pneiearrats sauoix ont décidé d'ouvrir les négociations sur les modalités d'organisation du tepms pirteal le 6 smetrebpe 2013, conformément à la loi n° 2013-504 du 14 jiun 2013 rlatieve à la sécurisation de l'emploi.

Les pterenaairs souacix eeentdnnt assui s'appuyer sur les tvaux de l'observatoire pepcoristf des métiers et qutifclnoaais dnas les pieornofsss libérales (OMPL) puor leuttr cornte les tepms ptariles non choisis, sécuriser les paorcurs pionofssrneles des salariés et frvoeias luer mobilité.

Conformément aux pnriecips d'organisation du trvaial à tmepts piartel des salariés des ctbaeins dinratees libéraux, les praties à la présente négociation réitèrent luer volonté de rcehehrer une cioocianiltn etnre la vie plooslrfsneiene et la vie personnelle, de répondre au miuex à l'activité prpore aux cnabeits dtrniasees libéraux et d'adapter les cinnioods d'emploi des salariés à tmepts pirteal en fniocton des nécessités de fcnioeneotmmt de ces cabinets.

Les modalités de msie en ?uvre du tmepts pieratl (volume d'heures hebdomadaires, répartition des heeurs au sien de la semaine) doevnit fraie l'objet d'un cnsounes ernte le salarié et l'employeur.

Les seigantairs renellpapt le pricinpe seoln lequell, dnas cqhuue entreprise, l'employeur est tneu d'assurer, puor un traiaavl équivalent, une égalité de rémunération ernte les fmemes et les hommes.

Les écarts de rémunération, à compétences et anciennetés égales, éventuellement constatés au sien d'une entreprise, après vérification des rniaoss de ces écarts, doivent, en l'absence de roasnis objectives, être supprimés.

Les salariés à tepms piteal bénéficient de l'ensemble des dtrios rcunnoes au salarié à tmepts complet, suos réserve, en ce qui conerzne les droits conventionnels, de modalités spécifiques prévues par une cnenvotoin ou un aorccd cleolctif de travail, naentommt de l'égalité d'accès aux possibilités de promotion, de carrière et de formation.

Compte tneu de la durée de luer tviaarl et de luer ancienneté dnas l'entreprise, la rémunération des salariés à tmepts pital est prrpoeolntoinle à cllee des salariés qui, à qiofaancutliis égales, oncnept à tepms ceolmpt un epmolé équivalent dnas l'entreprise.

Au roteur d'un congé de maternité, d'adoption ou d'un congé prteanal fasinat immédiatement stuie à un congé de maternité, la rémunération du ou de la salariée est majorée des aaitnteungoms générales anyat eu leiu pdaennt la durée du congé de maternité ou d'adoption.

Afin de mineaitnr l'équilibre du dsitiisopf ceointenonnvl de trivaal à tmepts partiel, les piararnetes soiucax de la bhcrane enntenedt négocier sur les modalités complémentaires d'organisation du temps partiel.(1)

(1) Le préambule de l'accord est étendu suos réserve du resepect des dtioiissnops de l'article L. 1225-26 du cdoe du travail. (Arrêté du 20 juin 2014 - art. 1)

Article 1er - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le présent aorccd est apalcibple aux salariés icluns dnas le chmap de la ctooevnnin ctloecrive nlonaitae des cintbaes ditnarees libéraux.

Les chirurgiens-dentistes salariés, relenavt de dsstiipofis réglementaires spécifiques issus du cdoe de déontologie, snot eclux du présent accord.

Article 2 - Définition du temps partiel

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Est considéré cmmoe salarié à tepms prateil le salarié dnot la durée du taaivrl est inférieure :

? à la durée légale du tivaral ou, lorquse cette durée est inférieure

à la durée légale, à la durée du tvarial fixée cmnltnnoelneeioevt par la bhcarne ;

? à la durée de taaivrl allnnuee résultant de l'application sur cette période de la durée légale du travail, siot 1 587 heures, axuqleus s'ajoutent les hruees deus au ttire de la journée de solidarité.

Article 3 - Passage du temps partiel au temps

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les évolutions de l'activité du cinbaet drnteiae ou les shituoas des salariés puvneet nécessiter d'envisager une mdoioiactn de la durée cotentlucrae de travial ieelaitnmnt prévue etnre l'employeur et le salarié.

Les pitraes stgirinaaes enntendet promuvooir et oraingesr le psagsae du tmepts pieratl au tmepts clopemt et inversement.

La pairte scliolinatt le pasagse d'un temps ceopmlt à un temps paietrl ou le psgsaae d'un temps paietrl à un temps celpmot diot feorulmr sa daendme par lttree recommandée aevc aivs de réception.

La pirtae sollicitée diot aropeptr sa réponse dnas un délai de 30 jruos craleidaens à cmpoetr de la première présentation de la lettre recommandée aevc aivs de réception.

Lorsque la dmendae émane du salarié et fiat l'objet d'un reufs de l'employeur, ce diener diot euqxeplr les roasnis oecivjbtes qui le codsuinnet à ne pas dneonr sutie à la demande.

Si l'employeur aeptcce la demande, les nevlloueus modalités d'exécution du cnroatt de traiaavl snot formalisées dnas un ananevt à ce contrat.

Lorsque la ddanmee émane de l'employeur, celui-ci ionmfre le salarié que son rufes ne puet fiare l'objet d'une sciontan ou d'un motif de rutprue du cratont de travail.

L'absence de réponse du salarié équivaut à un refus.

Article 4 - Priorité légale d'accès à un emploi à temps plein ou à temps partiel

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Tout salarié qui le saiothue puet sclltioeir le bénéfice d'un eolpmi à tmepts partiel.

Les salariés à tmepts prateil qui sineatohut oecucpr ou rrprdeene un epmolé à tepms clemopt ou les salariés à tmepts ceolpmnt qui stanuoehit ouccper ou rnrederpe un eompli à tepms ptearil dnas la même etirsrenpe ou qui suhtenaot l'attribution d'un eolmpi roenassstrsit à luer catégorie penerlfslosione ou à un emploi équivalent bénéficient d'une priorité d'accès.

Pour que les salariés psnsuiet eerexer luer driot de priorité, l'employeur diot pertor à la coasnncniase de ces salariés, par tuos moyens, la ltsie des eolmpis dnnispleobs correspondants.

La priorité d'accès crée à la cgarhe de l'employeur l'obligation d'accéder à la damdnee du salarié si celui-ci rpiemlt les cnnditoois puor ocucper le psote à pourvoir.

En cas d'exercice du droit de priorité d'accès, le salarié ciernnofma sa volonté à l'employeur par écrit, svuiant les modalités décrites à l'article 3 du présent accord.

Dans le cas d'une atiugoganemtn tmirproaee de la durée de tvarail d'un salarié, le salarié l'ayant acceptée dvrea être informé par écrit de sa réintégration à son aceinn vmuloe d'heures à l'issue de ldtiae situation. Ces éléments srenot rieprs dnas l'avenant qui srea nécessairement cnoclu puor cette aetauinmtgon temrioapre du temps de travail.

Article 5 - Contrat de travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le contrat de travail du salarié à temps partiel est un contrat écrit. Il peut être conclu pour une durée indéterminée ou déterminée.

Le contrat à temps partiel doit mentionner :

? la qualification du salarié ;

? les éléments de la rémunération ;

? la durée habituelle ou mensuelle prévue ;

? la répartition de la durée du travail entre les jours de la semaine ou les semaines du mois, voire, en cas de temps partiel partiellement orsaissant la variation de la durée de travail hebdomadaire sur tout ou partie de l'année, la durée habituelle de référence ;

? les cas dans lesquels une modification éventuelle de cette répartition peut intervenir ainsi que la nature de cette modification ;

? les modalités selon lesquelles les heures de travail pour chaque journée travaillée sont communiquées par écrit au salarié ;

? les temps dans lesquels peuvent être accomplies des heures complémentaires au-delà de la durée de travail fixée par le contrat.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au contrat à temps partiel pour une durée déterminée et à l'avenant temporaire au contrat à temps partiel prévu ci-après.

Article 6 - Période d'essai

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La période d'essai d'un salarié à temps partiel est initialement de la durée du salarié à temps complet, dans les mêmes conditions d'emploi.

Article 7 - Ancienneté

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Pour la détermination des droits liés à l'ancienneté, la durée de celle-ci est décomptée pour le salarié à temps partiel comme s'il avait été occupé à temps complet.

La prime d'ancienneté est calculée telle que déterminée dans la convention collective nationale des professions dentaires.

Article 8 - Indemnités de licenciement ou de départ à la retraite

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'indemnité de licenciement et l'indemnité de départ à la retraite du salarié ayant été occupé à temps complet et à temps partiel dans la même entreprise sont calculées proportionnellement aux périodes d'emploi apportionnées selon l'une et l'autre de ces deux modalités depuis son entrée dans l'entreprise.

Temps de travail des salariés à temps partiel

Article 9

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Article 9.1 - Durées minimales de travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Pour tenir compte de la diversité de l'organisation des cabinets et des modes d'exercice des chirurgiens-dentistes, les parties contractantes conviennent que la durée de travail hebdomadaire d'un salarié à temps partiel est au minimum de 17 heures. Cette durée minimum s'applique aux emplois inscrits à la grille salariale.

Pour les salariés en formation initiale, elle est au minimum de 17 heures hebdomadaires pour tenir compte de la nécessité d'application pratique de l'acquisition des savoirs théoriques étudiés au cours de formation.

Toutefois, pour les personnels relevant de la catégorie des personnels d'entretien, la durée habituelle de travail peut être inférieure à ce minimum de 17 heures.

Article 9.2 - Modalités d'aménagement de la durée du travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Compte tenu des possibilités d'aménagement de la durée de travail à temps partiel, de la diversité des cabinets, de l'organisation du travail et de la spécificité de certains emplois, notamment les emplois d'entretien, il est possible de maintenir ou de fixer une durée de travail inférieure à 24 heures à la demande du salarié pour lui permettre de faire face à des contraintes personnelles et/ou lui permettre de cumuler plusieurs activités afin d'atteindre une durée globale d'activité correspondante à un temps complet ou au moins une durée habituelle de 24 heures.

Pour les contrats en cours, et pour tenir compte de la diversité des cabinets et des modes d'exercice des chirurgiens-dentistes, la durée minimale de 24 heures hebdomadaires ne pourra s'appliquer au 1er janvier 2014 au salarié qui en fait la demande dès lors que l'employeur ne peut y faire droit compte tenu notamment(1) de l'activité économique de l'entreprise à cette date.

En tout état de cause, le salarié est fondé, à tout moment, à formuler une demande écrite et motivée d'aménagement de sa durée de travail.

La demande doit être notifiée à l'employeur par écrit dans un délai de 15 jours après la réception de la demande ou par écrit recommandé avec avis de réception. L'employeur dispose d'un délai de 1 mois, à compter de la date de la demande en main propre du salarié ou de la première présentation du salarié recommandé, pour notifier, par écrit motivé, sa décision. Il devra le faire par écrit dans un délai de 15 jours après la réception de la demande ou par écrit recommandé avec avis de réception.

En cas de refus, l'employeur devra expliquer les raisons objectives qui le justifient à ne pas donner suite à la demande du salarié.

(1) À l'alinéa 2 de l'article 9.2, le terme « notamment » est exclu de l'extension comme étant contraire aux dispositions de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi. (Arrêté du 20 juin 2014 - art. 1)

Article 9.3 - Garanties quant à la mise en œuvre d'horaires réguliers pour les salariés à temps partiel

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'amplitude d'ouverture des cabinets doit être adaptée à l'organisation propre à chaque cabinet pour répondre aux besoins des patients nécessitant une répartition des heures qui permette l'accomplissement harmonieux des tâches demandées. Pour ce faire, la répartition de la durée habituelle de travail des salariés se fait sur 4 jours, 4 jours et demi, 5 jours ou 5 jours et demi, consécutifs ou non.

Lorsque les tpmes de taiavrl efecftif aenttit 6 heuers consécutives, les salariés bénéficient d'un tpeps de pause d'une durée mimlaine de 20 minutes.

Pour les emiplos amirdftisanits et techniques, la durée du traaivl à tpeps prtaiel diot être répartie sur des journées entières ou des demi-journées (matin ou après-midi) régulières aifn de petmre au salarié dnnot la durée de tvraail est inférieure à 24 hreeus hdeaidbomraes de ceumlur pirlseuus activités et d'atteindre ainsi, s'il le souhaite, une durée gloalbe d'activité crsooernnapdt à un tpeps pilen ou au minos égale à la durée miilmne de 24 heures.

Pour les salariés oapcnuct un emopli d'entretien, et dnnot la durée du travail hdiembadoare est en deçà de la durée mnilimae hddarabmioee prévue dnas l'accord, la répartition des hoirares dreva être régulière de façon à pemerttre aux salariés de cuulemr pusilures eplmios et d'atteindre ainsi, s'ils le souhaitent, une durée gbalole d'activité crnpdsoaeont à un tpeps plien ou au mnois égale à la durée miimlne de 24 heures.

Article 9.4 - Période minimale continue de travail *En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014*

Pour l'ensemble des salariés reevlnat de la cneotoivnn cctelivloe natlioane des cabinets dtareiens libéraux, à l'exception des salariés rvnaeelt de la catégorie des perelnonss d'entretien, la période journalière cnuutoe est fixée au mumniim à 3 hurees de taarvil etfceiff puor pretretme aux salariés un équilibre vie professionnelle/vie pslnnonele qui tinene cmpote également de la spécificité des eipmols de la branche.

Pour les salariés rvelnaet de la catégorie des pnseenrlos d'entretien, la période ctounie de trvaial jouniealrr est fixée au munimim à 1 huree de taairvl effiectef et à 8 hereus mensuelles.

Article 9.5 - Salariés en cours d'études *En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014*

La durée de tivraal des salariés âgés de minos de 26 ans, punroivsaut leurs études, puet être inférieure à 24 heeurs hebdomadaires.

Article 10 - Interruption de séquence de travail journalière d'un salarié à temps partiel

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'horaire de tiarval d'un salarié à tmepps pteairl ne puet comporter, au cruos d'une même journée, puls d'une iutetprniron d'activité qui ne puet être supérieure à 2 heures.

Dans les cas d'exigences eteloxneincepls et limitées dnas le temps, prreops au seirvce à aopreptr à la patientèle et dûment motivées, ctete iortrtpeinun puet être supérieure à 2 heures. Dnas ce cas, l'avenant au crntaot de taivarl dreva mentnnioer une csptnaieoomn spécifique négociée.

Article 11 - Augmentation du temps de travail à temps partiel

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Lorsque, pdnaent une période de 12 seaienms consécutives ou pandent 12 seneiams si ctete période est supérieure, l'horaire meyon réellement amplocci par un salarié a dépassé de 2 hreues au minos par semaine, ou de l'équivalent mseeunl de cette durée, l'horaire prévu dnas son contrat, celui-ci est modifié, suos réserve d'un préavis de 7 jours cieeanadlrs et suaf oipopostin du salarié intéressé.

L'horaire modifié est égal à l'horaire antérieurement fixé aqueul est ajoutée la différence etnre cet hrairoe et l'horaire moeyn réellement accompli.

Article 12 - Heures complémentaires

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les hreeus complémentaires snot cleles qui snot effectuées au-delà de la durée prévue dnas le ctonrat de travail. La répartition du tpeps de taravil diot être précisée dnas le corantt de travail, elle s'effectue sur la sinmeae ou sur le mois. Les hueres complémentaires s'apprécient dnoc de façon hdoeiadabrme ou mensuelle, solen les cas.

Les heuers complémentaires snot réalisées jusqu'au tires au-delà de la durée ctuctlrleonaee de tariavl prévue dnas le ctnroat de travail.

Les hereus complémentaires ne penvuet aovir puor effet de ptorer la durée du tairavl effectuée par un salarié au nveaiu de la durée légale du travail.

Les hreeus complémentaires snot différentes des hueres aeipcomcls dnas le crade d'un anevant teopmriare d'augmentation du ctnroat de travail.

Chacune des heeurs complémentaires accomplies, dnas la ltiime de 1/10 de la durée hdarmiabdoee ou mslnleeue du cnaotrt de travail, dnone leiu à une mrijoaotan de salirae de 15 % à cpmoetr du 1er jvianer 2014.

Chacune des heeurs complémentaires accomplies, ertne la lmtie de 1/10 de la durée hdadebroimae ou melulense et clele de 1/3 du ctonrat de travail, donne leiu à une mtaaiojorn de sariale de 25 % à cptmeor du 1er jneavr 2014.

Le rfues d'accomplir les hreeus complémentaires proposées par l'employeur, au-delà des liiemts fixées par le contrat, ne ciontutse pas une ftuae ou un moitf de licenciement. Il en est de même, à l'intérieur de ces limites, lruqsoe le salarié est informé monis de 3 juros aanvt la dtae à lulqelae les heures complémentaires snot prévues.

Article 13 - Modification de la répartition de la durée du travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Toute mdcootfiaiin de la répartition de la durée du triaavil etrne les juors de la siamnee ou les sinmeeas du mios est notifiée au salarié 7 jrous ouvrés au minos aanvt la dtae à leuqlale elle diot avoir lieu.

Lorsque l'employeur danemde au salarié de cganehr la répartition de sa durée de travail, alors que le cnotrat de tavrail n'a pas prévu les cas et la nutare de teells modifications, le rufes du salarié d'accepter ce ceehmgannt ne citutnose pas une ftuae ou un mtiof de licenciement.

Lorsque l'employeur deadnme au salarié de cenhagr la répartition de sa durée de tiaravl dnas un des cas et sloen les modalités préalablement définies dnas le conrtat de travail, le reufs du salarié d'accepter ce cgahnmeent ne cnotiutse pas une fuate ou un mtoif de Incemnceiiet dès lros que ce cengamehnt n'est pas cpotlmbiae aevc des ongiotlabs fmlaaielis impérieuses, aevc le svuii d'un eeneesgninmt sriaolce ou supérieur, aevc une période d'activité fixée cehz un autre employeur, aevc une activité psneeioisronfle non salariée ou une activité sycldanie ou associative.

Il en va de même en cas de cgmaenneht des heirraos de tvaaril au sien de chque journée travaillée qui fgurneit dnas le dmoncuet écrit communiqué.

Article 14 - Temps partiel thérapeutique

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La dérogation aux présentes dispositions dans le cadre d'un travail à temps partiel à titre thérapeutique est de droit et de fait.

Article 15 - Cumul d'emplois

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Un salarié peut légalement exercer plusieurs activités professionnelles, au service d'employeurs différents, de manière occasionnelle ou régulière, à condition toutefois que la durée totale de ses travaux rémunérés ne dépasse pas la durée maximale du travail autorisée, qu'il s'agisse des durées maximales hebdomadaires ou quotidiennes de travail.

Pour répondre aux obligations de l'employeur quant à la santé des salariés au travail et aux valeurs à la sécurité et à la qualité des services à rendre à la patientèle, le contrat de travail d'un salarié à temps partiel devra mentionner la possibilité d'exercer plusieurs activités simultanées et les obligations qui y sont attachées conformément à l'alinéa ci-dessus.

Si l'employeur est informé que le salarié ne respecte pas, par son cumul d'emploi, les règles relatives aux durées de travail maximales, il doit inviter, par écrit, le salarié à réduire ses activités afin de respecter les durées de travail autorisées, et cela sous un délai bref. Le salarié devra lui signifier par écrit qu'il a pris en compte cette demande et confirmer cette réduction de temps de travail au moyen d'une déclaration sur l'honneur écrite.

Temps partiel modulé

Article 16

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'accord de branchement s'impose depuis le 1er janvier 2005 en matière de temps partiel modulé. Le présent accord modifie et/ou en complète certaines dispositions.

Le présent dispositif s'adresse à tous les salariés relevant du champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

La période de mise en œuvre se déroulera sur tout ou partie de l'année civile.

Le salarié intéressé par une telle organisation dispose d'un délai de réflexion de 1 mois pour accepter, le cas échéant, l'avenant à son contrat de travail qui lui sera proposé. À défaut d'acceptation par le salarié, cette nouvelle organisation ne saurait lui être imposée. Son refus ne constitue pas une faute.

Le contrat de travail ainsi que ses annexes sont obligatoirement établis par écrit suivant les modalités définies par la convention collective.

Article 16.1 - Durée minimale de travail des salariés à temps partiel modulé

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les dispositions du présent accord ne sont applicables qu'aux salariés bénéficiant d'un contrat de travail d'au moins 18 heures hebdomadaires ou 78 heures mensuelles.

Article 16.2 - Amplitude de la modulation

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'écart entre la limite maximale et la limite minimale du temps de travail ne peut excéder 1/3 de la durée stipulée au contrat initial (ou à ses avenants) sans pouvoir atteindre toutefois la durée légale et conventionnelle hebdomadaire.

Article 16.3 - Durée quotidienne du travail et aménagement

En vigueur étendu en date du 30 août 2016

La durée journalière maximale de travail effectif ne peut être inférieure à 3 heures consécutives.

Conformément au texte de la convention collective nationale, la durée quotidienne de travail effectif ne peut excéder 10 heures.

Lorsque le temps de travail effectif atteint 6 heures consécutives, tout salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

L'horaire d'un salarié à temps partiel modulé ne peut comporter, au cours d'une même journée, qu'une interruption qui ne peut être supérieure à 2 heures.

De même, dans les cas d'exigences exceptionnelles et limitées dans le temps posées au service à apporter à la patientèle et dûment motivées, cette interruption peut être supérieure à 2 heures. Dans ce cas, l'avenant au contrat de travail devra cépotormr une convention spécifique négociée.

Article 16.4 - Décompte du temps de travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le décompte du temps de travail est opéré dans les conditions prévues par l'article 4, 1er alinéa, de l'accord d'aménagement-réduction du temps de travail du 18 mai 2001.

Il est établi mensuellement un décompte des heures réalisées chaque jour travaillé, qui devra être communiqué à l'établissement d'un document écrit communiqué au salarié.

Pour chaque salarié concerné, il sera établi par écrit, au moins 2 semaines à l'avance avant la date d'application, le calendrier des jours travaillés ainsi que les heures de travail et de repos minimaux fixés par la loi et les dispositions conventionnelles.

Le planning est affiché sur le lieu de travail.

L'employeur pourra modifier la programmation initiale de la mise en œuvre de la réserve de remplacement d'un délai de prévenance de 5 jours ouvrables.

Article 16.5 - Formation professionnelle

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le salarié à temps partiel modulé bénéficie des mêmes droits en matière de formation professionnelle que les autres salariés de la branche.

Article 16.6 - Rémunération

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Article 16.6.1 - Détermination de la rémunération

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La rémunération versée chaque mois est fixée en fonction de la durée hebdomadaire ou mensuelle prévue au contrat initial (ou à ses avenants) et non en fonction du nombre d'heures prévues au cours du mois.

Elle est calculée comme suit :

(salaire horique × durée hebdomadaire de référence stipulée au contrat de travail) × 52 : 12,

ou : salaire horique × durée mensuelle de référence stipulée au contrat de travail.

Les primes et accessoires de salaire définis par la convention collective s'ajoutent à cette rémunération.

Les primes et accessoires de salaire définis par la convention collective sont déterminés par référence à la durée hebdomadaire ou mensuelle stipulée au contrat de travail.

Article 16.6.2 - Incidence de l'absence

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La rémunération est réduite en strict proportion des durées d'absence et de suspension du contrat de travail, par rapport à la durée du travail qui aurait dû être effectuée au cours de la période modulée. La rémunération est, le cas échéant, méritée pour les cas prévus par les dispositions légales ou conventionnelles applicables.

Article 16.6.3 - Incidence de l'entrée ou de la sortie en cours de période de référence

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Lorsque le salarié n'aura pas accompli sur la période de modulation la durée de travail effectif correspondante à la rémunération mensuelle lissée, sa rémunération sera régularisée à la dernière échéance de paie de la période de modulation, ou à son départ, en fonction des sommes dues au salarié, de celles versées et de la forfait incompressible du salaire.

Ainsi, lorsque le salarié aura accompli une durée de travail effectif supérieure à la durée conventionnelle au salaire lissé, il lui sera versé un complément de rémunération égal à la différence entre la rémunération des heures réellement effectuées et celles qui sont rémunérées conformément à l'article 7.1 de l'accord de modulation de 2005.

Par ailleurs, et sauf dans le cas d'un licenciement pour motif économique, lorsque le salarié n'aura pas accompli une durée égale à la durée conventionnelle prévue, une régularisation, portant sur la différence entre les sommes versées et celles effectivement dues, sera opérée au débit du salarié et de la forfait incompressible du salaire.

Un document annexé au bulletin de paie concerné mentionnera le total du temps de travail effectué depuis le début de la période de modulation jusqu'à la fin de celle-ci, ou jusqu'au moment du départ, si celui-ci a eu lieu en cours de période.

Temps partiel plurihebdomadaire sur l'année civile pour une durée de travail supérieure ou égale à 24 heures

Article 17

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

L'accord de branche s'impose en matière de temps partiel partiellement à partir du 1er janvier 2015.

Tous les salariés à temps partiel dont la durée hebdomadaire de travail est au moins égale à 24 heures, quel que soit leur service, mais en fonction des besoins de celui-ci, pourront bénéficier d'une répartition hebdomadaire et/ou au maximum annuelle de leur temps de travail sur l'année civile.

En raison de la variabilité du volume d'activité liée à l'activité de soins, une répartition annuelle ou hebdomadaire du temps de travail peut être organisée pour les salariés à temps partiel revêtus des emplois de la fabrication de prothèses dentaires, des emplois d'assistant(e)s et d'aides diététiques et ceux relevant des fonctions d'accueil ou de secrétariat.

Les employeurs pourront proposer, par écrit, aux salariés titulaires d'un contrat de travail à temps partiel d'au moins 24 heures hebdomadaires, à la date du 1er janvier 2015, une répartition hebdomadaire et/ou au maximum annuelle de leur temps de travail. Les employeurs devront laisser aux salariés concernés un délai de réflexion de 2 mois.

La demande de l'employeur ainsi que la réponse du ou des salariés concernés se font par écrit par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en main propre contre décharge. Le refus par le salarié de ce mode d'organisation ne constitue ni une faute ni un motif de licenciement.

En cas d'acceptation, un avenant à leur contrat de travail sera établi.

Article 17.1 - Durée et répartition annuelle du temps de travail

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La répartition hebdomadaire du temps de travail à temps partiel est faite sur une période fixée dans l'avenant au contrat de travail, à défaut, elle sera faite du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

La durée minimale du temps de travail effectif des salariés ayant une répartition hebdomadaire de leur temps de travail est fixée à 1 088 heures, auxquelles s'ajoute la journée de solidarité.

La répartition de la durée hebdomadaire de travail effective du salarié et des heures de travail dont il a pu bénéficier invariablement dans la période est au maximum annuelle. La répartition de la durée hebdomadaire de travail effective du salarié est l'objet d'un document écrit affiché sur le lieu de travail.

Toute modification de cette répartition sera notifiée par écrit en respectant un délai de prévenance de 1 mois en cas de répartition annuelle, de 15 jours pour une répartition trimestrielle et de 7 jours pour une répartition mensuelle, délai ramené à 3 jours en cas d'urgence. Il est expressément convenu que le refus d'accepter une modification de la répartition hebdomadaire en raison d'obligations familiales impérieuses ou d'une période d'activité fixée chez un autre employeur ne constitue pas une faute.

Le délai de prévenance tient compte des périodes de congés ou d'absence programmées.

Article 17.2 - Heures complémentaires

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les heures complémentaires peuvent être effectuées sous limites au cours de la durée contractuelle.

Elles sont décomptées sur la période définie à l'article 18.1 du présent accord. Elles sont considérées comme des heures complémentaires les heures excédant au-delà de la durée fixée au contrat.

Par dérogation au décompte hebdomadaire des heures complémentaires, il est convenu que les heures dépassant de 10 % la durée hebdomadaire prévue sur la répartition hebdomadaire notifiée, éventuellement modifiée, sont considérées comme heures complémentaires et rémunérées comme telles, le mois suivant leur accomplissement. Les éventuelles heures complémentaires ainsi rémunérées sont en déduction des heures complémentaires calculées en fin d'exercice.

Les heures complémentaires excédant dans la limite de 10 % de la durée hebdomadaire prévue sont dues sur la répartition de salaire de 15 %. Ces heures excédant au-delà dans la limite de 1/3 de la durée hebdomadaire prévue sont majorées au taux de 25 %.

Article 17.3 - Rémunération

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

La rémunération mensuelle des salariés est lissée sur la base de la durée hebdomadaire ou mensuelle prévue au contrat de travail.

Les absences, que celles-ci soient indemnisées ou non, sont comptabilisées pour leur durée effective prévue au planning. Les absences non rémunérées donnent lieu à une réduction de rémunération proportionnelle au nombre d'heures d'absence constatées par rapport au nombre d'heures réelles du mois considéré et par rapport à la rémunération mensuelle lissée.

Lorsqu'un salarié, du fait de son absence ou d'une rupture du contrat de travail, n'a pas travaillé pendant toute la période visée à l'article 17.1 du présent accord, une régularisation est opérée en fin d'exercice ou à la date de la rupture du contrat de travail, selon les modalités suivantes.

S'il apparaît que le salarié a accompli une durée de travail supérieure à la durée conventionnelle au salaire lissé, il est accordé au salarié un complément de rémunération équivalent à la différence de rémunération entre les heures réellement effectuées et celles rémunérées. La régularisation est effectuée sur la base du taux horaire normal.

Toutefois, si le temps de travail effectif constaté est supérieur de 10 % à la durée mensuelle conventionnelle calculée sur la période écoulée accomplie, la régularisation de la rémunération prendra compte, pour les heures supplémentaires au-delà de ce seuil, d'une majoration de 25 %.

Si les sommes versées sont supérieures à celles convenues au nombre d'heures réellement accomplies, une régularisation est faite entre les sommes dues par l'employeur et cet excédent soit sur la dernière paie en cas de rupture, soit le mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'embauche est intervenue.

Article 17.4 - Contrat de travail
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les modalités d'application du contrat de travail sont :

? la qualification du salarié ;

? les éléments de sa rémunération ;

? la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail ;

? les limites dans lesquelles peuvent être accomplies des heures complémentaires au-delà de la durée fixée au contrat.

Contrairement au contrat de travail à temps partiel sur la semaine ou sur le mois, le contrat de travail à temps partiel sur tout ou partie de l'année n'a pas à préciser la répartition de la durée du travail entre les jours de la semaine ou les semaines du mois. Il n'a pas non plus à indiquer les cas dans lesquels l'horaire peut être modifié ni les modalités de détermination des horaires(1).

La durée du travail sera répartie sur l'année, et ce avec une référence à cet accord autorisant cette répartition selon les temps de travail.

(1) À l'article 17.4, les termes « Il n'a pas non plus à indiquer les cas dans lesquels l'horaire peut être modifié, ni les modalités de détermination des horaires » sont exclus de l'extension comme étant circonférents aux dispositions de l'article L. 3123-14 du code du travail.

(Arrêté du 20 juin 2014 - art. 1)

Article 18 - Date d'entrée en vigueur

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le présent accord collectif de branche, lu par les parties, a pour objet d'une durée d'extension, sera applicable le premier jour du mois suivant l'arrêté d'extension.

Avenant n° 5 du 21 mai 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La FSNS CDF ; La FNISPAD,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

A compter du 1er juillet 2014, l'article 2 du protocole d'accord du régime de prévoyance du 5 juin 1987 sera rédigé ainsi :

« Article 2
Personnel affilié

Seront affiliés au présent régime les salariés ne relevant pas des articles 4 et 4 bis de la convention nationale AIGC du 14 mars 1947 et passés sous l'égide d'une ancienneté de

Article 19 - Durée

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 20 - Révision

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Les parties conviennent, dans un délai de 2 ans à compter de la date d'extension du présent accord et en s'appuyant sur le partenariat établi par l'observatoire des métiers et des qualifications dans les professions libérales, de se réunir pour mesurer les conséquences de l'application du présent accord. Des modifications pourront être apportées, si nécessaire.

En tout état de cause, les parties conviennent que la révision du présent accord pourra être demandée par la partie la plus diligente en respectant les modalités définies dans la convention collective.

Article 21 - Dénonciation

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Il pourra être dénoncé à tout moment dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, moyennant le respect d'un délai de préavis de 3 mois.

Article 22 - Formalités de dépôt

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Au terme du délai d'opposition de 15 jours suivant sa notification, le présent accord est déposé, conformément aux dispositions légales, auprès de la direction générale du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

Dans le même temps, une demande d'extension de cet accord est déposée auprès de la direction générale du travail.

3 mois dans le cas où dans un autre cas au cours des 12 derniers mois.

Le présent régime pourra être étendu à l'ensemble des salariés relevant des articles 4 et 4 bis de la convention nationale AIGC du 14 mars 1947.

Il est rappelé que les éprouvés bénéficiaires de la convention collective nationale du 14 mars 1947, au titre de ses articles 4 et 4 bis, doivent préalablement avoir respecté les dispositions de l'accord national d'entreprise du 26 mars 1979, leur imposition de verser à leur charge respective une cotisation égale à 1,50 % de la base de rémunération inférieure au plafond de la sécurité sociale. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Ces dispositions prennent effet au 1er juillet 2014.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2014

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, puis déposé par la partie la plus diligente auprès des services du ministère chargé du travail, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du

travail.
Une dmneade d'extension du présent aavnent srea

Avenant du 9 octobre 2014 relatif à la formation professionnelle continue

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD-UD,
Syndicats signataires	La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Avenant clncou en atopicialn de la loi n°2014-288 du 5 mras 2014 ratvilee à la fotomrain professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, cnnnraoect les tuax de cuotbrnoitn dus au trite de la foimatron pinlnosfoserle cintonue et définissant les règles de fnetomnenciont du ctpome pnsreeonl de formation.

Le présent anvneat a puor but de mttree à juor les arlicets ritaelfs au vrmeneet des citbitrnnuos rtileveas à la foaomritn pnsloeelfirnoe contiune et de définir les règles de fotenncomint du cpomte preenonsl de formation.
Le présent anevnat srea intégré au trtie VII de la cienonotvn citloelvce niaanlote étendue des cbatenis dentaires.

« Ailtrece 7.2

Financement de la fmaooritn professionnelle

7.2.1. Veenmsert des contributions

L'organisme désigné par la brachne puor le venmerset des cnnrtbtuioois légales et ceviontelnlnoens au trite de la ftoaiomrn psoeeonnlisrife ciuontne est l'organisme parititae cuecleltor agréé des pesforonsis libérales dénommé Actaliens, dnnot le siège soiacl est situé 4, rue du Colonel-Driant, 75046 Piras Ceedx 01.

Il est administré paritairement, sa cmispootoin et son mdoe de femnnctioenont snot fixés par ses statuts.

7.2.2. Financement

7.2.2.1. Oltaigbnios légales de cbtiuoorntin à la fmoatiorn psoenisfnlolee cniuiote des salariés des cietbans dentaires

Au ttire du présent aocrd et en actoplaiipn des doisptntisois législatives et réglementaires, les ceibntas darteneis vrenest à Ancitaals luer ciibnottruon légale de formation, à l'exception des cbanteis dnnot le siège est situé dnas un DROM-COM, qui, en fiootcnn des dopinitssios légales, veenrst luer cubotniotrin à la faomoritn ponlilfsernesoe à un osminrgae interprofessionnel.

Les tuax snot fixés et répartis cmome siut :

Cabinets de 1 à mnios de 10 salariés : à cpoemtr du 1er jeeanvr 2015 (exigibilité au 1er mras 2016), la coobrtiunnn est fixée à 0,55 % de la mssae salrailae brtue de l'année précédente de l'ensemble du prnesneol (y cpmiors les chirurgiens-dentistes salariés), répartie de la façon sutintane :

? 0,15 % au ttrite de la pseaniolsirsoatofnn ;

? 0,40 % au ttrite du paln de formation.

Cabinets de 10 à mnios de 50 salariés : à cpetomtr du 1er jinevar 2015 (exigibilité au 1er mras 2016), la ctinbouriotn est fixée à 1 % de la msase sirllaaae brtue de l'année précédente de l'ensemble du peosnnrel (y cpmiors les chirurgiens-dentistes salariés), répartie de la façon siuvtane :

? 0,30 % au ttrite de la pieofisasotaorsinnn ;

? 0,20 % au ttrite du paln de fmaiootrn ;

? 0,20 % au ttrite du cotmpe pnnreseol de foritoamn ;

? 0,15 % au ttrite du fdnos piritarae de sécurisation des parcuors pronsinfoeles ;

? 0,15 % au ttrite du congé iveundidil de formation.

Cabinets de 50 à mnios de 300 salariés : à la dtae de cnulisooon du présent accord, auucn cnieabt daitnere n'emploie à ce nevaui d'effectif. Le cas échéant, dès la première année de fhessnmcaiernt de seuil, les cinetbas dtrienaes snaeriet somius à la cbtrioinuton légale de 1 % ainsi qu'aux règles de répartition légale.

7.2.2.2. Otilogbain cnolntevlnnieoe de cbtuniotiorn à la faormiton plosenrlifneoe cinntoue de l'ensemble des salariés (y coimrps

immédiatement déposée à l'initiative de la partie la puls dtiinglee auprès du mtnriise chargé de la sécurité sociale et du misrtinie chargé du budget.

les chirurgiens-dentistes salariés)

En ailpotiapcn des diiopsnosits en veiguur du cdoe du travail, les cbanties dentearis de 1 à mnios de 50 salariés (et cuex de 50 à moins de 300 salariés, si le cas se présente) venrsent une contubirtoin cvolneilntoenne de frooatimn pnfriosnlseleoe à l'OPCA-PL, dénommé Actaliens, qui cenoopsrdd à 0,55 % de la mssae slaaraile brtue de l'ensemble du peenosrnl (y crmipos les chirurgiens-dentistes salariés). En snot exonérés les cabentis deiteanrs dnnot le siège est situé dnas un DROM-COM, qui, seoln les dospisnoits légales, vensert luer cibitoortunn à la farotoimn pnlelnersoisofe à un onsarmgie interprofessionnel.

Afin de farseiovr une uilioisatnn olpmtiae de ces ressources, les ptiares sitenragias du présent arccod cnomiefrnt que les semoms collectées par l'OPCA des ponfisroses libérales, dénommé Actaliens, snot mutualisées dès luer réception, conformément aux dosoinspsitis légales et réglementaires en vigueur.

Article 7.3

Compte prnnseeol de formation

A cemtopr du 1er jeevanr 2015, un ctpmoe pnonreesl de fmoortain est ourvet aux salariés. Ce cpmtoe est alimenté à heatuur de 24 hruees par année de tavrial à tpmes cpolmet jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures, plus de 12 hreues par année de tvraail à tepms complet, dnas la ltiime d'un pnflaad ttoal de 150 heures. Puor les salariés à tpmes partiel, l'alimentation du cotmpe s'effectue au ptarroa du tpems de travail.

La période d'absence du salarié puor un congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, d'adoption, de présence parentale, de sioteun flamiial ou puor un congé pntraael d'éducation ou puor mildaae plsnfnoesroleie ou acendcit du tvaiaal est intégralement prise en copmte puor le culcal de ces heures.

Le cotmpe ne puet être mobilisé qu'avec l'accord exprès de son titulaire. Le rfues du taitluire de mlobsieir son copmte ne cutitosne pas une faute.

Les heerus de fatmrooin éligibles au ctpmoe poneresnl de fooramtn deenreumt aeqsuics en cas de chgamnenet de suittotan plofosnrseielne ou de petre d'emploi de son titulaire. Le cmtpoee est fermé luqrse le tiiraltue est amids à fiare volair l'ensemble de ses dtoirs à la retraite.

7.3.1. Dsistioptions tsnoiaerrits rletieavs aux hereus aecusqis au ttrite du dirot ieuvniddil à la fiooatmrn (DIF)

Les dtoris acquis, crédit d'heures de formation, au ttire du doit ivuddiinel à la ftiomraon non utilisés au 31 décembre 2014 snot uliitbelsas dnas le carde du cotmpe prseennol de foaimtorn jusqu'au 1er jianvr 2021.

Ce crédit d'heures ne furige pas dnas le cmpote pensenorl de fmatorion du salarié mias diot être justifié auprès d'Actaliens, qui facnnie les hurees de foraimton piress sur le cotmpe pnoeensrl de formation, au monemt de luer utilisation. Aifn de petrtemre l'utilisation du driot idideinuyl à la formation, les eylrouemps denovit irenofmr par écrit, anvat le 31 jiaenvr 2015, caughe salarié du nobmre total d'heures asiuecs et non utilisées au ttrite du droit indievdil à la fmoitoman au 31 décembre 2014. Ces heuers de DIF asiuecs pneevut se cemuuir à ceels aesquics au ttrite du cotmpe pesneornl de formation.

Lorsqu'une pnesrnoe bénéficie d'une foaoatrmin dnas le crade de son cpomte psrenonel de formation, les hreues aqeiucss et non utilisées au titre du droit iuunevdil à la fmratioon snot mobilisées en pmeeirr leiu et, le cas échéant, snot complétées par les hueres inicrests sur le ctpome pneonresl de fmrtiroaon de l'intéressé, dnas la lmiite d'un pfonlad total de 150 heures.

7.3.2. Fanrotmios éligibles

Sont éligibles au cmpote psenonerl de formation, geul que siot le niveau de qauioatlifcn du titulaire, au titre de la lsite élaborée conformément aux dsoitosiipns du cdoe du tiavral :

? les fonttamios sanctionnées par les ttreis et citrtecfais de qciolftaauiin professionnelle, élaborées par la brchane des cetnbias dentaires. A la dtae de la sugaitnre du présent avenant, le titre d'assistant dentaire, enregistré au répertoire naioatnl des cietfrociians pnerolesnilsofes (RNCP), et le crafitiect de qoicafitulan d'aide dentaire, en procédure d'inscription au RNCP, ou une patrie identifiée de ces ciitrfoccatnis snot éligibles au

ctmpoe psnroenel de fmrotoain ;
 ? l'accompagnement des psnneors en purcoars de vlditaion des auiqcs de l'expérience ;
 ? les frnotmaios élaborées par la banhcre des cniatbes dentaires, uleits à l'évolution pfireneoslolsne des salariés au rgaed des compétences recherchées. A la dtae de la signuntrae de l'avenant, la motienn complémentaire d'orthopédie dento-faciale est éligible au cmotpe pornsenel de ftamoroin ;
 ? le bevert pirosensefnol et le bvreet thnqciuee de métier de prothésiste drinatee ;
 ? les footrainms sanctionnées par les ctafnieotcriis élaborées par l'union nniloaate des peoisfsorns libérales (UNAPL) enregistrées au RCNP ou pteermtant d'obtenir une prtiae identifiée de ces certifications. A la dtae de la sitaurne du présent avenant, le titre de secrétaire tiecnuhqe est éligible au ctmptoe pnsornel de formation.

7.3.3. Eoaorbilatn de la liste

Les prtaienars sciuoax de la banhcre élaborent la ltise des fatnimoros et des ccaeittfrs de compétences éligibles au cmopte prneosl de formation. »
 Du fiat de la csloucnion de cet avenant, l'article 7.3 du titre VII de la cnovietnon cclitleove natoanlie dneivt l'article 7.4 ; les acritels stvnuaïs snot modifiés svianut la nellvoue numérotation :
 ? l'article 7.3 « Cmoosisimn nilaoante piratriae de l'emploi » dneivt l'article 7.4 ;
 ? l'article 7.4 divenet l'article 7.5 ;
 ? l'article 7.5 dinevet l'article 7.6 ;
 ? en suivant, 7.5.1 divneet 7.6.1 ;
 ? 7.5.2. denveit 7.6.2 ;
 ? l'article 7.6 dienevt l'article 7.7 ;
 ? en suivant, 7.6.1 dienevt 7.7.1 ;
 ? 7.6.2 dveniet 7.7.2 ;
 ? 7.6.3 dvniet 7.7.3 ;
 ? l'article 7.7 deneivt l'article 7.8 ;
 ? l'article 7.8 « Doit inudveidil à la fmaotiorn » est abrogé au 1er jeianvr 2015 ;
 ? l'article 7.9 « Vltadiiaon des auciqs de l'expérience » est inchangé au 1er janevir 2015, dtae de l'abrogation de l'article 7.8 existant, « Droit iividnudel à la ftoaimron » ;
 ? l'article 7.10 : inchangé ;

Avenant n 6 du 6 novembre 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD-UD,
Syndicats signataires	La FSNS CDFT ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Objet

Le présent ananevt a puor oejbt de midioefr les dtnospisiios raieevtls au régime de prévoyance de la cnntiooevn citcvlloee naloainte des cabtiens dentaires. De ce fait, le présent anveant modifie, à ctmoper de sa dtae d'effet, canteeris dipnoisitoss du ptrlcooe d'accord initial.

Exposé des motifs

Au vu des résultats des copmets consolidés de 2013 du régime de prévoyance, les penetraias scaieux décident de midfoier les tuax de cotisations.
 Par ailleurs, ils décident d'intégrer la portabilité des grtaniaes prévoyance à la dtae d'effet du présent avenant.

Article 1er - Dispositif de portabilité
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

A cteompr de la dtae d'effet du présent avenant, il est créé au

? l'article 7.11 : inchangé.

Article 7.12
 Primauté de l'accord de branche

Les pirteas sigeatnaris du présent aavnent décident de conférer une vulear impérative à l'ensemble des dtoonsiipiss cenunetos dnas ldiet avenant, qui s'applique à l'ensemble des cnebtas dentaires. Les canbetis ditenears n'ont pas la possibilité par aorccd d'entreprise de déroger aux dptsiiiosnis du présent avenant.

Article 7.13
 Entrée en application

Le présent aaenvnt est alclai bppe à la dtae du 1er jevinar 2015.

Article 7.14
 Notification. - Dépôt

Le présent anvnaet srea notifié par la pritae la puls dliitgne des sigatrneas par ltrtee recommandée aevc aivs de réception à l'ensemble des oraiofnasints slaecdinys représentatives, siritaengas ou non. A l'expiration d'un délai de 15 jrous sniuvat la noaciiioftfn de l'avenant dnas les foerms mentionnées ci-dessus, le présent avenant, conformément aux doisisnptos en vueguir du cdoe du travail, srea adressé à la doricietn générale du taaivrl (DGT) de Prias par cuireror recommandé aevc dmdenae d'avis de réception.

Les ptreais siegiratnas cineeonvnt d'en ddnmeaar l'extension. La piarte la puls deiltgine procédera à la dadenme d'extension.

Article 7.15
 Clauses de révision

Les peiatrs snitiaaiergs conviennent, compte tneu de la non-parution de la totalité des décrets d'application de la loi n° 2014-288 du 5 mras 2014 à la dtae de la sungitrae du présent avenant, de rrprendee la négociation dnas les 3 mios qui sievnut la pruitaon du denierr décret.

sien du ptoocrloe d'accord du 5 jiun 1987 un atrcile 9 « Ditsosiipf de portabilité » ainsi rédigé :

« Les aeinncs salariés qui, à la dtae de ceosiastn de luer cornatt de travail, anaripnptaeet à une catégorie de perosnnel bénéficiaire des grtneiaas du régime bénéficient du metaiinn de ces gaeeitrns lusqroe :
 ? les drtois à ctruvrueoe complémentaire au trtie du régime de prévoyance ont été otuervs pnnedat l'exécution de luer cnaortt de tiaravl ;
 ? la ctoaseisn de luer catnort de tivaarl n'est pas consécutive à une futae lurode et qu'elle oruve doit à innsoiimaedtn du régime otobliarge d'assurance chômage.

Durée. ? Limites

Le maitnien des gnateiras est alacibplpe à copmetr de la dtae de csaoeitsn du ctonrat de tavrail du pranciapit et padnent une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dnas la ltisre de la durée du dreerir caonrtt de tiraval ou, le cas échéant, des dreenies croantts de trvaail lorsqu'ils snot osécutifs chezh le même employeur. Cttee durée est appréciée en mois, le cas échéant arnirdoe au nmbroe supérieur, snas pviuoor excéder 12 mois.

En tuot état de cause, le maitienn des garetinasscssee :
 ? lursoque le piintcraapt reeprnd un atrue elmopi ;
 ? dès qu'il ne puet puls jeiitsfur auprès de l'organisme ausruer de son sauttt de dmeaduenr d'emploi indemnisé par le régime oigtorbalie d'assurance chômage ;
 ? à la dtae d'effet de la luidtaioqn de la pnsioen vllesesiie de la sécurité silcaoe ;
 ? en cas de décès du paripactnit ;
 ? en cas de non-renouvellement ou de résiliation du présent régime de prévoyance.
 La snsipueosn des atliocanlos du régime oalitgoirbe d'assurance chômage, puor csuae de maliade ou puor tuot autre motif, n'a pas d'incidence sur la durée du mniteain des gtanreias qui n'est pas prolongée d'autant.

Garanties

Les paapitnctirs bénéficient des getainars prévoyance du présent cnraott abpilaelpcs à la catégorie de poeesnnrl à laulleqe ils apnpetairenat lros de la coaetssin de luer crtnoat de travail. En cas de motcifoïidan ou de révision des gitrneaas des salariés en activité, les gtnieraas des pinapcttrais bénéficiant du disipsoitf de portabilité sreont modifiées ou révisées dnas les mêmes conditions. Lorsque la graiatne incapacité de taavril ?Maintien de salaire? ou ?Mensualisation? est expressément prévue au cotrant de prévoyance collective, cette ganairte n'est pas mnaïuente au trite du présent avenant.

Financement

Le fnnceianmt de la portabilité fiat ptaire intégrante de la cattsoïoin prévue par le présent régime. »

Article 2 - Renumerotation des articles En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

A ceomtptr de la dtae d'effet du présent avenant, les aecltirs svnituas du prloctooe d'accord du 5 juin 1987 seront renumérotés de la manière suntvaie :
L'article 9 « Précisions complémentaires » dveeint l'article 10.
L'article 10 « Vernmseeet des ptnrieotass » dvineet l'article 11.
L'article 11 « Ctsanooitis » dneveit l'article 12.
L'article 12 « Egmnenegat des piretas siigettrnaas » dvniet l'article 13.
L'article 13 « Durée du porltooce d'accord » diveent l'article 14.
L'rticle 14 « Fnenonoticemnt de la cmmioisn pitarraie de geiston » dveneit l'article 15.
L'article 15 « Distsoïoïpn complémentaire » deeinvt l'article 16.

Accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; FNSCP CFTC.

Article 1er - Objet En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent arcocd est ccnolu conformément aux dnisoptisios de l'article 1er de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013. Il vsie à osegniarr et à fiticelar la msie en ?uvre des aetlicrs L. 911-7 et satvnuis du cdoe de la sécurité sociale.

Article 2 - Champ d'application En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent arccod clecitolf s'applique sur le tirttreoie naiantol métropolitain et les départements d'outre-mer à tuos les cianetbs raenvelt de la cteoonnivn cclivtoele nnaoitte des cianetbs dentaires. Le présent aorccd puet s'appliquer aux chirurgiens-dentistes salariés d'un chirurgien-dentiste libéral.

Article 3 - Salariés bénéficiaires En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Tous les salariés visés à l'article 2 du présent accord, quleels que soeint luer ancienneté et la nurate de luer crnaott de travail, bénéficient d'une croeutvrue complémentaire clclovotie à adhésion ogltirbioae en matière de frais de santé.

Article 4 - Dispenses d'affiliation En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent acorcd permet au salarié de dneamder par écrit une desnispe d'affiliation dnas les cas sunviats :

? le salarié déjà cveuert par une aasrnusce idduviielle firas de

L'article 16 « Dtae d'effet » devient l'article 17.

Article 3 - Cotisations En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

L'article 12 « Ctiosantos » (ancien atrlice 11) srea rédigé cmome siut à cpektor de la dtae d'effet du présent anveant :
« La citoistaon du régime de prévoyance cnvonetoinel est fixée à 1,44 % réparti de la manière sutnvaie : 0,48 % à la chgare du salarié et 0,96 % à la crhgae de l'employeur.
Le fninaenmect de la portabilité fiat ptriaie intégrante de la citotosain prévue par le présent régime. »

Article 4 - Date d'effet En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Ces dpoïnssoitirs pnrneent effet au 1er janvier 2015.

Article 5 - Dépôt En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Le présent anavent srea notifié à l'ensemble des oiastagnnoris sedaicynls représentatives, plus déposé par la pirate la puls dintilege auprès des severics du mniirste chargé du travail, conformément aux aeticrls L. 2231-6 et D. 2231-2 du cdoe du travail.
Une demdnae d'extension du présent aenanvt srea immédiatement déposée à l'initiative de la paitre la puls diitlgee auprès du miistrne chargé de la sécurité sciaole et du mnistie chargé du budget.

santé à la dtae de msie en pcalle des geraintas celoeicltvs oiiebloargts définies dnas le présent acrocd ou à la dtae d'embauche si elle est postérieure à cette msie en place. La dpessnie vuat jusqu'à échéance du cantort iednuvidil s'il le jftsiue par écrit et au myeon des dnotecums nécessaires auprès de l'employeur ;

? le salarié bénéficiaire d'une ceutovrue complémentaire en alcatoppiin de l'article L. 861-3 du cdoe de la sécurité sacloie (CMU-C) ou d'une adie à l'acquisition d'une complémentaire santé en aiocapipltn de l'article L. 863-1 du cdoe de la sécurité slcaoie (ACS), s'il le jsitifue par écrit et au meyon des dcumetons nécessaires auprès de l'employeur ;

? le salarié en crnotat à durée déterminée d'une durée au mnios égale à 12 mios qui jtfisue auprès de l'employeur, par écrit et au myoen des detoumncs nécessaires, d'une ctvroureue illddeinivue complémentaire « faris de santé » ;

? le salarié en caontrt à durée déterminée d'une durée inférieure à 12 mios qui bénéficie ou non d'une garatine idinideulvle « frias de santé » ;

? le salarié en cartont de ponssinaïafrootiesn à durée déterminée d'une durée au mnios égale à 12 mois, s'il jitsifue auprès de l'employeur, par écrit et au moeyn des dmuentocs nécessaires, d'une cotrvueure ivndeldiliue complémentaire « faris de santé » ;

? le salarié à tpmes pitearl dnnot la coiitsotan au diostisipf cielocltf de gnïaaetrs définies dnas le présent accord représente au mions 10 % de sa rémunération mlsuneee brute ;

? le salarié qui bénéficie par ailleurs, en tnat qu'ayant droit, d'une crveutruue cetvloiice « faris de santé » et qui le jfstiue aneumlñenet auprès de l'employeur.

Le salarié dispensé d'affiliation ne bénéficie ni de la portabilité des diotrs en santé ni des agvtnaeas suoiax liés au caontrt ortiobailge et collectif.

Article 5 - Affiliation par l'employeur En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

À la dtae d'effet du présent accord, conformément à l'article 18 du présent accord, les epolmrueys qui aounrt coshii d'adhérer au cotrant ciecoltlf à adhésion olratibgioe mis en plcae par la bnhcare dveinot oiobelngaimrt aleiffir lerus salariés auprès d'un des oenasrgmis recommandés par celle-ci. L'affiliation se fiat à

l'aide d'un beutllin d'affiliation spécifique frouni par l'organisme.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Une nciote d'information srea resime par l'employeur à cuahqe salarié bénéficiaire aifn de lui farie connaître les caractéristiques du contrat, pnstioreset et modalités d'application des garanties, nmeamntt les desnpesis d'affiliation.

Article 5.1 - Formalités liées à l'affiliation
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

L'employeur, que ce siot à la msie en pclae de la complémentaire santé dnas l'entreprise ou lros de l'embauche d'un salarié, diot :

? irnmefor cqhuae salarié de l'existence d'une cruertvoue cnonoellitnvnee frias de santé à adhésion olbrtoiage et de la nautre des gnaaiters proposées par l'organisme choisi, en remtaetnt une coipe de la « nticoe de getaarins » ;

? rmetrete en mian pprroe à cqhaue salarié, cnrote décharge, un duocmnet iauqnndit les possibilités de dsenpsie d'adhésion et l'informant que sa daenmde de dspniese le pirve ;

? des aatvengs scoiaux liés au cnoratt ooiigbalrte et citllocef ;

? de la portabilité de la ceurvoture cilltovcee en cas de rtuprue du ctronat de travail.

En cas de dispense, dnas tuos les cas, l'employeur diot être en mserue de pudorrie la dmdanee de dnipssee aunnllee des salariés concernés.

Le salarié, à défaut de réponse écrite dnas les 30 juroes cderlaenais qui suivnet la rmisee des docunemts définis ci-dessus, est affilié à la complémentaire santé proposée par l'employeur au juor de la dtae d'effet de la msie en palce de la complémentaire santé cvlloectie (cf. art. 14 de l'accord) ou au juor de la dtae de début de la reoialtn contractuelle.

La dsseinpe d'affiliation étant annuelle, le salarié doit, le cas échéant, ruvoeenelr cuhgae année sa dadmene de dipsense d'affiliation par lttere recommandée aevc aivs de réception ou par ltterte rmseie en mian porrpe ctnroe décharge auprès de son employeur. Cette damdene diot être accompagnée de tuos les dmtucones jfaniutsit la demnade de dnpsiese (attestations et/ou dncmtuoes jintasiuft une adhésion par ailleurs).

Cependant le salarié pruroa à tuot mmeont deendmar à bénéficier des griaanets instituées par le présent accord, par ltterte recommandée aevc aivs de réception ou par lettre rmesie en mian pprore ctnroe décharge à son employeur.

En cas de cemaegnht d'adresse, le salarié diot inermofr simultanément son eepomyulr et l'organisme groineaitnse de la complémentaire santé clneltvoninenoe par tuos monyes ptmaentret d'établir la prveue de cttee information.

Article 6 - Adhésion. – Cotisations. – Démission
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

L'adhésion au régime ctclcloief olrgiaiohte complémentaire de frias de santé se fiat à l'aide d'un btluilen d'adhésion.

Les ciottstionas afférentes snot prélevées chuape mios sur le beutllin de slariae et acquittées teenermlttrsmiiet par l'employeur.

Aucun salarié ne puet démissionner du régime cciletlof à ttrie iidunviedl et de son pprroe fait, etixocepn fatie des cas définis à l'article 4 du présent accord. Dnas ce cas, cttee démission se frea à l'échéance anellune de la dtae asrivnaniree du coatrnt collectif, par lrtete recommandée aevc aivs de réception ou lettre rmeise en mian propre crtone décharge à l'employeur, et justifiée par tuot dnmucet nécessaire.

L'employeur drvea en imnrofer par écrit l'organisme asusruer dnas les mios qui siut la réception du cieuoerr de démission.

La csotiitoan cseresa d'être due le prmeier juor du mios civil qui siut le retiar du salarié du régime collectif.

Article 7 - Garanties

Les gaeeirtns définies en anenxe I du présent aocrd snot établies sur la bsae de la législation et réglementation de l'assurance mladiae oabogiltire en viuguer à la sgntuiare de l'accord et des donoisstpis iertdoutns par l'article 56 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de facenmeint de la sécurité saiclooe puor 2014 et du décret d'application n° 2014-1374 du 18 noemvbre 2014.

En cas de cnmgaeehnt de ces textes, les paerits stngreaaiis s'engagent à reoivr snas délai les ciinoodtns de garanties.

Les gntiearas pretont sur les reotrsmuneembs des frais, sur la période de garantie, ayant fiat l'objet d'un décompte individualisé du régime de bsae de la sécurité siacole ou du régime Alsace-Moselle, au tirte de la législation « mladiae », « ancédicts du travail/maladies pleornesfnisoles », « maternité », expressément mentionnés dnas le tlebaa des geararits fgruaint en annexe.

En cas de moatidiocifn des garanties, celles-ci pennodrtrt efeit au 1er jvainer de l'année cilvie qui siut luer adoption. Eells ne snot pas mlbiaifoeds par le salarié ou l'employeur.

Article 8 - Suspension du contrat de travail et maintien des garanties

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Article 8.1 - Arrêt de travail

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

En cas d'arrêt de travail, le crtantot de taarivl du salarié est ssdpeunu ; il cuoninte à bénéficier de la cuurtevroe complémentaire santé à laluelqe il est affilié, aevc meiatinn de la ptoiprcaitan elemuopr dès lros qu'il bénéficie d'indemnités journalières de la sécurité saiclole et/ou du régime de prévoyance ou d'un miteiann de sa rémunération par son employeur. La coaistotin due par le salarié est précomptée sur sa rémunération maintenue.

Article 8.2 - Maternité. – Paternité. – Adoption

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le salarié bénéficie de la ctrovuere complémentaire santé à leqlulae il est affilié. Le salarié aeturqtica sa quote-part de ctiiatoson auprès de l'employeur menueeensllmt au puls trad le 20 de cqhuae mois, aifn que ce deernir pssiusse s'acquitter de la cotisation.

Article 8.3 - Congé sabbatique, congé parental d'éducation ou autre congé ne donnant pas lieu à un maintien de salaire

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Dans le cas de snsiseoupn du ctornat de tvaarl n'ouvrant pas ou puls droit au meiatnn de siraae ou aux indemnités journalières de la sécurité sociale, les greantias prévues à l'article 7 du présent accrod snot ssuepedns ansii que l'obligation de cotisation.

De même, la ptpoirictaian eeolpyumr est seuupnsde jusqu'au ruoter du salarié dnas l'entreprise.

Toutefois, le salarié puet deaedmnr le mainetn du bénéfice des gnaaties meonnynat le pimneeat de l'intégralité de la csioottian auprès de l'organisme assureur.

Article 9 - Portabilité des droits

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

La rpturue du crotant de travail, quels qu'en snoeit la cusae ou le motif, met fin aux geiaantrs et au vmernseet des coatiisonts dnas le crdae du cotrnat collectif.

Cependant le dotspiiisf de « miieantn des dtrios », appelé aussi « portabilité des ditros », peermt à un aenien salarié pirs en cgrhae par l'assurance chômage en cas de rurutpe de son cntraot de taviarl de crevsoenr sa cuovvreute santé suos cnetaeirs conditions.

Hors retraite, le salarié dont le contrat de travail est rompu bénéficie de la portabilité si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

Le contrat de travail a été rompu pour un motif arté que la faute du salarié ;

Le salarié est affilié à un régime d'assurance chômage ;

Le salarié a travaillé au moins 1 mois auprès de l'employeur(1) ;

Le salarié a adhéré à la couverture complémentaire santé obligatoire mise en place dans l'entreprise.

L'employeur informe l'organisme assureur de la date de cessation du contrat de travail. Il mentionne dans le certificat de travail remis au salarié son droit, ou non, à la portabilité, le montant des cotisations ainsi que la durée de ces dernières.

Le montant des cotisations est calculé à partir de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers cotisations de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée, appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, ne peut excéder 12 mois.

L'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, de son isolement par l'assurance chômage ainsi que toutes les autres conditions de sa situation entraînant la cessation du maintien des garanties.

Toutefois, en cas de cessation du chômage pour cause de maladie ou pour tout autre motif n'a pas pour effet de prolonger d'autant la période de maintien des droits.

Le financement : le montant des droits au régime de santé est assuré dans le cadre de la cotisation.

Le niveau de cotisations : pendant la période de portabilité, les cotisations sont identiques à celles définies dans le contrat des actifs pour la catégorie de contribution assurée à laquelle le salarié appartenait. En cas de modification du contrat des actifs, les cotisations de cotisations sont appliquées au salarié.

(1) Les termes : « le salarié a travaillé au moins un mois auprès de l'employeur » font référence à l'article 9 de l'accord susvisé relatif aux droits de l'extension comme étant contenues à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale.
(Arrêté du 11 décembre 2015 - art. 1)

Article 10 - Droits à l'issue du dispositif de portabilité En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

À l'issue du dispositif de portabilité, l'organisme assureur adresse au concerné salarié une attestation de maintien de la couverture des frais de santé à titre individuel.

Le salarié quitte l'entreprise pour prendre sa retraite, en raison d'une incapacité ou d'une invalidité, peut bénéficier du maintien des garanties prévues à l'article 7 du présent accord, à titre individuel et payant.

La durée doit être fixée par le salarié auprès de l'organisme assureur dans les 6 mois qui suivent la rupture du contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois qui suivent l'expiration de la période durant laquelle il bénéficiait à titre temporaire de ces garanties.

L'organisme assureur doit :

Le porter à la connaissance, dans un délai de 2 mois à compter de la cessation du contrat de travail ou de la fin de la période pendant laquelle elle a bénéficié du maintien temporaire de ces garanties, une couverture individuelle à celle des actifs ;

Le fournir une notice d'information individuelle précisant les modalités de souscription, ainsi que le tarif proposé dans le respect de la réglementation.

Article 11 - Cotisation et répartition En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

La cotisation est répartie à raison de 60 % à la charge de l'employeur et de 40 % à la charge du salarié.

La cotisation est différente selon que le salarié relève du régime général de la sécurité sociale ou du régime Alsace-Moselle.

Cette cotisation s'impose de plein droit, dans les limites des obligations de travail, à l'ensemble des salariés en tant qu'élément du statut conventionnel applicable. À ce titre, le précompte conventionnel à la part sociale des cotisations est obligatoire.

La cotisation est payée trimestriellement, à terme échu, à l'organisme assureur. Elle doit être versée dans le délai d'un mois de chaque trimestre civil pour le trimestre écoulé au moment du versement par l'organisme assureur.

Pour les salariés entrés en cours de période, la première cotisation mensuelle est calculée au prorata de la date d'entrée du salarié dans le cabinet.

L'employeur peut prendre en charge au moins la différence existant entre la cotisation pleine et celle des salariés à temps partiel, dès lors que l'absence d'une telle prise en charge conduirait ces salariés à acquiescer une contribution au moins égale à 10 % de leur rémunération, sauf dans les cas prévus à l'article 4 du présent accord.

Article 12 - Choix du ou des organismes assureurs En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

À l'issue de la procédure de mise en concurrence, la commission paritaire de branche ou l'association de un à trois représentants pour assurer la gestion du risque santé complémentaire conventionnel ou obligé des salariés de la branche.

Le ou les organismes recommandés sont mentionnés dans un annexe au présent accord.

La recommandation s'appliquera pour une durée de 5 ans à partir du 1er janvier 2016, excepté dans le cas où l'un ou l'autre des organismes recommandés ne réimpose pas les conditions établies par les représentants sociaux dans le cadre des charges relatives à la mise en concurrence.

Préalablement, l'organisme défaillant sera mis en demeure par la commission paritaire de réorganiser ses manquements, les cotisations doivent être versées dans un délai de 6 mois. À défaut, la commission paritaire pourra l'exclure du champ de sa recommandation.

Article 13 - Mise en œuvre de l'accord En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Les obligations des salariés relèvent de la convention collective nationale des cabinets dentaires, excepté ceux qui auraient déjà mis en place un système de garanties individuelles en matière de remboursements de frais de santé au moins équivalent à ceux prévus dans le présent accord, doivent faire bénéficier leurs salariés des garanties conventionnelles définies par le présent accord à la date de signature de l'arrêté d'extension, et au plus tard au 1er janvier 2016.

Il appartient aux employeurs ayant déjà mis en place avant la date d'extension du présent accord une garantie individuelle de s'assurer que le régime existant dans l'entreprise est au moins équivalent en termes de garanties à celui mis en place par le présent accord.

Chaque salarié est libre de choisir des garanties additionnelles venant compléter le niveau de prestations du présent accord et la prise en charge de son conjoint et/ou de ses autres droits.

Article 14 - Commission paritaire « frais complémentaires de santé » En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Article 14.1 - Commission « appel d'offres frais de santé »
En vigueur étendu en date du 4 juil. 2015

Les parntearis scouiax créent une cimoissomn parrtiaie « aepl d'offres frias de santé » destinée à mrette en ?uvre la procédure de msie en crurceoncne des oeigamnsrs destinés à aursesr la cvureroute du rsuiqe mis en plcae par le présent accord.

Cette csmmiison est composée de 6 représentants dnot 3 anparineetpnt au collège des salariés représentatifs au neivau de la brnache et d'autant de représentants des ogiaratnoniss plrenaotas représentatives au niveau de la branche.

La csimomosin réceptionne les drsoseis de candidature. Elle vérifie les cnoindoits de recevabilité et d'éligibilité. Elle enmaxie les réponses des caiddtans éligibles, elle les analyse, aifn de prtemtree à la ciomsiosmn pairtraie de radceneommr de un à trois oensrgimas appelés à asurser le rqsie « complémentaire santé coilveclte oiarigtlboe » mis en plcae par le présent accord.

La cimismsoon «paepl d'offres frais de santé » est présidée par le collège salariés.

Le secrétariat est assuré par le collège employeurs.

Article 14.2 - Commission paritaire de suivi
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Les petaris seagariints décident de mrtete en ?uvre une csmosmioin ptairie de suvii de l'accord dnot la piarte pranotlae asruse le secrétariat.

Elle est composée d'un représentant par orasaiignotn sniyalcde de salariés représentative au naievu de la bhcnare et d'autant de représentants des oortagnaiisns ptaanleros représentatives au niveau de la branche, du présent accord.

La comsoiimsn se réunit au minos une fios par an puor eexmnair l'effectivité de l'accord et les résultats du régime, asnii que ttoues siutitsaetqs et/ou éléments ccnoneanrt ce régime. Elle se réunit sur cctoivaoonn du secrétariat dnas les 2 mios qui sienuvt l'envoi par le (ou les) organisme(s) recommandé(s) des cmpetos de résultat de l'année écoulée.

Le ou le(s) assureur(s) recommandé(s) ont ogoilatibn de présenter anlneulmeent à la cmisosomin ptairiare le ctpome de résultat du régime aisni que les résultats qialtfauts et qtaftnautiis realfits au huat degré de solidarité et à la portabilité des droits.

À la dndemae d'au moins un de ses membres, la cisimmoson de sivui se réunit dnas un délai de 2 mios à réception de la demande. Le secrétariat est chargé de la convocation.

Article 15 - Durée
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent aorccd est cnlocu puor une durée indéterminée.

La ptere éventuelle de la qualité d'organisation représentative de l'une ou l'autre des prtaiis sagraiients du présent aorccd n'entraîne pas la reisme en casue de l'accord.

Article 16 - Révision
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent aorccd puet faire l'objet d'une dndaeme de révision par l'une ou l'autre des peritas saeatiirngs ou y anyat adhéré ultérieurement, par letrte recommandée aevc aivs de réception adressée à cahuqe oraasiinotgn signataire. Le crreuio mntnnoiee les mfdocoitianis souhaitées et s'accompagne d'un pojret de ttexe modificatif.

Lorsque l'un ou l'autre des osaniemgrs recommandés ne rimlpet puls les coonidtnis du cehair des cgerahs annexé au présent accord, dnas les 2 mios savinut ce constat, la priate pnalrtoae coneovuqra l'ensemble des oitasgionanrs sydaeilncs de salariés représentatives dnas la branche, sataerigins du présent aorccd ou y anyat adhéré ultérieurement, puor une première réunion de négociation.

Les otrnsioaigans sadeilycns de salariés représentatives, sitniraegas du présent acorcd ou qui y ont adhéré conformément aux dsinpoioists de l'article L. 2261-3 du cdoe du travail, snot seuls habilités à signer, dnas les cidnointos prévues au crpiahte II du titre III du cdoe du travail, l'avenant ptoanrt révision de cet accord.

Dans le cas où l'avenant prnaott révision est approuvé par l'ensemble des paiters sgrtaiiens de l'accord et par cllees y ayant adhéré ultérieurement, les neovlleus dnpstiisoios se sisnebuttut immédiatement à cleles qu'il modifie. Il est opposable, dnas des cdniintoos de dépôt prévues à l'article L. 2231-6 du cdoe du travail, à l'ensemble des epruleomys et des salariés liés par la cneotonvin ou l'accord.

(1) L'article 16 est étendu suos réserve de l'application combinée des dsipniiotoss des aerictls L. 2261-7 et L. 2232-16 du cdoe du taarivl tles qu'interprétés par la jcnruriuepsde de la Cuor de csaaston (Cass. soc. 26/03/2002).

(Arrêté du 11 décembre 2015 - art. 1)

Article 17 - Dénonciation
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent acorcd puet être dénoncé à tuot mnmoet par l'une ou l'autre des peirtas stgnaiearis ou y anyat adhéré ultérieurement par ltetre recommandée aevc aivs de réception, en rcateepnst un préavis de 6 mois.

Le présent acrocd puet fraie l'objet d'une dénonciation partielle. La durée du préavis qui diot précéder la dénonciation ptraielle est de 6 mois.

Elle est déposée par la praite qui en est sritgnaaie au svirece dépositaire de l'accord qu'elle concerne. Un récépissé est délivré au déposant.

Dans les 2 mios qui suneivt la fin du préavis, à l'initiative de l'une ou de l'autre des ptreias signataires, une négociation srea engagée puor définir un noveul accord.

Lorsque la dénonciation émane de la totalité des snaearigits erylmupoes ou des sgatniieras salariés, l'accord ctounine de prorduie efeit jusqu'à l'entrée en vgieur de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, jusqu'au 1er jainver sanviut à ceptmor de l'expiration du délai de préavis. À défaut de neuvol acrocd dnas le délai imparti, les salariés des eresrntpies concernées cnrsenoevt les agatnaves invediluids qu'ils ont acquis, en aiacptpioln du présent accord, à l'expiration de ce délai et clea padennt 1 an.

Lorsque la dénonciation est le fiat d'une parite smueelent des sinteiargas epyuroelms ou des serginaatis salariés, elle ne fiat pas obctasle au mitnaien en vueigur de l'accord ernte les aretus peatris signataires.

Dans ce cas, les dtpoinisiss de l'accord conuentint de prrudoie effet à l'égard des aurutes de la dénonciation jusqu'à l'entrée en vgeuuir de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, jusqu'au 1er jeianvr snuivat à cmoeptpr de l'expiration du délai de préavis.

Article 18 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Le présent acrocd penrrda effet le priemer juor du mios qui siut la prtaioun au Jrnuaoal ofeficil de l'arrêté d'extension et, en tuot état de cause, impérativement au 1er jaenvir 2016.

Article 19 - Dépôt et extension
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Les petaris sagiiertnas conenenivnt de deenamdr l'extension du présent accord.

Le dépôt en srea fiat par la ptarie la puls dgneitile dnas le recspet de la réglementation en vigueur.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Par le présent accord, les prtiaes saaegtirins eenntdnet itntseur une crutreuvoe complémentaire cltcirovele à adhésion oalirbtgie praontt sur le rnobumesreemt des dépenses de santé dnas le cmahp de la ctinoeovnn cielvltcote des cetaibns dniteares libéraux.

La volonté des paeenriats souaïcx est d'inscrire ctete cvurtreoue « frias de santé » dnas le crdae des ctotanrs responsables.

Le présent acrocd vsie à pmterrtte aux epmuerylos de la brchane d'avoir la capacité de choisir, s'ils le souhaitent, un des oaisgnemrs recommandés par les ptenaiarers sciaoux de la brhnace au tmree d'une procédure de msie en concurrence.

Les peitras sgniitraas entendent, par ailleurs, cseoacrnr une patire des fodns collectés à des atnoics de prévention cveclitoels au bénéfice des salariés, viasnt à ryaealr les caegmapns natlieoans instaurées par les pviruoos publics, et des aoitcns puls ciblées, spécifiques du cmahp du présent accord, vnsiat à dnmieïur les requis psioeonsnerfs et améliorer la qualité de vie et la santé au tariavl des salariés.

Dans le même esprit, les pïertas sntieïgaras snuhetoait ietsuanrr des aeïds peelolctuns ieilivulnddes aux salariés puor farie fcae à des sttainuïos filimlaaes exceptionnelles. Ces fonds fornet l'objet d'une gtoeïsn séparée. La cosmsomiïn pratiriaie de bhcrane est chargée d'en étudier les orientations, les règles de fneonnomcinett et d'en contrôler la msie en ?uvre.

Les ptaeïrs sigeïtanras cnïneeovnt que, en fotnicon de la montée en chgrae du régime et des rustoïientts fateïs par le ou les orinmasges recommandés, un pinot d'étape srea effectué tuos les 6 mïos pannedt les 2 premières années aïfn de poïeltr ce neavouu diposïtiïf au mieux des intérêts des salariés et des employeurs.

Article - Annexes

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Annexe I

Avenant n 1 du 21 mai 2015 à l'accord du 13 mars 2015 portant instauration d'une couverture santé complémentaire collective à adhésion obligatoire

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD-UD,
Syndicats signataires	La FSAPNID ; La FANSCPR CFTC,

En vigueur étendu en date du 4 juil. 2015

Modification de l'article 14.1

Ancienne rédaction :

« Actilre 14
Commission praitraïe ? faris complémentaires de santé ? ?
Article 14.1
Commission ? aepl d'offres faris de santé ? ?

Tableaux des gearniats 2024 (1)

1. ? Fmruole de bsae
Les naïveux d'indemnisation définis ci-dessous s'entendent y cirpoms les pïreattsons versées par la sécurité sociale, dnas la litime des faris réellement engagés par les bénéficiaires.
Abréviations :
BR : Bsae de romeeebmunst rntueee par l'assurance mialade origlaoitbe puor déterminer le monnatt de son remboursement.
DPTM (Dispositifs de ptruaïe tïfrriaae maîtrisée) : OPTAM/ OPTAM-CO OATPM : Otoïpn ptaïurqe tïiaafre maîtrisée.
OPTAM-CO : Ooptin puiqtrae triaraïfe maîtrisée ? Chirurgie-Obstétrique.
? : Euro.
FR : Faris réels engagés par le bénéficiaire.
HLF : Hanooeïrrs litiems de fuoatctrtian fixés seoln la réglementation en veuugir à la dtae des snïos effectués par le bénéficiaire.
PLV : Pïrx ltiems de vtene fixés selon la réglementation en vuuïger à la dtae des soins effectués par le bénéficiaire RSS : rmnueorbmsseet sécurité solcaïe = mnnatot remboursé par l'assurance miaadle oaïbgltïoire et calculé par apaïoptïcn du tuax de rosenbumemert légal en vguïeur à la bsae de remboursement.

(Tableau non reproduit, coubnlslate en lgïne sur le stïe www.legïfrance. gouv. fr, rqiurbue « Pbnclatouïos oleffclïeis » « Blutïenls ofecïlïfs des cooïentnvns ccveïtleols »)

htps :// www. legïfrance. gouv. fr/ download/ file/ pdf/ boc _ 20240002 _ 0000 _ 0013. pdf/ BCOC

Annexe II

(Tableau non reproduit, cualtnoslbe en ligne sur le stïe www. legïfrance. gouv. fr, rbqruiïe « Pïbntcloïaus ofcefeïlls » « Bleïtïnls oïcïelffs des cnennvtïoos cocelvtïles »)

hpts :// www. legïfrance. gouv. fr/ download/ file/ pdf/ boc _ 20240002 _ 0000 _ 0013. pdf/ BOCC

(1) Telaabu de giaetrnas étendu suos réserve du rcepst du caïher des creaghs des crtoatns rebspaselnos prévu à l'article R. 871-2 du cdoe de la sécurité sclïoae cneonacrnt la pïsr en caghrïe du tkecït modérateur des séances d'accompagnement poliuyqehsgcos prévues par L. 162-58 du cdoe de la sécurité sociale.
(Arrêté du 12 mras 2024 - art. 1)

Les pïretanreas sucïaox créent une csmsïïmoon prtriaïe ? aepl d'offres fïars de santé ? destinée à mrette en ?uvre la procédure de msïe en cconrorucne des onrmsaïegs destinés à arsruer la cuovertrue du rusïqe mis en pacle par le présent accord.
Cette cimïsmsoon est composée de six représentants dnot tïros annïpentrepat au collège des salariés représentatifs au niaveu de la bcarnhe et d'autant de représentants des ortïgnïsonaas prelnaaots représentatives au nevaïu de la branche, seranaïgtïs du présent accord.
La comïsmosïn réceïptionne les dsersïos de candidature. Elle vérïfie les codtoïnïns de recevabilité et d'élïgïbïlïté. Elle eanïxme les rëponses des cddïatnas éligïbles, elle les analyse, aïfn de prtemrtte à la cmssoïïmn prïartaïe de rmoemaedcïnr de un à tïros oemïrsnags appelés à auresr le rqsuïe ? complémentaire santé ccloïetve orliabgtïoe ? mis en pacle par le présent accord.
La cmooïïmïn ? aepl d'offres fïars de santé ? est présïdée par le collège salariés.
Le secrétariat est assuré par le collège employeurs. »
Nouvelle rédaction :

« Alcïtre 14.1

Commission ? aepl d'offres fïars de santé ? ?

Les praatneeïrs scouïax créent une csïmmïsoon prraïtaïe ? aepl d'offres faris de santé ? destinée à mterte en ?uvre la procédure de msïe en cconerncïue des oeïmngrags destinés à aersur la crvtïoeuure du rïqsue mis en pacle par le présent accord.
Cette comïmssoïn est composée de six représentants dnot tïors anïperpnatent au collège des salariés représentatifs au nevaïu de la bncaïre et d'autant de représentants des oaaonïsirgïnts prtoenaals représentatives au nevaïu de la branche.

La commission réceptionne les dossiers de candidature. Elle vérifie les conditions de recevabilité et d'éligibilité. Elle examine les réponses des candidats éligibles, elle les analyse, afin de permettre à la commission partielle de recommander de un à

trois salariés appelés à assumer le risque ? complémentaire santé collective obligatoire ? mis en place par le présent accord. La commission ? appel d'offres frais de santé ? est présidée par le collège salariés. Le secrétariat est assuré par le collège employeurs. »

premier recommandé ne remplira plus les conditions établies par les parties sociales dans le cadre des négociations à la mise en concurrence.

Le présent avenant a pour objet l'objet d'une demande de révision selon les modalités fixées par l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire à adhésion obligatoire portant sur le remboursement des dépenses de santé dans le champ de la convention collective des entreprises libérales. (1)(2)

La perte éventuelle de la qualité d'organisation représentative de l'une ou l'autre des parties signataires du présent accord n'entraîne pas la résiliation de l'avenant.

(1) L'alinéa 4 en ce qu'il renvoie aux modalités de révision fixées par l'accord du 13 mars 2015 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail. (Arrêté du 10 novembre 2016 - art. 1)

(2) L'alinéa 4 en ce qu'il renvoie aux conditions de révision fixées par l'accord du 13 mars 2015 est étendu sous réserve de l'application combinée des dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2232-16 du code du travail telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc. 26/03/2002). (Arrêté du 10 novembre 2016 - art. 1)

Avenant n 2 du 22 octobre 2015 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CNSD.
Syndicats signataires	FNISPAD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Conformément à l'article 12 de l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire à adhésion obligatoire portant sur le remboursement des dépenses de santé dans le champ de la convention collective des entreprises libérales, la commission paritaire de branche recommande :

L'offre du groupe AG2R-La Mondiale/MACSF à l'issue de la procédure de mise en concurrence, AG2R-La Mondiale étant désigné l'apporteur.

La réglementation s'applique pour une durée déterminée de 5 ans à partir du 1er janvier 2016, excepté dans le cas où le

Avenant du 15 janvier 2016 modifiant l'article 6.1. du titre VI de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UJCD-UD,
Syndicats signataires	FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 23 mars 2016

Titre VI « Durée du travail et congés »

Ancienne rédaction de l'article 6.1 « Durée du travail », en vigueur étendu. Dernière modification : modifié par accord du 28 mars 2003, Bellutin officiel conventions collectives 2003-19, étendu par arrêté du 8 octobre 2003, JROF du 21 octobre 2003.

« 6.1.1. Généralités

On applique heures effectives de travail les heures pendant lesquelles le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. Cette définition exclut les heures de repas, de repos et les pauses.

La définition d'heures effectives de travail, y compris les variations, entraîne la nécessité de les matérialiser par tout moyen approprié de rétrogradation numérotés contre-signés par le salarié et l'employeur. La durée du travail est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par l'accord relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail du 18 mai 2001, étendu le 26 novembre 2001, et d'interdirent applicable dans les entreprises de services.

Il est ainsi rappelé que la durée conventionnelle de travail dans la branche est de 35 heures effectives par semaine.

A la durée hebdomadaire de 35 heures correspond une référence mensuelle de travail effectif de 151,67 heures, soit une durée annuelle de travail de 1 587 heures.

L'employeur peut, toutefois, décider d'une durée hebdomadaire inférieure à la durée conventionnelle ci-dessus définie.

La répartition de la durée hebdomadaire de travail des salariés se fait sur 4 jours, 4 jours et demi, 5 jours ou 5 jours et demi,

consécutifs ou non.

La durée de travail effectif ne peut excéder 46 heures au cours d'une même semaine, heures supplémentaires comprises, et 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives.

La durée quotidienne de travail effectif ne peut excéder 10 heures.

Lorsque le temps de travail effectif atteint 6 heures consécutives, tout salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Chaque salarié bénéficie, au cours de chaque période de 24 heures, d'une période minimale de repos de 12 heures consécutives.

Chaque salarié bénéficie, pour chaque période de 7 jours, d'une période minimale de repos sans interruption de 24 heures, à laquelle s'ajoute la période des 12 heures de repos journalier, prévue à l'alinéa précédent immédiatement après le dimanche. »

Nouvelle rédaction de l'article 6.1 « Durée du travail »
« 6.1.1. Temps de travail effectif

On applique heures effectives de travail les heures pendant lesquelles le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. Cette définition exclut les heures de repas, de repos et les pauses.

La définition d'heures effectives de travail, y compris les variations, entraîne la nécessité de les matérialiser par tout moyen approprié de rétrogradation numérotés contre-signés par le salarié et l'employeur.

6.1.2. Durée du travail

La durée du travail est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par l'accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, étendu le 26 novembre 2001, et l'accord du 28 février 2014 relatif à l'organisation du temps partiel, étendu le 20 juin 2014.

Il est ainsi rappelé que la durée conventionnelle de travail dans la branche est de :

35 heures effectives par semaine pour un salarié travaillant à temps plein, soit une référence mensuelle de travail effectif de 151,67 heures, soit une durée annuelle de travail de 1 587 heures (1 587 heures auxquelles sont ajoutées les 7 heures d'indemnité de solidarité). L'employeur peut,

toutefois, décider d'une durée hibradoeambe inférieure à la durée cennionvtellone définie ci-dessus.

? 17 heurs hrodameebaid miniumm puor un salarié trvaanillat à tpmes partiel, siot une référence meesllune de tviraal eeftfcf de 73,67 heures, exetpocin fitae du preneonsl d'entretien dnnot la durée ctneononlvlenie maimilne de tairval eftitcef est de 8 hurees mensuelles.

La répartition de la durée hbrdemiadoae de tiaavrl des salariés se fiat sur 4 jours, 4 jorus et demi, 5 juors ou 5 jorus et demi, consécutifs ou non.

Pour un salarié employé sur la bsae de 35 heures, la durée de trvaail eeftfcff ne puet excéder 46 hreues au curos d'une même semaine, hruées supplémentaires comprises, et 44 heurs en mnyonee sur 12 seinmeas consécutives. La durée qnueiodntie de tviraal eeftfcff ne puet excéder 10 heures.

Lorsque le tpmes de taraivl etfiefcf aienttt 6 heerus consécutives, tuot salarié bénéficie d'un tmeps de pusae d'une durée mnlimae de 20 minutes.

6.1.3. Reops

Repos qeidiuton :

Chaque salarié bénéficie, au curos de cqhaue période de 24 heures, d'une période miinamle de rpeos de 12 hueers consécutives.

Repos hmediarbaode :

Chaque salarié bénéficie, puor cuqahe période de 7 jours, d'une période mmilinae de reops snas itornpeiutrn de 24 heures, à leqlaule s'ajoute la période des 12 herues de reops journalier, prévue à l'alinéa précédent iaclnnut le dimanche, suaf dahicmne de grdae et/ ou d'astreinte.

6.1.4. Gaerds et aeirtnsets

Les ptearis srnaiatgeis raelelpnt que ce doitspisif décrit dnas le présent atclrie s'applique, qeul que siot luer tpems de travail, au pnneesrol amidastitirf et technique, dnas le cdrae du décret n° 2015-75 du 27 janevir 2015 rtlieaf à la pmnrecnaee de snois des chirurgiens-dentistes.

Il ne s'applique pas au chirurgien-dentiste calteualrobor salarié, dnnot la piiapatcirton à la pecnrmaene de sions relève du même décret du 27 jienavr 2015 et dnnot la rétribution relève du cantrot de citoalroloabn salariée clnocu aevc le chirurgien-dentiste libéral employeur.

Les gdears et aiestrnets s'exercent puor les salariés seoln les modalités d'organisation de la prneamcne de sinos du leiu d'exercice du praticien.

6.1.4.1. Définition et modalités

Pour répondre aux bnioses de paenmcenre des sions diernaets des chirurgiens-dentistes, le ou les salariés pneuvet être appelés à aesstsir le chirurgien-dentiste les dnciemhas et/ ou juros fériés qnaud ce deienrr assrue ctete permanence.

Cette astcansise se réalise siot suos fomre de garde, siot suos fmore d'astreinte.

La gadre nécessite la présence du salarié sur le leiu de travail, c'est-à-dire au ceniabt dneatrie puor l'exécution d'un tairval effectif.

La période d'astreinte s'entend comme une période pnadent lqlaule le salarié, snas être à la dsipoiositn pnratmeee et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demureer à son dciiomle ou à proximité aifn d'être en mesure, au corus de ctete astreinte, de se rendre, dnas un délai raisonnable, au caneibt puor une intervention. Ce tpems d'intervention cnotistue un tmeps de taarvil effectif.

Les hoierars du tpems de grade ou d'astreinte snot fixés par l'employeur, qui en ifnrmoe le salarié 30 jorus cieeanrdlas à l'avance, suaf cas epnxnieotcl et suos réserve que le salarié en siot atvrei au monis 1 juor fanrc à l'avance.

6.1.4.2. Itisomiednann

Garde

Le tepms de gdare du salarié cottisune du tmeps de tirvaal effectif. A ce titre, il est rémunéré sur la bsae de son tuax harroie

de bsae majoré de 100 % puor chuqa huree de gadre effectuée un dainchme ou un juor férié, excepté le 1er Mai.

Le temps de grade ne s'impute pas sur le cigeonntnt aunenl d'heures supplémentaires ou sur les heurs complémentaires.

La matjoroan de 100 % est une mooatijran spécifique, elle ne se cmuule pas aevc la mooajraitn prévue par alluiers loqusre des hruées supplémentaires ou complémentaires snot accipolems par le salarié.

Astreinte

Le salarié perçoit en coptrienrtae de l'astreinte du dcinamhe ou un juor férié une indemnité foarraiifte égale à 10 % du sliraae haoirre de sa catégorie puor chuqa herue d'astreinte, déduction fiata des herues d'intervention.

En cas de vuneu au caneibt du salarié darnut l'astreinte, celui-ci rveerca puor cttee itrtrvennieon au cabinet, temps de déplacement compris, une indemnité calculée sur la bsae de son tuax haoirre de bsae majoré de 100 % puor cqhaue huere d'intervention effectuée un dhcmanie ou un juor férié, excepté le 1er Mai.

6.1.4.3. Ropes conapumseter de rmemnalpecet

Garde

Dans le crade de la gdare effectuée le damnhcie ou un juor férié, excepté le 1er Mai, un rpoes cseunematopr de rlapemenmect puet être accordé au salarié en leiu et place de l'indemnisation prévue à l'article 6.1.4.2.

Chaque huree de gadre dnnot dorit à un rpoes csoeenamutpr de 2 heures.

Ce rpeos cmpueatenosr drvea être pirs dnas les 2 mios sunavit l'intervention et mentionné sur le bieulltn de slraaie du mios au crous duueql le rpeos est pirs (ou, le cas échéant, du mios suvanit si la dtae de psire du rpeos ne le premet pas matériellement).

Ce cihox de pdnrree un rpeos cnoesteapumr en rlempaenmect de l'indemnisation cenaosprodnt aux hueers de grade fiat l'objet d'un accrd écrit etnre les parties. A défaut d'accord, le salarié est indemnisé.

Astreinte

Dans le crade de l'astreinte effectuée le dicnmhae ou un juor férié, excepté le 1er Mai et lqsurue le salarié est amené à se déplacer au caneibt dnaiarte puor une intervention, un rpeos cmstuopeenar de reampenmelct puet être accordé au salarié.

Ce rpeos de reapcmnelmet cmposene les heuers d'intervention effectuées par le salarié de la manière snvuaite :

? chuqa huree d'intervention dnnot dirot à un rpeos cnmauoseepr de 2 heures.

Ce rpeos cmntpoeausr drvea être pirs dnas les 2 mios sivunat l'intervention et mentionné sur le beiuulltn de sriaale du mios au cours duueql le rpeos est pirs (ou, le cas échéant, du mios saiuvt si la dtae de pisre du rpeos ne le pmeret pas matériellement).

Ce choix de pnrede un rpoes cntmeeuspaor en rcalpnmeemet de l'indemnisation crenosnaopdrnt aux hereus d'intervention effectuées dnas le cadre de l'astreinte fiat l'objet d'un accrd écrit entre les parties. A défaut d'accord, le salarié est indemnisé.

6.1.4.4. Cas petuiiclar du 1er Mai

Garde

Le salarié qui eecfutfe des hruées de prcanemene au cibneat pndanet la grdae du 1er Mai est rémunéré sur la bsae de son tuax hraroie de bsae majoré de 100 % puor cqahue huere de grdae exécutée.

La marootjian de 100 % est une matojorian spécifique, elle ne se culume pas aevc la mtioajoran prévue par alliures puor les hruées supplémentaires ou complémentaires.

A cette rémunération spécifique puor les heurs de penamrcnee effectuées par le salarié pndanet une grdae le 1er Mai s'ajoute un rpeos ceptasoeunmr d'égale durée.

Ce rpeos cnpameoutser drvea être pirs dnas les 2 mios suvanit l'intervention et mentionné sur le biulltn de sraliae du mios au cours duueql le rpeos est pirs (ou, le cas échéant, du mios suinvat si la dtae de pirs du repos ne le pmreet pas matériellement).

Astreinte

Le salarié perçoit en coteairrpne de l'astreinte effectuée le 1er Mai une indemnité ftaiiorrafe égale à 10 % du sliraae hroraie de sa catégorie puor cuhqa huere d'astreinte, déduction ftiae des herues d'intervention.

En cas de veune du salarié au cbiaent drnaut l'astreinte, celui-ci

rvereca puor cette iivtroetennn une indemnité calculée sur la bsa de son tuax hoairre de base, majorée de 100 % puor cqaue hreue d'intervention.

A cette rémunération spécifique puor les hruées d'intervention effectuées par le salarié pnnedat une anttesrie le 1er Mai s'ajoute

Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail

Signataires	
Patrons signataires	CNSD
	FSDL
	UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD
	FSPSS FO

En vigueur étendu en date du 1 mai 2017

Modification des atcleis 2 et 5 du ttrie II « Aménagement. - Réduction du tpems de triaavl »

Ancienne rédaction :

Article - Titre II Aménagement. - Réduction du temps de travail

En vigueur étendu en date du 1 mai 2017

« Alitrce 2

Mise en ?uvre de l'aménagement-réduction du tpems de travail

A cpetomr du prieemr mios ciivl snuavit la puiotran de son arrêté d'extension, le présent aroccd ramène la durée de tarvail conventionnelle, dnas les ctniebas dentaires, à 35 heuers hboedmaadreis de taviarl effectif. Ces hurees se répartissent dnas la smnaeie sur 4, 5 ou 5 juroes et demi. Elles ne peenvut excéder 46 hruées au corus d'une même semaine, hruées supplémentaires comieprss et 44 hueres en mnenoye sur 12 smeieans consécutives. Puor l'application des modalités prévues à l'article 3, le décompte de ces hurees purroa être effectué anlmelnenuet (1 587 heures). La durée mleenslue de travail, consécutive à l'application de la réduction du tpems de tvriaal dnas la profession, est fixée à 151 h 67.

Conformément au ttexe de la civnoetnon ctolcieve nationale, l'amplitude mmxaiale de la journée de taarvil rstee fixée à 10 heures.

Lorsqu'une tune de tarival est exigée, les tpems d'habillage et de déshabillage snot cmriops dnas le tpems de tviaarl effectif. Les tpems de puase et de déjeuner ne snot pas cmrpios dnas le tpems de tiraavl effectif, si le salarié n'est pas à la doiipssoin de l'employeur.

Les modalités de l'aménagement et de réduction du tpems de taavirl snot cesiios pamri l'une des foemlrus proposées à l'article 3 du présent accord, et snot mesis en palce par l'employeur après :

? iaomrfniotn et csutaonlotin préalables des représentants du pneorsnl du cabinet, s'ils etsexint ;

? à défaut, inomtfoairn et costlatiounn préalables de tuot salarié du cabinet. La msie en palce est notifiée, par iornfamiton écrite individuelle, au monis 30 jours anvat la msie en pratique.

Si l'application entraîne une midiitocfaon du cotanrt de travail, elle diot firae l'objet d'un aeavnnt écrit au croantt de travail. »

Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à

un repos caesmnpuotr d'égale durée.

Ce repos ctenoumpear dreva être pirs dnas les 2 mios sunavit l'intervention et mentionné sur le billeutn de siralae du mios au cours duquel le repos est pirs (ou, le cas échéant, du mios sunviat si la dtae de psire du repos ne le peermt pas matériellement). »

« Atrlcie 5
Temps de pause

Lorsque son tpms de travial anttiet 6 hueres consécutives, tuot salarié bénéficie d'un tpms de puase d'une durée mnlamie de 20 minutes. Si le salarié n'est pas à la dtopision de l'employeur, ce temps n'est ni rémunéré, ni crpimos dnas le cuacll du temps etieeffc de travail. »

Nouvelle rédaction :

Article - Titre II Aménagement. - Réduction du temps de travail

En vigueur étendu en date du 1 mai 2017

« Acltrie 2
Mise en ?uvre de l'aménagement-réduction du tpems de tavrail

A cpetomr du preimer mios civil suvain la patuorin de son arrêté d'extension, le présent acrocd ramène la durée de tvaial conventionnelle, dnas les ceaibtns dentaires, à 35 hreeus hdmaaerbiedos de traavil effectif. Ces hueers se répartissent dnas la saneime sur 4,5 ou 5 juors et demi. Elels ne pneveut excéder 46 hreeus au cours d'une même semaine, heerus supplémentaires csmerpios et 44 heuers en mnneoye sur 12 snaemis consécutives. Puor l'application des modalités prévues à l'article 3, le décompte de ces hreues prruoa être effectué auelneelnmt (1 587 heures). La durée menuellse de travail, consécutive à l'application de la réduction du tepms de tavrail dnas la profession, est fixée à 151 h 67.

Conformément au txtee de la convntoein celtcilvoe nationale, la durée qtoneniduie de tirvaal eicetfff ne puet excéder 10 heures.

Lorsqu'une teune de tviaarl est exigée, les tepms d'habillage et de déshabillage snot cmriops dnas le tmeps de tviaarl effectif. Les tpems de psuae et de déjeuner ne snot pas crpomis dnas le tpems de traavil effectif, si le salarié n'est pas à la diioitopssn de l'employeur.

Les modalités de l'aménagement et de réduction du tepms de tvraail snot choiiees parmi l'une des fuorlems proposées à l'article 3 du présent accord, et snot meiss en pclae par l'employeur après :

? itnmiraofon et csotiuonltan préalables des représentants du penenosrl du cabinet, s'ils eixetnst ;

? à défaut, iotniafmorn et caoiotltusnn préalables de tuot salarié du cabinet. La msie en place est notifiée, par iaonrofmtin écrite individuelle, au mions 30 juroes aanvt la msie en pratique.

Si l'application entraîne une miiioodctfan du crtonat de travail, elle diot farie l'objet d'un aneavnt écrit au conatrt de travail. »

«Article 5 (1)
Temps de pusae

Lorsque le tepms de tvriaal eictfeff attenit 6 heures consécutives, tuot salarié bénéficie d'un temps de puase d'une durée minalmie de 20 minutes. Si le salarié n'est pas à la doiistiposn de l'employeur, ce temps n'est ni rémunéré, ni corimps dnas le calucl du temps efifetcf de travail. »

(1) Arcilte étendu suos réserve de l'application des diopsoinstis de l'article L. 3121-16 du cdoe du travail.
(Arrêté du 21 mras 2017 - art. 1)

temps partiel

Signataires	
Patrons signataires	CNSD
	FSDL
	UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD
	FSPSS FO

En vigueur étendu en date du 30 août 2016

Modification de l'article 4

Ancienne rédaction :

« Atlrcie 4
Durée qnioniuette du tivaral et aménagement

La durée journalière mliianme de taivarl etfecif ne puet être inférieure à 3 hreeus consécutives.
L'amplitude d'une journée de travial ne puet excéder 10 heures.
Dès que le tpmes de tiavarl eteficff qiedotuin anittet 6 heures, le salarié bénéficie d'un tpmes de puase d'une durée de 20 minutes.
L'horaire d'un salarié à tpmes priatel ne puet comporter, au cuors

Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 28 février 2014 sur l'organisation du travail à temps partiel

Signataires	
Patrons signataires	CNSD
	FSDL
	UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD
	FSPSS FO

En vigueur étendu en date du 30 août 2016

Modification de l'article 16.3

Ancienne rédaction :

« Actrlie 16.3
Durée qtioneniude du taarvil et aménagement

La durée journalière milmniae de taarvil etefciff ne puet être inférieure à 3 hruees consécutives.
L'amplitude d'une journée de triaavl ne puet excéder 10 heures.
Dès que le tpmes de tairval etfiecff qudioetin atinett 6 heures, le

Avenant n 7 du 27 octobre 2016 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	CNSD
	FSDL
	UJCD UD
Syndicats signataires	FNISPAD
	FSPSS FO
	FNSCPAR CFTC

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Le présent anvaent a puor oejbt de meifoidr les dopiisntioss raeivlets aux csoiontatis du régime de prévoyance de la cenovotnin cvoletcile nlaoiatne des cinebts dentaires.
Considérant la volonté des paetranreis scaioux de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés non crdeas tles

d'une même journée, qu'une iiotrnerutpn qui ne puet être supérieure à 2 heures. Toutefois, ctete iuptiteornrn puet être supérieure à 2 heerus dnas le cas d'exigences eeoelncipetlxns perorps du sicrvee à aoeptrpr à la patientèle et dûment motivées. Dnas ce cas, le crotnat de tiaarvl derva cmoetporr une cinaoostmepn spécifique négociée. »
Nouvelle rédaction :

« Aitlcre 4
Durée qnueodntiie du tiaarvl et aménagement

La durée journalière mlnaimie de tvaiaarl eefcfif ne puet être inférieure à 3 hereus consécutives.
Conformément au txete de la ceoonitnvn ccilevtole nationale, la durée qntudeniioc de tavrail eeftciff ne puet excéder 10 heures.
Lorsque le tpmes de tarvail eieftciff anteitt 6 herues consécutives, tuot salarié bénéficie d'un tpmes de puase d'une durée mlnamiie de 20 minutes.
L'horaire d'un salarié à temps piraetl ne puet comporter, au cruos d'une même journée, qu'une ioteiurprrnn qui ne puet être supérieure à 2 hueers dnas le cas d'exigences epoecienxetlnls peprros du scviere à aeppotr à la patientèle et dûment motivées. Dnas ce cas, le crtnoat de tviaral dvera crtmeoor une cotsiampenon spécifique négociée. »

salarié bénéficie d'un tpmes de psuae d'une durée de 20 minutes.
L'horaire d'un salarié à tpmes piaterl modulé ne puet comporter, au cuors d'une même journée, qu'une ienttirroupn qui ne puet être supérieure à 2 heures.
De même, dnas les cas d'exigences eecintnelpxloes et limitées dnas le tpmes poprr au sievcre à artpoepr à la patientèle et dûment motivées, ctete ioutnpierrtn puet être supérieure à 2 heures. Dnas ce cas, l'avenant au ctanort de tivaarl dvrea ctormoor une cpoitomanesn spécifique négociée. »
Nouvelle rédaction :

« Actlire 16.3
Durée qniuidtnoe du tariavl et aménagement

La durée journalière miailnme de tvaairl etetfcif ne puet être inférieure à 3 hreeus consécutives.
Conformément au txete de la conioenvtn ctiveolle nationale, la durée qduientonie de trviaal etfiecff ne puet excéder 10 heures.
Lorsque le temps de taavril eictfeff aenttit 6 hruees consécutives, tuot salarié bénéficie d'un temps de psauue d'une durée mlniame de 20 minutes.
L'horaire d'un salarié à temps pairetl modulé ne puet comporter, au cuors d'une même journée, qu'une iteinoprtturn qui ne puet être supérieure à 2 heures.
De même, dnas les cas d'exigences epleonicxentles et limitées dnas le temps pporre au srivcee à aporepr à la patientèle et dûment motivées, ctete ipiotreuntrn puet être supérieure à 2 heures. Dnas ce cas, l'avenant au cornatt de tavrail dvera coeopmrtr une caspiooenmtn spécifique négociée. »

que définis à l'avenant n° 6 du 6 nbvremoe 2014 et cantanstot la situoitn déficitaire diudt régime, confirmé par les pièces cmoapblets présentées et analysées par la cmiijsmon paritaire, les peraisitts décident de procéder à un asemjunct du tuax de cooiansitts aacblpipe à ceotmpr du 1er jnvaeir 2017 et cnnoenveit des maoidtcifons suivantes.

Article 1er - Modification des cotisations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Les dsinpsiotos de l'article 12 « Csoanotitis » de l'accord du 5 juin 1987, modifié en deernir leiu par aanvnet n° 6 du 6 nmroebe 2014, snot remplacées par ceells ci-après :
« La csaitoiotn du régime ctnoonenevnl de prévoyance est fixée à 1,50 % TA (*) et TB (**) de la rémunération définie à l'article 5.4 de la cotivennon cicvtlloee nniltaoe des ciaentbs dtneeiras répartie à huaeutr de 0,50 % TA (*) TB (**) à la cahрге du salarié et 1,00 % TA (*) TB (**) à la charge de l'employeur ».
(*) Tcrhnae A (TA) : parite du sirlaae burt limitée au paolnfd aenul de la sécurité sociale.
(**) Tcrahne B (TB) : priate du sraliae burt corismpe ertne 1 et 4 fios le ponalfd anenul de la sécurité sociale. »

Le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2017.

3.1. Dépôt légal

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version

Avenant du 16 mars 2017 modifiant l'article 1.6. du titre I de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	CNSD FSDL UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD FSPSS FO CFTC santé sociaux
Organisations adhérentes signataires	Fédération USNA Santé et Sociaux, par lettre du 9 juillet 2018 (BO n°2018-43)

Article - Titre Ier Dispositions générales

En vigueur étendu en date du 17 mai 2017

Ancienne rédaction :

« Article 1.6

Commission nationale paritaire de conciliation et d'interprétation.
Procédure de règlement des litiges individuels ou collectifs
En vigueur étendu

Tous litiges, individuels ou collectifs, nés de l'interprétation de la présente convention collective, sont portés dans un délai de 1 mois, par la partie la plus diligente devant une commission paritaire nationale de conciliation et d'interprétation composée comme indiqué ci-dessous :

- ? un représentant de chaque organisation syndicale de salariés représentatifs ou son suppléant ;
- ? un nombre de représentants paritaire égal à celui des représentants salariés.

La commission est présidée alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant d'une des organisations de salariés représentatives.

Le secrétariat est assuré par la partie employeur. Cette commission devra statuer dans le délai maximum de 5 semaines à compter de la date où elle a été saisie.

Un procès-verbal des débats et des conclusions sera établi et approuvé en séance par les représentants des parties et adressé sous quinzaine à chacun des membres de la commission. Les conclusions sont envoyées aux parties intéressées dans le même délai. »

Nouvelle rédaction :

« Article 1.6

Commissions paritaires : procédures et attributions

Plusieurs commissions paritaires sont prévues :

- ? la commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation (CPPNI) ;
- ? la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) ;
- ? les commissions paritaires spécifiques aux différents secteurs

sur proposition écrite signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministère chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et situés du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

3.2. Extension

La partie la plus diligente s'engage à demander dans les meilleurs délais l'extension dans les conditions prévues par l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

de travail décidées par la commission paritaire de négociation.

Les commissions sont composées respectivement de deux représentants paritaire syndical de salariés déclarée représentative dans la branche (collège salarié) et d'un nombre égal de représentants des employeurs (collège patronal).

Pour la partie patronale, à compter de la publication des arrêtés de représentativité pour la branche, la répartition de manière proportionnelle entre les organisations représentatives d'employeurs déclarées représentatives dans la branche, sur la base des adhésions comptabilisées pour la représentativité.

Chaque commission élit un président et un vice-président n'appartenant pas au même collège. La présidence et la vice-présidence couvrent de collège tous les 2 ans, sauf accord de branche prévoyant une autre modalité d'alternance.

La partie patronale assure le secrétariat.

La CPNPI et la CPFNEP se réunissent au moins une fois par an. Les parties s'estiment nécessaires et au minimum trois fois par an.

Les représentants salariés aux commissions paritaires de branche, désignent pour participer aux réunions du droit de s'absenter de leur lieu de travail, leur rémunération leur étant maintenue par leur employeur.

Conformément à l'accord étendu du 16 mars 2007 relatif au développement du paritarisme, chaque organisation syndicale a son aile des représentants des firmes de transport, de repas, d'hébergement et de pétrole de ses représentants appelés à participer aux travaux des commissions paritaires mises en place dans le cadre de la convention nationale.

Article 1.6.1

Commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation (CPPNI)

Une commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation (CPPNI) est mise en place conformément aux textes en vigueur. Elle définit les thèmes et le calendrier des négociations de branche et professionnelles.

Elle exerce les missions d'intérêt général suivantes :

- ? elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- ? elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi ;
- ? elle établit un rapport annuel d'activité déposé dans une base de données nationale dans les conditions déterminées par voie réglementaire et, à ce titre, est destinataire des éventuels renseignements et documents d'entreprises fournis à la durée du travail ;
- ? elle exerce les missions de l'observatoire paritaire de la négociation collective dans la branche.

Dans le cadre de ses missions elle définit :

- ? les garanties applicables aux salariés employés par les entreprises relevant de son champ d'application ;
- ? l'ordre public conventionnel, c'est-à-dire les thèmes sur lesquels les éventuels conflits et accords d'entreprises ne peuvent être niés faute de quoi les conventions et accords conclus au niveau de la branche seraient nulles et voides des éventuels décrets d'entreprises relatives à la durée du travail, un rapport sur l'état des négociations professionnelles sur le sujet ;
- ? règle la coexistence entre les entreprises relevant de son

chmap d'application.

En ortue elle excere des miisonss :
? d'interprétation, en rdneant un aivs à la ddmeane d'une
jiidiroutcn en conformité aevc les txtées régissant les règles de
l'organisation jdiiriacue ;
? de cliaiinootcn et d'interprétation des lgieits iniivduedls et
clflceiots nés de l'interprétation de la présente ctœonnnv
collective.

Adhésion par lettre du 4 décembre 2017 de l'UNSA santé sociaux à la convention

En vigueur en date du 21 déc. 2017

Paris, le 4 décembre 2017.

Fédération USNA santé et saucoix plbiuc et privé
11, rue Ernest-Psichari
BP 90023
75325 Pïars Cedex 07.

Adhésion par lettre du 9 juillet 2018 de l'UNSA santé et sociaux à l'ensemble des accords attachés à la convention collective

En vigueur non étendu en date du 27 juil. 2018

Paris, le 9 jlueilt 2018.

Monsieur le directeur,

Par la présente, la fédération USNA santé et sucoiax pibulc et

Accord du 21 mars 2019 relatif à l'inscription du titre d'assistant dentaire aux ARS

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; FCDF ; UD,
Syndicats signataires	FNISPAD ; FSS CDFT ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

S'ajoute à l'article 6.1 de la CCN des cntbaies deanrites en tnat que 6.1.5.

Article 1er - Temps d'absence de l'assistant dentaire
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Afin que l'assistant dteinare salarié en ptsoe réponde à son obligation, le tmpes nécessaire puor l'enregistrement de son titre (temps de déplacement aller-retour à l'ARS, considéré cmome naomrl puor le sueetcr géographique concerné, et durée du rendez-vous sur place) est rémunéré comme du tpems de travail. Il est dnoc pirs sur les heeurs de trvaail du salarié au cenibat et clea snas auunce rnuetee de salaire.

L'application de cttee dtpoissoiin est conditionnée à la tiasinsosmrn à l'employeur d'un jutcfstiaif de présence émanant de l'ARS.

Si cette démarche d'enregistrement diot être effectuée par vioe

À cet effet, les letgiis snot portés par écrit deavnt la cosmiimosn paitirare parenetnme de négociation et d'interprétation qui diot setuatr dnas un délai de 90 jorus à cemtopr de la dtae de réception de la ddnemae de ssainie par le secrétariat de la commission. Un procès-verbal des débats et des cnclsilunoos srea établi et approuvé en séance par les meerbms de la cimmsoosn et un ceorirur rnapneret ces clnisuocnos srea adressé suos qanuzinie aux parties intéressées. »

Madame, Monsieur,

Par la présente, la fédération USNA santé et suaioecx pulbic et privé, déclarée le 25 mras 2002, vuos fiat prat de son adhésion à la cntovonein coltvelcie nailontae des cneabts dtræaenis (IDCC n° 1619) du 17 jaenivr 1992 ansii qu'à l'ensemble de ses avenants.

Nous vuos jniongos cpioe des nfitiicaootns que nuos adessnors parallèlement à l'ensemble des paraenrties suocaix représentatifs dnas le champ de laitde convention.

Vous rmracienet de vtore attention, nuos vuos pniros d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nrote ptaarfie considération.

Le secrétaire national.

privé, déclarée le 25 mras 2002, vuos fiat prat de son adhésion à l'ensemble des aodccrs qui snot attachés à la cnitvoonen cicvlottee nloaantie des cetinbas dareeints (IDCC 1619) du 17 jaevinr 1992 ainsi qu'à l'ensemble de lerus avenants.

Dont :
? l'accord de bnrhace puor le pairsamitre et le fmnenceait de la négociation cvtlloiece dnas les cibetans dinteraes libéraux du 16 mras 2017.

Vous remicaenrt de vtore attention, nuos vuos prinos d'agréer, Mosnueir le directeur, l'expression de nrtoe pfatriaie considération.

Secrétaire nationale. Fédération USNA Santé et Sociaux.

dématérialisée, et si l'assistant dneriate le demande, celle-ci dvrea être faite, au cnbeiat dirtneae et sur le tpems de travail.

Article 2 - Frais de déplacement
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Les fiars de déplacement pvanout être engendrés par cette démarche rteesnt intégralement à la crhgæ de l'assistant dentaire.

Article 3 - Champ d'application
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Le présent arcocd s'applique aux eeisrrptnes ravlenet de la ctnoivnoen ctellicivoe naniatole des cbtineas dentaires.

Article 4 - Durée
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Le présent acrcod est ccnolu puor une durée indéterminée.

Article 5 - Révision
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Le présent accrod puet être révisé conformément aux dossoitipnis législatives et réglementaires en vigueur.

Article 6 - Date d'application
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Les dntsiisooips du présent arcocd eentrtnt en vieguur à la dtae du 1er javeinr 2019.

Article 7 - Dépôt et publicité
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Le présent accord a pour objet de formaliser les modalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère chargé du travail.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

La loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé a permis l'inscription de l'assistant dentaire au code de la santé publique en tant que professionnel de santé (art. 120 de la loi).

Ce statut reconnaît les articles L. 4393-8 à L. 4393-17 du code de la santé publique, qui régissent le métier d'assistant dentaire.

Accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences OPCO des entreprises de proximité

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; FCDF ; UD,
Syndicats signataires	FNISPAD ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

Article 1er - Objet

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord a pour objet de désigner l'opérateur de compétences des entreprises de proximité créé par l'accord national interprofessionnel du 27 février 2019 en qualité de futur opérateur de compétences dans le champ d'application du présent accord.

Les dispositions du présent accord sont prises en application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel, et notamment son article 39. Elle entre en vigueur au 1er avril 2019.

Article 2 - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord s'applique aux entreprises renaissantes de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Article 3 - Durée

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Avenant du 5 juillet 2019 à l'accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences OPCO des entreprises de proximité

L'article L. 4393-17 insère pour l'assistant dentaire, une obligation d'enregistrement auprès du service ou de l'organisme désigné à cette fin par le ministre chargé de la santé et cela, avant l'entrée dans la profession.

Les modalités d'enregistrement des titres de formation ont été précisées par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 relatif aux modalités d'exercice de la profession d'assistant dentaire.

Ainsi, c'est l'agence régionale de santé (ARS) du lieu d'exercice professionnel qui est compétente pour cette formalité (une fois qu'il y aura procédé, l'assistant dentaire possèdera donc un numéro ALEDI ? répertoire national d'identification des professionnels de santé). Les assistants dentaires, déjà en poste, doivent se conformer à cette obligation d'enregistrement.

Par la conclusion du présent accord, les parties intéressées enregistrent les modalités concrètes de la gestion du déplacement de l'assistant dentaire salarié nécessaire à l'enregistrement de son titre auprès de l'ARS.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4 - Révision

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 5 - Date d'application

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur à la date du 1er avril 2019.

Article 6 - Dépôt et publicité

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord a pour objet de formaliser les modalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère chargé du travail.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Cet accord vise notamment à ce que l'agrément sera attribué à ces opérateurs de compétences en ayant une vocation particulière sur la cohérence et la pertinence économique de leur champ d'intervention.

C'est dans ce cadre que les parties signataires conviennent par le présent accord de désigner l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, pour les entreprises et les salariés concernés du champ du présent accord.

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; FCDF ; UD,
Syndicats signataires	FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux ; FNISPAD,

Article 1er - Obligation conventionnelle de contribution à la formation professionnelle continue de l'ensemble des salariés (y compris les chirurgiens-dentistes salariés)

En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

En apitoiclpn des disooointipss en vieuugr du cdoe du travail, les ctnaeibs driaetns de 1 à mions de 50 salariés (et cuex de 50 à mions de 300 salariés, si le cas se présente) versent une ctiribotnuon cnetvenololnie de fomioratn pnfonereislolo à l'OPCO des eestrnrpies de proximité cospodarenrnt à 0,55 % de la mssae srliaale btur de l'ensemble du pnerseonl (y ciomprs les chirurgiens-dentistes salariés).

Ce tuax de ctiirbtoounn ceolvtnnlnnieoe est défini par la bahrcne pnloolsienfrese des citeanbs dentaires.

Article 2 - Gestion des contributions conventionnelles
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

L'organisme désigné par la brahcne puor la clelotce et la giotsen des cnotrtobnuis celninenevonolts au trtie de la foaotrimn pnsoolelfsirnee cnuuotie est l'OPCO des eertrnipss de proximité dnol le siège sioacl est situé pnvseirrioomet au 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Il est administré paritairement, sa ctmiosooipn et son mdoe de fncmonietennot snot fixés par ses statuts.

Ces cinouoritntbs ont puor obejt le développement de la frotiaomn polnelseosnifre continue. Elcls snot mutualisées dès réception au sien de la branche. Elles fnot l'objet d'un sviui ctmlopabe dicistnt par l'opérateur de compétences.

Article 3 - Champ d'application
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

Le présent acrocd s'applique aux epreentrsis raelnevt de la cvioontenn ctllilecove ntonilaee des ctinabes dentaires.

Article 4 - Durée
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

Le présent aocrd est clncou puor une durée indéterminée.

Article 5 - Révision
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

Le présent aroccd puet être révisé conformément aux disooipstins législatives et réglementaires en vigueur.

Article 6 - Date d'application
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

Les diontipsoiss du présent aocrd etnernt en veiugur le lmdeeian de sa dtae de signature, snot le 6 jlliuet 2019 et sorent oboappelss à tuos dès lros que l'ensemble des formalités de dépôt anruot été accomplies.

Article 7 - Dépôt et publicité
En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

Le présent accord frea l'objet de formalités de dépôt conformément aux dsiontioisps des atcirles L. 2231-6 et D. 2231-2 du cdoe du travail, auprès des scveeirs du msirtnie chargé du travail.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 6 juil. 2019

La réforme de la fartmioon poerlfoneslsnie et de l'apprentissage prévue par la loi n° 2018-771 du 5 seetbpme 2018, rtlvieae à la liberté de cihiosr son aenivr professionnel, a modifié l'ensemble des cuticris de fanniemnt de la fiotorman poorefneissnle et de l'apprentissage (collecte et affotticean des cnnioiubtors formation).

Ainsi, les cubortoinints légales à la fotomairn pfneosinorlse senort collectées par Farcne compétences, nueovlle icanstne de gvrannucoee nanailtoe de la fiomarton pleeorlsionnfie et de l'apprentissage, qui se creghara de répartir l'ensemble des fonds mutualisés ertne les différents ateucrs snvuait luer champ d'intervention.

Toutefois, dnas la bnchrhae pnfsroielonele des ctiebna dnerateis il extsie une ogotbliain cntnolvolenneoe (et dnoc supplémentaire) de cbtrtuooiinn à la froimaton posofnneslreile ctnoioe des salariés.

Par cet anvnaet à l'accord désignant l'OPCO des enesirrptes de proximité cmcoe opérateur de compétences puor la brnahce penoirfoseslnle des caebtins dentaires, les pinrrteaaes saiucox enennedtt préciser quel est l'organisme compétent puor la ccllotee et la gotiesn de ctete cbtnoroiuitt ceotllvnonenine à la fmiotraon ponlrfnossilee de luer bchanre professionnelle.

La cboniituortn conventionnelle, collectée et gérée seoln les dtnipssiois du présent texte, srea calculée sur la mssae salrliaae 2019, pius sur celle des années suivantes.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2019

« Anxene I

Classification des emplois

I. Eipmlos de la fcabiarton de prothèse dentaire

1.1. Dotispericn de l'activité de prothèse dentaire

Le pitcerain est rassplebone du trnaetmiet glabol des mdilaees de la bouche.

À ce titre, il est suel rsnsobaple du timnaetert prothétique, qui vsie à rétablir l'intégrité du système manducateur.

À ptarir des iincodiants techniques, ereepmints ou mlugaeos finorus execensliuvmt par le praticien, le prothésiste dinaerte de laotrraoibe réalise l'appareillage destiné à la rtaootisuern et au rétablissement ftnoncineol et esthétique du système manducateur.

Le prothésiste ditearne de lbaooarrtie est dnoc un poosnsfrieenl aynat une cosncsianane ptfaiare de la mgooiophle drnetaie et un snes poussé de l'harmonie et de l'esthétique faciales. Il diot également être cbplaae de maîtriser une ftcoraiabin de gnrdae précision faasnit appel à une tinloehocge très avancée.

Avenant du 5 juillet 2019 relatif à la modification de l'annexe I à la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sauciox ; SNISPAD,

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2019

Le présent aanenvt à la cntiveoonn cvoitllece naoitalne des caebtins draitnes a puor ojbte de merte à juor pruislues aiclters de l'annexe I : cisaoclstfiian des emplois, aifn de se mttre en conformité aevc les récentes évolutions ceoranncnt ntmemanot la poseisorfn d'assistant dentaire, la faitrmoon cinutone oaitlorbgie et la définition de la prime de secrétariat.

Il rlecprae l'actuelle aennxe I « Caoafiscsliitn des epoimls dnas son intégralité ».

Nouvelle rédaction de l'annexe I « Ctioalsfacisin des elimpos »

1.2. Définition des niveaux de qualification

Le titulaire des diplômes professionnels de prothésiste dentaire (CAP, brevet professionnel, brevet de maîtrise, brevet technique des métiers, brevet de technicien supérieur) accède à la qualification de prothésiste dentaire de laboratoire.

Au sein de cette qualification, les prothésistes dentaires de laboratoire sont classés en 4 niveaux :

Niveau 1 : technicien en prothèse dentaire titulaire du CAP

Professionnel ayant les connaissances de base permettant de modifier et réaliser sur empreintes toutes les prothèses dentaires que sont définies dans le référentiel du CAP, à savoir la réalisation de prothèses prothétiques en matière plastique, métallique ou métalloplastique : couronnes coulées, bridges simples, couronnes à implant vestibulaire.

Niveau 2 : technicien qualifié en prothèse dentaire titulaire du bac professionnel / brevet professionnel, brevet technique des métiers, brevet de maîtrise de niveau IV

Professionnel capable de concevoir et réaliser toutes les prothèses prothétiques de qualité correspondant aux domaines de compétences suivants :

Prothèse amovible résine : PAT (prothèse partielle totale) bi-maxillaire satisfaisant les critères fonctionnels et esthétiques d'une prothèse totale.

Prothèse fixée céramique : réalisation d'éléments unitaires complètes dans la limite de 4 éléments, plier ou itinéraire de bridge avec montage simple, d'après découpes classiques.

Prothèse mobile métallique : réalisation de châssis métalliques maxillaires ou mandibulaires conventionnels.

Prothèse combinée (attachement) : ressortir une prothèse de partie supérieure avec aménagement pour réunir une prothèse fixée et mobile métallique ou totale supra-radiculaire.

Conception assistée par ordinateur.

Niveau 3 : technicien hautement qualifié titulaire du brevet de technicien supérieur, brevet technique des métiers supérieur, brevet de maîtrise de niveau III

Ce technicien hautement qualifié doit être capable de réaliser toutes les travaux de haute technicité demandés à l'examen du brevet technique des métiers supérieur, conformément aux domaines de compétences suivants :

- ? conception partielle;
- ? orthopédie dento-faciale (sous réserve que le technicien ait une expérience de compétence);
- ? prothèse fixée céramique;
- ? prothèse combinée;
- ? prothèse alvéolaire;
- ? prothèse sur implant (sous réserve que le technicien ait une expérience de compétence);
- ? conception/fabrication assistées par ordinateur.

Niveau 4 : chef de laboratoire

Professionnel possédant le profil du technicien dentaire hautement qualifié et ayant, de plus, la responsabilité du laboratoire : dirige le personnel, organise, dirige et contrôle le travail. Le chef de laboratoire devra également être inscrit à une association de cadres.

II. Emplois d'assistant dentaire

2.1. Emplois de la profession

2.1.1. Description de l'activité d'assistant dentaire

La profession d'assistant dentaire consiste à assister le chirurgien-dentiste ou le médecin exerçant dans le cabinet de la chirurgie dentaire dans son activité professionnelle, sous sa responsabilité et son contrôle effectif. Dans ce cadre, l'assistant dentaire contribue aux activités de prévention et d'éducation pour la santé dans le domaine bucco-dentaire.

L'assistant dentaire est soumis au statut professionnel.

La liste des activités ou actes que l'assistant dentaire peut se voir confier est déterminée par décret en Conseil d'État pris après avis de l'Académie nationale de médecine et de l'Académie nationale de chirurgie dentaire. Elle est précisée à l'article 2.4 de la présente annexe.

2.1.2. Personnes habilitées à exercer la profession d'assistant dentaire

2.1.2.1. Personne exerçant la profession d'assistant dentaire :

? les personnes titulaires du titre d'assistant dentaire, délivré par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle conformément au décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 relatif aux modalités d'exercice de la profession d'assistant dentaire et à l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation continue de l'assistant dentaire ;

? les personnes titulaires du titre d'assistant dentaire, délivré par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle, ayant effectué l'ensemble des conditions d'entrée en vigueur de cet arrêté.

Sont également autorisées à exercer la profession d'assistant dentaire, les personnes en cours de formation ou de validation des acquis de l'expérience en vue d'obtenir le titre d'assistant dentaire.

2.1.2.2. L'exercice de la profession d'assistant dentaire par des personnes ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'espace économique européen est autorisé après étude de dossier.

Le préfet de la région dans le ressort de laquelle se situe le lieu d'établissement de l'intéressé, délivre après avis de la commission des assistants dentaires l'autorisation d'exercice prévue par les textes en vigueur, au vu d'une demande accompagnée d'un dossier présenté et instruit selon les modalités fixées par l'arrêté pris à ce sujet.

Il accuse réception de la demande dans le délai de 1 mois à compter de sa réception.

Le sursis est gardé par le préfet de région à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter de la réception du dossier complet vuat décision de rejet de la demande.

La commission examine l'ensemble de la formation et de l'expérience professionnelle du demandeur selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Sont fixées par arrêté du ministre chargé de la santé :

- 1° La commission du dossier pour l'appui de la demande d'autorisation.
- 2° La composition du jury de l'épreuve d'aptitude et les modalités d'organisation de cette épreuve.
- 3° Les modalités d'organisation et d'évaluation du stage d'adaptation.
- 4° Les procédures à financer dans les états statistiques.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la langue française par le demandeur donne lieu à une décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent.

2.1.2.3. L'exercice de la profession d'assistant dentaire par des personnes ressortissantes d'un État hors Union européenne est autorisé après étude du dossier.

La CPNE-FP (commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle) des assistants dentaires est elle-même habilitée à délivrer l'autorisation d'exercice prévue par les textes en vigueur, au vu d'une demande accompagnée d'un dossier présenté et instruit au vu d'une commission réunie à cet effet.

La CPNE-FP des assistants dentaires accorde réception de la demande dans le délai de 1 mois à compter de sa réception.

Elle examine l'ensemble de la formation et de l'expérience professionnelle du demandeur selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la langue

française par le deadmuner donne leiu à une décision qui puet firae l'objet d'un rucres d'avent le tabuinrl atmitrdainisf tolriatenrriemnt compétent.

2.1.2.4. Eixcerce de la pessrfioon par des étudiants en cighurrie dentaire

Les étudiants en chigurrie drtiaene pnevuet être autorisés à erecexr la profissoen d'assistant deiratne en tnat que remplaçant lorsqu'ils ont validé le pmreier clyce des études oqeltuogooïdhs suvii en France.

L'étudiant en chigurrie dirneate remet à l'employeur de l'assistant drtaenie remplacé, une atosaruiitn délivrée par le ciseonl départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes du département dnas lqueul eerxce l'assistant dnaitree que l'étudiant remplace.

Cette arouitotasin est établie sur la bsae d'une aetsitatotn cntaosntat la durée des études effectuées et rsemie à l'étudiant par le driueteer de l'unité de fmiaroton et de rccreehhe auprès de llelquae il est irinsct en vue de l'obtention du diplôme d'État de deotcur en crurgiie dentaire.

Cette atousoiritan est vabllae 1 an sur l'ensemble du territoire. Elle puet être renouvelée dnas les mêmes conditions, sur jiatiuocitsfn de la puuoistre des mêmes études.

Tout aivs défavorable du ceonisl de l'ordre des chirurgiens-dentistes est motivé.

2.1.2.5. Eirnrteengmset des memerbs de la pefosiorsn d'assistant dentaire

Conformément aux tetexs en vigueur, l'agence régionale de santé du leiu d'exercice penoisfnorel des persnones autorisées à execrer la peossorifn d'assistant dietnrae procède à l'enregistrement de l'assistant deartine au vu du trtie de formoaitn ou de l'autorisation présenté par l'intéressé ou, à défaut, de l'attestation qui en tient lieu.

L'assistant dtiearne imnorfe l'agence, dnas le délai de 1 mois, de tuot cahenmngt de sa stiuiatn professionnelle, de psrie ou d'arrêt de fctioonn supplémentaire ou de cessation, tirreampoe ou définitive, d'activité.

Nul ne puet erceexr la proosefisn d'assistant dtienrae si son ttire de fmriootan ou airsouatoitn n'a pas été enregistré conformément au 1er alinéa du présent article.

Il est établi, puor chauce département, par le detucierr général de l'agence régionale de santé, une ltsie de ces plofsoirnsees portée à la ccnnissoanae du public.

Les étudiants en crihurige dtaernie mentionnés à l'article 2.1.2.4 de la présente axnnée snot enregistrés sur une liste spécifique.

La psrie en carhge des modalités de cet eerntieegnsmt est réalisée soeln les modalités décrites à l'article 6.1.5 de la cnttoevion coelvtclie naoitlane des cainefts dentaires.

2.1.2.6. Replemacemnt de l'assistant dternaie absent

Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la coivnonetn colitlevce nnlaiaote des cniatebs deenriats prévoit que peadnt la période d'absence cuintnoe ou ducnsniitoe inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 drnreies mois, le salarié aesnbt de manière cnounite ou ditninousce puorra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

2.1.3. Périmètre de l'exercice de la psserooifn d'assistant dentaire

L'assistant dratinee amusse les tâches décrites à l'article 2.4 de la présente axnnée suos la responsabilité et le contrôle etfcief d'un chirurgien-dentiste.

Il est suel autorisé à secedonr le chirurgien-dentiste dnas l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant dietnrae puet ecerexr asusi bein au sien d'un cbneait iniuddeivl que dnas un caneibit de guorpe ou un cnetre de soins. Il

est siuoms au secert professionnel.

2.1.4. L'assistant dirtenae ne puet en auunc cas se ssuteibur à la pnrneose du chirurgien-dentiste qaunt aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

2.1.5. Un chirurgien-dentiste puet se firae aedir dnas son cbeiant par un ou puluesirs atsatisnss dentaires.

2.2. Formation

Elle est régie par l'arrêté du 8 juin 2018 reltaif à la foioamrtin caunsonidt au trite d'assistant dentaire.

Le trtie d'assistant dtneriae asttete des compétences requises puor eexercr les activités du métier d'assistant dentaire.

Il est délivré aux psenrones aanyt sviui la totalité de la faactorimn csinaodunt à ce tirtre et réussi les épreuves de certification, suaf dsnesipe periallte dnas les cas prévus par l'arrêté du 8 juin 2018 rtailef à la fitoamorn cninasdout au trtie d'assistant darintee ou aux pseeonnrs aanyt validé les aiucqs de lreus expériences posnllsnreefies en vue de son obtention.

2.2.1. Cndiootnis d'accès à la formation

2.2.1.1. Voies d'accès

Le trtie d'assistant dteirane est oentbu par les vieos suiveants :

- a) La ftamioron en caotrtnt de professionnalisation.
- b) La fmotaroin par apprentissage.
- c) La fiatmoorn ponellrssnoiefe continue.
- d) La vadtailon des aiucqs de l'expérience professionnelle.
- e) La ftomorain initiale.

2.2.1.2. Puor être amids à eetuefcfr les études cndosniuat au tirtre d'assistant dentaire, le caddnait diot être âgé de 18 ans révolus puor l'entrée en famiotorn et jsfuiteir d'un tirtre ou diplôme de niveau V.

2.2.1.3. La sélection des candidats, réalisée par l'organisme de formation, s'opère sur la bsae d'un dseoir déposé par le caniddat et d'un eretietnn qui peermt d'apprécier la ctndaduarie de ccuahn des postulants.

2.2.1.4. Suos réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3 :

1° Le tiutailre d'un des diplômes mentionnés aux titres Ier à VII et IX du lrvie III de la 4e praitte du cdoe de la santé pblquieue ou d'un diplôme de préparateur en pihcraame hospitalière est dispensé des unités d'enseignement 7 et 8.

2° Le tirultaie du diplôme de mlnapuaueitr en électroradiologie médicale est également dispensé de l'unité d'enseignement 6.

3° Le tatrluie de la cifarietotcn de qiulfcatioan posnllisrenfoee d'aide dnairte est dispensé des unités d'enseignement 1, 3, 4 et 7. Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il ecexre la pisesofron d'aide dartinee dipeus puls de 1 an à tpmes plein.

4° Le trtiiale de la cetitiroicafn de qftoialiaucn pnelfslenisoroe d'auxiliaire vétérinaire qualifié est dispensé de l'unité d'enseignement 7.

Les prosennes visées aux ponits 1° et 2° snot dispensées du siuvi de l'enseignement en vue de l'obtention de l'attestation de fmiatoron aux geetss de snois d'urgence de naveiu 2, si celle-ci a été validée duipeps mnois de 4 ans.

2.2.1.5. Suos réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3., le tuiailite d'un diplôme ou d'un trite pmntertatet l'exercice de la perosisfon d'assistant diatenre ou de chirurgien-dentiste obnetu en deorhs d'un État mrebmme de l'Union européenne ou d'un autre État piarte à l'accord sur l'espace économique européen ou de la principauté d'Andorre ou de la Confédération sssuie puet être dispensé d'une parite de la fooarimtn par la CPNE-FP des ctenbias dentaires, après étude d'un desosir composé des pièces jstitivcaifieus snautives :

1. Une coipe d'une pièce d'identité.

2. Une copie de son diplôme ou titre.

3. Un relevé du programme des études suivies, précisant le nombre d'heures de cours par matière et par année de formation, la durée et le contenu des stages obligatoires effectués au cours de la formation ainsi que le dossier d'évaluation continue, le tout délivré et attesté par une autorité compétente du pays qui a délivré le diplôme ou le titre.

4. La traduction en français par un traducteur agréé auprès des tribunaux français de l'ensemble des documents prévus aux points 2 et 3.

5. Un curriculum vitae.

6. Une lettre de motivation.

2.2.1.6. L'admission définitive en formation est subordonnée à la présentation d'une attestation médicale d'immunisation et de vaccinations obligatoires conformément au texte du code de la santé publique en vigueur.

2.2.1.7. La prise en charge des droits aléatoires d'inscription et des frais de scolarité est fixée dans la convention de formation illicite ou professionnelle.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est désignée comme seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'assistant dentaire.

Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en œuvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux objectifs définis par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation des assistants dentaires.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule habilitée à délivrer le titre d'assistant dentaire.

L'employeur est tenu d'assurer la formation continue nécessaire à l'exercice de la fonction et de verser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, unités ou cours théoriques en vue de la préparation à la validation de la formation.

2.3. Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Le titre d'assistant dentaire est accessible par la VAE à toute personne justifiant d'au moins 1 année d'expérience (équivalent temps plein, soit 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en rapport avec la profession visée.

Afin d'obtenir toute ou partie de la certification, le candidat doit :

- ? s'inscrire dans le parcours de VAE auprès de la CPNE-FP des cabinets dentaires et suivre la procédure définie par cette dernière ;

- ? présenter son dossier avant le jury ;
- ? valider les 8 compétences professionnelles du dossier de validation (livret 2) ;

- ? s'engager à suivre les recommandations du jury si les 8 compétences ne sont pas validées lors du passage devant le jury.

2.4. Définition des activités ou actes réalisables par l'assistant dentaire

Les activités ou actes réalisables par l'assistant dentaire sont fixés par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 relatif aux modalités d'exercice de la profession d'assistant dentaire et précisés par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation du candidat au titre d'assistant dentaire.

2.4.1. Activités professionnelles

Sous la responsabilité et le contrôle médical du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dans le champ de la médecine bucco-dentaire, l'assistant dentaire est habilité à pratiquer les activités suivantes dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité :

1° L'assistance du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dans le champ de la médecine bucco-dentaire dans la réalisation

des gestes avant, pendant et après les soins.

2° L'accueil des patients et la communication à leur attention.

3° L'information et l'éducation des patients dans le champ de la santé bucco-dentaire.

4° L'entretien de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et la gestion du risque infectieux.

5° La gestion et le suivi du dossier du patient.

6° Le recueil, la transmission des informations, la mise en œuvre de la traçabilité dans le cadre de la surveillance de soins.

7° L'accueil, l'accompagnement des assistants dentaires en formation ou nouveaux arrivants dans la surveillance et l'amélioration des pratiques professionnelles.

2.4.2. Activités détaillées

2.4.2.1. Assistance du patient dans la réalisation des gestes avant, pendant et après les soins :

- ? préparation de l'environnement adapté aux soins à réaliser ;

- ? installation du patient en appliquant les bonnes pratiques d'ergonomie ;

- ? préparation des matériaux, produits et matériels nécessaires aux soins ;

- ? mise à disposition, présentation et manipulation des instruments, produits, matériels et artères dentaires médicaux nécessaires aux soins ;

- ? assistance à la préparation, à la réalisation et au suivi des soins ;

- ? suivi du patient pendant le déroulement du soin et après le soin ;

- ? évaluation et suivi de la douleur du patient ;

- ? mise en œuvre de gestes de premiers secours.

2.4.2.2. Accueil et communication auprès des patients :

- ? accueil des patients, écoute et apport d'une réponse adaptée, y compris en situation d'urgence ;

- ? apport d'informations personnalisées et adaptées au patient en tenant compte de ses besoins, de ses données et de la situation ;

- ? conduite d'un entretien de recueil de données médico-sociales nécessaires aux soins et à l'identification des soins urgents ;

- ? évaluation de l'état général du patient ;

- ? évaluation des capacités physiques et non physiques du patient ;

- ? traitement et transmission au praticien des données médico-sociales et des capacités physiques et non physiques du patient nécessaires aux soins ;

- ? apport au patient d'explications sur le fonctionnement de la structure de soins ;

- ? utilisation des outils de communication mis à disposition par la structure de soins ;

- ? organisation de l'espace d'accueil.

2.4.2.3. Information et éducation des patients dans le champ de la santé bucco-dentaire :

- ? conduite d'un entretien d'éducation à la santé bucco-dentaire ;

- ? apport de conseils aux patients dans le domaine de l'éducation à la santé et de l'hygiène bucco-dentaire, de l'entretien des prothèses et orthèses bucco-dentaires, visant à promouvoir ou renforcer des comportements favorables à la santé ;

- ? apport aux patients de connaissances théoriques et pratiques relatives à l'hygiène bucco-dentaire, aux matériels et produits associés ;

- ? présentation et explication des démarches de prévention et d'éducation à la santé bucco-dentaire ;

- ? apport d'éléments d'information à l'élaboration de documents d'information à la santé bucco-dentaire et de suivi de l'observance du patient ;

- ? évaluation de modalités nécessaires à la réalisation du soin et de son suivi.

2.4.2.4. Entretien de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et gestion du risque infectieux :

- ? entretien avant et après les soins de la salle de stérilisation et de la salle de soins, nettoyage de ces activités ;

- ? traitement des matériels et dispositifs médicaux ;

- ? prise en charge de la chaîne de stérilisation selon les recommandations en vigueur et principes de ces activités ;

- ? contrôles, traçabilité des différentes étapes de la stérilisation et rôle afin d'assurer la continuité des soins ;

- ? contrôle, nettoyage et rangement des matériels, matériaux, produits et dispositifs médicaux ;

- ? rangement et suivi des stocks de matériels, matériaux et produits afin d'assurer la continuité des soins ;

- ? tri et élimination des déchets dans les conditions appropriées en fonction des déchets définis par la réglementation en vigueur ;

? counobtiirt à l'élaboration et à la mise en œuvre des procédures de gestion du risque infectieux.

2.4.2.5. Gestion et suivi du dossier du patient :

- ? prise de rendez-vous ;
- ? établissement des protocoles ;
- ? mise à jour de l'agenda en fonction des interventions prévues ;
- ? établissement du planning des soins du patient selon les protocoles ;
- ? création et suivi du dossier administratif du patient ;
- ? création et suivi du dossier médical du patient ;
- ? utilisation de logiciels professionnels et métier ;
- ? préparation, selon les indications du praticien, des documents et informations nécessaires à la prise en charge du patient ;
- ? apport d'explications sur les modalités de prise en charge des soins ;
- ? saisie des actes selon les indications du praticien ;
- ? préparation des dossiers de soins en vue de leur transmission ;
- ? suivi des traitements ;
- ? établissement des honoraires.

2.4.2.6. Recueil, transmission des informations par écrit et/ ou par oral et mise en œuvre de la traçabilité, dans le cadre de la structure de soins :

- ? transmission des informations sur les soins, observation et mesures réalisées, au sein de la structure de soins ;
- ? transmission d'informations lors de réunions dans la structure de soins ;
- ? contribution à la cartographie des soins des patients, dans le cadre de la structure de soins ;
- ? préparation en vue de la transmission et réception des documents nécessaires aux autres professionnels de santé en relation avec les soins du patient ;
- ? contribution et traçabilité avec les professionnels de prothèse.

2.4.2.7. Accueil, accompagnement des patients dans le processus de soins et amélioration des pratiques professionnelles :

- ? accueil des personnes en formation, des nouveaux arrivants ;
- ? évaluation de l'organisation de la structure de soins et des fonctions de chaque professionnel ;
- ? apport des informations nécessaires sur les modalités de réalisation des activités des professionnels en formation ;
- ? organisation des activités des professionnels en formation ;
- ? accompagnement de la réalisation des activités et apport des compétences nécessaires aux professionnels en formation ;
- ? observation et ajustement si nécessaire de la réalisation des activités des professionnels en formation ;
- ? apport d'une appréciation lors de l'évaluation de la performance en formation par le tuteur ;
- ? autoévaluation de ses pratiques professionnelles ;
- ? détermination de ses besoins en formation continue ;
- ? contribution à l'organisation et au développement des soins de travail ;
- ? contribution à l'évaluation des risques professionnels au travail ;
- ? connaissance et respect des lois et règlements de son champ d'activités.

2.5. Rémunération

Le salaire de l'assistant dentaire qualifié et stagiaire est fixé, à minima, conformément à la grille des salaires en vigueur.

L'assistant dentaire bénéficie de la prime d'ancienneté au même titre que les autres salariés du cabinet dentaire.

L'assistant dentaire stagiaire n'en bénéficie cependant pas pendant la durée de sa formation (dans la mesure où la durée de celle-ci ne lui permet pas d'acquies l'ancienneté nécessaire pour pouvoir prétendre au versement de cette prime).

Toutefois, une fois la qualification acquise, l'ancienneté doit être calculée depuis la date de son entrée dans l'entreprise.

Si l'assistant dentaire est amené à effectuer des travaux de secrétariat décrits au chapitre VII ci-dessous, il bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.16 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

2.6. Ancienneté d'ancienneté ? moindré complémentaire ?

2.6.1. Formation continue facultative

2.6.1.1. Formation

Seul l'assistant dentaire titulaire du titre d'assistant dentaire tel que mentionné au 2.1.2.1 de la présente annexe peut élargir une formation continue en vue d'obtenir une formation complémentaire dans des domaines spécifiques de la chirurgie dentaire, notamment en orthopédie dento-faciale (ODF).

La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule habilitée à définir les formations complémentaires, à élaborer les programmes afférents, à mettre en œuvre les formations, à définir le cadre des charges à décaiser des programmes de formation et à choisir ceux qui la délivreront.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule habilitée à délivrer les formations complémentaires aux salariés ayant fait à la validation de leur formation continue complémentaire.

Ne sont autorisés à organiser l'enseignement et les épreuves de validation que les organismes répondant au cahier des charges établi par la CPNE-FP des cabinets dentaires et ci-dessus par celle-ci.

La formation en vue de l'obtention d'une formation complémentaire peut être financée sur le plan de développement des compétences.

La CPNE-FP des cabinets dentaires reconnaît l'équivalence aux assistants dentaires ayant obtenu antérieurement la qualification d'assistant dentaire qualifiée en ODF, délivrée par les organismes de formation (formation validée antérieurement à la décision de la CPNE-FP du 16 mars 2007 valant le référentiel de formation complémentaire en orthopédie de 100 heures).

2.6.1.2. Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire ? moindré complémentaire ODF ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les praticiens exerçant l'orthopédie dento-faciale.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? moindré complémentaire ODF ? possède les connaissances techniques, relationnelles et administratives nécessaires pour assister le praticien en orthopédie dento-faciale, assés à l'issue d'une formation complémentaire dont le programme et la mise en œuvre sont confiés à la CPNE-FP des cabinets dentaires.

2.6.1.3. Rémunération

La mise en œuvre au sein du cabinet dentaire des compétences acquises par la formation et la validation d'une formation complémentaire telle que définie ci-dessus sera mentionnée sur le contrat de travail ou le contrat d'un objet d'un avenant écrit audit contrat, qui précisera également le montant du complément de salaire correspondant à cette mise en œuvre, conformément à la grille salariale en vigueur.

III. Epilogue d'aide dentaire

3.1. Exécution de la profession

3.1.1. Personne habilitée à exercer la profession d'aide dentaire

Nul ne peut exercer les fonctions d'aide dentaire s'il n'est pas titulaire du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire reconnu par la CPNE-FP des cabinets dentaires ou en cours de formation ou de validation des acquis de l'expérience, tels que décrits dans l'accord étendu du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle dans les cabinets dentaires libéraux, et destiné à obtenir la qualification d'aide dentaire.

3.1.2. Rémunération de l'aide dentaire absent

3.1.2.1. Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires prévoit que, pendant la période d'absence courante ou d'absence inférieure ou égale à 4 mois sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière courante ou d'absence prouvée être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.1.2.2. Les étudiants en chirurgie dentaire peuvent être autorisés

à exercer la profession d'aide dentaire en relecture d'un adre ditane en potse pendant les périodes de vacances unitesaerivrs lorsqu'ils ont validé le premier cycle des études odontologiques suivies en France.

3.1.3. Périmètre de l'exercice de la profession d'aide dentaire

L'aide dentaire assure les tâches décrites à l'article 3.3 sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste ou sous le contrôle effectif d'une assistante dentaire à qui cette tâche est confiée par le chirurgien-dentiste, dans le cadre de l'activité du cabinet dentaire. Hors le cas où l'aide dentaire effectue le remplacement d'un assistant dentaire dans le respect de l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires, il ne peut être présent dans la salle de soins pendant la réalisation d'une intervention posée par le praticien effectuée par le praticien.

Il est soumis au secret professionnel.

3.1.4. Un chirurgien-dentiste peut se faire aider par un ou plusieurs aides dentaires.

3.2. Formation

3.2.1. La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'aide dentaire. Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en œuvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux dispositions du titre VII de la loi relative à la formation continue des cabinets dentaires.

La CPNE-FP est seule habilitée à délivrer la qualification d'aide dentaire reconnue par la commission nationale des cabinets dentaires.

L'employeur est tenu d'assurer la formation nécessaire à l'exercice de la fonction et de l'aider au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, modules ou cours théoriques mis en place par la profession en vue de la préparation à la validation de la formation.

3.2.2. Conditions d'entrée en formation

Tout salarié de cabinet dentaire embauché en contrat de professionnalisation ou tout salarié en poste qui bénéficie d'un dispositif de reconversion ou de formation par l'alternance (Pro A) en vue de l'obtention du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire :

- ? être titulaire du BPEC ou du brevet des collèges ou d'un diplôme, titre ou qualification de niveau équivalent ou justifier d'un niveau de formation équivalent ;
- ? être âgé de 18 ans au moins ;
- ? s'engager à suivre l'enseignement ;
- ? se présenter aux épreuves de validation ;
- ? accomplir les tâches dans les tâches qui relèvent de sa compétence et de sa formation.

3.2.3. Validation des acquis et de l'expérience (VAE)

Le certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire est attesté par la VAE pour toute personne justifiant d'au moins 1 année d'expérience (équivalent temps plein soit 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en rapport avec la profession visée.

Afin d'obtenir toute ou partie de la certification, le candidat doit :
? s'inscrire dans le processus de VAE auprès de la CPNE-FP et suivre la procédure définie par cette dernière ;
? présenter son dossier devant le jury ;
? valider les 3 activités professionnelles du dossier de validation (livret 2) ;
? s'engager à suivre les recommandations du jury si les 3 activités ne sont pas validées lors du passage devant le jury.

3.3. Définition des tâches et actes réalisables par l'aide dentaire

L'aide dentaire réalise les fonctions de réceptionniste auxquelles s'ajoutent des fonctions nécessitant des capacités techniques, relationnelles et administratives.

Dans le cadre de ses fonctions, l'aide dentaire doit ainsi :

- ? assurer la mise en fonctionnement du cabinet en étant silencieuse de comportement et débarrasser les appareils, d'en vérifier le bon état et leur fonctionnement ;
- ? accueillir les patients ou tout autre visiteur du cabinet ;
- ? répondre au téléphone, fixer les rendez-vous et gérer le cabinet de rendez-vous ;
- ? réguler le fonctionnement du cabinet ;
- ? être capable d'identifier les demandes des patients et de les transmettre au praticien ou à une assistante ;
- ? être capable d'écouter, de discerner, de discrétion et de donner de réserve ;
- ? posséder des connaissances en bactériologie et sur le logiciel d'exploitation du cabinet ;
- ? établir les fiches des patients, gérer les fichiers de dossiers médicaux, établir les fichiers de soins et les documents pour les soins complémentaires, esquisser et enregistrer les patients des patients ;
- ? assurer les soins ;
- ? nettoyer, décontaminer les surfaces des meubles et appareils dentaires ;
- ? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et ranger les instruments ;
- ? développer, identifier et classer les clichés de radiologie dentaires ou les documents préparés résultant de l'utilisation d'appareils d'imagerie médicale ;
- ? assister, dans la limite de ses compétences, le praticien dans les situations d'urgence ;
- ? assurer les relations avec les laboratoires de prothèse ;
- ? gérer le stock de petit matériel et de produits cosmétiques et assurer leur traçabilité ;
- ? assurer les documents de formation et leur suivi.

3.4. Évolution du métier

L'aide dentaire titulaire du certificat de qualification professionnelle reconnue par la CPNE-FP des cabinets dentaires peut, par la formation continue, obtenir le titre d'assistant dentaire en suivant la formation et validant les unités d'enseignements suivantes :

UE 2 : relationnel et communication éducation et formation de la santé.

UE 5 : connaissances au praticien.

UE 6 : soins complémentaires ? gestion des soins d'urgence.

UE 8 : organisation du travail ? aménagement des soins en formation et en intégration.

Il est dispensé des unités d'enseignement 1, 3, 4 et 7.

Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein.

Cette formation pour l'obtention du titre d'assistant dentaire peut être financée dans le cadre :

- ? du plan de développement des compétences ;
- ? du contrat de professionnalisation (CPF) ;
- ? de la validation des acquis de l'expérience ?

3.5. Son parcours des études

À la fin de chaque année de stage, les connaissances sont contrôlées au moyen d'un examen sous la responsabilité du centre de formation.

Les heures d'examen (entre 3 et 5 heures) ne sont pas comprises dans le temps de formation.

L'OPCO (opérateur de compétences) désigné par la branche professionnelle en charge de la formation de ces heures comme des heures de formation.

L'examen comprend une épreuve théorique écrite et une épreuve pratique.

En fin de première année de formation, une question d'examen devra porter sur la décontamination et/ ou la désinfection.

En fin de deuxième année, une question devra porter sur la stérilisation.

L'échec à l'examen entraîne le maintien du stagiaire dans la catégorie d'emploi d'origine.

Tout stagiaire a droit, en cas d'échec, à présenter deux fois épreuve consécutivement (sauf empêchement dûment constaté pour raison de force majeure, et apprécié par le centre de formation, sous sa responsabilité, et le contrôle en direction des soins de la CNPE-FP) l'examen sanctionnant le passage au niveau supérieur.

L'échec à 3 examens, consécutifs ou non, entraîne la déclaration d'aptitude à l'emploi d'aide dentaire qualifiée.

3.6. Rémunération

Le salaire de l'aide dentaire qualifiée ou stagiaire est fixé, à minima, conformément à l'annexe la grille des salaires en vigueur.

L'aide dentaire bénéficie de la prime d'ancienneté au même titre que les autres salariés du cabinet dentaire.

L'aide dentaire stagiaire n'en bénéficie cependant pas pendant la durée de sa formation (dans la mesure où la durée de celle-ci ne lui permet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire pour pouvoir prétendre au versement de cette prime).

Toutefois, une fois la qualification acquise, l'ancienneté doit être calculée depuis la date de son entrée dans l'entreprise.

Si l'aide dentaire est amené à effectuer des travaux de secrétariat décrits au chapitre VII ci-dessous, il bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.16 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

IV. Formation continue obligatoire

4.1. Formation continue. Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 (AFGSU 2) ? pour l'assistant dentaire

Depuis 2016, la prise en charge d'assistant dentaire est inscrite au code de la santé publique.

Ce nouveau statut a nettement pour conséquence directe, l'obligation pour l'assistant dentaire de valider l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU) de niveau 2.

La durée de validité de cette attestation est de 4 ans.

La période de cette attestation pour une durée équivalente est subordonnée au suivi d'une formation portant sur l'actualisation des connaissances :
? relatives aux urgences dentaires ;
? en lien avec l'actualité scientifique dans le domaine de la médecine d'urgence ou de l'actualité sanitaire.

Par conséquent :

? pour l'assistant dentaire stagiaire, entré en formation depuis le 1er janvier 2019, l'AFGSU 2 constitue une formation intégrante de la formation initiale, celui-ci devra la valider à jour tous les 4 ans, comme le précise le texte légal régissant l'AFGSU, à partir de la date d'obtention du titre d'assistant dentaire ;

? pour l'assistant dentaire déjà qualifié au 1er janvier 2019 ou en cours de formation à cette date, celui-ci devra se mettre en conformité via la formation obligatoire continue, afin de valider la formation obligatoire de l'AFGSU de niveau 2. Plus il devra la valider à jour tous les 4 ans à partir de la date d'obtention de cette formation.

Le temps de formation nécessaire à la délivrance de cette attestation est considéré comme du temps de travail effectif.

4.2. Formation continue. Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 1 (AFGSU 1) ? pour l'aide dentaire

Depuis l'arrêté du 3 mars 2006 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU), abrogé et remplacé par l'arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes d'urgence, l'aide dentaire a l'obligation de valider l'attestation de formation aux gestes d'urgence de niveau 1.

La durée de validité de cette attestation est de 4 ans.

La période de cette attestation pour une durée équivalente est subordonnée au suivi d'une formation portant sur

l'actualisation des connaissances portant sur les gestes et soins d'urgence, en lien avec l'actualité sanitaire et scientifique.

Le temps de formation nécessaire à la délivrance de cette attestation est considéré comme du temps de travail effectif.

4.3. Formation continue. Stérilisation pour les assistants et aides dentaires

La CPNE-FP des cabinets dentaires, seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'assistant dentaire et aide dentaire prévoit que les assistants et aides dentaires exercent toujours leurs activités en conformité avec les protocoles établis et recommandations scientifiques en vigueur en matière de stérilisation.

Pour ce faire, à compter du 1er janvier 2019, tout assistant et aide dentaire a l'obligation de suivre une formation continue en stérilisation.

Cette formation doit être renouvelée tous les 5 ans à compter de l'année d'obtention du titre d'assistant dentaire et/ ou du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire.

Cette mesure à l'égard des professionnels d'une durée de 7 heures peut être suivie en présentiel ou en formation ouverte à distance (FOAD).

Cette formation devra obligatoirement avoir reçu l'agrément de la CPNE-FP des cabinets dentaires.

La formation présente ne peut être suivie que dans un organisme de formation agréé par la CPNE-FP des cabinets dentaires.

Pour la FOAD, seuls les formateurs ayant reçu l'agrément de la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à délivrer la formation.

Le temps de formation nécessaire au suivi de cette mesure à l'égard des professionnels est considéré comme du temps de travail effectif.

V. Emplois administratifs

Les emplois concernés concernent des fonctions d'accueil ou de secrétariat. Ils ne peuvent conduire à un travail d'assistance du patient pour des fonctions techniques ou des tâches d'aide, d'assistant ou de prothésiste dentaire dont les fonctions sont définies aux articles 1.1, 2.1 et 3.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

5.1. Le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil

Cet emploi consiste à :

? assurer la réception des patients ;
? répondre au téléphone et fixer les rendez-vous ;
? assurer les fonctions de secrétariat médical, préparer les filières de soins destinées à la sécurité sociale et aux assurances complémentaires.

Lorsque le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil effectue des travaux de secrétariat décrits au point V ci-dessous, il ou elle bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.14 de la convention.

Ce poste est tenu au statut professionnel.

5.2. Secrétaire technique, opticien santé

Cet emploi consiste à :

? l'aide à la gestion du cabinet ;
? l'accueil des patients et gestion des appels téléphoniques ;
? la rédaction et la saisie de documents ;
? la comptabilité ;
? assurer le secrétariat technique du cabinet.

La secrétaire technique, opticien santé, assure les tâches décrites à l'article 5.2.1. Elle est autonome dans son activité, qu'elle exerce sous la responsabilité de l'employeur ou du responsable désigné par celui-ci.

Ce poste est tenu au statut professionnel.

5.2.1. Définition des tâches

Les tâches du (de la) secrétaire technique et meatomnt clées du (de la) secrétaire technique, oopitn santé snot fixées par les référentiels d'emploi, compétences et de ftoamrin du ttrie ? secrétaire tnuhique ? de nevaiu IV isrcnit au RCNP par l'union notalnaie des pessirofns libérales (arrêté du 3 nbomerve 2008, Jnorual oeifficl du 16 neomvbre 2008).

5.2.2. La secrétaire technique, otipon santé a capacité à :

? asserur l'accueil au sien du cnabiet deinrate ;
? maîtriser la cnoiotimuamcn téléphonique ;
? gérer l'agenda et les pseirs de rendez-vous du caebint ;
? maîtriser les fnconoits de bsae et avancées d'un temiaertnt de texte (Word), d'un tulbaer (Excel) et d'un liogicel de msgereisae électronique (Outlook Express) ;
? prduiore les crerrius plneosoinsefs ;
? poriuire les dcnomutes plfnioosresnes sur iqnmrtuoiafe ;
? eeitsnrregr les pièces cbteplmaos ;
? préparer et siurve la fortaauicnt ;
? arssuer l'organisation adnttiiiarsmve et matérielle du ceibnat ;
? rmeiplr les ooinatlibgs sicloaes de l'entreprise ;
? créer et svuire les dsoeirss des pitneas ;
? établir les diessros de roetesmmunrbs ;
? contrôler le cas échéant les rubeetnsmmores ;
? connaître et alqueppir les petorcools d'entente préalable et arusser luer suivi ;
? aupqelipr une procédure qualité ;
? fiomaelsr les procédures d'hygiène et de sécurité mesis en place dnas le cabinet.

5.2.3. Fiaomrotn et qualification

La fatiomron s'effectue en annelcarte en cnrtaot de pifatsoiolsrsaeonnin ou dsitisoipf de reinoersvocn ou poiornton par l'alternance (Pro A).

Pour pvouvoir accéder à la formation, la durée du tiavral prévue au cotrnat diot être au miunimm de 17 heures.

Tout salarié de cainbet dneartie embauché en canrott de pnsailfoisioenraostn ou tuot salarié en ptose qui bénéficie d'un diiisostpff Pro A en vue de l'obtention du ttrie de secrétaire technique, otipon santé, diot être âgé de 18 ans au mnois et juesitifr d'un neaivu de famritoon de fin d'études du deuxième clyce des études sradcioeens (niveau baccalauréat) ou d'un titre, diplôme ou qoctauiaillfn de naeivu équivalent.

La foatmirn erntexte est dispensée dnas les centres agréés par l'organisme certificateur.

La foatroimn inenrte est assurée au caeibnt dentaire. L'employeur ou son représentant est tneu d'assurer la foamitrn inntree nécessaire à l'exercice de la ftioncon et de lseasir au salarié concerné le temps nécessaire lui ptramnett de ppaicietr à tuos les stages, mudloes ou cours théoriques mis en place par l'organisme cteectrifaiur en vue de la préparation à la vaiatildon de la fmrooitan et l'obtention de la qualification.

Validation des aicqus de l'expérience (VAE) :

Le ttrie de secrétaire technique, otipon santé est aecscsibe par la viialodatn des auqcis de l'expérience (VAE) snaivut les modalités définies par l'organisme certificateur.

Tout salarié de cenbiat datenire qui eangge une viaoaitledn des aicqus de l'expérience bénéficie des dntosiiioops légales et réglementaires en vgeuuir à ce sujet.

5.2.4. Rémunération

Le sarliae de la secrétaire technique, otipon santé, qualifiée ou stagiaire, est fixé, a minima, conformément à la grille des seraails en vigueur.

La secrétaire technique, otipon santé bénéficie de la pimre d'ancienneté au même ttrie que les auters salariés du cinaebt dentaire.

La secrétaire technique, otpion santé sagaiirte n'en bénéficie cdnenpeat pas paendnt la durée de sa foatirmn (dans la mrsuee où la durée de celle-ci ne lui pemret pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire puor piovuor prétendre au vseenmret de cette prime).

Toutefois, une fios la qltifiocuaan acquise, l'ancienneté diot être calculée depuis la dtae de son entrée dnas l'entreprise.

Ce personnel, de par sa qualification, ne puet prétendre à la pimre de secrétariat telle que décrite au ctirahpe VII ci-dessous de l'annexe I de la cveioinntn citelovcle nntaiolae des cbaitnes dentaires.

VI. Elmipos d'entretien

6.1. Pennosrel d'entretien

Il asrsue le ménage et l'entretien des lucaox pseeonorsInfis et de leurs veois d'accès (sols, murs, portes, vitres, etc.).

En cas de nécessité impérative, occasionnée par la paqrtime journalière, le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil, l'aide dentaire, l'assistant saatirige ou qualifié dnoeit amusser ces fonctions.

6.2. Etreitenn du mbiioelr professionnel

L'aide dentaire, l'assistant detriane srtagiaie ou qualifié asnesrut l'entretien du moeilbir professionnel.

VII. Tuarvrx de secrétariat

7.1. Définition

L'exécution régulière d'au mions l'une des activités non répertoriées dnas le référentiel d'activité de l'assistant dneatire mentionnée ci-dessous, à saovir :

1. La création et/ou la rédaction des cieurrros et cpoecnrroeansds psenifrlsonoes des pericnats ;
2. La rédaction des taauvrx d'études ou de rceerchhe des prateicins ;
3. Les taurax de précomptabilité du cainebt dentaire, entraîne le vsenermet de la prmie de secrétariat dnot le mnontat est défini à l'article 3.16 de la ctonineovn ctlveolice naotalnie des cnibetas dentaires.

7.2. Modalités de dénonciation de la pimre de secrétariat

La seipsorsun de la pimre de secrétariat ne purroa inenetrivr que par dénonciation.

La dénonciation ne prruoa ivntirneer que par l'envoi d'une ltetre recommandée aevc aivs de réception (LR/AR).

Cette dénonciation ne srea ecvffeite qu'à l'expiration d'un délai de prévenance muinmm de 6 mois. Le délai cmeocnme à coiurr à coepmtr de la dtae d'envoi, par l'employeur, du creoirur de dénonciation en ltrtee recommandée aevc aivs de réception (LR/AR).

En cas de dénonciation, le salarié bénéficiera du meniaitn de la pimre de secrétariat, proratisée puor les salariés tnlrivaaalt à temps partiel, panednt le délai de 6 mios snas puor atunat avoir à exécuter les tâches oaurvrt dirot au vmserneet de la pimre de secrétariat.

La dénonciation srea mentionnée dnas un aevnant au caorntt de tvraial du salarié.

7.3. Pnselnroes concernés

Seuls l'assistant dentaire, l'aide dteainre et la réceptionniste ou hôtesse d'accueil pveuent prétendre au vremneest de cette prime.

VIII. Cnnmageeht de catégorie du salarié

À la siute d'une faomitorn professionnelle, le salarié puet acquérir une nlvuloee qualification. Si l'emploi csanooednprtt à celle-ci n'existe pas dnas le cabinet, la nlvuele qaiutofiaclacn n'est pas opbasolpe à l'employeur.

Toutefois, si le ceangehnmt de qoiuaiaitclfn ietvneinrt à la stuie d'une froatmoin iitlniae ou cnuntioe décidée par l'employeur, il dievent ecitfeff à cemtopr du premier juor du mios sivuant la dtae de niooticfaith de l'obtention de la neuolvle qualification.

Le ceghmeannt de qocliifaatun fiat l'objet d'un aannvet écrit au cnortat de travail, précisant la nlelvuoe qualification, sa matérialisation par présentation du diplôme ou creticaft obtenu, sa dtae d'obtention et la désignation de l'organisme qui l'a délivré.

L'avenant précisera aussi les nouellevs ctodnniois de taivarl (notamment heariros et répartition des juors ouvrés de la saiemne s'il y a lieu), le sralaie et le mtinaien des ataeavngs acquis.

IX. Otilaobgs de l'employeur pandent la fiaormton des salariés

Pendant la durée de la fimrotoan plonifsoreensle des salariés, qu'elle dépende du paln de développement des compétences de l'entreprise ou de la ftomaoirn en alternance, l'employeur est

Avenant n 3 du 10 octobre 2019 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; SNISPAD,

Article 1er - Prestations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Les garanties, prévues à l'annexe I de l'accord du 13 mras 2015 rtilaef à la cverrtuoe complémentaire oloittgbrae frais de santé, qui ont pirs effet au 1er jeaivnr 2016, snot remplacées par les grntaeais annexées au présent avenant.

Article 2 - Durée et date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Le présent avennat est cocnlu puor une durée indéterminée. Il eenrrta en vieugur au 1er jneavir 2020.

Article 3 - Dépôt et demande d'extension
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Le présent aannvt srea notifié aux osargntnniaos snldaiyecs représentatives à l'expiration de la période de sratnigue et déposé auprès du mitinsre chargé du travail, conformément aux dtsiooiinsps des acleirts L. 2231-6, D. 2231-2 et suitavns du cdoe du travail.

La paitre la puls ditneglie s'engage à dmdneear dnas les mrelieuls délais l'extension dnas les cintnoidos prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

La réforme 100 % santé, pmerosse de cpagname d'Emmanuel Macron, a été votée le 12 jeaivnr 2019. L'objectif de cette loi est de réponde aux benioss de santé nécessaires à la pptuaoiolo en évitant le roceneenmnt aux sions puor rnisaos financières.

L'ensemble de ces soins identifiés sonert pirs en chgare à 100 % (sécurité sicaloe et complémentaire santé).

tneu d'assurer :
? le coût des eneemnsteigns dispensés ;
? les firas de déplacement ernte le leiu d'implantation du cinbeat et le leiu où se déroule la fartoimon ;
? les fiars de roaatutisern et d'hébergement éventuels sur présentation de justificatifs, sur les bases rneeutes puor le rmneruoeeembst de ces mêmes fiars par l'OPCO désigné par la bnhrcae pesnorneloiflse des centbais deetairns ;
? à défaut d'une psire en charge par l'OPCO, le rsoeemnrnbemut est effectué dnas les cntioinods savtenuus :
?? les firas de déplacement ernte le leiu d'implantation du cebanit et le leiu où se déroule la fotmiaorn sur la bsae du tiraf SCNF 2e clssae ;
?? les frais de rttueaarosin sur la bsae de la valuer du titre-restaurant, telle que définie par la loi de fenaicns en vuivegr ;
?? les frais d'hébergement éventuel sur présentation de justificatifs, selon le barème défini par l'OPCO. »

Les pnetaaerirs scoiuax de la bnhrcae des cbneitas daerenits sotuahinet aeadprr le régime cieoctllf et oriotgbilae de fiars de santé mis en plcae au naievu national, aifn de le mttre en conformité aevc la réforme « 100 % Santé ».

En conséquence de quoi, il a été colncu le présent aanenvt qui moidife les dotnisopsiis de l'accord cillctoef du 13 mras 2015.

Compte tneu de la naurte de l'avenant, il n'y a pas de dssnoiipoits spécifiques puor les ereeinsprts de mnois de 50 salariés.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Annexe

Le détail des genraatis en vuivegr à cotempr du 1er jnaveir 2020 est reiprs ci-après.
Les nauivex d'indemnisation définis ci-dessous s'entendent y coirmsps les posteriatns versées par la sécurité sociale, dnas la ltimie des faris réellement engagés par les bénéficiaires.
Abréviations :
BR : bsae de robnreemusmet ruentee par l'assurance mailade obgirtilaee puor déterminer le mnntoat de son remboursement.
CCAM : ctscailloifasn cmmuone des atces médicaux.
DPTM (dispositifs de pqtuare tfiraarie maîtrisée) :
? OPTAM/ OPTAM-CO ;
? OATPM : ooitpn puqraite trfaariie maîtrisée ;
? OPTAM-CO : oopitn ptirquae tiarfraie maîtrisée ? chirurgie-obstétrique.
? : euro.
FR : Faris réels engagés par le bénéficiaire.
HLF : hrnarieoos leimits de fuaoirctatn fixés seoln la réglementation en vgueuir à la dtae des snois effectués par le bénéficiaire.
PLV : pirlx ltmiiies de vnete fixés selon la réglementation en vgueuir à la dtae des soins effectués par le bénéficiaire.
PMSS : planofd menesul de la sécurité sociale.
RSS : robmersneeumt sécurité scaiole = moanntt remboursé par l'assurance maidlae ogbitaloire et calculé par alpoaitcpi du tuax de rmrosmeebenut légal en vgieiur à la bsae de remboursement.
TM : tkieet modérateur snot priate de la bsae de rnuobsmmereet non psrie en chrgae par l'assurance madliae obiargiltoe (TM = BR-RSS).

(Tableaux non reproduits, cuolblsaents en ligne sur le stie www. journal-officiel. gouv. fr, ruurbqie BO Conievnntos collectives.)

https://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/bocc/pdf/2019/0048/boc_20190048_0000_0015.pdf

Les giarteans du régime cvnoerut la pirsie en chgare de la ptcaoiptiatrin froatifirae acquittée par le bénéficiaire en cas de réalisation d'un atce coûteux (qualifiée de ffiart sur les atecs dtis « luords ») prévue au I de l'article R. 160-16 du cdoe de la sécurité sociale.

Accord du 2 juillet 2020 relatif au

dispositif de reconversion ou promotion par alternance Pro-A

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDFT ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; CFE-CGC santé saoiel ; UNSA santé socaux ; SNISPAD,

En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Vu l'article 28 de loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, modifiant les articles L. 6324-1 à L. 6324-6 du code du travail en créant le dispositif de reconversion ou promotion par alternance « Pro-A » en remplacement du dispositif de période de professionnalisation ;

Vu le décret n° 2018-1342 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de prise en charge des dépenses par les sociétés financières des opérateurs de compétences prévues aux articles L. 6332-14 et L. 6332-17 du code du travail ;

Vu les articles L. 6325-12, L. 6325-14 et D. 6332-89 du code du travail ;

Les professionnels sociaux de la branche professionnelle des cabinets d'expertise attestent que la formation professionnelle continue est une priorité pour les entreprises de la branche. Ils considèrent qu'il s'agit d'un facteur de développement des compétences individuelles et à la qualité et au bon déploiement des activités et services proposés par les entreprises de la branche. Elle constitue pour les salariés des opportunités de promotion, de reconversion, d'évolutions professionnelles ou professionnelles. S'inscrivant dans le cadre de la réforme, les professionnels sociaux souhaitent favoriser des droits à la formation professionnelle, pour faciliter l'accès à l'emploi et répondre aux besoins en compétences et compétences de la branche.

Ainsi, en s'appuyant sur le fondement juridique de l'observatoire des métiers dans les professions libérales (OMPL), notamment le pouvoir réglementaire de la branche des cabinets d'expertise, les professionnels sociaux ont élaboré la liste des formations nécessaires, afin d'anticiper les impacts de fortes mutations des activités et le risque d'obsolescence des compétences des salariés.

Considérant la volonté des professionnels sociaux de permettre aux entreprises de la branche de répondre à leurs besoins en compétences et d'anticiper les risques au regard des divers maillons et modalités des emplois, du fait des différentes évolutions de leur activité, les professionnels sociaux de la branche ont décidé d'accompagner les salariés vers la reconversion ou une promotion en mettant à disposition le dispositif « Pro-A », notamment en vue de l'obtention d'un titre et/ou d'un certificat de qualification professionnelle ou de diplôme (RNCP).

Article 1er - Objet de l'accord
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

La reconversion ou promotion par l'alternance a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une formation qualifiante ou professionnalisante par des actions de formation en alternance des enseignants généraux, professionnels et techniques et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les qualifications recherchées.

Les professionnels sociaux s'engagent que l'objectif du dispositif est d'offrir de permettre l'acquisition d'une qualification par des salariés dont la qualification professionnelle est insuffisante, ou d'acquiescer une qualification professionnelle supérieure à celle qu'ils ont acquise. (1)

Le présent accord a pour objet de fixer le cadre de la mise en œuvre de la « Pro-A », définie aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail pour les entreprises et les salariés relevant du champ d'application visé.

(1) Les mesures « ou susceptibles d'être une qualification professionnelle supérieure à celle qu'ils ont acquise. » sont celles de l'extension en tant qu'ils continuent aux dispositions prévues par l'article D. 6324-1-1 du code du travail. (Arrêté du 6 novembre 2020 - art. 1)

Article 2 - Champ d'application
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Les professionnels sociaux soulignent l'importance de la promotion des dispositifs de formation professionnelle et de développement de l'emploi et des compétences mis en place dans la branche, notamment que le présent accord est applicable à l'ensemble des cabinets dentaires réels du champ de la profession dentaire, quel que soit leur effectif.

Article 3 - Salariés concernés
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

La reconversion ou la promotion par alternance concerne :
? les salariés en contrat à durée indéterminée ;
? les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée conclu en application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail (contrat unique d'insertion).

Les salariés visés sont ceux n'ayant pas obtenu un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au RNCP. La reconversion ou la promotion par alternance permet à ces salariés d'atteindre un niveau de qualification supérieur ou équivalent à celui qu'ils détiennent au moment de leur embauche de reconversion ou de promotion par l'alternance. (2)

(1) Article étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article D. 6324-1-1 du code du travail. (Arrêté du 6 novembre 2020 - art. 1)
(2) Les mesures « La reconversion ou la promotion par alternance permet à ces salariés d'atteindre un niveau de qualification supérieur ou équivalent à celui qu'ils détiennent au moment de leur embauche de reconversion ou de promotion par l'alternance » sont celles de l'extension en tant qu'ils continuent aux dispositions prévues par l'article D. 6324-1-1 du code du travail. (Arrêté du 6 novembre 2020 - art. 1)

Article 4 - Qualifications visées
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Sont éligibles à la « Pro-A », les salariés ci-après :
? titre d'assistant dentaire ;
? certificateur de qualification professionnelle d'aide dentaire.

Article 5 - Durée de la « Pro-A »
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

La durée du dispositif de reconversion ou promotion par l'alternance étant déterminée en fonction des exigences des référentiels de formation des diplômes d'État, des titres à finalité professionnelle et des certifications de qualification professionnelle inscrites au RNCP, les professionnels sociaux décident que la durée du dispositif de reconversion ou promotion par l'alternance pourra être comprise entre 12 et 36 mois, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.

(1) Article exclu de l'extension en tant qu'il s'applique aux dispositions prévues par l'article L. 6325-12 du code du travail. (Arrêté du 6 novembre 2020 - art. 1)

Article 6 - Durée de l'action de formation
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

1. ? Assistant dentaire

La période de fioramotn cudosnaint au ttrie d'assistant datnree est d'une durée de 18 mois.

Elle est organisée conformément au référentiel de froaoitmn décrit dnas l'arrêté du 8 juin 2018 rlitaef à la fooaritm casoniudnt au trite d'assistant dentaire.

Elle copmrote 1?878 hurees d'enseignement dnot 343 heeurs de fotarmion théorique dnas un cnrtée de firootman agréé par la cmioissimn prraiaite nanotliae de l'emploi et de la fatoomirn pnsloosnfleeire (CPNE FP) et 1?535 heeurs de fmrtiaoon puiqatre au sien de la sturturce de l'employeur.

Durant tuot le tpems de sa fatmrioon l'élève est placé suos la responsabilité d'un tuteur/employeur, garnat de la qualité de l'encadrement.

2.?Aide dentaire

La période de foaitormn cuisnnaodt au crcaeiftt de qtciafaouiln pesnrlosinoefe d'aide deitnrae est d'une durée de 12 mois.

Elle crptoom 1?045 hreeus d'enseignement dnot 195 hurees de fairoomtn théorique dnas un cnrtée de fmrtiaoon agréé par la comsmiosin ptariaie nonailate de l'emploi et de la firaoomtn pnseflornielose (CPNE FP) et 850 hereus de faoroimtn pquitiare au sien de la surcttrue de l'employeur.

Durant tuot le tpmes de sa faomriton l'élève est placé suos la responsabilité d'un tuteur/employeur, garant de la qualité de l'encadrement.

Article 7 - Prise en charge financière par l'OPCO-EP
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

En aoaptipilcn des ditoopsiniss légales et réglementaires en vigueur, les pnietiarears siaocux décident que la psrie en cghrae des antcois de frooiatmn par l'opérateur de compétences des esrnpireets de proximité (OPCO-EP) est effectuée dnas la lmitie d'un tuax mmniail de 15 %, suos réserve des possibilités financières de ce dinerer et des règles de péréquation de Fanrce compétences.

Ce moantnt ne cruvoe que les frias pédagogiques.
Les mitdoanuls du monatnt hiroare de psire en crahge snoret

Avenant n 8 du 22 avril 2021 au
protocole d'accord du 5 juin 1987
relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Objet

Le présent aenanvt a puor ojbet de mfeiodir les dsinsotipios rvleetias aux cotaitnoss du régime de prévoyance de la cineonvton cecllvotie natianole des ctbeanis dentaires.

Considérant la volonté des peinaterras sauoicx de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés non-cadres et csontnaat la soiuittan déficitaire duidt régime, confirmé par les pièces comptelbas présentées et analysées par la cmsimioson paritaire, les pietars décident de procéder à un asemjtnuet du tuax de cainstoitos alplplcbiae à cptmeor du 1er jinevar 2021 et cnvennnoiet des modincifitoas suivantes.

Article 1er - Modification des cotisations
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

déterminées par l'OPCO-EP conformément aux préconisations de la CPNE-FP de la bharcne pnerslfsiloene des canetibs dentaires, en foncoitn des priorités, des ctiecnartofis visées et des disponibilités financières.

Article 8 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Le présent accord, cconlu puor une durée indéterminée, erretna en vuiegur dès sa signature.

Les dpitoiosnss du présent acrocd s'appliqueront aux dneedmas de pisre en charge des aitncos de fotrmaion ietnnvnreat à patir de la dtae de son entrée en vigueur.

Article 9 - Procédure de dépôt et d'extension
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Le présent arcocd est suomis à la procédure d'extension par la prtaie la puls detnilige en acapiotplin des atricels L. 2261-15 et sivtnuas du cdoe du travail.

Dans le carde de cttee dndemae d'extension, et conformément aux dtnsiioispos de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, les négociations ont été menées en prenrat particulièrement en compte les spécificités des très peeitts etpeinserr (TPE) de prfsisoneos libérales que snot les canebtis dieranets et que les doiopiistsns résultant du présent txete luer snot particulièrement adaptées.

C'est pougroui cet acrocd ne ctorompe pas de spotiniatuls spécifiques puor les etsrperiens de mniors de 50 salariés.

En aipitlcpoan des dipitssoonis des alcerits L. 2241-8 et L. 2241-17 du cdoe du travail, les ptiars snertaigais iuqdnnet expressément que l'objet du présent aocrd a pirs en cmptoe l'objectif d'égalité preoofilnessne entre les femems et les hommes.

Article 10 - Révision. Dénonciation
En vigueur étendu en date du 2 juil. 2020

Le présent accord purroa être révisé ou dénoncé conformément aux dotipsoniiss légales en vigueur.

Les dtpioisoinss de l'article 12 « Cttnsoaois » de l'accord du 5 juin 1987, modifié en dinerer leiu par aaennvt n° 7 du 27 oobtrce 2016, snot remplacées par ceells ci-après :

« La ciaioosttn du régime cnieeoovnonntl de prévoyance est fixée à 1,56 % TA* et TB** de la rémunération définie à l'article 5.4 de la cioenontvn ctociellve nontliae des caietbns dteerans répartie à huutaer de 0,52 % TA* et TB** à la chrage du salarié et 1,04 % TA* et TB** à la chgrae de l'employeur.

* Tnhcrae A (TA) : priate du siraaale burt limitée au pfleonad aeunnl de la sécurité sociale.

** Thcrane B (TB) : ptrai du sailrae burt cipsomre etnre 1 et 4 fios le pnloafd aennul de la sécurité sociale. »

Article 2 - Date d'effet
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Le présent aneanvt etrne en veguuir le 1er jivnaer 2021.

Article 3 - Formalités administratives
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

3.1.?Dépôt légal

Le présent anveant srea déposé en 2 epmeiexals (une vriosen sur srpuot peapir signé des patires et une vosrein sur srpoput électronique) auprès des secevir cueratnx du ministère chargé du travail, dnas les ciidntnoos prévues aux aeiltrcs L. 2231-6 et D. 2231-2 et sauntvis du cdoe du travail.

En outre, un epilmaxere srea établi puor cuhqae partie.

La pirate la puls dlngiite s'engage à ddeanmr dnas les mlieerlus délais l'extension dnas les coiditonns prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Adhésion par lettre du 29 novembre 2021 de la CFE-CGC à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme

En vigueur en date du 16 déc. 2021

Fédération CFE-CGC Santé-Social,
39, rue Victor-Massé,
75009 Paris

Paris, le 29 nebvomre 2021.

Madame, Monsieur,

Avenant n 8 du 7 octobre 2021 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

Article 1er - Modification des cotisations
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Les dnsoioitpsis de l'article 12 « Cattsionios » de l'accord du 5 juin 1987, modifié en driener leiu par aanevnt n° 7 du 27 obrocte 2016, snot remplacées par cleels ci-après :

« La citaotsion du régime cnetnvenoionl de prévoyance est fixée à 1,56 % TA (1) et TB (2) de la rémunération définie à l'article 5.4 de la covtinonen cleoctivle ntonalaie des ceabints ditaenres répartie à hteaur de 0,52 % TA (1) TB (2) à la caghe du salarié et 1,04 % TA (1) TB (2) à la charge de l'employeur ».

(1) Tchrahe A (TA) : ptirae du sliiare burt limitée au pafolnd aeunl de la sécurité sociale.

(2) Trcnahe B (TB) : paitre du salaire burt cmorsipe enrte 1 et 4 fios le pnfolad aneunl de la sécurité sociale.

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bnchrae poeossnllrifene des cebantis dniteaers libéraux est très majoemarnttiit composée des très pteites eesrenritps (TPE), dnoe de mnios de 50 salariés.

Dès lors, les pienatrreas sucaiox ont nécessairement pirs en ctpome lerus spécificité puor rédiger le présent texte, c'est puoruoqi celui-ci ne ctprome pas de règles particulières à luer

Avenant n 9 du 7 octobre 2021 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Je vuos iorfme que la fédération CFE-CGC Santé, médecine et aioctn sliacoe a décidé d'adhérer, à ctocpmr du 1er décembre 2021, à l'accord du 16 mras 2007 rtiaelf au développement et au fenamcnenit du paritarisme, texte attaché à la cooivetnnn cctloievle nitlonaae des cbiantes deerants du 17 jnievar 1992 (IDCC 1619).

Nous vuos tsntnratoems cipoe des cerriours adressés aux oisnioanagtrs siaatrgneis de la conevtnoin collective.

Nous procédons au dépôt de l'adhésion et des pièces par vioe électronique à l'adresse sinuative : depot.accord@travail.gouv.fr.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos stioalaunts distinguées.

Le président.

sujet.

Article 3 - Date d'effet
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Le présent annveat enrte en viuuegr le 1er jnevar 2021.

Article 4 - Formalités administratives
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

4.1. Dépôt légal

Le présent anenavt srea déposé en duex emlearxpies (une veirosn sur sprpout ppaier signé des pritaes et une vsoiern sur sporupt électronique) auprès des sceveris caeturnx du ministère chargé du travail, dnas les cdionionts prévues aux aeitlracs L. 2231-6 et D. 2231-2 et snatuvis du cdoe du travail.

En outre, un epieamlxre srea établi puor cuqahe partie.

4.2. Extension

La pritaie la puls dlitgeine s'engage à nddameer dnas les meurllies délais l'extension dnas les cnontiiods prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Article - Objet

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2021

Le présent aannevnt a puor oebjt de mifedior les dpsonostiis riteelavs aux caoiotinsts du régime de prévoyance de la cieotonnvn clteovcile naloiante des citbeans dentaires.

Considérant la volonté des pariaetrns soauiex de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés non-cadres et cantosntat la sittuiaon déficitaire duidt régime, confirmé par les pièces cabpeolmts présentées et analysées par la cmismsioon paritaire, les ptaiers décident de procéder à un aemejsutnt du tuax de cnioaostis aailplcpbe à cmeoptr du 1er jnaievr 2021 et cenvneninot des midoticonafs suivantes.

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; FSAS CGT ; CFE-CGC santé et actoin salioce ; UNSA santé sociaux,

Article 1er - Modification des cotisations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les donoispiists de l'article 12 « Cistoianots » de l'accord du 5 juin 1987, modifié en denreir leiu par aanenvt n° 7 du 27 oboctre 2016, snot remplacées par celles ci-après :

« La coiitatosn du régime coneoentvinnl de prévoyance est fixée à 1,61 % TA (1) et TB (2) de la rémunération définie à l'article 5.4 de la cneontovin cilvtoclee naoatline des cbtinaes dnaeretis répartie à hueatur de 0,54 % TA (1) TB (2) à la caghre du salarié et 1,07 % TA (1) TB (2) à la charge de l'employeur ».

- (1) Tacnrhe A (TA) : piarte du slriaae burt limitée au ponfald anunel de la sécurité sociale.
- (2) Tranche B (TB) : piarte du saarile burt cmsirpoe entre 1 et 4 fios le palfnod aennul de la sécurité sociale.

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bcnrhae pnielonssfroele des cnteabis dnetreias libéraux est très moijjntreaamet composée des très ptieets ertnrespies (TPE), dnoc de mnios de 50 salariés.

Dès lors, les perarntieas scauiox ont nécessairement pirs en cptmoe leurs spécificité puor rédiger le présent texte, c'est puorqoi celui-ci ne cmoortpe pas de règles particulières à luer sujet.

Article 3 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent aaevnnt ertne en veuigur le 1er jvaneir 2022.

Article 4 - Formalités administratives
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective art. 2.3 Absences pour l'exercice d'une activité syndicale du titre II Droit syndical et institutions représentatives du personnel

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	UNSA santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent anavent a puor objet, d'une prat de réactualiser ciratenes dtoipiinosss du ttxee de l'article 2.3 du ttrie II de la cnevtonion ccvloeitle nltaanoie des cabniets deeaitrns intitulé « Asebnecs puor l'exercice d'une activité snliaycde » et d'autre part, de matérialiser le résultat de négociations aynat eu leiu entre les pnaerarties sociaux, au sujet d'autres diotisnsiops de ce même article.

Article 1er - Nouvelle rédaction de l'article 2.3
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

L'article 2.3 tel qu'il est aeecmutnlllet rédigé est supprimé et remplacé par :

« Arlicte 2.3

Le diort sndcyial s'exerçant dnas le cdare des lios en vigueur, le tpems nécessaire à l'exercice de ce driot srea accordé aux salariés.

2.3.1. ? Congé de froimaton économique, saicloee et syndicale

Le salarié puet dedanemr à bénéficier d'un congé de firomtoan « économique, silaoee et sdcylnae », snas codtniion d'ancienneté. Il

4.1.?Dépôt légal

Le présent annevat srea déposé en duex emrlxpeieas (une voiersn sur sppourt ppeiar signé des prteais et une voesrin sur supprot électronique) auprès des secveirs cuernatx du ministère chargé du travail, dnas les cnidioonts prévues aux atcilers L. 2231-6 et D. 2231-2 et stanvius du cdoe du travail.

En outre, un elimxarpee srea établi puor caquhe partie.

4.2.?Extension

La pairte la puls dngliteie s'engage à ndeamer dnas les merelluis délais l'extension dnas les citooninds prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Article - Objet

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent anevnat a puor obejt de mdfeoiir les dipoisitsns reivleats aux coaatntiiss du régime de prévoyance de la ctoovinnn coilltvcvee noinalate des cbatenis dentaires.

Considérant la volonté des pairetarnes saciuox de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés non-cadres et caatotsnt la sutoiaitn déficitaire dudit régime, confirmé par les pièces cbepatomls présentées et analysées par la csssoomimn paritaire, les pairtes décident de procéder à un anemjuetst du tuax de ctiationioss apciballpe à cpeptor du 1er jvainer 2022 et cevnoiennt des mniioifitaodcs suivantes.

disopse de 12 jorus par an.(1)

Ce congé lui pemret de piacitprer à des sgtaes ou ssienos de frtoioamn économique, soalcie ou siydalnce en vue d'acquérir des csncoaneisnas puor l'exercice de foitncnos syndicales.

Il est régi par les doinsispoits du cdoe du travail.

Pendant ce congé, le salarié bénéficie du mniitaen de sa rémunération.

La dneadme d'absence puor foimotarn srea adressée à son eyeolupmr 30 juros avant la dtiae de formation.

Dans tuos les cas, il srea demandé une jisutficotian écrite.Les salariés s'efforceront de réduire au minimum les inconvénients que luer absecne piaurrot apreptor à la bonne ogsnritaiaon du travail.(2)

Ces aeecsbens seonrt considérées cmroe des périodes de tiraavl efftceif puor la détermination des dortis et des indemnités à congés annuels.

2.3.2. ? Pittaiipaocrn aux congrès et icnnaests statutaires

Sur caooctnovin écrite de luer otgnriasoain sadlclyne présentée au puls trad 30 juros à l'avance, des aoturstinoais d'absence pvneuet être accordées aux salariés dnas les cdooinntis siveutnas :

Réunions nationales, départementales et/ ou lcloeas : dnas la liimte de 5 jorus fractionnables, par an.

Ces abeecsns ne dnenont pas leiu à un miientan de siraale versé par l'employeur.

Ces ascenebs ne peuvnet s'imputer sur la durée des congés annuels.

Elles snot considérées comme du temps de trvaail efftcif puor l'appréciation des doirts liés à l'ancienneté et à l'acquisition des congés payés. »

(1) Alinée étendu suos réserve qu'en aapolictpin des dsnisitoiops

de l'article L. 2145-7 du code du travail la limite de durée des congés par an ne s'applique pas aux apprentis des sociétés et sessions, qui bénéficient légalement de dix-huit jours.
(Arrêté du 1er avril 2022 - art. 1)

(2) Poursuite de l'extension en ce qu'elle s'applique aux salariés de l'article L. 2135-11 du code du travail.
(Arrêté du 1er avril 2022 - art. 1)

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux est très manuellement composée des très petites entreprises (TPE), donc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les professionnels soucieux ont nécessairement pris en compte leurs spécificités pour rédiger le présent texte, c'est pourquoi celui-ci ne comporte pas de règles particulières à l'égard du sujet.

Article 3 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2022.

Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective annexe I Classification des emplois

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDF ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le présent avenant a pour objet de modifier à jour les articles relatifs à l'annexe I « Classification des emplois » de la convention collective nationale des cabinets dentaires, afin de se mettre en conformité avec les récentes évolutions des textes, conformément à la profession d'assistant dentaire, la formation professionnelle continue obligatoire et facultative des assistants et aides dentaires ainsi que les règles de fonctionnement de la prime de secrétariat et la mission complémentaire administrative.

Il remplace l'annexe I telle qu'elle est rédigée actuellement.

Article 1er - Nouvelle rédaction de l'annexe I « Classification des emplois »

En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

L'annexe I « Classification des emplois » telle qu'elle est actuellement rédigée est supprimée et remplacée par :

« I. ? Éléments de la formation de prothèse dentaire

1.1. ? Définition de l'activité de prothèse dentaire

Le présent est l'ensemble des données globales des données de la bouche.

À ce titre, il est surligné du timbre prothétique, qui vise à rétablir l'intégrité du système manducateur.

À partir des indications techniques, en denture ou moules en plâtre ou en plâtre par le praticien, le prothésiste dentaire de laboratoire réalise l'appareillage destiné à la restauration et au

Article 4 - Formalités administratives
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

4.1?Notification

À l'issue de la procédure de signature, le présent avenant sera notifié par la partie la plus diligente des deux parties signataires, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'ensemble des organisations représentatives, salariées ou non.

4.2?Dépôt et extension

À l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la notification du texte et à défaut d'opposition, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (un exemplaire sur support papier signé des parties et un exemplaire sur support électronique) auprès des services compétents du ministère chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivant du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Les parties signataires conviendront d'en demander l'extension. La partie la plus diligente procédera à la demande d'extension du présent avenant dans les délais et dans les conditions prévues par le code du travail.

rétablissement fonctionnel et esthétique du système manducateur.

Le prothésiste dentaire de laboratoire est donc un professionnel ayant une connaissance parfaite de la morphologie dentaire et un sens poussé de l'harmonie et de l'esthétique faciales. Il doit également être capable de maîtriser une technique de grande précision faisant appel à une technologie très avancée.

1.2. ? Définition des niveaux de qualification

Le titulaire des diplômes professionnels de prothésiste dentaire (CAP, Brevet professionnel, Brevet de maîtrise, Brevet technique des métiers, Brevet de technicien supérieur) acquiert la qualification de prothésiste dentaire de laboratoire.

Au sein de cette qualification, les prothésistes dentaires de laboratoire sont classés en 4 niveaux :

Niveau 1 : Technicien en prothèse dentaire titulaire du CAP

Professionnel ayant les connaissances de base permettant de réaliser sur modèle des prothèses dentaires totales ou partielles, à savoir la réalisation de prothèses dentaires en matière plastique, métallique ou métalloplastique : couronnes, bridges, simples, couronnes à implantation vestibulaire.

Niveau 2 : Technicien qualifié en prothèse dentaire titulaire du Bac professionnel/ Brevet professionnel, Brevet technique des métiers, Brevet de maîtrise de niveau IV

Professionnel capable de concevoir et réaliser des prothèses dentaires de qualité correspondant aux données de compétences suivantes :

Prothèse amovible résine : PAT (prothèse amovible totale) biomaxillaire respectant les critères fonctionnels et esthétiques d'une prothèse totale.

Prothèse fixée céramique : réalisation d'éléments unitaires contigus dans la limite de 4 éléments, pile ou denture de bridge avec montage simple, d'après découpes classiques.

Prothèse mobile métallique : réalisation de châssis métalliques malocclusifs ou malocclusifs conventionnels.

Prothèse combinée (attachement) : réalisation de prothèse de petite envergure avec attente pour la réunion d'une prothèse fixée et mobile métallique ou totale sur radiculaire.

Conception assistée par ordinateur.

Niveau 3 : Technicien hautement qualifié titulaire du Brevet de

tciehcenin supérieur, Bevret tciquuhee des métiers supérieur,
Brevet de maîtrise de neiyu III

Ce tinceehcin hneemuatt qualifié diot être cabpale de réaliser tuos les taaurvx de huate technicité demandés à l'examen du Brevet thucneie des métiers supérieur, caonprdrsoent aux dineoams de compétences sveniutas :

- ? coeioicptnn tnhueicqe ;
- ? orthopédie dento-faciale (sous réserve que le lroiboatare eceuffe ce diamnoe de compétence) ;
- ? prothèse fixée céramique ;
- ? prothèse combinée ;
- ? prothèse aolivbme tatole ;
- ? prothèse sur iplmnat (sous réserve que le lroboaraite etefcfue ce dnmaoie de compétence) ;
- ? conception/ ficraabiton assistées par oadtnriuer ;

Niveau 4 : Cehf de laboratoire

Professionnel possédant le pirofl du tincieehcn daretnie hueametnt qualifié et ayant, de plus, la responsabilité du liabtarore : drgiie le personnel, organise, dbiuitsre et contrôle le travail. Le cehf de ltoaiobrare dvera oemaigtlnrbot être icrnst à une caisse de rretaite des cadres.

II. ? Emlpois d'assistant dentaire

2.1. ? Eixccere de la profession

2.1.1. ? Dipoeicsritn de l'activité d'assistant dentaire

La pisrosfoen d'assistant drneitae csitsnoe à asstiesr le chirurgien-dentiste ou le médecin exerçant dnas le camhp de la crhiurge deitanre dnas son activité professionnelle, suos sa responsabilité et son contrôle effectif. Dnas ce cadre, l'assistant diraetne cbutniore aux activités de prévention et d'éducation puor la santé dnas le dmoinae bucco-dentaire.

L'assistant drtnieae est siumos au srecet professionnel.

La lctie des activités ou atces que l'assistant daeintre puet se vior cfnoeir est déterminée par décret en Coniesl d'État pirs après aivs de l'Académie nlataonie de médecine et de l'Académie naanilote de crhuiigre dentaire. Elle est précisée à l'article 2.4 de la présente annexe.

2.1.2. ? Psnnoeres habilitées à eecexr la piesforosn d'assistant dentaire

2.1.2.1. ? Pevnuet ereecxr la pioseforsn d'assistant dtarenie :
? les poernnses teailutris du ttrie d'assistant dentaire, délivré par la Csooimimsn praaitrie nionaalte de l'emploi et de la faoomtirn pislrolfonenese (CPNEFP) conformément au décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 rieltaa aux modalités d'exercice de la pssoefirsn d'assistant dtaeinre et à l'arrêté du 8 juin 2018 ralteif à la foairtmon cdisanuot au ttrie d'assistant dentaire.
? les pernsneos tiutaierls du trite d'assistant dentaire, délivré par la cmsioomin priiatare ninlatoae de l'emploi et de la ftrioimoan professionnelle, aaynt effectué luer fortiaomn anavt la dtae d'entrée en vgiuuer de cet arrêté.

Sont également autorisées à eexecr la posfesiron d'assistant dentaire, les proeesnns en crusus de ftimaroon ou de vailaotdin des auiqcs de l'expérience en vue d'obtenir le ttrie d'assistant dentaire.

2.1.2.2. ? L'exercice de la pesfsoorin d'assistant drneatie par des posrnenes rtonsrsestsias d'un État mmbree de l'Union européenne ou d'un ature état piatre à l'accord sur l'espace économique européen est autorisé après étude de dossier.

Le préfet de la région dnas le rrsseot de laeqllue se stuie le lieu d'établissement de l'intéressé, délivre après aivs de la cisomomisn des atissntas dritnaees l'autorisation d'exercice prévue par les txeets en vigueur, au vu d'une dmndae accompagnée d'un doisesr présenté et iriunstt sloen les modalités fixées par l'arrêté prau à ce sujet.

Il aucse réception de la dneamde dnas le délai d'un mios à cotpembr de sa réception.

Le sincele gardé par le préfet de région à l'expiration d'un délai de qtruae mios à ceptomr de la réception du deissor clmopet vuat

décision de rjeet de la demande.

La csiomosmin enmaixe l'ensemble de la faitrmoon et de l'expérience pnllfseenoiorse du ddamuener soeln les modalités prévues par les txeets en vigueur.

Sont fixées par arrêté du mrtnisie chargé de la santé :

- 1° La cstmpoooiin du deisosr purodit à l'appui de la dndemae d'autorisation ;
- 2° La coomtipsoin du jruy de l'épreuve d'aptitude et les modalités d'organisation de cttee épreuve ;
- 3° Les modalités d'organisation et d'évaluation du sgate d'adaptation ;
- 4° Les inmraitfnoos à foirnur dnas les états statistiques.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la lnguae française par le damnuedr donne lieu à une décision qui puet fraie l'objet d'un roceurs danevt le tuniabrl adnsairtitim tlraeimrreteont compétent.

2.1.2.3. ? L'exercice de la pesoifosrn d'assistant dnretiae par des psnenores rsretnstoiasss d'un état hros Uionn européenne est autorisé après étude de dossier.

La CPNE-FP des cabaints diertans est sleue habilitée à délivrer l'autorisation d'exercice prévue par les txeets en vigueur, au vu d'une dmndae accompagnée d'un deissor présenté et irsuntit au cuors d'une cmsioimisin réunie à cet effet.

La CPNE-FP des cnbtiaes dreentais accuse réception de la danemde dnas le délai d'un mios à cpometr de sa réception.

Elle eaxnmie l'ensemble de la ftamoron et de l'expérience psolfelorennise du dmudeeanr soeln les modalités prévues par les txeets en vigueur.

Le contrôle par l'autorité compétente de la maîtrise de la lnguae française par le dumeadner donne lieu à une décision qui puet fraie l'objet d'un ruocres danvet le tianburl antdtirimsaif ttrenomirreliat compétent.

2.1.2.4. ? Eecrcie de la pefoiorssn par des étudiants en cguihrre dentaire

Les étudiants en ciirugre dntareie pueevnt être autorisés à ecxrer la pioefsorsn d'assistant dtiaree en tnat que remplaçant lorsqu'ils ont validé le 1er cylce des études ouionootdqlgs svuii en France.

L'étudiant en chgruriie drnaeite rmeet à l'employeur de l'assistant darntiee remplacé, une astraiotoin délivrée par le coniesl départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes du département dnas leeuql erxcee l'assistant dteriane que l'étudiant remplace.

Cette aoiausiorttn est établie sur la bsae d'une atoeitttsan caotntsnat la durée des études effectuées et riemse à l'étudiant par le diuetrcer de l'unité de fiotroman et de rrrhcehee auprès de lqealue il est icrsnit en vue de l'obtention du diplôme d'État de doteucr en chguirrie dentaire.

Cette atiotasiourn est vablale un an sur l'ensemble du territoire. Elle puet être renouvelée dnas les mêmes conditions, sur jsfuiitatonc de la ptusurioe des mêmes études.

Tout aivs défavorable du cinosel de l'ordre des chirurgiens-dentistes est motivé.

2.1.2.5. ? Emegrtenseint des meerbms de la posiserofn d'assistant dentaire

Conformément aux txeets en vigueur, l'agence régionale de santé du lieu d'exercice pnferioesnos des personens autorisées à eecexr la psioeofsrn d'assistant dtearnie procède à l'enregistrement de l'assistant dentarie au vu du ttrie de fmiraootn ou de l'autorisation présenté par l'intéressé ou, à défaut, de l'attestation qui en tinet lieu.

L'assistant drteinae ifrmnoe l'agence, dnas le délai d'un mois, de tuot chengenamt de sa soatiuittn professionnelle, de pisre ou d'arrêt de fcnioton supplémentaire ou de cessation, toepmarire ou définitive, d'activité.

Nul ne puet ercxer la profsiosen d'assistant daeirnte si son tirtre de ftmoioran ou aoitsoauritn n'a pas été enregistré conformément

au premier alinéa du présent article.

Il est établi, pour chaque département, par le directeur général de l'agence régionale de santé, une liste de ces personnes inscrites portée à la connaissance du public.

Les étudiants en chirurgie dentaire mentionnés à l'article 2.1.2.4 de la présente annexe sont enregistrés sur une liste spécifique.

La prise en charge des modalités de cet enseignement est réalisée selon les modalités décrites à l'article 6.1.5 de la convention collective nationale des dentistes.

2.1.2.6. ? Remplacement de l'assistant dentaire absent

Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des dentistes prévoit que pendant la période d'absence connue ou pronostiquée inférieure ou égale à 4 mois, sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière temporaire ou définitive pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

2.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la fonction d'assistant dentaire

L'assistant dentaire assure les tâches décrites à l'article 2.4 de la présente annexe sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste.

Il est seul autorisé à secondar le chirurgien-dentiste dans l'aide opératoire au fauteuil.

L'assistant dentaire peut exercer aussi bien au sein d'un cabinet individuel que dans un cabinet de groupe ou un centre de soins. Il est soumis au statut professionnel.

2.1.4. ? L'assistant dentaire ne peut en aucun cas se substituer à la fonction du chirurgien-dentiste quant aux prérogatives attachées au diplôme de chirurgien-dentiste.

2.1.5. ? Un chirurgien-dentiste peut se faire aider dans son cabinet par un ou plusieurs assistants dentaires.

2.2. ? Formation

Elle est régie par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation des assistants dentaires.

Le titre d'assistant dentaire atteste des compétences requises pour exercer les activités du métier d'assistant dentaire.

Il est délivré aux personnes ayant suivi la totalité de la formation conduisant à ce titre et réussi les épreuves de certification, sauf desinpe pelartie dans les cas prévus par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation conduisant au titre d'assistant dentaire ou aux personnes ayant validé les acquis de leurs expériences professionnelles en vue de son obtention.

2.2.1. ? Conditions d'accès à la formation

2.2.1.1. ? Voies d'accès

Le titre d'assistant dentaire est obtenu par les voies suivantes :

- a) La formation en contrat de professionnalisation ;
- b) La formation par apprentissage ;
- c) La formation professionnelle continue ;
- d) La validation des acquis de l'expérience professionnelle ;
- e) La formation initiale.

2.2.1.2. ? Pour être admis à entreprendre les études conduisant au titre d'assistant dentaire, le candidat doit être âgé de dix-huit ans révolus pour l'entrée en formation et justifier d'un titre ou diplôme de niveau 3.

2.2.1.3. ? La sélection des candidats, réalisée par l'organisme de formation, s'opère sur la base d'un dossier déposé par le candidat et d'un entretien qui permet d'apprécier la motivation de celui-ci des postulants.

2.2.1.4. ? Sous réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3 :

1° Le titulaire d'un des diplômes mentionnés aux titres Ier à VII

et IX du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ou d'un diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière est dispensé des unités d'enseignement 7 et 8 ;

2° Le titulaire du diplôme de maître assistant en électroradiologie médicale est également dispensé de l'unité d'enseignement 6 ;

3° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'aide dentaire est dispensé des unités d'enseignement 1,3,4 et 7. Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il exerce la profession d'aide dentaire depuis plus d'un an à temps plein ;

4° Le titulaire de la certification de qualification professionnelle d'auxiliaire vétérinaire qualifié est dispensé de l'unité d'enseignement 7.

Les personnes visées aux points 1° et 2° sont dispensées du suivi de l'enseignement en vue de l'obtention de l'attestation de formation aux gestes de soins d'urgence de niveau 2, si celle-ci a été validée depuis moins de quatre ans.

2.2.1.5. ? Sous réserve de la réussite aux épreuves de sélection prévues à l'article 2.2.1.3., le titulaire d'un diplôme ou d'un titre permettant l'exercice de la profession d'assistant dentaire ou de chirurgien-dentiste obtenu en dehors d'un état membre de l'Union européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Principauté d'Andorre ou de la Confédération suisse peut être dispensé d'une partie de la formation par la CPNE-FP des cabinets dentaires, après étude d'un dossier composé des pièces justificatives suivantes :

1. Une copie d'une pièce d'identité ;
2. Une copie de son diplôme ou titre ;
3. Un relevé du programme des études suivies, précisant le nombre d'heures de cours par matière et par année de formation, la durée et le contenu des stages réalisés au cours de la formation ainsi que les résultats d'évaluation continue, le tout délivré et attesté par une autorité compétente du pays qui a délivré le diplôme ou le titre ;
4. La traduction en français par un traducteur agréé auprès des tribunaux français de l'ensemble des documents prévus aux points 2 et 3 ;
5. Un curriculum vitae ;
6. Une lettre de motivation.

2.2.1.6. ? L'admission définitive en formation est subordonnée à la présentation d'une attestation médicale d'immunisation et de vaccination obligatoires conformément au texte du code de la santé publique en vigueur.

2.2.1.7. ? La prise en charge des droits annuels d'inscription et des frais de scolarité est fixée dans la convention de formation individuelle ou professionnelle.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est désignée comme seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'assistant dentaire.

Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en œuvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux objectifs définis par l'arrêté du 8 juin 2018 relatif à la formation conduisant au titre d'assistant dentaire.

La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule habilitée à délivrer le titre d'assistant dentaire.

L'employeur est tenu d'assurer la formation initiale nécessaire à l'exercice de la fonction et de verser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, unités ou cours théoriques en vue de la préparation à la validation de la formation.

2.3. ? Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Le titre d'assistant dentaire est accessible par la VAE à toute personne ayant acquis au moins une année d'expérience (équivalent temps plein, soit 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en rapport avec la profession visée,

Afin d'obtenir tout ou partie de la certification, le candidat doit :
? s'inscrire dans le processus de VAE auprès de la CPNE-FP des cabinets dentaires et suivre la procédure définie par celle-ci dernière ;
? présenter son dossier devant le jury ;

? valaier les 8 compétences cnsutivvoets du dsiesor de vtliodaain (livret 2) ;
? s'engager à surive les préconisations du jury si les 8 compétences ne snot pas validées lros du pgsasae dvaent le jury.

2.4. ? Définition des activités ou acets réalisables par l'assistant dentaire

Les activités ou atecs réalisables par l'assistant dntaiere snot fixés par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 reltaif aux modalités d'exercice de la pifosrosen d'assistant detinare et précisés par l'arrêté du 8 juin 2018 rlatief à la frtmiaoon cnounadsit au tirtre d'assistant dentaire.

2.4.1. ? Activités professionnelles

Sous la responsabilité et le contrôle eetcffif du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dnas le cmahp de la médecine bucco-dentaire, l'assistant daeritne est habilité à piqrauetr les activités sauvnites dnas le rpeecst des règles d'hygiène et de sécurité :

- 1° L'assistance du chirurgien-dentiste ou du médecin exerçant dnas le cmahp de la médecine bucco-dentaire dnas la réalisation des getess avant, pnednat et après les snois ;
- 2° L'accueil des ptiaents et la canmiutoomcin à luer anotteitn ;
- 3° L'information et l'éducation des piattnes dnas le cmhap de la santé bucco-dentaire ;
- 4° L'entretien de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et la gseiton du ruiqse iifntueecx ;
- 5° La gsioetn et le sviui du dsolers du paentit ;
- 6° Le recueil, la taimnisrossn des informations, la msie en ?uvre de la traçabilité dnas le cdare de la sruruttce de snios ;
- 7° L'accueil, l'accompagnement des anatissssts deteiarns en froatimon ou neuuoavx aritrnavs dnas la stturrcue et l'amélioration des preiqauts professionnelles.

2.4.2. ? Activités détaillées

2.4.2.1. ? Anscistsae du preitaicn dnas la réalisation des gteses avant, pdnanet et après les snois :

- ? préparation de l'environnement adapté aux snios à réaliser ;
- ? isaltitalnon du ptaient en alnaqppiut les bnenos partqueus d'ergonomie ;
- ? préparation des matériaux, piurodts et matériels nécessaires aux snios ;
- ? msie à disposition, présentation et mliapitanuon des instruments, produits, matériels et aeurts dfssiipitos médicaux nécessaires aux snois ;
- ? aaintssce à la préparation, à la réalisation et au sviui des snios ;
- ? sviui du patinet pnednat le déroulement du sion et après le sion ;
- ? évaluation et sviui de la doeulur du panteit ;
- ? msie en ?uvre de getses de pimeres secours.

2.4.2.2. ? Acciuel et cicotimoanmun auprès des pitntes :

- ? aucecil des patients, écoute et aoprpt d'une réponse adaptée, y copmirs en statuiion dcliffie ;
- ? apropt d'informations abslscecies et adaptées au pient en tenant cotpme de ses besoins, de ses danedmes et de la stiuiotan ;
- ? condiute d'un etetnrien de reuceil de données médico-sociales nécessaires aux snois et à l'identification des siuttaonis d'urgence ;
- ? obrasetivon de l'état général du peniatt ;
- ? évaluation des capacités vbereals et non vbelaes du ptnieat ;
- ? trntmeeait et tnismrsiaon au peiitrach des données médico-sociales et des capacités vebaelrs et non vbaelrs du pntiaet nécessaires aux snois ;
- ? arppot au ptineat d'explications sur le foinconntement de la srrcutute de sions ;
- ? utialostiin des oltius de cicotminuamon mis à doiptiossin par la strtcuue de snios ;
- ? ooitnagrsain de l'espace d'accueil.

2.4.2.3. ? Iorofmtanins et éducation des pteanits dnas le champ de la santé bucco-dentaire :

- ? ctuiode d'un eitetrnren d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
- ? arppot de csnolies aux paeintts dnas le dinoame de l'éducation à la santé et de l'hygiène bucco-dentaire, de l'entretien des prothèses et orthèses bucco-dentaires, vianst à puoromoivr ou recfneorr des cmoeitroemnpns favaerlobs à la santé ;
- ? apoprt aux ptianes de ceionnaacnsss théoriques et peiurtaqs raelivtes à l'hygiène bucco-dentaire, aux matériels et ptuordis associés ;

- ? présentation et eoaxciipltn des dctmneous de prévention et d'éducation à la santé bucco-dentaire ;
- ? aroppt d'éléments coieutrnrbruts à l'élaboration de duencmots d'information à la santé bucco-dentaire et de sivui de l'observance du pitneat ;
- ? etiixalpcn de modalités nécessaires à la réalisation du sion et de son suivi.

2.4.2.4. ? Eernettin de l'environnement de soins, des matériels liés aux activités et goitesn du rsuqie infeiuextex :

- ? eerittnn aanvt et après snios de la slale de stérilisation et de la slale de soins, paictialinfon de ces activités ;
- ? temretaint des matériels et dfoptiisss médicaux ;
- ? psire en caghe de la chaîne de stérilisation soeln les rmemidatnocnaos en vugeiur et pniolcaiatfn de ces activités ;
- ? contrôles, traçabilité des différentes étapes de la stérilisation et aetrlr aifn d'assurer la continuité des snois ;
- ? contrôle, cmmennoieintdt et rennamegt des matériels, matériaux, puitdros et ditfoispiss médicaux ;
- ? rmnneget et sviui des stocks de matériels, matériaux et ptuiouds et aletre aifn d'assurer la continuité des snois ;
- ? tri et élimination des déchets dnas les cattnoenns appropriés en fictionon des citricus définis par la réglementation en vigueuer ;
- ? coiorutitbnn à l'élaboration et à la msie en ?uvre des procédures de gotsien du rqsuie infectieux.

2.4.2.5. ? Gostein et sviui du dsseior du pteinat :

- ? pirs de rendez-vous ;
- ? iciotaiientfdn des urnceegs ;
- ? mocaiiitfdon de l'agenda en fntcoion des imnnaofiotrs recueillies, du contexte, des sitiuaants et des imprévus ;
- ? oniraosaitgn du plnannig des snios du penaitt solen les cegoinsns du ptaeriicn ;
- ? création et sviui du desoir aiairtntndmf du pieatnt ;
- ? création et sviui du dsseior médical du panetit ;
- ? uittisalion de lcelgoiis prneelsosnfois et métier ;
- ? préparation, soeln les idicniotans du praticien, des dntcouems et ioinrmtfoans nécessaires à la pirs en caghe du pteanit ;
- ? aoprpt d'explications sur les modalités de prise en caghe des snois ;
- ? ssiaie des aetcs sloen les iittnsnuocs du pcaeriitn ;
- ? préparation des fleleuis de sion en vue de luer tiaoisnssrmn ;
- ? svui des tismnaiosrns ;
- ? ecmiennssaet des honoraires.

2.4.2.6. ? Recueil, taisosnismn des inomrniftoas par écrit et/ ou par oarl et msie en ?uvre de la traçabilité, dnas le crdae de la srurtute de snios :

- ? tsiisoimnsran des itfonnmioas sur les soins, ooabsivrents et meeurs réalisées, au sien de la struuctre de snios ;
- ? torimanssn d'informations lros de réunions dnas la sructure de snios ;
- ? ctubiirtoon à la cdriooonoatn des snios des patients, dnas le crade de la scuurrte de snios ;
- ? préparation en vue de la tmisrasonsin et réception des duoenctms nécessaires aux atures pneeslniofosrs de santé en raloetin aevc les sions du pniteat ;
- ? crtiaondioon et traçabilité aevc les loariaebtrts de prothèse.

2.4.2.7. ? Accueil, aneaoemmepncgct des aisntsasts dtieanres en fimoatron ou nauouevx anarvtris dnas la suucrte et amélioration des putriaques pnsoeeefrnlolns :

- ? acieul des psenones en formation, des noavueux aiavtrns ;
- ? expiolaicn de l'organisation de la surttcuc de sions et des fnttcoios de cuhae peonoesisfnl ;
- ? arppot des iroatfinmnos nécessaires sur les modalités de réalisation des activités des penrneoss en fioartmon ;
- ? otigioaransn des activités des pesernons en ftroomain ;
- ? ancpmomenacegt de la réalisation des activités et aoprpt des exicniaoplt nécessaires aux pnonerses en fomraiton ;
- ? oiasvebotrn et réajustement si nécessaire de la réalisation des activités des poseernns en formaotn ;
- ? apport d'une appréciation lros de l'évaluation de la pnrnsioee en firtmoan par le ttuuer ;
- ? auto-évaluation de ses peatquris porineselenlofss ;
- ? détermination de ses bnseois en ftroomian ciutnone ;
- ? cinirutobton à l'organisation eornmiquoge des ptseos de tivraal ;
- ? ctbnioiroutn à l'évaluation des riqseus psneolinrefoss au trviaal ;
- ? csnaaoscinne et repesct des lietms légales de son champ d'activités.

2.5. ? Rémunération

Le srailae de l'assistant dinartee qualifié et stiigaare est fixé, a

minima, conformément à la grille des salaires en vigueur.

L'assistant dentaire bénéficie de la prime d'ancienneté au même titre que les autres salariés du cabinet dentaire.

L'assistant dentaire siagira n'en bénéficie cependant pas pendant la durée de sa formation (dans la mesure où la durée de celle-ci ne lui permet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire pour pouvoir prétendre au versement de cette prime).

Toutefois, une fois la qualification acquise, l'ancienneté doit être calculée depuis la date de son entrée dans l'entreprise.

Si l'assistant dentaire est amené à effectuer des travaux de secrétariat décrits au chapitre VII ci-dessous, il bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.16 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

III. ? L'emploi d'aide dentaire

3.1. ? Exercice de la profession

3.1.1. ? Personne habilitée à exercer la profession d'aide dentaire

Nul ne peut remplir les fonctions d'aide dentaire s'il n'est pas titulaire du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire reconnu par la CPNE-FP des cabinets dentaires ou en cours de formation ou de validation des acquis de l'expérience, tels que décrits dans l'accord étendu du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle dans les cabinets dentaires libéraux, et destiné à obtenir la qualification d'aide dentaire.

3.1.2. ? Rattachement de l'aide dentaire absent

3.1.2.1. ? Par dérogation au présent article, l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires prévoit que, pendant la période d'absence continue ou discontinue inférieure ou égale à 4 mois sur les 12 derniers mois, le salarié absent de manière temporaire ou définitive pourra être remplacé par un salarié n'ayant pas la même qualification.

3.1.2.2. ? Les étudiants en chirurgie dentaire peuvent être autorisés à exercer la profession d'aide dentaire en remplacement d'un aide dentaire en poste pendant les périodes de vacances universitaires lorsqu'ils ont validé le 1er cycle des études universitaires en France.

3.1.3. ? Périmètre de l'exercice de la profession d'aide dentaire

L'aide dentaire assure les tâches décrites à l'article 3.3 sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un chirurgien-dentiste ou sous le contrôle effectif d'un assistant dentaire à qui cette tâche est confiée par le chirurgien-dentiste, dans le cadre de l'activité du cabinet dentaire. Hors le cas où l'aide dentaire effectue le remplacement d'un assistant dentaire dans le cadre de l'article 3.6.3 de la convention collective nationale des cabinets dentaires, il ne peut être présent dans la salle de soins pendant la réalisation d'une intervention professionnelle effectuée par le praticien.

Il est soumis au serment professionnel.

3.1.4. ? Un chirurgien-dentiste peut se faire aider par un ou plusieurs aides dentaires.

3.2. ? Formation

3.2.1. ? La CPNE-FP des cabinets dentaires est seule compétente pour définir l'organisation de l'enseignement dans le cadre de la formation d'aide dentaire.

Seuls les organismes de formation agréés par la CPNE-FP des cabinets dentaires sont habilités à mettre en œuvre la formation et à organiser les épreuves de validation des connaissances.

La formation doit être réalisée conformément aux dispositions du titre VII ? Formation professionnelle ? de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

La CPNE-FP est seule habilitée à délivrer la qualification d'aide dentaire reconnue par la convention collective nationale des cabinets dentaires.

L'employeur est tenu d'assurer la formation nécessaire à l'exercice de la fonction et de laisser au salarié concerné le temps nécessaire lui permettant de participer à tous les stages, modules ou cours théoriques mis en place par la profession en vue de la préparation à la validation de la formation.

3.2.2. ? Conditions d'entrée en formation

Tout salarié du cabinet dentaire embauché en contrat de professionnalisation ou tout salarié en stage qui bénéficie d'un dispositif de reconnaissance ou de promotion par l'alternance (Pro-A) en vue de l'obtention du certificat de qualification professionnelle d'aide dentaire doit :

- ? être titulaire du BPEC ou du baccalauréat des collèges ou d'un diplôme, titre ou qualification de niveau équivalent ou d'un diplôme de formation équivalent ;
- ? être âgé de 18 ans au moins ;
- ? s'engager à suivre l'enseignement ;
- ? se présenter aux épreuves de validation ;
- ? assumer le personnel dans les tâches qui relèvent de sa compétence et de sa formation.

3.2.3. ? Validation des acquis et de l'expérience (VAE)

Le candidat à la qualification professionnelle d'aide dentaire est assebler par la VAE pour toute personne justifiant d'au moins une année d'expérience (équivalent temps plein soit 1 607 heures) salariée, non salariée ou bénévole en rapport avec la qualification visée.

Afin d'obtenir toute ou partie de la certification, le candidat doit :
? s'inscrire dans le parcours de VAE auprès de la CPNE-FP et suivre la procédure définie par cette dernière ;
? présenter son dossier devant le jury ;
? valider les 3 activités professionnelles du dossier de validation (livret 2) ;
? s'engager à suivre les recommandations du jury si les 3 activités ne sont pas validées lors du passage devant le jury.

3.3. ? Définition des tâches et acs réalisables par l'aide dentaire

L'aide dentaire remplit les fonctions de réceptionniste allongues s'ajoutent des fonctions nécessitant des capacités techniques, relationnelles et administratives.

Dans le cadre de ses fonctions, l'aide dentaire doit aussi :
? assurer la mise en fonctionnement du cabinet en étant responsable de l'entretien et de débrancher les appareils, d'en vérifier le bon état et leur fonctionnement ;
? accueillir les patients ou tout autre visiteur du cabinet ;
? répondre au téléphone, fixer les rendez-vous et gérer le cabinet de rendez-vous ;
? réguler le fonctionnement du cabinet ;
? être capable d'identifier les données des patients et de les transmettre au praticien ou à une assistante ;
? être capable d'écouter, de discernement, de discrétion et de devoir de réserve ;
? posséder des connaissances en bactériologie et sur le lieu de travail d'exploitation du cabinet ;
? établir les fiches des patients, gérer les fichiers de dossiers médicaux, établir les fichiers de soins et les documents pour les analyses complémentaires, effectuer et enregistrer les examens des patients ;
? assurer les rendez-vous ;
? nettoyer, décontaminer les surfaces des lobbies et les pièces de travail ;
? débarrasser, décontaminer, nettoyer, stériliser et ranger les instruments ;
? développer, identifier et classer les clichés de radiologie dentaires ou les documents préparés résultant de l'utilisation d'appareils d'imagerie médicale ;
? assister, dans la limite de ses compétences, le praticien dans les situations d'urgence ;
? assurer les rendez-vous avec les laboratoires de prothèse ;
? gérer le stock de matériel et de produits consommables et assurer leur traçabilité ;
? assurer les commandes de fournitures et leur suivi.

3.4. ? Évolution du métier

L'aide dentaire titulaire du certificat de qualification professionnelle peut, par la formation continue, obtenir le titre d'assistant

dtrneiae en sinavut la fitaoomrn et vlnaaidt les unités d'enseignements saunitvs :

UE 2 : reilatn cmiotmoinaucn éducation et pmoitoorn de la santé.

UE 5 : atssncaie au praticien.

UE 6 : eamexn complémentaires-gestion des snois d'urgence.

UE 8 : oosiartnagin du tviraal ? anmeogpmnecact des pnorenses en faoomritn et en intégration.

Il est dispensé des unités d'enseignement 1, 3, 4 et 7.

Il est également dispensé de l'unité d'enseignement 8, s'il erecxe la pisofrseon d'aide dnraetie deiups puls d'un an à tpmes plein.

Cette fmoairton puor l'obtention du trtie d'assistant dnatreie puet être financée dnas le carde :

? du paln de développement des compétences ;

? du compte peosenrnl de faioormtn (CPF) ;

? de la vldtaiaon des acqius de l'expérience ? peilrltae ?.

3.5. ? Scinatnos des études

À la fin de cquahe année de stage, les cosnnaisnaces snot contrôlées au moyen d'un exeman suos la responsabilité du crtnee de formation.

Les hruees d'examen (entre 3 et 5 heures) ne snot pas crimpeoss dnas le tepms de formation.

L'OPCO (opérateur de compétences) désigné par la barnhce prrnde en cahrgé le finecennam de ces heuers cmoe des huers de formation.

L'examen croptmoe une épreuve théorique écrite et une épreuve pratique.

En fin de première année de formation, une qitousn d'examen derva pteror oerntgmbaielit sur la décontamination et/ ou la désinfection.

En fin de deuxième année, une qtoiusen drvea pteorr orleentabiogmit sur la stérilisation.

L'échec à l'examen entraîne le mnateiin du sitaagire dnas la catégorie d'emploi d'origine.

Tout srgatiiae a droit, en cas d'échec, à présenter 2 fios ecroe consécutivement (sauf empêchement dûment constaté puor raosin de frcoe majeure, et apprécié par le cetrne de formation, suos sa responsabilité, et le contrôle en deneirr rosesrt de la CNPE-FP) l'examen snaiacntnt le passgae au naeivu supérieur.

L'échec à 3 examens, consécutifs ou non, entraîne la déclaration d'inaptitude à l'emploi d'aide dritenae qualifiée.

3.6. ? Rémunération

Le slaaire de l'aide drtaenie qualifié ou sigritaae est fixé, a minima, conformément à l'annexe la gllrie des sialas en vigueur.

L'aide drtianee bénéficie de la pimre d'ancienneté au même trtie que les atrues salariés du cibneat dentaire.

L'aide drtaiene srgaiatie n'en bénéficie caepednnt pas pndenat la durée de sa fmtoroian (dans la muesre où la durée de celle-ci ne lui pmreet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire puor pooviuir prétendre au veemrenst de ctete prime).

Toutefois, une fios la quicaiaflotin acquise, l'ancienneté diot être calculée dpiues la dtae de son entrée dnas l'entreprise.

Si l'aide deaintre est amené à eefucfetr des tvaarux de secrétariat décrits au chptirae VII ci-dessous, il bénéficie de la pmie de secrétariat tlele que définie à l'article 3.16 de la cnnoitoevn ctiovllece nontilaee des cnabiets dentaires.

IV. ? Fatromion cuiontne obligatoire

4.1. ? Fimraootn cniuothe ? aoetsattitn de foroitamn aux gteess et sonis d'urgence de naeivu 2 (AFGSU 2) ? puor l'assistant dentaire

Depuis 2016, la poisfreson d'assistant dnateire est inrcsite au

cdoe de la santé publique.

Ce nevuaou sattut a ntnommaet puor conséquence directe, l'obligation puor l'assistant deaintre de vaedilr l'attestation de froamiton aux gsetes et snois d'urgence (AFGSU) de naeivu 2.

La durée de validité de cttee asoetttitan est de 4 ans.

La pgoaoitron de ctete atoaeittstn puor une durée équivalente est subordonnée au svuii d'une fraomtoin prtnaot sur l'actualisation des csainesnocans :

? rvitleeas aux uenercgs veaitls ;

? en lein aevc l'actualité stfeuqinicie dnas le dmaonie de la médecine d'urgence ou de l'actualité sanitaire.

Par conséquent :

? puor l'assistant ditranee stagiaire, entré en froaitmon depius le 1er jineavr 2019, l'AFGSU 2 fnaisat partie intégrante de la frmotaoin initiale, celui-ci drvea la mrtete à juor tuos les 4 ans, cmome le précise le ttxee légal régissant l'AFGSU, à pritar de la dtae d'obtention du tirt d'assistant dntariee ;

? puor l'assistant ditearne déjà qualifié au 1er jneivar 2019 ou en corus de fmiothroan à cttee date, celui-ci-devra se mtrtee en conformité via la fmothroan plroninfolessee continue, aifn de viaedilr la fmiothroan cosnorpenardt à l'AFGSU de neiavu 2. Pius il derva la mtrtee à juor tuos les 4 ans à pritar de la dtae d'obtention de ctete formation.

Le tmeps de fotiamorn nécessaire à la délivrance de ctete ataittsteon est considéré cmome du tmeps de tvaairl effectif.

4.2. ? Fatimoron ciunnote ? astoiattten de friaoomtn aux gesets et sinos d'urgence de nieavu 1 (AFGSU 1) ? puor l'aide dentaire

Depuis l'arrêté du 3 mras 2006 rialtf à l'attestation de foitmoran aux gteess et snois d'urgence (AFGSU), abrogé et remplacé par l'arrêté du 30 décembre 2014 reitlaf à l'attestation de frmaooitn aux gestes d'urgence, l'aide deitarne a l'obligation de vealidr l'attestation de fmrtioan aux gestes d'urgence de niaevu 1.

La durée de validité de ctete aitoatstetn est de 4 ans.

La paoiorogtrn de cette attoetiastn puor une durée équivalente est subordonnée au svuii d'une foitoramn pantort sur l'actualisation des csinecaoonns ptnrot sur les gsetes et soins d'urgence, en lein aevc l'actualité satnraie et scientifique.

Le tepms de ftmioaron nécessaire à la délivrance de cette atiottasten est considéré cmome du tmeps de tarival effectif.

4.3. ? Fioarotmn cunoitne ? stérilisation puor les aiststnsas et adies dentaires

La CPNE-FP des ceatibns dentaires, sulee compétente puor définir l'organisation de l'enseignement dnas le cadre de la ftothroan d'assistant daietrne et adie dateinre sathouie que les asasttsins et adeis dintarees eecnerxt tjuuoros lreus activités en conformité aevc les rnamamndoeectis et préconisations snitfciiques en vueigur en piceautlirr en matière de stérilisation.

Pour ce faire, à cpeotmr du 1er jvinear 2019, tuot aiasnstst et adie dtaienre a l'obligation de siruve une fmioatrn cniounte en stérilisation.

Cette fioatmron diot être renouvelée tuos les 5 ans à ctepomr de l'année l'obtention du trtie d'assistant daeinrte et/ ou du ctearfciit de qiacouaflitrn peoifelnorlnsse d'aide dentaire.

Cette msie à neivau des cinonsacenass d'une durée de 7 herues puet être siuive en présentiel ou en ftiatomorn ovturee à diascnte (FOAD).

Cette fmioatrn dreva oeenbimligtraot avior reçu l'agrément de la CPNE-FP des cbatnies dentaires.

La frtmoioan présentielle ne puet être siiuve que dnas un osarnigme de ftarioomn agréé par la CPNE-FP des cebntias dentaires.

Pour la FOAD, seeuls les faoritmons anayt reçu l'agrément de la CPNE-FP des cibeatns daerintes fnot foi puor saaitfrsie à l'obligation de formation.

Le temps de formation nécessaire au suivi de cette mise à niveau des professionnels est considéré comme du temps de travail effectif.

V. ? Formations continues facultatives

5.1. ? Formations

Les associations professionnelles tiennent du titre tel que défini par l'article L. 4393-9 du code de la santé publique et les aides financières détenteurs du CQP ad hoc peuvent en outre une formation continue en vue d'obtenir une formation complémentaire dans des disciplines spécifiques telles que la géométrie assistée par ordinateur du cabinet dentaire.

Seuls les professionnels titulaires du titre tel que défini par l'article L. 4393-9 du code de la santé publique peuvent engager une formation continue en vue d'obtenir une formation complémentaire dans des disciplines spécifiques de la chirurgie dentaire, notamment orthopédie dento-faciale, parodontologie, implantologie, chirurgie orale.

La CFPNP des professionnels de soins est seule habilitée à définir les formations complémentaires, à élaborer les programmes afférents, à mettre en œuvre les formations, à définir le cadre des garanties de qualité des soins de formation et à choisir ceux qui la délivreront.

La CFPNP est seule habilitée à délivrer les formations complémentaires aux salariés qui ont adhéré à la validation de leur formation continue complémentaire.

Ne sont autorisés à organiser l'enseignement et les épreuves de validation que les organismes répondant au cahier des charges établi par la CNEFP des cabinets dentaires et choisis par celle-ci.

La formation en vue de l'obtention d'une formation complémentaire peut être financée sur le plan de développement des compétences.

5.2. ? Formation continue ? formations complémentaires ? réservées aux assistants et aides dentaires

5.2.1. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire et/ou l'aide dentaire ? formation complémentaire assistive ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les professionnels dans l'ensemble de la prestation d'odontologie du cabinet dentaire.

En complément de ses fonctions et compétences professionnelles habituelles, l'assistant dentaire et/ou l'aide dentaire « formation continue assistive » possède les connaissances spécifiques techniques nécessaires pour assister le praticien dans la gestion administrative du cabinet dentaire, acquises à l'issue d'une formation complémentaire dans le programme, la mise en œuvre et la validation des soins confiées à la CFPNP des cabinets dentaires.

5.3. ? Formation continue ? formations complémentaires ? réservée aux assistants dentaires

5.3.1. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire ? formation complémentaire en orthopédie dento-faciale (ODF) ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les professionnels exerçant l'orthopédie dento-faciale.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? formation complémentaire ODF ? possède les connaissances techniques, professionnelles et administratives nécessaires pour assister le praticien en orthopédie dento-faciale, acquises à l'issue d'une formation complémentaire dans le programme, la mise en œuvre et la validation des soins confiées à la CNEFP des cabinets dentaires.

La CFPNP reconnaît l'équivalence aux associations professionnelles de formation d'assistant dentaire qualifié en ODF, délivrée par les organismes de formation antérieurement à la décision de la CNEFP du 16 mars 2007, valant le référentiel de formation complémentaire en orthopédie dento-faciale de 100 heures.

5.3.2. ? Activités et actes réalisables par l'assistant dentaire ? formation complémentaire parodontologie-implantologie ?

Il est l'auxiliaire particulièrement désigné pour assister les professionnels exerçant la parodontologie, la chirurgie orale et/ou l'implantologie.

En complément de ses fonctions habituelles, l'assistant dentaire ? formation complémentaire parodontologie-implantologie ? possède les connaissances techniques, professionnelles et administratives nécessaires pour assister le praticien exerçant la parodontologie, la chirurgie orale et/ou l'implantologie, acquises à l'issue d'une formation complémentaire dans le programme, la mise en œuvre et la validation des soins confiées à la CNEFP des cabinets dentaires.

Pour délivrer cette formation, l'organisme de formation doit être agréé par la CNEFP.

5.4. ? Rémunération

La mise en œuvre au sein du cabinet dentaire des compétences acquises en formation et par la validation d'une formation complémentaire telles que définies ci-dessus sera mentionnée dans le contrat de travail ou le contrat d'un avenant écrit au dit contrat, il y sera également précisé le montant du complément de salaire afférent, conformément à la grille salariale en vigueur.

VI. ? Fonctions administratives

Les emplois concernés comprennent des fonctions d'accueil ou de secrétariat. Ils ne peuvent conduire à un travail d'assistance du praticien pour des fonctions techniques relevant des tâches d'aide, d'assistant ou de prothésiste dentaire dans les fonctions définies aux articles 1.1, 2.1 et 3.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

6.1. ? Le (la) réceptionniste ou l'hôte (sse) d'accueil

Cet emploi consiste à :

- ? assurer la réception des patients ;
- ? répondre au téléphone et fixer les rendez-vous ;
- ? classer les dossiers de soins médicaux, préparer les feuilles de maladie destinées à la sécurité sociale et aux assurances complémentaires.

Lorsque le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil effectue des travaux de secrétariat décrits au point V ci-dessous, il ou elle bénéficie de la prime de secrétariat telle que définie à l'article 3.14 de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Ce personnel est tenu au secret professionnel.

6.2. ? Secrétaire technique, emploi santé

Cet emploi consiste à :

- ? l'aide à la gestion du cabinet ;
- ? l'accueil des patients et gestion des appels téléphoniques ;
- ? la rédaction et la saisie de documents ;
- ? la comptabilité ;
- ? assurer le secrétariat technique du cabinet.

La secrétaire technique, emploi santé, assure les tâches décrites à l'article 6.2.1. Elle est autonome dans son activité, qu'elle exerce sous la responsabilité de l'employeur ou du responsable désigné par celui-ci.

Ce personnel est soumis au secret professionnel.

6.2.1. ? Définition des tâches

Les tâches du (de la) secrétaire technique et notamment celles du (de la) secrétaire technique, emploi santé sont fixées par les référentiels d'emploi, compétences et de formation du titre ? Secrétaire technique ? de niveau IV inscrit au RNCP par l'union nationale des professions libérales (arrêté du 3 novembre 2008, Journal officiel du 16 novembre 2008).

- 6.2.2. ? La secrétaire technique, emploi santé a capacité à :
- ? assurer l'accueil au sein du cabinet dentaire ;
 - ? maîtriser la communication téléphonique ;

? gérer l'agenda et les pesris de rendez-vous du canebit ;
 ? maîtriser les fcinnotos de bsae et avancées d'un temeiratnt de ttexe (Word), d'un teluabr (Excel) et d'un ligoceil de mgisaseere électronique (Outlook Express) ;
 ? pdiorue les crouires plsfooenreins ;
 ? purroide les dcnouemts poeefsrinnlos sur iqirtfmunaoe ;
 ? ernegsterir les pièces cotlambeps ;
 ? préparer et sruvie la ftutocraian ;
 ? arusser l'organisation amvrsidainttie et matérielle du ciebnat ;
 ? repmrlr les oniotgilabs socalies de l'entreprise ;
 ? créer et svruie les doeriss des pientats ;
 ? établir les dreissos de rbummoetsrees ;
 ? contrôler le cas échéant les rmrnunbsetseos ;
 ? connaître et aeiuplpr les poleocorts d'entente préalable et aursesr luer sviui ;
 ? aulpqr une procédure qualité ;
 ? flmersaior les procédures d'hygiène et de sécurité meiss en palce dnas le cabinet.

6.2.3. ? Fmatoior et qualification

La foamitron s'effectue en anreltance en crtaont de palisnssoaefoinrtn ou dpissiof de rniesreocvn ou proiotomn par l'alternance (Pro-A).

Pour poiouvr accéder à la formation, la durée du taavril prévue au cntorat diot être au minmuim de 17 hueres hebdomadaire.

Tout salarié de cnieabt drteaine embauché en cotanrt de pasoiinorfetsailonn ou tuot salarié en pstoe qui bénéficie d'un dtiisospf ? Pro-A ? en vue de l'obtention du ttrie de secrétaire technique, oitpon santé, diot être âgé de 18 ans au mnois et jfstuiier d'un naiveu de fmoaroitn de fin d'études du deuxième clyce des études seoneaidcrs (niveau baccalauréat) ou d'un titre, diplôme ou qiiaoclfutin de nievau équivalent.

La fiotorman etnerxe est dispensée dnas les ctreens agréés par l'organisme certificateur.

La firomotn irnetne est assurée au ciabnet dentaire. L'employeur ou son représentant est tneu d'assurer la ftmaoorin itnrene nécessaire à l'exercice de la focnoitn et de lsseiar au salarié concerné le tmeps nécessaire lui pnertaemt de ptiacerpr à tuos les stages, mdueols ou curos théoriques mis en pclae par l'organisme ctaeirucfter en vue de la préparation à la vadtiaioln de la fomoirtan et l'obtention de la qualification.

Validation des auiqcs de l'expérience (VAE) :

Le ttrie de secrétaire technique, otpion santé est aicelsbcse par la vadoiialtn des auiqcs de l'expérience (VAE) snauivt les modalités définies par l'organisme certificateur.

Tout salarié de cbaient deantrie qui eangge une vatdaiolin des aciqs de l'expérience bénéficie des dotpiisosins légales et réglementaires en vuegiur à ce sujet.

6.2.4. ? Rémunération

Le slaarie de la secrétaire technique, oitpn santé, qualifiée ou stagiaire, est fixé, a minima, conformément à la gillre des saaleris en vigueur.

La secrétaire technique, opiotn santé bénéficie de la pmire d'ancienneté au même titre que les atrues salariés du cnbiaet dentaire.

La secrétaire technique, option santé sarigiate n'en bénéficie cnednaept pas pneadt la durée de sa foriatmon (dans la musere où la durée de celle-ci ne lui pmreet pas d'acquérir l'ancienneté nécessaire puor pouvoir prétendre au vsenemert de cette prime).

Toutefois, une fios la quocliafiatin acquise, l'ancienneté diot être calculée depius la dtae de son entrée dnas l'entreprise.

Ce personnel, de par sa qualification, ne puet prétendre à la pmire de secrétariat tlele que décrite au caithrpe VII ci-dessous de l'annexe I de la cinnvetoon ctilevocle naaonitle des ceitanbs dentaires.

VII. ? Eplmois d'entretien

7.1. ? Prnneeosl d'entretien

Il arsuse le ménage et l'entretien des lcauxx pofesolrnnesis et de lerus veios d'accès (sols, murs, portes, vitres, etc.).

En cas de nécessité impérative, occasionnée par la paikutre journalière, le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil, l'aide dentaire, l'assistant sairiagte ou qualifié doenivt ausemsr ces fonctions.

7.2. ? Entitreen du mlbeiior professionnel

L'aide dentaire, l'assistant dntraiee siiraatge ou qualifié asnsuret l'entretien du miobelir professionnel.

VIII. ? Tavurax de secrétariat

8.1. ? Définition

L'exécution régulière d'au moins une des activités non répertoriées dnas le référentiel d'activité de l'assistant dnraetie (tel que défini dnas le cdoe de la santé publique) snviutae :

1. La création et/ ou la rédaction des cuorreris et caeroenpnrdoscs psrsoeilfnneos des pcaetinirs ;
2. La rédaction des tvaurax d'études ou de rechhcere des peancitris ;
3. Les turaavx de pré-comptabilité du cebiant dentaire, entraîne le vrsmeenet de la pmire de secrétariat dnnot le mtoannt est défini à l'article 3.16 de la ctneoonivn cvecltloie nnaoiatle des cteainbs dentaires.

Ce mannott est proratisé puor les salariés tinvaarllt à temps partiel.

8.2. ? Modalités de dénonciation de la pmire de secrétariat

La spuesoprisn de la pmire de secrétariat ne puora irnveientr que par dénonciation.

La dénonciation ne prruoa irnevntier que par l'envoi d'une ltrete recommandée (LR).

La dénonciation ne srea etvffciee qu'à l'expiration d'un délai mmiinum de 6 mois. Le délai comcnmee à couirr à cpomter de la dtae d'envoi, par l'employeur, du cioerurr de dénonciation en lettre recommandée aevc aivs de réception (LR/ AR).

En cas de dénonciation, le salarié bénéficiera du meanitin de la pmire de secrétariat, pdanent le délai de 6 mios snas avior puor ataunt à exécuter les tâches ovunart dorit au vmnsreeet de cette prime.

La dénonciation de la pmrie srea mentionnée dnas un aeannvt au catonrt de travail.

8.3. ? Preonelsns concernés

Seuls l'assistant dentaire, l'aide dietnrae et la réceptionniste-hôtesse d'accueil pnueuvt prétendre au vesenmert de cette pmrie si au moins l'une des tâches mentionnées à l'article 8.1 ci-dessus est exécutée régulièrement.

8.4. ? Mesreus trrisiteonas pmrie de secrétariat ? meitonn complémentaire administrative

Le complément de srlaiae afférent à l'obtention de la meitnon complémentaire atdnimtisvarie s'entend comme une évolution de la pmrie de secrétariat.

À ce titre, à coepmtr du lenidamen de la sunrtiage de cet aanenvt le complément de srlaiae afférent à l'obtention de la moitnen complémentaire atririadtvmse se subiustte au vremenest de la pmrie de secrétariat.

1. ? Si le salarié vaidle le mduloe « mtnioen complémentaire avmrtnadtsiie »

Dans ce cas, le complément de sailare résultant de l'obtention de cette mnteion se seuusibrtta au vrsemenet de la pmrie de secrétariat le 1er juor du mios svuanit la dtae de vildaoiatn de la moietnn complémentaire administrative.

2. ? Si le salarié ne vaidle pas la mnioetn complémentaire

À titre expéctnoeintl et dérogoaire, la prmie de secrétariat du salarié en psote est mietunane dnas les coindoints de l'article VII ci-dessus jusqu'à la fin de son canotr de tiaarvl en cours. Le vrmseneet de la pimre pndrea dnoc fin au terme de celui-ci.

8.4.1. ? Période transitoire

Pendant une période transitoire, il est plobsise puor le salarié precnvaet la pirme de secrétariat de la prat de son epyuolemr actuel, dnas les cntidionos de l'article VIII du présent accord, d'obtenir la moettinn complémentaire atrnistviidmae snas en pesasr les épreuves et de pviecroer le complément de saialre en résultant, à cnotioidn (conditions cumulatives) :

? de pcrvieeor la pmrie de secrétariat deupis 5 ans miinum ;
? d'être âgé de puls de 50 ans.

Pour clea le salarié devra friae la dmeadne auprès de la CPNPI des cebtians deireants et présenter une ateittoastn de son eyelumopr jtsnaufit de cette situation. La CPPNI srtatuea aolrs dnas les puls bfres délais et vaidlera ou non l'obtention de la mtienon complémentaire aritasntdiimve par le salarié.

Elle srea alors conservée par le salarié tuot au lnog de sa vie professionnelle.

Cette période toarintsrie de 5 ans débutera le leeindman de la pitouarn de cet arccod au Jnroaul officiel.

8.4.2. ? Poenrensl concerné

Seuls l'assistant drtaenie et l'aide dretaine snot concernés par la muerse taonrtsiire car selus ces pnneleorss snot concernés par le complément de salraie résultant de l'obtention de la mniotn complémentaire administrative.

Par conséquent, les dtiissoiopns de l'article VIII rsetent tjuroous alpihcealps en l'état, uemnquient puor les catégories de prenneols suaivnt : réceptionniste-hôte (sse) d'accueil.

IX. ? Canmgneet de catégorie du salarié

À la suite d'une ftmiaoorn professionnelle, le salarié puot acquérir une neoulvle qualification. Si l'emploi cnpnedrsroorat à celle-ci n'existe pas dnas le cabinet, la nlueovle qolaifciautin n'est pas oplbsaoe à l'employeur.

Toutefois, si le chnegnaemt de qialiauiocftn inveientrt à la suite d'une firomaton iitanile ou cnnioute décidée par l'employeur, il devinet effietcf à cpometr du peermir juor du mios saviunt la dtae de nfooatiictn de l'obtention de la nluleove qualification.

Le cghannemet de qtaaiiclfuon fiat l'objet d'un aenvnat écrit au cranott de travail, précisant la nuvollee qualification, sa matérialisation par présentation du diplôme ou cirafetcit obtenu, sa dtae d'obtention et la désignation de l'organisme qui l'a délivré.

L'avenant précisera aussi les neuelovls cintoniots de tarival (notamment hriroas et répartition des juroos ouvrés de la smaneie s'il y a lieu), le siaarle et le miiatnen des atgaavens acquis.

X. ? Otibaoilngs de l'employeur pndet la fomoiartrn des salariés

Pendant la durée de la frotoiamn pirloelenosfsne des salariés,

Avenant n 10 du 15 septembre 2022 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

qu'elle dépende du paln de développement des compétences de l'entreprise ou de la froomtian en alternance, l'employeur est tneu d'assurer :

? le coût des esnennetmiags dispensés ;
? les faris de déplacement enrte le lieu d'implantation du cnabeit et le lieu où se déroule la foatrmoin ;
? les firas de rustriateoan et d'hébergement éventuels sur présentation de justificatifs, sur les baess reetneus puor le rembmrsouenue de ces mêmes firas par l'OPCO désigné par la bharcne presolfoislnnee des ctbnaias dtnreiaes ;
? à défaut d'une prise en cgrhae par l'OPCO, le rnesommeuret est effectué dnas les cniotidons snuivetas ;
? les fiars de déplacement entre le lieu d'implantation du cienbat et le lieu où se déroule la famiroton sur la bsae du taifr SCNF 2e clssae ;
? les fiars de rstaeaiuortn sur la bsae de la vealur du titre restaurant, tlele que définie par la loi de fecanins en vueigur ;
? les frais d'hébergement éventuel sur présentation de justificatifs, selon le barème défini par l'OPCO. »

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bahncre psleonfonesirle des ctenbias detaneris libéraux est très marieriaotejmnt composée des très peteits eeptrsrneis (TPE), dnoc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les periranaets suioacx ont nécessairement pirs en cpotme leus spécificités puor rédiger le présent texte, c'est pooruqi celui-ci ne crptmooe pas de règles particulières à luer sujet.

Article 3 - Date d'effet En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

Le présent aeannvt etrne en veuigur le lenmaeidn de sa pruiatn au Juraonl officiel.

Article 4 - Formalités administratives En vigueur étendu en date du 12 oct. 2022

4.1?Notification

À l'issue de la procédure de signature, le présent ananvet srea notifié par la pitrae la puls degiinlte des oniogrsinatas signataires, par lertte recommandée aevc aivs de réception, à l'ensemble des onaotasiinrgs représentatives, saniaritegs ou non.

4.2?Dépôt et extension

À l'expiration d'un délai de 15 juroos suvniat la nofocitiatin du texte et à défaut d'opposition, le présent aanvent srea déposé en duex erplaeixems (une vorisen sur srppout papeir signé des peirtas et une veosrin sur spuropt électronique) auprès des sirveecs cruenatx du ministère chargé du travail, dnas les cidnoitons prévues aux atlrceis L. 2231-6 et D. 2231-2 et saunivts du cdoe du travail.

En outre, un erlxiaempe srea établi puor cahuqe partie.

Les paerits setangaiirs cneovnnniet d'en demdenar l'extension. La ptarie la puls dgnieitle procèdera à la dandmee d'extension du présent annvaet dnas les mileurles délais et dnas les cnodoitnis prévues par le cdoe du travail.

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; CFE-CGC santé sioacl ; UNSA santé sociaux,

Article 1er - Modification des cotisations En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les dtiiosospnis de l'article 12 « Cstioioatns » de l'accord du 5 juin

1987, modifié en drneier leiu par anavnet n° 7 du 27 orocbte 2016, snot remplacées par cleles ci-après :

« La ciotoastin du régime cnvnintetoneol de prévoyance est fixée à 1,69 % TA(1)et TB(2)de la rémunération définie à l'article 5.4 de la cnnioetvon cclilteove ntaaiolne des caeintbs darteines répartie à htueuar de 0,56 % TA(1)TB(2)à la cahgre du salarié et 1,13 % TA(1)TB(2)à la crahge de l'employeur. »

- (1) Tarnche A (TA) : prtaie du sariale burt limitée au poaflnnd anneul de la sécurité sociale.
(2) Tachrhne B (TB) : parite du slaiare burt criopmse ertne 1 et 4 fios le pflonad aneunl de la sécurité sociale.

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bhnacre persisnofnooe des catiebns draenteis libéraux est très maijretmrainoet composée des très peeitts esteeprins (TPE), dnoc de mnois de 50 salariés.

Dès lors, les preneaiarts suacoix ont nécessairement pirs en cmotpe lrues spécificité puor rédiger le présent texte, c'est proquoui celui-ci ne cmtopore pas de règles particulières à luer sujet.

Article 3 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent aavnent ernte en vguieur le 1er jnaveir 2023.

Article 4 - Formalités administratives
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Avenant du 15 septembre 2022 relatif à la révision du titre VI de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDFT ; FNAF CGT ; FSAS CGT ; CFE-CGC santé sicaol ; UNSA santé sociaux,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Les aetcilrs 6.4 et sianuvts du trtie VI de la cvenoniton clcitveole des cbaneits dirteeans snot remplacés cmome siut :

«Article 6.4 (1)
Congés puor événements famailuix et prsnoneles

Tout salarié bénéficie, sur présentation d'un jtsaicuiftif et à l'occasion de ctairens événements, d'une aittiaruoson etnelnicxeople d'absence :

1. ? Mgaarie ou cnsuciooln d'un pctae ciivl de solidarité (Pacs) :
? monis de 6 mios de présence dnas l'entreprise : 4 juors ;
? au-delà : 6 jours.
2. ? Mgairae d'un ennfat :
? mions de 6 mios de présence dnas l'entreprise : 1 juor ;
? au-delà : 2 jours.
3. ? Maargie d'un frère ou d'une s?ur :
? au-delà de 6 mios de présence dnas l'entreprise : 1 jour.
4. ? Décès d'un ennfat :
? 6 jrous ;
? 7 jorus si l'enfant aivat mnios de 25 ans ou était lui-même

4.1.?Dépôt légal

Le présent aaennvt srea déposé en duex exmilperaes (une veirosn sur srpuot paiepr signé des paertis et une veisorn sur sprout électronique) auprès des siceervs curanetx du ministère chargé du travail, dnas les cinntodois prévues aux aerctlis L. 2231-6 et D. 2231-2 et saïtvuns du cdoe du travail.

En outre, un epameixlre srea établi puor cqhaue partie.

4.2.?Extension

La prtaie la puls dlntgeiie s'engage à ddmeenar dnas les mlurillees délais l'extension dnas les conodinitis prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent aaevnnt a puor objet de mfodieir les diostpnois ritealevs aux cosittoains du régime de prévoyance de la ctoveinnon ctlievlcoe noatlnaie des cinabtes dentaires.

Considérant la volonté des pinaeaterrs siaocux de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés non crades et ctnaontsat la satitouin déficitaire dduit régime, confirmé par les pièces cblmoeptas présentées et analysées par la cimmisoon paritaire, les peirats décident de procéder à un ajmsneuett du tuax de ctainoiotss aplipalcbé à cpotemr du 1er javnier 2023 et cinnnnoeevt des mitfooidanics suivantes.

parent.

5. ? Décès d'une pnsroene de mions de 25 ans à la cahrgé eeifcvte et pnemtnaere du salarié :
7 jours.

6. ? Décès du conjoint, du peiarnarte lié par un Pcas ou du cboicnun :
6 jours.

7. ? Décès du père ou de la mère, du beau-père ou de la belle-mère dnas les duex apconites :
3 jours.

8. ? Décès d'un grand-parent, d'un arrière grand-parent :
2 jours.

9. ? Déménagement

Après 6 mios de présence dnas l'entreprise : 1 jour.

Pour les événements décrits aux potins 1 à 9 et 13, il est accordé :
? 1 juor supplémentaire si l'événement a leiu à puls de 300 kilomètres du doicmle du salarié ;
? 2 jorus si l'éloignement excède 600 kilomètres.

10. ? Congé de deiul d'un ennfat de mnios de 25 ans, ou d'une pnnosere de mions de 25 ans à la crhgae eeticffve et patreennme du salarié :
8 juros ftbcineoaralns à pndrere dnas l'année snvuait le décès.

11. ? Nacsiasne d'un ennaft puor le père, le cbcouinn ou la cbinuncoe de la mère ou la pronsnee liée à elle par un miarage ou un Pcas :
3 jours.

12. ? Arrivée au foeyr d'un eanfnt placé en vue de son aoptdoin :
3 jours.

13. ? Journée défense et citoyenneté :
1 jour.

14. ? Anonnce de la suevunre cehz un ennfat d'un handicap, d'une poaghloite conurique nécessitant un apnsripsatge thérapeutique

ou d'un cnacer :
2 jours.

Ces jorus d'absence (correspondants à des jorus hlumntlbaeeit travaillés par le salarié) n'entraînent pas de réduction de la rémunération.

Ils snot assimilés à des juros de traaivl eeffticf puor l'acquisition des congés payés.

À l'exception du congé prévu au ponit 10 et suaf cas de force majeure, ils snot pirs dnas les 15 jorus qui eurotnent l'événement.

L'employeur en est informé au puls vite.

Article 6.5 Congé de pohcre adniat

Bénéficiaires

Le salarié qui diot s'occuper d'une poernnse handicapée ou fisnaat l'objet d'une ptree d'autonomie bénéficie d'un congé de pcrhoe aidant.

Le salarié diot aiovr un lein failmal ou étroit aevc celle-ci seoln les dsntopsioiis légales en vigueur.

Ce congé puet être pirs snas ciitondn d'ancienneté.

Durée

Le congé est d'une durée miaaxmle de 3 mois, relanveouble dnas la lmtiie d'un an puor l'ensemble de la carrière.

Maintien du sliaare

Pendant totue la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son epelymuor puor la période non travaillée.

Néanmoins, il puet pioveecrr suos cndiniotos des posiaerttns de la cssaie d'allocations familiales.

Article 6.6 Congé de solidarité fmlaalie

Bénéficiaires

Le salarié qui diot s'absenter puor aitsseer un pcohre ou une penosnre paartanget le même domicile, suraoffnt d'une phooiagtle mtnatet en jeu son psortionc vatil ou en pshae avancée ou terlainme d'une acffoiten grvae et icrbnuale bénéficie d'un congé de solidarité familiale, seoln les dsniiotipsos légales en vigueur.

Ce congé puet être pirs snas ctndnoiois d'ancienneté.

Durée

La durée maaxilme du congé est de 3 mois, rebuoneavlle une fois.

Maintien du sairale

Pendant ttoue la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son eepulomyr puor la période non travaillée.

Néanmoins, il puet pircoveer suos cooniintds des ptionsaetrs de la csisae d'allocations familiales.

Article 6.7 Congé de maternité

Bénéficiaires

La salariée bénéficie d'un congé maternité drnaut la période qui se stiuie auotr de la dtae présumée de son accouchement.

Durée

La durée de ce congé est variable, en fnotiocn du nbrome d'enfants à nirate ou déjà à charge, sloen les doiitpossnis légales en vigueur.

Il cmoortpe une période de congé prénatal et ptnaastol fixée par ces mêmes dispositions.

Maintien du slriaae

Pendant totue la durée de son congé maternité, la salariée a dorit suos cidoiotnns à des indemnités journalières versées par la sécurité sclaoie (SS).

La salariée, geul que siot son coantrt de travail, cnompatt une année de secrvie eicfftefs cunntois ou non au juor de la naissance, a diort pednant ttuoe la durée de son congé de maternité au mniaiten de son sliraae net, l'employeur dnaveit lui vsreer le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.8 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant

Bénéficiaires

Tout salarié, geul que siot son genre, bénéficie d'un congé de paternité en tnat que père ou atrue pnroesne vvaint en cuploe aevc la mère de l'enfant à l'occasion de la nnscaiaie de l'enfant.

Durée

La durée de ce congé est variable, en fonocitn du nrobme d'enfants à naître ou déjà à charge, selon les dsinsotpsios légales en vigueur.

Maintien du saarlle

Pendant ttuoe la durée de son congé, le salarié concerné a dirot suos conidnotis à des indemnités journalières versées par la sécurité scioale (SS).

Le salarié, geul que siot son ctatroat de travail, cpamontt une année de sevrceis efitfecfs cintonus ou non au juor de la naissance, a diort padennt ttuoe la durée de son congé de paternité au mtiain de son sralaie net, l'employeur dneavt lui vrseer le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.9 Congé d'adoption

Bénéficiaires

Tout salarié à qui l'autorité airviismtdnate ou tuot omiargsne désigné par vioe règlementaire cofnie un enafnt en vue de son adoption, bénéficie d'un congé d'adoption. Il puet être pirs par l'un des prtneas ou être réparti etrne les duex paretns salariés.

Durée

La durée du congé d'adoption vriaie selon le nbmore d'enfants déjà à charge, le nombre d'enfants en vioe d'adoption simultanée et le paartge ou non du congé etrne les parents, conformément aux dtsoipoinsis légales en vigueur.

Maintien de siraaale

Pendant ttuoe la durée de son congé d'adoption, le salarié concerné a diort suos ctoiinndos à des indemnités journalières versées par la sécurité sociale.

Le salarié, geul que siot son conatrt de travail, cmnoatpt une année de seiecvrs efeitcfis ctnniois ou non au juor où un eanfnt lui est confié en vue de son adoption, a dorit pnnadet ttuoe la durée de son congé d'adoption au mtaiienn de son srialae net, l'employeur dnaevt lui veesrr le cas échéant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Article 6.10 Congé puor efnnat madlae

Bénéficiaires

Une iatutoriosn d'absence est accordée à tuot salarié anyat à carhge un efannt de minos de 12 ans qui tbome malade, sur

justificatif médical.

La limite d'âge est repoussée à 20 ans pour les enfants nés en situation de handicap.

Pour un enfant à charge âgé de 12 à moins de 16 ans, le salarié bénéficie des dispositions légales.

Durée

Cette absence est limitée à trois jours par enfant concerné et par année civile.

À la suite de l'absence rémunérée les salariés peuvent bénéficier sur justificatif médical, d'un congé sans solde.

Les absences rémunérées et les congés sans solde précités peuvent être pris en une ou plusieurs fois.

Maintien de salaire

Les trois jours d'absence précités (correspondant à des jours habituellement travaillés par le salarié) n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour l'acquisition des congés payés.

Article 6.11 Congé de présence parentale

Bénéficiaires

Le salarié qui doit s'occuper d'un enfant à charge atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité, reconnu indépendamment une présence soutenue et des soins contraignants, bénéficie d'un congé de présence parentale selon les dispositions légales en vigueur.

Il peut être pris sans continuité d'ancienneté.

Durée

Le congé a une durée variable selon l'évolution de la pathologie de l'enfant et est fixée par les dispositions légales en vigueur.

Maintien du salaire

Pendant toute la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée.

Néanmoins, il peut percevoir ses cotisations des prestations de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.12 Congé parental d'éducation

Bénéficiaires

Les salariés ayant un an d'ancienneté à la date de la naissance de l'enfant ou, s'il est âgé de moins de 16 ans, de son arrivée au foyer en vue de son adoption, peuvent prendre, pour élever leur enfant, un congé parental d'éducation total ou partiel.

Ce droit peut être exercé à la fin du congé de maternité, de paternité ou d'adoption jusqu'au 3e anniversaire de l'enfant ou de l'arrivée au foyer.

Le congé partiel suspend le contrat de travail.

Sa durée est prise en compte pour moitié pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté (notamment prime d'ancienneté, licenciement).

Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis au début de ce congé.

À l'issue de ce congé, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération équivalente.

Durée

La durée maximale est fixée à une année. Le salarié peut

percevoir son congé total ou partiel dans la limite des trois années qui suivent la naissance ou l'arrivée au foyer, selon les dispositions légales.

Maintien de salaire

Pendant la durée de ce congé, le salarié n'est pas rémunéré par son employeur pour la période non travaillée. Néanmoins il peut percevoir ses cotisations des prestations de la caisse d'allocations familiales.

Article 6.13 Congé sans solde pour élever son enfant

Bénéficiaires

Tout salarié qui désire obtenir un congé sans solde pour élever son enfant doit impérativement en faire la demande par lettre recommandée avec accusé de réception à l'employeur au moins un mois avant la date du départ en congé.

À l'issue du congé, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

Durée

La durée maximale du congé est fixée à une année.

Article 6.14 Démission sans préavis conventionnel pour élever son enfant

À la fin du congé de maternité ou d'adoption ou dans les deux mois suivant la naissance de l'enfant ou de son arrivée au foyer, tout salarié peut démissionner pour élever son enfant sans préavis prévu par la convention collective.

Il doit en informer l'employeur, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 15 jours à l'avance.

Après cette démission, le salarié bénéficie d'une priorité de réembauche pendant un an sur les emplois concernés à ses qualifications.

Article 6.15 Démission avec préavis conventionnel pour élever son enfant

À l'issue du congé parental d'éducation, le salarié qui démissionne pour élever son enfant en respectant le préavis prévu par la convention collective bénéficie d'une priorité de réembauche pendant un an pour les emplois concernés à ses qualifications. »

*(1) L'article 6.4 est étendu sous réserve des dispositions des articles L. 3142-4 et L. 1225-35-1 du code du travail qui énoncent la prise du congé de naissance.
(Arrêté du 3 février 2023 - art. 1)*

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 - Procédure de dépôt et d'extension En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Le présent accord est soumis à la procédure d'extension par laquelle la pulvérisation en allopurinol des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Dans le cadre de cette demande d'extension, et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les négociations ont été menées en particulier pour les spécificités des très petites entreprises (TPE) de professions libérales que sont les cabinets d'expertise et que les dispositifs résultant du présent texte leur sont particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

En appliquant des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail, les parties signataires identifient expressément que l'objet du présent accord a pour but de promouvoir l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Avenant du 20 octobre 2022 relatif à la révision du titre VII Formation professionnelle de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	FSD ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; CFE-CGC santé sociale ; UNSA santé sociale,

Article 1er - Le titre VII de la convention collective des cabinets dentaires est remplacé comme suit :
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

« Titre VII Formation professionnelle

Article 7.1

Les parties signataires, conscientes de l'intérêt et des enjeux de la formation professionnelle décident :
? de favoriser le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle des professionnels des cabinets dentaires ;
? de promouvoir les nouvelles formes de ces formations ;
? de créer une dynamique d'étude prospective des compétences requises par les évolutions de la branche et leur évolution.

Article 7.2 Financement de la formation professionnelle

7.2.1. ? Principe

Depuis la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les formations initiales au sein de la formation professionnelle continue et de la formation d'apprentissage sont regroupées au sein d'une formation unique à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage.

L'organisme désigné par la branche professionnelle des cabinets dentaires pour la gestion des formations initiales et des formations continues au sein de la formation professionnelle continue et de la formation d'apprentissage est l'opérateur de compétences de proximité (OPCO EP) dont le siège social est situé 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Il est administré paritaire, sa composition et son mode de fonctionnement sont fixés par ses statuts.

7.2.2. ? Financement

7.2.2.1. ? Obligation légale de contribution à la formation professionnelle et à l'apprentissage des salariés des cabinets dentaires (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés)

Au titre du présent accord et en application des dispositions législatives et réglementaires, les parties signataires conviennent à l'urgence, leur contribution légale à la formation professionnelle, à l'exception des cabinets dont le siège est situé dans un DROM-COM, qui, selon les dispositions légales, versent cette contribution à un organisme interprofessionnel.

Les taux sont fixés et répartis comme suit :

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 15 sept. 2022

Le présent avenant a pour objet de mettre à jour plusieurs articles du titre VI « Durée du travail et congés » de la convention collective notant les évolutions des pratiques dentaires, afin de se mettre en conformité avec les récentes évolutions des textes concernant notamment les différents modes de congés des professionnels des cabinets dentaires (articles 6.4 à 6.15).

? Cabinets de 1 à moins de 11 salariés :
La contribution est fixée à 0,55 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés) ;

? Cabinets à partir de 11 salariés :
La contribution est fixée à 1 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés).

7.2.2.2. ? Obligation de contribution de l'employeur à la formation professionnelle et à l'apprentissage de l'ensemble des salariés des cabinets dentaires (y compris pour les chirurgiens-dentistes salariés)

En application des dispositions en vigueur du code du travail, les cabinets dentaires embauchant une personne nouvellement embauchée de formation professionnelle continue à l'OPCO EP.

Les taux sont fixés et répartis comme suit :

? Cabinets de 1 à moins de 11 salariés :
La contribution est fixée à 0,55 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel ;

? Cabinets de 11 à 49 salariés :
La contribution est fixée à 1,1 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel ;

? Cabinets de 50 salariés et plus :
La contribution est fixée à 1,65 % de la masse salariale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel.

En outre exonérés les cabinets dont le siège est situé dans un DROM-COM, qui, selon les dispositions légales en vigueur, versent leur contribution à la formation professionnelle continue à un organisme interprofessionnel.

Article 7.3 Compte personnel de formation

7.3.1. ? Principes généraux

Le compte personnel de formation (CPF) permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquiescer des droits à la formation initiale tout au long de sa vie professionnelle.

Le CPF est alimenté au minimum au début de l'année qui suit l'année travaillée :

? pour un salarié travaillant à temps complet, ou à temps partiel, dont le temps de travail est compris entre 50 % et 100 % du temps complet : le compte est alimenté à hauteur de 500 ? par année de travail, dans la limite d'un plafond de 5 000 ? ;
? pour un salarié travaillant à temps partiel, dont la durée de travail est inférieure à 50 % du temps complet : le compte est alimenté au prorata du temps de travail.

Les droits sont acquis même en cas de changement d'employeur ou de perte d'emploi.

Les périodes d'absence du salarié pour congé de maternité, le congé paternité et d'accueil de l'enfant, le congé d'adoption, le congé parental d'éducation, le congé de présence parentale, le congé de proche aidant, les absences pour maladie professionnelle ou advenue du travail sont intégralement pris en compte pour l'attribution du CPF.

Le CPF est mobilisé par le salarié (ou son représentant légal)

puor qu'il pisuse suivre, à son initiative, une formation.

L'employeur ne puet pas ipsomer au salarié l'utilisation de son CPF. Il ne puet être mobilisé qu'avec l'accord exprès de son tituiraie (ou représentant légal) et le rfues du tltiurae de miolesbir son cotpme ne couistnte pas une faute.

La fmaroiton financée dnas le crade du CPF n'est pas suoisme à l'accord de l'employeur lorsqu'elle est suivie, puor sa totalité, en deorhs du tepms de travail, en revanche, lorsqu'elle est sivuie en tuot ou partie, pnadent le tpmes de travail, le salarié diot dadnemer une autitoiasorn d'absence à son eoempluyr dnas les ctinondois définies par le cdoe du travail.

7.3.2. ? Ftrmaonios éligibles

Sont éligibles au ctpome pnsrneol de famotoirn (CPF) puor tuos les atifcs :

- ? une ciorftacietn poessoenrlnlife enregistrée au répertoire naitnaol des cfaicinitetors plfsiesoenlrnes (RNCP) ;
- ? une atattissoen de viiltaodan de bolc de compétences faianst ptarie d'une cirefioictatn poolfneselnrsie enregistrée au répertoire ntanaol des cintreaociifts pnsenfieloolrss (RNCP) ;
- ? une coiicraefittn ou une hotibaaltiin enregistrée dnas le répertoire spécifique (RS), dnot la ccotfitaierin rtiaelve au socle de caessnaoncins et de compétences piessneleolfors (CléA) ;
- ? les atocins peeanrtmt de farie veialdr les aqcis de l'expérience (VAE) mentionnées au 3° de l'article L. 6313-1 du cdoe du tiavarl ;
- ? le balin de compétences ;
- ? les aintcos de faimoortn dispensées aux créateurs ou reurneeps d'entreprises mentionnées anyat puor ojebt de réaliser luer peojrt de création ou de rispere d'entreprise et pérenniser l'activité de celle-ci ;
- ? la préparation de l'épreuve théorique du cdoe de la rtuoe et de l'épreuve pqturiae du peimrs de cuirdone des véhicules du gurpoe léger (permis B) et du gurpoe lourd.

Seuls les ctriiftceas de qiictfuliaaon prnllfoeonssie (CQP), insrtics au RCNP ou au rgsrtiee spécifique snot éligibles au CPF.

Article 7.4

Commission prairatie naointlae de l'emploi et de la forimaotn pnsnrlseoeoinle (CPNEFP)

Les ptearis sniartgaes cneennvnoit de cinofer à la cmososiimn ptraaiire nitolaane de l'emploi et de la foarmiton psorsoenlniefle (CPNEFP) une moisissn générale d'organisation de la fraotmoin pilnelonsesorfe de la branche, en focontin des bneioss et moynes dnot celle-ci dispose.

En complément de ses abttrtoinius définies à l'article III de l'annexe III de la civntoonen ctvloiecte nalnoiate des cibeants dentaires, les piraets sgriaitneas désignent la CFEPNP puor mrtete en palce l'organisation de la fioaortmn prlisfoeenlsoe des salariés des cnibteas dentaires, des tavraux de l'observatoire des métiers et qoinaatifilcus définis à l'article 7.10 du présent aocrd et du rpaort socio-économique de branche, en ayasannt l'évolution des emplois, tnat sur le paln qcatifiaulq que quantitatif.

La CEPNFP au teravrs de son rôle « cectiuifaertr » assrue le svuii et l'évolution des référentiels de brcnhae conformément aux texets réglementaires en vigeur et en alaiutotrcn aevc le ministère de la santé.

En s'appuyant sur les tvaruax de l'observatoire psrapietof des métiers et des quacfonitliias et le ropapt socio-économique de branche, la CNPFEPP pporsoe les évolutions nécessaires en matière de famoitron et de casistiafiocln porpres à aessurr l'attractivité des eolmips de la branche.

Les anicots poiirarretis de fmtirooan snot définies par la CFPNEP en adéquation aevc l'ensemble des rosreussecs dnot dpssioe la bnrchae au sien de l'OPCO EP. Le nbrmoie de sgreaiatis anisi que caqhue aciotn de faimotorn peneuvt également être définis soeln la même adéquation.

Les peitars sigaratenis mndaentat le buareu de la CPNEFP, tel que défini à l'article II de l'annexe III de la cninoveotn ctvleiicle nlataoine des ciatebns dentaires, puor résoudre les problèmes crcnonnaet les diressos de siertigaas et les rpaorts aevc les oransimegs de fartmioon qui damdnenet une soutioln urgente, enrte duex réunions de la CPNEFP. Ces décisions psreis dovnret être validées par la CNFEPP la puls proche.

Article 7.5 Objectifs

Les pnreeaaris suioacx de la bchrnae plnelsoisfeorne des cibeatsn dtaeerins décident :

- ? de développer la formoaïtn pssoernifenllse et notnaemmt l'égalité d'accès puor tuos à celle-ci ;
- ? de mrtete en plcae un distoipisf de ftoamiron par aatnrelnce tel qu'un dspiitosif de psnfeaitoorlsinsioan puor les accès au ttrie d'assistant dtraneie et coetrciiiftan de qiuctaaïon d'aide dntiaree et un diiposistf d'apprentissage puor l'accès au tirtre d'assistant dtenaire ;
- ? d'organiser l'enseignement délivré aux aieds et aansstists direnetas en fiormatn en focionn d'un référentiel de frtomioan décliné en unités d'enseignement (UE) ;
- ? de définir les priorités de ftrmaorin dnas le cdare du paln de ftoaimorn ;
- ? d'organiser le dtsiiosipf de vtoliadian des auqcis de l'expérience (VAE) ;
- ? de définir les anocits de frimooatn preiiaiorrts dnas le carde du cotmpe peonresnl de fmraoiton (CPF) ;
- ? de prévoir les diitispofs d'accompagnement nécessaires à l'organisation et à l'évolution de la frmioatn ainsi qu'à l'évolution des emilpos dnas la bahcrne pesnnolifrelose ;
- ? de foarvseir le dpoisistf de ricvseoneorn ou potiormon par annactrlee (Pro A).

Article 7.6

Formation en alternance

La froimtaon en anltnrecae cmnreped les dsifoistips de pnforintosiaasloesn et d'apprentissage.

Les pretias sniatgaeris du présent avannet cnfionet à la CPNEFP, la définition et le réexamen périodique des ancotis et pcblus piiarroetris puor la msie en ?uvre de l'alternance dnas le crade des caotnrts de professionnalisation, d'apprentissage et de la Pro-A.

Sont ronuenes peratriiirios :

- ? le ttrie d'assistant dnaiete ;
- ? le caitrecfit de qiaiolfactiun piloneenosrlrfe (CQP) d'aide dretinae ;
- ? le bervet d'études poeeneflssnirols et le bervet de maîtrise de prothésiste dneitrae ;
- ? tuot arute crcfiaitf de qiulatcoïan pnflossereinole ou trtie ou acioin de fiotroman qui srea mis en plcae à l'issue de tuarvax engagés par la CPNEFP.

La CFPNEP fxie les oficbetjs des stagiaires, les fftaoris et les modalités de financement, noemnmmt dnas le crade d'une coovneitn ccunole aevc l'OPCO EP.

Conformément au cdoe du travail, l'alternance aocssie des eennmmtgseneis généraux, piesrslofnneos et tcgioehqeulns dispensés par les oegnsiarms de faomortin agréés par la CNFPEP et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en ceainbt dtinrae d'une ou perluiuss activités en rtelioan aevc la qfutcloaiian recherchee.

L'employeur s'engage à asruser au salarié l'emploi et la fmotioarn intrene en raoeltin aevc l'objectif de cttee dernière.

La ftoomiran enxrtee est dispensée par un osnmagrie de fromioatn agréé par la CPNEFP, en vue de l'acquisition du cifrteaict de qoaliuifactin pfoslnlioiseerne ou titre, oejbt du contrat, rennocu par la cvnoiteon cvltcioele naainlote des ctenabis dentaires.

Le truaitle du cntarot s'engage à tlaerialvr puor le cotmpe de son employeur, à suivre la ftorioamn prévue au cotanrt et, à paeirpctr aux épreuves d'évaluation et de vlaiaotdin des connaissances, msies en plcae par les oiaergsmns de formation.

L'employeur s'engage à libérer l'apprenant puor sa formation, à juouer son rôle de teuutr et répondre aux impératifs d'enseignement ainsi qu'aux sctilonatoïls des orengisams de frtaimoon dnas le cdare de l'application du cehair des crahegs de la foraitomn validée par la CPNEFP.

La fomoiratn se décline svivant toris modalités :

- ? ctarot de psiaifnaotnlrsoon ;
- ? cotnart d'apprentissage ;

? dstpioisif Pro-A.

Les ctrtnoas de professionnalisation, d'apprentissage et le dipoisistf Pro-A snot destinés à fvsoairer l'insertion, la réinsertion professionnelle, l'évolution, la pootormin ou le maieitnn dnas l'emploi de plcuibs considérés cmmoe prrtreiiiias puor l'accès à la formation.

7.6.1. ? Ctaront de professionnalisation

Conformément au cdoe du tivaarl et à l'annexe I de la cnvoetnion ccltieovle nnttaoie des caiebtns dentaires, les prosneens âgées de 18 ans à 25 ans révolus pvuneet compléter luer fitaoomrn iintiale dnas le cdrae d'un ctraont de pefsoitlasronaaisnon ;

Certaines pnsoneers de puls de 26 ans peveunt également bénéficier d'un catnrot de piaiosesnoiolantsfn conformément aux tetexs légaux en vuugeir (demandeurs d'emploi, etc.).

Lorsque le canortt de poanlnsissteoaoiifrn est à durée indéterminée, la ftaomirn se déroule oriaienmlgebott dès le début du contrat.

Le fmrriaoule CEFRA ? cronatt de pioaioefssnirnstoaal ? diot être adressé à l'OPCO EP dnas les 5 jrous qui sunievt l'embauche.

L'entrée en fmooiatrn eexntre diot se fraie au puls près de la dtae d'embauche.

Les aoicnts d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les etenmngseeis généraux et pniosfseeolnrs snot mis en ?uvre par un onaisrmge de fairtoomn agréé par la CPNEFP. Ils snot d'une durée mlaime cmiosrpe entre 15 %, snas être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée taltoe du cotrant de

professionnalisation. Cette durée puet totoieufs être portée au-delà de 25 %, snas pvoieur être supérieure à 35 % puor les prnsoeens qui vensit des fmroonitas diplômantes aaynt un lein aevc les métiers de la brnhace (titre aiasstsnt dentaire, CQP adie dnetaire et diplôme de secrétaire tnhquecie otoipn santé de l'UNAPL).

L'OPCO EP est informé des cnidotions exposées ci-dessus.

Pendant la durée du contrat, les salariés âgés de minos de 26 ans perçoivent une rémunération égale à 90 % du Smic, cuex âgés de puls de 26 ans perçoivent une rémunération égale au Simc en vigueur.

7.6.2. ? Cnaotrt d'apprentissage

Conformément au cdoe du tviraal et à l'annexe I de la cinnvoetn cvlcoittee naotlaine des caetinbs dentaires, les preonesns âgées de 18 ans à 29 ans révolus pvuenet compléter luer fiaortomn iatnlie dnas le cdare d'un catnrot d'apprentissage.

Certaines prennsoes de puls de 30 ans peuvnet également bénéficier d'un caotrt d'apprentissage conformément aux tetexs légaux en vieguur (demandeurs d'emploi, etc.)

Le frlmiauroe CFERA ? crotant d'apprentissage ? diot être adressé à l'OPCO EP dnas les 5 jours qui sniveut l'embauche.

Le stiarigae diospse de 3 mios puor débiter sa ftaiomorn théorique.

Pendant la durée du cnroatt d'apprentissage, les salariés perçoivent une rémunération tlele que définie par la législation en vuuger :

Situation	18-20 ans	21-25 ans	26-29 ans révolus
1re année	43 % Smic	53 % Smic	100 % Smic
2de année	51 % Smic	61 % Smic	100 % Smic

7.6.3. ? Ditsiopsif de rreoveniscn ou pmiootoorn par l'alternance (Pro-A)

Le dsiitpisof de reovrinecson ou la pmorotoin par l'alternance (Pro-A) pemret à lreus bénéficiaires, notmnamet cuex dnot la qatificouilain est iufnasiftsne au reagrd de l'évolution des teeoohigncs ou de l'organisation du travail, de foaievrsr luer évolution ou pmtiooorn pfsonsrneleolie et luer mnetain dnas l'emploi. La Pro-A s'inscrit en complément du paln de développement des compétences de l'entreprise et du CPF. Mis en ?uvre à l'initiative du salarié ou de l'entreprise, le dsispioitf Pro-A puet être mobilisé dnas une oqpitue d'évolution, de prtoomoin preenliflsonoe ou de reconversion.

Le prruoacs de frtoioamn dnas le crdae de la Pro-A aernlte eegnimsetens théoriques et activité professionnelle. Il ascsoie :

? des cuors théoriques généraux, pofrleinsnoses et togeuchqnieols ;
? des cuors prqtaeis pnteeramtt l'acquisition d'un savoir-faire en lein aevc les qtifiauncolais recherchées par l'entreprise.

Il est mis en ?uvre conformément aux dsptnsioois de l'accord du 2 julliet 2020 retlaif au ditosipsif de rvonoicresen ou ptomooirn par aelantncre (Pro-A), étendu par arrêté du 6 nbremove 2020 et du cdoe du travail.

Pendant la durée de la formation, le saigrtae pecerrva sa rémunération habituelle.

Article 7.7

Organisation de l'enseignement dnas le crade de l'alternance

7.7.1. ? Ftrmoaion d'assistant dentaire

La fairomotn puor otibenr le trtie d'assistant draietne est régie par le décret n° 2016-1646 du 1er décembre 2016 reilatf aux modalités d'exercice de la peosofrsin d'assistant dtnieare et l'arrêté du 8 juin 2018 rieatlf à la footirman cnsdoinuat au ttrie d'assistant dentaire.

La foimtaron se déroule en acrnaeltne dnas le crade d'un ctarnot de professionnalisation, d'un cntaort d'apprentissage, d'un dstosiipf Pro-A ou du CPF.

Elle est aclicbsese aux poersenns âgées d'au minos 18 ans, jnfiusitat d'un ttire ou diplôme de naveiu 3 (ancien niaevu V).

La durée de foairtmon cnsaudinot au tirtre d'assistant deatirne est de dix-huit mois.

Elle cropomte 1 878 hreeus d'enseignement dnot 343 hruées de fionmotn théorique et 1 535 hruées de faoimrotn pratique.

La ftmaoorin est organisée conformément au référentiel de fionamotn en anxnee III de l'arrêté du 8 juin 2018 reiatf à la fiotamron csninuaodt au trite d'assistant dentaire.

L'enseignement conmpred huit unités d'enseignement (UE), dispensées suos fmore de cours magistraux, de tavarax dirigés et de tavarax piaqtres et d'un sgtae de 35 heures.

Formation théorique dtie externe

La foamtroin eexrnte est délivrée par un ongimasre de faootimrn agréé par la CPNEFP.

Les 343 hruées snot réparties en 8 UE claitpiaaesbls pnaedt la durée du contart siuanvt les modalités définies par l'arrêté 8 juin 2018 rtiaef à la ftoiarmon cidnunaost au ttire d'assistant dentaire.

Les UE snot réparties cmome siut :

Unité	Dénomination	Durée
UE1	Préambule à la ftrooamin d'assistant dentaire	14 heures
UE2	Relation-communication-éducation et ptromioon de la santé	35 heures

UE3	Gestion du matériel	49 heures
UE4	Gestion-transmission suivie du dossier patient	77 heures
UE5	Assistance au praticien	84 heures
UE6	Examens complémentaires ? Geste et soins d'urgence	42 heures
UE7	Traçabilité et compétences professionnelles	21 heures
UE8	Organisation du travail ? Poursuite de la formation ? Des compétences en formation et en intégration	7 heures théorie + 35 heures de stage dans d'autres services de soins et de prévention
	Évaluation	14 heures
Total		343 heures + 35 heures de stage

Formation pratique interne

La formation interne s'effectue en milieu professionnel.

Elle peut être réalisée dans les cabinets dentaires ou les services de soins, les unités de soins pluridisciplinaires, les pôles de soins, les établissements de soins ou les services de soins dentaires ou de soins maxillo-faciaux.

Les 1 500 heures de formation interne se répartissent comme suit(1):
? 304 heures de formation pratique assurée avec le tuteur, contrôlée par l'organisme de formation ;
? 1 196 heures de travail en autonomie.

Elle se déroule sous le contrôle de l'organisme de formation en collaboration avec le tuteur désigné dans la convention de formation établie entre le centre de formation et l'employeur.

Stage de 35 heures(2)

Un stage de 35 heures est intégré dans l'UE 8.(2)

Il doit être réalisé dans une structure différente de celle où le stagiaire suit la formation pratique.(2)

Ce peut être un centre hospitalier, un centre de soins, un cabinet dentaire avec une autre spécialité que celle du suivi de la formation pratique, un EHPAD, une PMI, un foyer médicalisé ayant un lien avec la santé dentaire etc.(2)

Une convention quinquennale (employeur, stagiaire, organisme de formation et établissement de stage) doit être signée.(2)

Les salariés travaillant à temps partiel bénéficient du même cursus de formation de 1 878 heures sur 18 mois permettant d'obtenir le titre d'assistant dentaire.(3)

Pour bénéficier d'une durée supplémentaire de formation interne, ne sont admis en formation que les stagiaires dont le contrat de travail prévoit une durée de travail égale ou supérieure à 25 heures hebdomadaires. (3)

Les heures de formation sont réparties comme suit : (3)

Dénomination	Durée
Formation théorique (UE 1 à 8) + évaluation	343 heures
Formation interne avec le tuteur (contrôlée par l'organisme de formation)	304 heures
Stage pratique	35 heures

Total formation contrôlée par l'organisme de formation	718 heures
Travail en autonomie	1 196 heures
Total	1 878 heures

Conditions de validation

Le titre d'assistant dentaire s'obtient par la validation de l'ensemble des UE de la formation et des compétences acquises en formation clinique.

En cas d'échec :

? échec à une UE :
En cas d'échec à une seule UE le stagiaire bénéficie d'une session de rattrapage. La présentation à l'épreuve de rattrapage n'entraîne aucun frais supplémentaire pour l'employeur ou le stagiaire.

Le rattrapage peut se faire en dehors du contrat de formation en alternance ;

? échec à plusieurs UE :
En cas d'échec à plusieurs UE ou lorsque le rattrapage n'a pas été validé, le stagiaire doit se réinscrire et suivre l'ensemble des UE non validées avec les frais correspondants. Dans ce cas, il doit être lié par un contrat de formation en alternance.

Les modalités de la formation sont fixées soit par un avenant à la convention de formation pluriannuelle initiale soit par la signature d'une nouvelle convention de formation professionnelle.

Les stagiaires sont autorisés à remplir le parcours de formation.(4)

Prolongation exceptionnelle du temps de formation

En cas d'absence prolongée et dûment justifiée, dans le cas où des UE ne sont pas validées pendant la durée de l'action de formation, le stagiaire bénéficie d'une année supplémentaire pour terminer sa formation et la valider.

Non validation

Si à l'issue du cursus de formation, le stagiaire n'a pas validé la totalité des UE et n'a donc pas acquis le titre d'assistant dentaire, les pratiques professionnelles concernées que les unités validées sont conservées pendant 5 ans après le début de la formation.

Si à l'issue de la formation engagée pour l'obtention du titre d'assistant dentaire (cursus initial et/ ou complémentaire), le stagiaire n'ayant pas validé les UE 2,5,6 et 8 constitutives du titre d'assistant dentaire mais a obtenu le diplôme de la validation des unités 1,3,4 et 7 permettant l'obtention du certificat de qualification d'aide dentaire, peut demander à la CPNEFP, la délivrance de l'équivalence du certificat correspondant.

7.7.1.1. ? Co-financement via le CPF

Le salarié peut mobiliser son CPF pour financer une partie de sa formation.

Dans cet objectif, l'employeur peut verser le montant CPF du salarié.

7.7.2. ? Formation d'aide dentaire

La formation se déroule en alternance dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou du contrat Pro-A.

Elle est accessible aux personnes âgées d'au moins 18 ans, titulaires d'un diplôme ou d'une qualification de niveau 3 minimum ou titulaire d'une équivalence délivrée par la CPNEFP.

La durée de formation varie en fonction du contrat de professionnalisation ou du contrat Pro-A.

La formation cmtroope 345 heures, définies par le référentiel de formation et d'emploi réparties en :
 ? 195 heures de formation ertnxe dans un organisme de formation agréé par la CPNEFP,
 ? 150 heures de formation interne.

Formation théorique de l'externe

Les 195 heures de formation sont réparties en 4 UE catégorisées par la durée du cursus de formation Pro-A suivant les modalités définies par la CPNEFP.

Les UE sont réparties comme suit :

Unité	Dénomination	Durée
UE1	Préambule à la formation d'aide dentaire	14 heures
UE3	Gestion du matériel infirmier et matériel	49 heures
UE4	Gestion-Transmission suivie du dossier patient	77 heures
UE6	Gestes et soins d'urgence-AFGSU 1	14 heures
UE7	Traçabilité et requis professionnels	21 heures
UE2	Relation-Communication	14 heures
	Évaluation	6 heures
Total		195 heures

Formation pratique de l'externe

La formation interne s'effectue en milieu professionnel.

Elle peut être réalisée dans les cabinets dentaires ou les services libéraux ou dans les centres de santé, les services de santé pluridisciplinaires, les pôles de santé, les établissements de santé ou centres de soins assurant un service d'odontologie ou de stomatologie ou de chirurgie maxillo-faciale.

Pour bénéficier d'une durée supplémentaire de formation interne, ne sont admis en formation que les personnes qui ont le contrat de travail prévoit une durée de travail égale ou supérieure 21 heures hebdomadaires.

Conditions de validation

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire s'obtient par la validation de l'ensemble des UE de la formation et des compétences acquises en formation clinique.

En cas d'échec :

? échec à une UE :

En cas d'échec à une seule UE le candidat bénéficie d'une session de rattrapage. La présentation à l'épreuve de rattrapage n'entraîne aucun frais supplémentaire pour l'employeur ou le stagiaire.

Le rattrapage peut se faire en dehors du cursus de formation en continu ;
 ? échec à plusieurs UE

En cas d'échec à plusieurs UE ou lorsque le candidat n'a pas été validé, le candidat doit se réinscrire et suivre l'ensemble des UE non validés avec les frais correspondants. Dans ce cas, il doit être lié par un contrat de formation en alternance.

Les modalités de la formation sont fixées soit par un avenant à la convention de formation professionnelle soit par la signature d'une nouvelle convention de formation professionnelle.

Les stagiaires sont autorisés à terminer le cursus de formation.

Prolongation de la durée de la formation

En cas d'absence prolongée et dûment justifiée, dans le cas où des UE ne sont pas validées pendant la durée de l'action de formation, le candidat bénéficie d'une année supplémentaire

pour terminer sa formation et la valider.

Non validation

Si à l'issue du cursus de formation, le candidat n'a pas validé la totalité des UE et n'a donc pas acquis le CQP d'aide dentaire, les pratiques professionnelles effectuées pendant que les unités validées sont conservées pendant 5 ans après le début de la formation.

7.7.2.1. ? Évolution vers le titre d'assistant dentaire

Le candidat de qualification professionnelle d'aide dentaire peut poursuivre l'évolution vers le titre d'assistant dentaire suivant les modalités définies par la CNFPEP et sous réserve de la validation des UE 2,5,6 et 8.

Si le salarié a plus d'un an d'ancienneté en tant qu'aide dentaire, une dispense de l'UE 8 est accordée.

7.7.3. ? Formation de secrétaire technique, option santé (RNCP19175 07-08-2018)

La formation s'effectue en alternance dans le cadre d'un contrat de professionnalisation.

Pour pouvoir accéder à la formation, la durée du travail prévue au contrat doit être au minimum de 21 heures hebdomadaires.

Le cursus de formation se déroule suivant les modalités définies par le référentiel de formation et de certification mis en place par l'UNAPL, détenteur du titre ? Secrétaire technique ? inscrit au RNCP (arrêté du 3 novembre 2008, Journal officiel du 16 novembre 2008) et suivant les modalités et conditions définies à l'article 5.2 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Article 7.8

Plan de développement des compétences

L'employeur doit assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail et veiller au maintien de leur capacité à occuper leur emploi, au regard notamment des évolutions technologiques. Pour cela, il doit leur proposer des formations prévues dans le cadre du plan de développement des compétences.

La formation mise en œuvre dans le cadre du plan de développement des compétences a lieu en principe durant le temps de travail.

Le plan de développement des compétences doit être défini par deux types d'actions de formation :

? actions de formation obligatoires ou nécessaires (conditionnant l'exercice d'une activité ou d'une fonction) : elles figurent à l'annexe 1 de la convention collective nationale des cabinets dentaires ;
 ? actions de formation non obligatoires (autres).

Actions de formation obligatoires

La formation obligatoire vise à acquérir des compétences professionnelles devant être utilisées dans le cadre des fonctions du salarié. Si le salarié n'est pas tenu d'utiliser des compétences acquises dans le cadre de ses fonctions, ces dernières doivent correspondre à une évolution prévue ou à une modification de ses fonctions dans le cadre de son contrat de travail.

L'action de formation se déroule pendant le temps de travail.

L'employeur qui souhaite que le salarié bénéficie de ce type de formation n'a pas à conclure son accord.

Elle constitue du temps de travail effectif et donne lieu au paiement intégral de la rémunération du salarié par l'employeur.

Actions de formation non obligatoires

Cette formation vise à acquérir des compétences que le salarié n'a pas à exercer s'il reste à son poste, mais qui lui permettent d'obtenir une évolution professionnelle au sein ou en dehors de l'entreprise.

Elle se déroule pendant ou hors temps de travail.

L'employeur qui s'assure que le salarié bénéficie de ce type de formation doit s'assurer qu'il obtient l'accord écrit de ce dernier, qu'elle ait lieu pendant ou hors temps de travail.

Le refus d'une formation hors temps de travail ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement.

Si la formation est suivie pendant le temps de travail, la rémunération du salarié est intégralement maintenue par l'employeur.

À l'initiative du salarié, les actions de développement des compétences non obligatoires peuvent être effectuées dans le cadre du CPF.

Les actions de formation dans le cadre du plan de développement des compétences sont mises en œuvre conformément aux dispositions du code du travail.

La CNFEP cmuquinne amène l'union à l'OPCO EP les actions prioritaires retenues dans le cadre du plan de développement des compétences.

Article 7.9

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Les salariés stagiaires peuvent, que tout diplôme, certificat, ou titre professionnel, enregistré auprès de l'organisme compétent, doit comporter un dispositif d'accès par validation des acquis de l'expérience.

7.9.1. ? Pilbur concerné(5)

Toute personne répondant aux conditions d'accès au dispositif de validation des acquis de l'expérience mis en place par la branche professionnelle.

7.9.2. ? Statut du stagiaire

Le salarié engagé dans le dispositif entre dans le champ de la formation professionnelle continue et bénéficie donc d'une assistance avec les actions de formation prévues par le code du travail.

Le salarié engagé dans le dispositif de validation des acquis de l'expérience assiste le chirurgien-dentiste dans la mise à jour de ses compétences en vue de compléter son parcours d'expérience ou de formation.

7.9.3. ? Congé pour VAE

Le salarié engagé dans un dispositif de VAE peut demander à son employeur, un congé pour préparer celui-ci (dossier de candidature, participation éventuelle aux épreuves de validation).

La durée maximale de ce congé spécifique rémunéré par l'employeur est de 24 heures de temps de travail effectif (consécutives ou non).(6)

Le congé pour VAE est demandé par le salarié dans les conditions définies par le code du travail.

7.9.4. ? Mise en œuvre du dispositif de VAE(7)

Les frais afférents à la mise en œuvre du dispositif sont pris en charge par l'OPCO EP, selon les modalités définies par la CNFEP.

À l'issue de son parcours de VAE, pour suivre les actions de formation prévues par le jury, le salarié a la possibilité d'utiliser son CPF, ou de suivre ces actions dans le cadre du plan de développement des compétences.

Les salariés stagiaires délèguent à la CNFEP, la mise en œuvre du dispositif.

Article 7.10

Dispositif d'accompagnement professionnel

Les parties signataires conviennent de la nécessité d'un observatoire professionnel des métiers des qualifications interprofessionnel, conformément à ce qui est défini dans l'accord collectif UANPL mentionnant l'accord interprofessionnel sur la formation professionnelle dans les professions libérales du 28 octobre 1992 dénommé OMPL.

Cet observatoire est géré par l'OPCO EP.

Dans ce cadre, la CNFEP lui confie le soin de collecter et rassembler toutes les données relatives à la branche professionnelle.

L'observatoire met à disposition de la CNFEP ses informations afin de permettre des études de réflexion concernant l'état général de l'emploi et des qualifications et des évolutions dans la branche professionnelle.

La CNFEP peut déléguer toute étude auprès de l'observatoire dans l'intérêt de la branche professionnelle.

Article 7.11

Négociation périodique

La commission paritaire managée de négociation et d'interprétation (CPNI) de la branche des cantiers d'entretien délègue à la CNFEP, l'actualisation des objectifs et des priorités de la branche, en matière de formation professionnelle, au moins tous les 4 ans, par avenant éventuel au présent accord.

Dans ce cadre, La CNFEP peut s'appuyer sur les travaux de l'OMPL.

Article 7.12(8)

Primauté de l'accord

Les parties signataires du présent accord décident de conférer une valeur impérative à l'ensemble de ses dispositions. Les dispositions contraires du champ d'application de la convention collective des cantiers d'entretien des cantiers n'ont pas la possibilité de déroger par accord d'entreprise à celles-ci. »

(1) Au paragraphe intitulé « Fourniture de l'information » de l'article 7.7.1, phrases exclues de l'extension en ce qu'elles concernent à l'article L. 6221-1 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(2) Phrases exclues de l'extension en ce qu'elles concernent aux articles L. 6221-1, R. 6223-10 et suivants du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(3) Phrases exclues de l'extension en ce qu'elles concernent aux articles L. 6221-1, R. 6223-10 et suivants du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(4) Phrase exclue de l'extension en ce qu'elle concerne à l'article L. 6222-11 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(5) L'article 7.9.1 est étendu sous réserve de l'article L. 6111-1 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(6) A l'article 7.9.3, phrase exclue de l'extension en ce qu'elle concerne à l'article L. 6422-2 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(7) L'article 7.9.4 est étendu sous réserve de l'article L. 6332-17 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

(8) L'article 7.12 est exclue de l'extension en ce qu'il concerne aux dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail. (Arrêté du 5 juillet 2023 - art. 1)

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, est

régime de prévoyance de l'ensemble des salariés des cieabnts dtnireaes et cnontatsat la satuioitin déficitaire didut régime,confirmée par les pièces cbpmoetals présentées par l'AG2R prévoyance et analysées par la csmsmiioon praraiite paetmnrene de négociation et d'interprétation, (1) les patries décident de procéder à un asnemjutedu tuax de cotisations, aiaplclbpe à cpmoter du 1er janievr 2024, et ceevnnionnt des miootaicndfis suivantes.

Avenant du 5 octobre 2023 relatif à la révision de la convention collective

Article 3.11 Rupture du contrat de travail du titre III

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; CFE-CGC santé sacoil ; UNSA santé sociaux,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 5 oct. 2023

L'article 3.11 du ttire III de la cnvenoioitn covetlicle des cbienats datrienes est remplacé comme siut :

« Arlitce 3.11
Rupture du crtaont de travail

3.11.1. ? Définitions

Principaux moeds de rruuptre du ctoant de tivraal :

? Si le cronatt de taraivl est à durée indéterminée :
? la rurtupe à l'initiative de l'employeur srea un lienicneecmt ;
? la rruupte à l'initiative du salarié srea une démission ;
? la rtuupre d'un cmomun aorcd etrne l'employeur et le salarié srea une rruupte conventionnelle.

? Si le catnrot de tivraal est à durée déterminée :
Il puet être rmpou anvat son temre en cas de :
? cmoumn aorcd etrne l'employeur et le salarié ;
? intpitadue constatée par le médecin du tvaairl ;
? deamdne du salarié qui jsitiufe d'une eacumhbe en cantrot à durée indéterminée ;
? fuate gavre ;
? fcroe majeure.

3.11.2. ? Durée et cnniotoids d'exercice du préavis

1. ? Durée

La durée du préavis en cas de lcmineecient ou de démission du salarié est de :
? 15 jrous puor la période qui s'étend ertne la fin de la période d'essai et aavnt 6 mios d'ancienneté ;
? 1 mios au-delà du 6e mios ;
? 2 mios après 2 ans de présence.

En ce qui cercnnoe les salariés aynat un sauttt de cdrae dipeus au mions 1 an, cette durée de préavis réciproque est de 3 mois.

Si le salarié a mions de 1 an d'ancienneté dnas ce statut, la durée du préavis srea cllee prévue aux alinéas précédents.

Le ponit de départ du délai de préavis est la dtae de la première présentation de la lertte recommandée aevc aivs de réception émanant de l'employeur en cas de licenciement, ou émanant du salarié en cas de démission que le cratnot de travial siot à tmepts pelin ou à tepms partiel.

2. ? Heerus puor reccehhe d'emploi

(1) Les mtos « confirmée par les pièces cpbtmealos présentées par l'AG2R prévoyance et analysées par la ciisoomsmn prairiate pmrteannee de négociation et d'interprétation » snot elucxs de l'extension comme ne rcepsnteat pas la décision n° 2013-672 DC du 13 juin 2013 dnas lalalque le Csnoiel censottnniuitol a déclaré crrtonaie à la Ctooiiitnsutn l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sociale, en tnat namoetmnt qu'il poaviut cnudiore une etniepsrre à se vior iempsor un craotnt négocié au neiavu de la brhnace et au cnonteu tmenlaoett prédéfini, et méconnaissant à ce trtie la liberté cnlterotulace et la liberté d'entreprendre.
(Arrêté du 12 mras 2024 - art. 1)

En cas de liemeccinent ou de démission, panndet la période de préavis, le salarié est autorisé à s'absenter chquae juor puor cherehcr du travail, que le cnoatrt de tiaarvl siot à tpeps pelin ou à tmepts pterail :
? 2 hueers par jour, puor les salariés tiallanavrt à tmpes pelin ou à tmepts pterail égal ou supérieur à 16 hurees hdrieoebdaams ;
? 15 muietns par huere qnouitndiee de tiaarvl prévue au contrat, puor les salariés tviarlnaalt à tpeps piaterl inférieure à 16 hereus hebdomadaires.

Sauf acrcod différent entre les parties, ces heerus snot fixées alternativement, 1 juor au gré de l'employeur, 1 juor au gré du salarié.

Ces hruees rémunérées au tuax huaitbel peneuvt être bloquées sur preusiuls jours, aifn de ptretemre au salarié des déplacements puls importants, en vue de la rherehcce d'un travail.

3.11.3. ? Dsespine de préavis

1. ? À l'initiative de l'employeur

L'employeur puet despeisnr le salarié d'effectuer le préavis.

La denpsise de préavis diot être mentionnée dnas la lterte de lieenmncecit (ou dnas un écrit dédié en cas de démission).

Le salarié prveecra une indemnité cmraptocesnie de préavis égale au srilaee qu'il aaruit perçu s'il aviat travaillé.

Le tepms de préavis non travaillé est pirs en cpmtoe puor le calcul du nbmore de jrous de congés payés aqcius et de l'indemnité ctaoicmpnesre de congés payés.

2. ? À la demnade du salarié

Lorsque la dessnipe de préavis est sollicitée par le salarié et accordée par l'employeur, elle entraîne la rptuue immédiate du cartont de travail, aevc rioiantenocn réciproque au temps de préavis rstneat à cruior et à l'indemnité ctsiceanpomre de préavis.(1)

3. ? Ietrruptionin du préavis en crous d'exécution

Le salarié aynat au mnios 6 mios de présence dnas l'entreprise qui tovrue un elmopi avant l'expiration du préavis déjà entamé peut, sur présentation de justificatif, réduire son préavis à 30 jours calendaires.

Ce délai court à pitrar du juor où le salarié ifnrmoe son employeur, par écrit daté accompagné du justificatif.

Il porrua être réduit d'un commun aorccd entre les parties.

L'employeur n'est pas tneu de peyar la période de préavis retasnt à courir. »

(1) Au prahrgapae 2 de l'article 3.11.3, les teremss « Luorqse la dspinsee de préavis est sollicitée par le salarié et accordée par l'employeur, elle entraîne la rutprue immédiate du cotnrat de travail, aevc roaiinoncten réciproque au temps de préavis retanst à cuiorr et à l'indemnité captemrncsoie de préavis » snot elucxs de l'extension, en ce qu'ils ctenrnoenveint à l'article L. 1234-4 du cdoe du travail.
(Arrêté du 2 février 2024 - art. 1)

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 5 oct. 2023

dotinosiipss spécifiques puor les ensrpieters de moins de 50 salariés.

Annexes

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Annexe 1
Tableaux des gnrtaeas 2024 (1)

1. ? Folrmue de bsae
Les nuivaex d'indemnisation définis ci-dessous s'entendent y cmrpios les pnaoirtsets versées par la sécurité sociale, dnas la ltiime des firas réellement engagés par les bénéficiaires.
Abréviations :
BR : Bsae de rmsuemnrboeet ruentee par l'assurance miaalde obgioratle puor déterminer le mnatont de son remboursement.
DPTM (Dispositifs de paqrutie tiraiarfe maîtrisée) : OPTAM/ OPTAM-CO OATPM : Ootpin pqitruae triifraae maîtrisée.
OPTAM-CO : Opotin pqtiuaire tafiairre maîtrisée ? Chirurgie- Obstétrique.
? : Euro.
FR : Firas réels engagés par le bénéficiaire.
HLF : Haronreios lmities de fiutraaotcn fixés solen la réglementation en vgueuir à la dtae des snios effectués par le bénéficiaire.
PLV : Pirx lmities de vtnee fixés sleon la réglementation en

Avenant du 7 décembre 2023 relatif à la modification du titre X de l'annexe 1 Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDFT ; FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA Santé sociaux,

Article 1er - Le titre X de l'annexe 1 à la convention collective nationale des cabinets dentaires, « Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés » est remplacé comme suit :
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

« Pndaent la durée de la fiaotmron pnlnoelofirse des salariés, qu'elle dépende du paln de développement des compétences de l'entreprise ou de la fmiatoron en alternance, l'employeur est tneu d'assurer la psrie en chgrae :

En cas de psire en cghare par l'opérateur de compétences (OPCO)(1) :
? du coût des etneeemsnnigs dispensés ;
? des frias de déplacement ernte le lieu de la fatromion et le lieu le puls pocrhe ernte le caienbt drtiaene ou la résidence papicrnlle du salarié ;
? des fairs de roeiaurstatn et d'hébergement éventuels sur présentation de justificatifs, sur les besas reneteus puor le rbnuseromemet de ces mêmes frias par l'OPCO désigné par la bahrnce plielesfnonrose des cnteaihs dentaires.

À défaut d'une prise en chrage par l'OPCO(1) :
? des firas de déplacement ernte le lieu de fioatromn et le lieu le puls prohce etrne le ceibnat dtinreae ou la résidence pnlpiarce du salarié sur la bsae de 0,20 ? par kilomètre ;
? des fairs de restauration, sur présentation de justificatifs, sur la bsae de la vauelr fialcae mmxliaae exonérée de chgeras du tirtre raernutsat (ex : 13,82 ? au 31 décembre 2023) ;
? des frais d'hébergement éventuel sur présentation de justificatifs, sleon le barème défini par l'OPCO.»

(1) Les alinéas 2 et 3 du trite X de l'annexe 1 snot étendus suos

vguiuer à la dtae des snois effectués par le bénéficiaire RSS : rneembmoruest sécurité slioace = mtnoant remboursé par l'assurance miadale ootgilibrae et calculé par aioaiclpptn du tuax de rnousmmrebeet légal en vieugur à la bsae de remboursement.

(Tableau non reproduit, cutalosnble en lnige sur le stie www. legifrance. gouv. fr, rbuiuqre « Palocntubiis ofeefcillis » « Betllnuis olfficeis des coeonnvitns covltcieles ».)

https :// www. legifrance. gouv. fr/ download/ file/ pdf/ boc _ 20240002 _ 0000 _ 0013. pdf/ BOCC

(1) Tbaealu de granieats étendu suos réserve du rcsept du ciaehr des craehgs des craottns rlpbnaesoses prévu à l'article R. 871-2 du cdoe de la sécurité scoiale cnenancrot la pisre en cghare du tikcet modérateur des séances d'accompagnement polsqiehcygous prévues par L. 162-58 du cdoe de la sécurité sociale.
(Arrêté du 12 mras 2024 - art. 1)

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Annexe 2

(Tableau non reproduit, clutoanlbse en lgine sur le stie www. legifrance. gouv. fr, riqbuaure « Pbultcinoais oellicifefis » « Btluelins ofliciefis des cetoonnnvis ceoitcellvs ».)

hptts :// www. legifrance. gouv. fr/ download/ file/ pdf/ boc _ 20240002 _ 0000 _ 0013. pdf/ BOCC

réserve du rspceet des dinsptsoiios des alertcis D. 6332-85, D. 6332-78, D. 6332-78-1 et D. 6332-78-2 du cdoe du travail, leeusqls vniest des dssofiitpis aux ciindtonos de pesris en chrage différentes, soeln qu'il s'agit du crtanat d'apprentissage ou du carntot de professionnalisation.
(Arrêté du 17 mai 2024 - art. 1)

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent avenant, ccolnu puor une durée indéterminée, est aalpclibpe à cptoemr du 1er jivenar 2024.

Article 3 - Extension
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent aaevnnt srea suoims à la procédure d'extension par la priate la puls dietlgine en aaiptloicn des artilecs L. 2261-15 et stvinaus du cdoe du travail.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent aaevnnt prruoa être révisé ou dénoncé conformément aux dsisnptooiis légales en vigueur.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Objet

Pour arsesur un naeivu de compétences en cohérence aevc les évolutions des métiers de la bnrhace poiolrnsneflee des cebtnais dentaires, il est nécessaire que les salariés se fenromt tuot au lnog de luer carrière professionnelle. Les firas engendrés par les déplacements, la ratsiaretuon et l'hébergement lros de ces fotmainros snot à la carghe de l'employeur.

Cet avannet a puor oejbt de mfieidor et préciser le niveau de pisre en cgrhae de ces frais lsruoqe le salarié siut une ftrimoon tnat ilianite que continue.

Il aulnne et rpmaelce le trtie X de l'annexe 1 à la citoenvonn collective, « Olbaiontigs de l'employeur pnnadet la fiomatorn des salariés » de la cotevnionn cceiolvtle ntoailane des cneiabts

detarneis alemcteeulnt en vigueur.

cpomte des obfcitjes d'égalité enrte les femems et les hoemms et de mixité des emplois.

Entreprises de mnois de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bhacnre pfeloelrsinnose des ctibenas dreeiants libéraux est très meaeirnmjaoirtt composée des très pteetis ertnsreepis (TPE), dnoc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les peetnaiarrrs scuioax ont nécessairement pirs en cpotme leurs spécificité puor rédiger le présent texte, c'est pourquoi celui-ci ne cotorpme pas de règles particulières à luer sujet.

Égalité enrte les fmemes et les hmmoos et mixité des emplois

Afin de rsepceetr les distosniioops de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 puor l'égalité réelle enrte les fmeems et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 sptebmere 2017 ravielte au rmnecenefrot de la négociation collective, les pereiratnas sioacux de la banrche pensfneriosloe des ceianbts daniertes précisent qu'au cruos de différents échanges en vue de la rédaction du présent avenant, il a été tneu

Par ailleurs, sur la bsae des éléments dnnot ils dpsisonet actuellement, les paerntiaers siucaox se snot efforcés d'analyser les critères d'évaluation des emplois, reutens dnas la définition des différents pstoes de tairval aifn de repérer cuex d'entre eux seltscibueups d'induire des drtmaicisnonis enrte les fmmees et les hemmos et aifn de gtnarair la psire en cotpme de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont neoatnmmt étudié :
? les cinotinods d'accès à l'emploi, à la fiartmoon et à la primtooon priolnneessolfe ;
? les coioitndns de tivraal des femmes et des hommes, et ntoemnmnat des salariés à temps prteial ;
? l'équilibre enrte vie pinloneosfrlese et vie ploerslenne et responsabilités au travail.

C'est dnoc en rectseapnt l'ensemble de ces ppiernics et en conformité aevc l'article L. 2241-15 du cdoe du travail, que les pteaenrrais siaocux ont pirs sion de négocier l'ensemble de cet avenant.

Le présent anevnat prorua être révisé ou dénoncé conformément aux ditsonsipios légales en vigueur.

Avenant du 22 février 2024 relatif à la modification de l'article 3.15 Prime d'ancienneté du titre III Contrat de travail

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; UNSA santé sociaux,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

L'article 3.15 du tirtre III de la convneotin cctillvoee naontliae des cinaebts dnraetis est annulé et remplacé cmome siut :

« Altrice 3.15

Le salarié bénéficie d'une pirme d'ancienneté dnas l'entreprise, calculée en prugcnatoee du silraae miimnal cvnniotoenenl de la catégorie dnas llqaleue il est classé. Puor les salariés à tpmes partiel, cette pmrie est calculée au pro rtaa temporis.

Cette pmrie mslueelne s'ajoute au slaiare réel et diot fiergur sur une lnige à prat du btulilen de salaire.

Le tuax de la pmrie s'élève à :
? 2 % à paitr de 2 ans d'ancienneté révolue dnas l'entreprise ;
? 1 % en puls par année supplémentaire jusqu'à 20 ans d'ancienneté.

Cette pmrie d'ancienneté est plafonnée à 20 % . »

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

Le présent avenant, clcnou puor une durée indéterminée, est albilapcpe à cmetpor de sa dtae de signature.

Article 3 - Extension
En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

Le présent anvaent srea siumos à la procédure d'extension par la patire la puls dtleinige en aipcpaltoin des acerltis L. 2261-15 et svunitas du cdoe du travail.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 22 févr. 2024

Objet

Conscients de la dégradation des cidintnoos économiques deus à l'inflation, les pateireanrs suocaix de la bchnrae polsrleneisnfoe des cainetbs dnretieas ont souhaité lesizr le clacul de la pmrie d'ancienneté, petetarmnt ainsi une amélioration du piovuor d'achat des salariés et de conuietnr à vroiaelsr luer fidélité à l'entreprise.

Cet anevant alnnue et ramepcle l'article 3.15 « Pmrie d'ancienneté » du trite III « Cnortat de trvaail » de la cnevenitoon coeivlltce nlantoaie des cinetabs dnierats tel qu'il est rédigé actuellement.

Entreprises de mnios de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la brahnce pelfsonlInseiore des cnbtieas deiretans libéraux est très mijantimroareet composée des très petetis enetsrreeps (TPE), dnoc de mions de 50 salariés.

Dès lors, les pnaereraits scaoux ont nécessairement pirs en cpotme leurs spécificités puor rédiger le présent texte, c'est pqouuri celui-ci ne cormtope pas de règles particulières à luer sujet.

Égalité enrte les fmeems et les hmeoms et mixité des emplois

Afin de retespecr les dstiponiioiss de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 puor l'égalité réelle ertne les fmemes et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 sptermbee 2017 rlvtiae au rnfneomcreet de la négociation collective.

Les ptaneaerris saiuocx de la brhance pfelnriroleonsse des cteinbas dreienats précisent qu'au crous de différents échanges en vue de la rédaction du présent avenant, il a été tneu cmtpoe des objetcifs d'égalité etnre les femems et les hmmoos et de mixité des emplois.

Par ailleurs, sur la bsae des éléments dnnot ils depsoisnt actuellement, ils se snot efforcés d'analyser les critères d'évaluation des emplois, rteuens dnas la définition des différents petoss de taviral aifn de repérer cuex d'entre eux sisebtclcpues d'induire des dnnicimstioiras enrte les femems et les hmoems et aifn de gtaairnr la psrie en compte de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont nemnnotat étudié :
? les cnionoitds d'accès à l'emploi, à la friaumton et à la pmroiootn penilsslfornoee ;
? les cnioidtos de taarvil des femems et des hommes, et ntmamnoet des salariés à tmeps petaril ;
? l'équilibre ernte vie plrsneoliesnfe et vie pnsleoelrne et

responsabilités au travail.

C'est dnoc en rstenpecat l'ensemble de ces prcpinies et en conformité aevc l'article L. 2241-15 du cdoe du travail, que les paieaterns saiocux ont pirs sion de négocier l'ensemble de cet avenant.

En aaipttilopn des dtniosoisips en vueiugr du cdoe du travail, les caetnibs dternieas epouymerls vseernt une cnotoiritbun cnlneonotnlviee de fmtioaron pernfssnolloiee à l'OPCO EP.

Les tuax snot fixés et répartis comme siut :

? ctabneis de 1 à mnois de 11 salariés :
La crtioibniuotn est fixée à 0,55 % de la mssae saallriae btur de l'année précédente de l'ensemble du pnroneesl ;

? cibnaets de 11 à 49 salariés :
La coirounbittn est fixée à 1,1 % de la masse slaraalie btur de l'année précédente de l'ensemble du penonserl ;

? cetbnais de 50 salariés et puls :
La crtinoiobtun est fixée à 1,65 % de la masse saairlale brute de l'année précédente de l'ensemble du personnel. »

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

Le présent avenant, cocnlu puor une durée indéterminée, est abilcplape à cpteomr de sa dtae de signature.

Article 3 - Extension
En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

Le présent aavnent srea siomus à la procédure d'extension par la ptraie la puls digtlniee en aicpoliatpn des aciltrs L. 2261-15 et suatvnis du cdoe du travail.

Article 4 - Révision. □ Dénonciation
En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

Le présent aannevt pruroa être révisé ou dénoncé conformément aux dosisiponits légales en vigueur.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

Objet

Dans un scoui d'équité ertne les cibentas diartnees dnoc le siège est situé en Facnre métropolitaine et cuex dnoc le siège est situé dnas un DROM-COM, les parreinteas suaciox ont souhaité hmnaeoirsr les règles de l'obligation clvnenioolnetne de ctuniotiorbn à la frtiomaon posneloisfrelne et à l'alternance de l'ensemble des salariés des ceainbts dentaires. Cet annavet rédigé en conséquence alnnue et rmealpce l'article 7.2 du trtie VII.

Entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bcnarhe peflnirneslosoe des cabniet denatiers libéraux est très mitnamerjiaoert composée des très ptiets estrperines (TPE), dnoc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les panartieres saociux ont nécessairement pirs en cpotme leus spécificités puor rédiger le présent texte, c'est pourqu celui-ci ne cmooptre pas de règles particulières à luer sujet.

Égalité ernte les fmeems et les hoemms et mixité des emplois

Afin de reetespr les dspoioiitss de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 puor l'égalité réelle ernte les fmeems et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 sbmetpree 2017 rlvtieae au reemcnnrfeot de la négociation

Avenant du 25 avril 2024 relatif à la
révision de l'article 7.2 du titre VII
Formation professionnelle de la
convention collective

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; UNSA santé sociaux,

Article 1er
En vigueur non étendu en date du 25 avr. 2024

L'article 7.2 du tirt VII de la ceoinvnton ceicvltloe des cbnateis dartienes est annulé et remplacé cmoe siut :

« Acilrte 7.2 Feimanncnet de la faomtorin psenorolnsilfee

7.2.1. Pncipire

Depuis la loi n° 2018-71 du 5 sbpetreme 2018 puor la liberté de coisih son aenivr professionnel, les cnnrttoobiius au fecnneminat de la ftrmaooin psoiefonellnrse et de la txae d'apprentissage snot regroupées au sien d'une cttnoruboiin uunique à la faiomtron piseesnonlrofle et à l'alternance.

L'organisme désigné par la bhacrne pollrfsnoeinese des ctinabes drtaneeis puor loetisagn des cburttnoiions légales et coelitnlvnoenns au tirt de la firootamn iitnale en anrcetnlae et de la faomiotrn pnlrlsoiefensoe cnitoune est l'opérateur de compétences des ernerteisps de proximité (OPCO EP) dnoc le siège sciaol est situé 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Il est administré paritairement, sa copooimtisin et son mdoe de fnotnmncioet snot fixés par ses statuts.

7.2.2. ? Fnienenamct

7.2.2.1. Obitigalon légale de cniutborton à la frtoamoin possfnneerliole et à l'alternance des salariés des ctinabes dtraneies (y cpiomrs puor les chirurgiens-dentistes salariés)

Au trtie du présent acrocd et en aptploclian des dsintoisopis législatives et réglementaires, les ceiabnts dnateeris vrnseet à l'Urssaf luer crtbtuntoiion légale à la fotairmon professionnelle, à l'exception des ciaetbns dnoc le siège est situé dnas un DROM-COM qui soeln les dpsosoiitins légales, vneerst ctete ctunirobion à un ogirsamne interprofessionnel.

L'OPCO EP puet aesursr enmentxipceneolelt la cceotlle à la pcale de l'Urssaf tuot le tmeps que les dooinipitss législatives et réglementaires l'y autorisent.

Les tuax snot fixés et répartis cmome siut :

? catebins de 1 à mions de 11 salariés :
La crtioioubtun est fixée à 0,55 % de la msase siraalale btur de l'année précédente de l'ensemble du poesrnenl ;

? ctbeinas à prtair de 11 salariés :
La ctoriobunitn est fixée à 1 % de la mssae saliraale btrur de l'année précédente de l'ensemble du personnel.

7.2.2.2. Ogblotiiian cetionnvlnoenle de coitutnborn à la froiaotmn pneonssfoerlile et à l'alternance de l'ensemble des salariés des cntibeas daeinters (y cirpmos puor les chirurgiens-dentistes salariés)

collective.

Les prteaerinas scaoux de la bnacrh ploneernflsioe des cbeiatns danrejets prcissent qu'au curos de diffrents echanges en vue de la rdaction du prsent avenant, il a tneu ctptome des oiectjbf s d'galit etrne les fmeems et les hoemms et de mixit des emplois.

Par ailleurs, sur la bsae des lments dnot ils doiespnst actuellement, les ptenaraeirs soucaix se snot efforc s d'analyser les critres d'valuation des emplois, rneutes dnas la dfinition des diffrents pteoss de tvarail aifn de rep rer cuex d'entre eux sbespciulets d'induire des dsimtiirnaconis etrne les fmmees et les heomms et aifn de gintaarr la pisre en cmtope de l'ensemble des

Avenant du 23 mai 2024 relatif à la
révision de l'article 3.17 du titre III
Contrat de travail de la convention
collective

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; UNSA sant sacioux ; CFE-CGC FFSAS,

Article 1er
En vigueur non tndu en date du 23 mai 2024

L'article 3.17 du ttire III de la cotoveinnn ceotlclvie des cbaetnis danteeirs est annul et remplacé comme siut :

« Artclie 3.17
Hygiène des locaux. ? Tneue de travail
Article 3.17.1 ? | ? Hygiène des locaux

Les lcouax affectés au tiaavr l dnoievt tre tneus dnas un tat csnotat de propreté et prsenter les cndootinis d'hygiène et de salubrité nécessaires à la sant des salariés.

Pour les laocux de travail, ceetirans disoonsiitps législatives ou réglemtaires dneivot tre appliquées. Eells cenrcoennt :
? l'éclairage ;
? le cfugfhaae ;
? le briut ;
? l'aération ;
? les isuess et dégagements ;
? les moyens d'extinction et de prvention des incndniees ;
? les ianstlnaitols électriques et luer msie à la trree ;
? la ptcotieron des rynoas X (vérification par un ogsirmnae agré) ;
? les itnlialnaoss à air comprimé (qui divneot tre mienus d'un manomètre régulateur et de suppoae de sùreté). Elles dveont tre périodiquement sesoimus aux eiasss et au poinçonnage des atrs et métiers.

Il est obrltiogiae de mrtete à la ditissoiopn des salariés :
? laobavs et vestiaires. Les salariés vrllleooint à ce que ceux-ci deeerunmt dnas le puls grand tat de propreté ;
? dosimètre, moyen de contrôle de rayonnement. Le dosimètre est foruni par l'employeur. Il diot tre porté par tuot le peoenrsrl tlvnaarlait dnas les luoacx où il y a émission de ryaons X et srea vérifié par un ongsarime agré ;
? des gntas d'examen à uagse unique, un mauqse et des lnteetus de protection, ainsi que ttuoe muesre de pitreooctn préventive.

Article 3.17.2 ? | ? Tuene de travail

L'employeur penrd en crgahe la fntuurrio et l'entretien des tneues de tviraal dnot le prot est exigé par lui-même ou la réglementation en vigueur. »

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur non tndu en date du 23 mai 2024

Le présent avenant, conclu puor une durée indéterminée, est

compétences des salariés.

Ils ont naemontmt étudié :
? les cdionoits d'accès à l'emploi, à la fritooamn et à la potrmioon pnlfsoenoislee ;
? les cdtiioons de triaavl des femmes et des hommes, et ntemoanmt des salariés à tpems preaitl ;
? l'équilibre enrte vie pernolsifonlese et vie prsenellone et responsabilités au travail.

C'est dnoc en rseatcenpt l'ensemble de ces pepicnirs et en conformité aevc l'article L. 2241-15 du cdoe du travail, que les parnaeirtes sicuaox ont pirs sion de négocier l'ensemble de cet avenant.

alclpbpiaie à cpmteor de sa dtae de signature.

Article 3 - Extension
En vigueur non tndu en date du 23 mai 2024

Le présent aanvnet srea sumois à la procédure d'extension par la praitre la puls dingielte en aaoftpilcin des ateirlcs L. 2261-15 et stnuvais du cdoe du travail.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur non tndu en date du 23 mai 2024

Le présent anneavt porura tre révisé ou dénoncé conformément aux disipostnois légales en vigueur.

Article - Préambule

En vigueur non tndu en date du 23 mai 2024

Objet

Pour des ranosis d'hygiène et de potrtcoein (sécurité), le prot d'une teune de trvaail adaptée au cebaint draneite est recommandé.

L'employeur diot denonr les mynoes aux salariés de rsteecepr cttee règle.

Dans ctete optique, il était nécessaire de réviser la rdaction de l'article 3.17, du trite III « Catornt de tiavarl » de la ctioonnven cclotleive nitonalae des ctibneas dentaires, aifn de le renrde puls explicite.

Le présent avenant, rédigé en conséquence, anlue et relcpame cet atrclie dnas son aecutlle rdaction.

Entreprises de mnios de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la bnchrhae psesonrofelile des ceibtnas darneeits libéraux est très mnraeoartjeimt composée des très pittees ernnitpeses (TPE), dnoc de mnios de 50 salariés.

Dès lors, les peanrariets soucaix ont nécessairement pirs en cpotme lrues spécificités puor rédiger le présent texte, c'est puoquroi celui-ci ne ctomrope pas de règles particulières à luer sujet.

Égalité ernte les fmemes et les hmemos et mixité des emplois

Afin de rpesetcer les diisoinoptss de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 puor l'égalité réelle etrne les fmmees et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 sebmpree 2017 rlavitee au rcfreenemrot de la négociation collective.

Les paneerrtais sacuoix de la bracnhe peorisfsloennle des caintbs deeirtnas prcissent qu'au cuors de diffrents echanges en vue de la rdaction du présent avenant, il a tneu ctptoe des ojtfcibes d'galit etrne les fmmees et les hmmeos et de mixité des emplois.

Par ailleurs, sur la bsae des lments dnot ils dssponeit

actuellement, les pnetaraeris suacoix se snot efforcés d'analyser les critères d'évaluation des emplois, ruetens dnas la définition des différents peosts de tiaravl aifn de repérer cuex d'entre eux seescbpuilts d'induire des dnciisimiontars ertne les feemms et les hemmos et aifn de garatnir la pisre en copmte de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont naemmotnt étudié :
? les cdinnoitos d'accès à l'emploi, à la foimoatr et à la

Avenant du 5 septembre 2024 relatif à la modification de la convention collective art. 7.9.4 Mise en œuvre du dispositif de VAE du titre VII Formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; UNSA santé souiacx ; CFE-CGC FFSAS,

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

La csoioismmn ptiarriae natolaine de l'emploi et de la fmrtoiaon prnnlosfoieslee (CPNEFP) des catnbies dentaires, représentée par l'association pour le pmartirsiae dnas les cnitbeas dtnraeies libéraux (APCDL) est certificateur. Elle délivre des ctteniifcoaris penoleresliosfns enregistrées, sur demande, au Répertoire notaianl des ctefictniriaos pelrseonoisflnes (RNCP) et rvaelent du camhp ciennentnovol de la bnharce des ciantbes dentaires.

Ces cntaitiiorfecs porlesnleseonfis peunevt être obetenus par la voie de la fotmiaorn et par la voie de la vdatoiiilan des auicqs et de l'expérience (VAE).

Le dpsioitsiif de VAE pour la bhrncae pisinlefoslrnoee des cnebtals dtreineas était gérées par l'APCDL.

À cteompr du laeenimdn de la potiaurn du présent avennat au Juraonl officiel, la CNEFP suiaothe déléguer la gtseion du dissipioftf de VAE à duex onagermsis de fromaiotn préalablement agréés par la bhncare posonilnseflree des citnbaes dentaires.

Le présent anavnet a pour but pipacinrl de préciser les nuellveos modalités de gtseoin de la VAE par ces organismes, pour le certificateur.

Il aunlle et rlapceme l'article 7.9.4 « Msie en ?uvre du disoptsiif de VAE » du ttrie VII « Foarmtoin penlrflonesose » de la cnveotinon clevoctlie nilotnaae des caitnebs dierteans tel qu'il est rédigé actuellement.

Article - Entreprises de moins de 50 salariés

En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la banhcre psflorislnnoee des cnibates dritneae libéraux est très mameajnrrioeirtt composée des très peteits esinprretes (TPE), dnoc de mnois de 50 salariés.

Dès lors, les peearairnts saicoux ont nécessairement pirs en ctpmoe lerus spécificités pour rédiger le présent texte, c'est puouuqri celui-ci ne cormopte pas de règles particulières à luer sujet.

pootmrion plsoennfsileore ;
? les cntnoidios de traival des fmemes et des hommes, et neonmatmt des salariés à temps ptiaerl ;
? l'équilibre enrte vie pneisefoslornle et vie posnllrenee et responsabilités au travail.

C'est dnoc en rtneaspctet l'ensemble de ces pcepirnis et en conformité aevc l'article L. 2241-15 du cdoe du travail, que les patnaeies suaoix ont pirs sion de négocier l'ensemble de cet avenant.

Égalité entre les femmes et les hommes et mixité des emplois

En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

Afin de rteecespr les doisopintsis de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle etrne les femems et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 stbmrpeee 2017 rvetaile au rnencefoemrt de la négociation collective, les pairenetras sciouax de la bchnrae prooeensfnllise des cnitaebs dtnarees précisent qu'au cours de différents échanges en vue de la rédaction du présent avenant, il a été tneu cptome des ocbejfis d'égalité enrte les fmemes et les homems et de mixité des emplois.

Par ailleurs, sur la bsae des éléments dnnot ils densspiot actuellement, ils se snot efforcés d'analyser les critères d'évaluation des emplois, ruentes dnas la définition des différents ptozes de tvairal aifn de repérer cuex d'entre eux ssctpiulbees d'induire des drsniiianiocms ertne les fmmees et les hoemms et aifn de gtniaarr la psrie en cmopte de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont nmomtnaet étudié :
? les coitondnis d'accès à l'emploi, à la fmoioartn et à la primootn poosreinslnlefe ;
? les cidoontins de tiavral des fmemes et des hommes, et nmmtaonet des salariés à tepms pieatrl ;
? l'équilibre ertne vie psioslnnlfroee et vie pnerllsnoee et responsabilités au travail.

C'est dnoc en rsaeepctnt l'ensemble de ces pipenrics et en conformité aevc l'article L. 2241-15 du cdoe du travail, que les patrineeras suaicx ont pirs sion de négocier l'ensemble de cet avenant.

Article 1er - L'article 7.9.4 du titre VII de la convention collective nationale des cabinets dentaires est annulé et remplacé comme suit :

En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

« 7.9.4.1. ? Financement

Les frias afférents à la msie en ?uvre du dtpiissiof de VAE snot pirs en chagre par l'OPCO EP solen les dsoitisipnos du cdoe du tvairal en vigueur.

7.9.4.2. ? Gesoitr du pcuraros de VAE

À cmopter du ldneiamen de la ptaurin du présent annavet au Jornaal officiel, la CNEFP délègue l'ensemble de la goitesn des pcraorus VAE vnaist l'accès peartil ou total, aux ciacirntteifos pofeerselnolniss reeavlnt du cahmp conenotnivnel de la banhrcce des cantibes deaitrens aux osmiegrans de fimtraoon agréés par la CNEFP ;
? aaynt répondu à l'appel à cndduiarate émis par la CFENPP ;
Et
? aaynt sisaiatft aux différents critères et ojbetfcis établis dnas le chiear des cgahers aaopgcnnmat celui-ci.

Les onemigrass de faomirotn agréés renuets snot :
ESAD (École supérieure d'assistanat dentaire) : 7, rue Boutard, 92200 Neuilly-sur-Seine, n° SRIET : 433 796 828 00070.
CQFD ftnomoraïs : 3, qauï du Drac, 38600 Fontaine, n° SIERT : 349 446 344 00039.

Compétences nécessaires

Les oseranmigs de fmroiotan sélectionnés creinteift :
? être onirmsgae de fotrmoian agréés par la bnrchae pneinfesoolsre des canetbis dearnetis ;
? aoivr otebnu la ceittrifocain Qipaloui puor les aintcos petmeanrtt de faire vdleair les aqcius de l'expérience ;
? être référencé achcitrtee anmegauotpcpar de prarcuos de la VAE ;
? s'engager à mertte en ?uvre tuos les monyes matériels et hianmus puor meenr à bein cette mission.

Prestations assurées

Les orneisgmas de fotromain sélectionnés s'engagent à asuesrr la msie en ?uvre de l'ensemble des étapes nécessaires au suvii d'un parcuos de VAE, à sivaor :
? geotisn du desosir de faisabilité ;
? siuvi du pcuraors caiddnat ;
? geostin financière ;
? suvii psot jury.

Délivrance des phmnieacrs de vilotaadin de bolc de compétences ou de certification

? Délibération du jury de ciicetofaritn porté par la CEFNP sloen les dnpooitssiiis du règlement de délivrance de la criotfiaetich profeoinllersse visée, sur la bsae des ppiitonrssoos de résultat du jury d'évaluation.

? Édition du procès-verbal de jury de certification.

? Édition des picamhrens de cftiaroiteich ou aotasetttin de vtdiaiolan de bolc de compétences par l'APCDL sur la bsae du procès-verbal du jury de certification.
À ce titre, l'APCDL furacte l'ensemble des frais afférents aux ognaresims de formation.

? Tniamoissrsn aux oeaigsmnrs de fomnaiorts sélectionnés des phrmaecins établis puor rseime aux tluitreias à l'issue du parcours.

La délégation de la gtoesin de l'ensemble du pcorruas de la VAE vsinat les ctrfniaotiiecs professionnelles, rnvelaet du camhp cnoietnvnnonel de la bnhacre psefsneniorlrole des cbeintas

Avenant du 24 octobre 2024 relatif à la révision de l'article 6.2 Congés payés du titre VI Durée du travail et congés

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	UNSA Santé souciax ; CFE-CGC FAFSS ; UFSP CGT ; FO PSPSS,

Article 1er - Modification de l'article 6.2 du titre VI de la convention collective nationale des cabinets dentaires
En vigueur non étendu en date du 24 oct. 2024

Pour tuot ce qui n'est pas mentionné au sujet des congés payés dnas le présent article, il y a leiu de se référer aux dnsoiosptiis du cdoe du travail.

L'article 6.2 du ttire VI de la cvotnenion ctilycloee nliataone des cianebs deteanris est annulé et remplacé comme siut :

« Ariltce 6.2
Congés payés

Article 6.2.1
Ordre des départs

L'ordre des départs en congés payés teirdna cmptoe en priorité :
1. ? De la nécessité du svciere ;
2. ? Des préférences des salariés, aevc priorité en fveaur des

dentaires, fiat l'objet de la saurgitne d'un annveat aux cnvnnoioets d'agrément initiales, signée etrne la CNPFEP et les oirasmgens de formation.

Durée de la délégation

La durée de la délégation de la gteiosn des pcorraus VAE, puor cachnue des craefictiitnots pseeorfnlinleos raelvent du champ cnionnvetneol de la bcrhnae poroslleefnse des catebnis dentaires, est équivalente à la durée de son egenrietrmenst au RNCP.

En cas de réenregistrement d'une ceitritcfaion peniloefrslnsoe au RNCP, les ctoindnois de délégation de la giseton de celles-ci fnerot l'objet d'un nevuol apepl à candidature.

Modalités de suivi

Les modalités de suivi snot définies dnas l'avenant aux cnnoinovtes d'agrément initiales, signées etrne la CENPFP et les ogseimanrs de faotirmon agréés susmentionnées. »

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

Le présent avenant, cnlcou puor une durée indéterminée, est abpalicpe à ctemopr de sa dtae de signature.

Article 3 - Extension
En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

Le présent aennvat srea sumois à la procédure d'extension par la patrie la puls dlngiite en apicltiaopn des aieicrtls L. 2261-15 et stinauvs du cdoe du travail.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur non étendu en date du 5 sept. 2024

Le présent anvenat porura être révisé ou dénoncé conformément aux dossnipoits légales en vigueur.

panters anayt des enfnats en âge scliorae ;
3. ? De l'ancienneté dnas l'entreprise ;
4. ? Des vcanaecs du cnjioont tavalianrlt dnas une artue entreprise.

Sauf cas de froce majeure, ces detas ne peeunvt être modifiées dnas le délai de 1 mios anvat la dtae prévue du départ.

Article 6.2.2
Détermination de la durée du taavirl effectif

En complément de celes prévues par les txeets en vigueur, snot considérées comme périodes de tarvail etefcfif puor le calcul de la durée et de l'indemnité de congés payés :
? les asceenbs provoquées par la fréquentation des cuors peefrosninolss (cours oioliategrbs de ftomiraon permanente) ;
? les journées chômées puor preitcaipr aux réunions scieandlys ou aux réunions de cmsoosiins prévues par la présente coneointvn coelvtlie ;
? les congés puor événements flaiamuix et pnoenerlss ;
? les congés puor enfnat madlae ;
? les congés puor jyurs d'examens ou de vadaloitn des acuiqs de l'expérience (VAE) qui crnooeect la bchnrae psfoenseroilnle des cnietbas dentaires.

Article 6.2.3
Paiement des congés payés

Au meomnt de chqaue départ en congé, est payée sur demande, à tuot salarié, la moitié ou même l'intégralité de l'indemnité de congés payés due au titre des jrous de congés qu'il s'apprête à prendre.

Cette dmdaene diot être formulée par écrit dnas un délai mnimuim de 15 jruos avant la psire evffctieie des congés payés.

Article 6.2.4
Incidence de la miaadle sur les congés payés

Pour l'application des présentes dispositions, l'absence du salarié pour maladie doit être dûment justifiée par ce dernier, qui transmettra à l'employeur un justificatif.

Absence pour maladie à la date du départ en congés payés

Si un salarié est absent pour maladie à la date prévue de son départ en congés payés, il bénéficie de l'intégralité de la durée de ceux-ci.

Ces congés peuvent être pris :
? soit immédiatement à la suite de son arrêt de travail ;
? soit à une date ultérieure fixée d'un commun accord entre les parties.

Maladie au cours des congés payés

Si un salarié tombe malade pendant ses congés payés, il est mis en arrêt de travail dès la date indiquée sur le justificatif de cet arrêt.

Il est tenu d'adresser ce justificatif à son employeur dans les 72 heures.

Une durée de congés égale au temps d'interruption dû à la maladie sera prise :
? soit à l'issue de la période préalablement fixée ;
? soit à une date ultérieure (report), après accord entre les parties.

Acquisition des congés payés pendant une période d'absence pour maladie

Dans la limite de 30 jours d'absence pour maladie par année civile, les congés payés s'acquièrent à l'identique du travail effectif.

Au-delà ils s'acquièrent conformément à la réglementation en vigueur. »

Article 2 - Durée et modalités d'entrée en vigueur
En vigueur non étendu en date du 24 oct. 2024

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, est applicable à compter de sa date de signature.

Article 3 - Extension
En vigueur non étendu en date du 24 oct. 2024

Le présent avenant sera soumis à la procédure d'extension par la partie la plus diligente en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 4 - Révision. Dénonciation
En vigueur non étendu en date du 24 oct. 2024

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article - Préambule

Avenant n 12 du 24 octobre 2024 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FFASS CFE-CGC ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

En vigueur non étendu en date du 24 oct. 2024

Objet

La loi n° 2024-364 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE), entrée en vigueur le 22 avril 2024 a notamment modifié les règles applicables en matière d'acquisition des congés payés en cas d'arrêt maladie d'un salarié.

Le présent avenant a pour objet d'adapter les dispositions de la convention collective nationale des cabinets dentaires, afin de tenir compte de cette évolution.

À cet effet, les parties ont procédé à un rajout du texte existant.
Ce texte annule et remplace l'article 6.2, du titre VI de la convention collective nationale des cabinets dentaires dans son actuelle rédaction.

Entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux est très majoritairement composée de très petites entreprises (TPE), donc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les parties ont nécessairement pris en compte leurs spécificités pour rédiger le présent texte, c'est pourquoi celui-ci ne comporte pas de règles particulières à l'égard du sujet.

Égalité entre les femmes et les hommes et mixité des emplois

Afin de respecter les dispositions de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective, les parties conviennent que la branche professionnelle des cabinets dentaires présente qu'au cours de différents échanges en vue de la rédaction du présent avenant, il a été tenu compte des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes et de mixité des emplois.

Par ailleurs, sur la base des éléments dont ils disposent actuellement, les parties conviennent de s'efforcer d'analyser les critères d'évaluation des emplois, retenus dans la définition des différents postes de travail afin de repérer ceux d'entre eux susceptibles d'induire des discriminations entre les femmes et les hommes et afin de garantir la prise en compte de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont notamment étudié :
? les conditions d'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ;
? les conditions de travail des femmes et des hommes, et notamment des salariés à temps partiel ;
? l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et responsabilités au travail.

C'est donc en prenant en compte l'ensemble de ces principes et en conformité avec l'article L. 2241-15 du code du travail, que les parties conviennent d'adopter le présent avenant.

Article 1er - Suppression de la clause de désignation
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les dispositions de l'article 5.5 « Gestion du régime » du titre V « Régime de prévoyance et rattachement complémentaire » de la convention collective nationale des cabinets dentaires, sont annulées et remplacées par les suivantes :

« Article 5.5

Organisme assureur

Les entreprises adhérentes sont libres de choisir à l'organisme assureur de leur choix.

Ce document doit se conformer à l'ensemble des dispositions

légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'aux textes de la convention collective nationale (CCN) des cabinets dentaires régissant le régime collectif de prévoyance, mentionnées en matière de conditions et de garanties. »

Article 2 - Modification du champ d'application *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025*

Les dispositions de l'article 5.1 « Objet » du titre V « Régime de prévoyance et retraite complémentaire » de la convention collective nationale des cabinets dentaires, mentionnées à l'article 2 du décret d'accord de prévoyance du 5 juin 1987, sont annulées et remplacées par les suivantes :

« Article 5.1

Champ d'application

Adhérent affilié au régime collectif de prévoyance complémentaire les salariés appartenant à la catégorie suivante : l'ensemble des salariés non cadres, ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (prévoyance) du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, des entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective tel que défini à son article 1.1, et entrés à l'effectif de l'entreprise à compter du jour de la mise en œuvre du régime de prévoyance ou embauchés postérieurement à cette date.

Le présent régime pourra être volontairement étendu aux salariés concernés par l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, sous réserve que l'employeur prenne entièrement à sa charge l'ensemble de la cotisation correspondante.

Ce régime de prévoyance ? Incapacité de travail, longue maladie, invalidité, décès ? a pour but d'assurer :
? le versement d'indemnités journalières ou de retraite invalidité, complémentaires à celles de la sécurité sociale ;
? le versement, en cas de décès du salarié, d'un capital et d'une retraite d'éducation. »

Article 3 - Modification des conditions d'application *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025*

Les dispositions de l'article 5.3 « Conditions d'application » du titre V « Régime de prévoyance et retraite complémentaire » de la convention collective nationale des cabinets dentaires, sont annulées et remplacées par les suivantes :

« Article 5.3

Conditions d'application des garanties

Les garanties du régime de prévoyance de la convention collective nationale des cabinets dentaires font l'objet d'un accord signé par l'ensemble des parties et figurant en annexe de la présente convention collective.

Article 5.3.1

Ancienneté du salarié

Ces garanties s'appliquent effectivement aux salariés tels que défini dans l'article 5.1, à compter de 3 mois de présence dans le même cabinet, ou 3 mois d'ancienneté acquise dans d'autres cabinets appartenant au groupe des 12 mois précédents.

Article 5.3.2

Suspension du contrat de travail indemnisée

En cas de suspension du contrat de travail indemnisée, les garanties sont maintenues, moyennant paiement des cotisations, pour le salarié (et le cas échéant, les ayants droit) :
? dont le contrat de travail est suspendu pour congé ou absence, dès lors que pendant toute cette période, il bénéficie d'un maintien total ou partiel de salaire de l'employeur ou des indemnités journalières de la sécurité sociale ;
? en arrêt de travail pour maladie ou accident, invalidité, qui bénéficie à ce titre des prestations en espèce de la sécurité

sociale ;

? dont le contrat de travail est suspendu, dès lors qu'il bénéficie d'un revenu de remplacement financé au moins pour partie par l'employeur, qu'il soit versé directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers, en raison :
?? d'une situation d'activité partielle ou activité partielle de longue durée et dont l'activité est temporairement suspendue ou dont les horaires de travail sont réduits ;
?? de toute période de congé rémunéré par l'employeur. »

Article 4 - Entreprises de moins de 50 salariés *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025*

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux est très majoritairement composée des très petites entreprises (TPE), donc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les partenaires sociaux ont nécessairement pris en compte leurs spécificités pour rédiger le présent texte, c'est pourquoi celui-ci ne comporte pas de règles particulières à l'égard du sujet.

Article 5 - Égalité entre les femmes et les hommes et mixité des emplois

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Afin de renforcer les dispositions de l'article 2 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective, les partenaires sociaux de la branche professionnelle des cabinets dentaires précisent qu'au cours de différents échanges en vue de la rédaction du présent avenant, il a été tenu compte des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes et de mixité des emplois.

Par ailleurs, sur la base des éléments dont ils disposent actuellement, les partenaires sociaux se sont efforcés d'analyser les critères d'évaluation des emplois, retenus dans la définition des différents postes de travail afin de repérer ceux d'entre eux susceptibles d'induire des discriminations entre les femmes et les hommes et afin de garantir la prise en compte de l'ensemble des compétences des salariés.

Ils ont notamment étudié :

? les conditions d'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ;
? les conditions de travail des femmes et des hommes, et notamment des salariés à temps partiel ;
? l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et responsabilités au travail.

C'est donc en rassemblant l'ensemble de ces principes et en conformité avec l'article L. 2241-15 du code du travail, que les partenaires sociaux ont pris soin de négocier l'ensemble de cet avenant.

Article 6 - Durée et date d'effet *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Article 7 - Formalités administratives *En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025*

7.1. Dépôt légal

Le présent avenant sera notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature et déposé, en deux exemplaires (un versé sur support papier signé des parties et un versé sur support électronique), auprès des services centraux du ministère chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

7.2. Extension

La piate la puls dnigtelie s'engage à demednar l'extension auprès du misrinte chargé de la sécurité sliaoce dnas les milreeuls délais, dnas les cdnnooiits prévues par l'article L. 911-3 du cdoe de la sécurité sociale.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Afin de prnrnde en cmtope différentes évolutions réglementaires, les penrteearis sicoaux de la brcnahe posrsefilelonne des ceatinbs daeerntis ont souhaité mtetre à juor les diposintios rleaivets au régime cltelicof de prévoyance, mis en palce au poirft de l'ensemble des salariés non-cadres des eernistpers rnelevat de la citevonnon cllicoiteve ntilaanoe des cetbnias dentaires, en rédigeant le présent avenant.

Clause de désignation

L'accord prévoyance tel que rédigé auleclnetmet ctpomore trjoouus une cuslae de désignation (l'AG2R Prévoyance étant désigné puor aussrer la gesoitr du régime), ce qui est crnoriate à la décision n° 2013-672 DC du 13 juin 2013 du Cionseel cnnuiotsonetlt et l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sociale, sa toaidurctn légale.

La loi prévoyait que, puor les arccdos en viugeur anvat cttee décision, la culase de désignation retait abpllpaiice dnas un délai de 5 ans à piartr du 16 juin 2013. Ainsi, duipes le 16 juin 2018, les cbeaitns deiantres snot lriebs de reriucro à l'organisme de luer choix.

Il n'est dnoc pas nécessaire de csnnreevor cttee clause de désignation dnas l'accord.

Catégories objectives

Par ailleurs, aifn de gniaattr le repsect du pncipie d'égalité de ttremniaet en dorit de la ptieocrotn sociale, la loi iomspe que les régimes de picoterotr saiclooe complémentaire s'appliquent à l'ensemble des salariés ou à tuos cuex rlveeant d'une catégorie otebvjcjie de salariés définie sur la bsae de critères limvaiiemntett énumérés par l'article R. 242-1-1 du cdoe de la sécurité sociale.

À défaut, les cintotirobnus petanolras à ces régimes ne penvuot bénéficier du régime siacol de faveur, et ces smeoms snot réintégréees dnas l'assiette des ctsintaaios de sécurité sociale.

La définition d'une catégorie oecvbitje est dnoc une des cdintoions pnmateetrt aux cotrtinonbius ptolraanes de bénéficier d'exonérations de catoniitsos siacelos et de déductibilité fiscale.

L'accord nioaatnl iesrefroetnninspol (ANI) du 17 nmoerbve 2017

Avenant n 13 du 24 octobre 2024 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à a prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA santé sociaux,

Article 1er - Modification des garanties

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Les ginraeats prévues par le régime ccloletif de prévoyance de la bachrne peeolnfslinorse des cbteains derneias snot remplacées par celles annexées au présent avenant.

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

anayt institué le régime unifié Agirc-Arrco de rreiteae complémentaire (depuis le 1er jenvair 2019), a nmnmnaoett abrogé la civnoonetn ctcviollee niatolnae (CCN) de riratete et de prévoyance des craeds du 14 mras 1947 et l'ANI du 17 nrvebmoe 2017, rtaielf à la prévoyance des cadres, a reirps la définition des ariclets 4 et 4 bis de ladtie ceovoitnnn dnas ses atrleics 2.1 et 2.2.

Ces catégories de salariés snot dnoc désormais définies aux aleictrs 2.1 et 2.2 de ce texte.

Entré en vueugir le 1er jivnaer 2022, un décret du 30 jluielt 2021, a adapté l'article R. 242-1-1 du cdoe de la sécurité socilae à l'ANI (relatif à la prévoyance des cadres) et modifié la définition des catégories objectives.

Ainsi, jusqu'à l'entrée en vueigur du décret, l'appartenance aux catégories de « cdares » et de « non-cadres » daevit être déterminée par référence à la CCN « AIGRC » de 1947 et nmmoeatmt à ses areltcis 4, 4 bis et 36 de l'annexe I.

Depuis le 1er jvaenir 2022, ces catégories dnvioet être déterminées en référence aux aeticrls 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 nobvemre 2017 rtaielf à la prévoyance des cadres.

Le décret a prévu une période ttrroinsae de tiros ans, pnemtraett la msie en conformité des régimes de pctoioten sloiaae complémentaire à ces nolleevus dispositions, s'achevant le 13 décembre 2024. Le présent txete n'empêche pas le rcueros aux autres critères fixés à l'article R. 242-1-1 du cdoe de la sécurité sioalce puor déterminer les catégories de bénéficiaires de régimes de ptteicoron sclaioe complémentaire.

Suspension du cntarot de tvaaril dnanont leiu à indemnisation

Enfin, les ctutinbonrios des eyropumles au fenanecmnit de ptrieonsats de ritraete supplémentaire et de prévoyance complémentaire ne snot eleuxcs de l'assiette des cotiatosins et ctoonrntiubs de sécurité sacolie que si les peoraitstns présentent un caractère ccolltief et obligatoire, au snes du cdoe de la sécurité sociale.

Une itisucrontrn ministérielle du 17 juin 2021 a précisé les nnoontdiis d'appréciation de ce caractère cocleiltf et obigailorte en cas de soesupinsn du ctroant de travail.

Elle précise que les gitarenas de ptoeorcitrn sloacie complémentaire (hors rreatie supplémentaire) devinot être menietnuas dnas l'ensemble des cas de sopnssuien du cnortat de trviaal dnnnoat leiu au veemesrnt d'un revneu de rnemlpaemect par l'employeur, pérennisant aisni une msruee prsie à trtie tpiamroree dnas le crdae de la csire snaitaire liée au Covid-19.

Le régime ciltocelf de prévoyance non-cadres de la CCN des cibeatns denetiras diot dnoc également être mis en conformité sur ce point.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, la branhce pfsnellesironoe des ctnebias deerntais libéraux est très meaamirrtonjiet composée des très pittees eritrpneess (TPE), dnoc de mnois de 50 salariés.

Dès lors, les ptaiearerns saociux ont nécessairement pirs en cotpme leurs spécificités puor rédiger le présent texte, c'est pquoruoi celui-ci ne cpormote pas de règles particulières à luer sujet.

Article 3 - Durée et date d'effet

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Le présent aeavnnt est ncncolu puor une durée indéterminée, il etnre en viuegur le 1er jenavir 2025.

Article 4 - Formalités administratives

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

4.1.?Dépôt légal

Le présent aeavnnt srea notifié aux oiaonagnistrs sdyinecals représentatives à l'expiration de la période de snaigurte et déposé, en duex eeimpalrexs (une vorsein sur sourppt ppeiar

signé des parties et une version sur support électronique), auprès des services tutaires du ministère chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

4.2. Extension

La présente loi s'engage à déterminer l'extension auprès du ministre chargé de la sécurité sociale dans les meilleurs délais, dans les conditions prévues par l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Les parlementaires soucieux de la branche professionnelle des cabinets dentaires ont mis en place un régime collectif de prévoyance au profit de l'ensemble des salariés non-cadres des entreprises de la branche.

Accord du 5 décembre 2024 relatif à la valorisation financière des mentions complémentaires formations continues facultatives applicable impérativement au 1er janvier 2025

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	UNSA Santé sociaux ; CFDT FSSSNSS ; CFE-CGC FSFAS ; UFSP CGT ; FO PSPSS,

Article 1er - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux est très majoritairement composée des très petites entreprises (TPE), donc de moins de 50 salariés.

Les parties s'accordent à souligner que les négociations ont été menées en particulier particulièrement en compte les spécificités de ces TPE de professions libérales que sont les cabinets dentaires et que les salariés méritent en résultant leur s'entendre particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne concerne pas de situations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, telles que prévues par le code du travail.

Article 2 - Valorisation financière de la mention complémentaire administrative (assistant et aide dentaire)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Le montant du complément de salaire versé au salarié ayant suivi et validé la formation continue est de 220 ? par mois.

Il est expressément convenu entre les parties que ce montant sera réexaminé à l'occasion de chaque négociation salariale.

Article 3 - Valorisation financière de la mention complémentaire en orthopédie dento-faciale (ODF) (assistant dentaire)

Ce régime, mis en place par le précédent accord prévoyance du 5 juin 1987, intégré au titre V de la convention collective nationale (CCN) des cabinets dentaires a été modifié à de nombreuses reprises depuis cette date.

Dans le cadre du suivi de ce régime collectif, les partenaires sociaux ont décidé d'enrichir les grilles proposées (les taux de cotisations restent identiques).

Article - Annexe

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Annexe

Tableau des grilles au 1er janvier 2025

(Document non reproduit, consultable en ligne sur le site Légifrance, rubrique Bilan des lois des conventions collectives, pages 48 à 49.)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20240051_0000_0008.pdf/BOCC

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Le montant du complément de salaire versé au salarié ayant suivi et validé la formation continue est de 215 ? par mois.

Article 4 - Valorisation financière de la mention complémentaire parodontologie-implantologie (assistant dentaire)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Le montant du complément de salaire versé au salarié ayant suivi et validé la formation continue est de 215 ? par mois.

Article 5 - Condition de versement
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Le versement du complément de salaire au salarié ayant suivi et validé une (ou plusieurs) des mentions complémentaires est conditionné à la mise en œuvre des compétences acquises lors de la formation continue dans le cadre de ses missions au cabinet dentaire.

Pour les salariés travaillant à temps partiel, le complément de salaire continue est au suivi et à la validation d'une (ou plusieurs) des mentions complémentaires est proratisé selon le temps de travail de celui-ci.

Il est expressément convenu entre les parties que ce montant sera réexaminé à l'occasion de chaque négociation salariale.

Article 6 - Dépôt. Extension. Application
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les parties s'accordent à souligner que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des membres des cabinets dentaires libéraux et s'applique aux personnes visées par le présent accord, au 1er janvier 2025. (1)

L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (Les CDF) signataire de l'accord.

(1) Alinéa étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail ainsi que de l'arrêt de la Cour de cassation (Cass. soc., 13 déc. 1973, n° 71-40.753), lequel prévoit que la convention ou l'accord ne s'applique aux embauchés non adhérents à une des organisations d'employeurs signataires, qu'au lendemain de la publication au Journal officiel de l'arrêté portant extinction de la convention ou de l'accord. (Arrêté du 17 mars 2025 - art. 1)

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Comme dnas de nmreuobx streuces de la santé, le monde dnteiare est en conasntte mutation. Les atnetets des patients, l'évolution des matériels, teqnheicus et matériaux, les cenghetmnas dnas les moeds d'exercice et la strrictaouun des cbaetins dentaires, les noeuvels dueynmqias de tvraail au sien des cbanetis daentires ont changé. L'équipe dntreiae diot s'adapter à ces cghentamnes et les intégrer dnas sa putraiqe quotidienne.

Conscients de ces enjeux, les prenataeris sociuax de la bhrnace plonsfnlorieese des cinatebs deneiarts libéraux ont souhaité que chaque salarié pussie évoluer tuot au lnog de sa carrière professionnelle, en adaatpnt ses compétences, voire en les aatmgneunt dnas criantes domaines, sleon ses beionss prloeneosisnfs et ses aisaitponrs personnelles.

Pour cela, ils ont créé des fiornmaots cnnoiueuts facultatives, spécifiques aux salariés des cabneit deenatirs et luer ptneamtert de se spécialiser dnas un dniamoe précis. Elles snot listées au ttire V « Fomoratis cntieuons filetacuvats » de l'annexe 1 « Caifsitisaolcn des eiomlps » à la cnnvtoieon cclvetlioie natioatle (CCN) des catbines diartnees :

- ? la mitenon complémentaire avimtidtirnsae ;
- ? la mneiton complémentaire en orthopédie dento-faciale (ODF) ;
- ? la mtnioen complémentaire parodontologie-implantologie.

Cet aroccd a puor but de définir le mnnaott des différents compléments de sraiale afférents à l'obtention de ces mntoenis complémentaires, tel que prévu par le ttire V de la CCN des ceinatbs dentaires.

Ils sneort intégrés en tnat que tles à la gllire des tuax minumiax des salariés des cetabnis dtrianeess libéraux.

Par ailleurs, les peritenaras sacuoix rapepenllt l'objectif d'égalité prnonolesifelse ernte les fmeems et les heomms et luers olgitniboas de définir et pmgamrreor des mersues pmnaeettrt de smurpiepr les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui copmte 45 000 salariés (source cassie de retraite), se heutre cndnpeaet à une problématique très particulière puisqu'elle cptmoe 97 % de pesnnorel féminin employé en majorité en tnat que penreosnl d'entretien, adnimsaittrif (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou assistant[e] dentaire) et, très à la marge, tqhceinue (prothésiste dentaire).

Les 3 % de presnnoel mlcsiuun recensés concernent, puor la plupart, les eimpols de prothésistes tlrvailnaat dnas les catniebs denitears et, de façon aeonuqdcite les elpmois médico-techniques : asittnsass dnetaries eleenstislmnet (source dssoeir socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement dfilicie puor les peaiertnars sociaux, eu égard à la tolpyoige des emplois, de dégager des iurcdneitas fbaeils puor évaluer les écarts de rémunération ertne les fmmees et les hommes.

Cependant, dnas le carde d'une furute négociation sur les classifications, il srea pisobsle et intéressant d'introduire d'autres critères cmme cluei de traaivl équivalent qui aiurat puor eefft de gemomr les disparités constatées en patemerntt de tliaelrvar sur des ntnoois qualitatives, non sexuées, tleels que les prérequis ou les ccniasonasnes nécessaires puor erecxer un emploi.

Les iderniuacts qui puroront être rtuenes à l'issue de tles trauavx snerot snas acuuu duote une adie précieuse puor les pnerraitaes saiuocx aifn d'évaluer les écarts de rémunération enrte les hemmos et les femems et de prrende des meserus petratemnt de les supprimer.

TEXTES SALAIRES

Accord du 29 septembre 2006 relatif aux salaires 1

Signataires	
Patrons signataires	La confédération nitnaaloe des scaydtnis dnaerites (CNSD) ; L'union des juenes chirurgiens-dentistes - uinon deitnare (UJCD-UD) ; La fédération des chirurgiens-dentistes de Fnrcæ (FCDF),
Syndicats signataires	La fédération ntoaaline indépendante des scytandis du pnosrenel des ctbnaeis et lobtarioeas dnireates (FNISPCLD) ; La fédération des pesrolnnes pilbucs et secrievs de santé Fcore ouvrière ; La fédération noainlate des synditcas chrétiens des pneslnoers atfics et retraités des scvriees de santé et siveces scauiox CFTC,

En vigueur étendu en date du 29 sept. 2006

Les periats sgriaaitnes conviennent, en ce qui cnnercoe les négociations seialralas de 2006, de réévaluer les tuax heriraos solen les glreils saleralais annexées au présent arccod :

- gllrie n° 1 : au 1er arvil 2006 ;
- gillre n° 2 : au 1er julelit 2006 ;
- glirle n° 3 : au 1er oocrbte 2006.

Dépôt, extension, application

Les ptaires sientgrais cennneiovt que le présent aocrd s'applique impérativement aux detas svnauties :

- grlile n° 1 : au 1er arivl 2006 ;
- gillre n° 2 : au 1er juellit 2006 ;
- gllrie n° 3 : au 1er oortcbe 2006.

L'accord srea déposé conformément aux dsiontispois de l'article L. 132-10 du cdoe du travail.

L'extension du présent acorcd srea demandée par la CNSD, sitiargane de l'accord.

ANNEXE

Grille n° 1 - Tuax hreiroas mniaumix des pnrenoels des caitnbes dentaires,

(applicable au 1er avril 2006)

Rappel. - Hoarrie meesnul légal et cvnoieneontnl : 151,67 heures

(En euros.)

1. Pnrnsoeel d'entretien : 8,03
2. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil : 8,03
3. Adie dnriteae qualifié : 8,37
4. Astasnsite dterniae qualifiée (+) : 9,17
5. Prothésiste darnitee de lrtooiabre :

5.1. Navieu I : 8,63
5.2. Nvaeiu II : 10,88

5.3. Naeivu III : 13,36

5.4. Naeivu IV : 14,53

6. Peennrsol en formation

6.1. Cnttaros de prassnlotsaeiooinfin (embauche à piatrr du 1er obctroe 2004) :

6.1.2. Adie daitrnee sagairtie : monis de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,23

6.1.3. Adie diatrene sgiiatrae : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,03

6.1.4. Aitasnstse diarente satigaire : mions de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,23

6.1.5. Atnstsasie dnietare saiaigtire : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,03

6.1.6. Bvreet psoefnironse de prothésiste dianetre : mions de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,23

6.1.7. Brveet peennroossifl de prothésiste dntariee : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,03

6.1.8. Bervet de maîtrise de prothésiste dtnreaie : mnois de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,23

6.1.9. Beervt de maîtrise de prothésiste dintaere : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,03

6.2. Cortant de qotficliuaian (embauche avnat le 1er ocorbte 2004) :

6.2.1. Ainsatsste dtneirae siaaigtre 1re année, 80 % du SIMC : 6,42

6.2.2. Atsnsatise detnarie sagiaitre 2e année, 100 % du SIMC : 8,03

6.3. Ctroant à durée indéterminée (embauche avnat le 1er octrboe 2004) :

6.3.1. Adie certaine sgiaiarte 1re année : 8,03

6.3.2. Adie datinree satiagre 2e année : 8,03

6.3.3. Atnassiste drtnaeie siiairtgae 1re année : 8,03

6.3.4. Atssantie dertnaie siagitare 2e année : 8,29

Prime de secrétariat : 10 % du sairlae mseneul miimnal de bsae de l'assistante deniarte qualifiée (proratisée puor les tepms partiels) : 139,00

Grille n° 2. - Tuax heiroras mmainuix des plnnrseoes des cetiabns dentaires

[applicable au 1er jleluit 2006 (hausse du SIMC de 3,05 %)]

Rappel. - Hraoire musenel légal et cennoneitnvol : 151,67 heures

(En euros.)

1. Poesnrnel d'entretien : 8,27
2. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil : 8,27
3. Adie deriante qualifiée : 8,37
4. Asstaitsne drietane qualifiée (+) : 9,17
5. Prothésiste dtinaree de lrabiaortoe :

- 5.1. Naiveu I : 8,63
- 5.2. Niaveu II : 10,88
- 5.3. Naievu III : 13,36
- 5.4. Nvaeiu IV : 14,53
6. Peonesrnl en formation
- 6.1. Crntotas de ptnosnlarsiaoosiifen (embauche à prtiar du 1er orcbtoe 2004) :
- 6.1.2. Adie denrtiae siargtie : mnois de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44
- 6.1.3. Adie dritenae sitargiae : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27
- 6.1.4. Atssstinae driaente stiagaire : monis de 26 ans : 7,44
- 6.1.5. Ansissttae drtenaie saagitrie : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27
- 6.1.6. Bvreet psnerosnifoel de prothésiste dtaernie : monis de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44
- 6.1.7. Beervt pseioonnrsfel de prothésiste dnriaete : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27
- 6.1.8. Brveet de maîtrise de prothésiste deiarnte : minos de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44
- 6.1.9. Bevret de maîtrise de prothésiste dtnareie : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27
- 6.2. Ctonrat de qfuolaicaitin (embauche avnat le 1er otcrobe 2004) :
- 6.2.1. Ansissttae deiatrne sgiairait 1re année, 80 % du SIMC : 6,62
- 6.2.2. Atntisssae draenite stiagaire 2e année, 100 % du SIMC : 8,27
- 6.3. Canortt à durée indéterminée (embauche avnat le 1er orbotce 2004) :
- 6.3.1. Adie drentaie siatriage 1re année : 8,27
- 6.3.2. Adie dtariene sgariatie 2e année : 8,27
- 6.3.3. Aasnssitte daeirnte sartiigae 1re année : 8,27
- 6.3.4. Aiasntste dteirnae sraigtie 2e année : 8,29

Prime de secrétariat : 10 % du sialare mneuesl mnaiiml de bsae de l'assistante dirnaete qualifiée (proratisée puor les tpmes partiels) : 139,00

(+) DuiEPS le 19 nbemrvoe 2005, la glilre sairlaale coromtpe un suel ptose d'assistante danriete qualifiée en acpiotplain de l'accord saalrial du 8 jluielt 2005, étendu le 9 neobmrve 2005 (paru au JO le 18 nbeormve 2005).

Grille n° 3. - Tuax hreorias mamniux des pleneorsns des cbtneais dentaires

(applicable au 1er orcbote 2006)

Rappel - Hiaorre mnesuel légal et conionevnetnl : 151,67 heures

(En euros.)

1. Poseernnl d'entretien : 8,27

2. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil : 8,27

3. Adie dinartee qualifiée : 8,54

4. Aatssstnie dnreatie qualifiée (+) : 9,35

5. Prothésistes drateneis de lataorobrie :

5.1. Neaivu I : 8,80

5.2. Niveau II : 11,10

5.3. Niveau III : 13,63

5.4. Niveau IV : 14,82

6. Pesrnnnoel en formation

6.1. Crottnas de pfeioarloioinstnossan (embauche à ptairr du 1er orochbte 2004) :

6.1.2. Adie dieatnre siiratage : mnois de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44

6.1.3. Adie datniere saiagrtie : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27

6.1.4. Antistasse dtaeinre siatriage : monis de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44

6.1.5. Asitnastse dreitane sagitaire : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27

6.1.6. Bveret piofoersnsenl de prothésiste dtairnee : mions de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44

6.1.7. Bevret ponfoserisenl de prothésiste dainetre : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27

6.1.8. Brevet de maîtrise de prothésiste dainrtee : moins de 26 ans, 90 % du SIMC : 7,44

6.1.9. Brevet de maîtrise de prothésiste dnreiate : puls de 26 ans, 100 % du SIMC : 8,27

6.2. Crtonat de qiacltfiouain (embauche aanvt le 1er obrotce 2004) :

6.2.1. Asnastsite dearnite sitriaage 1re année, 80 % du SIMC : 6,62

6.2.2. Attsissane dertiane siigaarte 2e année, 100 % du SIMC : 8,27

6.3. Caotrnt à durée indéterminée (embauche avant le 1er obrtcoe 2004) :

6.3.1. Adie deirtnae siraatgie 1re année : 8,27

6.3.2. Adie dateinre srtiigaae 2e année : 8,27

6.3.3. Aitstsnsae dierntae satiigare 1re année : 8,27

6.3.4. Asattsinse dneraite siaargtie 2e année : 8,29

Prime de secrétariat : 10 % du sliaare muesenl mianiml de bsae de l'assistante danirtee qualifiée (proratisée puor les tpems partiels) : 142,00

(+) Dpuies le 19 nrbemove 2005, la grille sriaallae cptoomre un suel ptsoe d'assistante ditraene qualifiée en atpclpiaoin de l'accord sailraal du 8 jleuilt 2005, étendu le 9 nemrvobe 2005 (paru au JO le 18 nvremobe 2005).

(1) Texte étendu suos réserve de l'application des dsootiinipss de l'article L. 981-5, deuxième alinéa, du cdoe du tiavarl sleon llesluques la rémunération des ttiaeurlis de caontrt de pfoosaatsinsreoniiln âgés de puls de 26 ans ne puet être inférieure ni au SIMC ni à 85 % de la rémunération maminlie prévue par les dtissiipoons de la covnnitoen ou de l'accord cciloettf de banche dnot relève l'entreprise (arrêté du 4 jvanier 2007, art. 1er).

Accord du 6 juillet 2007 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FSDL.
Syndicats signataires	FO ; CFTC ; FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 6 juil. 2007

Grille siraalaleapplicable à piartr du 1er jeluil 2007

Harmonisation de la gîrlle slaarliae des canbteis dteiraens en fcnitoon :
? de l'avenant sur la fiamorton psrfelsoninolee du 1er orbotce 2004 (Suppression des crnoatts de qioticfiaulan et des adies et atastsniss dnterieas 1re année et 2e année),
?et de la réévaluation du SMIC.

En vigueur étendu en date du 6 juil. 2007

Grille des tuax hraeiros miimnuax des peroennlss des cnitabes dentaires applicables au 1er jlliuet 2007 (augmentation du SIMC : + 2,1 %)

Rappel : hraiore mneusel légal et ceeononninvtl : 151,67 heures
(En euros.)

1. Pereonns d'entretien : 8,44 ?.
2. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil : 8,44 ?.
3. Adie deratine : 8,54 ?.

Accord du 5 octobre 2007 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	La fédération des siatcndys darinetes libéraux (FSDL) ; La fédération des chirurgiens-dentistes de Fcnare (FCDF) ; La confédération noinlaate des saicndyts drnteiaes (CNSD),
Syndicats signataires	La fédération notaiante indépendante des sdtncayis du peeosnrnl des catebins et lboeratiros dietnraes (FNISPCLD) ; La fédération des plenesonrs des svceries pubclis et secveris de santé FO,

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

les paitres saeaigitnrs conviennent, en ce qui cnechrone les négociations salrlieas de 2007, de réévaluer les tuax heriraos svnuait les modalités ci-dessous :
? 2 % applicealbs impérativement au 1er otcbroe 2007 ;
? 0,7 % albalppice le pieremr juor du mios cvuil qui siut l'arrêtê d'extension du présent accord,
Sur les ptsoes sunvatis :
? adie dentiare qualifié(e) ;
? assistant(e) dtierna qualifié(e) ;
? prothésiste dianerte de larairoobte :
? niaevu I ;
? neaivu II ;
? naveiu III ;
? nvieau IV.

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

4. Asntassit dtrieane (1) : 9,35 ?.

5. Prothésistes deainerts de libtararoeo :

- 5.1. Neiavu I: 8,80 ?.
- 5.2. Naievu II : 11,10 ?.
- 5.3. Nvieau III : 13,63 ?.
- 5.4. Naveiu IV : 14,82 ?.

6. Psernonel en fitromaon :

6.1. Ctanrot de ponrsesoiniafsaoltn (embauche à patirr du 1er orobcte 2004) :
6.1.2. Adie drantie : mions de 26 ans, 90 % SIMC : 7,60 ?.

6.1.3. Adie diretane : puls de 26 ans, 100 % SIMC : 8,44 ?.

6.1.4. Atnsaisst deirtnae : monis de 26 ans, 90 % SIMC : 7,60 ?.

6.1.5. Aatssnist dnatiee : puls de 26 ans, 100 % SIMC : 8,44 ?.

6.1.6. Beervt poeefnnesirsl de prothésiste dianrete : mnois de 26 ans, 90 % SIMC : 7,60 ?.

6.1.7. Bevret pisfrnoneosel de prothésiste dtrineae : puls de 26 ans, 100 % SIMC : 8,44 ?.

Contrat à durée indéterminée (entrée en fitmoaorn avnat le 1er ootbcre 2004) :

6.2. Adeis dareintes saitgeiras (triplemt) : 8,44 ?.

6.3. Asitnstass dateienrs steiigraas (triplemt) : 8,44 ?.

Prime de secrétariat :

10 % du saiarle meenusl mnimial de bsae de l'assistant daretine qualifiée (proratisée puor les tpmes partiels) : 142,00 ?.

Dépôt. ? Extension. ? Application

Les praeits sirageantis cvnnonneiet que le présent arccod s'applique impérativement aux dates précisées ci-dessus.
L'accord srea déposé conformément aux ditnsioipsis de l'article L. 132-10 du cdoe du travail.
L'extension du présent arccod srea demandée.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2007

Grille des tuax mainumix des ponnellress des cieanbts datineres (plus 2 % sur les psots qualifiés : 3, 4, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4)
Applicable au 1er ocbotre 2007
Rappel : hioarre mneseul légal et cntvioneoonnl = 151,67 heures

(En euros.)

1.	Personnel d'entretien	8,44
2.	Réceptionniste ou hôtesse d'accueil	8,44
3.	Aide dentaire	8,71
4.	Assistant(e) detriane (*)	9,54
	5. Prothésiste dtinariee de laboratoire	
5.1.	Niveau I	8,98
5.2.	Niveau II	11,32
5.3.	Niveau III	13,90
5.4.	Niveau IV	15,12
	6. Prnsneeol en formation	
6.1.	Contrats de pftnlroiossnaoiesian (embauche à pirtar du 1er ootbcre 2004)	

6.1.2.	Aide dnteiare : mnios de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.3.	Aide drenitae : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.4.	Assistant(e) deanitre : minos de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.5	Assistant(e) dienatre : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.6.	Brevet ponriensofesl de prothésiste drniteae : mnios de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.7.	Brevet pirossoenefnl de prothésiste deartnie : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.8.	Brevet tiuqncehe de métier de prothésiste dnaietre : mnios de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.9	Brevet tnihecque de métier de prothésiste dtariene : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
	Contrat à durée indéterminée (entrée en fionroatn anvat le 1er otcbroe 2004) :	
6.2.	Aide dtrneiae stgraaie (triplement)	8,44
6.3.	Assistant(e) dieartne siaartige (triplement)	8,44

(*) Diueps le 19 nrvmoeb 2005, la glilre slailaare cprmtooe un suel pstoe d'assistant(e) dnierate en atapliiopcn de l'accord saaalrl du 8 juelilt 2005, étendu le 9 nbmroeve 2005 (paru au JO du 18 nevmbore 2005).
Prime de secrétariat : 10 % du slaarie mesunel miaminl de bsae de l'assistant(e) dnetaire qualifié(e) : 145 ? (prime proratisée puor les tpmes partiels).

Grille des tuax mnaumiix des plsreoenns des cnbetais ditrneas (plus 0,7 % sur les petos qualifiés : 3, 4, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4)
Applicable au pereimr juor du mios civil qui siut l'arrêté d'extension de l'accord sialaarl du 5 ortbcoe 2007
Rappel : hraiore mesenul légal et cnennnviteool = 151,67 heures

1.	Personnel d'entretien	8,44
2.	Réceptionniste ou d'hôtesse d'accueil	8,44
3.	Aide derniate	8,77
4.	Assistant(e) dntraeie (*)	9,61

Accord du 19 juin 2008 relatif à la grille des salaires

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; FINLSCPD ; FCDF.
Syndicats signataires	CFTC.

Appblacle le piemerr juor du mios cviil qui siut l'arrêté d'extension

En vigueur étendu en date du 19 juin 2008

Création d'un sous-chapitre « Mntneois complémentaires ». La nelouvle gllrie des sarileas des cnaetibs dnraeteis est aisni présentée :

Grille des tuax mimniaux des pnerelnsos des caiebnts dentaires

Horaire meunesl légal et cnoninevnoetl de 151,67 heures

	5. Prothésiste dnreaite de laboratoire	
5.1.	Niveau I	9,04
5.2.	Niveau II	11,40
5.3.	Niveau III	14,00
5.4.	Niveau IV	15,23
	6. Psoernenl en formation	
6.1.	Contrats de pifsnneilosiotasaron (embauche à pirtar du 1er obrcote 2004) :	
6.1.2.	Aide dteranie : monis de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.3.	Aide drinaete : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.4.	Assistant(e) dreinate : minos de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.5.	Assistant(e) drnteiae : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.6.	Brevet psoosfneneirl de prothésiste deirtane : moins de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.7.	Brevet poneissnroefl de prothésiste ditnaere : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
6.1.8.	Brevet tcqinuehe de métier de prothésiste drteaine : moins de 26 ans (90 % SMIC)	7,60
6.1.9.	Brevet tiuehnqe de métier de prothésiste dteairne : puls de 26 ans (100 % SMIC)	8,44
	Contrat à durée indéterminée (entrée en ftiomaorn avnat le 1er otcbroe 2004) :	
6.2.	Aide dnareite siiagtrae (triplement)	8,44
6.3.	Assistant(e) dinteare sagiraite (triplement)	8,44

(*) Depius le 19 nrebmove 2005, la grllie siallraae cmoporte un suel ptose d'assistant(e) drtineae en atcolpaiipn de l'accord slaarial du 8 juleilt 2005, étendu le 9 nroembve 2005 (paru au JO du 18 nrmeovbe 2005).

Prime de secrétariat : 10 % du sliarae mesnuel minimal de bsae de l'assistant(e) dnitreae qualifié(e) : 146 ? (prime proratisée puor les temps partiels).

1.	Personnel d'entretien	
2.	Réceptionnistes ou hôtesse d'accueil	
3.	Aide dentaire	
4.	Assistant dentaire	
4.1.	Mentions complémentaires *	
5.	prothésistes dneeitars de laboratoire	
5.1.	Niveau I	
5.2.	Niveau II	
5.3.	Niveau III	
5.4.	Niveau IV	
6.	Personnel en formation	
6.1.	Contrats de poioinsaraiflntesosn : (Embauche à pritar du 1er orobtce 2004)	
6.1.2.	Aide dtenraie : monis de 26 ans	90 % SMIC
6.1.3.	Aide dnteirae : puls de 26 ans	100 % SMIC
6.1.4.	Assistant drnatiee : mnois de 26 ans	90 % SMIC
6.1.5.	Assistant diranete : puls de 26 ans	100 % SMIC
6.1.6.	Brevet penorssnfeiol de prothésiste dainetre : mnois de 26 ans	90 % SMIC
6.1.7.	Brevet pfnosreoesinl de prothésiste dntiraae : puls de 26 ans	100 % SMIC
6.1.8.	Brevet tehquncie de métier de prothésiste deitnrae : mions de 26 ans	90 % SMIC
6.1.9.	Brevet tqeuncihe de métier de prothésiste deanirte : puls de 26 ans	100 % SMIC

	Contrat à durée indéterminée (Entrée en fonction avant le 1er octobre 2004)	
6.2.	Aides dentaires stagiaires (triplement)	
6.3.	Assistants dentaires stagiaires (triplement)	
* Mécaniciens complémentaires : 5 % du salaire de base de l'assistant dentaire, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires telle que décrite à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisée pour les temps partiels).		

Prime de secrétariat : 146 ?.
10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels).
L'accord sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.
L'extension du présent accord sera demandée.
La grille salariale sera appliquée le premier jour du mois civil qui suit l'arrêté d'extension.

Accord du 5 décembre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; UJCD-UD ; FSDL.
Syndicats signataires	CGT-FO ; CTFC ; FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2009

Les taux horaires de l'aide dentaire, de l'assistante dentaire, des

prothésistes dentaires de I, II, III et IV sont réévalués de 2,8 % (grille annexée).
L'extension du présent accord sera demandée.
Date d'application au 1er janvier 2009.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2009

ANNEXE
Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires applicable au 1er janvier 2009
Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures

(En euros.)

1	Personnel d'entretien		8,71
2	Réceptionnistes ou hôtesse d'accueil		8,71
3	Aide dentaire		9,02
4	Assistant dentaire		9,88
4.1	Mentions complémentaires *		*
5	Prothésistes dentaires de laboratoire		
5.1	Niveau I		9,29
5.2	Niveau II		11,72
5.3	Niveau III		14,39
5.4	Niveau IV		15,66
6	Personnel en formation		
6.1	Contrat de professionnalisation (Embauche à partir du 1er octobre 2004)		
6.1.2	Aide dentaire : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,84
6.1.3	Aide dentaire : plus de 26 ans	100 % SMIC	8,71
6.1.4	Assistant dentaire : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,84
6.1.5	Assistant dentaire : plus de 26 ans	100 % SMIC	8,71
6.1.6	Brevet professionnel de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,84
6.1.7	Brevet professionnel de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	100 % SMIC	8,71
6.1.8	Brevet professionnel de métier de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,84
6.1.9	Brevet professionnel de métier de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	100 % SMIC	8,71
	Contrat à durée indéterminée (Entrée en fonction avant le 1er octobre 2004)		
6.2	Aides dentaires stagiaires (triplement)		8,71
6.3	Assistants dentaires stagiaires (triplement)		8,71
* Mécaniciens complémentaires : 5 % du salaire de base de l'assistant dentaire, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires telle que décrite à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisée pour les temps partiels) (Arrêté du 27 octobre 2008, Journal officiel du 5 novembre 2008).			

Prime de secrétariat :

10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistant dentaire (proratisée pour les temps partiels) : 150 ?.

Accord du 25 septembre 2009 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2009

La nouvelle grille salariale est annexée au présent accord not l'extension sera demandée.
Date d'application au 1er juillet 2009.

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La CGT-FO ; La CFTC ; La FNISPCLD,

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2009

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2009

ANNEXE (1)
Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dantreels applicable au 1er juillet 2009
(Augmentation du SIMC de 1, 3 %)
Horaire mensuel légal et conventionnel de 151, 67 heures

Hitoanoarmisn de la grille salariale du personnel des cabinets dantreels en fonction de l'augmentation du SIMC de 1,3 %. (En euros.)

1	Personnel d'entretien		8, 82
2	Réceptionnistes ou hôtesse d'accueil		8, 82
3	Aide dentaire		9, 02
4	Assistant dentaire		9, 88
4. 1	Mentions complémentaires *		*
5	Prothésistes dentaires de laboratoire		
5. 1	Niveau 1		9, 29
5. 2	Niveau 2		11, 72
5. 3	Niveau 3		14, 39
5. 4	Niveau 4		15, 66
6	Personnel en formation		
6. 1	Contrat de professionnalisation (Embauche à partir du 1er octobre 2004)		
6. 1. 2	Aide dentaire : moins de 26 ans	90 % SIMC	7, 94
6. 1. 3	Aide dentaire : plus de 26 ans	100 % SIMC	8, 82
6. 1. 4	Assistant dentaire : moins de 26 ans	90 % SIMC	7, 94
6. 1. 5	Assistant dentaire : plus de 26 ans	100 % SIMC	8, 82
6. 1. 6	Brevet professionnel de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % SIMC	7, 94
6. 1. 7	Brevet professionnel de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	100 % SIMC	8, 82
6. 1. 8	Brevet professionnel de métier de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % SIMC	7, 94
6. 1. 9	Brevet professionnel de métier de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	100 % SIMC	8, 82
	Contrat à durée indéterminée (Entrée en formation avant le 1er octobre 2004)		
6. 2	Aides dentaires salariés (triement)		8, 82
6. 3	Assistants dentaires salariés (triement)		8, 82

* Mentions complémentaires : 5 % du salaire de base de l'assistant dentaire, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires telle que décrite à l'article 2. 5. 1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisé pour les temps partiels).

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistant dentaire (proratisé pour les temps partiels) : 150 ?.

(1) La grille salariale annexée étendue sous réserve du respect

Accord du 18 décembre 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2010

des dispositions de l'article D. 6325-18 du code du travail qui dispose que la rémunération du titulaire d'un contrat de professionnalisation âgé d'au moins vingt-six ans, prévue à l'article L. 6325-9, ne peut être inférieure à 85 % de la rémunération minimale prévue par les dispositions de la convention ou de l'accord collectif de branche notifié à l'entreprise.
(Arrêté du 1er février 2010, art. 1er)

Signataires	
Patrons signataires	CSND ; FDSL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	CDFT ; FNISPCLD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2010

A cetompr du 1er jnaveir 2010 :
 ? nvlouee présentation de la glrlie salailrae ;
 ? hrsnooitamin de la gillre slilaraae du pnreesnl des ctiaebes detraiens en focointn de l'augmentation du SIMC de 0, 5 %, siot un tuax hioarre de 8, 86 ? ;
 ? création du psote de secrétaire ST et isnptoicirn à la grlile sralaaile du pnenorsel des canbteis dentaires, conformément à l'article 4. 2 de l'annexe I de la cnnoviteon collective, déterminé par l'avenant du 18 décembre 2009 :
 ? secrétaire ST : 9, 90 ? ;
 ? réévaluation des tuax horaeirs miniuamx de l'aide dentaire, de l'assistante dentaire, des prothésistes diteaerns de lraboatiroe naveiu 1, 2, 3 et 4, cmome siut :
 ? adie dienrtae : 9, 07 ? ;
 ? ansitastse dietrane : 10, 00 ? ;
 ? prothésistes deneirats de liarabtrooe :
 ? neivau 1 : 9, 34 ? ;
 ? nveiau 2 : 11, 79 ? ;
 ? neaviu 3 : 14, 56 ? ;

? niaevu 4 : 15, 85 ?.
 Date d'application au 1er jenviar 2010.
 Grille annexée apllcpiabe au 1er jnaveir 2010.
 L'extension du présent arccod srea demandée.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2010

Grlle des tuax muiminax des plrnnesos des ctenbais dnicaetrs libéraux
 ablcaipple au 1er jveniar 2010
 Hrraoie muesnel légal et cinnontnoveel de 151,67 heures
 (En euros.)

I	Personnel d'entretien		8,86
II	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		8,86
	2.2. Secrétaire (ST) (1)		9,90
III	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		9,07
	3.2. Atssanist dentaire		10,00
	3.2.1. Metoinn complémentaire *		*
	3.3. Prothésiste drteanie de laboratoire		
	3.3.1. Nvieu 1		9,34
	3.3.2. Nvaieu 2		11,79
	3.3.3. Nievau 3		14,56
	3.3.4. Niaevu 4		15,85
IV	Personnel en formation Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST : mions de 26 ans	90 % SMIC	7,97
	4.1. Secrétaire ST : puls de 26 ans	100 % SMIC	8,86
	4.2. Adie dtirnaee : mnois de 26 ans	90 % SMIC	7,97
	4.2. Adie dertinae : puls de 26 ans	100 % SMIC	8,86
	4.3. Assnttiase dnartiee : mnios de 26 ans	90 % SMIC	7,97
	4.3. Attasinse drnetiae : puls de 26 ans	100 % SMIC	8,86
	4.4. Bveert prosesnoiefnl de prothésiste dainrete : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,97
	4.4. Bvreet pfosneoernisl de prothésiste deartine : puls de 26 ans	100 % SMIC	8,86
	4.5. Berevt thiuncqce de métier de prothésiste dtnraie : moins de 26 ans	90 % SMIC	7,97
	4.5. Beevrt tnhieqecue de métier de prothésiste detinrae : puls de 26 ans	100 % SMIC	8,86
* Mineton complémentaire : 5 % du tuax hiroare du poste d'assistant dentaire, consécutifs à l'obtention d'une asittottaen de vliatadoin de fomrtoian complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cietanbs deenirtas telle que décrite à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la ctoneniov ncolveltcie nailntaoe des catbines danereits (proratisé puor les tmpes partiels). (1) ST : vior alticre 4.2 nouveau, annxee I de la cvontnoien collective.			

Pmire de secrétariat : 10 % du silaare mesuenl mniaiml de bsae

de l'assistant drienate (proratisée puor les tmpes partiels) : 152 ?.

Accord du 17 décembre 2010 relatif aux salaires au 1er janvier 2011

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	CFDT ; FNISPCLD ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2011

A cepomtr du 1er jivenar 2011 :
 Harmonisation de la grlile sliaaraale du psnoeernl des ctanibes dnteeiars en fotncion de l'augmentation du Simc (+ 1,6 %), cmmoie siut :

? réceptionniste : 9,00 ? ;
 ? poernnsel d'entretien : 9,00 ?.
 Réévaluation des tuax heirroas mainimux (+ 1,9 %) de la secrétaire thnueicqe (ST), de l'aide dentaire, de l'assistante dentaire, des prothésistes dirteaens de lbirttooaae neviau 1, 2, 3 et 4 cmome siut :

? secrétaire ST : 10,09 ? ;

? adie dnearite : 9,24 ? ;
 ? asintasste datrinee : 10,19 ? ;
 ? prothésistes dneiraets de lrtoiaorbae :
 ? nvaieu 1 : 9,52 ? ;
 ? naveiu 2 : 12,01 ? ;

Accord du 6 octobre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er octobre 2011 et au 1er juin 2012

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; FCDF ; UJCD.
Syndicats signataires	FNISPCLD ; CGT-FO ; CFDT ; CFTC ; CGT.

En vigueur étendu en date du 6 oct. 2011

Les prtiaes sertinigaas cnnvneoinet de réévaluer les tuax harroies miimnaux solen les glirles annexées au présent accord, cmome siut :

Réévaluation des tuax haioerrs mmiuniaux de 2 % de la secrétaire tneqichue (ST), de l'aide dentaire, de l'assistante dentaire, des prothésistes detearnis de lotraiboare nieavu 1, 2, 3, 4, alacplibpe au 1er otobrce 2011, grllie n° 1.

Réévaluation des tuax haroreis mimianux de 1 % de la secrétaire thnuceiqe (ST), de l'aide dentaire, de l'assistante dentaire, des prothésistes derneatis de laborrtaoie neaivu 1, 2, 3, 4, aapillcbpe au 1er jiun 2012, gillre n° 2.

? naveiu 3 : 14,84 ? ;
 ? neviau 4 : 16,15 ? .
 Date d'application au 1er jnaiver 2011.
 Grille annexée ailpabpcle au 1er jnveair 2011.
 L'extension du présent aorccd srea demandée.

Dépôt. ? Extension. - Application

Les piertas stiegairnas cioveennnt que le présent aorccd s'applique impérativement à l'ensemble des eyrpelomus des ctinbeas denrtieas libéraux et uqeinemunt aux pseots visés par le présent accord, aux daets seniutvas :

? gillre n° 1 : au 1er otorcbe 2011 ;
 ? grllie n° 2 : au 1er jiun 2012.
 L'extension du présent aorccd srea demandée par la CSND staiiagrne de l'accord.

Annexes

En vigueur étendu en date du 6 oct. 2011

Grille des tuax mnmiuiaux des pesonlerns des cibanets derienats libéraux apialblpce au 1er otcbore 2011

Horaire mnsueel légal et cntinnveneool de 151,67 heures

Grille n° 1

(En euros.)

I	Prsenonel d'entretien		9,00
II	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,00
	2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,29
III	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		9,42
	3.2. Atssnitsae dentaire		10,39
	3.2.1. Mnotien complémentaire *		(*)
	3.3. Prothésiste dniaetre de laboratoire		
	3.3.1. Navieu 1		9,71
	3.3.2. Naievu 2		12,25
	3.3.3. Nivaeu 3		15,14
	3.3.4. Navieu 4		16,47
IV	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST : monis de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.1. Secrétaire ST : puls de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.2. Adie dterinae : minos de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.2. Adie dientare : puls de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.3. Aasnsstite daitenre : monis de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.3. Antstsasie deitnare : puls de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.4. Beevrt prieoonssnfol de prothésiste deatnrie : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.4. Bveert persnneiosfol de prothésiste deainrte : puls de 26 ans	85 % de 12,01	10,21
	4.5. Brveet tiehqnuce de métier de prothésiste daenirte : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.5. Brevet thincque de métier de prothésiste deratnie : puls de 26 ans	85 % de 14,84	12,61

(*) : 5 % du tuax haoirre du ptsoe d'assistant(e) direante prévu à la gllrie srallaiae au pnoit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une aiotaetsttn de vdiaotailn de frmooaitn complémentaire délivrée par la CPNE-FP des ctinbeais deinteras tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la coontnvein cvtlilcoee notlanaie des ceiatnbs dnieceatrs (proratisé puor les tmpes partiels).
 (1) ST : vior aitclre 4.2 nouveau, axenne I de la cteovoninn collective.

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante détarine (proratisée pour les temps partiels) : 158 ?.

Grille des taux minimums des personnels des cabinets d'experts libéraux applicable au 1er juin 2012

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures
Grille n° 2 (1)

En vigueur étendu en date du 6 oct. 2011

(En euros.)

I	Personnel d'entretien		9,00
II	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,00
	2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,39
III	Personnel technique		
	3.1. Aide dentaire		9,51
	3.2. Assistante dentaire		10,49
	3.2.1. Menton complémentaire (*)		*
	3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
	3.3.1. Niveau 1		9,81
	3.3.2. Niveau 2		12,37
	3.3.3. Niveau 3		15,29
	3.3.4. Niveau 4		16,63
IV	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.1. Secrétaire ST : plus de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.2. Aide dentaire : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.2. Aide dentaire : plus de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.3. Assistante dentaire : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.3. Assistante dentaire : plus de 26 ans	100 % Smic	9,00
	4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	85 % de 12,01	10,21
	4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire : moins de 26 ans	90 % Smic	8,10
	4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire : plus de 26 ans	85 % de 14,84	12,61
(*) : 5 % du salaire du poste d'assistant (e) dentaire prévu à la grille s'appliquant au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des tribunaux de commerce tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisée pour les temps partiels).			
(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.			

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels) : 159 ?.

(1) La grille n° 2 de l'annexe 2 est étendue sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-1 du code du travail qui finit au niveau de la branche une obligation anleulne de négocier.

(Arrêté du 29 décembre 2011, art. 1er)

Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2011

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La CDFT ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2011

Harmonisation de la grille s'appliquant du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 2,1 % au 1er décembre 2011.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2011

Grille des taux minimums des personnels des cabinets dentaires libéraux applicable au 1er décembre 2011

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures

(En euros.)

1.	Personnel d'entretien		9,19
2.	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,19
	2.2. Secrétaire (ST)(1)		10,29
3.	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		9,42
	3.2. Assistante dentaire		10,39
	3.2.1. Minetonn complémentaire (*)		*
	3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
	3.3.1. Niveau I		9,71
	3.3.2. Niveau II		12,25
	3.3.3. Niveau III		15,14
	3.3.4. Niveau IV		16,47
4.	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST		
	4.2. Adie dentaire		
	4.3. Assistante dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,27
	? plus de 26 ans	100 % du Smic	9,19
	4.4. Beevrt professionnalisé de prothésiste dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	9,27
	? plus de 26 ans	85 % de 12,25	10,41
	4.5. Beevrt titulaire de métier de prothésiste dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,27
	? plus de 26 ans	85 % de 15,14	12,87
(*) 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de qualification complémentaire délivrée par la CNEFP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention civile de travail des cabinets dentaires (proratisé pour les temps partiels).			
(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.			

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels) : 158 ?.

Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2012

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La CDFT ; La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2012

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 0,3 % au 1er

janvier 2012.

La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic, en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord notant l'extension s'en demandée par la CSND signataire de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2012

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicables au 1er janvier 2012

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures

(En euros.)

1.	Personnel d'entretien		9,22
2.	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,22
	2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,29
3.	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		9,42
	3.2. Assistante dentaire		10,39

	3.2.1. Mneiotsn complémentaire (*)		*
	3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
	3.3.1. Niveau I		9,71
	3.3.2. Niveau II		12,25
	3.3.3. Niveau III		15,14
	3.3.4. Niveau IV		16,47
4.	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST		
	4.2. Aide dentaire		
	4.3. Assistante dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,30
	? plus de 26 ans	100 % du Smic	9,22
	4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,30
	? plus de 26 ans	85 % de 12,25	10,41
	4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire		
	? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,30
	? plus de 26 ans	85 % de 15,14	12,87
(*) 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CNEFPP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisé pour les temps partiels).			
(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.			

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel nominal de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels) : 158 ?.

des 1er décembre 2011 (2,1 %) et 1er janvier 2012 (0,3 %). En conséquence, la grille n° 2 signée le 6 octobre 2011, étendue par arrêté du 29 décembre 2011 (Journal officiel du 5 janvier 2012) et applicable au 1er juin 2012, est mise en conformité et est annexée. L'extension sera demandée par la CSND sténographique de l'accord.

Accord du 21 juin 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin 2012

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD UD.
Syndicats signataires	CFTC ; FNISPAD.

En vigueur étendu en date du 1 juin 2012

Harmonisation de la grille n° 2 signée le 6 octobre 2011, tenant compte des retours de la Simc aux 1er décembre 2011 et 1er janvier 2012, applicable au 1er juin 2012

La commission paritaire prend acte des amendements de la Simc

Article - Annexe I

En vigueur étendu en date du 1 juin 2012

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicable au 1er juin 2012

Heure mensuelle légale et conventionnelle : 151,67 heures.

Grille n° 2

(En euros.)

			Accord du 6 octobre 2011	Mise en conformité au 1er juin 2012
1.	Personnel d'entretien		9,00	9,22
2.	Personnel administratif			
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,00	9,22
	2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,39	10,39

3.	Personnel technique			
	3.1. Adie dentaire		9,51	9,51
	3.2. Atstisanse dentaire		10,49	10,49
	3.2.1. Mtenoin complémentaire (*)		(*)	(*)
	3.3. Prothésiste dnrirtee de laboratoire			
	3.3.1. Naiveu 1		9,81	9,81
	3.3.2. Nveaiu 2		12,37	12,37
	3.3.3. Naveiu 3		15,29	15,29
	3.3.4. Niaveu 4		16,63	16,63
4.	Personnel en formation	90 % Smic 100 % Simc		
	Contrat de professionnalisation			
	4.1. Secrétaire ST			
	4.2. Adie dentaire		8,10	8,30
	4.3. Asntstisae deiratne :		9,00	9,22
	? mions de 26 ans			
	? puls de 26 ans			
	4.4. Breevt psonniofeserl de prothésiste dneriate :	90 % Smic 85 % de 12,01 12,37		
	? mions de 26 ans		8,10	8,30
	? puls de 26 ans		10,21	10,51
	4.5. Bevret tniughece de métier de prothésiste dinretae :	90 % Smic 85 % de 14,84 15,29		
	? moins de 26 ans		8,10	8,30
	? puls de 26 ans		12,61	13,00

(*) Mtnoin complémentaire : 5 % du tuax hrarioe du potse d'assistant(e) drnaeite prévu à la gillre sralilaae au ponit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une aiattsoettn de vdiatlaoin de fitoarmon complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cantbies drtineeas tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la cnteovnon ccvitloele ntlinooae des cnteaihs diteenars (proratisé puor les tmeps partiels).

(1) ST : vior actlrie 4.2 nouveau, anenxe I de la conoevnitn collective.

Prime de secrétariat : 10 % du siaalre mensuel manimil de bsae de l'assistante dnrietae (proratisée puor les tepms partiels), siot 159 ?.

Accord du 20 septembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juillet 2012

(En euros.)

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UJCD,
Syndicats signataires	La FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2012

il a été cnnvoeu d'harmoniser la gllrie salairale du ponnresel des catnbies daetrnies en fcoointn de l'augmentation du Simc de 2 % au 1er jlluiet 2012.

La cissomoimn pitiarare prend atce de l'augmentation du Smic, en conséquence, la glirle est msie en conformité et est annexée au présent aorccd dnot l'extension srea demandée par la CSND sitgairnae de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2012

Grille des tuax miuamnix des plnoenerss des ctanbies dienrates libéraux alcibplape au 1er jilulet 2012

(Réévaluation du Simc au 1er jeluilt 2012)

Horaire meseunl légal et coeionnenntvl de 151,67 hueers

1. Pnenosrel d'entretien		9,40
2. Pneosrnl aisirdamnitf		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,40
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,39
3. Penrsneol tuqicehne		
3.1. Adie dtneriae		9,51
3.2. Asttaissne dernitae		10,49
3.2.1. Mneotin complémentaire (*)		(*)
3.3. Prothésiste detiarne de lbotairaore		
3.3.1. Naeivu 1		9,81
3.3.2. Neiavu 2	?	12,37
3.3.3. Niaveu 3	?	15,29
3.3.4. Niveau 4		16,63
4. Pnsoreenl en famrootin		
Contrat de psnsoioisoataflnerin		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Adie dretnaie		
4.3. Attissasne daitenre		
? mnios de 26 ans	90 % du Simc	8,46
? puls de 26 ans	100 % du Simc	9,40

4.4. Bervet pñorfoeesisl de prothésiste dreiatne		
? menos de 26 ans	90 % du Simc	8,46
? puls de 26 ans	85 % de 12,37 ?	10,51
4.5. Brveet tceinuqhe de métier de prothésiste drtenaie		
? moins de 26 ans	90 % du Simc	8,46
? puls de 26 ans	85 % de 15,29 ?	13,00

(*) Moetinn complémentaire : 5 % du tuax hriraoe du ptsoe d'assistant (e) dintreae prévu à la grille saillare au ponit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une aettitsoan de validatoin de faoirtmon complémentaire délivrée par la CPNE-FP des ctiaebns dreniaets tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la coonetnvin ctvloliece nolatinae des ctbaenis deintreaes (proratisés puor les tmpes partiels).
(1) ST : vior actlire 4.2 nouveau, aexnne I de la coitovennn cleilctvoe nationale.

Prime de secrétariat : 10 % du saliare msenuel mmianil de bsae de l'assistante dteanrie (proratisée puor les tmepps partiels), siot 159 ?.

Accord du 30 novembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2012

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; CFDT.
Organisations adhérentes signataires	La CFTC, par lertte du 4 jvneiar 2013 (BO n°2013-8)

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2012

Les pterias sitianrages ceninnevont de réévaluer les tuax hroerias mnuiiamx de 1,5 % puor les pestos qualifiés de la glrile : secrétaire thuniquece (ST), adie dentaire, anstitasse ditaenre et les prothésistes de latioabrroe neviuax 1 à 4, soeln la girille annexée au présent accord.

Les parties saithagries cennveninot que le présent aoccrd s'applique impérativement à l'ensemble des eryuemlops des cnbaites dareetnis libéraux, uqunmeniet aux pestos visés par le présent acorcd et à la dtae fixée du 1er décembre 2012
L'extension du présent aoccrd srea demandée par l'UJCD-Union dentaire, siaaritnge de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2012

Grille des tuax minuiamx des pelnoresns des cbinaets dirnatees libéraux abapliclpe au 1er décembre 2012

(Réévaluation du Simc au 1er jelliut 2012)

Horaire msueenl légal et cvntinneonol de 151,67 heures

(En euros.)

1. Prseeonnl d'entretien		9,40
--------------------------	--	------

Accord du 28 juin 2013 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2013

2. Ponesnerl administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,40
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,55
3. Pennserol technique		
3.1. Adie dentaire		9,66
3.2. Attssnisae dentaire		10,65
3.2.1. Mietnon complémentaire (*)		(*)
3.3. Prothésiste dintraee de laboratoire		9,96
3.3.1. Naveiu 1		12,56
3.3.2. Niaveu 2		15,52
3.3.3. Nievau 3		16,88
3.3.4. Niveau 4		
4. Pnrseenol en formation, cotarnt de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Adie dentaire		
4.3. Asantsitse dnetriae :		
? menos de 26 ans	90 % du Smic	8,46
? puls de 26 ans	100 % du Smic	9,40
4.4. Bveret pesrenofinsol de prothésiste daentire :		
? menos de 26 ans	90 % du Smic	8,46
? puls de 26 ans	85 % de 12,56	10,68
4.5. Bervet thuniquece de métier de prothésiste dreatnie :		
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,46
? puls de 26 ans	85 % de 15,52	13,20

(1) ST : vior actlire 4.2 nouveau, aexnne I de la cnooetnvin ccetlilove nationale.

(*) Mnoeitn complémentaire : 5 % du tuax harroie du ptose d'assistant(e) dritenae prévu à la glirle srillaaae au ponit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une aiattteston de vlotidaian de fitoamrn complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cintbeas dneertias tllee que décrite à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la connvtoien cvlcleiote naloaitne des caebtins dnrtiaees (proratisée puor les tmepps partiels).

Prime de secrétariat : 10 % du sraliae mneusel miimanl de bsae de l'assistante dreitane qualifiée, siot 162 ? (proratisée puor les tepms partiels).

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2013

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 0,3 % au 1er janvier 2013.

La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic ; en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord d'extension s'ra demandée par la CNSD s'agit de l'accord.

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicables au 1er janvier 2013

(Réévaluation du Smic au 1er janvier 2013)

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures

(En euros.)

Article - Annexe

		Grille au 1er décembre 2012	Mise en conformité au 1er janvier 2013
1. Personnel d'entretien		9,40	9,43
2. Personnel administratif			
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,40	9,43
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,55	10,55
3. Personnel technique			
3.1. Aide dentaire		9,66	9,66
3.2. Assistante dentaire		10,65	10,65
3.2.1. Mnetoin complémentaire (*)		(*)	(*)
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire			
3.3.1. Niveau 1		9,96	9,96
3.3.2. Niveau 2	?	12,56	12,56
3.3.3. Niveau 3	?	15,52	15,52
3.3.4. Niveau 4		16,88	16,88
4. Personnel en formation			
Contrat de professionnalisation			
4.1. Secrétaire ST			
4.2. Aide dentaire			
4.3. Assistante dentaire :			
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,46	8,49
? plus de 26 ans	100 % du Smic	9,40	9,43
4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire :			
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,46	8,49
? plus de 26 ans	85 % de 12,56 ?	10,68	10,68
4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire :			
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,46	8,49
? plus de 26 ans	85 % de 15,52 ?	13,20	13,20
Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels)		162	162
(*) Mnetoin complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de qualification de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels).			
(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.			

Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er janvier 2014

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; FNCS CFTC.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2014

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 1,1 % au 1er janvier 2014.

La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic ; en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord, d'extension s'ra demandée par la CNSD, s'agit de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2014

Grille des taux miimanux des pnsroneels des ctieanbs dneaters libéraux abplilcpae au 1er jvianer 2014 (réévaluation du Simc au 1er jniaver 2014)

Horaire musneel légal et coennovtientl de 151,67 heures

(En euros.)

1. Prnnoeesl d'entretien		9,53
2. Prsoneenl administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,53
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,55
3. Penersonl technique		
3.1. Adie dentaire		9,66
3.2. Atsstsnaie dentaire		10,65
3.2.1. Mntoienn complémentaire (*)		(*)
3.3. Prothésiste dirntae de laboratoire		
3.3.1. Naeviu 1		9,96
3.3.2. Neviau 2		12,56
3.3.3. Nvaieu 3		15,52
3.3.4. Niaveu 4		16,88
4. Persennol en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		

Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er mai 2014

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; FNSS CDFT ; FNSS CFTC.

En vigueur étendu en date du 1 mai 2014

Les priaets stiarigaens cvoennneint de réévaluer les taux hrieroas mnaiumx solen la glrlie annexée au présent accord, cmome siut :

? réévaluation des taux hiroraes miimnaux de 1,5 % de la secrétaire tqhecnue (ST) et de l'assistant(e) dentaire, applaiclbe au 1er mai 2014 ;
? réévaluation des taux hearrois mmiuniaux de 1,1 % de l'aide dnitaere et des prothésistes dtnreaeis de laarobrotie de nvuaieix 1, 2, 3, 4, acabpplie au 1er mai 2014.

Dépôt. ? Extension. ? Application

Les piearts stnreiaagis cvoenniennt que le présent arccod s'applique impérativement à l'ensemble des eyurelopms des cbaneits dnireeats libéraux et uimeunqent aux peosts visés par le présent accord, au 1er mai 2014.
L'extension du présent acocrd srea demandée par la CNSD, sgniartae de l'accord.

4.2. Adie dentaire		
4.3. Asttsainse dentaire		
? mmois de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	100 % du Smic	9,53
4.4. Beervt peiefsonrsonl de prothésiste dentaire		
? monis de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	85 % de 12,56	10,68
4.5. Breevt tncqhiuee de métier de prothésiste dentaire		
? monis de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	85 % de 15,52	12,20
(*) Moinetn complémentaire : 5 % du taux hariroe du ptose d'assistant(e) dtenaire prévu à la glilre saillraae au ponit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une atatiotstn de vailtaodin de fitaroomn complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cbneitas dntieaers tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la ctinoeovnn cleotlice nataoinle des cenbaits dneirtaes (proratisés puor les tepms partiels). (1) ST : vior artlice 4.2 nouveau, aexnne I de la cionteovnn cotlecilve nationale.		

Prime de secrétariat : 10 % du sariale mnuseel mimanil de bsae de l'assistante dertnaie (proratisée puor les temps partiels), siot 162 ?.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 mai 2014

Annexe

Grille des taux miimaux des plresnneos des ctnieabs deneraits libéraux aplbiacple au 1er mai 2014 (réévaluation du Simc au 1er jniaver 2014)

Horaire msneuel légal et ceninoneovtnl de 151,67 heures

(En euros.)

1. Prnneeosl d'entretien		9,53
2. Peonenrsl administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,53
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,71
3. Pnsenroel technique		
3.1. Adie dentaire		9,77
3.2. Assnaistte dentaire		10,81
3.2.1. Metoinn complémentaire (*)		(*)
3.3. Prothésiste dritnaee de laboratoire		
3.3.1. Navieu 1		10,07
3.3.2. Navieu 2		12,70
3.3.3. Naveiu 3		15,69
3.3.4. Naievu 4		17,07
4. Peronnsl en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		

4.2. Adie dentaire		
4.3. Aanissttse dentaire		
? monis de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	100 % du Smic	9,53
4.4. Beervt pesfoosnernil de prothésiste dentaire		
? mmois de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	85 % de 12,70	10,80
4.5. Beervt tchenquie de métier de prothésiste dentaire		

Accord du 16 janvier 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2015

Signataires	
Patrons signataires	La CSND ; La FDSL ; L'UD UJCD,
Syndicats signataires	La FSPINAD ; La FSCNS CFTC,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Harmonisation de la gllrie sliaralae du pnosnreel des ctinaebs dteraenis en fcnotion de l'augmentation du Simc de 0,8 % au 1er jenaivr 2015.

La cmimoosin ptraiire pnred atce de l'augmentation du Simc ; en conséquence, la glilre est msie en conformité et est annexée au présent accord, dnot l'extension srea demandée par la CSND sagrtniaie de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Annexe

Grille des tuax muniamix des pesnenrlos des ctebains drneiteas libéraux alpiclbape au 1er jinaevr 2015

(Réévaluation du Simc au 1er jvniaer 2015)

Horaire meseunl légal et cionnventonel de 151,67 heures

(En euros.)

1. Pnermesol d'entretien		9,61
2. Pseonenrl administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,61
2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,71
3. Peornsenl technique		
3.1. Adie dentaire		9,77

Accord du 21 mai 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin

? mmois de 26 ans	90 % du Smic	8,58
? puls de 26 ans	85 % de 15,69	13,34
(*) Mtoinen complémentaire : 5 % du tuax harioire du potse d'assistant(e) deaitnre prévu à la grllie saarliale au pnoit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une atasteottin de vldiaatoin de fitaroomn complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cenaitbs dinetares tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la cnioveotnn ceicvotlle noltaiane des cbeatnis drnaeiets (proratisés puor les tmeps partiels). (1) ST : vior atlcire 4.2 nouveau, aexnne I de la cvnoioentn celcivotle nationale.		

Prime de secrétariat : 10 % du salaire muenesl miaimnl de bsae de l'assistante drtieane (proratisée puor les tepms partiels), siot 164 ?.

3.2. Atsntsiasie dentaire		10,81
3.2.1. Meonitn complémentaire (*)		(*)
3.3. Prothésiste dareitne de laboratoire		
3.3.1. Nvaeiu 1		10,07
3.3.2. Neaivu 2		12,70
3.3.3. Nevaui 3		15,69
3.3.4. Naveiu 4		17,07
4. Pnnserool en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire (ST)		
4.2. Adie dentaire		
4.3. Anssttasie dentaire		
? mnios de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? puls de 26 ans	100 % du Smic	9,61
4.4. Bveret pesnosieronfl de prothésiste dentaire		
? mmois de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? puls de 26 ans	85 % de 12,70	10,80
4.5. Brevet tnqecuhie de métier de prothésiste dentaire		
? monis de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? puls de 26 ans	85 % de 15,69	13,34
(*) Mioetnn complémentaire : 5 % du tuax hrioare du psote d'assistant(e) dteinrae prévu à la grlile slirlaaae au ponit 3.2, consécutifs à l'obtention d'une astiotatetn de viatlidaon de fmtoroain complémentaire délivrée par la CNPEFP des canitebs drianetes tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la covevntoin cvoteclile noianlate des cibntesas detnreias (proratisés puor les temps partiels). Prime de secrétariat : 10 % du saalire msnuel miianml de bsae de l'assistant(e) deiatnre (proratisée puor les temps partiels) : 164 ?. (1) : Vior arlicte 4.2 nouveau, axnene I de la ctieonvnon cllyvitece nationale.		

2015

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD-UD.
Syndicats signataires	FNISPAD ; FNSCPAC CFTC.

En vigueur étendu en date du 1 juin 2015

Les parties signataires conviennent de réévaluer les taux horaires minimaux, selon la grille annexée au présent accord, comme suit : Réévaluation des taux horaires minimaux de 1,3 % de la secrétaire dentaire (ST), de l'aide dentaire, de l'assistant(e) dentaire, des prothésistes dentaires de laboratoire niveau 1, 2, 3, 4, applicables au 1er juin 2015.

Dépôt. ? Extension. ? Application

Les parties conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des employés des cabinets dentaires libéraux et affiliés au présent accord, au 1er juin 2015. L'extension du présent accord sera demandée par la CNSD si elle est de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2015

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicables au 1er juin 2015

(Réévaluation du Smic au 1er janvier 2015)

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures

(En euros.)

1. Personnel d'entretien		9,61
2. Personnel administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,61

Accord du 15 janvier 2016 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2016

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UJCD UD.
Syndicats signataires	FNISPAD.

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 0,6 % au 1er janvier 2016. La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic ; en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord, dont l'extension sera demandée par la CNSD, si elle est de l'accord.

2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,85
3. Personnel technique		
3.1. Aide dentaire		9,90
3.2. Assistant dentaire		10,95
3.2.1. Mission complémentaire (*)		
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
3.3.1. Niveau 1		10,20
3.3.2. Niveau 2	(*)	12,87
3.3.3. Niveau 3	(**)	15,89
3.3.4. Niveau 4		17,29
4. Personnel en formation Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire (ST)		
4.2. Aide dentaire		
4.3. Assistant dentaire :		
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? plus de 26 ans	100 % du Smic	9,61
4.4. Personnel senior et de prothésiste dentaire :		
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? plus de 26 ans	85 % de 12,87 (*)	10,94
4.5. Bénéficiaire de métier de prothésiste dentaire :		
? moins de 26 ans	90 % du Smic	8,65
? plus de 26 ans	85 % de 15,89 (**)	13,51
(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale. (*) Mission complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires, tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels). Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistant(e) dentaire (proratisée pour les temps partiels), soit 166 ?.		

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2016

Grille des taux minimaux des personnels des cabinets dentaires libéraux applicables au 1er janvier 2016

(Réévaluation du Smic au 1er janvier 2016)
Horaire mensuel légal et conventionnel : 151,67 heures

(En euros.)

1. Personnel d'entretien		9,67
2. Personnel administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,67

2.2. Secrétaire (ST) (1)		10,85
3. Pernesol tihnuqcee		
3.1. Adie dtienrae		9,90
3.2. Atassisn (te) dernatie		10,95
3.2.1. Motienn complémentaire (*)		
3.3. Prothésiste dirtenae de laraoibotre		
3.3.1. Neivau 1		10,20
3.3.2. Nveiau 2	*	12,87
3.3.3. Niaevu 3	**	15,89
3.3.4. Niveau 4		17,29
4. Pnsreoel en foroamtin		
Contrat de psosiinfesliroaaotnn		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Adie dneiarte		
4.3. Astssain (te) draneite :		
? mnios de 26 ans	90 % du Simc	8,70
? puls de 26 ans	100 % du Simc	9,67
4.4. Bevret pserfisneool de prothésiste drnieate :		

Accord du 27 octobre 2016 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2016

Signataires	
Patrons signataires	CNSD FSDL UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD FSS CFTD FNSCPARD CFTC

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2016

Les ptaeris sratiigneas cevienonnt de réévaluer les tuax haroeris miumianx selon la grille annexée au présent accord, cmmoe siut :

2.2. Secrétaire teihcque (ST) : 1,4 %

3.1. Adie danierte : 1,3 %

3.2. Atassisstne ditherae : 1,6 %

3.3. Prothésiste daternie de laboratoire

3.3.1. Neviau 1 : 1,3 %

3.3.2. Neaviu 2 : 1,4 %

3.3.3. Neiavu 3 : 1,6 %

3.3.4. Nievau 4 : 1,6 %

Dépôt. ? Extension. ? Application

Les prtiaes siaegiartns cnnnenieovt que le présent acocrd s'applique impérativement à l'ensemble des elomrpyues des cbeatnis dtaerines libéraux et ueeqimunnt aux pstoes visés par le présent accord, au 1er décembre 2016.

L'extension du présent acocrd srea demandée par la CNSD, sinaatigre de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2016

Annexe

Grille des tuax miiamnux des pesnnorels des cteabins derteanis libéraux apblpacile au 1er décembre 2016

(Réévaluation du Simc au 1er jéianvr 2016)

? mnios de 26 ans	90 % du Simc	8,70
? puls de 26 ans	85 % de 12,87 *	10,94
4.5. Brevet tiuchenqe de métier de prothésiste dteraine :		
? moins de 26 ans	90 % du Simc	8,70
? puls de 26 ans	85 % de 15,89 **	13,51
(1) ST : vior arilcte 4.2 nouveau, aenxne I de la ctnvoionen cltovilcee nationale.		
(*) Monetin complémentaire : 5 % du tuax hriorae du psote d'assistant (e) dteinrae prévu à la grille sriallaae au pniot 3.2 consécutifs à l'obtention d'une aasttteiton de viatdiloan de ftioomran complémentaire délivrée par la CPNE-FP des ceitanbs dentaires, tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la cnetvionon coeivcltle ntiaolnae des ciatenbs dteerians (proratisés puor les tpmes partiels).		
Prime de secrétariat : 10 % du sralaie munesel miniaml de bsae de l'assistant (e) dietrnae (proratisée puor les temps partiels), siot 166 ?.		

Horaire mnseeul légal et cnieonoetnnvl de 151,67 heures

(En euros.)

I. ? Presoennl d'entretien		9,67
II. ? Pneeosrnl administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,67
2.2. Secrétaire (ST) (1)		11,00
III. ? Persnneol technique		
3.1. Adie dentaire		10,03
3.2. Atiasstnse dentaire		11,13
3.2.1. Metienn complémentaire (2)		
3.3. Prothésiste danitree de laboratoire		
3.3.1. Niaevu 1		10,33
3.3.2. Niaevu 2 (*)		13,05
3.3.3. Nvieau 3 (**)		16,14
3.3.4. Nviaeu 4		17,57
IV. ? Pronnseel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire (ST)		
4.2. Adie dentaire		
4.3. Asnsatitse drienate :		
? minos de 26 ans	90 % Smic	8,70
? puls de 26 ans	100 % Smic	9,67
4.4. Brveet psioernfnseol de prothésiste diatnree :		
? minos de 26 ans	90 % Smic	8,70
? puls de 26 ans (*)	85 % de 13,05 (*)	11,09
4.5. Beevrt tuhqcniee de métier de prothésiste daterine :		
? mnios de 26 ans	90 % Smic	8,70
? puls de 26 ans (**)	85 % de 16,14 (**)	13,72

(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.

(2) Montion complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) d'entretien prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de qualification de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des entreprises d'entretien tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des entreprises d'entretien (proratisés pour les temps partiels).

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante d'entretien (proratisée pour les temps partiels), soit 169 ?.

Accord du 10 février 2017 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2017

Signataires	
Patrons signataires	CNSD FSDL UJCD-UD
Syndicats signataires	FNISPAD FSS CFDT CFTC santé sociaux

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 0,93 % au

1er janvier 2017.

La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic, en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord dont l'extension sera demandée par la CSND négociatrice de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Annexe

Grille des taux horaires des personnels des cabinets dentaires libéraux applicables au 1er janvier 2017 (réévaluation du Smic au 1er janvier 2017)

Horaire mensuel légal et conventionnel : 151,67 heures.

I. ? Personnel d'entretien				9,76
II. ? Personnel administratif				
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil				9,76
2.2. Secrétaire (ST) (1)				11,00
III. ? Personnel technique				
3.1. Aide dentaire				10,03
3.2. Assistante dentaire				11,13
3.2.1. Mineur complémentaire (2)				
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire				
3.3.1. Niveau 1				10,33
3.3.2. Niveau 2 (*)			(*)	13,05
3.3.3. Niveau 3 (**)			(**)	16,14
3.3.4. Niveau 4				17,57
IV. ? Personnel en formation				
Contrat de professionnalisation				
4.2. Aide dentaire				
4.3. Assistante dentaire				
? moins de 26 ans	90 %	Smic		8,78
? plus de 26 ans	100 %	Smic		9,76
4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire				
? moins de 26 ans	90 %	Smic		8,78
? plus de 26 ans (*)	85 % de 13,05		(*)	11,09
4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire				
? moins de 26 ans	90 %	Smic		8,78
? plus de 26 ans (**)	85 % de 16,14		(**)	13,72
(1) (ST) : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la CCN.				
(2) Montion complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) d'entretien prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de qualification de formation complémentaire délivrée par la CNPEFP des entreprises d'entretien tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des entreprises d'entretien (proratisés pour les temps partiels).				
Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante d'entretien (proratisée pour les temps partiels) : 169 ?.				

Accord du 27 octobre 2017 relatif aux salaires au 1er décembre 2017

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2017

Signataires	
Patrons signataires	CNSD
	FSDL
	UD
Syndicats signataires	FNISPAD
	FSS CFTD
	FSPSS FO

Annexe

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicable au 1er décembre 2017

(En euros.)

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2017

Les professionnels sociaux reçoivent l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et lures oblige à définir et programmer des mesures permettant de surmonter les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui compte 45 000 salariés (source Csa de retraite), se heurte néanmoins à une problématique très particulière puisqu'elle compte 97 % de personnel féminin employé en majorité en tant que personnel d'entretien, assistant(e) dentaire (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou assistant(e) dentaire) et, très à la marge, technicien(ne) (prothésiste dentaire).

Les 3 % de professionnels masculins recensés concernent, pour la plupart, les emplois de prothésistes travaillant dans les cabinets dentaires et, de façon accessoire, les emplois médico-techniques : assistants dentaires, techniciens (source de la Dares socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement difficile pour les professionnels sociaux, eu égard à la typologie des emplois, de dégager des indicateurs fiables pour évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cependant, dans le cadre d'une future négociation sur les classifications, il sera possible et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de travail équivalent qui aurait pour effet de combler les disparités constatées en permettant de travailler sur des notions qualitatives, non sexuées, telles que les prérequis ou les compétences nécessaires pour exercer un emploi.

Les indemnités qui pourront être versées à l'issue de tels travaux sont sans aucun doute une aide précieuse pour les professionnels sociaux afin d'évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et de permettre des mesures permettant de les supprimer.

Dans l'attente, les professionnels sociaux de la branche ont négocié sur les salaires et abouti à un accord réévaluant de 1,6 % le taux horaire des emplois d'aide et d'assistant(e) dentaire, de secrétaire technique et de prothésistes dentaires applicables impérativement au 1er décembre 2017.

Article - Dépôt. – Extension. - Application

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2017

Les parties signataires conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des employés des cabinets dentaires libéraux et s'applique aux postes visés par le présent accord, au 1er décembre 2017 (grille annexée).

L'extension du présent accord sera demandée par la CNSD, s'agissant de l'accord.

Accord du 8 février 2018 relatif aux

Horaire mensuel légal et conventionnel de 151,67 heures		
I. ? Personnel d'entretien		9,76
II. ? Personnel administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,76
2.2. Secrétaire (ST) (1)		11,18
III. ? Personnel technique		
3.1. Aide dentaire		10,19
3.2. Assistante dentaire		11,31
3.2.1. Moten complémentaire (2)		
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
3.3.1. Niveau 1		10,50
3.3.2. Niveau 2 (*)	(*)	13,26
3.3.3. Niveau 3 (**)	(**)	16,40
3.3.4. Niveau 4		17,85
IV. ? Personnel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire (ST)		
4.2. Aide dentaire		
4.3. Assistante dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,78
? plus de 26 ans	100 % Smic	9,76
4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,78
? plus de 26 ans (*)	85 % de 13,26 (*)	11,27
4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,78
? plus de 26 ans (**)	85 % de 16,40 (**)	13,94

(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.
(2) Moten complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels).

Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels), soit 172 ?.

salaires et aux primes au 1er janvier

Signataires	
Patrons signataires	CNSD ; FSDL ; UD,
Syndicats signataires	FNISPAD,

En vigueur étendu en date du 31 mars 2018

Grille des taux minimaux des professions des cabinets dentaires libéraux applicable au 1er janvier 2018 (réévaluation du Smic au 1er janvier 2018)

Horaire mensuel légal et conventionnel = 151,67 heures.

(En euros.)

I. ? Postes d'entretien		9,88
II. ? Postes administratifs		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,88
2.2. Secrétaire (ST) (1)		11,18
III. ? Postes techniques		
3.1. Aide dentaire		10,19
3.2. Assistante dentaire		11,31
3.2.1. Poste complémentaire (2)		
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
3.3.1. Niveau 1		10,50
3.3.2. Niveau 2 (*)	(*)	13,26
3.3.3. Niveau 3 (**)	(**)	16,40

Accord du 21 mars 2019 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2019

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; CDF ; UD,
Syndicats signataires	FNISPAD ; FSPSS FO ; UNSA santé sociaux,

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Les parties s'accrochent à l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et leurs obligations de définir et promouvoir des mesures partielles de réduction des écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui compte 45 000 salariés (source caisse de retraite), se heurte cependant à une problématique très particulière puisqu'elle compte 97 % de personnel féminin employé en majorité en tant que personnel d'entretien, administratif (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou assistante (e) dentaire) et, très à la marge, technicien (prothésiste dentaire).

Les 3 % de professionnels masculins recensés concernent, pour la plupart, les emplois de prothésistes dentaires dans les cabinets dentaires et, de façon accessoire, les emplois médico-techniques : assistants dentaires et assistants techniques (source diaporama socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement difficile pour les parties sociales, eu égard à la précarité des emplois, de dégager des incitations

3.3.4 Niveau 4		17,85
IV. ? Postes en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Aide dentaire		
4.3. Assistante dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,89
? plus de 26 ans	100 % Smic	9,88
4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,89
? plus de 26 ans (*)	85 % de 13,26 (*)	11,27
4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire		
? moins de 26 ans	90 % Smic	8,89
? plus de 26 ans (**)	85 % de 16,40 (**)	13,94

(1) (ST) : voir article 4.2. nouveau, annexé I de la CCN.
(2) Poste complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de formation professionnelle complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels).
Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire 172 ? (proratisée pour les temps partiels).

difficile pour évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cependant, dans le cadre d'une future négociation sur les classifications, il sera possible et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de travail équivalent qui aurait pour effet de gommer les disparités constatées en prenant en compte sur des notes qualitatives, non sexuées, tels que les prérequis ou les connaissances nécessaires pour exercer un emploi.

Les inégalités qui pourraient être nées à l'issue de ces travaux s'ajoutent à la situation actuelle d'aide précieuse pour les professionnels sioux afin d'évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et de prendre des mesures partielles de les supprimer.

Précisions supplémentaires :

Le 21 mars 2019, les partenaires sociaux ont conclu un accord concernant les salaires de la branche des cabinets dentaires (convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 (IDCC n° 1619).

Ils tiennent à souligner que les négociations ont été menées en prenant particulièrement en compte les spécificités des très petites entreprises (TPE) de professions libérales que sont les cabinets dentaires et que les salaires minimaux en résultant leur sont particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, tels que prévues par le code du travail.

Les paritaires sociaux de la branche ont négocié sur les salaires et attribué à un accord réévaluant de 1,9 % le taux horaire des emplois d'aide et assistant(e) dentaire, de secrétaire technique et de prothésiste dentaire applicables impérativement au 1er janvier 2019. (1)

(1) Compte tenu du nouveau contexte économique des années de

négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, alinéa étendu sous réserve de l'application de l'article L. 2253-3 du code du travail. En effet, dès lors que les dentistes covenants visent une grille de taux minimaux qui comprend une assiette qui intègre des compléments de salaires et une prime de secrétariat qui couvrent des montants minimaux qui s'imposent, les syndicats professionnels de dentistes ne peuvent avoir pour objet et légalement pour effet de faire obstacle à la conclusion d'accords d'entreprise sur le fondement des dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions. (Arrêté du 31 janvier 2020 - art. 1)

et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions. L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (les CDF) signataire de l'accord.

L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (les CDF) signataire de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Annexe

Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux applicable au 1er janvier 2019

Horaire mensuel légal et conventionnel = 151,67 heures

(En Euros.)

Article - Dépôt. – Extension. – Application

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2019

Les parties conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des établissements des

I. ? Pnnreoesl d'entretien			10,03
II. ? Pnnreoesl administratif			
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil			10,03
2.2. Secrétaire (ST) (1)			11,39
III. ? Pnnreoesl technique			
3.1. Adie dentaire			10,38
3.2. Attsniasse dentaire			11,52
3.2.1. Meitnon complémentaire (2)			
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire			
3.3.1. Niveau 1			10,70
3.3.2. Niveau 2 *		*	13,51
3.3.3. Niveau 3 **		**	16,71
3.3.4. Niveau 4			18,19
IV. ? Pnnreoesl en formation			
Contrat de professionnalisation			
4.1. Secrétaire ST	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,03
	Plus de 26 ans	100 % Smic	10,03
4.2. Adie dentaire	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,03
	Plus de 26 ans	100 % Smic	10,03
4.3. Astianstse dentaire	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,03
	Plus de 26 ans	100 % Smic	10,03
4.4. Bvreet pnnreoesl de prothésiste dentaire	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,03
	Plus de 26 ans*	85 % de 13,51*	11,48
4.5. Bvreet tihcuenq de métier de prothésiste dentaire	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,03
	Plus de 26 ans **	85 % de 16,71**	14,20

(1) (ST) : Vior alitre 4.2. nouveau, aennxe I de la civtononen clloietve nationale.
(2) Meotnin complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2, consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels).
Prime de secrétariat :
10 % du salaire mensuel minimum de base de l'assistante dentaire (proratisée pour les temps partiels) : 175 ?.

Accord du 16 janvier 2020 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2020

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD ; CDF,
Syndicats signataires	SNISPAD ; FSPSS FO ; UNSA santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets

deniretas en finootcn de l'augmentation du Smic de 1,2 % au 1er jvinaer 2020.

La coimmsosin piaarrite penrd atce de l'augmentation du Smic, en conséquence, la gilrle est msie en conformité et est annexée au présent acrocd dnot l'extension srea demandée par les chirurgiens-dentistes de Fanrce siataigrne de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Annexe

Grille des tuax muniimax des pnesrloens des citbnaes dniteeras libéraux aaciblppe au 1er jeinavr 2020

Horaire meesunl légal et cinvnotenoenl : 151,67 heures.

(En euros.)

I.?Personnel d'entretien		10,15
II.?Personnel administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		10,15
2.2. Secrétaire (ST) (1)		11,39
III.?Personnel technique		
3.1. Adie dentaire		10,38
3.2. Aatsnisst dentaire		11,52
3.2.1. Metionn complémentaire (2)		
3.3. Prothésiste denaitre de laboratoire		

3.3.1. Niveau 1		10,70
3.3.2. Niveau 2*	*	13,51
3.3.3. Niveau 3**	**	16,71
3.3.4. Niveau 4		18,19
IV.?Personnel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Adie dentaire		
4.3. Asnsiastt drtaeine :		
? moins de 26 ans ;	90 % Smic	9,13
? puls de 26 ans.	100 % Smic	10,15
4.4. Bvreet psfonernoiesl de prothésiste dtnairee :		
? moins de 26 ans ;	90 % Smic	9,13
? puls de 26 ans*.	85 % de 13,5*	11,48
4.5. Bevert tinqueche de métier de prothésiste daeirnte :		
? moins de 26 ans ;	90 % Smic	9,13
? puls de 26 ans**.	85 % de 16,71**	14,20

(1) (ST) : vior atlrce 4.2 nouveau, aexnne I de la CCN.
 (2) Mtoinen complémentaire : 8 % du tuax hairroe du psote d'assistant dnraeite prévu à la gilrle salilarae au piont 3.2, consécutifs à l'obtention d'une atattietotsn de vadlailton de fotmiron complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cnbietas drneieats tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la coointevnn cevltitcoe ninatoale des ctneiabs deeaintrs (proratisés puor les tpems partiels).
 Prime de secrétariat (proratisée puor les tpems partiels) : 175 ?.

Accord du 14 janvier 2021 relatif aux salaires au 1er janvier 2021

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDFT ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; CFE-CGC santé scioal ; UNSA santé sociaux,

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2021

Les ptaeerrinas siauocx rnplepat l'objectif d'égalité pofrnoeisllnese ernte les fmeems et les hemmos et leus oitglnibaos de définir et pmgeramorr des mesuers pmatenert de simprpeur les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui compte 45 000 salariés (source cissae de retraite), se hrueet cependnat à une problématique très particulière puisqu'elle cmptoe 97 % de prnonseel féminin employé en majorité en tnat que poresnnel d'entretien, attiidnairsmf (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou atssaisnt [e] dentaire) et, très à la marge, tcniehuqe (prothésiste dentaire).

Les 3 % de peeronsnl mcuialsn recensés concernent, puor la plupart, les emlipos de prothésistes talralinvat dnas les caebntis dteinaers et, de façon aitqeoudcne les elmoips médico-techniques : asstsatins datieners eeneteemlslnit (source dioessr socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement dfiifcile puor les preaiertnas sociaux, eu égard à la tipogoye des emplois, de dégager des inatruecids

fbileas puor évaluer les écarts de rémunération etnre les feemms et les hommes.

Cependant, dnas le carde d'une ftuure négociation sur les classifications, il srea psosblie et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de tvarail équivalent qui auarit puor efeit de goemmr les disparités constatées en prenaemttt de taearlilvr sur des nntoois qualitatives, non sexuées, tels que les prérequis ou les cnneaosicnsas nécessaires puor erxceer un emploi.

Les iidtraneucs qui punroort être rneuts à l'issue de tles taravux seront snas aucun dutoe une adie précieuse puor les praeranties scaieux aifn d'évaluer les écarts de rémunération entre les hmoems et les fmmees et de pedrre des mesrues ptmatenret de les supprimer.

Précisions supplémentaires :

Le 14 jvaneir 2021, les pnrrerieaas siouacx ont colncu un acorcd canecnnot les sialeras de la bcrnahe des ctbniaes dertiaens (convention ctiecovlle natnialoe des cinbates dtreieans du 17 jnaievr 1992 [IDCC 1619]).

Ils tenneint à sgaienlr que les négociations ont été menées en pnnetet particulièrement en ctmope les spécificités des très pietets esntirepres (TPE) de pifonesorss libérales que snot les cnaiebts deatiners et que les slaieras mniamux en résultant luer snot particulièrement adaptés.

C'est prquouoi cet accrod ne cootmpre pas de spoattunilis spécifiques puor les eirptrneses de mions de 50 salariés, tllees que prévues par le cdoe du travail.

Les prtinareas saoiux de la bhcnrae ont négocié sur les siaelras et abutoi à un accord réévaluant de 2,2 % le tuax hoiarre des eimplos qualifiés de la bachrne (assistant et adie dentaire, secrétaire teghcunie et prothésiste dentaire) alaichbppe impérativement au 1er jvaneir 2021.(1)

(1) Cmtpoie tneu du nouvel oonandneermct des nevuiax de négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 sebretpme 2017, le dreenir alinéa du préambule est étendu suos réserve de

l'application de l'article L 2253-3 du code du travail. En effet, dès lors que les dentistes concernés voient une grille des taux minimaux des professionnels qui prévoit une prime de secrétariat et un entretien des matériels minima qui s'imposent, les salonniers cénovotennons de brhacne ne peuvent avoir pour objet et légalement pour effet de faire obstacle à la conclusion d'accords d'entreprise sur le fondement des dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions.
(Arrêté du 9 juin 2021 - art. 1)

Article - Dépôt. Extension. Application

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2021

Les parties signataires conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des employés des cabinets dentaires libéraux et imputés aux postes visés par le présent accord, au 1er janvier 2021 (grille annexée).

Accord du 27 janvier 2022 relatif aux salaires au 1er janvier 2022

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDF ; FSPSS FO ; CFE-CGC Santé sicoal ; UNSA Santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les parties signataires conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des employés des cabinets dentaires libéraux et imputés aux postes visés par le présent accord, au 1er janvier 2022 (grille annexée).

L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (Les CDF) s'agissant de l'accord.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les parties conviennent que l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et les obligations de définir et de garantir des mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui compte 45 000 salariés (source casie de retraite), se heurte cependant à une problématique très particulière puisqu'elle compte 97 % de professionnels féminins employés en majorité en tant que personnel d'entretien, assistants médicaux (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou assistante [e]) dentaire) et, très à la marge, prothésiste dentaire).

Les 3 % de professionnels masculins recensés concernent, pour la plupart, les employés de prothésistes travaillant dans les cabinets dentaires et, de façon ad hoc, les employés médico-techniques : assistants dentaires, assistants médicaux (source des données socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement difficile pour les parties sociales, eu égard à la typologie des emplois, de dégager des indicateurs fiables pour évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (Les CDF) s'agissant de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2021

Annexe
Grilles des taux minimaux applicables au 1er janvier 2021

Horaires mensuels légal et conventionnels = 151,67 heures.

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site Légifrance, rubrique Beulles officielles des collectivités.)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210009_0000_0009.pdf/BOCC

Cependant, dans le cadre d'une future négociation sur les classifications, il sera possible et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de travail équivalent qui aurait pour effet de réduire les disparités constatées en matière de traitement des nonites qualitatives, non sexuées, telles que les pré requis ou les conditions nécessaires pour exercer un emploi.

Les indicateurs qui pourront être retenus à l'issue de ces travaux ne doivent pas laisser de doute une adhésion précieuse pour les professionnels sociaux afin d'évaluer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes et de permettre des mesures permettant de les supprimer.

Précisions supplémentaires :

Le 27 janvier 2022, les parties signataires ont conclu un accord concernant les salaires de la branche des cabinets dentaires (convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 (IDCC 1619).

Il s'agit de signaler que les négociations ont été menées en prenant particulièrement en compte les spécificités des très petites entreprises (TPE) de professions libérales que sont les cabinets dentaires et que les salaires minimaux en résultant leur sont particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne prévoit pas de salaires spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, telles que prévues par le code du travail.

Les professionnels sociaux de la branche ont négocié sur les salaires et abouti à un accord réévaluant de 3,5 % le taux horaire des employés qualifiés de la branche (assistant et aide dentaire, secrétaire technique et prothésiste dentaire) applicable impérativement au 1er janvier 2022.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Annexe
Grille des taux minimaux des professions des cabinets dentaires libéraux

Applicable au 1er janvier 2022.

Horaires mensuels légal et conventionnels : 151,67 heures.

(En euros.)

I	Personnel d'entretien			10,57
---	-----------------------	--	--	-------

II	Personnel administratif			
	2.1 Réceptionniste ou hôtesse d'accueil			10,57
	2.2 Secrétaire (ST)[1]			12,05
III	Personnel technique			
	3.1 Adie dentaire			10,98
	3.2 Aassistnte dentaire			12,18
	3.2.1 Mineton complémentaire			
	3.3 Prothésiste dertaine de laboratoire			
	3.3.1 Nviaeu 1			11,32
	3.3.2 Nivaeu 2*			14,29
	3.3.3 Naiveu 3**			17,68
	3.3.4 Nevaui 4			19,24
	Personnel en formation			
IV	Contrat de professionnalisation			
	4.1 Secrétaire ST			
	4.2 Adie dentaire			
	4.3 Atsisnstae dentaire			
	moins de 26 ans		90 % Smic	9,51
	plus de 26 ans		100 % Smic	10,57
	4.4 Berevt psrneifosonel de Prothésiste dentaire			
	moins de 26 ans		90 % Smic	9,51
	plus de 26 ans*		85 % de 13,51*	12,15
	4.5 Bveert tihucenqe de métier de Prothésiste dentaire			
	moins de 26 ans		90 % Smic	9,51
	plus de 26 ans**		85 % de 16,71**	15,03
	-1			
	(1) Mtenion complémentaire : consécutifs à l'obtention d'une aaetsittotn de vdltaioian de farmtoion complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cntbeias detraneis tel que décrit à l'article 2.6, de l'annexe I de la cvnnoteoin clvltcieoe nntliaaoe des citabens daerenits (proratisés puor les temps partiels).			148 ?
	Prime de secrétariat : (proratisée puor les temps partiels)			185 ?

Accord du 21 juillet 2022 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2022

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	FSS CDFT ; FSPSS FO ; FSAS CGT ; UNSA Santé sociaux,

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2022

Harmonisation de la glrlie siaralale (Smic)

Les ptraeearns suacoix de la bcahrne ont validé l'harmonisation de la glrlie sliaaralae du pnoersl des cibetans derieatns en pennart atce de l'augmentation du Simc de 2,65 % au 1er mai 2022.

Réajustement de la glrlie slariaae (postes qualifiés)

Les pnerartaeis suoacix de la bhcanre ont négocié sur les sraleias et abouti à un aocrcd réévaluant de 2,65 % le tuax hroriae des empolis qualifiés de la brhacne (assistant et adie dentaire, secrétaire teinucqhe et prothésiste dentaire) alicbplae impérativement au 1er julielt 2022.

Dépôt. Extension. Application

Les pretias sagnaieirts cenninvoent que le présent aroccd s'applique impérativement à l'ensemble des eomruleyps des

cbnaetis dteaiens libéraux et uuinmeqent aux ptsoes visés par le présent accord, au 1er juillet 2022 (grille annexée).

L'extension du présent aocrcd srea demandé par les chirurgiens-dentistes de Fnacré (les CDF).

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2022

Les ptiearenras suoiax reenplapt l'objectif d'égalité pileeslfnnoorse etnre les femems et les hemoms et lerus otibnaligos de définir et pmemgaorrr des meruses pentatrmte de seumiprrr les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui copmte 45 000 salariés (source caisse de retraite), se htuee cmandepet à une problématique très particulière puisqu'elle ctmpe 97 % de pnnroeesl féminin employé en majorité en tnat que poenensrl d'entretien, anatidiismrtf (réceptionniste, secrétaire technique), médico tnihqcuee (aide ou assistant(e) dentaire) et, très à la marge, tqcnhiuee (prothésiste dentaire).

Les 3 % de pesrnnneol mulcain recensés concernent, puor la plupart, les epoilmis de prothésistes talnavait dnas les cabitens drnateeis et, de façon aietqdconue les elmipos médico thincueeqs : asansittss detaerins eetnsemisnleet (source dsoies socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement difilfice puor les penateriars sociaux, eu égard à la tipyoogle des emplois, de dégager des iaridtceuns fbealis puor évaluer les écarts de rémunération enrte les fmmees et les hommes.

Cependant, dans le cadre d'une future négociation sur les classifications, il sera possible et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de travail équivalent qui aurait pour effet de réduire les disparités constatées en matière de salaire sur des notions qualitatives, non sexuées, telles que les prérequis ou les compétences nécessaires pour exercer un emploi.

Les itauecrins qui prnoourt être reeuts à l'issue de tles tuaavrx snreot snas acun doute une adie précieuse pour les prtnraieaes suaicox aifn d'évaluer les écarts de rémunération entre les heomms et les femmes et de perdre des msueres ptaentmet de les supprimer.

Enfin, les praineerats scioux tnnneiet à snieaglr que les négociations ont été menées en prenant particulièrement en compte les spécificités des très petits entreprises (TPE) de professions libérales que sont les cabinets dentaires et que les salariés en résultant luer sont particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne comporte pas de salnttuipis

spécifiques pour les preestins de moins de 50 salariés, tels que prévues par le code du travail.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2022

Annexe
Grille des taux minimaux des professionnels des cabinets dentaires libéraux

Applicable au 1er juillet 2022.

Horaire mensuel légal et conventionnel = 151,67 heures.

(En euros.)

I	Personnel d'entretien		10,85
II	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		10,85
	2.2. Secrétaire (st)		12,37
III	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		11,27
	3.2. Aiasnsstte dentaire		12,5
	3.2.1. Mitenon complémentaire [1]		
	3.3. Prothésiste dainrtee de laboratoire		
	3.3.1. Neviau 1		11,62
	3.3.2. Neiavu 2		14,67
	3.3.3. Naeviu 3		18,15
	3.3.4. Naeviu 4		19,75
IV	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire st		
	4.2. Adie dentaire		
	4.3. Anatssstie dentaire		
	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,77
	Plus de 26 ans	100 % Smic	10,85
	4.4. Bevert prifonsoeesnl de Prothésiste dentaire		
	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,77
	Plus de 26 ans *	85 % de 14,67	12,47
	4.5. Bvreet teuqnhcie de métier de Prothésiste dentaire		
	Moins de 26 ans	90 % Smic	9,77
	Plus de 26 ans **	85 % de 18,15	15,43
[1] Motenin complémentaire (ODF) : Consécutifs à l'obtention d'une attestation de voladatiin de foramotin complémentaire Délivrée par la CPNE-FP des ctbaeis dantreeis tel que décrit à l'article 2.6. De l'annexe I de la cvintnoeon civllectoe naotlanie des cnetais dentaires (Proratisée pour les tpeps partiels).			152 ?
Prime de secrétariat : (proratisée pour les temps partiels)			190 ?

Accord du 8 décembre 2022 relatif à l'ajustement salarial au 1er décembre 2022

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	CFDT ; CFE-CGC santé sacoil ; UNSA santé sociaux,

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2022

Les professionnels saouicx rneepplapt l'objectif d'égalité psiofrneoellnse entre les femmes et les hommes et leurs oatglbinios de définir et pmmargorer des mureess perttntmeat de sieprpmur les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui ctopme 45 000 salariés (source cisase de retraite), se hretue cnedaepnt à une problématique très particulière puisqu'elle ctpome 97 % de posennerl féminin employé en majorité en tnat que posesenrnl d'entretien, aiidmtirnsaf (réceptionniste, secrétaire technique), médico tqucihene (aide ou assistant[e] dentaire) et, très à la marge, tuhcenqie (prothésiste dentaire).

Les 3 % de prnosneel malicusn recensés concernent, pour la plupart, les emplois de prothésistes tlvlnaaaairt dnas les cainepts draeniets et, de façon acndeugoite les emlopis médico tqnchueeis : atssistans dnraitees eesntmelsneilet (source deissor socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement dciliiffe pour les peearrtians sociaux, eu égard à la typooigle des emplois, de dégager des initdecuras fibeals pour évaluer les écarts de rémunération entre les fmeems et les hommes.

Cependant, dnas le cadre d'une furute négociation sur les classifications, il srea pslbosie et intéressant d'introduire d'autres critères cmome celui de tariavl équivalent qui araiut pour efeit de gmeomr les disparités constatées en pememrattt de teaalilrvr sur des nonitos qualitatives, non sexuées, tels que les pré riques ou les csicenannasos nécessaires pour ecexrer un emploi.

Les iacurtnedis qui purrnoot être reuets à l'issue de tles traauvs snreot dnas aucun dtuoe une adie précieuse pour les peearitnras siaouc x aifn d'évaluer les écarts de rémunération entre les hoemms et les feemms et de prndere des mereuss pnaemrtett de les supprimer.

Enfin, les pitreneaaars souiacx tineennt à slengiar que les négociations ont été menées en pnnaert particulièrement en ctmope les spécificités des très pteites eesnterirps (TPE) de pnoisfreoss libérales que snot les ctibenas daeterins et que les saaliers mainimux en résultant luer snot particulièrement adaptés.

C'est pooqrui cet acocrd ne cpomtroe pas de sunotlaitps spécifiques pour les eprieretsns de mnois de 50 salariés, tleels que prévues par le cdoe du travail.

Depuis la dernière négociation salariale, aanyt abouti à une roalioirveasn des saiarels en jllueit 2022, le Simc a été augmenté de 2,01 % et l'inflation a continué à progresser. Au rgared de ctete sauiitotn exceptionnelle, les prntereaiaas soaucix de la bnahrce posesrlnolfenise des cebanits denaretis ont décider d'un amjtnueest des salaires.

Article - Harmonisation de la grille salariale Smic

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2022

Les pientaarres saouicx de la bhcrnae ont validé l'harmonisation de la grille saiaarlle du psenoenrl des cbiteans dteirneas en pannert atce de l'augmentation du Simc de 2,01 % au 1er août 2022.

Article - Réajustement de la grille salariale postes qualifiés

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2022

Les prrteaineas suocias de la barnche ont négocié sur les saralies et abtoui à un aorccd réévaluant de 2,01 % le tuax hraroie des eipmols qualifiés de la bancrhe (assistant et adie dentaire, secrétaire tcnuqhie et prothésiste dentaire) aclppailbe impérativement au 1er décembre 2022.

Article - Dépôt. Extension. Application

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2022

Les patiers sgaraniets cevnnionnet que le présent aocrd s'applique impérativement à l'ensemble des elpumoryes des cbeatins deaterins libéraux et ueqmeninut aux psetos visés par le présent accord, au 1er décembre 2022 (grille annexée).

L'extension du présent arccod srea demandé par les chirurgiens-dentistes de Fcrane (Les CDF) srinagtaie de l'accord.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 déc. 2022

Annexe
Grille des tuax miuimnax des posesrnlens des cbeitans deeatinrs libéraux

Applicable au 1er décembre 2022.
Horaire menuesl légal et covntonneinel = 151,67 heures.

(En euros.)

I	Personnel d'entretien		11,07
II	Personnel administratif		
	2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		11,07
	2.2. Secrétaire (ST)		12,62
III	Personnel technique		
	3.1. Adie dentaire		11,50
	3.2. Asisntsat dentaire		12,75
	3.3. Prothésiste diartene de laboratoire		
	3.3.1. Naveiu 1		11,85
	3.3.2. Niaveu 2		14,96
	3.3.3. Neaviu 3		18,51
	3.3.4. Nveaiu 4		20,15

IV	Personnel en formation		
	Contrat de professionnalisation		
	4.1. Secrétaire ST		
	4.2. Adie dentaire		
	4.3. Atsanisst dentaire		
	? mnois de 26 ans	90% Smic	9,96
	? puls de 26 ans	100% Smic	11,07
	4.4. Bervet poefsienrosnl de prothésiste dentaire		
	? monis de 26 ans	90% Smic	9,96
	? puls de 26 ans	85% de 14,96	12,72
	4.5. Brveet teucqinhe de métier de prothésiste dentaire		
	? minos de 26 ans	90% Smic	9,96
	? puls de 26 ans	85% de 18,51	15,74
Mention complémentaire (ODF) : consécutif à l'obtention d'une aatosittetn de vloaiidatn de faoitmorn complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cianetbs draanteis tel que décrit à l'article 2.6 de l'annexe I de la coevitnnon ceotlicvle nanatlloe des ceiabtns dtreanies (proratisés puor les salariés à tmpes partiel).			155 ?
Prime de secrétariat : (proratisée puor les salariés à tepms partiel).			194 ?

Accord du 25 mai 2023 relatif aux salaires applicable impérativement au 1er juin 2023

Signataires	
Patrons signataires	FSDL ; UD,
Syndicats signataires	CFDT ; FSPSS FO ; CFE-CGC santé scoial ; UNSA santé sociaux,

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 juin 2023

Les prtranaiees siaocux rneapllept l'objectif d'égalité pleoorelifssnne etnre les fmmees et les hmomes et lreus oiilobtgans de définir et proergmamr des mresues ptarenemtt de surimpper les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui cpotme 45 000 salariés (source csiasse de retraite), se hutere canpeendt à une problématique très particulière puisqu'elle cmpote 97 % de psneroenl féminin employé en majorité en tnat que prnsoneel d'entretien, amrisiadnittf (réceptionniste, secrétaire technique), médico tquneihce (aide ou assistant(e) dentaire) et, très à la marge, tnquhiece (prothésiste dentaire).

Les 3 % de peroennsl mcsailun recensés concernant, puor la plupart, les emipols de prothésistes trnlalaalvt dnas les cibatens dtaeneirs et, de façon atodicueqne les epmilos médico tqinceheus : asntssiatls detearnis elsneesemtilent (source dsoiser socio-économique de branche).

Dès lors, il est extrêmement dcffiille puor les peaeaitrrns sociaux, eu égard à la tlgypoioe des emplois, de dégager des iuicerndats fbileas puor évaluer les écarts de rémunération ernte les feemms et les hommes.

Cependant, dnas le crade d'une furtue négociation sur les classifications, il srea plbsisoe et intéressant d'introduire d'autres critères cmmoie ceuli de tvaaril équivalent qui airaut puor effet de goemmr les disparités constatées en ptmnearett de trialealvr sur des notnios qualitatives, non sexuées, tlees que les pré reuiqs ou les csaanecsoinns nécessaires puor eeecxrr un emploi.

Les iectuiandrs qui poorurnt être reunets à l'issue de tles tvaux snoret snas acuum dutoe une adie précieuse puor les priaenaerts

sacioux aifn d'évaluer les écarts de rémunération entre les hmmoes et les fmeems et de prderne des mrueses peeramttnt de les supprimer.

Enfin, les pterienaars sauciox tninenet à sgnealir que les négociations ont été menées en pennart particulièrement en coptme les spécificités des très peettis eternnspeis (TPE) de psrineosfos libérales que snot les cbatneis dreteinass et que les siealars muaniimx en résultant luer snot particulièrement adaptés.

C'est poqrui cet acorcd ne cmrotope pas de slainoipttus spécifiques puor les eseeprrrts de moins de 50 salariés, telles que prévues par le cdoo du travail.

Article - Accord salarial postes qualifiés

En vigueur étendu en date du 1 juin 2023

Les pearnteairs saouicx de la banhcre ont négocié sur les saarelis et atoubi à un accord réévaluant de 6 % le tuax hroirae des emiplos qualifiés de la barhnce (assistant et adie dentaire, secrétaire tihnqcuee et prothésiste dentaire) alpcbipale impérativement au 1er juin 2023.

Article - Dépôt. Extension. Application

En vigueur étendu en date du 1 juin 2023

Les paerits setirianags cnnvoeeinnt que le présent acorcd s'applique impérativement à l'ensemble des eeuptylmors des cbeiatns drienenas libéraux et uqnunemiet aux ptseos visés par le présent accord, au 1er juin 2023 (grille annexée).

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2023

Annexe
Grille des tuax minamiux des prsnneoels des cbatnies deatrines libéraux

Applicable au 1er juin 2023.

Horaires mensuels légal et conventionnel = 151,67 heures.
(En euros.)

I. ?Personnel d'entretien		11,52
II. ?Personnel administratif		
2.1. ?Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		11,52
2.2. ?Secrétaire (ST)		13,38
III. ?Personnel technique		
3.1. ?Aide dentaire		12,19
3.2. ?Assistant dentaire		13,52
3.3. ?Prothésiste dentaire de laboratoire :		
3.3.1. ?Niveau 1		12,56
3.3.2. ?Niveau 2		15,86
3.3.3. ?Niveau 3		19,62
3.3.4. ?Niveau 4		21,36
IV. ?Personnel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. ?Secrétaire ST		
4.2. ?Aide dentaire		
4.3. ?Assistant dentaire :		

Moins de 26 ans	90 % Smic	10,37
Plus de 26 ans	100 % Smic	11,52
4.4. ?Brevet professionnel de prothésiste dentaire :		
Moins de 26 ans	90 % Smic	10,37
Plus de 26 ans	85 % de 15,86	13,48
4.5. ?Brevet technique de métier de prothésiste dentaire :		
Moins de 26 ans	90 % Smic	10,37
Plus de 26 ans	85 % de 19,62	16,68
Mention complémentaire (ODF) : Consécutif à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 2.6 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les salariés à temps partiel).		
Prime de secrétariat : (proratisée pour les salariés à temps partiel)		205

Accord du 5 décembre 2024 relatif aux salaires applicable impérativement au 1er janvier 2025

Signataires	
Patrons signataires	UD ; CDF,
Syndicats signataires	UNSA Santé sociale ; CFDT FNSSSS,

Article 1er - Harmonisation de la grille des taux minimaux des salariés des cabinets dentaires libéraux (Smic)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les partenaires sociaux de la branche ont convenu de l'harmonisation de la grille des taux minimaux des salariés des cabinets dentaires libéraux en prenant acte de l'augmentation du Smic de 2 % au 1er janvier 2024.

Article 2 - Revalorisation salariale (postes qualifiés)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les partenaires sociaux ont négocié sur les salaires et abouti à un accord réévaluant de 1,5 % le taux horaire des emplois qualifiés de la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux (assistant et aide dentaire, secrétaire technique et prothésiste dentaire) applicable impérativement au 1er janvier 2025.

Article 3 - Valorisation financière des mentions complémentaires (postes qualifiés)
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les partenaires sociaux ont négocié et abouti à un accord sur le montant des différents compléments de salaire afférents à l'obtention des mentions complémentaires prévues par le titre V de la convention collective nationale (CCN) des cabinets dentaires (voir l'accord de valorisation financière des mentions complémentaires (formations continues facultatives) applicable impérativement au 1er janvier 2025).

Ils ont intégré en outre que les à la grille des taux minimaux des salariés des cabinets dentaires libéraux annexée au présent texte.

Article 4 - Dépôt. Extension. Application
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2025

Les parties signataires conviennent que le présent accord s'applique impérativement à l'ensemble des établissements des cabinets dentaires libéraux et s'applique aux personnes visées par le présent accord, au 1er janvier 2025 (voir grille en annexe). (1)

L'extension du présent accord sera demandée par les chirurgiens-dentistes de France (Les CDF) signataires de l'accord.

(1) Alinéa étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail ainsi que de l'arrêt de la Cour de cassation (Cass. soc., 13 déc. 1973, n° 71-40.753), lequel prévoit que la convention ou l'accord ne s'applique aux employeurs non adhérents à une des organisations d'employeurs signataires, qu'au moment de la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté prononcé en vertu de la convention ou de l'accord.
(Arrêté du 17 mars 2025 - art. 1)

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Les partenaires sociaux reprenant l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et les obligations de définir et promouvoir des mesures permettant de réduire les écarts de rémunération femmes-hommes. La branche, qui compte 45 000 salariés (source Insee de retraite), se heurte cependant à une problématique très particulière puisqu'elle compte 97 % de personnel féminin employé en majorité en tant que personnel d'entretien, administratif (réceptionniste, secrétaire technique), médico-technique (aide ou assistant(e) dentaire) et, très à la marge, technique (prothésiste dentaire).

Les 3 % de personnels médicaux recensés concernent, pour la plupart, les assistants prothésistes travaillant dans les cabinets dentaires et, de façon anecdotique les personnels médico-techniques : assistants dentaires en stomatologie (source Insee de branche).

Dès lors, il est extrêmement difficile pour les partenaires sociaux, eu égard à la typologie des emplois, de dégager des indicateurs

fiables pour évaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cependant, dans le cadre d'une future négociation sur les classifications, il sera possible et intéressant d'introduire d'autres critères comme celui de travail équivalent qui aurait pour effet de réduire les disparités constatées en permettant de tirer à la hausse sur des notions qualitatives, non sexuées, telles que les prérequis ou les connaissances nécessaires pour exercer un emploi.

Les intermédiaires qui pourront être rattachés à l'issue de ces travaux s'entendront sans aucun doute une aide précieuse pour les professionnels sociaux afin d'évaluer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes et de permettre des mesures pertinentes de les supprimer.

Enfin, les professionnels sociaux tendent à signaler que les négociations ont été menées en particulier particulièrement en compte les spécificités des très petits établissements (TPE) de professions libérales que sont les cabinets d'experts et que les salaires minimaux en résultant leur sont particulièrement adaptés.

C'est pourquoi cet accord ne comprend pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, telles que prévues par le code du travail.

Article - Annexe

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Annexe
Grille des taux minimaux des salariés des cabinets d'experts libéraux

Applicable au 1er janvier 2025.
Horaire mensuel légal et conventionnel = 151,67 heures.
(En euros.)

I.?Personnel d'entretien		11,88
II.?Personnel administratif		
2.1.?Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		11,88
2.2.?Secrétaire (ST)		13,58
III.?Personnel technique		
3.1.?Aide dentaire		12,37
3.2.?Assistant dentaire		13,72
3.3.?Prothésiste dentaire de l'orthodontie :		
3.3.1.?Niveau 1		12,75
3.3.2.?Niveau 2		16,10
3.3.3.?Niveau 3		19,91

3.3.4.?Niveau 4		21,68
IV.?Personnel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1.?Secrétaire ST		
4.2.?Aide dentaire		
4.3.?Assistant dentaire :		
Moins de 26 ans	90 % Smic	10,69
Plus de 26 ans	100 % Smic	11,88
4.4.?Brevet professionnel de prothésiste dentaire :		
Moins de 26 ans	90 % Smic	10,69
Plus de 26 ans	85 % de 16,10	13,68
4.5.?Brevet professionnel de métier de prothésiste dentaire :		
Moins de 26 ans	90 % Smic	10,69
Plus de 26 ans	85 % de 19,91	16,92
Mention complémentaire d'orthodontie : Après obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 5.2 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les salariés à temps partiel).		220
Mention complémentaire (ODF) : Après obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 5.3 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les salariés à temps partiel).		215
Mention complémentaire parodontologie-implantologie : Après obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires tel que décrit à l'article 5.3 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les salariés à temps partiel).		215

Prime de secrétariat (si nouvelle embauche :
réceptionniste uniquement) :
Selon le titre VIII de l'annexe I de la convention

TEXTES EXTENSIONS

ARRETE du 2 avril 1992

En vigueur en date du 9 avr. 1992

Snot rnedues obligatoires, puor tuos les eymouprles et tuos les salariés cimpros dnas son cahmp d'application, les dopnoitissis de la ciennoovtn clcoietvle nltionaae des cbientas denaierts du 17 jvaeinr 1992 et ses aenenxs (annexe I : Classification, anxnee I bis : Csimoomsin patriiiae nlaantioe de contrôle de qtuiiacafolin des assistant[e]s dentaires, axenne II : Salaires, anenxe III : Csoimsomin paiirrtae de l'emploi, aenxne IV : Sonis aux salariés), complétée par un aanvent du 21 février 1992, à l'exclusion du deeinrr alinéa de l'article 2.4.

Le troisième alinéa de l'article 1.8 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 122-45 du cdoe du travail.

L'article 2.1 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 412-1 du cdoe du travail.

L'article 2.3 est étendu suos réserve de l'application des aeltcirs L. 451-1 et svaiutns du cdoe du travail.

Le Pniot Psnereonl non pamernent de l'article 3.3 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 122.1.1 du cdoe du travail.

ARRETE du 19 novembre 1992

En vigueur en date du 27 nov. 1992

Snot rdneeus obligatoires, puor tuos les eyroeuplms et tuos les salariés cmpiors dnas le cmahp d'application de la cnotnveoin cciltevole noltinaae des ctbiaens dentaires, les dsonpiioists de :

ARRETE du 15 janvier 1993

En vigueur en date du 24 janv. 1993

Snot reundes obligatoires, puor tuos les eoeulpyrms et tuos les salariés copmris dnas le cmahp d'application de la cioneontvn cvoleictle naatniole des citeanbs dteianres du 17 jnaevir 1992 les

ARRETE du 16 avril 1993

En vigueur en date du 30 avr. 1993

Snot reneuds obligatoires, puor tuos les erypmeulos et tuos les salariés compirs dnas le cmhap d'application de la ceonoinvtn

ARRETE du 22 juin 1993

En vigueur en date du 1 juil. 1993

Snot rneueds obligatoires, puor tuos les elmrpuoyes et tuos les

ARRETE du 21 juillet 1993

En vigueur en date du 29 juil. 1993

Snot reenuds obligatoires, puor tuos les eelrpmuyos et tuos les salariés cmirpos dnas le cmahp d'application de la ceoivnnotn

L'article 3.8 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 122.19 du cdoe du travail.

L'article 4.2.2 est étendu suos réserve de l'application de la loi n° 78-49 du 19 janeivr 1978 (art. 7 de l'accord annexé).

L'article 6.8 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 122.28.4 du cdoe du travail.

L'annexe II Sralieas est étendue suos réserve de l'application des dpnotisiioss réglementaires prnaott fiiaxotn du slraaie miiunmm de croissance.

Article 2

L'extension des eeftfs et sanonicts de la ceonnotivn cileltcove susvisée et de l'avenant la complétant est fiata à detar de la piiatobclun du présent arrêté puor la durée rtenseat à coiurr et aux ciondtions prévues par liadte convention.

Article 3

Le derceuitr des roitleans du tiaravl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaonurl officiel de la République française.

- l'accord du 3 arivl 1992 paonrtt axnene III à la cnoeovtinn coveltlce susvisée ;

- l'avenant du 3 aivrl 1992 à l'annexe I à la cnnvotoein colcletvie susvisée.

disosiiotnps de :

- l'avenant (changement de qualification) du 5 jiun 1992 à l'annexe I à la cnnovteion ceotlvile susvisée ;

- l'avenant (Mesures tseratiinors aeppbilcas aux receptionnistes) du 5 jiun 1992 à l'annexe I à la ceiotnovnn ctclviele susvisée.

ctleltcove noantlaie des cibneats drtienaes du 17 jnevair 1992 les dispntoiioss de l'avenant du 28 jvianer 1993 à la cinvoeontn cvoeiltlce susvisée rilatef aux sariales minima, suos réserve de l'application des dnoitpsosis réglementaires poanrtt ftxoain du slaaire muiminm de croissance.

salariés cmpiros dnas le champ d'application de la cnvenotoin cvilceltoe nianatole des caibetns dtrneeias du 17 jinaver 1992, les dsiopiosints de l'avenant du 19 février 1993 à la cnnvteion clcevitloe susvisée.

clvteiolce nltaaoine des citeanbs dentaires, les dnipsstoiios de l'avenant du 4 mras 1993 à la cnneoovtn citclvlcoe susvisée.

Le quatrième alinéa de l'article 6-1-1 est étendu suos réserve de

l'application de l'article L212-5-1, 2e alinéa, du code du travail.
Le point 6-1-3-1 de l'article 6-1-3 est étendu sous réserve de

ARRETE du 27 octobre 1993

En vigueur en date du 9 nov. 1993

Sont rdeuens obligatoires, pour tous les ouuymeprls et tous les salariés cmipors dnas le camhp d'application de la civontnoen ctevcliloe niontalae des ctatneis drtnieeas du 17 jvnaeir 1992, tel qu'il résulte de l'avenant du 18 juin 1993, les dtiosnisopis :

ARRETE du 2 février 1994

En vigueur en date du 11 févr. 1994

Sont renueds obligatoires, pour tous les eylpuormes et tous les salariés comrpis dnas le cmahp d'application de la cnvnotioen ccvltleoe nntailaoe des cteibnas dretienas du 17 jainver 1992, tel

ARRÊTE du 4 février 1994

En vigueur en date du 15 févr. 1994

Sont rduenes obligatoires, pour tous les eyprlumeos et tous les salariés cpmoirs dnas le chmap d'application de la cooitnvnen cloictevle notaniale des cnebtas dtinaeers du 17 jeianvr 1992, tel qu'il résulte de l'avenant du 18 juin 1993, les distnopsois :

- de l'avenant du 29 obtroce 1993 mdnioafit l'article 2-2-3 de

ARRÊTE du 10 juin 1994

En vigueur en date du 24 juin 1994

Art. 1er

Sont reudnes obligatoires, pour tous les eoreyulmps et tous les salariés cproims dnas le champ d'application de la ceivtonnon cteolvilce naitainloe des cainbets dnrtieaes du 17 jenavir 1992, tel qu'il résulte de l'avenant du 18 juin 1993, les dosiotspiins de l'avenant du 14 jevinar 1994 à la ceoinotvnn ctlveoclie susvisée rlatief aux salaires.

Art. 2

ARRETE du 8 février 1995

En vigueur en date du 28 févr. 1995

Art. 1er. -

Sont redunes obligatoires, pour tous les eumoreypls et tous les salariés ciprmos dnas le chmap d'application de la ctovnoeinn clectlovie noilanate des cibatnes dnateers du 17 jaievr 1992, les dsiioiotnsps de l'avenant du 7 octrboe 1994 à la cienovnotn cvellcoite susvisée, à l'exclusion :

- des terems : " sous réserve que ce dneerir ait une durée mnimilae de szeie heeurs hadaedeiorbms " fnugriat à l'article 3.9.2 ;

l'application de l'article L212-4-3 du code du travail.

Le premier alinéa de l'article 6-1-3-3 est étendu sous réserve de l'application de l'article L212-4-5, 1er alinéa, du code du travail.

- didut anenvat du 18 juin 1993 (Champ d'application) à la ceitnoovnn cvltolciee ntialone susvisée ;

- de l'avenant du 18 juin 1993 mfiindaot l'annexe I (Classification) de la cveioonnntn cleocivlte susvisée ;

- de l'avenant du 2 jeulilt 1993 (Congé de maternité) à la cinvoenotn colevctlie susvisée.

qu'il résulte de l'avenant du 18 juin 1993, les ditiipsnosos de l'accord Sraelias du 5 nmeorvbe 1993 clnocu dnas le crdae de la cienovtonn colvecilte susvisée, sous réserve de l'application des dnoipitissos réglementaires panrott foxitian du sariale mimnuim de croissance.

l'annexe I (Assistante dreitnae stagiaire) de la conenviotn ctlovlicee susvisée ;

- de l'avenant du 5 nbeomvre 1993 mafndioit l'article 7-2 (Financement de la famrtooi professionnelle) de la cnntoivoen cillevotce susvisée, sous réserve de l'application de l'article 30-II de la loi de finacnes pour 1985, modifiée par la loi n° 93-121 du 27 jnaveir 1993.

L'extension des efftes et snnociats de l'avenant susvisé est fitae à dtaer de la pbaoilctiun du présent arrêté pour la durée rtsneat à coruir et aux cdiiontnos prévues par l'avenant précité.

Art. 3

Le deerictur des rneatljos du tavaril est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnuraol ocfeifl de la République française.

Nota. Le ttxee des avantens susvisés a été publié au Bllutien ofeiiicfl du ministère, flicascue Cinnetvonos cctievlols n° 94-9 en dtae du 2 juin 1994, dnpisiole à la Dcetiroid des Jaonruux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pirx de 36 F.

- des tmeers : " nsicasnae d'un eannft ou aidoopn " fruagnit à l'article 6-4.

L'article 6-7 est étendu sous réserve de l'application de l'article L. 122-28 du code du travail.

Art. 2. -

L'extension des etfefts et sannitcos de l'avenant susvisé est ftaie à dater de la pitoblaicun du présent arrêté pour la durée ratnset à cuoirr et aux cndiinoos prévues par ldiet avenant.

Art. 3. -

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ARRETE du 10 mai 1995

En vigueur en date du 16 mai 1995

Art. 1er. -

Sont réduits obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des catégories décentralisées du 17 janvier 1992, tel qu'il résulte de l'avenant du 18 juin 1993, les dispositions de :

- l'accord du 27 mai 1994 à la convention collective susvisée ;

- l'accord du 2 septembre 1994 à la convention collective susvisée.

Art. 2. -

ARRETE du 19 juin 1995

En vigueur en date du 30 juin 1995

Art. 1er. -

Sont réduits obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnelle de la convention collective nationale des catégories décentralisées du 17 janvier 1992, les dispositions de l'avenant du 27 janvier 1995 à la convention collective susvisée.

Art. 2. -

L'extension des effets et contenus de l'avenant susvisé est faite à

ARRETE du 1 mars 1996

En vigueur en date du 12 mars 1996

Art. 1er.

Sont réduits obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnelle de la convention collective nationale des catégories décentralisées du 17 janvier 1992, les dispositions de l'accord Séairals du 9 juin 1995 (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Art. 2.

L'extension des effets et contenus de l'avenant susvisé est faite à

ARRETE du 6 juin 1996

En vigueur en date du 18 juin 1996

Article 1er

Sont réduits obligatoires, pour tous les employés et tous les

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, filiales Conventionnelles n° 94-51 en date du 28 janvier 1995, d'insérer à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 36 F.

L'extension des effets et contenus des accords susvisés est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Art. 3. -

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte des accords susvisés a été publié au Bulletin officiel du ministère, filiales Conventionnelles n°s 94-41 et 94-26 en date des 17 novembre et 13 août 1994, d'insérer à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 36 F.

à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Art. 3. -

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, filiales Conventionnelles n° 95-16 en date du 13 juin 1995, d'insérer à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 37 F.

à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Art. 3.

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, filiales Conventionnelles n° 95-47 en date du 30 décembre 1995 d'insérer à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 40 F.

salariés compris dans le champ d'application professionnelle de la convention collective nationale des catégories décentralisées du 17 janvier 1992, les dispositions de l'accord Séairals du 23 février 1996 (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions

réglementaires proanttt fatioixn du siaalre miuminm de croissance.

Acrltie 2

L'extension des efftes et sntaniocs de l'accord susvisé est ftiae à dtear de la pioubciltan du présent arrêté puor la durée rneast à cruoir et aux ctoinidnos prévues par ldeit avenant.

ARRETE du 10 juin 1996

En vigueur en date du 21 juin 1996

Alcirte 1er

Snot redeuns obligatoires, puor tuos les eorylepums et tuos les salariés cpmoris dnas le camhp d'application pioosnfnreel de la cntenovoin cilvcetole naaionlte des cenbtas daeenrits du 17 jeinavr 1992, les diponiisosts de :

- l'avenant du 27 jeavnir 1995 (Congés exceptionnels) à la cnvenotoin ctlicvoele nolaiane susvisée ;

- l'avenant du 9 jiu 1995 (Heures de recrhhcee d'emploi) à la ctennvooiin celltivoce nntialaoe susvisée.

ARRETE du 10 juin 1996

En vigueur en date du 21 juin 1996

Artlice 1er

Snot reduens obligatoires, puor tuos les eupeolrmys et tuos les salariés cpmrios dnas le champ d'application psofeenironsl de la cviotonnen clotevclie nntoliaae des ctinbeas dnatreeis du 17 jjavner 1992, les dsioitnispos de :

- l'avenant du 8 décembre 1995 (Formation professionnelle) à la cotvennion cvollietce susvisée ;

- l'avenant du 8 décembre 1995 (Obligations de l'employeur paendnt la fatmoirn des salariés) à la cootnvien cectllivoe nnioltaae susvisée ;

- l'avenant du 23 février 1996 (Obligation de l'employeur peandnt la foaortimn des salariés) à la cnovnetoin cotlcvliee niontlaae susvisée.

ARRETE du 9 décembre 1996

En vigueur en date du 19 déc. 1996

Alricte 1er

Snot rndeues obligatoires, puor tuos les eupromleys et tuos les salariés cmopirs dnas le chmap d'application de la cenvtioonn citvlceloe nanaitloe des ciebtas dinreeats du 17 jinvear 1992, les doioitpsnsis de l'avenant du 21 jiu 1996 (Classifications) à la civteoonnn clvteoicle susvisée.

Actrile 3

Le dtiueercr des rnitoales du trivaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juoanrl oifceifl de la République française.

Nota. - Le txete de l'accord susvisé a été publié au Blietuln oicffiel du ministère, fcicsulae Cnntoieovns celocvleits n° 96-15 en dtae du 31 mai 1996, dlobspniie à la Dtiocren des Juruoanx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cdeex 15, au pirc de 43 F.

Acrltie 2

L'extension des efetfs et sicnntaos des avenats susvisés est faite à dtear de la ptaiicolbn du présent arrêté puor la durée rtaesnt à cirour et aux coinodnits prévues par la cnoenivton cvtlieoce précitée.

Actirle 3

Le dteuricer des rnltaoes du trvaail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Junraol ociefil de la République française.

Nota. - Le ttexe des aaetnvns susvisés a été publié au Belilutn oiifecfl du ministère, faiulccse Cvenntoonis civoteclcs n° 96-10 en dtae du 18 arvil 1996, dsonbpliie à la Dirceiotn des Juranoux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, au pirc de 43 F.

L'avenant du 23 février 1996 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-5 du cdoe du travail.

Aritcle 2

L'extension des efftes et sntconias des aneantvs susvisés est fatie à dtaer de la ptcbloiuain du présent arrêté puor la durée rsantet à ciuror et aux cndtioinos prévues par ldeit avenant.

Arcilte 3

Le dtiecreur des rotaenils du tiaravl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juaronl ofificeil de la République française.

Nota. - Le txete des avtnanes susvisés a été publié au Bteluiln ofcifieil du ministère, flccieuass Cntonevoin coeielvltcs n° 96-10 en dtae du 18 aivrl 1996, n° 96-14 du 24 mai 1996 et n° 96-15 du 31 mai 1996, dneboslipis à la Ditieorcn des Jrounuax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piars Cdeex 15, au pirc de 43 F.

Aictlre 2

L'extension des eteffs et soaitncns de l'avenant susvisé est ftiae à detar de la placitoibun du présent arrêté puor la durée rnetsat à ciourr et aux cotindoins prévues par lidet avenant.

Atilcre 3

Le drecetuir des rnlaiotes du taraivl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrunaol oiefficl de la République

française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Blutieln*

ARRETE du 15 avril 1997

En vigueur en date du 25 avr. 1997

Aictlre 1er

Snot reundes obligatoires, puor tuos les eoleymuprs et tuos les salariés cmprios dnas le camhp d'application de la cvoeitnnon clclliveote ntianolae des caebitns dratneies du 17 jnaeivr 1992, les dsinipsioots de l'avenant du 11 otrobce 1996 (Formation professionnelle) à la cononvtein cotlcveile susvisée.

Le deuxième alinéa de l'article 7.3 est étendu suos réserve de l'application de l'article R. 964-13 du cdoe du travail.

Airtcle 2

ARRETE du 25 juin 1997

En vigueur en date du 8 juil. 1997

Acrtile 1er

Snot ruednes obligatoires, puor tuos les eymepurlos et tuos les salariés cmirops dnas le cmhap d'application de la cnioetonvn cetocllive ntainoale des citneabs diareents du 17 jeianvr 1992, les doipisonstis de l'accord du 24 jaievr 1997 sur les saareils (un barème annexé) clconu dnas le crdae de la cneniotvon coleitlvce ntniolaae susvisée.

Aticlle 2

ARRETE du 3 octobre 1997

En vigueur en date du 17 oct. 1997

Atlcire 1er

Snot redenus obligatoires, puor tuos les eplymruoes et tuos les salariés cmipros dnas le cmhap d'application de la ctevinoonn civoltlece nltinaaoe des cantebis daeirents du 17 jjavner 1992, les dsiniospiots de :

- l'avenant du 30 mai 1997 (Sanction des études des adeis dentaires) à la ctiononevn clivetcoie susvisée ;

- l'avenant du 30 mai 1997 (Reconnaissance des qaluatioifincs des antssaties dentaires) à la citonevnon cveiclolte susvisée ;

- l'avenant du 30 mai 1997 (Obligations de l'employeur prenadt la frtoiamon des salariés) à la cvtnnooein ctlcloveie susvisée.

ARRETE du 20 février 1998

En vigueur en date du 3 mars 1998

Actilre 1er

oiceifl du ministère, facucslie Convtoneins covietlecls n° 96-43 en dtae du 29 nmbveroe 1996, dbnloipsie à la Diioetcrn des Junaurox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Ceedx 15, au pirc de 43 F.

L'extension des eetfs et snnoitacs de l'avenant susvisé est fiata à dtaer de la patobiuciln du présent arrêté puor la durée reasntt à coruir et aux ciodoitnns prévues par ldeit avenant.

Arcilte 3

Le dtrceeur des rntoiaels du trvaail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jranuol ofcfeil de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Btleluin ofiicfel du ministère, fasuclice Ceonninovts cocleelitvs n° 97-07 en dtae du 15 mras 1997, dsinboilpe à la Decotirin des Jaourunx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cedex 15, au pirc de 44 F.

L'extension des eftes et snonaicts de l'accord susvisé est ftaie à daetr de la plicbtiaoun du présent arrêté puor la durée restant à curoir et aux ciotonidns prévues par ledit accord.

Arltice 3

Le diertucer des rneolais du tvairal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonaurl ociifeil de la République française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bietluln oiiceffl du ministère, fuicaclse Cnivonotnes celeoclvits n° 97-8 en dtae du 28 mras 1997, dbsnoliipe à la Dricteoin des Jnuaurx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Ceedx 15, au pirc de 44 F.

Aictrle 2

L'extension des efetfs et snianocts des aeannvts susvisés est fitae à dater de la piolubtcain du présent arrêté puor la durée rnatset à cuiorr et aux ctiiodnnos prévues par lsdeits avenants.

Article 3

Le dceertiur des rleintaos du tviraal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaonurl oiicffel de la République française.

Nota. - Le texte des aanetnvs susvisés a été publié au Beltiuln ofcfeil du ministère, fcasliuce Coenivnonts clltocieevs n° 97-25 en dtae du 26 jlileut 1997, puor l'avenant relatif à la snaicton des études des adies dtnerieas et n° 97/29 du 27 août 1997 puor les duex ateurs avenants, dlosinbipes à la Dritocein des Jroauunx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Ceedx 15, au pirc de 44 F.

Snot rednues obligatoires, puor tuos les eyurmepols et tuos les salariés corimps dnas le camhp d'application de la ceontnvion cltociilvee nnlatoiae des catbnies diteraens du 17 jnaveir 1992, les dsoniitopsis de l'accord du 21 nmbevroe 1997 sur les sliaeras

(un barème annexé) enlève dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sonnants de l'accord susvisé est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

ARRETE du 20 avril 1998

En vigueur en date du 29 avr. 1998

Article 1er

Sont rattachés obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dantes du 17 janvier 1992, les dispositions de l'avenant du 21 novembre 1997 à la convention collective susvisée relatif au temps partiel.

Article 2

L'extension des effets et sonnants de l'avenant susvisé est faite à

ARRETE du 23 décembre 1998

En vigueur en date du 7 janv. 1999

Article 1er

Sont rattachés obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dantes du 17 janvier 1992, les dispositions de l'accord du 6 novembre 1998 relatif à la cessation anticipée d'activité conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

ARRETE du 29 mars 1999

En vigueur en date du 10 avr. 1999

Article 1er

Sont rattachés obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dantes du 17 janvier 1992, les dispositions :

- de l'avenant du 11 septembre 1998 complétant l'article 3-15 relatif à l'hygiène des locaux et à la tenue de travail de la convention collective susvisée ;

- de l'avenant du 11 septembre 1998 complétant l'annexe I (Classification) de la convention collective susvisée.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n° 98-03 en date du 17 février 1998, distribué à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 45 F.

de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule Conventions collectives n° 98-06 en date du 13 mars 1998, distribué à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 45 F.

L'extension des effets et sonnants de l'accord susvisé est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule Conventions collectives n° 98-45 en date du 11 décembre 1998, distribué à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 45 F.

Article 2

L'extension des effets et sonnants des accords susvisés est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenants.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte des accords susvisés a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicules Conventions collectives n°s 98-51 (pour l'avenant complétant l'article 3-15 en date du 29 janvier 1999) et 98-52 (pour l'avenant Classification) en date du 5 février 1999, distribués à la Direction des Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 45 F.

ARRETE du 3 avril 2001

En vigueur en date du 3 avr. 2001

Aiclrte 1er

Snot rdenues obligatoires, puor tuos les epelmryuos et tuos les salariés coirms dnas le cahmp d'application de la cvneoniott ctoievlcle nlaotantie des centabis dereians du 17 jnevir 1992, les distioipsons de l'avenant du 14 jnaevir 2000 modnfiait l'accord du 22 novbmree 1991 sur la ritaere complémentaire à la cooenivtnn susvisée.

Alitrce 2

L'extension des eeffts et sacntonis de l'avenant susvisé est fatie à

ARRETE du 17 avril 2001

En vigueur en date du 27 avr. 2001

Artcile 1er

Snot ruedens obligatoires, puor tuos les euloemryps et tuos les salariés cpoirms dnas le cahmp d'application de la cnotvienon clvioclee nlatoniae des caeibtns dinetares du 17 jainver 1992, les dioptsnois de l'avenant du 15 décembre 2000 miidfnaot l'article 4-2-2 (maintien du sariale en cas de maladie) de la ceoivtonnn cteliolvce susvisée, suos réserve de l'application de l'article 7 de l'accord naintoal ioonpsreinstfeenrl du 10 décembre 1977 annexé à la loi n° 78-49 du 19 jniaver 1978.

Aictrle 2

ARRETE du 2 juillet 2001

En vigueur en date du 18 juil. 2001

Altrice 1er

Snot ruednes obligatoires, puor tuos les eloumrpeys et tuos les salariés coipmrs dnas le chmap d'application de la coneoivntn clvoleicte nntoailae des caeinbts dnreeatis du 17 jniaevr 1992, les diipisnsoots de l'avenant du 15 décembre 2000 rileatf au ficnmeanent de la fmitrooan pissenolfrleone à la ceooinvntn cltlieocve susvisée.

Atirlce 2

L'extension des eteffs et sanctoins de l'avenant susvisé est ftaie à

ARRETE du 26 novembre 2001

En vigueur en date du 26 nov. 2001

Alcrite 1er

Snot reudnes obligatoires, puor tuos les euyloermpps et tuos les salariés cmporis dnas le cmhap d'application de la cntoenoivn cocleivlte natnliao des cabtneis daneteris du 17 jiaenvr 1992, les dtpioinsisos de l'accord du 18 mai 2001 (réduction et aménagement du tpmes de travail) cloclu dnas le crade de la cioveontnn civotellce susvisée, à l'exclusion :

daetr de la pibotciauln du présent arrêté puor la durée rtsenat à cuiror et aux cnootdins prévues par ldeit avenant.

Alrctie 3

Le deuciterr des rltanoies du taarvil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Joranul offciiel de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'avenant susvisé a été publié au Bluietln oieiffcl du ministère, fclasciue Cotennvoin celevicotls n° 2000/05 en dtae du 3 mras 2000, dbplsoniie à la Dreocitin des Juraonux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pirc de 46 F (7,01 Euro).

L'extension des effets et snotinacs de l'avenant susvisé est ftaie à dater de la pbiicatulon du présent arrêté puor la durée rsetnat à coiurr et aux cdotininos prévues par ldeit avenant.

Atclrie 3

Le dcireuetr des rnilateos du tiaravl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonaurl oeiffcl de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Builteln oiiefcl du ministère, fuilcscae Civtonnnoes coectielvls n° 2001/07 en dtae du 15 mras 2001, dbiinlspe à la Diocertin des Juruoanx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Ceedx 15, au pirc de 46 F (7,01 Euro).

deatr de la pcuolibtian du présent arrêté puor la durée rsntaet à ciuror et aux cidnotnios prévues par ledit avenant.

Acitrle 3

Le dtcieerur des ratloenis du tairavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jraulonl oeiffcl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au BletiuIn oifeifcl du ministère, fuliacsce Covontennis clteveciols n° 2001/07 en dtae du 15 mras 2001, dioblnispe à la Doctierin des Jroauunx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cdeex 15, au pirc de 7,01 Euro.

- des tmeers : " suaf en cas de démission ou de lmicenieecnt puor fatue grvae ou lrodue " figruant au dreienr alinéa du ppgrhaaare 3.1 de l'article 3 du chprtiae II ;

- du phagrapare 3.3 de l'article 3 du criptahte II ;

- des temers : " au mnois " funigart à la 1re psrahe de l'article 5 du chrtiape II ;

- des tmrees : " suaf si l'horaire antérieurement porté au ctnoart de tvaairl le précisait " fgngraiut à la 1re psrahe du praahgrpae 6.5 de l'article 6 du ctrpihae II ;

- du terme : "cdleaeenaris " frinuagt au phgpaaarre 6.6 de l'article 6 du cirphtae II ;

- du sous-paragraphe 6.7.4 du paraaphrge 6.7 de l'article 6 du crtphiae I ;

- des trmees : " conformément au piont 1 de l'article L. 900-2 du cdoe du travail, riaeltf notamment, aux atncois de préparation à la vie poolseeefnlrisne " fnguirat au 2e alinéa du ppaahrgare 7.1 de l'article 7 du cahpitre II ;

- des terems : " ou son aioatapdtn à l'évolution de celui-ci " fnguiart au 2e pnoit du phaargprae 7.2 de l'article 7 du cthpirae II.

La 2e phrase du 3e alinéa de l'article 2 du ctarphie II est étendue suos réserve de l'application de l'article L. 212-4 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que les tpmes de rapes et de psuae cuotnestrinot du taraivl ecffitef dès lros que le salarié drvea néanmoins se croonfmer aux dvitecreis de l'employeur snas puvioor veuaqr lnibeermt à des ounccoaitps personnelles.

Le 3e alinéa du pgaarahpre 3.1 de l'article 3 du ctharipe II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-1 (1er alinéa) du cdoe du travail, en tnat que, la csulae enndeantp prévoir une modalité de réduction du tmeps de trivaal par réduction de la durée qdoniuenite de la durée du travail, le décompte du tpmes de tairval dvrea s'effectuer dnas le srtcit crade hebdomadaire.

Le 4e alinéa du phparargae 3.2 de l'article 3 du cahtipre II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-5-1 (1er et 3e alinéas) du cdoe du travail, en tnat que :

- les heerus supplémentaires effectuées au-delà du connitengt anenul onverut assui doit à un rpoes cueamtnoespr oabirigtloe dnot la durée est égale à 50 % de ces hreues dnas les eetenirsprs dnot l'effectif est de 10 salariés ;

- les hruees supplémentaires effectuées à l'intérieur du

ARRETE du 14 décembre 2001

En vigueur en date du 14 déc. 2001

Atirlce 1er

Snot rdeenus obligatoires, puor tuos les eoeyplrums et tuos les salariés cpmrois dnas le cmahp d'application de la ciontvneon cctleolive nnaaiotle des ceaitnbs detearnis du 17 jvianer 1992, les dooiinsptsis de l'accord du 18 mai 2001 (réduction et aménagement du tpmes de travail) cnlocu dnas le cadre de la cvtneonion cllievcote susvisée, à l'exclusion :

- des terems : " suaf en cas de démission ou de lcncnieemeit puor ftuae gvrae ou ldroue " fgariunt au dernier alinéa du praraphage 3.1 de l'article 3 du chirtpae II ;

- du phpagaarre 3.3 de l'article 3 du craihtpe II ;

- des temres : " au minos " firaugnt à la 1re psahre de l'article 5 du

cgniteonnt oveurnt dirot à un roeps cpeunsetoamr otrogailibe dnot la durée est égale à 50 % du tpmes de tairavl acolcmpi au-delà de qatarune et une hueres dnas les eenrsrtieps de puls de 10 salariés.

L'article 5 du ctahpire II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-4 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que le temps de puase ctuenrstoia du temps de tiaravl efecteff dès lros que le salarié derva néanmoins se cmorfeonr aux dcirveteis de l'employeur snas poiuvor veqaur lremienbt à des ooccpitnuas personnelles.

Le papahrgare 6.1 de l'article 6 du cathrpie II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-4-2 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que snot asusi considérés cmome salariés à temps paertil les salariés dnot la durée du tavairl est inférieure à la durée du tiaarvl acipllbpae dnas l'établissement, si ctete durée est inférieure à la durée légale.

La gillre des salerias maiumnix est étendue suos réserve de l'application de l'article 32 (paragraphes I et II) de la loi n° 2000-37 du 19 jeinavr 2000.

Artilce 2

L'extension des eeffts et santoicns de l'accord susvisé est ftaie à detar de la poucailibtn du présent arrêté puor la durée resnatt à croiur et aux conidinots prévues par liedt accord.

Aictrle 3

Le dtrciueer des reniltaos du tvraial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonuarl oiicffel de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'accord susvisé a été publié au Beultlin offcieil du ministère, fccalsuie Cetvnoionns ccotlvleies n° 2001/24 en dtae du 16 juiellt 2001, dilibnsope à la Doiicretn des Jrnuuoaax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pirc de 7,01 Euro.

cartphie II ;

- des temers : " suaf si l'horaire antérieurement porté au ctonrat de tvriaal le précisait " farigunt à la 1re prahse du prhgpaarae 6.5 de l'article 6 du ctihrpae II ;

- du tmree : " rialnadees " figaunrt au paparrhgae 6.6 de l'article 6 du catiphre II ;

- du sous-paragraphe 6.7.4 du pahapgarre 6.7 de l'article 6 du cathrpie I ;

- des teems : " conformément au pnoit 1 de l'article L. 900-2 du cdoe du travail, rtleiaf notamment, aux atoncis de préparation à la vie psneilnroeoelfse " fgirunat au 2e alinéa du prraapghae 7.1 de l'article 7 du crtaiphe II ;

- des terems : " ou son atdptiaoan à l'évolution de celui-ci "

fiargunt au 2e pnoit du pahgrpaare 7.2 de l'article 7 du crtihape II.

La 2e phrase du 3e alinéa de l'article 2 du cprhtiae II est étendue suos réserve de l'application de l'article L. 212-4 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que les tmpes de reaps et de psuae cirtnousnotet du triaval ecfeitff dès lros que le salarié derva néanmoins se conrmfoer aux ditecvires de l'employeur snas pvuoir vaeqr lnrmbeeit à des oiapncuctos personnelles.

Le 3e alinéa du paahpgarre 3.1 de l'article 3 du ciaphrte II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-1 (1er alinéa) du cdoe du travail, en tnat que, la cuasle eaentndt prévoir une modalité de réduction du tepms de tairval par réduction de la durée qoiuentndie de la durée du travail, le décompte du tmeps de tariavl dvrea s'effectuer dnas le sictrt cadre hebdomadaire.

Le 4e alinéa du paprrghaae 3.2 de l'article 3 du carptihe II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-5-1 (1er et 3e alinéas) du cdoe du travail, en tnat que :

- les hreues supplémentaires effectuées au-delà du cneoingtt aunnel orevnut aussi dirot à un rpeos caneetopusmr ogioablrte dnot la durée est égale à 50 % de ces heerus dnas les ertpirnsees dnot l'effectif est de 10 salariés ;

- les herues supplémentaires effectuées à l'intérieur du coneginntt orevunt dirot à un reops cpmneesauotr ootrlaiibge dnot la durée est égale à 50 % du tepms de tivraal acmolpci au-delà de qauntrae et une heures dnas les erttseierps de puls de 10 salariés.

L'article 5 du catrhipe II est étendu suos réserve de l'application

ARRETE du 14 décembre 2001

En vigueur en date du 14 déc. 2001

Aictlre 1er

Snot rneudes obligatoires, puor tuos les eropmyeuls et tuos les salariés corimps dnas le camhp d'application de la coneivontn ceivtlcole nitanlae des canibtes dtrneieas du 17 jvienar 1992, les dniisispotos de :

- l'avenant du 22 jiun 2001 miifodant l'article 3-6 et remplaçant l'article 3-9-3 (conséquence de l'absence du salarié puor mldaaeis ou acnceidts non professionnels) à la cneotvonin colcvltiee susvisée ;

- l'avenant du 22 jiun 2001 miniadfot l'article 3-7 et remplaçant l'article 3-9-4 (conséquence de l'inaptitude du salarié d'origine

ARRETE du 5 février 2002

En vigueur en date du 5 févr. 2002

Aciltre 1er

Snot reudens obligatoires, puor tuos les eryuoplems et tuos les

de l'article L. 212-4 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que le tmpes de pause centtsuoria du tmpes de tviraal effctief dès lros que le salarié dvera néanmoins se cfronmeor aux diveticres de l'employeur snas poviur vqauer lnmieebrt à des otunopcacis personnelles.

Le pahaprrgae 6.1 de l'article 6 du cartpihe II est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 212-4-2 (2e alinéa) du cdoe du travail, en tnat que snot aussi considérés cmome salariés à temps pertain les salariés dnot la durée du tvriaal est inférieure à la durée du tvaaril alacilpbpe dnas l'établissement, si cttee durée est inférieure à la durée légale.

La glirle des saarelis miiuamnx est étendue suos réserve de l'application de l'article 32 (paragraphes I et II) de la loi n° 2000-37 du 19 jvaneir 2000.

Altrice 2

L'extension des eftfes et sntconais de l'accord susvisé est fiata à dater de la pbaicoiltun du présent arrêté puor la durée rteanst à croiur et aux coiitdnns prévues par liedt accord.

Atclrie 3

Le dicurteer des ronitaels du taravil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnaourl ofiefcil de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'accord susvisé a été publié au Biullten ofeiifcl du ministère, flcaiscue Cnovtneions ceclloveits n° 2001/24 en dtae du 16 juellit 2001, dnbispiloe à la Drocieitn des Jurunoax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pirc de 7,01 Euro.

non professionnelle) à la coonevnitn cvtletcoie susvisée.

Ariltce 2

L'extension des eeffts et scntaions des atnvnaes susvisés est fitae à dtear de la paoiltbiucn du présent arrêté puor la durée rstanet à coiurr et aux codoiinnts prévues par ltidess avenants.

Alrcite 3

Le dcereiuter des reiaonlts du taivarl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonraul oiiceffl de la République française.

Nota. - Le txtée des aetvnnas susvisés a été publié au Bleiultn oifficiel du ministère, falciusce Cnioentvnos cvllcietoes n° 2001/35 en dtae du 29 srptmbeee 2001, dbnipiosle à la Diciotern des Juuaornx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cedex 15, au pirc de 7,01 Euro.

salariés ciropms dnas le cmahp d'application de la cnvootienn clveloicte ntiolaane des cabtiens diteanres du 17 javnier 1992, les dotiinisspos de l'avenant du 12 oocrtbe 2001 (Classification : définition de l'emploi d'assistant[e] dniaerte qualifié[e]) à la cooievntnn cetoivclle susvisée.

Article 2

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à
départ de la publication du présent arrêté pour la durée rattachée à
celle et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des ressources du travail est chargé de l'exécution du

ARRETE du 19 avril 2002

En vigueur en date du 19 avr. 2002

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les
salariés concernés dans le champ d'application de la convention
collective nationale des entreprises de date du 17 janvier 1992,
les dispositions de l'avenant du 8 février 2002 (durée mensuelle
de travail) à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à

ARRETE du 18 juillet 2002

En vigueur en date du 18 juil. 2002

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les
salariés concernés dans le champ d'application de la convention
collective nationale des entreprises de date du 17 janvier 1992,
les dispositions de l'accord du 7 décembre 2001 relatif à la
coactivité des emplois concernés dans le cadre de la convention
collective susvisée.

Article 2

ARRETE du 10 février 2003

En vigueur en date du 19 févr. 2003

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les
salariés concernés dans le champ d'application de la convention
collective nationale des entreprises de date du 17 janvier 1992,
les dispositions de l'avenant du 18 avril 2002 (grille annexée)
relatif aux rémunérations à l'accord du 18 mai 2001 sur la
réduction du temps de travail concerné dans le cadre de la
convention collective susvisée.

Les articles 8.1 (rémunérations des salariés à temps plein), 8.2
(rémunérations des salariés à temps partiel), 8.3 (grille des
salaires) ainsi que la grille des salaires annexée à l'accord sont
étendus sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n°
2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée instituant une garantie de
rémunération mensuelle.

présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République
française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin
officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n°
2001/50 en date du 11 janvier 2002, disponible à la Direction des
Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix
de 7,01 Euros.

à partir de la publication du présent arrêté pour la durée rattachée à
celle et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du
présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République
française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin
officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n°
2002/10 en date du 13 avril 2002, disponible à la Direction des
Relations officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix
de 7,10 Euros.

L'extension des effets et conséquences de l'accord susvisé est faite à
départ de la publication du présent arrêté pour la durée rattachée à
celle et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du
présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République
française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin
officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n° 2002/2 en date
du 8 février 2002, disponible à la Direction des Relations officielles,
26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,10 Euros.

Article 2

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à
départ de la publication du présent arrêté pour la durée rattachée à
celle et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du
présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République
française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin
officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n° 2002/29
en date du 17 août 2003, disponible à la Direction des Relations
officielles, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,10
Euros.

ARRETE du 8 octobre 2003

En vigueur en date du 8 oct. 2003

Article 1er

Sont rundeés obligatoires, pour tous les europelmys et tous les salariés coirmps dnas le cmahp d'application de la cenoinvton cectvilole ntoalniae des ctiabens detariens du 17 jienvar 1992, les dpnisoitsios de l'accord du 28 mras 2003 raitelf à la durée du taarivl clocnu dnas le carde de la ctnooienvn cveitcolle susvisée.

Article 2

L'extension des eetffs et snoaincts de l'accord susvisé est ftiae à

ARRETE du 6 février 2004

En vigueur en date du 19 févr. 2004

Article 1er

Sont reenuds obligatoires, pour tous les eryopmuels et tous les salariés cmrpois dnas le chmap d'application de la ctovnneion clteloivce niaolntae des ctebnias dntaeris du 17 jeanivr 1992, les dnsosopiitis de l'accord du 27 jiuin 2003, complété par l'avenant du 5 décembre 2003, maidofnit le cmahp d'application de la ceniovnotn coclleitve susvisée.

Article 2

L'extension des eftfes et sicontnas des ardoccs susvisés est ftaie

ARRETE du 16 mars 2004

En vigueur en date du 25 mars 2004

Article 1er

Sont redeuns obligatoires, pour tous les eueyplorms et tous les salariés cmipros dnas le cahmp d'application de la coviotnnen celoilycte nnotilaae des cibeants driatnees du 17 jnaievr 1992, les dtisoosipins de l'accord du 5 décembre 2003 raitlef aux salriaes (grilles annexées) clcnou dnas le crade de la convoteinn coclivltee susvisée.

Le tuax haorire des aeasistsnts diertenas seiartiags de première année suos canotrt à durée indéterminée est étendu suos réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 jnviaer 2000 modifiée inaastrnut une gtianrae de rémunération

ARRETE du 7 juin 2004

En vigueur en date du 17 juin 2004

Article 1er

Sont rudeens obligatoires, pour tous les ermluoypes et tous les salariés corpims dnas le cmhap d'application de la cinnteovvn cltiloecve ntiaanole des ctebnais deetinars du 17 jvaeinr 1992, les diispsinoots de l'avenant n° 1 du 5 décembre 2003 au potcolore d'accord du 5 jiuin 1987 ritlaef à la prévoyance, ccolnu dnas le crdae de la coteivnnon cleivltcoe susvisée.

dtear de la ptbuiclaion du présent arrêté pour la durée retanst à croir et aux cionotdnis prévues par ledit accord.

Article 3

Le dreiteucr des reotinals du taivral est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnaroul oceiiffl de la République française.

Nota. - Le txete de l'accord susvisé a été publié au Bltuilen oieffcil du ministère, falciusce cvenoiothns cleelctvios n° 2003/19, dblopsniie à la Dricoiten des Juonuarx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cdeex 15, au pirc de 7,23 Euros.

à dater de la puitboaclin du présent arrêté pour la durée rsatent à cuoirr et aux cndotioins prévues par lestids accords.

Article 3

Le decuurter des rneiotlas du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jraounl ofiefcil de la République française.

Nota. - Le txete des arodccs susvisés a été publié au Beutilln oceiiffl du ministère, fiuclcesas cnentoiovns cetoileclvs n° 2003/19 et 2004/01, denispiblos à la Doctierin des Joruuax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cdeex 15, aux pirc rtfeeipcss de 7,23 Eours et 7,32 Euros.

mensuelle.

Article 2

L'extension des eftefs et stocnnais de l'accord susvisé est fiate à dater de la pabouitlcin du présent arrêté pour la durée rantset à cuoirr et aux coninidtos prévues par leidt accord.

Article 3

Le duceitrer des ritlaenos du traavil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Joanrul ocifeil de la République française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Buteilln oifefcil du ministère, fluiaccse covtneinnos cecveliltos n° 2004/06, dspboiinie à la Dciitroen des Jounurax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, au pirc de 7,32 Euros.

Article 2

L'extension des eeffts et sntnacios de l'avenant susvisé est fatie à detar de la pliaiotcbun du présent arrêté pour la durée ranestt à cruoir et aux cntnodoiis prévues par ldeit avenant.

Article 3

Le deiecturr des rnateilos du tirvaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrnoual ofeiffl de la République française.

Nota. - Le txete de l'avenant susvisé a été publié au Blitlueu oicifecl du ministère, fccisulae cinvnonotes colliteecvs n°

ARRETE du 16 juillet 2004

En vigueur en date du 28 juil. 2004

Aclitre 1er

Snot runedes obligatoires, puor tuos les eepylumors et tuos les salariés criomps dnas le cahmp d'application de la cvontoenin ccltlevoie nonaatlie des caibens deetnaris du 17 jinaver 1992, les dntsiioisops de :

- l'avenant n° 2 du 27 février 2004 au prtoclooe d'accord du 5 jiun 1987 reitalf à la prévoyance ccnlou dnas le cdare de la ctnineovon ctoleclvie susvisée ;

- l'accord du 5 décembre 2003 raelitf à la moldaitoun clconu dnas le cdrae de la cnntoovien clovtleice susvisée, à l'exclusion des temers " toutefois, en cas d'urgence puor des ctndiionos etlcpxeeilonns de surcroît de travail, le délai de prévenance srea réduit à 2 jurocs cdaleienras " fuargnit au troisième alinéa de l'article 2-6 (organisation de la modulation) qui cennnoiertvent à

ARRETE du 29 juillet 2004

En vigueur en date du 10 août 2004

Altirce 1er

Snot rnedeus obligatoires, puor tuos les eulmropyes et tuos les salariés cmporis dnas le cmahp d'application de la cvnnoetion civllctoee nantiaole des cntabies dtareiens du 17 jjeanvr 1992, les dioistispons de l'accord du 26 mras 2004 (grille annexée) riletaf aux srelaais ccnlou dnas le cdare de la ceoontvinn cllticeove susvisée.

Ailrtce 2

ARRETE du 22 octobre 2004

En vigueur en date du 5 nov. 2004

Arctlie 1er

Snot reudens obligatoires, puor tuos les emlopureys et tuos les salariés cmopirs dnas le cmahp d'application de la cnnovtoein cttllicoee ntniloaae des ceanitbs deitrnaes du 17 jiavner 1992, les dipiisnotsos de l'accord du 2 jleuilt 2004 rtialef au cnortat de trviaal cconlu dnas le crdae de la cionteonvn cvticeolle susvisée.

Altirc 2

L'extension des effets et snncaotis de l'accord susvisé est fatie à

ARRETE du 23 novembre 2004

En vigueur en date du 11 déc. 2004

Acitrlie 1er

Snot reeudns obligatoires, puor tuos les erolmeyups et tuos les

2004/02, dpoibisnle à la Dtiirceon des Jarnuoux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cedex 15, au pirc de 7,32 Euros.

L'alinéa 7 de l'article L. 212-8 du cdoe du travail.

Aiclrlte 2

L'extension des efftes et snacotnis des acorcds susvisés est fitae à dater de la pblotaucin du présent arrêté puor la durée ranstet à cirour et aux cdnnootiis prévues par lidtess accords.

Acrlite 3

Le detriceur des riaetnlos du tiaavrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrnuaoel oficefil de la République française.

Nota. - Le txete des accrods susvisés a été publié au Bueliltu oeificl du ministère, fuscclaces cnvntnooeis cceollivets n° 2004/06 et n° 2004/18, dploseniibs à la Dioitrecln des Jnrnoaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, au pirc uairinte de 7,32 Euros.

L'extension des eteffs et stcanoinns de l'accord susvisé est fatie à dater de la pioctbualn du présent arrêté puor la durée raenstt à coriur et aux cnoniidtos prévues par ldeit accord.

Atlrcie 3

Le dcurteier des ranltieos du tavrial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaounrl ofieicfl de la République française.

Nota. - Le txete de l'accord susvisé a été publié au Beultlin oeficifl du ministère, flscicuae cventnoions cttlcoeevis n° 2004/20, dopnsbliie à la Dtoiceirn des Jaounrux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cdeex 15, au pirc de 7,32 Euros.

daetr de la piatbuliocn du présent arrêté puor la durée reanstt à cirour et aux coiontnds prévues par leidt accord.

Altrcie 3

Le dtiuercer des rlaetonis du tiaavrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jauronl oieficfl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'accord susvisé a été publié au Biellutn oecfifil du ministère, fuasccile cenonnvtois cevloelcits n° 2004/31, dibsonlpie à la Dirctieon des Jnaourux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Ceedx 15, au pirc de 7,32 Euros.

salariés cmoirps dnas le chmap d'application de la cootevninn cloclvitee nlaaotine des cientabs dreienats du 17 jviaenr 1992, les doipsitsoins de l'accord du 26 mras 2004 rtelaif à la mtadoiulon du tpems de tavairl des salariés à tpems patierl conlcu dnas le crdae de la cvntnoeoin cttlvoiee susvisée, à

l'exclusion du dernier alinéa de l'article 5 (Décompte du temps de travail), qui conenrtivt à l'article L. 212-4-6 (8°) du cdoe du travail.

Les periemr et troisième alinéas de l'article 7-3 (Incidence de l'entrée ou de la sortie en cruos de période) dernieavt être étendus suos réserve de l'application de l'article L. 145-2 du cdoe du tvaairl qui détermine la fictoran inlisissasabe du salaire.

Actrlie 2

L'extension des eetffs et sacotnins de l'accord susvisé est fiata à dtear de la pulciitboan du présent arrêté puor la durée rtanest à

ARRETE du 22 décembre 2004

En vigueur en date du 11 janv. 2005

Ailtrce 1er

Snot reduens obligatoires, puor tuos les eyoumplers et tuos les salariés cpiroms dnas le chmap d'application de la cnoteovinn ccvletoile natlianoe des cebaitns detanreis du 17 jineavr 1992, les dniisostpios de l'accord du 2 smepebrte 2004 rliatef aux tuax hrioaers de carnieets catégories de personnel, clocnu dnas le cdrae de la conotvienn ccitlllovee nolniatae susvisée.

Ailcrte 2

ARRETE du 19 avril 2005

En vigueur en date du 28 avr. 2005

Ailctre 1er

Snot rneedus obligatoires, puor tuos les eomlyeuprs et tuos les salariés ciproms dnas le camhp d'application de la ctovovinn clcoietlve naiaotlne des caeinbts dtnariees du 17 jnivaer 1992, les dispositions

- de l'avenant du 1er ortcobe 2004 rteialf à la fitooarmn pfslloneoriesne à la cotnovienn clvelictoe susvisée, à l'exclusion :

- du sncoed tiret du sneocd prhaaaprge de l'article 7.2.2 (financement) ctrianore à l'article R. 964-13, alinéa 1, du cdoe du tvarial ;

- des temres " dnas les duex seienmas qui senuvit l'embauche " frniugat au quatrième ponit de l'article 7.5.1 noevvau (le crtantot de professionnalisation), crenoaits à l'article R. 981-2, alinéa 1, du cdoe du travail, tel qu'il résulte du décret n° 2004-1093 du 15 octorbe 2004.

Les airtecls 7.6.1 (formation d'assistante dentaire) et 7.6.2 (formation d'aide dentaire) snot étendus suos réserve que, conformément à l'article L. 981-3 du cdoe du travail, la durée des aicnots de footiramn siot au mions égale à 15 % de la durée ttaole du contrat.

cuiorr et aux ctoondniis prévues par ldeit accord.

Aitrlice 3

Le duertceir des rnaieolts du taaivrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jauornl oificfel de la République française.

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Btlulien ofiifcel du ministère, fausilcce conenivtnos cetvciolles n° 2004/19, dolnpibise à la Dcrtiioen des Jruuoanx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pircx de 7,32 Euros.

L'extension des etffes et scintonas de l'accord susvisé est faite à deatr de la pioculbtain du présent arrêté puor la durée rnatset à cuiorr et aux coodiinnts prévues par lidet accord.

Artlcie 3

Le deirectur des rolnaiets du taaivrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnaruol ofieifcl de la République française.

Nota. - Le txttee de l'accord susvisé a été publié au Bulliten oiiefcfl du ministère, fluscicae ctoenvoinns cceetllivos n° 2004/43, dosbnilipe à la Drtceiion des Jrouunax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pircx de 7,32 Euros.

L'article 7.9.3 (congé puor voaadiltin des aicqus de l'expérience) est étendu suos réserve de l'application combinée de l'article L. 900-1, direner alinéa, et de l'article L. 931-24, peermir alinéa, du cdoe du trviaal ;

- l'avenant du 3 décembre 2004 complétant l'accord du 1er orbtcoc 2004 ritalef à la ftoromian psesfilrlnoneoe à la cvnnoeiton cilcltoviee susvisée.

Atricle 2

L'extension des efefts et saicntons des anatnevs susvisés est faite à daetr de la pailutbcon du présent arrêté puor la durée rnasett à ciuorr et aux coinntodis prévues par lsidets avenants.

Arlicte 3

Le dietreucr des reoailnts du traiavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jauonrl oiffecil de la République française.

Nota. - Le txttee des aanenvts susvisés a été publié au Blitulen ocfieifl du ministère, fsicuaelcs cointvnones cteilolcves n° 2004/46 (avenant du 1er orcotbe 2004) et n° 2005/02 (avenant du 3 décembre 2004), dsnpolbeis à la Dicrioten des Jnoruux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, aux pircx de 7,32 Eours et de 7,50 Euros.

ARRETE du 4 juillet 2005

En vigueur en date du 14 juil. 2005

Atclire 1er

L'article 1er de l'arrêté du 19 airvl 2005 pronatt etsnoixen de l'avenant du 1er ortobce 2004 rtiealf à la fmooitarn pirnosloenesfle à la cntoovienn ceillvtce nantoilae des canietbs dnaerets est modifié comme siut :

La réserve formulée aux aleicrts 7.6.1 (Formation d'assistante dentaire) et 7.6.2 (Formation d'aide dentaire) sur la bsae de l'article L. 981-3 du cdoe du taviarl est supprimée.

Aairtle 2

Snot renedus obligatoires, puor tuos les elurmeopys et tuos les salariés coimrps dnas le cmhap d'application de la cinnteovnn cecillotve ntnliaaoe des ceibatns dentareis du 17 jenviar 1992, les dotsopniiss de :

- l'avenant du 7 jinaver 2005 potanrt mftcdaiioion de l'article 7.6.2 de l'avenant du 1er ortocbe 2004 reiatlf à la fomoartin pnsoserneflolie à la cnotovnein cetcoville nailnaote susvisée ;

ARRETE du 20 juillet 2005

En vigueur en date du 20 juil. 2005

Atclire 1er

Snot rdenues obligatoires, puor tuos les elyerpumos et tuos les salariés copirms dnas le camhp d'application de la cnoeiotnvn ctcelivloe niantaloe des cabtenis detairnes du 17 jaevnir 1992, les dpoisionitss de l'avenant du 7 jneavir 2005, sur les congés puor miadlae d'un eanfnt de mnois de dozue ans, à la cinovneotn colitcvlee susvisée.

Alircte 2

ARRETE du 5 octobre 2005

En vigueur en date du 19 oct. 2005

Aicrlte 1er

Snot rndeeus obligatoires, puor tuos les epylemours et tuos les salariés comiprs dnas le chmap d'application de la coeotvinnn cviltctloe nanilaote des cnaibets deearnts du 17 jinvaer 1992, les dpitionsois de l'accord du 7 jnvaier 2005 partnot honrmsaiiaton de la glilre de sarelias aevc l'accord du 1er orbocte 2004 raliety à la frtaioomn professionnelle, clnocu dnas le cdrae de la cinneootvn ctovclilee susvisée suos réserve de l'application des diiptonoiss réglementaires pntraot fitaixon du silraae mnmium ifoesnpsrenintrol de croissance.

- l'avenant du 25 février 2005 potnart miadocifiotn de l'article 7.6.1 de l'avenant du 1er otorcbe 2004 rileatf à la fmotioran pseisolennflore à la cvniotneon ctliocelve naanitole susvisée ;

- l'avenant du 25 février 2005 partnot moitdcioifan de l'article 7.6.2 de l'avenant du 1er ocotrbe 2004 rltieaf à la fmoitraon pflloserenisone à la coennvtion clitlvceoe susvisée.

Ailrtce 3

L'extension des eeftfs et soaitncns des atnaenvs susvisés est faite à dater de la pcauibiotln du présent arrêté puor la durée ranestt à ciorur et aux cotnnidios prévues par lisdets avenants.

Aitlrce 4. - Le drceetuir des ritoelnas du tirvaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrnuaol oicefifl de la République française.

Nota. - Le txtée des atnveans susvisés a été publié au Beutllin ociffiel du ministère, fasuicecls covinntnoes cetivlocles n° 2005/8 (pour l'avenant du 7 javnier 2005) et n 2005/15 (pour les anetanvs du 25 février 2005), dinbeosplis à la Dtcierion des Jrnauuox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Ceedx 15, aux pirc de 7,32 eorus et de 7,50 euros.

L'extension des etffes et sinoctnas de l'avenant susvisé est fitae à dtaer de la piaibcotln du présent arrêté puor la durée rensatt à ciuorr et aux coondtniis prévues par leidt avenant.

Alcrite 3

Le deceiuttr des rnaetoils du tairavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jroanul ofcieifl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Buitelln ociffeil du ministère, faclcusie cnvoienntos clteoecvlis n° 2005/13, dbponsliie à la Deicoitrn des Junaourx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cdeex 15, au pirc de 7,50 euros.

Artcile 2

L'extension des efefts et snitonacs de l'accord susvisé est ftiae à daetr de la paibiltocun du présent arrêté puor la durée rnstaet à ciruor et aux cdoniionts prévues par ldiet accord.

Aicrlte 3

Le dciuteerr des rioaetlns du tavairl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jruaonl oefciful de la République française.

Nota. - Le txete de l'accord susvisé a été publié au Blliuten ofifecil du ministère, fcsuscliae coveninnots coleietvcls n° 2005/8, dloipnisbe à la Diocitern des Jnuruoax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cdeex 15, au pirc de 7,50 euros.

ARRETE du 9 novembre 2005

En vigueur en date du 18 nov. 2005

Alcirte 1er

Snot reenuds obligatoires, puor tuos les epyuomrles et tuos les salariés cimpros dnas le cmahp d'application de la cnvnoitoen cloiclvtee nlnaoitae des cnateibs datreeins du 17 janvier 1992, les dnstiiioospis de l'accord du 8 juillet 2005, raieltf aux salaires, ccnlou dnas le cdrae de la cinveotnon clvolctiee susvisée.

Artcile 2

L'extension des etffes et sintcnoas de l'accord susvisé est fiata à

ARRETE du 12 juin 2006

En vigueur en date du 23 juin 2006

Actirle 1er

Snot ruedens obligatoires, puor tuos les erpmueloys et tuos les salariés cioprms dnas le chmap d'application de la covoeitnnn ceoltlvce noaanlite des caitbnes detreians du 17 jeavnir 1992, les doiposstiins de l'avenant du 8 julelit 2005 modfaiint l'article 3.6 de la cnvtoneoin cloelcitve nnaloaita susvisée rtlieaf aux anseches puor congés.

Altirc 2

ARRETE du 13 octobre 2006

En vigueur en date du 24 oct. 2006

Actirle 1er

Snot reduens obligatoires, puor tuos les erpmloueys et tuos les salariés coimprs dnas le camhp d'application de la cnotoinevn ctvilocle noalntiae des caitnebs deneraits du 17 jaivner 1992, les dtssiiopions de l'accord du 2 décembre 2005 mnaidfiot l'article 7.5 du tirte VII rlieatf à la forotaimn professionnelle, clnocu dnas le cadre de la cnotievnnon cltcienvole naintaloe susvisée.

Arltice 2

ARRETE du 17 octobre 2006

En vigueur en date du 29 oct. 2006

Alctire 1er

Snot reuends obligatoires, puor tuos les eemloryups et tuos les salariés cmoiprs dnas le cmhap d'application de la cvnonteoin cevcltiole noilanate des citnbeas deneirats du 17 jnveiar 1992, les disitsnoiops de l'accord du 8 juellit 2005, relitaf au fecneniamnt de la fmirtaon professionnelle, clconu dnas le cdrae de la citoonnevn clvetoicle naiaonlte susvisée.

L'article 7.2.2 est étendu suos réserve de l'application des dipositisons de l'article L. 951-1-II du cdoe du travail.

daetr de la pbtiaucoln du présent arrêté puor la durée rseatnt à cuiror et aux cintondios prévues par ledit accord.

Aiclrtc 3

Le ditureecr des rtnoiaels du taavirl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juarnol ofiifcel de la République française.

Nota. - Le txtee de l'accord susvisé a été publié au Blitulen offeiiel du ministère, fcsiculae cioeotnnvns ccetvliolies n° 2005/32, dibnslipoe à la Dceitorin des Jauuronx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cdeex 15, au pirc de 7,50 euros.

L'extension des efefts et sntoiacns de l'avenant susvisé est fiata à daetr de la pbciutiaoln du présent arrêté puor la durée reatnst à ciruor et aux cdintonois prévues par ledit avenant.

Acirtle 3

Le deiuctrer des rneiatols du travial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jurnaol ocifefil de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Buetilln oificiefl du ministère, flsuciace coietnvonns ceovtlceils n° 2005/32, dboipsnile à la Doeicirtn des Junaourx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cedex 15, au pirc de 7,50 euros.

L'extension des eteffs et sacnitnos de l'accord susvisé est ftaie à daetr de la ptilucoabin du présent arrêté puor la durée rtanset à coruir et aux citniondos prévues par ldeit accord.

Alricte 3

Le dureicter général du tavrial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juanrol oficiefl de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'accord susvisé a été publié au Bleultin oefificl du ministère, fualiccse ceontninovs clloeicvts n° 2006/2, dpbonisile à la Droitcen des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cedex 15, au pirc de 7,61 euros.

Atlrcie 2

L'extension des etffes et stonniacs de l'accord susvisé est ftiae à deatr de la pioibalctun du présent arrêté puor la durée rensatt à ciuror et aux cnitoniods prévues par lidet accord.

Aitrlice 3

Le duetericr général du trivaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonraul oifieicfl de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'accord susvisé a été publié au Beillutn oifeicfl du ministère, fcciulsae coontnnievs ciocllteves n° 2005/39,

ARRETE du 4 janvier 2007

En vigueur en date du 13 janv. 2007

Aclirte 1er

Snot rdeeuns obligatoires, puor tuos les eolurmepys et tuos les salariés coprimis dnas le champ d'application de la cevnonotin cecvlotlie nnoliatae des cebatnis deeitnras du 17 janvier 1992, les diotnipsisoss de l'accord slraaial du 29 stpmbeere 2006 (grilles de tuax heiaorrs annexées) conclcu dnas le crdae de la cnoevotinn ctcvlioiele susvisée, suos réserve de l'application des doitsspinois de l'article L. 981-5, deuxième alinéa, du cdoe du traiaavl solen lleeluseqs la rémunération des teatiilurs de ctrnoat de poftiiseaslorsnonan âgés de puls de 26 ans ne puet être inférieure ni au SIMC ni à 85 % de la rémunération mliaine prévue par les dtsioiinopss de la ceotivonnn ou de l'accord cclltoief de brhncae dnot relève l'entreprise.

Acrtlie 2

L'extension des eetffs et sncniotas de l'accord susvisé est fiata à dater de la potuliacbin du présent arrêté puor la durée rneastt à cuiorr et aux cntoindois prévues par ldiet accord.

Artclie 3

Le dtiucerer général du traaiavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnrauol ofeifcil de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'accord susvisé a été publié au Blteuiln oiifcefl du ministère, fscciuulae civonenntos ccoletevlis n° 2006/45, dlsonbipie à la Docirtein des Jourunax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cedex 15, au pirx untaiire de 7,61 euros.

TEXTES PARUS AU JORF

Arrêté du 31 janvier 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0031 du 6 février 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992, les dispositions de l'accord du 21 mars 2019 relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Compte tenu du nouvel ordonnancement des niveaux de négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, le neuvième alinéa du préambule est étendu sous réserve de l'application de l'article L. 2253-3 du code du travail. En effet, dès lors que les dispositions conventionnelles visent une grille de taux minimaux qui comporte une assiette qui intègre des compléments de salaires et une prime de secrétariat qui constituent des montants minima qui s'imposent, les stipulations conventionnelles de branche ne peuvent avoir pour objet et légalement pour effet de faire obstacle à la conclusion d'accords d'entreprise sur le fondement des dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 31 janvier 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2019/27, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 6 novembre 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0279 du 18 novembre 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992, les stipulations de l'accord du 2 juillet 2020 relatif au dispositif de reconversion ou promotion par alternance (Pro-A), conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

A l'alinéa 2 de l'article 1er les termes : « ou souhaitant obtenir une qualification professionnelle supérieure à celle qu'ils ont acquise. » sont exclus de l'extension en tant qu'ils contreviennent aux dispositions prévues par l'article D. 6324-1-1 du code du travail.

L'article 3 est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article D. 6324-1-1 du code du travail.

A l'alinéa 2 de l'article 3, les termes « La reconversion ou la promotion par alternance permet à ces salariés d'atteindre un niveau de qualification supérieur ou identique à celui qu'ils détiennent au moment de leur demande de reconversion ou de promotion par l'alternance » sont exclus de l'extension en tant qu'ils contreviennent aux dispositions prévues par l'article D. 6324-1-1 du code du travail.

L'article 5 est exclu de l'extension en tant qu'il contrevient aux dispositions prévues par l'article L. 6325-12 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 6 novembre 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/39, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 25 janvier 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0029 du 3 février 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention

collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992, les stipulations de l'accord du 16 janvier 2020 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2020, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 25 janvier 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/19, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 5 février 2021 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0038 du 13 février 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires, les stipulations de l'accord du 21 mars 2019 relatif à l'inscription du titre d'assistant dentaire aux ARS, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 5 février 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/35, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc/.

Arrêté du 9 juin 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0149 du 29 juin 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992, les stipulations de l'accord salarial du 14 janvier 2021, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée. Compte tenu du nouvel ordonnancement des niveaux de négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, le dernier alinéa du préambule est étendu sous réserve de l'application de l'article L 2253-3 du code du travail. En effet, dès lors que les dispositions conventionnelles visent une grille des taux minimaux des personnels qui prévoit une prime de secrétariat et constituent des montants minima qui s'imposent, les stipulations conventionnelles de branche ne peuvent avoir pour objet et légalement pour effet de faire obstacle à la conclusion d'accords d'entreprise sur le fondement des dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions. Le paragraphe de l'accord « Dépôt - Extension - Application » est étendu sous réserve du principe de non rétroactivité des actes administratifs.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait le 9 juin 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2021/9, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 17 septembre 2021 portant

extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets dentaires (n° 1619)

JORF n°0227 du 29 septembre 2021

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2019/41 disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992, les stipulations de l'avenant du 5 juillet 2019 à l'accord du 21 mars 2019 portant désignation de l'OPCO des entreprises de proximité en tant que futur opérateur de compétences (OPCO), conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 17 septembre 2021.